CABINET
DU
GOUVERNEUR

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

ANNÉE 1925

CAYENNE

Imprimerie du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE LA GUYANE
BIBLIOTHÈQUE
A. FRANCONIE

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

TABLE CHRONOLOGIQUE
DES MATIÈRES.

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1904. 23 décemb.	Loi décidant que lorsque les fêtes légales tomberont un dimanche, aucun payement ne sera exigé et aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes.....	624
1905. 13 juillet.	Loi décidant que lorsque les fêtes légales tomberont un vendredi, aucun payement ne sera exigé, ni aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes; lorsqu'elles tomberont le mardi aucun payement ne sera exigé, ni aucun protêt ne sera dressé la veille de ces fêtes.....	625
1906. 20 décemb.	Loi modifiant l'article 1er de la loi du 13 juillet 1905 décidant que, lorsque les fêtes légales tomberont un vendredi, aucun payement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes; lorsqu'elles tomberont le mardi aucun payement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé la veille de ces fêtes.....	626
1909. 29 octob..	Loi prorogeant la date des échéances lorsque le 1er novembre sera un lundi.....	627
1911. 26 décemb.	Loi rendant applicables aux colonies les lois du 20 décembre 1906 et 29 octobre 1909.	625
1919. 3 août...	Décret portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi du 5 août 1919 relative à la modification du régime douanier des produits pétrolifères en France.....	218
1922. 12 avril..	Loi réduisant à cinq années l'effet des oppositions pratiquées entre les mains des comptables des départements, communes et autres établissements publics.....	22
1922. 12 avril..	Loi autorisant le paiement au profit de l'époux survivant des soldes dues au décès des fonctionnaires.....	9.

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1924. 9 février..	Délibération du Conseil général établissant à la Guyane française un droit de magasinage et un droit de réexpédition sur les colis postaux, approuvé par décret du 5 septembre 1924 promulgué au *Journal officiel* de la colonie du 22 novembre 1924, n° 47, par arrêté en date du 28 octobre 1924.....	138
1924. 31 mai...	Loi portant ratification de la Convention sur la liberté du transit...	381
1924. 22 août..	Délibération du Conseil général de la Guyane française relative à l'établissement de l'impôt général sur le revenu	232
1924. 25 août..	Résolution établissant deux décimes sur les droits de timbre de dimension et élevant les quotités des droits du timbre des connaissements.....	186
1924 25 août..	Résolution modifiant le tarif des droits du timbre proportionnel.....	187
1924. 22 octob..	Décret portant majoration des tarifs des masses d'entretien et de secours de la Gendarmerie coloniale fixés par le décret du 19 décembre 1913...	46
1924. 23 octob..	Décret modifiant le décret du 19 mai 1921 fixant les conditions de tarif ou autres applicables aux mandats-poste et aux valeurs à recouvrer dans les relations entre la France, l'Algérie, les colonies françaises d'une part, ainsi que les rapports de ces derniers bureaux entre eux.....	29
1924. 26 nov..	Arrêté ministériel modifiant l'arrêté du 27 février 1922, concernant le scolyte du grain de café.....	3
1924. 28 nov.	Décret réglant la composition et la compétence des commissions de réforme des colonies, pays de protectorat et territoires relevant du Ministère des colonies.....	497

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1924. 15 décemb.	Décret rendant applicable aux colonies la loi du 12 avril 1922.....	21
1924. 15 décemb.	Délibération modifiant le mode d'assiette et les règles de perception du droit de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose.....	162
1925. 3 janv...	Loi relative à l'amnistie (*Bulletin supplémentaire n° 2 bis*).....	»
1925. 5 janv...	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'acquisition de la propriété « Kerhuel » par la commune de Cayenne.....	4
1925. 8 janv....	Arrêté modifiant ou complétant l'arrêté du 3 décembre 1920, établissant une indemnité pour charges de famille en faveur des fonctionnaires.....	5
1925. 8 janv....	Arrêté créant une indemnité temporaire de cherté de vie en faveur des fonctionnaires dont le traitement colonial est de 4,000 francs et au-dessous.....	6
1925. 8 janv...	Arrêté créant un cours facultatif de sténographie au Collège de Cayenne.....	7
1925. 8 janv...	Arrêté autorisant le paiement par les bureaux de poste de plein exercice de la colonie de certaines dépenses pour le compte du Trésor.....	8
1925. 8 janv...	Arrêté modifiant le nombre des perceptions.	10
1925. 10 janv...	Décret étendant aux relations intercoloniales et internationales les dispositions du décret du 26 mars 1924 réorganisant les opérations d'articles d'argent.....	75
1925. 12 janv...	Arrêté portant versement de retenues rétroactives à la caisse locale de retraite par M. Champagne (Victor), surveillant des travaux.....	12

DATES.	ANALYSE.	PAGES
1925. 12 janv..	Décision portant nominativement application aux agents et sous-agents des Postes de la Guyane des dispositions de l'arrêté du 30 décembre 1924.....	13
1925. 17 janv...	Décision autorisant M. Léon Mine à établir une distillerie agricole à Sinnamary. ...	14
1925. 20 janv...	Décret .— Constatation de payements effectués à des parties prenantes illettrées ou dans l'impossibilité de signer.....	277
1925. 22 janv..	Arrêté réglant le mode de délivrance des licences personnelles.....	16
1925. 22 janv..	Arrêté complétant celui du 8 janvier 1925, qui a créé une indemnité temporaire de cherté de vie.....	19
1925. 22 janv..	Arrêté promulguant dans la colonie le décret du 15 décembre 1924, rendant applicable aux colonies la loi du 12 avril 1922. — Rapport.....	20
1925. 22 janv..	Arrêté portant désignation des membres du Tribunal des pensions pour l'année 1925.....	23
1925. 22 janv..	Arrêté autorisant la commune de Sinnamary à faire l'acquisition d'un immeuble...	24
1925. 22 janv..	Arrêté chargeant les secrétaires de mairie et les greffiers des communes rurales de la colonie de la vente des meubles et objets mobiliers appartenant au Service local et remis au service des Domaines pour être vendus aux enchères publiques.....	25
1925. 22 janv..	Arrêté fixant le prix de remboursement de la journée de traitement à la Léproserie de l'Acarouany	26
1925. 22 janv.	Arrêté modifiant l'article 2 d'un arrêté du 26 avril 1924 relatif aux émoluments des Percepteurs et des Percepteurs-receveurs municipaux de la Guyane.....	27

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 27 janv..	Arrêté promulguant le décret du 28 octobre 1924 modifiant le décret du 19 mai 1924 fixant les conditions de tarif ou autres applicables aux mandats-poste et aux valeurs à recouvrer dans les relations entre la France, l'Algérie, les colonies françaises d'une part, et les bureaux français à l'étranger d'autre part, ainsi que les rapports de ces derniers bureaux entre eux	28
1925. 27 janv..	Arrêté fixant la répartition du reliquat du contingent de 150 hectolitres d'alcool pur attribué à la Guyane pour l'année 1924.	32
1925. 27 janv..	Décision concernant l'élection des délégués du personnel de la Trésorerie en qualité de membres de la commission permanente dite de discipline.....	34
1925. 28 janv .	Arrêté fixant les suppléments de fonctions attribués au titre de l'indemnité de responsabilité aux Percepteurs et Percepteurs-Receveurs municipaux ainsi que les allocations forfaitaires pour frais de service leur revenant	36
1925. 28 janv..	Arrêté portant versement des retenues rétroactives à la Caisse locale de retraite par M. Roberty (Victor), matelot-charpentier du service des Ports et Rades...	37
1925. 30 janv..	Décret approuvant une délibération du Conseil général de la Guyane française concernant le crédit des droits sur les marchandises d'importation et d'exportation....	66
1925 4 février..	Décret attribuant à la Caisse agricole de la Guyane le montant des redevances de la Banque de la Guyane.....	115
1925. 5 février..	Arrêté prescrivant l'imputation définitive au Service local du solde créditeur des successions déshérentes atteintes par la prescription trentenaire.....	42

DATES.	ANALYSE	PAGES.
1925. 5 février.	Arrêté portant concession d'une pension à Mme David (Alexandre), veuve d'un agent de la Police municipale	43
1925. 6 février.	Décret modifiant celui du 12 avril 1914 relatif à la chasse et l'exploitation industrielle de la baleine dans les colonies françaises	160
1925. 9 février.	Arrêté instituant un Comité permanent chargé d'organiser la participation et la représentation de la Guyane aux Expositions et Foires métropolitaines ou étrangères	44
1925. 11 février.	Circulaire ministérielle. — Fonctionnaires candidats aux élections législatives	129
1925. 12 février.	Arrêté promulguant la loi du 3 janvier 1925 relative à l'amnistie (*Bulletin supplémentaire n° 2 bis*)	//
1925. 14 février.	Décret modifiant celui du 6 août 1924 sur l'organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales	142
1925. 18 février.	Arrêté promulguant le décret du 22 octobre 1924 portant majoration des tarifs des masses d'entretien et de secours de la Gendarmerie coloniale. — Rapport	45
1925. 23 février.	Décision convoquant les électeurs consulaires pour l'élection de quatre membres de la Chambre de commerce	47
1925. 23 février	Arrêté déterminant le pourcentage suivant lequel les communes des 1re et 2e circonscriptions devront participer dans les dépenses du Percepteur de leur circonscription respective en 1925	48
1925. 28 février.	Décision réintégrant Mlle Rousseau Saint-Philippe (Marguerite) dans son emploi de dame employée de 2e classe des Postes et Téléphones en exécution des dispositions de la loi d'amnistie	50

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 3 mars.	Décret relatif au droit de timbre proportionnel	182
1925. 5 mars..	Arrêté fixant l'encaisse des bureaux de Postes de plein exercice de la colonie..... ...	58
1925. 5 mars..	Arrêté autorisant le transport en France des restes mortels des fonctionnaires ou des membres de leur famille décédés aux colonies	60
1925. 5 mars..	Arrêté portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 1,200,000 francs au chapitre 17 « Dépenses d'ordre » de l'exercice 1925	61
1925. 5 mars..	Arrêté portant relèvement des tarifs de frais d'hospitalisation à l'Hôpital-Hospice civil de Cayenne...	62
1925. 5 mars..	Arrêté autorisant les Receveurs et Receveuses des bureaux de poste subordonnés à demander des fonds de subvention aux comptables de leur résidence	63
1925. 6 mars..	Décision du Conseil d'Etat portant annulation des opérations électorales auxquelles il a été procédé le 23 septembre 192. dans la 1re circonscription de Cayenne..	131
1925. 7 mars..	Loi tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée	103
1925. 9 mars..	Circulaire ministérielle. — Formalités en matière de pouvoirs à donner à un correspondant colonial.....	212
1925. 11 mars.	Arrêté ministériel complétant celui du 27 février 1922 sur la protection des plantations de caféiers contre le scolyte du grain de café «Stephanoderes coffeae»..	359
1925. 13 mars.	Arrêté promulguant le décret du 30 janvier 1925 approuvant une délibération du Conseil général de la Guyane française concernant le crédit des droits sur les	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	marchandises d'importation et d'exportation	65
1925. 13 mars .	Arrêté attribuant une allocation exceptionnelle de 500 francs aux fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et locaux	67
1925. 13 mars .	Décret modifiant le mode d'assiette et les règles de perception de l'impôt locatif sur les immeubles en Guyane française. — Rapport	118
1925. 14 mars..	Arrêté créant à Cayenne un service d'abonnement aux cablogrammes de presse...	69
1925. 14 mars..	Décret relatif aux pensions des magistrats coloniaux	274
1925. 18 mars.	Arrêté modifiant celui du 13 mars 1925 attribuant une allocation exceptionnelle de 500 francs aux fonctionnaires	70
1925. 19 mars..	Arrêté ministériel portant règlement sur l'organisation des services médicaux et hospitaliers de l'Administration pénitentiaire coloniale	350
1925. 19 mars..	Décrets modifiant les parités d'office des personnels des eaux et forêts ; des phares, sémaphores, vigies ; des agents locaux des postes	398
1925. 20 mars.	Décision rapportant celle du 17 octobre 1917 confiant l'enfant assistée Cadoré (Paule-Mathilde) à Mme veuve Maria Ledi	71
1925. 20 mars..	Décision. — Désignation de trois membres du Conseil sanitaire maritime pour l'année 1925	72
1925 24 mars..	Circulaire ministérielle relative au point de départ du paiement d'une pension d'infirmités, en cas de disponibilité antérieure.	472

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 25 mars.	Décision nommant une commission chargée de rechercher les modifications à apporter à l'arrêté du 11 novembre 1916.....	73
1925. 28 mars.	Arrêté promulguant le décret du 10 janvier 1925 étendant aux relations intercoloniales et internationales les dispositions du décret du 26 mars 1924 réorganisant les opérations d'articles d'argent. — Rapport.....	74
1925. 31 mars.	Décret portant organisation du travail à bord des navires affectés à la navigation maritime *(Bulletin supplémentaire n° 9 bis)*...	»
1925. 4 avril...	Décret relatif au timbre de dimension et au timbre des connaissements.....	184
1925. 4 avril...	Décret relatif à des modifications apportées au mode d'assiette et aux règles de perception de la taxe de consommation sur les spiritueux dans la colonie.....	137
1925. 4 avril...	Arrêté ministériel. — Cession de main-d'œuvre pénale à la Guyane française.	213
1925. 7 avril...	Arrêté. — Reprise de fonctions de M. Chanel Gouverneur de la Guyane française.....	8
1925. 7 avril...	Arrêté installant M. Thaly (Gabriel) dans ses fonctions de Secrétaire général du Gouvernement.....	83
1925. 7 avril...	Arrêté installant M. Angammarre (Raoul) dans ses fonctions de Chef de Cabinet du Gouverneur et de Secrétaire-archiviste..	84
1925. 7 avril...	Arrêté chargeant M. Angammarre, Chef de Cabinet du Gouverneur, de la légalisation des actes à transmettre hors de la colonie et de ceux provenant de l'intérieur.....	87
1925. 7 avril...	Arrêté. — Délégation d'attributions au Secrétaire général du Gouvernement de la Guyane française.....	88

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 7 avril...	Décision réintégrant M Lestrade (Philippe) dans ses fonctions de Vérificateur principal des Douanes.....	87
1925 5 avril...	Décision portant mutations dans le personnel métropolitain des Douanes de la Guyane	88
1925. 7 avril .	Décision portant réintégration de M. Faula en qualité de commis de 3e classe du Secrétariat général de la Guyane.....	89
1925. 8 avril...	Circulaire ministérielle. — Fonctionnaires candidats aux élections législatives.....	215
1925. 8 avril ..	Circulaire ministérielle au sujet du décret du 14 mars 1925, appliquant aux magistrats coloniaux les dispositions de l'article 4 de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions.....	271
1925. 9 avril...	Arrêté déterminant les sections de vote en vue des élections pour le renouvellement des Conseils municipaux.....	90
1925. 9 avril...	Arrêté convoquant les collèges électoraux des différentes communes de la Guyane pour l'élection des Conseils municipaux.	90
1925. 10 avril..	Arrêté promulguant l'article 18 de la loi du 12 avril 1922 autorisant le paiement, au profit de l'époux survivant, des soldes dues au décès des fonctionnaires.....	94
1925. 14 avril..	Arrêté portant création d'une école publique mixte au petit Ouanary (Oyapoc).....	96
1925. 14 avril..	Arrêté étendant au personnel des cadres locaux de la Guyane française les avantages de l'article 7 de la loi du 1er avril 1923 sur le recrutement de l'armée.....	97
1925 16 avril..	Arrêté promulguant la loi du 7 mars 1925 tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée	102

DATES.	ANALYSE	PAGES
1925. 21 avril.	Arrêté promulguant le décret du 14 février 1925 qui modifie celui du 6 août 1924 sur l'organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales. — Rapport.	110
1925. 23 avril..	Arrêté promulguant le décret du 4 février 1925 qui attribue à la Caisse agricole de la Guyane le montant des redevances de la Banque de la Guyane.....	114
925 25 avril ..	Arrêté promulguant le décret du 13 mars 1925 modifiant le mode d'assiette et les règles de perception de l'impôt locatif sur les immeubles en Guyane française.— Rapport.....	116
1925. 28 avril..	Décision accordant une indemnité aux agents auxiliaires du service des Travaux publics pourvus de bicyclettes.....	120
1925. 28 avril..	Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 6 de la loi du 14 avril 1924 sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires	260
1925. 28 avril..	Décret complétant l'article 2 du décret du 1er décembre 1920 portant amélioration des traitements du personnel des bureaux des Secrétariats généraux.....	267
1925. 29 avril..	Décret établissant à la Guyane française l'impôt général sur le revenu	231
1925. 1 mai....	Arrêté convoquant en session extraordinaire le Conseil municipal de Cayenne pour l'élection du Maire et des adjoints.	134
1925. 6 mai.. .	Arrêté promulguant à la Guyane française le décret du 4 avril 1925, relatif à des modifications apportées au mode d'assiette et aux règles de perception de la taxe de consommation sur les spiritueux dans la colonie. — Rapport.....	135
1925. 6 mai....	Décret portant établissement à la Guyane française d'une taxe spéciale sur la valeur des marchandises exportées et importées.	192

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 7 mai. ..	Décision relative à la proclamation des Conseillers municipaux de la commune de Macouria.....	142
1925. 7 mai....	Décision relative à la proclamation des Conseillers municipaux de la commune de Sinnamary	144
1925. 7 mai....	Décision relative à la proclamation des Conseillers municipaux de la commune d'Approuague.....	145
1926. 7 mai ...	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'acquisition par la commune d'Approuague de la chapelle et du presbytère de la section de Régina	147
1925. 7 mai....	Arrêté allouant une indemnité de logement aux agents des Travaux publics et des Mines en service dans les communes rurales.....	148
1925. 8 mai....	Arrêté désignant deux membres du Conseil général pour faire partie de la commission cadastrale.....	149
1925. 8 mai....	Arrêté autorisant une session extraordinaire des Conseils municipaux de six communes rurales pour l'élection des Maires et des adjoints.....	150
1925. 11 mai...	Arrêté mettant au concours trois places de commis de 4e classe de la Trésorerie de la Guyane.....	151
1925. 13 mai...	Arrêté autorisant une session extraordinaire des Conseils municipaux de trois communes rurales pour l'élection des Maires et des adjoints.....	152
1925. 13 mai...	Arrêté relevant l'allocation spéciale destinée à rétribuer les employés auxiliaires de la Trésorerie de Cayenne.....	153

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 13 mai...	Décision rapportant celui du 8 juillet 1924 chargeant M. Clarac de la gestion du 2e bureau de l'Enregistrement de Cayenne..	154
1925. 13 mai...	Décision nommant une Commission chargée d'évaluer la richesse nationale à la Guyane	154
1925. 13 mai...	Décret relatif aux horaires et programmes dans les classes des lycées et collèges de garçons.....	549
1925. 14 mai...	Arrêté promulguant la loi du 5 août 1919 relative à la modification du régime douanier de produits pétrolifères.....	155
1925. 14 mai...	Arrêté promulguant le décret du 6 février 1925 modifiant celui du 12 avril 1914 relatif à la chasse et l'exploitation industrielle de la baleine dans les colonies françaises. — Rapport.....	158
1925. 14 mai...	Arrêté promulguant le décret du 3 mai 1925 approuvant une délibération du Conseil général de la Guyane française, relative au mode d'assiette et aux règles de perception du droit de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose.....	161
1925. 14 mai...	Arrêté rendant applicable une délibération du Conseil général de la Guyane française en date du 15 décembre 1924, fixant à nouveau le tarif des droits de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose récoltées ou fabriquées à la colonie.....	163
1925. 15 mai...	Arrêté convoquant le Conseil municipal de Kourou en session extraordinaire pour l'élection du Maire et des adjoints.....	163
1925. 16 mai...	Décision relative à la proclamation des Conseillers municipaux de la commune d'Oyapoc.....	166
1925. 16 mai...	Décret portant promulgation de la Convention sur la liberté du travail.....	382

DATES.	ANALYSE.	PAGES
1925. 18 mai..	Arrêté fixant la période de vérification des poids et mesures dans les diverses communes de la colonie.....	168
1925. 19 mai...	Arrêté autorisant une session extraordinaire du Conseil municipal d'Oyapoc pour l'élection du Maire et des adjoints.....	169
1925. 19 mai...	Arrêté autorisant une session extraordinaire du Conseil municipal de Mana pour l'élection du Maire et des adjoints.....	170
1925. 20 mai...	Décision relative à la proclamation d'un Conseiller municipal de la commune de Kaw..	170
1925. 20 mai...	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921 du 1er avril 1921 au 31 mars 1922 de M. Regour (Gustave), receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Cayenne.....	172
1925. 20 mai...	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 31 mars 1921 de M. Clément (Charles), receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Cayenne.....	173
1925. 20 mai...	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 23 décembre 1921 au 31 mars 1922 de M. Clément (Charles), receveur municipal de la commune d'Approuague.....	174
1925. 20 mai..	Arrêté modifiant le tarif des frais de poursuites à payer aux Porteurs de contraintes en matière de contributions directes, taxes ou produits assimilés	175
1925. 20 mai. .	Arrêté réglementant l'application des nouveaux tarifs de timbre à la Guyane	180
1925. 25 mai...	Arrêté promulguant le décret du 3 mars 1925 relatif au droit de timbre proportionnel. — Rapport.....	181

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925 25 mai...	Arrêté portant promulgation du décret du 4 avril 1925 relatif au timbre de dimension et au timbre des connaissements. — Rapport.....	183
1925. 25 mai...	Arrêté rendant exécutoire la délibération du Conseil général de la Guyane du 25 mai 1924, relatif au timbre de dimension et au timbre des connaissements.....	185
1925. 25 mai...	Arrêté rendant exécutoire la délibération du Conseil général de la Guyane du 25 août 1924, qui a modifié le tarif du timbre proportionnel.....	187
1925. 25 mai...	Arrêté réglementant à la Guyane l'application des nouveaux tarifs des coupons....	188
1925. 26 mai...	Arrêté autorisant une session extraordinaire du Conseil municipal de Kaw pour l'élection du Maire et des adjoints.....	189
1925. 26 mai...	Décision autorisant le maintien à l'Orphelinat de l'enfant Remarla (Maurice).....	190
1925. 27 mai...	Arrêté promulguant le décret du 6 mai 1925 portant établissement à la Guyane française d'une taxe spéciale sur la valeur des marchandises exportées et importées...	191
1925. 28 mai...	Décision portant mutation dans le personnel du service des Travaux publics et des Mines.....	194
1925. 28 mai...	Décret prohibant dans les colonies et pays de protectorat français, autres que la Tunisie et le Maroc, la sortie des jetons en bronze d'aluminium.....	379
1925. 29 mai...	Arrêté portant nouvelle fixation des effectifs des corvées municipales.....	195
1925. 29 mai...	Arrêté déterminant les sections de vote en vue des élections pour le renouvellement de la série sortante du Conseil général..	197

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 29 mai...	Arrêté portant convocation des collèges électoraux des 1re, 2e, 3e, 4e, 5e et 6e circonscriptions.— Elections du Conseil général	198
1925. 2 juin....	Arrêté promulguant le décret du 30 août 1919 portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi du 5 août 1919 relative à la modification du régime douanier des produits pétrolifères	217
1925. 5 juin....	Arrêté promulguant le décret du 29 avril 1925 établissant à la Guyane française l'impôt général sur le revenu.....	229
1925. 6 juin....	Arrêté modifiant l'article 6 de l'arrêté n° 410 *bis* du 29 mai 1925 portant convocation des collèges électoraux des 1r, 2e, 3e, 4e, 5e et 6e circonscriptions pour l'élection de neuf Conseillers généraux...	237
1925. 11 juin...	Arrêté déterminant certaines mesures nécessaires à l'application du décret du 29 avril 1925 établissant à la Guyane française l'impôt général sur le revenu.....	238
1925. 11 juin...	Arrêté portant convocation du Conseil général en session extraordinaire.....	239
1925. 11 juin...	Arrêté portant suppression par voie d'extinctions du cadre des gardes sanitaires.	240
1925. 11 juin ..	Arrêté portant suppression de l'emploi de cuisinier-chef de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne.....	241
1925. 11 juin...	Arrêté portant suppression de l'emploi de gardien du Chalet de Bourda.....	242
1925. 11 juin...	Arrêté portant suppression, par voie d'extinctions, du cadre des plantons et concierges du Service local.....	243
1925. 11 juin...	Arrêté portant suppression par voie d'extinctions du cadre des Secrétaires de Mairie des communes rurales.....	244

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 11 juin...	Arrêté portant suppression du poste d'adjudant de la Police générale.....	245
1925. 11 juin...	Arrêté portant réduction de l'effectif du cadre du personnel local du Secrétariat général de la Guyane.....	246
1925. 11 juin...	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1921 du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, de M. Octaville, receveur des Bureaux de bienfaisance des communes de Macouria et de Rémire.....	247
1925. 11 juin...	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, de M. Octaville (Raoul), receveur municipal des communes de Matoury, Rémire, Roura, Kaw, Tonnégrande et Macouria...	248
1925. 11 juin...	Arrêté rendant applicables à la commune du Maroni les dispositions de l'arrêté local du 28 septembre 1903.....	249
1925. 11 juin...	Arrêté modifiant l'article 1er de l'arrêté du 22 décembre 1919 portant réorganisation du service des Ports et Rades. Sémaphores et Phares.....	250
1925. 11 juin...	Arrêté rapportant celui du 20 juin 1920 portant création de l'emploi de Magasinier-gérant du service des Travaux publics de la Guyane française.....	251
1925. 11 juin...	Arrêté complétant l'article 36 de l'arrêté forestier du 11 novembre 1916.....	252
1925. 11 juin...	Décision modifiant l'article 1er de la décision n° 952 du 26 décembre 1882.....	253
1925. 12 juin .	Circulaire ministérielle. — Référé n° 3526 du 16 octobre 1924 au Ministre des finances. — Séries de prix concernant les fournitures.....	369
1925. 15 juin..	Arrêté relatif à la célébration de la Fête Nationale	256

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 16 juin...	Arrêté autorisant une réunion extraordinaire du Conseil municipal de Cayenne	256
1925. 16 juin...	Dépêche ministérielle au sujet de l'envoi au Département des propositions de grâces générales	371
1925. 17 juin...	Décision mettant à la disposition des municipalités une somme de 3,000 francs à l'occasion de la Fête Nationle du 14 juillet 1925	257
1925. 17 mai...	Arrêté promulguant le décret du 28 avril 1925 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 6 de la loi du 14 avril 1924 sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires. — Rapport	258
1925. 17 juin...	Arrêté promulguant le décret du 28 avril 1925 qui complète l'article 2 du décret du 1er décembre 1920 portant amélioration des traitements du personnel des bureaux des Secrétariats généraux	265
1925. 20 juin...	Arrêté rapportant celui du 25 juin 1924 ordonnant l'expulsion de la nommée Frédéric (Catherine) *dite* Una	268
1925. 23 juin...	Arrêté autorisant une session extraordinaire du Conseil municipal d'Oyapoc	268
1925. 24 juin...	Arrêté autorisant une réunion extraordinaire du Conseil municipal de Mana	269
1925. 24 juin...	Décision nommant deux membres de la Commission administrative du Bureau de bienfaisance de Mana	269
1925. 26 juin...	Arrêté promulguant le décret du 14 mars 1925, relatif aux pensions des magistrats coloniaux	270
1925. 26 juin...	Arrêté promulguant le décret du 20 janvier 1925. — Constatation des payements effectués à des parties prenantes illet-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	trées ou dans l'impossibilité de signer. — Rapport.....	275
1925. 28 juin...	Décret portant création en Guyane française d'un certificat de capacité correspondant au baccalauréat métropolitain.	336
1925. 30 juin...	Décision relative aux opérations électorales du 3 mai 1925 de la commune de Macouria.	278
1925. 30 juin...	Décision relative aux opérations électorales du 3 mai 1925 de la commune de Macouria..	279
1925. 30 juin...	Décision relative aux opérations électorales de la commune de Matoury en date du 3 mai 1925.....	285
1925. 30 juin...	Décision relative aux opérations électorales de la commune de Matoury en date du 3 mai 1925.....	286
1925. 3 juillet..	Arrêté approuvant une délibération du Conseil général en date du 26 juin 1925 créant une taxe spéciale de commerce intérieur en remplacement de la patente pour les commerçants de l'intérieur.....	310
1925. 3 juillet..	Décision relative à la proclamation d'un Conseiller général de la 2e circonscription.....	314
1925. 3 juillet..	Dépêche ministérielle:— Application de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924. Versement des retenues rétroactives (*Bulletin supplémentaire n° 7 ter*)..	//
1925. 6 juillet..	Arrêté portant institution de la Caisse Agricole à la Guyane (*Bulletin supplémentaire n° 7 bis*)	//
1925. 9 juillet..	Décision mettant une somme de 10,000 francs à la disposition du Président du Comité d'organisation de la Fête Nationale du 14 juillet.	316

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 11 juillet.	Décision relative aux opérations électorales de la commune de Sinnamary en date du 3 mai 1925	317
1925. 13 juillet.	Loi portant fixation du budget général de l'exercice 1925	404
1925. 13 juillet.	Dépêche ministérielle. — Application de l'article 57 de la loi de Finances du 30 juin 1923. Calcul de la provision sur les droits de désarmement. Ouverture d'un compte accessoire	301
1925. 13 juillet.	Loi portant fixation du budget général de l'exercice 1925	486
1925. 19 juillet.	Dépêche ministérielle.— Imputation nouvelle des frais de déplacement occasionnés par les Commissions de visite des inscrits en instance de pension	308
1925. 19 juillet.	Décret portant règlement d'administration publique pour l'application à la Guyane de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes sur la responsabilité des accidents du travail	431
1925. 20 juillet.	Circulaire ministérielle relative à la validation de services pour la retraite (loi du 14 avril 1924)	423
1925. 21 juillet.	Décision admettant M. Modock (Adhémar), commis principal hors classe du cadre général des Travaux publics des Colonies au bénéfice du régime de la Caisse locale des retraites	321
1925. 23 juillet.	Arrêté abrogeant les dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 8 mars 1924 fixant le traitement du personnel de l'Enseignement primaire en Guyane	322
1925. 23 juillet.	Arrêté créant le poste de Directeur de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne, et fixant la hiérarchie, la solde, le classement et le régime disciplinaire de ce fonctionnaire	324

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 23 juillet.	Arrêté portant concession d'une pension proportionnelle à Mlle Palmier (Adélaïde-Hermence), visiteuse des Douanes.....	326
1925. 23 juillet.	Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires à divers chapitres du budget local, exercice 1923.....	327
1925. 28 juillet.	Arrêté portant annulation de crédits distribués au titre de l'exercice 1923 et non employés.....	328
1925. 23 juillet.	Arrêté réglant le fonctionnement du Bureau de bienfaisance de Kourou, ainsi que les attributions de la Commission administrative de cet établissement.....	329
1925. 23 juillet.	Décret.— Congés spéciaux pour tuberculose ou maladie mentale.....	425
1925. 27 juillet.	Arrêté autorisant le fonctionnement à Sinnamary d'une section des Boys-Scouts de la Guyane française.....	331
1925. 27 juillet.	Arrêté relatif à la visite médicale des inscrits de la classe 1926 et des ajournés des classes 1923, 1924 et 1925.....	331
1925. 28 juillet.	Arrêté relatif aux opérations du Conseil de révision et à la visite médicale des hommes de la classe 1926 et des ajournés des classes 1923, 1924 et 1925.....	333
1925. 29 juillet.	Décret relatif à l'exploitation en temps de paix et en temps de guerre, des stations radioélectriques.....	503
1925. 30 juillet.	Arrêté promulguant le décret du 28 juin 1925 portant création à la Guyane française d'un certificat de capacité correspondant au baccalauréat métropolitain. — Rapport.....	334
1925. 31 juillet.	Décret relatif à l'emploi des transmissions radioélectriques, en temps de paix, par les navires et les aéronefs.....	509

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 7 août...	Décision. — Imputation aux communes rurales des frais de déplacement des médecins chargés d'effectuer des tournées médicales dans ces communes.....	371
1925. 10 août..	Décision fixant les heures de communication au public des registres du service des Mines.....	372
1925. 10 août..	Circulaire ministérielle.— Modifications au règlement du 16 janvier 1905.....	473
1925. 12 août..	Circulaire ministérielle. — Justification du transport des encaisses des agents spéciaux au 31 décembre.....	475
1925. 13 août..	Arrêté créant une chefferie du service médical à l'Hôpital-hospice civil de Cayenne.	373
1925. 13 août..	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1924 de M. Salvador (Clovis), receveur du Bureau de bienfaisance de Sinnamary.....	374
1925. 13 août..	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1924 de M. Selbonne (Gaston), receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Mana.....	375
1925. 13 août. .	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1924 de M. Clément (Charles), receveur des Bureaux de bienfaisance des communes de Rémire et Macouria.....	376
1925. 13 août. .	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1924 de M. Clément (Charles), receveur municipal des communes de Rémire, Matoury, Tonnégrande, Montsinéry, Macouria et Kaw.	376
1925. 13 août...	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1924, du 1er janvier 1924 au 18 décembre 1924, de M. Octaville (Raoul), receveur municipal de la commune de Montsinéry.....	377

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 13 août..	Décret relatif à la démission de fonctionnaires et agents coloniaux.....	489
1925. 17 août..	Arrêté promulguant le décret du 28 mai 1925 prohibant dans les colonies et pays de protectorat français, autres que la Tunisie et le Maroc, la sortie des jetons en bronze d'aluminium.— Rapport..	378
1925. 20 août..	Arrêté promulguant : 1° la loi du 31 mai 1924 portant ratification de la Convention sur la liberté du transit ; 2° le décret du 16 mai 1925 portant promulgation de cette Convention.....	380
1925. 21 août..	Arrêté rapportant celui du 4 juin 1924 ordonnant l'expulsion de la colonie de la nommée Noémie Abraham.....	395
1925. 21 août..	Décision nommant une Commission chargée d'estimer certains immeubles militaires de Cayenne désaffectés, en vue de leur aliénation au profit de la Colonie..	396
1925. 21 août.	Loi modifiant et complétant les dispositions de l'article 10 des statuts annexés à la loi du 21 mars 1919, portant renouvellement du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion.....	537
1925. 22 août..	Arrêté promulguant à la Guyane française le decret du 19 mars 1925 modifiant le parités d'office des personnels des Eaux et Forêts ; des Phares, Sémaphores, Virgies ; des agents locaux des Postes — Rapport.....	397
1925. 25 août..	Arrêté ministériel modifiant celui du 27 février 1922 sur la protection des plantations de caféiers contre les scolytes du grain de café.....	476
1925. 25 août..	Circulaire ministérielle.— Extension au personnel des cadres coloniaux et locaux des avantages de la loi du 17 avril 1924 .	477

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 26 août..	Arrêté portant promulgation à la Guyane française des articles 152 et 153 de la loi de finances du 13 juillet 1925.....	404
1925. 26 août..	Décision chargeant M. Thaly (Gabriel), Secrétaire général, de l'expédition des affaires courantes et urgentes pendant l'absence du Gouverneur, du chef-lieu.....	407
1925. 26 août..	Décret fixant la répartition entre les colonies du contingent de 192,000 hectolitres d'alcool pur, de rhums et tafias à admettre à l'entrée en France sous le régime de la franchise.....	458
1925 26 août..	Décret portant ratification des arrangements et conventions signés au congrès postal universel de Stockholm le 28 août 1924.....	553
1925 27 août..	Décision nommant une Commission chargée du recolement des colis postaux provenant de Saint-Nazaire et arrivés sans documents par le vapeur « Biskra » du 24 août 1925..	408
1925. 31 août..	Arrêté déterminant les sections de vote de la commune de Macouria pour le renouvellement du Conseil municipal de cette commune.....	409
1925. 31 août..	Arrêté convoquant les collèges électoraux des communes de Macouria et Matoury pour l'élection des Conseillers municipaux de ces communes.....	410
1925. 31 août..	Décision portant convocation du Conseil cantonal de la Guyane.....	418
1925. 31 août..	Arrêté ministériel modifiant l'arrêté du 21 août 1923, portant organisation du cadre de la Trésorerie de la Guyane.....	535
1925. 9 sept.....	Décision portant modifications à la décision n° 1348 du 27 décembre 1924.....	427

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 17 sept...	Arrêté autorisant M. Bellevue à démolir une construction située rue Lallouette n° 74.....	428
1925. 17 sept...	Décret relatif aux congés spéciaux pour tuberculose ou maladie mentale.....	560
1925. 18 sept...	Décrets relatifs au régime de la transportation et au fonctionnement de la direction de l'Administration pénitentiaire à la Guyane *(Bulletin supplémentaire n° 10 bis)*.....	
1925. 19 sept...	Arrêté promulguant le décret du 19 juillet 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application à la Guyane de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes sur la responsabilité des accidents du travail. — Rapport...	429
1925. 19 sept..	Arrêté autorisant une réunion extraordinaire du Conseil municipal de la commune d'Iracoubo.....	449
1925. 19 sept...	Arrêté allouant une remise de 5 °/₀ aux chefs de brigade de gendarmerie de Kourou et d'Iracoubo, chargés de la liquidation et de la perception de la taxe spéciale de commerce intérieur sur le montant des recettes effectuées par eux.....	450
1925. 19 sept...	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1922 de M. Salvador (Clovis), Receveur du Bureau de bienfaisance.....	451
1925. 19 sept...	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1922 de M. Regour (Gustave), Receveur du Bureau de bienfaisance de Cayenne.....	522
1925. 19 sept...	Arrêté étendant au personnel rétribué sur les budgets des communes rurales les dispositions de l'arrêté local du 8 janvier 1925, portant majoration de l'indemnité pour charges de famille	453

DATES	ANALYSE.	PAGES.
1925. 19 sept...	Arrêté allouant une indemnité temporaire spéciale de cherté de vie aux agents rétribués sur les budgets des communes rurales et dont le traitement colonial est de 4,000 francs et au-dessous.....	454
1925. 19 sept...	Arrêté abrogeant celui du 16 juillet 1923 et portant allocation d'indemnités de déplacement et de séjour aux membres du Conseil général et de la Commission coloniale.....	455
1925. 20 sept...	Décret portant réduction de l'effectif du détachemnet de Gendarmerie de la Guyane.....	539
1925. 25 sept ..	Arrêté promulguant dans la colonie le décret du 26 août 1925 fixant la répartition entre les colonies du contingent de 192,000 hectolitres d'alcool pur, de rhums et tafias à admettre à l'entrée en France sous le régime de la franchise..	457
1925. 25 sept..	Arrêté fixant la répartition entre les distillateurs de la colonie du nouveau contingent de 150 hectolitres d'alcool pur attribué à la Guyane française.....	460
1925. 30 sept...	Arrêté promulguant à la Guyane française le décret du 31 mars 1925, portant organisation du travail à bord des navires affectés à la navigation maritime. — Rapport (*Bulletin supplémentaire n° 9 bis*)...	»
1925. 5 octob...	Arrêté autorisant une session extraordinaire des Conseils municipaux de Macouria et Matoury pour l'élection des mairses et adjoints.....	484
1925. 6 octob...	Arrêté portant promulgation à la Guyane française des articles 157 à 161 de la loi de finances du 13 juillet 1925.....	485
1925. 6 octob...	Arrêté promulguant le décret du 13 oût 1925, relatif à la démission de fonctionnaires et agents coloniaux. — Rapport..	487

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 7 octob...	Décision. — Institution d'un jury d'examen pour l'Enregistrement...	490
1925. 7 octob...	Décrets relatifs à l'attribution au personnel militaire à la charge du département des colonies de relèvements sur les indemnités pour charges de famille.. ...	601
1925. 7 octob...	Décret relatif à l'attribution du personnel militaire, en service aux colonies, d'une majoration à l'indemnité de résidence..	603
1925. 8 octob...	Arrêté concédant une pension de retraite à M. Latoville (Louis-Joseph), économe-comptable de 2e classe de l'Hôpital-hospice de Cayenne.....	491
1925. 8 octob...	Arrêté rapprouvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, de M. Octaville (Raoul), receveur municipal de la commune d'Oyapoc.....	492
1925. 8 octob...	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921 de M. Salvador (Clovis) receveur municipal de la commune d'Iracoubo.....	493
1925. 8 octob...	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 23 décembre 1921 au 31 mars 1922, de M. Clément (Charles), receveur municipal de la commune de Roura....	494
1925. 8 octob ..	Arrêté autorisant la commune d'Approuague à faire l'acquisition de la chapelle et du presbytère de la section de Régina.	495
1925. 8 octob...	Arrêté modifiant l'article 2 de l'arrêté n° 444 du 26 avril 1924 plaçant sous la direction de l'Inspecteur principal des Douanes le service des Contributions directes et celui de la vérification des poids et mesures.....	496

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 16 octob.	Arrêté promulguant à la Guyane française le décret du 28 novembre 1924, relevant la composition et la compétence des Commissions de réforme des colonies et pays de protectorat et territoire relevant du Ministère des colonies.....	497
1925. 19 octob..	Arrêté portant convocation du Conseil général en session ordinaire pour 1925....	499
1925. 19 octob..	Arrêté autorisant les Chefs d'administration et de service à entrer au Conseil général pendant la session ordinaire de 1925	500
1925. 22 octob..	Arrêté promulguant les décrets du 18 septembre 1925 relatifs au régime de la transportation et au fonctionnement de la direction de l'Administration pénitentiaire à la Guyane. — Rapport.— *(Bulletin supplémentaire n° 10 bis)*.....	//
1925. 27 octob..	Arrêté promulguant à la Guyane française le décret du 29 juillet 1925, relatif à l'exploitation, en temps de paix et en temps de guerre, des stations radioélectriques — Rapport.....	500
1925. 27 octob..	Arrêté promulguant le décret du 31 juillet 1925 relatif à l'emploi des transmissions radioélectriques, en temps de paix, par les navires et les aéronefs.....	508
1925. 27 octob..	Décision relative à la célébration de la Fête Nationale du 11 novembre 1925...	515
1925. 29 octob..	Décision nommant une commission chargée d'étudier les réformes qu'il paraît nécessaires d'introduire dans les méthodes d'enseignement en Guyane.....	516
1925. 29 octob..	Arrêté modifiant les dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 31 décembre 1924 sur le régime des déplacements du personnel rétribué sur les fonds du budget local ou des budgets spéciaux de la colonie.....	517

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 29 octob..	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier au 18 décembre 1921, de M. Octaville (Raoul), receveur municipal de la commune d'Approuague	518
1925. 29 octob..	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1922 de M. Selbonne (Gaston), receveur du Bureau de bienfaisance de Mana	519
1925. 29 octob..	Arrêté modifiant l'article 1er de l'arrêté du 8 janvier 1925	520
1925. 29 octob..	Arrêté portant organisation du personnel des Travaux publics et des Mines	522
1925. 29 octob..	Arrêté établissant un Bureau de bienfaisance à Oyapoc	524
1925. 3 nov...	Arrêté promulguant la loi du 21 août 1925 modifiant et complétant les dispositions de l'article 10 des statuts annexés à la loi du 21 mars 1919 portant renouvellement du privilège des Banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion	536
1925. 3 nov...	Arrêté promulguant le décret du 20 septembre 1925, portant réduction de l'effectif du détachement de Gendarmerie de la Guyane.— Rap	538
1925. 3 nov...	Arrêté déterminan les suppléments de fonctions et allocations forfaitaires au Percepteur de la 1re circonscription	541
1925. 5 nov...	Décision accordant une somme de cinq cents francs à la société «Le Sport Guyanais»	542
1925. 9 nov...	Décision nommant une commission chargée de la préparation des textes d'application des décrets susvisés du 18 septembre 1925	542

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 10 nov. .	Arrêté portant création d'une recette principale à Cayenne.....	543
1925. 10 nov...	Arrêté fixant l'indemnité de fonction aux gérants des différentes recettes.....	545
1925. 12 nov...	Arrêté promulguant le décret du 13 mai 1922, relatif aux horaires et aux programmes des classes des lycées et collèges de garçons. — Rapport.....	546
1925. 12 nov...	Arrêté portant institution d'une Commission chargée d'étudier les dispositions d'application à la Guyane prévues par le décret du 19 juillet 1925 sur la responsabilité des accidents du travail.....	550
1925. 16 nov...	Arrêté promulguant à la Guyane française le décret du 26 août 1925 portant ratification des arrangements et conventions signés au congrès postal universel de Stockholm le 28 août 1924. —Rapport.....	552
1925. 26 nov...	Arrêté promulguant à la Guyane française le décret du 17 septembre 1925, relatif aux congés spéciaux pour tuberculose ou maladie mentale. — Rapport.....	559
1925. 26 nov...	Arrêté portant revision des listes électorales pour l'année 1926.....	564
1925. 28 nov...	7 arrêtés relatifs à l'application des décrets du 18 septembre 1925 concernant l'Administration pénitentiaire coloniale.	565
1925. 28 nov...	Décision — Indemnité aux Juges de paix des communes.....	582
1925. 28 nov..	Arrêté annulant une partie de la délibération de la Commission municipale de la commune de Saint-Laurent du Maroni, en date du 29 août 1925.....	582
1925. 28 nov..	Arrêté fixant les conditions de recrutement des Commissaires de police à la Guyane..	583

DATES.	ANALYSE.	PAGES
1925. 28 nov...	Arrêté portant concession d'une pension à Mme veuve Priest, veuve d'un préposé des Douanes..	581
1925. 28 nov...	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1922 de M. Salvador (Clovis), receveur municipal des communes de Kourou et d'Iracoubo.....	585
1925. 28 nov...	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1922 de M. Clément (Charles), receveur des Bureaux de bienfaisance des communes de Rémire et de Macouria....	586
1925. 28 nov...	Arrêté mettant les frais de déplacement, de séjour et de transport des agents des Mines à la charge des concessionnaires.....	587
1925. 28 nov...	Arrêté complétant l'article 2 de l'arrêté du 7 mai 1925 allouant une indemnité de logement aux agents des Travaux publics et des Mines en service dans les communes rurales.....	588
1925. 30 nov...	Décision agréant M. Montet (Robert) en qualité de garde particulier des concessions situées dans la Haute-Mana et appartenant à M. Euphrasius Rebard.....	589
1925. 2 décemb.	Arrêté promulguant les décrets en date du 7 octobre 1925, relatifs à l'attribution au personnel militaire à la charge du Département des colonies de relèvements sur les indemnités pour charges de famille et un décret de la même date relatif à l'attribution au personnel militaire, en service aux colonies, d'une majoration à l'indemnité de résidence. — Rapports...	600
1925. 4 décemb.	Allocation journalière au profit de Mme veuve Victorine Alphonse.....	607
1925. 4 décemb.	Arrêté. — Vérification de la caisse et du portefeuille du Receveur municipal de Cayenne au 31 décembre 1925.....	608

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 4 décemb.	Arrêté portant approbation d'une modification apportée aux statuts de l'Amicale des instituteurs et institutrices de la Guyane.	608
1925. 4 décemb.	Arrêté approuvant une modification apportée aux statuts de la société «Boys-Scouts» de la Guyane.	609
1925. 14 décemb.	Arrêté fixant le chiffre des dépenses obligatoires des communes pour servir de base à la répartition du produit de l'octroi de mer.	610
1925. 14 décemb.	Arrêté portant ouverture de crédit supplémentaire au chapitre 15 du budget local exercice 1925.	612
1925. 15 décemb.	Arrêté fixant la répartition entre les distillateurs de la colonie du nouveau contingent de 150 hectolitres d'alcool pur attribué à la Guyane française (1926).	612
1925. 16 décemb.	Décision portant désignation des fonctionnaires délégués à la vérification des caisses et portefeuilles des comptables des deniers publics.	614
1925. 22 décemb.	Décision nommant une commission chargée d'étudier les mesures à proposer au Département pour le reclassement, l'utilisation et éventuellement la liquidation du domaine de l'Etat.	615
1925. 22 décemb.	Décision portant désignation des fonctionnaires délégués à la vérification des caisses et portefeuilles des comptables des deniers publics.	616
1925. 23 décemb.	Arrêté portant prorogation de la session ordinaire du Conseil général de 1925.	617
1925. 24 décemb.	Arrêté déterminant le nombre des inscriptions au tableau d'avancement des agents de la Trésorerie de la Guyane française et nommant les membres de la commission de classement pour l'année 1926.	617

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 30 décemb.	Arrêté rendant exécutoire le budget du Service local pour l'exercice 1926.....	619
1925. 30 décemb.	Arrêté autorisant la perception pour l'année 1926, des taxes et contributions locales.....	622
1925. 30 décemb.	Arrêté promulguant les lois des 23 décembre 1904, 13 juillet 1905, 26 décembre 1911, 20 décembre 1906 et 29 octobre 1909, relatives à la fixation du jour de l'échéance des effets de commerce.....	623
1925. 30 décemb.	Arrêté désignant M. Chateau, commis principal de 2e classe de la Trésorerie de la Guyane, pour assurer l'intérim de la Trésorerie particulière de Saint-Laurent	628
1925. 30 décemb.	Arrêté prorogeant les travaux de construction d'un bâtiment pour les indigents à l'Hospice civil jusqu'au 28 février 1926.	629
1925. 30 décemb.	Décision portant affectation des agents du service des Travaux publics et des Mines	629
1925. 30 décemb.	Arrêté concédant une pension de retraite à M. Ossian (Joachim), secrétaire de mairie de 2e classe.....	631
1925. 30 décemb.	Arrêté portant annulation de crédits distribués au titre de l'exercice 1924 et non employés.....	632
1925. 30 décemb.	Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires à divers chapitres du budget local, exercice 1924.....	633
1925 30 décemb.	Arrêté — Versement à la Caisse de réserve de l'excédent de recettes de l'exercice 1924.....	634
1925. 31 décemb.	Décision. — Désignation des fonctionnaires délégués à la vérification des caisses et portefeuilles des deniers publics.....	634

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 1.

JANVIER 1925.

SOMMAIRE.

Pages

N° 1. — Arrêté ministériel du 26 novembre 1924 modifiant l'arrêté du 27 février 1922, concernant le scolyte du grain de café..... 3

N° 2. — Décision du 5 janvier 1925 ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'acquisition de la propriété « Kerhuel » par la commune de Cayenne. 4

N° 3. — Arrêté du 8 janvier 1925 modifiant ou complétant l'arrêté du 3 décembre 1920, établissant une indemnité pour charges de famille en faveur des fonctionnaires. 5

N° 4. — Arrêté du 8 janvier 1925 créant une indemnité temporaire de cherté de vie en faveur des fonctionnaires, dont le traitement colonial est de 4,000 francs et au-dessous..... 6

N° 5. — Arrêté du 8 janvier 1925 créant un cours facultatif de sténographie au Collège de Cayenne..... 7

N° 6. — Arrêté du 8 janvier 1925 autorisant le paiement par les bureaux de poste de plein exercice de la colonie de certaines dépenses pour le compte du Trésor.... 8

N° 7. — Arrêté du 8 janvier 1925 modifiant le nombre des perceptions..... 10

N° 8. — Arrêté du 12 janvier 1925 portant versement de retenues rétroactives à la caisse locale de retraite par M. Champagne (Victor), surveillant des travaux..... 12

N° 9. — Décision du 12 janvier 1925 portant nominativement application aux agents et sous-agents des Postes de

Pages

la Guyane des dispositions de l'arrêté du 30 décembre 1924..... 13

N° 10. — Décision du 17 janvier 1925 autorisant M. Léon Mine à établir une distillerie agricole à Sinnamary..... 14

N° 11. — Arrêté du 22 janvier 1925 réglant le mode de délivrance des licences personnelles..... 16

N° 12. — Arrêté du 22 janvier 1925 complétant celui du 8 janvier 1925, qui a créé une indemnité temporaire de cherté de vie..... 19

N° 13. — Arrêté du 22 janvier 1925 promulguant dans la colonie le décret du 15 décembre 1924, rendant applicable aux colonies la loi du 12 avril 1922. — Rapport..... 20

Décret du 15 décembre 1924, rendant applicable aux colonies la loi du 12 avril 1922..... 21

Loi du 12 avril 1922 réduisant à cinq années l'effet des oppositions pratiquées entre les mains des comptables des départements, communes et autres établissements publics..... 22

N° 14. — Arrêté du 22 janvier 1925 portant désignation des membres du Tribunal des pensions pour l'année 1925. 23

N° 15. — Arrêté du 22 janvier 1925 autorisant la commune de Sinnamary à faire l'acquisition d'un immeuble..... 24

N° 16. — Arrêté du 22 janvier 1925 chargeant les secrétaires de mairie et les greffiers des communes rurales de la colonie de la vente des meubles et objets mobiliers appartenant au Service local et remis au service des Domaines pour être vendus aux enchères publiques. 25

N° 17. — Arrêté du 22 janvier 1925 fixant le prix de remboursement de la journée de traitement à la léproserie de l'Acarouany..... 26

N° 18. — Arrêté du 22 janvier 1922 modifiant l'article 2 d'un arrêté du 26 avril 1924 relatif aux émoluments des Percepteurs et des Percepteurs-receveurs municipaux de la Guyane..... 27

N° 19. — Arrêté du 27 janvier 1927 promulguant le décret du 28 octobre 1924 modifiant le décret du 19 mai 1924 fixant les conditions de tarif ou autres applicables aux mandats-poste et aux valeurs à recouvrer dans les relations entre la France, l'Algérie, les colonies françaises d'une part, et les bureaux français à l'étranger d'autre part, ainsi que les rapports de ces derniers bureaux entre eux..... 28

Décret du 28 octobre 1924 modifiant le décret du 19 mai 1924 fixant les conditions de tarif ou autres applicables aux mandats-poste et aux valeurs à recouvrer dans les relations entre la France, l'Algérie, les colonies francaises d'une part, ainsi que les rapports de ces derniers bureaux entre eux..... 29

Pages

N° 20. — Arrêté du 27 janvier 1925. — Répartition du reliquat du contingent de 150 hectolitres d'alcool pur attribué à la Guyane pour l'année 1924..... 32

N° 21. — Décision du 27 janvier 1925 concernant l'élection des délégués du personnel de la Trésorerie en qualité de membres de la commission permanente dite de discipline..... 34

N° 22. — Arrêté du 28 janvier 1925 fixant les suppléments de fonctions attribués au titre de l'indemnité de responsabilité aux Percepteurs et Percepteurs-Receveurs municipaux ainsi que les allocations forfaitaires pour frais de service leur revenant..... 36

N° 23. — Arrêté du 28 janvier 1925 portant versement des retenues rétroactives à la Caisse locale de retraite par M. Roberty (Victor), matelot-charpentier du service des Ports et Rades. 37

N° 24 à 37 — Nominations, mutations, congés, etc..... 38

N° 1. — *ARRÊTÉ MINISTÉRIEL modifiant l'arrêté du 27 février 1922, concernant le scolyte du grain de café.*

(26 novembre 1924.)

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 6 mai 1913, relatif à l'introduction des végétaux dans les colonies françaises;

Vu l'arrêté du 27 février 1922, sur la protection des plantations de caféiers contre le scolyte du grain de café (stephanoderes coffeae);

Vu l'arrêté du 6 novembre 1922, rayant la colonie de la Réunion de la liste des pays contaminés par le stephanoderes coffeae;

Vu l'apparition du stephanoderes coffeae au Brésil,

ARRÊTE:

Article Ier. — Le deuxième paragraphe de l'article 5 de l'arrêté du 27 février 1922 est libellé comme suit:

« Les prohibitions prévues à l'article Ier du présent arrêté « sont applicables aux produits désignés provenant du Brésil, « des Indes néerlandaises, des Antilles anglaises et de l'Afrique « équatoriale française, ainsi que des pays où l'importation « desdits produits n'est ni prohibée, ni soumise à un contrôle « phytopathologique. »

Art. 2. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Fait à Paris, le 26 novembre 1924.

DALADIER.

N° 2. — *DÉCISION ouvrant une enquête de* commodo *et* incommodo *au sujet de l'acquisition de la propriété* Kerhuel *par la commune de Cayenne.*

(5 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la délibération du Conseil municipal de Cayenne, en date du 12 février 1923 et les lettres du Maire de cette commune des 7 août et 17 décembre 1924, relatives à l'acquisition d'une propriété sise dans la même commune, banlieue Sud, et appartenant aux consorts Kerhuel;

Vu l'article 23 de l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — Une enquête de *commodo* et *incommodo* sera ouverte à Cayenne, en vue de reconnaître et constater les avantages et les inconvénients qui peuvent résulter de l'acquisition projetée par le Conseil municipal d'une propriété sise audit lieu et appartenant aux consorts Kerhuel.

Ladite enquête durera quinze jours et l'ouverture en sera annoncée huit jours à l'avance par une publication à son de caisse et par voie d'affiches placardées aux lieux principaux de la commune.

Art. 2. — M. Eugène Gober, maire de Cayenne, est désigné pour procéder à ladite enquête, en qualité de Commissaire.

A l'expiration du délai fixé, il transmettra au Gouverneur, avec ses conclusions, le procès-verbal constatant la clôture de l'enquête.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 5 janvier 1925.

THALY.

N° 3. — *ARRETÉ modifiant ou complétant l'arrêté du 3 décembre 1920, établissant une indemnité pour charges de famille en faveur des fonctionnaires.*

(8 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté n° 568, du 3 décembre 1920, établissant une indemnité en faveur des fonctionnaires, employés et agents chargés de famille, rétribués sur le budget local ;

Vu, à titre documentaire, les articles 4 et 6 de la loi du 28 décembre 1923, modifiant, dans la Métropole, les conditions d'application et le taux des indemnités pour charges de famille ;

Vu le budget de l'exercice 1925 ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — A compter du 1er janvier 1925, les prescriptions de l'arrêté du 3 décembre 1920, établissant des indemnités pour charges de famille, au profit des fonctionnaires et employés rétribués sur le Budget local, sont modifiées ou complétées par les dispositions suivantes :

« A titre temporaire, il est alloué aux fonctionnaires et agents « bénéficiant actuellement des indemnités pour charges de « famille, mais ne possédant qu'un traitement colonial de « 5,400 francs et au-dessous, un supplément dont le montant « est fixé à 50 °/° de celui desdites indemnités, soit 165 francs « pour chacun des deux premiers enfants et 240 francs pour « chaque enfant à partir du troisième.

« Continueront d'ouvrir droit aux indemnités pour charges « de famille :

« 1° Les enfants âgés de plus de 16 ans et de moins de « 21 ans, qui poursuivent leurs études, en continuant à fré- « quenter, d'une façon continue, un établissement d'enseigne- « ment régulier, sous la réserve qu'un certificat délivré par « les Chefs d'établissements soit produit, et que ces enfants ne « soient bénéficiaires d'aucune bourse ou subvention de la « Colonie ou des communes.

« 2° Les enfants âgés de plus de 16 ans et moins de 18 « ans, qui seront en apprentissage non rétribué, en vertu « d'un contrat écrit. »

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 8 janvier 1925.

THALY.

N° 4. — *ARRETE créant une indemnité temporaire de cherté de vie en faveur des fonctionnaires, dont le traitement colonial est de 4,000 francs et au-dessous.*

(8 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le budget de l'exercice courant;

Considérant que le Conseil général, au cours de sa session ordinaire de 1924, a manifesté le désir de voir allouer aux petits fonctionnaires une indemnité temporaire de cherté de vie et a inscrit d'office, à cet effet, un crédit supplémentaire au budget de 1925;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — A compter du 1er janvier 1925, une indemnité temporaire de cherté de vie de 600 francs par an est accordée à tous les fonctionnaires rétribués sur le budget local, et dont le traitement colonial ne dépasse pas quatre mille francs par an.

Art. 2. — Toutefois, les fonctionnaires, dont la solde coloniale est inférieure à 4,600 francs par an, recevront, également à titre temporaire, une indemnité de cherté de vie qui correspondra exactement à la différence existant entre le montant de leur traitement colonial et la somme de 4,600 francs ci-dessus indiquée.

Art. 3. — L'indemnité temporaire de cherté de vie, totale ou réduite dans les conditions fixées par l'article 2 ci-dessus, sera versée aux ayants-droit par douzième et à terme échu, en même temps que leur solde mensuelle. Elle restera acquise à ceux qui y ont droit, dans toutes les positions de congé dans la colonie ou à l'extérieur.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 8 janvier 1925.

THALY.

N° 5. — *ARRÊTÉ créant un cours facultatif de sténographie au Collège de Cayenne.*

(8 janvier 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 17 septembre 1906 portant organisation du Collège de Cayenne;

Vu les vœux émis par la Chambre de commerce;

Vu la délibération du Conseil général en date du 22 décembre 1924 relative à la création d'un cours de sténographie au Collège de Cayenne;

Vu les crédits inscrits au budget de l'exercice 1925;

Le Conseil privé entendu,

Arrete :

Article 1er. — Il est créé un cours facultatif de sténographie au Collège de Cayenne.

Ce cours sera donné aux élèves de cet établissement pendant les heures de classe et au public gratuitement, en enseignement post-scolaire. Les conditions de fonctionnement et le programme de ce cours feront ultérieurement l'objet de propositions du Chef du service de l'Instruction publique qui devront être revêtues de l'approbation du Gouverneur.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 8 janvier 1925.

THALY.

N° 6. — *ARRETÉ autorisant le paiement par les bureaux de poste de plein exercice de la colonie de certaines dépenses pour le compte du Trésor.*

(8 janvier 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté en date du 30 décembre 1924 réorganisant le service de la perception dans la colonie et ramenant à trois le nombre des circonscriptions financières ;

Vu l'arrêté en date du 27 novembre 1924 créant à Sinnamary un bureau de Poste de plein exercice ;

Vu l'arrêté en date du 30 décembre 1924 créant à Saint-Georges de l'Oyapoc et à Régina (Approuague) des bureaux de poste de plein exercice ;

Sur la proposition du Secrétaire général, du Trésorier-Payeur et du Chef du service des Postes ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Les Receveurs ou les Receveuses des Bureaux de poste de plein exercice de la colonie sont autorisés à payer sous leur responsabilité personnelle et pour le compte du Trésorier-Payeur tous les mandats émis sur les différents budgets de l'Etat, de la colonie et des communes et dûment revêtus du « Vu bon à payer » des comptables intéressés.

Ces opérations ne pourront s'effectuer qu'au cas où le percepteur serait absent de sa résidence ou qu'il n'existerait

aucun comptable du Trésor dans la localité où existe le bureau de poste.

Art. 2. — Les instructions de détail relatives à ces paiements feront l'objet de circulaires du Trésorier-Payeur transmises aux Receveurs ou Receveuses des postes sous le couvert de leur Chef de service.

Art. 3. — Les justifications des paiements ainsi effectués, dûment revêtues du cachet à date du bureau de poste payeur seront considérées par les Receveurs ou Receveuses des postes comme valeurs de caisse et transmises par eux au Receveur comptable de Cayenne.

Le remboursement à ce dernier, des sommes payées dans ces conditions par le service des postes sera effectué par le Trésorier-Payeur au vu d'un bordereau récapitulatif, aussitôt que la régularité matérielle des paiements aura été reconnue.

Art. 4. — Le Trésorier-Payeur et le Chef du service des postes prendront en commun accord toutes les mesures comptables que nécessiteront ces opérations.

Art. 5. — Le Secrétaire général, le Trésorier-Payeur et le Chef du service des Postes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Bulletin officiel* de la colonie et publié au *Journal officiel* de la Guyane.

Cayenne, le 8 janvier 1925.

THALY.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général,
GONTIER.

Le Trésorier-Payeur,
Par procuration de M. Max Brissot
LIAUZUN.

Le Chef du service des Postes,
THÉMIRE.

N° 7.— *ARRÊTÉ modifiant le nombre des perceptions en Guyane.*

(8 janvier 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les arrêtés en date du 27 septembre 1893 et du 10 décembre 1895 comportant organisation du service de la perception des contributions directes de la Guyane ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies notamment les articles 119 et suivants ;

Vu le décret du 25 octobre 879 comportant organisation des municipalités de la Guyane ;

Vu l'article 165, dernier paragraphe de la loi du 5 avril 1884, appliqué à la Guyane par le décret du 26 juillet 1884 ;

Vu le décret du 17 décembre 1892, rétablissant les communes de plein exercice à la Guyane ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1924, comportant détermination des émoluments des Percepteurs et des Percepteurs-Receveurs municipaux de la colonie ainsi que du cautionnement auquel ils sont assujettis ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Trésorier-payeur ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Le territoire de la Guyane française est divisé en trois circonscriptions financières formant trois perceptions, réparties comme suit :

Désignation de la circonscription.	Communes composant chaque circonscription financière.	Résidence du percepteur
1° Cayenne (ville et banlieue.)	Cayenne, Macouria, Matoury, Montsinéry, Roura, Rémire, Tonnégrande.	Cayenne.
2° Cayenne (circonscription côtière.)	Approuague, Iracoubo, Kaw, Kourou, Oyapoc, Sinnamary.	Cayenne.
3° Mana.	Mana.	Mana.

Art. 2. — Le Percepteur de chacune de ces circonscriptions est chargé du recouvrement des Contributions directes des amendes et condamnations pécuniaires.

Il doit, en outre, concourir dans le ressort de sa circonscription à toutes les recettes et tous les paiements se rapportant aux différents budgets et opérations de Trésorerie, qui lui seront confiés par le Trésorier-payeur.

Pour les communes non gérées par un Receveur municipal spécial le Percepteur remplit de droit les fonctions de Receveur municipal et des établissements de bienfaisance dans les conditions prévues par les articles 124 et suivants du décret du 30 décembre 1912.

Art. 3. — Les percepteurs devront visiter les communes de leur circonscription suivant les ordres qu'ils recevront à ce sujet du Trésorier-payeur.

Art. 4. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures au présent arrêté, notamment celles prescrites par les arrêtés des 27 septembre 1893 et 10 décembre 1895.

Art. 5. — Le Secrétaire général et le Trésorier-payeur sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1er janvier 1925, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 8 janvier 1925.

THALY.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général,
GONTIER.

Le Trésorier-payeur,
Par procuration de M. MAX BRISSET :
LIAUZUN.

N° 8. — *ARRÊTÉ portant versement de retenues rétroactives à la caisse locale de retraite par* M. Champagne (Victor), *surveillant des travaux.*

(12 janvier 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 34 du règlement du 19 juin 1920, modifiant celui du 20 avril 1891, sur l'établissement d'une caisse de retraite pour les agents rétribués par la colonie et les communes de la Guyane;

Considérant que M. Champagne (Victor), surveillant des Travaux publics de la Guyane, est entré dans ce service à titre d'auxiliaire le 12 septembre 1906 et qu'il a été titularisé dans ce cadre le 21 juillet 1922;

Attendu que sa solde n'a été soumise à aucune prestation du 12 septembre 1906 au 20 juillet 1922;

Sur la demande de l'intéressé et la proposition du Secrétaire général,

Arrete :

Article 1er. — M. Champagne (Victor), surveillant de 4e classe des Travaux publics, est autorisé à verser à la Caisse locale de retraite de la Guyane française, des retenues rétroactives pour la période comprise entre le 12 septembre 1906 et le 20 juillet 1922. Ce versement s'effectuera par mensualité de trente francs, dont la dernière de 55 fr. 41, jusqu'à parfaite libération de la somme de neuf cent quatre-vingt-cinq fr. quarante-un cent. (985f 41) représentant le montant total des versements qu'il aurait dû effectuer à cette caisse pendant la période susénoncée.

Art. 2. — Les services de M. Champagne susceptibles d'être décomptés pour l'allocation d'une pension sur la Caisse locale de retraite remonteront, en conséquence, au 12 septembre 1906.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 12 janvier 1925.

THALY.

N° 9. — *DÉCISION portant nominativement application aux agents et sous-agents des Postes de la Guyane des dispositions de l'arrêté du 30 décembre 1924.*

(12 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté du 4 février 1914, portant réorganisation du personnel des Postes et Téléphones de la Guyane française;

Vu l'arrêté du 14 avril 1921, modifiant l'arrêté précité du 4 février 1914;

Vu l'arrêté n° 1371 du 30 décembre 1924, modifiant l'organisation du personnel des Postes et Télégraphes de la Guyane française;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service des Postes et Téléphones,

DÉCIDE:

Article 1er. — A compter du 1er janvier 1925 et par application des dispositions de l'arrêté du 30 décembre 1924, réorganisant les cadres du personnel des Postes de la Guyane française, la solde de présence des agents des Postes ci-après désignés est fixée comme suit:

M. Thémire (Arsène), contrôleur de 2e classe, 6,500 francs, par an.

M. Garus (Edgard), contrôleur de 4e classe, 5,500 francs, par an.

MM. Emmanuel (Paul), Félicie (Charles) et Laventure (Ernest), commis de 4e classe, 3,200 francs, par an.

Mlle Marie (Claire) et Mme Saintol (Anaïs), dames-employées de 1re classe, 4,400 francs, par an.

Mme Laupénie (Léa), dame-employée de 3e classe, 3,600 francs, par an.

Mmes Bellon (Nelly) et Prévot (Eugénie), dames-employées de 4e classe, 3,200 francs, par an.

Mme Bilon (Joséphine), Mlle Jean-Louis (Adélina) et Mme Miranda (Pascaline), dames-employées de 5e classe, 2,800 francs, par an.

Mlles Prévot (Fernande), Havard (Emmeline) et Rollus, dames-employées de 6e classe, 2,400 francs, par an.

Mlles Prud'homme (Camille) et Thémire (Georges), dames-auxiliaires permanentes au traitement colonial de 3,600 francs, par an.

Sous-agents :

M. Dédel (Paul), facteur-chef de 1re classe, 4,000 francs, par an.

M. Minfir (Pierre), facteur de ville de 1re classe, 3,000 francs, par an.

MM. Pallas (Hermane) et Lamasse (Nicolas), facteurs de ville de 2e classe, 2,800 francs, par an.

M. Hyasine (Jean), facteur de ville de 3e classe, 2,600 francs, par an,

MM. Guinguincoin (Jean-Baptiste), Noël (Victor), Lucan (Jean-Gilbert) et Torvic (Frédéric), facteurs ruraux de 1re classe, 2,600 francs, par an.

MM. Curon (Fabien) et Kermel (Jules), facteurs ruraux de 2e classe, 2,400 francs, par an.

MM. Drasse (Philippe), Valdec (Victor), Mazy (Carolus), Stanis (Joseph) et Lucain (Eliodore), facteurs ruraux de 3e classe, 2,200 francs, par an.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Postes, Télégraphes et Téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, publiée et insérée au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 12 janvier 1925.

THALY.

N° 10. — ***DÉCISION*** *autorisant* M. Léon Mine *à établir une distillerie agricole à Sinnamary.*

(17 janvier 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la demande en date du 15 décembre 1924, formulée par M. Léon Mine, en vue d'obtenir l'autorisation d'établir une distillerie agricole au bourg de Sinnamary ;

Vu la décision en date du 3 juillet 1924, ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo*, au sujet de la demande précitée;

Vu le procès-verbal de clôture de cette enquête, et l'avis du commissaire-enquêteur;

Vu l'avis favorable émis par la commission sanitaire de la 3e circonscription ;

Vu la délibération du Conseil général, en date du 10 janvier 1907, relative aux formalités exigées pour l'ouverture des distilleries en Guyane;

Vu le décret du 19 mai 1908, approuvant ladite délibération du Conseil général en date du 10 janvier 1907;

Vu la lettre n° 950, adressée à M. Léon Mine le 2 octobre 1924 par laquelle sont précisées les conditions exigées par la délibération précitée du Conseil général, ainsi que les autres conditions imposées ;

Vu les lettres en date des 15 décembre 1924 et 13 janvier 1925, par lesquelles M. Léon Mine déclare souscrire, sans réserve, à toutes les conditions qui lui ont été imposées ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — M. Léon Mine est autorisé à installer une distillerie agricole au bourg de Sinnamary, sous la réserve que toutes les conditions souscrites par lui seront exécutées.

Art. 2. — Cette installation sera faite dans les conditions d'hygiène et de salubrité indiquées au décret du 24 août 1909.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 17 janvier 1925.

THALY.

N° 11. — *ARRÊTÉ réglant le mode de délivrance des licences personnelles.*

(22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 11 novembre 1916, complété par l'arrêté n° 649 du 26 juin 1924, portant réglementation à l'exploitation forestière à la Guyane française et notamment les articles 14 et 17 ;

Vu le décret du 16 octobre 1917, portant modifications à la réglementation minière à la Guyane française, notamment l'article 18 ;

Vu l'article 3 de l'arrêté n° 608 du 10 juin 1920, modifié par l'arrêté n° 648 du 26 juin 1924, et fixant la forme des demandes d'obtention de la licence personnelle, la forme matérielle de la licence, sa durée de validité et les conditions de contrôle ;

Vu l'arrêté n° 611, du 10 juin 1920, portant désignation des agents chargés de la délivrance de la licence personnelle ;

Vu l'arrêté n° 148, chargeant le Chef du bureau des Mines de la perception de la taxe de la licence personnelle qu'il délivre (9 février 1922) ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 1922, attribuant une remise de 5 o/o aux chefs de poste de contrôle chargés de la délivrance des licences personnelles ;

Vu l'arrêté n° 647 du 26 juin 1924, fixant le prix moyennant lequel est délivré la licence personnelle ;

Vu l'arrêté n° 1015 du 4 octobre 1924, portant création de bureaux annexes des Travaux publics et des Mines ;

Sur la proposition du Chef du service des Travaux publics et des Mines ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les licences personnelles sont délivrées :

1° A Cayenne, par le Chef du bureau des Mines, sur le vu d'une quittance constatant la perception par le Receveur des

Domaines, de la taxe, sur ordre de versement délivré par le bureau des Mines ;

2° Dans les communes de Macouria, Montsinéry, Tonnégrande, Matoury, Rémire, par les fonctionnaires chargés du contrôle de la circulation des produits forestiers et miniers ;

3° Dans les postes pourvus d'un bureau annexe des Travaux publics et des Mines, par les chefs de bureau directement.

En cas d'absence du Chef de bureau, les licences seront délivrées par les agents des Travaux publics et des Mines, et dans l'ordre de grade ou à égalité de grade, d'ancienneté ;

4° Dans les postes où un agent des Travaux publics et des Mines est présent, par cet agent.

Toutefois, et si, pour une raison quelconque, le personnel des bureaux annexes s'en trouvait empêché, les licences pourraient être délivrées par les chefs de poste de contrôle désignés par l'arrêté n° 611 du 16 juin 1920, qui, dans ce cas, seraient habilités d'office pour assurer ce service ;

5° Dans l'intérieur, par les agents en tournée.

Art. 2. — Les sommes perçues contre délivrance d'une souche extraite d'un registre coté et paraphé, seront adressées chaque mois, par lettre chargée, au Receveur des Domaines ainsi que l'état des licences délivrées.

En cas de non délivrance de licences, un état *néant* sera adressé au Receveur des Domaines par lettre recommandée.

Les agents seront chacun munis d'un carnet à souches coté et paraphé par premier et dernier feuillet par le Gouverneur.

Art. 3. — Les sommes perçues par les agents en tournée seront remises directement au Receveur des Domaines au retour de l'agent à Cayenne ou adressées au comptable par lettre chargée.

Les recettes effectuées dans les communes de Macouria, Montsinéry, Tonnégrande, Matoury, Rémire seront versées entre les mains du Receveur des Domaines, par l'agent qui en aura fait la recette et au plus tard le troisième jour de chaque mois.

Art. 4. — Les agents chargés de la perception des taxes toucheront la remise réglementaire sur le vu d'un état délivré par le Receveur des Domaines et visé par le Chef du service des Travaux publics et des Mines.

Une indemnité annuelle de 1,200 francs payable par mois sera allouée au chef du bureau des Mines pour la délivrance des licences personnelles.

Les carnets et licences remis aux agents en tournée par le Receveur des Domaines, avant leur départ en tournée seront remis à ce comptable au retour au chef-lieu.

Un double de l'état fourni au Domaine mentionnant les licences délivrées sera adressé ou remis au Chef du service des Mines en même temps que l'état de visa des licences à l'entrée et à la sortie des zones.

Les carnets à souches et licences seront délivrés par le Service des Mines au Receveur des Domaines, chargé du contrôle de la perception, qui le fera paraphé au fur et à mesure des besoins et qui les adressera aux agents ci-dessus mentionnés sur leur demande.

Art. 5. — Sont rapportées toutes dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté.

Art. 6. — Le Secrétaire général, le Chef du service des Domaines, le Chef du service des Douanes et le Chef du service des Travaux publics et des Mines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 22 janvier 1925.

THALY.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,
GONTIER.

Le Chef du service des Domaines,
CLARAC.

Le Chef du service des Douanes,
GONTIER.

Le Chef du service des Travaux publics et des Mines,
WARGNIEZ.

N° 12. — *ARRÊTÉ complétant celui du 8 janvier 1925, qui a créé une indemnité temporaire de cherté de vie.*

(22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le budget de l'exercice courant;

Vu l'arrêté n° 10, du 8 janvier 1925, créant une indemnité temporaire de cherté de vie, en faveur des fonctionnaires, dont le traitement colonial est de 4,000 francs et au-dessous;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — L'indemnité de cherté de vie prévue par l'arrêté du 8 janvier 1925 est réduite de moitié pour les agents qui reçoivent en nature le logement ou la nourriture.

Cette indemnité n'est pas due à ceux qui sont nourris et logés aux frais du budget local.

Ne sont pas considérés comme logés les marins du bateau-pilote.

Art. 2. — Les fonctionnaires, qui bénéficient déjà de l'indemnité de vivres, prévue par l'arrêté du 12 janvier 1916, ne peuvent la cumuler avec la nouvelle indemnité de cherté de vie, mais ils ont droit à celle des deux indemnités, qui leur est la plus favorable.

Art. 3. — N'ont pas droit à l'indemnité de cherté de vie, les agents auxiliaires, employés à la journée ou au mois qui ne perçoivent qu'une allocation dégagée de tout accessoire en nature ou en espèces.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 22 janvier 1925.

THALY.

N° 13. — *ARRÊTÉ promulguant dans la colonie le décret du 15 décembre 1924, rendant applicable aux colonies la loi du 12 avril 1922.*

(22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 56 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la circulaire ministérielle en date du 2 mai 1906, relative à la promulgation aux colonies des actes du pouvoir central;

Sur la proposition du Procureur général p. i.,

ARRÊTE :

Article Ier. — Est promulgué dans la colonie le décret du 15 décembre 1924, rendant applicable aux colonies la loi du 12 avril 1922, concernant la péremption des saisies-arrêts, oppositions et significations faites entre les mains des comptables des budgets des départements, communes et établissements publics.

Art. 2. — Le Procureur général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié avec les textes promulgués, aux *Journal* et *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 22 janvier 1925.

THALY.

Par le Gouverneur :

Le Procureur général p. i.,
H. SIMONEAU.

RAPPORT au Président de la République française.

Paris, le 15 décembre 1924.

Monsieur le Président,

La loi du 12 avril 1922 a étendu aux saisies-arrêts, oppositions et significations faites entre les mains des comptables des Départements, communes et établissements publics le bénéfice de la péremption quinquennale édictée en faveur du

Trésor par l'article 14 de la loi du 9 juillet 1836. Nous avons pensé que les dispositions de cet acte législatif intéressaient au même titre nos différents établissements d'outre-mer, et qu'il y avait lieu de les rendre applicables à toutes nos colonies.

Nous avons, en conséquence, fait préparer le projet de décret ci-annexé que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre profond respect.

Le Ministre des finances, CLÉMENTEL. *Le Ministre des colonies,* DALADIER.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Vu la loi du 9 juillet 1836;

Vu la loi du 12 avril 1922;

Vu les articles 6, 8 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Est rendue applicable, dans toutes les colonies, la loi du 12 avril 1922, concernant la péremption des saisies-arrêts, oppositions et significations faites entre les mains des comptables des budgets des Départements, communes et établissements publics.

Art. 2. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de chacune des colonies et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 15 décembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies, DALADIER. *Le Ministre des finances,* CLÉMENTEL.

Loi réduisant à cinq années l'effet des oppositions pratiquées entre les mains des comptables des Départements, communes et autres établissements publics.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit ;

Article 1er. — Toutes saisies-arrêts ou oppositions sur des sommes dues par le Département, les communes, les asiles publics d'aliénés, les dépôts de mendicité, les monts de piété et tous les établissements publics, toutes significations de cession ou transport desdites sommes, et toutes autres ayant pour objet d'en arrêter le payement devront être faites entre les mains des comptables sur les caisses desquels les mandats sont délivrés.

Néanmoins, à Paris, en ce qui concerne les paiements à effectuer pour le compte du Département de la Seine, par la Caisse centrale du Trésor public, elles devront être exclusivement faites entre les mains du Conservateur des oppositions au Ministère des finances.

Seront considérées comme nulles et non avenues toutes oppositions ou significations qui seraient faites à l'avenir à d'autres personnes que celles ci-dessus indiquées.

Seront déclarées valables et régulières les significations de cession ou transport faites antérieurement à la promulgation de la présente loi entre les mains des comptables et conservateurs sus-indiqués.

Art. 2. — Ces saisies-arrêts, oppositions et significations n'auront d'effet que pendant cinq années à compter de leur date si elles n'ont pas été renouvelées dans ledit délai, quels que soient d'ailleurs les actes, traités ou jugements intervenus sur lesdites oppositions et significations.

En conséquence, elles seront rayées d'office des registres dans lesquels elles auraient été inscrites et ne seront pas comprises dans les certificats délivrés par les comptables ou par le conservateur des oppositions.

Art. 3. — Les saisies-arrêts, oppositions et significations ci-dessus, ayant plus de cinq ans de date à ce jour, seront rayées d'office, en quelques mains qu'elles aient été formées, si elles n'ont pas été renouvelées soit à la caisse des comptables sus-indiqués, soit au bureau du conservateur des oppositions, selon

les cas, dans le délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi.

Art. 4. — Les dispositions du décret du 18 août 1807 sur les saisies-arrêts ou oppositions entre les mains des receveurs de caisses ou deniers publics sont déclarées applicables aux Départements, aux communes et aux établissements susvisés.

Il n'est pas dérogé aux dispositions édictées par les lois des 15 juin 1872 et 8 février 1902, pour les oppositions en cas de perte ou de vol de titres au porteur.

Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Fez, le 12 avril 1922.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'intérieur, MAURICE MANOURY.

Le ministre des finances, CH. DE LASTEYRIE.

N° 14. — *ARRÊTÉ portant désignation des membres du Tribunal des pensions pour l'année 1925.*

(22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 2 octobre 1919, portant règlement d'administration publique, pour l'application aux colonies de la loi du 31 mars 1919 ;

Vu notamment, les articles 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37 du décret précité, relatif à la juridiction de première instance en matière de pensions ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont nommés membres du Tribunal des pensions, pour l'année 1925 :

MM. Roland Beauroy, Conseiller privé ;
Etienne Gippet, Docteur-médecin.

Art. 2. — Les fonctions de Commissaire du Gouvernement auprès dudit Tribunal seront remplies par le Sous-Intendan militaire, Directeur du service de l'Intendance du groupe des Antilles.

En cas d'absence, il sera remplacé dans ses fonctions par le Capitaine, commandant la compagnie d'Infanterie coloniale de la Guyane.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 22 janvier 1925.

THALY.

N° 15. — *ARRÊTÉ autorisant la commune de Sinnamary à faire l'acquisition d'un immeuble.*

(22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 15 octobre 1879, portant organisation des municipalités de la Guyane française ;

Vu l'article 23 de l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes;

Vu la délibération du Conseil municipal de Sinnamary, en date du 14 septembre 1924, relative à l'acquisition par la dite commune d'une propriété, sise au bourg de Sinnamary, et appartenant à M. l'abbé Fabre et à Mme Hubert, en religion Sœur Marie du Sacré-cœur;

Vu le plan des lieux dressé par le commis principal faisant fonctions d'agent-voyer de la commune;

Vu la promesse de vente souscrite par les propriétaires dudit immeuble, le 10 septembre 1924, ainsi que le certificat négatif d'inscription délivré par le Conservateur des hypothèques;

Vu le procès-verbal d'enquête de *commodo* et *incommodo* et la délibération du Conseil municipal du 4 janvier 1925, approuvant le résultat de cette enquête;

Vu les crédits prévus au budget de la commune de Sinnamary ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article Ier. — La commune de Sinnamary est autorisée à faire l'acquisition, en vue de l'installation du bureau de poste et du logement d'un médecin, de la propriété appartenant à M. l'abbé Fabre, supérieur ecclésiastique et à Mme Hubert, en religion Sœur Marie du Sacré-cœur, ladite propriété située au bourg de Sinnamary.

Cette acquisition aura lieu, moyennant le prix de vingt mille francs fixé dans la promesse de vente susvisée.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 22 janvier 1925.

THALY.

N° 16. — *ARRÊTÉ chargeant les secrétaires de mairie et les greffiers des communes rurales de la colonie, de la vente des meubles et objets mobiliers appartenant au Service local et remis au service des Domaines pour être vendus aux enchères publiques.*

(22 janvier 1925)

LE GOUVERNEUR p. i de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Considérant qu'il y a lieu souvent de procéder à la vente aux enchères publiques, après remise au service des Domaines de meubles et d'objets mobiliers appartenant au Service local et en dépôt dans les différentes communes rurales de la colonie ;

Qu'il n'existe à la Guyane qu'un seul Receveur des Domaines en fonction et résidant à Cayenne ;

Que le transport au chef-lieu de ces meubles et objets mobiliers étant trop onéreux, il y a avantage pour le budget local à les faire vendre sur place par les soins des secrétaires de mairie et des greffiers desdites communes ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les secrétaires de mairie et les greffiers des diverses communes rurales de la colonie procéderont, au nom du Receveur des Domaines de Cayenne, et sous son contrôle, à la vente des meubles et objets mobiliers appartenant au Service local situés dans leur circonscription et remis au service des Domaines pour être vendus aux enchères publiques.

Art. 2. — Il leur sera alloué une commission de 5 0/0 sur le produit de chaque vente, et la dépense sera payée et régularisée par les soins du Receveur des Domaines de Cayenne au même titre que les autres frais de vente.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 22 janvier 1925.

THALY.

N° 17. — *ARRÊTÉ fixant le prix de remboursement de la journée de traitement à la léproserie de l'Acarouany.*

(22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 63 de l'arrêté local du 28 juillet 1892 fixant le prix de revient de la journée de traitement des malades à la léproserie de l'Acarouany;

Vu la nécessité de relever le tarif en vigueur pour le mettre en harmonie avec les dépenses effectivement imposées à la colonie par la cherté sans cesse croissante de la vie;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le prix de remboursement de la journée de traitement à la léproserie de l'Acarouany est fixé, à compter du 1er janvier 1925, au taux de 4 francs pour les Européens ou assimilés et de 3 francs pour les créoles.

La faculté est laissée à l'Administration de pouvoir à l'expiration de chaque trimestre, augmenter ou diminuer le prix fixé ci-dessus suivant le coût de l'existence en Guyane.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 22 janvier 1925.

THALY.

N° 18. — *ARRÊTÉ modifiant l'article 2 d'un arrêté du 26 avril 1924 relatif aux émoluments des Percepteurs et des Percepteurs-receveurs municipaux de la Guyane.*

(22 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté local en date du 26 avril 1924 fixant les émoluments des Percepteurs et des Percepteurs-receveurs municipaux ;

Vu l'arrêté local en date du 30 décembre 1924 réorganisant le service de la perception des Contributions directes et autres taxes et divisant le territoire de la Guyane française en trois circonscriptions financières ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Trésorier-payeur ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 26 avril 1924 précité sont rapportées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La solde et les accessoires de solde prévus à l'article 1er « seront en principe imputables au Budget local en ce qui « concerne les Percepteurs proprement dits et aux budgets « communaux en ce qui concerne les Percepteurs-receveurs « municipaux.

« Par exception, les communes constituant la 1re circons- « cription (Cayenne, ville et banlieue) ne supporteront que

« la moitié de ces allocations, l'autre moitié étant laissée au « compte du Budget local.

« Chaque année, dans le courant du mois de janvier, un « arrêté du Gouverneur détermine, par circonscription et d'a- « près le montant des recettes constatées au compte de chaque « commune pendant l'année précédente la participation de « chacune d'elles dans les frais de gestion de la circons- « cription ».

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Trésorier-payeur sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au « Journal officiel » de la colonie et inséré au « Bulletin officiel ».

Cayenne, le 22 janvier 1925.

THALY.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., GONTIER.

Le Trésorier-payeur, LIAUZUN.

N° 19. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 28 octobre 1924 modifiant le décret du 19 mai 1921 fixant les conditions de tarif ou autres applicables aux mandats-poste et aux valeurs à recouvrer dans les relations entre la France, l'Algérie, les colonies françaises d'une part, et les bureaux français à l'étranger d'autre part, ainsi que les rapports de ces derniers bureaux entre eux.*

(27 janvier 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906 relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu la dépêche ministérielle en date du 26 novembre 1924 ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général, du Trésorier-payeur et du Chef du service des Postes et Télégraphes,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué en Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 28 octobre 1924 modifiant le décret du 19 mai 1921 fixant les conditions de tarif ou autres applicables aux mandats-poste et aux valeurs à recouvrer dans les relations entre la France, l'Algérie, les colonies françaises d'une part, et les bureaux français à l'étranger d'autre part ; ainsi que les rapports de ces derniers bureaux entre eux.

Art. 2. — Le Secrétaire général, le Trésorier-payeur et le Chef du service des Postes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au « Journal » et au « Bulletin officiels » de la colonie.

Cayenne, le 27 janvier 1925.

THALY.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i., GONTIER.

Le Trésorier-payeur, LIAUZUN.

Le Chef du service des Postes, A. THÉMIRE.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Vu l'article 3 de la loi du 14 août 1907, portant approbation des actes du congrès postal de Rome, ainsi conçu :

« Seront également fixées par des décrets insérés au *Bulletin des lois* les conditions de tarifs ou autres applicables dans les relations postales des bureaux français à l'étranger, soit entre eux, soit avec la France et l'Algérie, soit avec les colonies ou établissements français et les pays étrangers. »

Vu le décret du 16 juin 1909 concernant le service des mandats et celui des recouvrements dans les relations avec les bureaux de poste français à l'étranger, modifié par le décret du 2 mars 1913 ;

Vu la loi du 30 mars 1921 portant approbation des actes du congrès postal de Madrid ;

Vu les décrets du 27 mars 1924 modifiant les décrets du 30 mars 1922 relatifs à l'exécution de l'arrangement de l'union postale en ce qui concerne les services des mandats-poste et des recouvrements ;

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie,

DÉCRÈTE :

Article Ier. - Dans les relations entre la France, l'Algérie, les colonies françaises, d'une part, et les bureaux français à l'étranger, d'autre part, ainsi que dans les rapports de ces derniers bureaux entre eux, le droit à percevoir sur les mandats-poste ordinaires, sur les mandats de recouvrement et sur les mandats d'abonnement aux journaux est fixé à 50 centimes par 50 fr. ou fraction de 50 fr. jusqu'à 100 fr. et à 50 centimes par 100 fr. ou fraction de 100 fr. pour les sommes en excédent des 100 premiers francs.

Ces mandats peuvent être grevés d'une taxe complémentaire de change.

La taxe de l'avis de payement d'un mandat est fixé à 75 centimes si la demande est présentée au moment de l'émission et à 1 fr. 50 si la demande est formulée postérieurement au dépôt des fonds.

Toute demande de renseignement concernant le sort d'un mandat, pour lequel un avis de payement n'aura pas été demandé au moment de l'émission, donnera lieu à la perception de la taxe de 1 fr. 50, qui pourra, toutefois, être restituée à l'expéditeur lorsque, par suite d'une faute de service, le mandat n'aura pas atteint son but et devra, pour ce motif, être remboursé.

Art. 2. — Le maximum des mandats-poste est fixé comme il suit :

1° A 1,000 fr. par titre dans les relations entre la France, l'Algérie d'une part, les bureaux français à l'étranger, d'autre part, ainsi que dans les rapports de ces derniers bureaux entre eux ; aucun expéditeur ne peut déposer plus de 1,000 fr., le même jour, au profit du même destinataire ;

2° A 1,000 fr. par titre dans les relations entre les colonies du groupe de l'Afrique occidentale française, les colonies du groupe de l'Afrique équatoriale française, Madagascar et dépendances, l'Indochine française, la Côte française des Somalis, les établissements français de l'Océanie, la Nouvelle-

Calédonie, les Nouvelles-Hébrides, Saint-Pierre et Miquelon, les territoires à mandat du Togo et du Cameroun, d'une part, et les bureaux français à l'étranger, d'autre part ; aucun expéditeur ne peut déposer plus de 1.000 fr., le même jour, au profit du même destinataire ;

3° A 500 fr. par titre dans les relations entre la Réunion, la Guadeloupe et dépendances, la Guyane française, la Martinique, les établissements français dans l'Inde, d'une part, et les bureaux français à l'étranger, d'autre part ; aucun expéditeur ne peut déposer plus de 500 fr., le même jour, au profit du même destinataire.

Art. 3. — Les conditions du régime international concernant le recouvrement par la poste des valeurs commerciales ou autres, payables à vue et sans frais, sont applicables aux valeurs déposées dans les bureaux français à l'étranger à destination de la France, de l'Algérie et des colonies françaises.

La taxe d'affranchissement d'un envoi de valeurs à recouvrer est celle d'une lettre recommandée de même poids pour la même destination.

Il est perçu, sur le montant de chaque valeur recouvrée, un droit d'encaissement de 45 centimes.

Une rémunération de 5 centimes par valeur recouvrée est allouée au facteur encaisseur par prélèvement sur le droit d'encaissement. Les facteurs receveurs perçoivent à leur profit une double rémunération lorsqu'ils ont effectué personnellement le recouvrement ; ils n'ont droit qu'à une seule rémunération si le recouvrement a été opéré par un facteur attaché à leur établissement.

Toute valeur demeurée impayée après avoir été présentée à l'encaissement est passible d'une taxe de présentation de 30 centimes.

Art. 4. — Le montant de chaque envoi de valeurs à recouvrer déposé dans les bureaux français à l'étranger ne peut dépasser le maximum fixé par l'article 2 pour les mandats à destination de la France, de l'Algérie et des colonies françaises.

Art. 5. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur à partir du 1er janvier 1925.

Art. 6. — Le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 octobre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce et de l'industrie,
RAYNALDY.

Le Ministre des finances,
CLEMENTEL.

Le Ministre des colonies,
DALADIER.

N° 20. — *ARRÊTÉ. — Répartition du reliquat du contingent de 150 hectolitres d'alcool pur attribué à la Guyane pour l'année 1924.*

(27 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les décrets des 2 août, 5 septembre 1920 et du 19 août 1921, concernant l'importation en France des rhums coloniaux ;

Vu l'article 9 de la loi du 31 décembre 1922 et le décret du 20 février 1923, sur le contingentement des rhums coloniaux, promulgués en Guyane par l'arrêté du 12 mai 1923 ;

Vu le décret du 13 avril 1923, complétant celui du 20 février 1923 promulgué dans la Colonie par arrêté du 18 juin 1923 ;

Vu la circulaire ministérielle du 28 février 1923, portant instructions pour l'application des décrets précités ;

Vu le décret du 19 janvier 1924, fixant à 150 hectolitres d'alcool pur la part attribuée à la Guyane dans le contingent de 1924 ;

Vu les câblogrammes ministériels n°s 163 et 172 des 24 octobre et 9 novembre 1924 et 12 du 23 janvier 1925 ;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, chef du service des Douanes et des Contributions indirectes,

ARRÊTE :

Article 1er. — La répartition du reliquat du contingent de 1924, non utilisé au cours de l'année écoulée et s'élevant à 56 hectolitres 24 litres d'alcool pur, est effectué, uniquement entre les producteurs désirant exporter, proportionnellement à leur production de l'année la plus élevée pendant la période de 1914 à 1924 inclus, sans que la part de chacun d'eux puisse être supérieure au chiffre de sa production moyenne des années 1920 à 1923 inclus.

Art. 2. — Conformément aux dispositions des articles 3 § 6 du décret du 20 février 1923 et 1er § 2 du décret du 13 avril 1923, relatives aux distilleries agricoles, complétées par les instructions contenues dans les câblogrammes ministériels des 24 octobre et 9 novembre 1924 et 25 janvier 1925, la quantité de 56 hectolitres 24 litres d'alcool pur, ci-dessus indiquée, est répartie suivant les indications du tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES DISTILLERIES.	PRODUCTION de l'année la plus élevée de 1914 à 1924	PART du reliquat du contingent attribuée en alcool pur.
Sœurs de Mana.....	43h63	0h47
Nollier.....	1,029 59	11 04
Prévot.....	1,303 19	13 97
Raban.....	129 17	1 38
Gosselin.....	182 99	1 97
Société civile des Plantations du Rorota.....	1,334 69	14 30
Grant (Ilet Portal).....	436 12	4 67
Rosélie.....	545 68	5 84
Sen-Wo-Lee.....	241 84	2 60
Totaux.....	5,246h90	56h24

Art. 3. — Les rhums et tafias originaires de la Guyane ne titrant pas plus que 65° et réunissant toutes les conditions exigées par le décret du 5 septembre 1920 et par l'article 1er du décret du 20 février 1923, ne seront admis à l'importation en France au bénéfice du contingent que s'ils sont régulièrement accompagnés du certificat sur papier blanc, prévu par l'article 2 du décret du 5 septembre 1920, et dûment complété par une mention du service des Douanes et Contributions Indirectes de la Colonie indiquant que les quantités y figurant ont bien été exportées de la Guyane dans la limite de la part du contingent attribuée à chacune des distilleries ci-dessus énumérées.

Art. 4. — L'Inspecteur principal, chef du service des Douanes et Contributions Indirectes, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 27 janvier 1925.

THALY.

N° 21. — *DÉCISION concernant l'élection des délégués du personnel de la Trésorerie en qualité de membres de la commission permanente dite de discipline.*

(27 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 6 août 1921, portant organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales;

Vu l'arrêté interministériel du 22 août 1923, déterminant le cadre de la Trésorerie de la Guyane française,

DÉCIDE :

Article Ier. — Les agents de la Trésorerie de la Guyane présents dans la colonie élisent, dans chacune des catégories du personnel (payeur, commis principal ou commis) et pour une période de deux ans, un délégué de leur grade, appelé à faire partie de la commission permanente, dite de discipline, prévue par l'article 29 du décret du 6 août 1921.

Art. 2. — Les élections ont lieu, chaque année, dans le courant du mois de décembre, à une date fixée par le Trésorier-payeur, après approbation du Chef de la colonie. Elle est portée à la connaissance du personnel dans un délai minimum de 15 jours avant l'élection.

Chaque agent doit insérer son bulletin de vote dans une enveloppe blanche ne portant aucune inscription, qui, après avoir été cachetée, est placée dans une seconde enveloppe portant la mention « Elections d'un délégué à la commission permanente de discipline ».

Ces bulletins de vote sont, suivant la résidence de l'agent, remis au Trésorier-payeur, à Cayenne ou au Trèsorier-particulier, à Saint-Laurent-du-Maroni. Ce dernier est tenu de les faire parvenir, par la première occasion, au Trésorier-payeur sous un pli unique, qu'il fera recommander à la poste.

Art. 3. — Aussitot en possession du pli provenant de Saint-Laurent, le Trésorier-payeur réunira, sous sa présidence, une commission chargée de procéder au dépouillement des bulletins de vote et composée du fondé de pouvoirs et de l'agent le plus ancien dans le grade le plus élevé de chaque catégorie. Le président de la commission ainsi composée, après avoir ouvert les premières enveloppes, dépose les bulletins y contenus dans une urne et procède au dépouillement des votes et à la proclamation du résultat.

Art. 4. — Les délégués sont élus à la majorité des votants dans chacune des catégories (payeurs, commis principaux, commis).

Il est établi un procès-verbal des travaux de la commission de recensement des votes, qui est porté à la connaissance du personnel.

Art. 5. — A titre transitoire, les élections des délégués du personnel pour les années 1925 et 1926 auront lieu dans le courant du mois qui suivra la publication de la présente décision au *Journal officiel* de la colonie.

Art. 6. — Le Trésorier-payeur est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 27 janvier 1925.

THALY.

N° 22. — *ARRÊTÉ fixant les suppléments de fonctions attribués à titre d'indemnité de responsabilité aux Percepteurs et Percepteurs-Receveurs municipaux ainsi que les allocations forfaitaires pour frais de service leur revenant.*

(28 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, notamment les articles 119 et suivants ;

Vu le décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales ;

Vu l'arrêté local n° 441, en date du 26 avril 1924, déterminant les suppléments de fonctions et allocations forfaitaires alloués aux Percepteurs et Percepteurs-Receveurs municipaux ;

Vu l'arrêté local n° 517, en date du 28 mai 1924, déterminant les suppléments de fonctions et allocations forfaitaires alloués aux Percepteurs et Percepteurs-Receveurs municipaux ;

Vu l'arrêté local n° 13, en date du 8 janvier 1925, modifiant le nombre des perceptions en Guyane ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Trésorier-payeur,

ARRÊTE :

Article Ier. — Les dispositions de l'article Ier de l'arrêté local du 26 mai 1924, déterminant les suppléments de fonctions et allocations forfaitaires alloués aux Percepteurs et Percepteurs-Receveurs municipaux sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Le supplément de fonctions attribué à titre d'indemnité « de responsabilité aux Percepteurs et Percepteurs-Receveurs « municipaux, ainsi que les allocations forfaitaires pour frais « de service leur revenant sont fixés comme suit :

PERCEPTIONS.	SUPPLÉMENTS de fonctions.	ALLOCATIONS forfaitaires.
1re circonscription (Cayenne, ville et banlieue)	3.500 fr.	2.000 fr.
2me circonscription (Cayenne circonscription côtière.)	4.000	5 300
3me circonscription (Mana.)	5.000	2.500

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet à compter du 1er janvier 1925, et sera enregistré partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 28 janvier 1925.

THALY.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,
GONTIER.

Le Trésorier-payeur,
Par procuration de
M. MAX BRISSET :
LIAUZUN.

N° 23. — *ARRÊTÉ portant versement des retenues rétroactives à la caisse locale de retraite par* M. Roberty (Victor), *matelot-charpentier du service des Ports et Rades.*

(28 janvier 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'article 34 du règlement du 19 juin 1920, modifiant celui du 20 avril 1891, sur l'établissement d'une caisse locale de retraite pour les agents rétribués par la colonie et les communes ;

Considérant que M. Roberty (Victor), matelot-charpentier du service des Ports et Rades de la Guyane, est entré dans ce service à titre d'auxiliaire le 3 avril 1903, et qu'il a été titularisé dans ce cadre le 15 avril 1920 ;

Attendu que sa solde n'a été soumise à aucune prestation du 3 avril 1903 au 30 décembre 1920 ;

Sur la demande de l'intéressé et la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — M. Roberty (Victor), matelot-charpentier de 1re classe du service des Ports et Rades, est autorisé à verser à la Caisse locale de retraite de la Guyane française, des retenues rétroactives, pour la période comprise entre le 3 avril 1903 et le 30 décembre 1920. Ce versement s'effectuera par mensualités de vingt cinq francs, dont la dernière de 26 fr. 52, jusqu'à parfaite libération de la somme de huit cent six francs cinquante-deux centimes (806,52) représentant le montant total des versements qu'il aurait dû effectuer à cette caisse, pendant la période sus-énoncée.

Art. 2. — Les services de M. Roberty, susceptibles d'être décomptés pour l'allocation d'une pension sur la Caisse locale de retraite, remonteront, en conséquence, au 3 avril 1903.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 28 janvier 1925.

THALY.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 24. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 5 janvier 1924, pris sur la proposition du Procureur général p. i., ont été nommés provisoirement :

Juge de paix à Cayenne, M. Blanche, Juge de Paix à Sinnamary, en remplacement de M. Ova, précédemment appelé à d'autres fonctions ;

Juge de paix à Sinnamary, M. Jalton, Commis-greffier, en remplacement de M. Blanche.

N° 25. — Par décision du Gouverneur, en date du 5 janvier 1925, M. Perseguers, médecin aide-major de 1re classe,

est désigné comme médecin de la brigade des Douanes à Saint-Laurent du Maroni, en remplacement de M. Lacroix.

N° 26. — Par décision du Gouverneur, en date du 8 janvier 1925, M. Poulet (Henri), Directeur de la Banque de la Guyane, a été autorisé à se rendre en France pour raison de santé, pour une période de six mois.

M. Floride, sous-Directeur de la Banque de la Guyane, a été chargé des fonctions de Directeur p. i. de la Banque de la Guyane pendant la durée de l'absence de M. Poulet.

N° 27. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 janvier 1925, Mlle Marie-Céline (Désirée), dame dactylographe de 4e classe en service au Secrétariat général, est affectée en la même qualité au service de l'Instruction publique.

N° 28. — Par décision du Gouverneur, en date du même jour, M. Arras (Charles), manipulateur auxiliaire à la pharmacie de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne, est nommé, en la même qualité, à titre permanent.

Il recevra, en conséquence, un traitement colonial de 3,600 francs l'an.

N° 29. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 janvier 1925, sont nommés membres de la Commission administrative du Bureau de bienfaisance de Roura:

MM. Alexandre Arada, Lacour Assard, Prosper Auguste et Félix Bergrave, habitants notables.

N° 30. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 janvier 1925, un congé de convalescence de six mois a été accordé à M. Verdierosa (Constant), instituteur, à compter du 4 janvier 1925.

N° 31. — Par décision du Gouverneur, en date du 15 janvier 1925, à compter du 16 janvier 1925, est rapportée la décision du 12 septembre 1924, chargeant provisoirement M. Leblanc, surveillant-chef des fonctions de Commissaire de la Police générale, Commissaire aux Délégations judiciaires. Ce surveillant-chef est remis à la disposition de l'Administration pénitentiaire.

N° 32. — Par décision du Gouverneur, en date du même jour, M. Boyreau (Pierre), Commissaire de la Police municipale, est chargé, à compter de la même date, cumulativement avec ses fonctions actuelles, d'assurer provisoirement celles de Commissaire de la Police générale et de Commissaire aux Délégations judiciaires.

N° 33. — Par décision du Gouverneur, en date du 17 janvier 1925, M. Noleau (Gabriel), préposé de 3e classe des Contributions indirectes, est affecté à Sinnamary pour y continuer ses services.

N° 34. — Par décision du Gouverneur, en date du 22 janvier 1925, M. Dardet (Christian), garde rural de 2e classe, est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement, pour une période de six mois.

N° 35. — Par décision du Gouverneur, en date du 22 janvier 1925, est acceptée la démission offerte par Madame Philibert, née Chevalier (Jeanne), de ses fonctions de dame employée de 5e classe des Postes et Téléphones de la Guyane française, pour compter du 1er avril 1922.

N° 36. — Par décision du Gouverneur, en date du 27 janvier 1925, Mme Désidéri (Berthe), dame-dactylographe de 4e classe, précédemment employée au service de l'Instruction publique, est affectée, en la même qualité, au service des Postes et Téléphones.

N° 37. — Par décision du Gouverneur, en date du 27 janvier 1925, MM. Jaffart (Oscar) et Tribord (Raymond) ont été nommés préposés de 4e classe des Contributions indirectes.

CERTIFIÉ CONFORME :

Le Secrétaire-archiviste,

PH. LESTRADE

CAYENNE. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 2.

FÉVRIER 1925.

SOMMAIRE.

Pages

N° 38. — Arrêté du 5 février 1925 prescrivant l'imputation définitive au Service local du solde créditeur des successions déshérentes atteintes par la prescription trentenaire..... 42

N° 39. — Arrêté du 5 février 1925 portant concession d'une pension à Mme David (Alexandre), veuve d'un agent de la Police municipale..... 43

N° 40. — Arrêté du 9 février 1925 instituant un Comité permanent chargé d'organiser la participation et la représentation de la Guyane aux Expositions et Foires métropolitaines ou étrangères..... 44

N° 41. — Arrêté du 12 février 1925 promulguant la loi du 3 janvier 1925 relative à l'amnistie (*Bulletin suppl. n° 2 bis*)..... "

Loi du 3 janvier 1925 relative à l'amnistie (*Bulletin supplémentaire n° 2 bis*)..... "

N° 42. — Arrêté du 18 février 1925 promulguant le décret du 22 octobre 1924 portant majoration des tarifs des masses d'entretien et de secours de la Gendarmerie coloniale. Rapport..... 45

Décret du 22 octobre 1924 portant majoration des tarifs des masses d'entretien et de secours de la Gendarmerie coloniale fixés par le décret du 19 décembre 1913..... 46

Pages

N° 43. — Décision du 23 février 1925 convoquant les électeurs consulaires pour l'élection de quatre membres de la Chambre de commerce..... 47

N° 44. — Arrêté du 23 février 1925 déterminant le pourcentage suivant lequel les communes des 1re et 2e circonscriptions devront participer dans les dépenses du Percepteur de leur circonscription respective en 1925. 48

N° 45. — Décision du 28 février 1925 réintégrant Mlle Rousseau Saint-Philippe (Marguerite), dans son emploi de dame employée de 2e classe des Postes et Téléphones en exécution des dispositions de la loi susvisée relative à l'amnistie..... 50

N° 46 à 62 — Nominations, mutations, congés, etc..... 51

N° 38. — *ARRÊTÉ prescrivant l'imputation définitive au Service local du solde créditeur des successions déshérentes atteintes par la prescription trentenaire.*

(5 février 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 27 janvier 1855 sur l'administration des successions et biens vacants ; ensemble les décrets des 19 décembre 1857 et 14 mars 1890 ;

Vu les articles 85 et 89 de l'arrêté ministériel du 20 juin 1864 portant règlement des successions et biens vacants ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Sont acquis définitivement au Service local les soldes créditeurs des successions déshérentes atteintes par la prescription trentenaire, pendant l'année 1924, savoir :

Successions diverses..... 3,785f 52

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 5 février 1925.

THALY.

N° 39. — *ARRÊTÉ portant concession d'une pension à* M^me^ David (Alexandre), *veuve d'un agent de la Police municipale.*

(5 février 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le règlement du 20 avril 1891, concernant l'établissement et l'organisation d'une Caisse de retraite pour les agents et employés locaux de la Guyane, notamment les articles 5, 6, 7, 9 et 14;

Considérant que M. David (Alexandre-Léopold-Almire), agent de 1^re^ classe de la Police municipale de Cayenne, est décédé le 15 août 1922 « d'un accès pernicieux, maladie endémique dans la colonie », qu'il a contractée dans l'exercice de ses fonctions;

Vu l'arrêté du 26 juin 1920, attribuant des majorations et compléments de pension aux agents retraités sur les fonds de ladite caisse de retraite;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1^er^. — Il est concédé sur la Caisse locale de retraite à M^me^ David (Alexandre), née (Paumier-Henriette-Zénaïde Eugénie), veuve de David (Alexandre-Léopold-Almire), agent de 1^re^ classe de la Police municipale de Cayenne, décédé d'une maladie endémique dans la colonie, contractée dans l'exercice de ses fonctions, une pension annuelle se décomposant comme suit :

Pension principale	340f 00
Majoration	410 00
Total	750 00

Art. 2. — Les arrérages de cette pension seront réglés à compter du 16 août 1922.

Art. 3. — Le présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à la Caisse des Dépôts et Consignations, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 5 février 1925.

THALY.

N°40. — *ARRÊTÉ instituant un Comité permanent chargé d'organiser la participation et la représentation de la Guyane aux Expositions et Foires métropolitaines ou étrangères.*

(9 février 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le vœu émis par la Chambre de commerce, dans sa séance du 14 novembre 1924 ;

Vu la lettre en date du 1er décembre 1924 du Président de cette Assemblée ;

Vu la décision en date du 25 décembre 1924, autorisant M. Jean Clément, Chef du service de l'Instruction publique, à recevoir des dons et à faire l'achat d'objets et de produits coloniaux susceptibles de figurer aux diverses Expositions et Foires de la Métropole ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Un Comité permanent, dit des Expositions, est constitué à l'effet de procéder à l'étude de toutes questions se rapportant à la participation et à la représentation de la Guyane française aux diverses Expositions et Foires organisées en France, dans les colonies françaises ou à l'étranger.

Art. 2. — Ce Comité sera chargé :

1° D'organiser et d'assurer la participation de la Guyane à ces diverses manifestations économiques par une représentation effective et rationnelle de la production agricole, industrielle et commerciale de la Guyane ;

2° De rechercher les moyens de faire connaître, par une propagande méthodique, les richesses naturelles de la colonie, de favoriser le développement de ses échanges avec la métropole ou l'étranger et, d'une façon générale, de proposer toutes les mesures propres à contribuer au développement économique de la Guyane.

Art. 3. — Ce Comité sera composé de :

MM. le Président du Conseil général, *Président* ;
le Président de la Commission coloniale, *Vice-président* ;
le Président de la Chambre de commerce ;

MM. le Président de la Chambre d'agriculture ;
le Président du Comité de direction du Syndicat d'Initiative pour le développement de la Guyane ;
le Chef du service de l'Instruction publique ;
le Chef du service des Travaux publics ;
le Délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;
le Directeur du Laboratoire industriel ;
le Chef du 3e bureau du Secrétariat général.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 9 février 1925.

THALY.

N° 42.— *ARRÊTÉ promulguant le décret du 22 octobre 1924 portant majoration des tarifs des masses d'entretien et de secours de la Gendarmerie coloniale.*

(18 février 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906 relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu le décret du 22 octobre 1924 portant majoration des tarifs des masses d'entretien et de secours de la Gendarmerie coloniale fixés par le décret du 19 décembre 1913,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, le décret susvisé du 22 octobre 1924 portant majoration des tarifs des masses d'entretien et de secours de la Gendarmerie coloniale fixés par le décret du 19 décembre 1913.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 18 février 1925.

THALY.

RAPPORT au Président de la République française.

Paris, le 22 octobre 1924.

Monsieur le Président,

Les tarifs des masses d'entretien et de secours de la Gendarmerie coloniale institués par le décret du 19 décembre 1913, ne permettent plus, en raison de l'élévation du prix des matières et objets, de faire face aux dépenses incombant à ces masses.

Les Gouverneurs généraux, sauf celui de l'Indochine, et les Gouverneurs des colonies sont d'avis qu'il conviendrait au moins de doubler les tarifs actuellement en vigueur.

Cette proposition méritant d'être retenue, j'ai fait préparer le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,

DALADIER.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Vu la décision présidentielle du 26 août 1880 portant fixation des tarifs de solde et de haute paye à allouer aux sous-officiers, brigadiers et gendarmes de la Gendarmerie coloniale;

Vu la décision présidentielle du 31 octobre 1881 allouant à ces militaires la solde de la Gendarmerie départementale, tant pendant leur séjour en France que pendant les traversées d'aller et de retour ;

Vu le décret du 5 décembre 1902 portant règlement sur l'administration et la comptabilité des corps de gendarmerie;

Vu le décret du 3 janvier 1903 portant règlement sur la solde et les revues desdits corps ;

Vu le décret du 19 décembre 1913 portant fixation des tarifs de solde à allouer aux sous-officiers, brigadiers et gendarmes de la Gendarmerie coloniale et des tarifs d'indemnité pour frais de bureau et de services et des masses ;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — L'allocation nette prévue par le tarif 7 du décret du 19 décembre 1913 est majorée de 100 pour 100, pour tous les détachements de Gendarmerie stationnés aux colonies, exception faite pour les détachements de Cochinchine et du Tonkin qui conserveront, jusqu'à nouvel ordre, les tarifs fixés par le décret du 19 décembre 1913.

Art. 2. — Les dispositions du présent décret sont applicables à compter du 1er juillet 1924.

Art. 3. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 octobre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

DALADIER.

N° 43. — *DÉCISION convoquant les électeurs consulaires pour l'élection de quatre membres de la Chambre de Commerce.*

(23 février 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté local du 18 mars 1912, portant modification à celui du 9 mai 1881, créant une Chambre de Commerce à Cayenne, ensemble les arrêtés des 23 mai et 9 juin de la même année ;

Vu les arrêtés des 25 novembre 1882, 18 août 1894 et 8 août 1898 sur les élections consulaires à la Guyane ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — Les électeurs consulaires sont convoqués pour le 30 mars 1925, dans le local affecté aux délibérations

de la Chambre de Commerce, à l'effet de procéder à l'élection de quatre membres de cette assemblée, en remplacement de MM. Bernardin (Raoul), Bruère-Dawson (Marcel), Fanier (Alexandre) et Zéphir (Eugène), dont le mandat arrive à expiration le 8 mars 1925.

Art. 2. — Le scrutin sera ouvert sous la présidence du Maire de Cayenne ou de son délégué, à neuf heures et clos à onze heures. Le dépouillement des votes aura lieu immédiatement après la clôture du scrutin.

Si un second tour de scrutin était nécessaire, il y serait procédé le même jour de quinze heures à dix-sept heures.

Art. 3. — Les élections auront lieu sur la liste annexée à la présente décision, sous réserve des modifications qui pourraient y être introduites dans les formes prescrites par l'article 3 de l'arrêté du 18 août 1894.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 23 février 1925.

THALY.

N° 44. — *ARRETÉ déterminant le pourcentage suivant lequel les communes des première et deuxième circonscriptions devront participer dans les dépenses du Percepteur de leur circonscription respective en 1925.*

(23 février 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies notamment l'article 120 complété par le décret du 20 septembre 1922;

Vu le décret du 6 août 1921 comportant organisation générale du personnel des Trésoreries Coloniales;

Vu l'arrêté local en date du 8 janvier 1925 modifiant le nombre des perceptions en Guyane;

Vu l'arrêté local en date du 26 avril 1924 modifié par l'arrêté du 22 janvier 1925 et fixant les émoluments des Percep-

teurs et des Percepteurs-Receveurs Municipaux de la colonie ainsi que le mode de paiement des émoluments ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Trésorier-payeur,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les communes des première et deuxième circonscriptions de la colonie participeront dans les dépenses de solde et accessoires, occasionnées en 1925 par les comptables de leur circonscription suivant le pourcentage ci-après déterminé conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 26 avril 1924 modifié par l'arrêté du 22 janvier 1925 :

Première Circonscription :

Service local	50 %
Commune de Macouria	12 70
Commune de Matoury	3 43
Commune de Montsinéry	4 47
Commune de Roura	12 70
Commune de Rémire	12 93
Commune de Tonnégrande	3 77
	100 »

Deuxième Circonscription :

Commune de l'Approuague	26 90
Commune d'Iracoubo	12 31
Commune de Kaw	2 68
Commune de Kourou	10 03
Commune d'Oyapoc	22 03
Commune de Sinnamary	26 05
	100 »

Art. 2. — Les sommes ainsi dues au titre de la solde et accessoires seront mandatées mensuellement au profit du Service local.

Art. 3. — Le Secrétaire général et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où

besoin sera, publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 23 février 1925.

THALY.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général p. i.,
GONTIER.

Le Trésorier-payeur,
P. P. de M. Max-Brisset.
LIAUZUN.

N° 45. — *DÉCISION réintégrant* M^lle Rousseau Saint-Philippe (Marguerite) *dans son emploi de dame employée de 2e classe des Postes et Téléphones en exécution des dispositions de la loi susvisée relative à l'amnistie.*

(28 février 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté du 4 février 1914, portant réorganisation du personnel des Postes et Téléphones de la Guyane française, ensemble les arrêtés modificatifs des 14 avril 1921 et 30 décembre 1924;

Vu la décision n° 809 du 16 août 1924, portant rétrogradation à la 3e classe de son emploi de M^lle Rousseau Saint-Philippe, dame employée des Postes et Téléphones;

Vu la décision n° 942 du 16 septembre 1924, portant que M^lle Rousseau Saint-Philippe, employée de 3e classe des Postes et Téléphones, est considérée comme démissionnaire de son emploi;

Vu le cablogramme ministériel n° 7 du 14 janvier 1925;

Vu la loi du 3 janvier 1925, relative à l'amnistie disposant :

Article I^er. — Amnistie pleine et entière est accordée pour les faits commis antérieurement au 12 décembre 1924.....

.....

13° A tous les faits ayant donné ou pouvant donner lieu contre des fonctionnaires, agents, employés ou ouvriers des services publics ou concédés, à des peines disciplinaires;

Vu la proposition du Chef du service des Postes et Téléphones en date du 16 février 1925 ;

Vu le cablogramme ministériel n° 33 du 23 février 1925 ;

Vu les nécessités du service,

DÉCIDE :

Article Ier. — Mlle Rousseau Saint-Philippe (Marguerite) est réintégrée dans son emploi de dame employée de 2e classe des Postes et Téléphones en exécution des dispositions de la loi susvisée relative à l'amnistie.

Art. 2. — Mlle Rousseau Saint-Philippe est appelée à servir au bureau de Mana en qualité de Receveuse.

Art. 3. — Mlle Marie Claire, Receveuse au bureau de Mana, est affectée au bureau de Cayenne, en remplacement de Mme Prévot précédemment affectée au bureau de Sinnamary.

Art. 4. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Postes, Télégraphes et Téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et commuiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 28 février 1925.

THALY.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 46. — Par décret du Président de la République, du 30 décembre 1924, pris sur la proposition du Ministre des colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, ont été nommés :

Conseiller à la Cour d'appel de la Guadeloupe, sur sa demande, M. Nadau, substitut du Procureur général de la Guyane ;

Substitut du Procureur général de la Guyane, M Chaspoul juge-président du Tribunal de 1re instance de Cayenne, en remplacement de M. Nadau.

N° 47. — Par décret du 8 janvier 1925, pris sur la proposition du Ministre des colonies et du Garde des Sceaux,

Ministre de la Justice, M. Clavier, Procureur général, Chef du service judiciaire de la Guyane, a été admis, sur sa demande et pour compter du 1er juillet 1925, à faire valoir ses droits à la retraite, dans les conditions de l'article 8 dernier paragraphe de loi du 14 avril 1924, et nommé premier Président de Cour d'Appel honoraire.

N° 48. — Par décret du Président de la République, pris sur la proposition du Ministre des colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la justice, M. Simoneau, président de la Cour d'Appel de la Guyane, est nommé Procureur général, Chef du service judiciaire de cette colonie, en remplacement de M. Clavier, admis à la retraite.

N° 49. — Par arrêté de M. le Directeur général des Douanes, en date du 28 novembre 1924 et pour compter du 1er décembre 1924, M. Chauvier a été élevé sur place à la 1re classe de son grade.

N° 50. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 février 1925, un congé de convalescence de six mois, à passer à la Martinique, a été accordé à M. Charles Louis Sainte-Claire, Agent des Mines de 3e classe.

Cet agent, accompagné de sa femme et d'un enfant, a été autorisé à prendre passage sur l'intercolonial quittant Cayenne le 13 février 1925.

N° 51. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 février 1925, un congé de convalescence de six mois, à passer en France, est accordé à M. Quintrie-Lamothe (Henri), Commis de deuxième classe du Secrétariat général.

Ce fonctionnaire est autorisé à prendre passage sur l'intercolonial du mois de février 1925.

N° 52. — Suivant arrêté du Gouverneur, en date du 11 février 1925, pris sur la proposition du Procureur général p. i., ont été nommés provisoirement :

Juge-président du Tribunal de 1re instance de Cayenne, M. Sablé, Juge-suppléant, en remplacement de M. Chaspoul, précédemment appelé à d'autres fonctions;

Lieutenant de juge à Cayenne, M. Blanche, juge de paix à Sinnamary, en remplacement de M. Jean Marie, précédemment appelé à d'autres fonctions ;

Juge suppléant au Tribunal de Cayenne, M. Lédi, vérificateur principal des Douanes, licencié en droit, en remplacement de M. Sablé.

N° 53. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 11 février 1925, pris sur la proposition du Procureur général p. i., a été nommé provisoirement :

Juge de paix à Cayenne, M. Sarlat, Secrétaire du Parquet, en remplacement de M. Ova, précédemment appelé à d'autres fonctions.

M. Socrate, Juge de paix à Mana, reprend les fonctions dont il est titulaire.

N° 54. — Par décision du Gouverneur, en date du 11 février 1925, un congé de convalescence de six mois à passer en France, est accordé à M. Lubin (Victor), Commis principal de première classe du cadre local des Douanes.

Ce fonctionnaire est autorisé à prendre passage sur le courrier du 13 février courant, et conformément à sa demande, sera accompagné de sa femme et de ses deux enfants âgés de 10 et 8 ans, — ces derniers étant autorisés à débarquer et à rester à la Guadeloupe.

N° 55. — Par décision du Gouverneur, en date du 11 février 1925, M. le Directeur de l'Institut d'Hygiène et de prophylaxie, membre du Conseil Colonial d'Hygiène, est nommé membre du Conseil Sanitaire de la Guyane.

N° 56. — Par décision du Gouverneur, en date du 18 février 1925, M. Agesilas (Théodore), garde rural de 1re classe à la Guyane, est placé, sur sa demande, dans la position de

disponibilité, sans traitement, pour une nouvelle période d'une année à compter du 25 mars 1925.

N° 57. — Par décision du Gouverneur, en date du 18 février 1925, est rapportée la décison du 31 décembre 1923, chargeant M. Cléostrate, commis de 1re classe du Secrétariat général, de la direction du service de l'Imprimerie du Gouvernement.

M. Cléostrate est réintégré au Secrétariat général pour servir au 1er bureau.

N° 58. — Par décision du Gouverneur, en date du 18 février 1925, M. Bayonne (Jules), agent hors classe de l'Imprimerie du Gouvernement, est chargé provisoirement, à compter du 1er mars 1925, de la direction de l'Imprimerie du Gouvernement.

N° 59. — Par décision du Gouverneur, en date du 18 février 1925, le collège et les écoles publiques seront fermés à l'occasion des jours gras le mardi 24 et le mercredi 25 février courant.

N° 60. — Par décision du Gouverneur, en date du 23 février 1925, M. Chateau (Edgard), commis principal de 2e classe du cadre de la Trésorerie de la Guyane, précédemment chargé des fonctions intérimaires des 1re, 2e et 3e circonscriptions (formation ancienne), reste chargé des fonctions intérimaires des 1re et 2e circonscriptions (nouvelle formation).

N° 61. — Par décision du Gouverneur, en date du 27 février 1925, Mme Saintol (Anaïs), dame employée de 1re classe des Postes à Cayenne, est nommée, sur sa demande, receveuse des Postes à Saint-Laurent, en remplacement de Mme Laupénie appelée à d'autres fonctions.

N° 62. — Par décision du Gouverneur, en date du même jour, Mme Laupénie (Léa), dame employée de 3e classe des Postes à Saint-Laurent, est affectée sur sa demande, au bureau de Cayenne, en remplacement de Mme Saintol.

Certifié conforme :

Le Secrétaire-archiviste,

Ph. LESTRADE

Cayenne. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 2 *bis.*

FÈVRIER 1925.

ARRÊTÉ promulguant la loi du 3 janvier 1925 relative à l'amnistie.

(12 février 1925).

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 56 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle en date du 2 mai 1906, relative à la promulgation aux colonies des actes du pouvoir central ;

Sur la proposition du Procureur général p. i.,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulguée dans la colonie la loi du 3 janvier 1925, relative à l'amnistie.

Art. 2. — Le Procureur général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié, avec le texte promulgué, au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 12 février 1925.

THALY.

Par le Gouverneur :

Le Procureur général p. i.,

H. SIMONEAU.

LOI relative à l'amnistie.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article Ier. — Amnistie pleine et entière est accordée pour les faits commis antérieurement au 12 novembre 1924 :

1o A toutes les infractions et contraventions en matière de réunions, d'élections, de conflits collectifs de travail et de manifestations sur la voie publique ;

2o A tous les délits et contraventions prévus par la loi sur la presse du 29 juillet 1881, à l'exception des infractions prévues par l'article 28 de ladite loi ;

3o A tous les délits et contraventions prévus par les lois des 11 juin 1887, 19 mars 1889, 30 mars 1902 (art. 44) et 20 avril 1910 ;

4o A toutes les infractions prévues par la loi du 21 mars 1884, modifiée par la loi du 12 mars 1920 ;

5o A toutes les infractions prévues par les lois des 1er juillet 1901, 4 décembre 1902 et 7 juillet 1904 ;

6o A toutes les infractions prévues par la loi du 9 décembre 1905 ;

7o Aux infractions aux dispositions du livre II du code du travail et de la prévoyance sociale, exception faite des infractions aux articles 60, 61 et 62 dudit livre. Toutefois, les mises en demeure signifiées en vertu du titre II (hygiène et sécurité des travailleurs) dudit livre sont maintenues ;

8o A tous les délits connexes aux infractions visées aux alinéas précédents ;

9o Aux infractions à l'article 5 de la loi du 21 mai 1836, ainsi qu'aux infractions aux lois des 2 juin 1891 et 4 juin 1909 ;

10o A tous les délits et contraventions en matière forestière, de chasse, de pêche fluviale et maritime, à l'exception des délits prévus par l'article 25 de la loi du 15 avril 1829 ; de grande et petite voirie, de police de roulage ; aux contraventions de simple police, quel que soit le tribunal qui ait statué, à l'exception de celles prévues par l'article 15 de la loi du 31 mars 1922 ;

11o Aux délits et contraventions à la police des chemins de fer et tramways ;

12o Aux infractions prévues par la loi du 3 juillet 1877 et la loi du 22 juillet 1909 sur les réquisitions ;

13o A tous les faits ayant donné lieu ou pouvant donner lieu contre des fonctionnaires, agents, employés ou ouvriers des services publics ou concédés, à des peines disciplinaires.

Sont exceptés les faits ayant donné lieu ou pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires pour manquement à la probité, à l'honneur ou aux règles essentielles imposées pour la gestion des caisses publiques ou le maniement des deniers d'autrui.

La réintégration, si elle se produit, n'aura lieu toutefois, qu'après que les victimes de la guerre ayant droit aux emplois réservés en vertu de la loi du 30 janvier 1923 auront exercé, chaque trimestre, après inscription sur la liste de classement, leur droit de préférence ;

14o Aux infractions commises en matière de contributions indirectes lorsque le montant de la transaction intervenue ou des condamnations passés en force de chose jugée ne dépasse pas cinq cents francs (500 fr), ou lorsque pour les procès-verbaux n'ayant donné lieu ni à transaction, ni à condamnation définitive, le minimum des pénalités correctionnelles encourues n'aura pas été supérieur à douze cents francs (1,200 francs), le tout, décimes non compris.

Ces sommes seront portées respectivement au double en matière d'alcool lorsque les contrevenants seront des récoltants tirant occasionnellement parti de leurs fruits ;

15o Aux infractions commises en matière de douane, lorsque le moutant des condamnations pécuniaires encourues ou de la transaction non définitive intervenue n'excède pas sept cent cinquante francs (750 fr.) et lorsqu'elles n'ont pas eu pour objet des marchandises originaires ou en provenance des pays ennemis.

L'amnistie ne s'étendra pas aux infractions poursuivies par la régie des contributions indirectes ou la douane, agissant comme parties jointes en cas d'infraction concomitante à un délit non amnistié et poursuivi par le ministere public.

Seront également sans effet, en matière de contributions indirectes et de douane, les articles 3 et 4 ci-après ;

16o Aux infractions à la loi du 25 juin 1841 sur les ventes aux enchères de marchandises neuves et à la loi du 30 décembre 1906 sur la vente au déballage ;

17o Aux infractions à l'arrêté du Parlement de Paris du 23 juillet 1748, aux lois du 21 germinal an XI et du 29 pluviôse an XIII, à l'article 1er de la loi du 12 juillet 1916, mais en tant seulement que ledit article concerne les substances classées dans le tableau C du décret du 14 septembre 1916 ;

18o Aux infractions aux articles 15, 16, 18, 21, 22, 23 de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice illégal de la médecine, pourvu que, dans les cas prévus à l'article 16 et réprimés par l'article 18, il n'y ait pas eu récidive, et que dans ceux prévus à l'article 16-1° et réprimés par l'article 18, il s'agisse d'aspirants ou d'aspirantes aux différents diplômes visés à l'article 16-1° régulièrement inscrits à un établissement d'enseignement supérieur ;

19o A tous les délits et contraventions en matière de navigation maritime et fluviale et spécialement aux infractions aux dispositions des décrets, règlements et ordres des autorités maritimes pris en exécution de la loi du 2 juillet 1916 sur la police maritime et à l'article 60 du code disciplinaire et pénal du décret du 14 mars 1852, ainsi qu'aux ordonnances d'août 1669 sur les eaux et forêts, et de décembre 1672 relative à la navigation sur les fleuves et rivières, à l'arrêt du conseil d'Etat du 24 juin 1777 portant règlement pour la navigation de la rivière de Marne et autres rivières et canaux navigables, aux lois des 22 décembre 1789 et 8 janvier 1790, et au décret du 24 mars 1914 portant règlement de police sur les voies de navigation intérieure ;

20o Aux condamnations prononcées pour défaut d'affichage des prix ;

21o Aux infractions aux lois du 20 avril 1916 et du 23 octobre 1919, lorsque ces infractions auront été relevées soit contre des agriculteurs, soit contre des commerçants ;

22o Aux faits d'appréhension frauduleuse ou de recel d'objets abandonnés dans les régions libérées, commis par des habitants desdites régions, même au préjudice des services de récupération civile ou militaire, toutes les fois qu'il y a eu condamnation, en vertu des articles 401 et 460 du code pénal, par les tribunaux correctionnels, soit à une simple amende, soit avec bénéfice du sursis.

Sont toutefois exclus du bénéfice du présent alinéa ceux qui auront été condamnés pour vols ou pour recel d'objets,

matériaux, métaux provenant de sépulture de guerre, ou pour complicité de ces infractions, ou se seront rendus coupables de celles-ci et tous les titulaires de marchés passés avec l'Etat ou les établissements publics à quelque titre que ce soit, notamment à titre de récupération ou de cession de produits;

23o Aux infractions prévues par la loi du 8 octobre 1919, relative à la création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs et représentants de commerce ;

24o Aux infractions prévues par les articles 30 et 31, alinéa 1er, de la loi du 27 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux ;

25o Aux infractions prévues par l'article 3 de la loi du 30 janvier 1907, lorsqu'elles ont été commises par des administrateurs de sociétés coopératives, agricoles, ouvrières, de production, de consommation ou d'habitations à bon marché, sous réserve des faits susceptibles d'entraîner l'application de l'article 405 du code pénal ;

26o Aux infractions aux dispositions de la loi du 16 mars 1915 concernant les liqueurs similaires d'absinthe, à la condition que ces infractions soient antérieures au 24 octobre 1922 pour la France et au 15 novembre 1922 pour l'Algérie.

Ne sera pas considérée comme ouverture d'un nouveau débit de boissons prohibée par l'article 10 de la loi du 9 novembre 1915, la réouverture, dans le délai de six mois de la promulgation de la présente loi, d'un établissement dont la fermeture a été ordonnée pour infraction à la loi du 16 mars 1915 concernant les liqueurs similaires d'absinthe commise antérieurement au 24 octobre 1922 pour la France et au 15 novembre 1922 pour l'Algérie ;

27o Aux infractions prévues par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 9 novembre 1915, mais sans que, dans ce dernier cas, l'amnistie puisse autoriser la réouverture du débit ;

28o Aux infractions prévues par la loi du 19 juin 1918, relative à l'interdiction d'abatage des oliviers ;

29o Aux condamnations prononcées contre les magistrats municipaux poursuivis en cette qualité, lorsque ces magistrats ne seront que des délinquants primaires et n'auront été frappés à l'occasion de délits que d'une peine d'amende.

Dans tous les cas visés à la présente loi où la condition de délinquant primaire sera imposée pour pouvoir bénéficier de

l'amnistie, devra être assimilé à un délinquant primaire celui dont le casier judiciaire n° 2 ne comportera que des infractions toutes amnistiées par la présente loi.

Art. 2. — Amnistie pleine et entière est accordée :

1o Lorsqu'il s'agit d'un délinquant primaire, pour les faits commis antérieurement au 12 novembre 1924 et prévus par les articles 153 (§ Ier), 156 (§§ Ier et 2), 161, 184; 211, sauf lorsqu'il y a eu port d'armes; 212, 213, 222 à 225 inclus; 230, 258; 309 (§§ Ier et 2), 314, 319, 340, 402 (pourvu qu'il ne s'agisse que de cas de banqueroute simple), 445 du code pénal;

2o Pour les faits commis antérieurement au 12 novembre 1924 et prévus par les articles 78, 166 et 167, sous la réserve expresse que, dans ces trois derniers cas, il s'agira de faits appréciés par la cour de justice depuis 1914, ainsi que par les articles 196, 199, 200, 236, 249 à 252 inclus, 257, 259 (§ Ier), 311 (§ Ier) et l'alinéa 2 dudit article, lorsque la peine prononcée ne dépasse pas le maximum prévu par l'alinéa Ier du même article; 320, 337 à 339 inclus; 443, 456, 458, 471 à 482 inclus du code pénal et 80 et 157 du code d'instruction criminelle.

Dans les cas prévus par les articles 319 et 320 du code pénal, l'amnistie ne pourra être accordée, en outre des conditions déjà précisées au présent article, qu'autant que les délits prévus par ces deux articles ne s'accompagneront pas du délit de fuite prévu par la loi du 17 juillet 1908.

Art. 3. — Sous réserve de ce qui a été dit à l'article Ier, alinéa 15, ci-dessus, ou des exceptions prévues au présent article ou à l'article 5 ci-après, amnistie pleine et entière est accordée, lorsqu'il s'agit d'un délinquant primaire, pour toutes les infractions n'ayant donné lieu ou pouvant ne donner lieu qu'à l'application de peines correctionnelles et commises antérieurement au 12 novembre 1924 :

1o Par tous les militaires des armées de terre et de mer qui auront appartenu, pendant au moins six mois, à l'une des unités réputées combattantes énumérées dans les instructions ministérielles prises pour l'application du décret du 28 octobre 1919, et dans les conditions spécifiées par ces instructions ; ou aux unités automobiles P. T. et T. M., aux armées; ou aux unités réputées combattantes énumérées au décret du 24 janvier 1918, pris pour l'application de la loi du 10 août 1917; ou qui auront été blessés ou faits prisionniers de guerre avant d'avoir accompli leurs six mois de présence dans ces unités.

Sont également considérées comme unités combattantes les unités qui ont pris une part effective aux hostilités à l'armée du Levant, au Maroc, dans le Sud algérien et dans le Sud tunisien, ainsi que dans le Cameroun ;

2o Par tous les militaires des armées de terre et de mer qui ne rentreront pas dans les cas prévus au paragraphe précédent, mais auront été cités à l'ordre du jour des armées françaises ou alliées, ou qui auront été ou seront, dans l'année de la promulgation de la présente loi, pensionnés à la suite de réforme prononcée pour blessure ou maladie contractée ou aggravée en service, ou encore pour troubles mentaux ;

3o Par les infirmières ayant appartenu pendant au moins six mois à des hôpitaux ou à des formations sanitaires de la zone des armées, ou qui, sans aucune obligation de séjour dans la zone des armées, auront contracté une maladie ou auront été blessées en service ou auront été citées à l'ordre du jour des armées françaises ou alliées, ou auront obtenu la médaille des épidémies.

Sont toutefois exceptées du bénéfice des trois alinéas qui précèdent les infractions prévues par les articles 169 à 183 inclus, 317, 330 à 334 inclus, 345 à 357 inclus, 361 à 366 inclus, 381 à 386 inclus, 400, 401 ; 402 quand il s'agira de cas de banqueroute frauduleuse ; 403 à 408 inclus, 430 à 433 inclus du code pénal, et par les lois suivantes : loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés et lois la complétant, loi du 27 mai 1885 sur le vagabondage spécial, loi du 1er août 1905 sur les fraudes alimentaires, lois du 12 février 1916 et du 16 octobre 1919 sur le trafic des monnaies et espèces nationales, loi du 20 octobre 1919 réprimant la fonte des monnaies d'or et d'argent, loi du 1er juillet 1916 (art. 20) sur les bénéfices de guerre, loi du 20 août 1920 (art. 7) sur les fausses déclarations de dommages de guerre, loi du 1er octobre 1917 (art. 10) sur la répression de l'ivresse, loi du 31 juillet 1920 réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle, loi du 12 février 1924 remplaçant la loi du 3 février 1893 et réprimant les atteintes au crédit de l'État.

Art. 4. — Sous la réserve de ce qui a été dit à l'article 1er, alinéa 15, ci-dessus, ou des exceptions prévues à l'article précédent et à l'article 5 ci-après, amnistie est accordée pour toutes les infractions commises avant le 12 novembre 1924 par tous ceux qui devant les tribunaux militaires, avant la promulgation de la présente loi, auront bénéficié, ou béné-

ficieront dans les six mois qui suivront la promulgation de celle-ci, d'un sursis à l'exécution de la peine par application des lois des 26 mars 1891, 28 juin 1904 et 27 avril 1916, ou dont la peine aura été suspendue par application des articles 150 du code de justice militaire pour l'armée de terre et 180 du code de justice militaire pour l'armée de mer.

Ne devra être considéré comme amnistié dans les cas prévus au présent article que le condamné dont le sursis n'aura pas été révoqué par une nouvelle condamnation devenue définitive avant la promulgation de la présente loi, ou dont la suspension de peine n'aura pas été révoquée avant la promulgation de la présente loi.

Art. 5. — En aucun cas, les dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus ne s'appliqueront aux faits d'insoumission, de désertion à l'ennemi, d'intelligence avec l'ennemi, de trahison, d'espionnage prévus par les articles 204, alinéa 1er ; 205, 206, 230, 238 du code de justice militaire pour l'armée de terre ; 262, alinéa 1er ; 263, 264, 309, 316 du code de justice militaire pour l'armée de mer, et par la loi du 18 avril 1886 sur l'espionnage, ni aux faits de désertion qui font l'objet des dispositions spéciales des articles 9, 10, 11 ci-après.

Art. 6. — Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes les infractions commises antérieurement au 12 novembre 1924 et prévues par les articles du code de justice militaire pour l'armée de terre ci-après : 211 à 216 inclus, 218, 219, 220, alinéas 2 et suivants ; 223, alinéa 2 ; 224, 225, alinéas 1er et 2, à la condition que, dans le cas de l'alinéa 2, la rébellion ait eu lieu sans armes ; 244 à 246 inclus ; 248, sauf en ce qui concerne les comptables ; 254, 260, 266, 271.

Sont également amnistiées les infractions commises avant le 11 novembre 1920 et prévues par les articles ci-après du même code : 217 ; 220, alinéa 1er ; 222 ; 223, alinéa 1er ; 225, alinéas 2 et suivants ; 229, à la condition que les auteurs de ces infractions aient passé trois mois dans une unité combattante, aient été blessés, cités ou faits prisonniers, ou réformés dans les conditions prévues à l'article 3.

Art. 7. — Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes les infractions commises antérieurement au 12 novembre 1924 et prévues par les articles du code de justice militaire, pour l'armée de mer, ci-après : 274, 275 ; 277, alinéas 3 et suivants ; 278 ; 279, alinéas 2 et 3 ; 280, alinéas 2 et 3 ;

281 à 291 inclus; 294, 295, 296; 297, alinéas 2 et suivants; 300, alinéa 2; 302, 303; 304, alinéas 1er et 2, à la condition que, dans le cas de l'alinéa 2, la rébellion ait eu lieu sans armes; 325 à 328 inclus; 331, sauf en ce qui concerne les comptables; 333, 339 à 342 inclus; 343, alinéa 3; 344, 345, 352, 353, 359; 361, alinéas 2 et 3; 362, 363, 369.

Sont également amnistiées les infractions commises avant le 11 novembre 1920 et prévues par les articles ci-après du même code: 292, 293; 297, alinéa 1er; 299; 300, alinéa 1er; 304, alinéas 2 et suivants; 308, à la condition que les auteurs de ces infractions aient passé trois mois dans une unité combattante, aient été blessés, cités ou faits prisonniers, ou réformés dans les conditions prévues à l'article 3.

Art. 8. — Sont amnistiés tous les faits d'insoumission et de désertion commis antérieurement au 1er août 1914 par des Alsaciens et Lorrains qui avaient contracté un engagement dans les régiments étrangers et qui ont obtenu la nationalité française par application du traité de Versailles.

Amnistie pleine et entière est accordée pour les infractions prévues, en matière d'insoumission, par les articles 230 du code de justice militaire pour l'armée de terre, 309 du code de justice militaire pour l'armée de mer, à toutes les personnes qui, Françaises, en vertu de la loi française, étaient considérées comme Allemandes par le gouvernement allemand.

Art. 9. — Amnistie pleine et entière est accordée à tous les faits de désertion commis antérieurement au 11 novembre 1920, à l'exception de ceux prévus par les articles 238 et 241 (1° et 2°), du code de justice militaire pour l'armée de terre et 316 et 319 (1° et 2°), du code de justice militaire pour l'armée de mer, à la condition que leurs auteurs aient appartenu pendant trois mois aux unités combattantes, aient été blessés ou faits prisonniers, cités ou réformés dans les conditions prévues à l'article 3.

Sont également amnistiés, les faits d'évasion commis par des hommes prévenus de désertion, à la condition que la désertion originaire soit déjà amnistiée par le présent article.

Les déserteurs à l'étranger ne bénéficieront de l'amnistie prévue au présent article qu'autant que leur désertion se sera produite dans les pays de protectorat ou sur les territoires occupés par les armées alliées ou associées.

En aucun cas, les bénéficiaires des alinéas précédents ne pourront être inscrits sur les listes électorales avant le 1er janvier 1934, à moins qu'ils n'aient purgé leur peine ou qu'ils n'aient été graciés avant la promulgation de la présente loi.

En aucun cas les délinquants qui étaient officiers au moment où ils ont déserté ne pourront bénéficier du présent article.

Art. 10. — Sont amnistiés, pour la période allant du 11 novembre 1920 au 9 juillet 1924, les faits de désertion à l'intérieur et les faits de désertion à l'étranger, dans les pays de protectorat et sur les territoires occupés par les armées alliées et associées, commis par les individus énumérés dans les articles 231 du code de justice militaire pour l'armée de terre et 300 du code de justice militaire pour l'armée de mer, lorsque la désertion a pris fin par l'arrestation avant le 9 juillet 1924 et que sa durée, en une ou plusieurs fois, n'a pas excédé un an.

Art. 11. — Sont également amnistiés les faits de désertion à l'intérieur et à l'étranger, visés à l'article précédent et sans qu'il y ait à faire état de la durée, en une ou plusieurs fois, de la désertion lorsque le délinquant s'est rendu volontairement, avant le 9 juillet 1924.

Art. 12. — Amnistie pleine et entière est accordée, lorsqu'il s'agit d'un délinquant primaire, à tous les faits de recel de déserteurs, antérieurs au 9 juillet 1924, pourvu qu'ils aient été commis par le conjoint ou par des parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus.

Art. 13. — L'alinéa 1er de l'article 1er de la loi du 9 août 1924, tendant : 1° à remettre en vigueur jusqu'au 1er janvier 1925 le délai d'application des dispositions de l'article 16 de la loi du 29 avril 1921, et 2° à permettre la réhabilitation des militaires passés par les armes dans les cas d'exécution sans jugement, est modifié ainsi qu'il suit :

« Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes les infractions aux codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer, commises, même par des non-militaires, antérieurement au 9 juillet 1924, à tous ceux qui, à cette dernière date, auront bénéficié, ou qui, dans l'année de la promulgation de la présente loi, bénéficieront, par décret de grâce, soit d'une remise totale de peine, soit de la remise de l'entier restant de la peine. »

Art. 14. — Dans les cas de condamnation à la destitution, à la privation du commandement ou à la réduction de grade ou de classe et dans celui où la condamnation prononcée a entraîné la perte du grade, le bénéfice de l'amnistie n'emporte pas la réintégration de plein droit.

Dans les cas prévus à l'article Ier, alinéa 13, ou au présent article, les effets de l'amnistie ne pourront, toutefois, en aucun cas, mettre obstacle au droit de recours contre les peines disciplinaires encourues.

Les militaires destitués, cassés ou rétrogradés de leur grade et morts pour la France avant d'avoir pu être réintégrés dans ce grade, bénéficieront, à titre posthume, de cette réintégration, qui n'entraînera, par elle-même, aucun droit à pension ou à un supplément de pension.

Art. 15. — Les effets de l'amnistie ne peuvent, en aucun cas, mettre obstacle à l'action en revision devant toute juridiction compétente en vue de faire établir l'innocence du condamné.

Les dispositions des articles 2 et 3 de la loi du 9 août 1924, concernant la réhabilitation des militaires passés par les armes, sont applicables aux civils exécutés sans jugement pendant la durée des hostilités.

Art 16. — L'alinéa 8 de l'article 20 de la loi du 29 avril 1921, modifié par l'article unique de la loi du 6 juillet 1923, est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Pendant deux années, à dater du 1er janvier 1925, le ministre de la justice pourra, dans les mêmes conditions, saisir la chambre des mises en accusation d'un recours contre les condamnations prononcées au cours de la guerre par les conseils de guerre et les cours martiales qu'il jugerait devoir être réformées dans l'intérêt de la loi et du condamné.

« Dans les cas prévus à l'alinéa précédent, le ministre de la justice pourra, dans les mêmes conditions, saisir la chambre des mises en accusation lorsqu'il en sera requis par le condamné ou ses ayants droit tels qu'ils sont précisés par le présent article.

« Dans le même délai, lorsque les recours en revision formés, soit par application de l'article 443 du code d'instruction criminelle, soit par application du présent article, pour les condamnations prononcées en temps de guerre par les cours martiales, les conseils de guerre spéciaux et les conseils de

guerre, auront été rejetés soit par la chambre criminelle de la cour de cassation, soit par la chambre des mises en accusation, le garde des sceaux pourra, après avis du ministre de la guerre ou de la marine, déférer ces décisions, aux fins de nouvel examen, à la cour de cassation, toutes chambres réunies, laquelle, sur réquisitions écrites et motivées du procureur général, statuera définitivement sur le fond comme juridiction de jugement investie d'un pouvoir souverain d'appréciation. »

Art. 17. — Les mineurs de moins de dix-huit ans envoyés dans une colonie pénitentiaire, à raison d'infractions, autres que des crimes, amnistiées par la présente loi et pour lesquelles ils ont été acquittés comme ayant agi sans discernement, seront libérés, sur l'ordre de l'autorité pénitentiaire, mais seulement sur la demande du père ou de la mère non déchus de la puissance paternelle, du tuteur responsable ayant effectivement la garde du mineur, ou d'une œuvre charitable.

Art. 18. — Amnistie pleine et entière est accordée pour les délits et contraventions antérieurs au 9 juillet 1924, prévus par des lois françaises introduites dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, mais à la condition que ces lois punissent des délits et des contraventions non prévus par les lois locales et que ces infractions ne soient pas exclues de l'amnistie par les articles 1er (§§ 14 et 15), 2 et 3 de la présente loi.

Art. 19. — Amnistie pleine et entière est accordée aux faits antérieurs au 9 juillet 1924 prévus par les dispositions des lois locales en vigueur dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, lorsque ces dispositions correspondent à des faits ou infractions amnistiés par la présente loi.

Art. 20. — Sont réhabilités de plein droit les commerçants qui, antérieurement au 9 juillet 1924, auront été déclarés par le tribunal de commerce en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

Sont également réhabilités de plein droit les commerçants qui, pour des faits antérieurs au 9 juillet 1924, auront été déclarés par le tribunal de commerce en état de faillite ou de liquidation judiciaire. Il n'en sera ainsi qu'autant qu'en cas de faillite le commerçant aura, dans les délais fixés par les articles 438 et 439 du code de commerce, fait la déclaration prévue par l'article 586, 4° du même code et qu'en cas de liquidation

judiciaire, la requête aura été présentée par le débiteur dans les délais fixés par l'article 2 de la loi du 4 mars 1889.

Dans tous les cas les droits des créanciers seront expressément réservés.

Art. 21.— Dans aucun cas l'amnistie ne pourra être opposée aux droits des tiers, lesquels devront porter leur action devant la juridiction civile, si elle était du ressort de la cour d'assises, ou si la juridiction criminelle n'avait pas déjà été saisie, sans qu'on puisse opposer au demandeur la fin de non-recevoir tirée de l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881.

Art. 22.— L'amnistie n'est pas applicable aux frais de poursuite et d'instance avancés par l'Etat, aux droits fraudés, restitutions, dommages-intérêts, ni aux sommes dues en vertu des transactions souscrites par les contrevenants.

Art. 23.— En cas de condamnation pour infractions multiples, le condamné est amnistié, si l'infraction amnistiée par la présente loi comporte la peine la plus forte ou en tout cas une peine égale à la peine prévue pour les autres infractions poursuivies, lors même que les juges, après avoir accordé les circonstances atténuantes pour cette infraction, auraient emprunté la répression à un article prévoyant une peine inférieure. Par exception aux dispositions ci dessus, le bénéfice de l'amnistie ne sera pas acquis lorsqu'en cas d'inculpations multiples ou d'inculpations de délits connexes avec ceux amnistiés, l'une des infractions non amnistiées rentrera dans la catégorie des infractions exclues par les articles 2 et 3 ci-dessus.

Art. 24.— Il est interdit à tout fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire de rappeler ou de laisser subsister dans un dossier ou autre document quelconque, et sous quelque forme que ce soit, les condamnations et les peines disciplinaires effacées par l'amnistie ou par la grâce amnistiante.

L'interdiction prévue à l'alinéa qui précède ne concerne ni l'application de la disposition supprimant le droit de vote prévue à l'article 9 ci-dessus, ni les minutes des jugements ou arrêts déposés dans les greffes.

Art. 25.— La présente loi est également applicable, et sans autre promulgation par l'autorité locale, à l'Algérie, aux colonies, aux pays de protectorat ou de mandat, et à toutes condamnations prononcées par une juridiction française quelconque, quel que soit le territoire pour lequel elle ait compétence.

Art. 26.— Sont exceptés des dispositions de la présente loi les sujets des nations ayant été en guerre avec la France, sauf ceux qui auront contracté pendant la guerre un engagement dans les armées françaises ou alliées et auront combattu sous leurs drapeaux, à la condition qu'ils soient restés au moins six mois dans les unités combattantes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 janvier 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :
Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,

EDOUARD HERRIOT.

Le garde des sceaux,
ministre de la justice,

RENÉ RENOULT.

Le ministre de la guerre,

Gl NOLLET.

Le ministre de la marine,

JACQUES-LOUIS DUMESNIL.

CAYENNE. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 3.

MARS 1925.

SOMMAIRE.

Pages

N° 63. — Arrêté du 5 mars 1925 fixant l'encaisse des bureaux de Postes de plein exercice de la colonie..... 58

N° 64. — Arrêté du 5 mars 1925 autorisant le transport en France des restes mortels des fonctionnaires ou des membres de leur famille décédés aux colonies..... 60

N° 65. — Arrêté du 5 mars 1925 portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 1,200,000 francs au chapitre 17 « Dépenses d'ordre » de l'exercice 1925 61

N° 66. — Arrêté du 5 mars 1925 portant relèvement des tarifs de frais d'hospitalisation à l'Hôpital-Hospice civil de Cayenne..... 62

N° 67. — Arrêté du 5 mars 1925 autorisant les Receveurs et Receveuses des bureaux de poste subordonnés à demander des fonds de subvention aux comptables de leur résidence..... 63

N° 68. — Arrêté du 13 mars 1925 promulguant le décret du 30 janvier 1925 approuvant une délibération du Conseil général de la Guyane française concernant le crédit des droits sur les marchandises d'importation et d'exportation..... 65

Décret du 30 janvier 1925 approuvant une délibération du Conseil général de la Guyane française concernant le crédit des droits sur les marchandises d'importation et d'exportation..... 66

Pages

N° 69. — Arrêté du 13 mars 1925 attribuant une allocation exceptionnelle de 500 francs aux fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et locaux. 67

N° 70. — Arrêté du 14 mars 1925 créant à Cayenne un service d'abonnement aux cablogrammes de presse..... 69

N° 71. — Arrêté du 18 mars 1925 modifiant celui du 13 mars 1925 attribuant une allocation exceptionnelle de 500 francs aux fonctionnaires..... 70

N° 72. — Décision du 20 mars 1925 rapportant celle du 17 octobre 1917 confiant l'enfant assistée Cadoré (Paule-Mathilde) à Mme veuve Maria Lédi..... 71

N° 73. — Décision du 20 mars 1925. — Désignation de trois membres du Conseil sanitaire maritime pour l'année 1925..... 72

N° 74. — Décision du 25 mars 1925 nommant une commission chargée de rechercher les modifications à apporter à l'arrêté du 11 novembre 1916..... 73

N° 75. — Arrêté du 28 mars 1925 promulguant le décret du 10 janvier 1925 étendant aux relations intercoloniales et internationales les dispositions du décret du 26 mars 1924 réorganisant les opérations d'articles d'argent. — Rapport..... 74

Décret du 10 janvier 1925 étendant aux relations intercoloniales et internationales les dispositions du décret du 26 mars 1924 réorganisant les opérations d'articles d'argent..... 75

N° 76 à 102 — Nominations, mutations, congés, etc..... 76

N° 63. — *ARRÊTÉ fixant l'encaisse des bureaux de Postes de plein exercice de la colonie.*

(5 mars 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 4 février 1914 portant réorganisation du personnel des Postes, Télégraphes et Téléphones de la Guyane française modifié par les arrêtés du 14 avril 1921 et du 30 décembre 1924 ;

Vu l'arrêté n° 157, en date du 25 avril 1922, fixant l'encaisse de la recette principale de Cayenne, des recettes de Saint-Laurent, Mana, des Agences postales de Sinnamary, des Iles et de Saint-Jean ;

Vu les arrêtés en date des 27 novembre et 30 décembre 1924, créant des bureaux de plein exercice à Sinnamary, Régina et Saint-Georges ;

Vu le décret du 31 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le rapport en date du 19 janvier 1925 du Chef du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service des Postes ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — L'encaisse des bureaux des Postes ci-après désignés est modifiée et fixée ainsi qu'il suit :

Recette principale de Cayenne 100,000 francs dont 80,000 francs en portefeuille et 20,000 francs en numéraire ;

Recette de Saint-Laurent : 10,000 francs (portefeuille et numéraire) ;

Recette de Sinnamary : 10,000 francs (portefeuille et numéraire) ;

Recette de Mana : 5,000 francs (portefeuille et numéraire) ;

Recettes de Régina et de Saint-Georges : 1,000 francs (portefeuille et numéraire).

Art. 2. — Le complément nécessaire pour atteindre l'encaisse fixée par l'article 1er sera fourni en timbres-poste par la Recette principale de Cayenne.

Art. 3. — Sont maintenues toutes les autres dispositions de l'arrêté n° 157 du 25 avril 1922 fixant l'encaisse des bureaux et agences postales des localités, autres que celles ci-dessus énumérées.

Art. 4. — Le Secrétaire général, le Trésorier-payeur et le Chef du service des Postes, Télégraphes et Téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 5 mars 1925.

THALY.

N° 64. — *ARRETÉ autorisant le transport en France des restes mortels des fonctionnaires ou des membres de leur famille décédés aux Colonies.*

(5 mars 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté ministériel en date du 15 novembre 1910, promulgué dans la colonie par arrêté du 15 février 1911, déterminant les conditions d'inhumation et de transport des restes mortels des personnes décédées dans les Colonies;

Vu les dépêches ministérielles en date des 28 décembre 1923 et 7 octobre 1924 relatives au transport en France des corps des fonctionnaires ou des membres de leur famille décédés aux Colonies;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le transport en France ou dans une autre Colonie française des corps des fonctionnaires ou des membres de leur famille décédés à la Guyane, aura lieu sur la demande, par les soins et aux frais des intéressés, mais avec le concours financier du Budget local.

Art. 2. — Ce concours financier, qui ne sera donné aux familles, qu'après qu'elles auront apporté la preuve de la translation des restes mortels, ne pourra, en aucun cas, dépasser la somme représentant le coût du transport de la même personne vivante du lieu de sa résidence coloniale au lieu de son rapatriement.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 5 mars 1925.

THALY.

N° 65. — *ARRÊTÉ portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 1,200,000 fr. au chapitre 17 « Dépenses d'ordre » de l'exercice 1925.*

(5 mars 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les instructions ministérielles prescrivant la constitution d'une provision mensuelle de 100,000 francs, destinée à assurer les paiements à effectuer à l'extérieur pour le compte de la Colonie ;

Considérant que les avances effectuées, au titre du chapitre 17 « Dépenses d'ordre » ne constituent qu'une opération d'ordre, destinée à être régularisée ultérieurement par la réimputation, aux divers chapitres des dépenses du Budget local, des dépenses acquittées en dehors de la Colonie ;

Vu l'article 81 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des Colonies ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Il est ouvert un crédit supplémentaire de 1,200,000 francs au titre du chapitre 17 « Dépenses d'ordre » du Budget local, exercice 1925, pour assurer le paiement des mandats destinés à constituer la provision nécessaire à l'acquittement, en France, des dépenses effectuées en dehors de la Colonie.

Art 2. — Ce crédit sera annulé d'office et de plein droit dès la régularisation de ces dépenses, c'est-à-dire au fur et à mesure de la réintégration dans les divers chapitres du Budget local, de la dite provision.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 5 mars 1925.

THALY.

N° 66. — *ARRÊTÉ portant relèvement des tarifs des frais d'hospitalisation à l'Hôpital-Hospice civil de Cayenne.*

(5 mars 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté du 9 février 1923 portant règlement intérieur de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne;

Vu le règlement du 2 août 1912, notamment son article 13, sur le fonctionnement des hôpitaux et établissements hospitaliers aux colonies;

Vu l'arrêté du 4 février 1921, fixant le prix de la journée de traitement à l'Hôpital-hospice civil;

Vu la nécessité de relever les tarifs en vigueur pour les mettre en rapport avec les dépenses réelles imposées à la colonie en raison de la majoration des prix des denrées et des matières;

Vu le vœu émis par la Commission de surveillance administrative de l'Hôpital-hospice civil dans sa séance du 3 février 1925, tendant à relever les tarifs actuellement en vigueur;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE:

Article 1er. — Le prix de remboursement de la journée de traitement à l'Hôpital-Hospice civil de Cayenne, est fixé comme suit, à compter du 1er avril 1925:

Prix de remboursement de la journée de traitement

1re classe	14 francs.
2e classe	10 —
3e classe	7 —
Enfants de 5 à 12 ans	4 —
Enfant de moins de 5 ans	2 —

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* de la colonie.

Cayenne, le 5 mars 1925.

THALY.

N° 67.— *ARRÊTÉ autorisant les Receveurs et Receveuses des bureaux de poste subordonnés à demander des fonds de subvention aux comptables de leur résidence.*

(5 mars 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 4 février 1914, portant réorganisation du personnel des Postes et Téléphones de la Guyane française, modifié par les arrêtés des 14 avril 1921 et 30 décembre 1924 ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 1907, créant le bureau de poste de Saint-Laurent-du Maroni ;

Vu l'arrêté du 12 novembre 1919, créant le bureau de poste de Mana ;

Vu l'arrêté du 27 novembre 1924, créant à Sinnamary un bureau de poste de plein exercice ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1924, créant à Régina (Approuague) et Saint-Georges (Oyapoc) des bureaux de poste de plein exercice ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1925, autorisant le paiement par les bureaux de poste de plein exercice de la Colonie, de certaines dépenses pour le compte du Trésor ;

Sur la proposition concertée du Trésorier-payeur, de l'Inspecteur principal des Douanes et du Chef du service des Postes ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article I^er^. — Les Receveurs et Receveuses des bureaux de poste de la Guyane, autres que celui de Cayenne, sont autorisés à recevoir soit du Trésorier-particulier de Saint-Laurent, soit du Percepteur ou du Chef de poste des Douanes de leur localité, des fonds de subvention, destinés à leur permettre d'effectuer sur leur caisse le paiement des dépenses publiques.

Art. 2. — Pour obtenir des fonctionnaires ci-dessus mentionnés les fonds de subvention, qui leur sont nécessaires, les Receveurs et Receveuses des Postes feront emploi de leur registre à souche, série K n° 6, qui comporte un volant en deux parties, formant récépissé avec talon.

Art. 3. — Après avoir rempli et numéroté la souche du registre en question, ainsi que le récépissé et son talon, le Receveur ou la Receveuse des Postes remettra, en échange des fonds reçus, au comptable intéressé, sans les détacher l'un de l'autre, le récépissé en question et son talon. Il prendra immédiatement en recette dans ses écritures le montant de cette somme, sous la rubrique « Fonds de subvention reçus du Percepteur ou du Chef de Poste des Douanes de..... »

Art. 4. — A l'appui de son bordereau mensuel de comptabilité, le Percepteur ou le Chef de poste des Douanes ayant fourni les fonds de subvention, produira, comme numéraire, le récépissé qui lui aura été délivré par le Service des Postes et auquel le talon restera joint.

Art. 5. — Au moment de la centralisation mensuelle à Cayenne de la comptabilité des percepteurs ou des Chefs de poste de Douane, le Comptable-centralisateur versera comme numéraire au Trésor le récépissé en question, toujours attenant à son talon. Le Trésorier-payeur détachera alors le talon du récépissé et le transmettra au Receveur-comptable des Postes à Cayenne. Ce dernier lui remboursera aussitôt le montant des fonds de subvention versés à ses Receveurs ou Receveuses subordonnés et fera figurer immédiatement cette dépense dans ses écritures sous la rubrique suivante: « Remboursement au Trésor des fonds de subvention versés au Receveur des Postes de..... suivant récépissé n°..... en date du..... ».

Art. 6. — Il sera tenu au Bureau Central des Postes de Cayenne un registre spécial permettant de suivre exactement et de contrôler, au vu des pièces-comptables, le mouvement des fonds de subvention entre les Receveurs ou Receveuses des Postes et les autres comptables de la Colonie.

Art. 7. — Le Trésorier-payeur, l'Inspecteur principal, chef du service des Douanes et le Chef du service des Postes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 5 mars 1925.

THALY.

N° 68. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 30 janvier 1925 approuvant une délibération du Conseil général de la Guyane française concernant le crédit des droits sur les marchandises d'importation et d'exportation.*

(13 mars 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la loi du 11 janvier 1892 portant établissement du tarif général des Douanes métropolitain;

Vu la loi du 29 mars 1910 modifiant et complétant la loi du 11 janvier 1892;

Vu le décret du 31 mai 1897 relatif au paiement des droits à l'importation dans la colonie modifié par le décret du 26 juillet 1921;

Vu le *Journal officiel* de la République française n° 28 des 2 et 3 février 1925 promulguant le décret du 30 janvier 1925, approuvant la délibération du Conseil général de la Guyane du 25 août 1924;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, chef du service des Douanes,

Arrête:

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française pour être exécuté en sa forme et teneur le décret du 30 janvier 1925 approuvant une délibération du Conseil général de la Guyane en date du 25 août 1924, concernant le crédit des droits pour les marchandises d'importation et d'exportation.

Art. 2. — Le Secrétaire général, le Trésorier-payeur et l'Inspecteur principal, chef du service des Douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 13 mars 1925.

THALY.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 11 janvier 1892 sur l'établissement du tarif général des douanes ;

Vu le décret du 31 mai 1897 relatif au payement des droits à l'importation dans la colonie, modifié par le décret du 2 juillet 1921 ;

Vu le décret du 31 décembre 1913, portant fixation de la solde et accessoires de solde des trésoriers-payeurs des vieilles colonies ;

Vu la délibération du Conseil général de la Guyane française en date du 25 août 1924 concernant le crédit des droits pour les marchandises d'importation et d'exportation,

DÉCRÈTE :

Article Ier. — Sous la garantie d'une soumission cautionnée renouvelable chaque année et souscrite par les intéressés entre les mains du trésorier-payeur, pécuniairement responsable vis-à-vis de la colonie du payement ultérieur des droits, les marchandises d'importation et d'exportation ainsi que les produits du cru soumis aux droits de circulation peuvent être enlevés, au fur et à mesure de leur vérification par la douane, mais avant liquidation et acquittement des droits.

Le délai accordé aux redevables pour se libérer des droits ainsi garantis est fixé, comme dans la métropole, à huit jours francs après la réception par les intéressés des bulletins de liquidation, qui leur sont adressés par le trésor. Tout redevable, qui n'aura tenu ses engagements dans le délai imparti, verra sa soumission définitivement supprimée.

Art. 2. — Pour couvrir le trésorier-payeur de ses risques, il lui est versé par les soumissionnaires une remise, dont le taux est fixé à 0,30 p. 100 du montant des droits liquidés.

Toutefois, en ce qui concerne les soumissions cautionnées relatives aux marchandises constituées en entrepôt fictif et aux produits du cru soumis à des droits de circulation pour lesquelles le crédit de droits accordé est forcément plus long, le taux de la remise due par les intéressés au trésorier-payeur est fixé à 0,50 p. 100 du montant des droits liquidés. Confor-

mément aux dispositions de l'article 2 du décret du 31 décembre 1913, le quart de toutes les remises allouées au trésorier-payeur doit être reversé au budget local.

Art. 3. — Pour dédommager le trésorier-particulier du Maroni du travail supplémentaire, que lui occasionne le recouvrement des droits soumissionnés, il sera prélevé à son profit, sur les remises allouées au trésorier-payeur, mais uniquement pour les recettes effectuées par ses soins à Saint-Laurent, une part de 25 p. 100.

Art. 4. — Sont abrogées les dispositions des textes antérieurs contraires à celles du présent décret.

Art. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de la colonie de la Guyane et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 30 janvier 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

DALADIER.

N° 69. — *ARRÊTÉ attribuant une allocation exceptionnelle de 500 francs aux fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et locaux.*

(13 mars 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ou locaux ;

Vu l'arrêté du 29 mars 1921, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les fonds du budget local de la Guyane, dont les corps ou services sont constitués par des arrêtés locaux ;

Vu la loi du 31 décembre 1924, portant attribution aux fonctionnaires et agents de l'État, d'une allocation exceptionnelle pour 1924;

Vu, à titre documentaire, les décrets des 13 et 14 janvier 1925 et instructions concernant les conditions d'attribution, d'ordonnancement et de paiement en France de l'allocation exceptionnelle de 500 francs prévue par la loi du 31 décembre 1924;

Vu le cablogramme n° 3 de M. le Ministre des Colonies en date du 19 janvier 1925;

Vu la délibération de la Commission coloniale, en date du 9 mars courant;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article Ier. — Une allocation exceptionnelle, non soumise aux retenues pour pension, est attribuée pour 1924, dans les conditions ci-après désignées, aux fonctionnaires, officiers, employés, militaires et agents, coloniaux et locaux, en service à la Guyane, qui appartiennent à un cadre organisé et qui sont rétribués sur le budget local, d'après une échelle d'émoluments régulièrement fixés.

Cette allocation n'est pas attribuée:

Aux agents et employés qui sont recrutés individuellement de gré à gré, ou à ceux pour lesquels la fonction publique n'est que l'accessoire d'une autre profession ou qui exercent en même temps que leur emploi public une profession, un commerce ou une industrie.

Art. 2. — Le bénéfice de l'allocation est exclusivement réservé aux personnels se trouvant dans la colonie au Ier janvier 1925, et depuis au moins le 16 décembre 1924, dans une position de service ou de congé rétribué.

Art. 3. — Le taux de l'allocation est fixé au chiffre forfaitaire de 500 francs.

Pour les agents entrés en service entre le 2 juillet et le 15 décembre 1924, ce taux est calculé proportionnellement à la durée de leurs services.

Le montant de l'allocation ainsi déterminé est réduit de moitié pour les agents de 16 à 18 ans, et des 3/4 pour ceux âgés de moins de 16 ans.

Art. 4. — Les dépenses résultant de l'application du présent arrêté seront supportées au titre du Budget local de l'exercice 1924, par les différents chapitres d'imputation du traitement du personnel intéressé.

Art. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, notifié et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 13 mars 1925.

THALY.

N° 70. — *ARRÊTÉ créant à Cayenne un service d'abonnement aux cablogrammes de presse.*

(14 mars 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la lettre en date du 10 février 1925 de M. le Chef du service des Postes, par laquelle il sollicite l'émission d'un ordre de recette pour lui permettre de verser au Trésor le produit des abonnements aux cablogrammes de presse reçus par T. S. F.;

Considérant que les sommes ainsi versées constituent des atténuations aux dépenses de l'Imprimerie du Gouvernement chargée de l'impression des cablogrammes de presse;

Sur la proposition du Secrétaire général, du Trésorier-Payeur et du Chef du service des Postes et Téléphones,

Arrête :

Article 1er. — Les cablogrammes de presse reçus par la Société française de Télégraphie sans fil, et communiqués à l'Administration locale seront, au fur et à mesure de leur réception, imprimés et distribués aux personnes désireuses de s'abonner à ces publications périodiques, sans que la responsabilité de l'Administration locale puisse être recherchée pour les nouvelles ainsi publiées.

Art. 2. — Le prix de l'abonnement aux cablogrammes de presse, qui doivent être distribués à domicile, est fixé à dix francs par mois.

Il sera perçu d'avance et chaque mois par le bureau des Postes de Cayenne, qui délivrera à chaque abonné une quittance

extraite d'un registre à souche et indiquant la période pour laquelle l'abonnement est payé.

Art. 3. — Le produit des abonnements aux cablogrammes de presse sera versé à la fin de chaque mois au Trésor, au vu d'un ordre de recette délivré par le bureau des finances, et à l'appui duquel figurera un état récapitulatif certifié conforme par le Chef du service des Postes, et indiquant le nom des abonnés, les dates et le montant des quittances délivrées.

Art. 4. — Le montant de l'ordre de recette émis contre le Chef du service des Postes sera pris en recette au chapitre 3, article 2 des Recettes du Budget de l'exercice 1925 « Produit de l'Imprimerie du Gouvernement ».

Art. 5. — Il sera accordé à l'agent chargé de la distribution journalière en ville des cablogrammes de presse, une allocation mensuelle de 60 francs, qui sera imputée aux « Dépenses diverses » (chapitre 14, article 8 du Budget de l'exercice 1925).

Art. 6. — Le Secrétaire général, le Trésorier-payeur et le Chef du service des Postes et Téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 14 mars 1925.

THALY.

N° 71. — *ARRÊTE modifiant celui du 13 mars 1925, attribuant une allocation exceptionnelle de 500 francs aux fonctionnaires.*

(18 mars 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté n° 158 du 13 mars 1925, attribuant une allocation exceptionnelle de 500 francs aux fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et locaux de la Guyane ;

Vu, à titre documentaire, le décret du 24 janvier 1925, modifiant dans la métropole les dispositions du décret du 13 janvier précédent, en réservant exclusivement le bénéfice de

l'allocation exceptionnelle de 500 francs aux personnels en service au 31 décembre 1924 ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article Ier. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 13 mars 1925, fixant les conditions d'attribution de l'allocation exceptionnelle de 500 francs aux fonctionnaires de la Guyane, sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Le bénéfice de l'allocation est exclusivement réservé aux « personnels se trouvant dans la colonie au 31 décembre 1924, « et depuis au moins le 16 décembre 1924, dans une position de « service ou de congé rétribué. »

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, notifié et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 18 mars 1925.

THALY.

N° 72. — *DÉCISION rapportant celle du 17 octobre 1917, confiant l'enfant assistée* Cadoré Paule-Mathilde, *à* Mme veuve Maria Lédi.

(20 mars 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la décision du 17 octobre 1917, confiant à Mme veuve Maria Lédi l'enfant assistée Cadoré Paule-Mathilde ;

Vu la lettre en date du 3 mars 1925, par laquelle Mme veuve Maria Lédi a déclaré renoncer à la garde de l'enfant dont il s'agit ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — Est rapportée la décision susvisée du 17 octobre 1917, par laquelle l'enfant assistée Cadoré Paule-Mathilde a été confiée à Mme veuve Maria Lédi.

Art. 2. — Cette enfant, âgée de 11 ans, sera admise à l'Orphelinat de la Guyane, au compte de la commune de Cayenne, son domicile de secours.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 20 mars 1925.

THALY.

N° 73. — *DÉCISION — Désignation de trois membres du Conseil sanitaire maritime pour l'année 1925.*

(20 mars 1925.)

LE GOUVERNEUR p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1909, rendant applicable à la Guyane la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique ;

Vu l'article 118 du décret du 15 décembre 1909, portant règlement sur la Police sanitaire maritime dans les colonies et pays de protectorat et promulgué à la Guyane par arrêté en date du 1er mars 1910 ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1918, instituant à la Guyane le Conseil sanitaire prévu par l'article 115 du décret du 15 décembre 1909 précité ;

Vu le rapport en date du 16 décembre 1924, de M. le Chef du service de Santé, demandant la désignation, pour l'année 1925, des membres élus, délégués du Conseil municipal et de la Chambre de commerce, appelés à faire partie dudit Conseil sanitaire ;

Vu les lettres en date des 21 février et 6 mars 1924 du Maire de Cayenne et du Président de la Chambre de commerce en réponse à la demande du Chef du service de Santé ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service de Santé,

DÉCIDE :

Article 1er. — Sont nommés membres du Conseil sanitaire maritime de la Guyane pour l'année 1925 :

MM. Cupidon, Conseiller municipal,
Bernardin, Membre de la Chambre de commerce,
Pagésy, *idem*.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, insérée et publiée au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 20 mars 1925.

THALY.

N° 74. — *DÉCISION nommant une commission chargée de rechercher les modifications à apporter à l'arrêté du 11 novembre 1916.*

(25 mars 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté n° 857 *bis* du 11 novembre 1916, portant réglementation de l'exploitation forestière à la Guyane française ;

Vu le vœu émis par le Conseil général que des modifications soient apportées à l'arrêté susvisé pour en rendre l'application plus facile ;

Sur la proposition du Chef du service des Travaux publics et des Mines,

Décide :

Article 1er. — Une commission composée de :

MM. le Procureur général, *président*,
le Président du Conseil général,
le Receveur des Domaines,
le Chef du service des Travaux publics et des Mines, } *membres.*
le Chef du bureau des Mines, *secrétaire*,

est nommée à l'effet de procéder à la revision de la réglementation forestière de la colonie et de formuler toutes propositions qui paraîtront nécessitées par la situation actuelle du service.

Art. 2. — La commission se réunira sur la convocation de son président.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 25 mars 1925.

THALY.

Par le Gouverneur :

Le Chef du service des Travaux publics et des Mines,

WARGNIEZ

N° 75. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 10 janvier 1925 étendant aux relations intercoloniales et internationales les dispositions du décret du 26 mars 1924 réorganisant les opérations d'articles d'argent.*

(28 mars 1925.)

Le Gouverneur p. i. de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906 relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu le décret du 25 mars 1924 portant réorganisation du service des articles d'argent dans les relations postales entre la France et ses colonies ;

Vu le décret du 10 janvier 1925 étendant aux relations intercoloniales et internationales les dispositions du décret du 26 mars 1924 précité ;

Vu la dépêche ministérielle n° 342 en date du 21 janvier 1925;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service des Postes et Téléphones,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour être exécuté en sa forme et teneur et à compter du 1er avril 1925, le décret du 10 janvier 1925 étendant aux relations intercoloniales et internationales les dispositions du décret du 26 mars 1924 réorganisant les opérations d'articles d'argent.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Postes et Téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, avec les textes promulgués, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 28 mars 1925.

THALY.

RAPPORT au Président de la République française,

Paris, le 10 janvier 1925

Monsieur le Président,

Le décret du 26 mars 1924 a réorganisé le service des articles d'argent dans les relations entre la Métropole et les colonies, en le mettant en harmonie avec les conditions économiques actuelles.

Il convient d'étendre cette réorganisation aux relations intercoloniales et internationales.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le Ministre des colonies, DALADIER.

Le Ministre des finances, CLÉMENTEL.

Le Ministre du commerce et de l'industrie, RAYNALDY.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, réglant la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ;

Vu les décrets des 20 août 1902, 27 décembre 1910, 6 mai 1915 et 15 décembre 1922, ouvrant certaines colonies à l'échange des mandats internationaux par l'intermédiaire du bureau de Paris-caisse ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 26 mars 1924, réorganisant les opérations d'articles d'argent dans les relations franco-coloniales,

Décrète :

Article 1er. — Les dispositions du décret du 26 mars 1924, réorganisant les opérations d'articles d'argent dans les rela-

tions entre la France et l'Algérie d'une part et les colonies françaises d'autre part, sont étendues aux relations des colonies entre elles et aux relations des colonies avec l'étranger effectuées par l'intermédiaire du bureau de Paris-caisse.

Art. 2. — Le maximum des envois effectués entre deux colonies ne pourra pas être supérieur au maximum le plus faible, tel qu'il est fixé par le décret du 26 mars 1924 pour les échanges entre la métropole et l'une de ces deux colonies.

Art. 3. — Dans la limite fixée pour le montant maximum de chaque mandat échangé entre la métropole et la colonie, le montant de chaque envoi de fonds effectué entre ladite colonie et les pays étrangers et *vice versa* ne pourra pas dépasser le maximum admis dans les relations entre la métropole et les mêmes pays étrangers.

Art. 4. — Le Ministre des colonies, le Ministre des finances, le Ministre du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 janvier 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies, DALADIER.

Le Ministre des finances, CLÉMENTEL.

Le Ministre du commerce et de l'industrie, RAYNALDY.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 76. — Par arrêté ministériel du 17 novembre 1924, le concours pour le stage à l'Ecole coloniale des adjoints des Services civils et des commis principaux des Secrétariats généraux aura lieu les dix-neuf et vingt mars 1925. Le nombre des places est fixé à trente-neuf.

N° 77. — Par arrêté ministériel du 26 décembre 1924, Mme Marguerite Bathilde, institutrice à Cayenne, a obtenu la Mention honorable, au titre de l'année 1924.

N° 78. — Par arrêté, en date du 9 décembre 1924, de M. le Ministre de l'agriculture, M. Fidèle (Cyr-Louis), commis principal du Secrétariat général du Gouvernement de la Guyane, a été nommé Chevalier du Mérite Agricole.

N° 79. — Par arrêté ministériel, en date du 13 février 1925, Mme Clarin a été maintenue, sur sa demande, dans la position de disponibilité pour une période de six mois à compter du 16 février 1925.

N° 80. — Par arrêté interministériel en date du 13 février 1925, M. Servais-Eustache (Yves) est nommé dans le cadre de la Trésorerie de la Guyane au grade de commis de 2e classe, à compter du 21 août 1923.

N° 81 — Par décision du Gouverneur, en date du 3 mars 1925, Mme Aristide (Tulia), surveillante-infirmière de 4e classe à l'Hôpital-hospice civil de Cayenne, est déférée devant une commission d'enquête.

N° 82. — Par décision du Gouverneur, en date du 4 mars 1925, un témoignage officiel de satisfaction est accordé à MM. Boyreau, Commissaire de police; Furet, Ajos, brigadiers de police; Dimanche, Siger, Meltéor, Letentu, agents de police; Lélé, Briard, gardes de nuit, pour le dévouement et le sang froid dont ils ont fait preuve à l'occasion de l'arrestation d'une bande de malfaiteurs particulièrement dangereux.

N° 83. — Par décision du Gouverneur, en date 9 mars 1925, un congé de convalescence de six mois, à passer à la Guadeloupe, a été accordé à M. Bazile-Octuvon (St-Jean), Directeur-gérant de la Prison civile de Cayenne.

N° 84. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 mars 1925, un congé de convalescence de six mois, à passer à la Martinique, a été accordé à Mlle Duchange (Herminie), surveillante à l'Hôpital-hospice civil de Cayenne.

N° 85. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 mars 1925, M. Octobre (Lélis), gardien de 1re classe de la Prison civile, est chargé des fonctions de Directeur p. i. de la

Prison civile de Cayenne, pendant la durée du congé accordé à M. Bazile-Octuvon (St-Jean), titulaire de l'emploi.

N° 86. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 mars 1925, M. le Médecin-principal de 2e classe Perrin, désigné pour continuer ses services à la Guyane française par dépêche ministérielle du 2 janvier 1925, prend à compter du 11 mars 1925, les fonctions de Chef du service de Santé de la Guyane.

N° 87. — Par décision du Gouverneur, en date du 11 mars 1925, M. Verderosa (Joseph), commis de 3e classe du cadre local des Douanes, est placé d'office et par mesure disciplinaire, dans la position de disponibilité sans traitement.

N° 88. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 12 mars 1925, pris sur la proposition du Procureur général :

M. Chaspoul, substitut du Procureur général, prend les fonctions dont il est titulaire ;

M. Chérius-Chéry, procureur de la République à Cayenne, est nommé provisoirement Conseiller à la Cour d'Appel, en remplacement de M. de Monti-Rossi, en congé ;

M. Socrate, juge de paix à Mana, est nommé provisoirement juge-suppléant au tribunal de Cayenne, en remplacement de M. Jugo, en congé.

N° 89. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 12 mars 1925, pris sur la proposition du Procureur général :

M. Joseph (Boniface), commis-greffier de 1re classe, est nommé provisoirement juge de paix à Mana, en remplacement de M. Socrate, appelé à d'autres fonctions.

N° 90. — Par décision du Gouverneur, en date du 13 mars 1925, M. Pardin (Dominique), ancien garde rural licencié de ses fonctions pour raisons de santé, a été réintégré dans les cadres de la Police locale et affecté à la Police générale, en qualité d'agent de 3e classe.

N° 91. — Par décision du Gouverneur, en date du 13 mars 1925, M. Siland (Camille) a été nommé agent stagiaire à la Police générale.

N° 92. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 16 mars 1925, une indemnité spéciale de résidence de 100 francs par mois est allouée aux militaires de la Gendarmerie en service à Régina (Approuague) et de 150 francs par mois pour ceux en service à Saint-Georges (Oyapoc).

Cette dépense sera imputée sur l'ensemble du chapitre 4, article 7 « Gendarmerie coloniale ».

N° 93. — Par décision du Gouverneur, en date du 17 mars 1925, une allocation mensuelle de cent cinquante francs (150 fr.) est allouée au Capitaine des Saramakas Samuel. Cette allocation est imputable au chapitre 14, article 4.

N° 94. — Par décision du Gouverneur, en date du 20 mars 1925, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, le collège et les écoles publiques de la colonie seront fermés du *lundi 6 au lundi 20 avril 1925*.

Autorisation est donnée aux instituteurs et institutrices des communes de s'absenter pendant ces vacances, sous réserves d'être à leur poste en temps utile.

N° 95. — Par décision du Gouverneur, en date du 20 mars 1925, M. Innocent (Louis), gardien de 2e classe à la Prison civile de Cayenne, est déféré devant une commission d'enquête, chargée de statuer sur des faits qui lui sont reprochés dans l'exercice de ses fonctions.

N° 96. — Par décision du Gouverneur, en date du 23 mars 1925, la désignation proposée par M. le Préfet apostolique de l'abbé Richer (Fernand-Samuel), desservant à l'Approuague, en qualité de desservant de la commune de Roura, est acceptée.

N° 97. — Par décision du Gouverneur, en date du 25 mars 1925, M. Servais-Eustache, nommé Commis de 2e classe du cadre de la Trésorerie de la Guyane par arrêté interminis-

tériel du 13 février 1925, est affecté à la Trésorerie de Cayenne.

N° 98. — Par décision du Gouverneur, en date du 25 mars 1925, M. Modock (Adhémar), Commis principal du cadre général des Travaux publics des colonies, est délégué dans les fonctions de Conducteur et chargé de la 3e subdivision (Travaux hydrauliques et maritimes).

M. Florus (St-Omer), Commis principal du cadre local des Travaux publics, est délégué dans les fonctions d'Agent-voyer de la commune de Cayenne, en remplacement de M. Modock.

N° 99. — Par décision du Gouverneur, en date du 28 mars 1925, M. Lantin (Charles) est nommé Facteur rural provisoire à l'Approuague, en remplacement de M. Covis démissionnaire. Ce Sous-agent aura droit, en cette qualité, à une allocation journalière de sept francs.

N° 100. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 mars 1925, M. Alexandre (Raymond), Commis de 2e classe du cadre de la Trésorerie de la Guyane, est chargé des fonctions intérimaires de Percepteur-Receveur municipal de la 3e circonscription à Mana.

N° 101. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 mars 1925, M. Lantin (Eucher), agent des Mines de 2e classe, est nommé membre de la commission d'enquête instituée par la décision susvisée du 3 mars 1925, en remplacement de M. Hérard, infirmier-major à l'Hôpital-hospice civil de Cayenne.

N° 102. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 mars 1925, un témoignage officiel de satisfaction est décerné à MM. Amaranthe (Marius) et Prian (Blaise), gardes ruraux en service à Iracoubo, pour le dévouement, le courage et le sang froid dont ils ont fait preuve en arrêtant cinq transportés évadés.

CERTIFIÉ CONFORME :

Le Secrétaire-archiviste,

PH. LESTRADE

CAYENNE. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 4.

AVRIL 1925.

SOMMAIRE.

Pages

N° 103. — Arrêté du 7 avril 1925. — Reprise de fonctions de M. le Gouverneur de la Guyane française..... 83.

N° 104. — Arrêté du 7 avril 1925 installant M. Thaly (Gabriel) dans ses fonctions de Secrétaire général du Gouvernement..... 83

N° 105. — Arrêté du 7 avril 1925 installant M. Angammarre (Raoul) dans ses fonctions de Chef de Cabinet du Gouverneur et de Secrétaire-archiviste..... 84

N° 106. — Arrêté du 7 avril 1925 chargeant M. Angammarre, Chef de Cabinet du Gouverneur, de la légalisation des actes à transmettre hors de la colonie et de ceux provenant de l'intérieur..... 84

N° 107. — Arrêté du 7 avril 1925. — Délégation d'attributions au Secrétaire général du Gouvernement de la Guyane française..... 85

N° 108 — Décision du 7 avril 1925 réintégrant M. Lestrade (Philippe) dans ses fonctions de Vérificateur principal des Douanes..... 87

N° 109. — Décision du 7 avril 1925 portant mutations dans le personnel métropolitain des Douanes de la Guyane. 88

N° 110. — Décision du 7 avril 1925 portant réintégration de M. Faula en qualité de commis de 3e classe du Secrétariat général de la Guyane..... 89

Pages

N° 111. — Arrêté du 9 avril 1925 déterminant les sections de vote en vue des élections pour le renouvellement des Conseils municipaux 90

N° 112. — Arrêté du 9 avril 1925 convoquant les collèges électoraux des différentes communes de la Guyane pour l'élection des Conseils municipaux 90

N° 113. — Arrêté du 10 avril 1925 promulguant l'article 18 de la loi du 12 avril 1922 autorisant le paiement, au profit de l'époux survivant, des soldes dues au décès des fonctionnaires 94

Loi du 12 avril 1922 autorisant le paiement au profit de l'époux survivant des soldes dues au décès des fonctionnaires 95

N° 114. — Arrêté du 14 avril 1925 portant création d'une école publique mixte au petit Ouanary (Oyapoc) 96

N° 115. — Arrêté du 14 avril 1925 étendant au personnel des cadres locaux de la Guyane française les avantages de l'article 7 de la loi du 1er avril 1923 sur le recrutement de l'armée 97

N° 116. — Arrêté du 16 avril 1925 promulguant la loi du 7 mars 1925 tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée 102

Loi du 7 mars 1259 tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée 103

N° 117. — Arrêté du 21 avril 1925 promulguant le décret du 14 février 1925 qui modifie celui du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales. — Rapport 110

Décret du 14 février 1925 modifiant celui du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales 112

N° 118. — Arrêté du 23 avril 1925 promulguant le décret du 4 février 1925 qui attribue à la Caisse agricole de la Guyane le montant des redevances de la Banque de la Guyane 114

Décret du 4 février 1925 attribuant à la Caisse agricole de la Guyane le montant des redevances de la Banque de la Guyane 115

N° 119. — Arrêté du 25 avril 1925 promulguant le décret du 13 mars 1925 modifiant le mode d'assiette et les règles de perception de l'impôt locatif sur les immeubles en Guyane française. — Rapport 116

Décret du 13 mars 1925 modifiant le mode d'assiette et les règles de perception de l'impôt locatif sur les immeubles en Guyane française. — Rapport 118

N° 120. — Décision du 28 avril 1925 accordant une indemnité aux agents auxiliaires du service des Travaux publics pourvus de bicyclettes 120

N° 121 à 128 — Nominations, mutations, congés, etc. 121

N° 103.— *ARRÊTÉ. — Reprise de fonctions de M. le Gouverneur de la Guyane française.*

(7 avril 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828,

ARRÊTE :

Article 1er. — M. Chanel, Gouverneur de la Guyane française, débarqué dans la Colonie le 7 avril courant, reprend, à compter de ce jour, la direction du Gouvernement de la Colonie.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 7 avril 1925.

C. J. CHANEL.

N° 104. — *ARRÊTÉ réinstallant* M. Thaly (Gabriel) *dans ses fonctions de Secrétaire général du Gouvernement.*

(7 avril 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté en date de ce jour, n° 246, relatif à la reprise de service de M. le Gouverneur Chanel,

ARRÊTE :

Article 1er. — M. Thaly (Gabriel), Secrétaire général du Gouvernement de la Guyane française, reprend les fonctions dont il est titulaire.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 7 avril 1925.

C. J. CHANEL.

N° 105. — *ARRETÉ installant* M. Angammarre (Raoul) *dans ses fonctions de Chef de Cabinet du Gouverneur et de secrétaire-archiviste du Conseil privé.*

(7 avril 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté ministériel en date du 17 février 1925 mettant M. Angammarre (Raoul-Eugène), rédacteur de 1re classe à l'Administration Centrale du Ministère des Colonies, à la disposition du Gouverneur de la Guyane en qualité de Chef de Cabinet;

Vu l'arrivée dans la colonie de ce fonctionnaire,

ARRÊTE:

Article 1er.— M. Angammarre (Raoul-Eugène), Chef de Cabinet du Gouverneur de la Guyane française, est installé dans ses fonctions.

Art. 2.— Il remplira, en outre, les fonctions de Secrétaire-archiviste du Conseil privé.

Art. 3.— Il aura droit, à ces titres, aux indemnités ci-après:

Supplément de fonctions comme chef de cabinet	2,400 l'an
Indemnité de secrétaire-archiviste	1,000
Total	3,400

Art. 4.— Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 7 avril 1925.

C. J. CHANEL.

N° 106. — *ARRÊTÉ chargeant* M. Angammarre, *Chef de cabinet du Gouverneur, de la légalisation des actes à transmettre hors de la colonie et de ceux provenant de l'intérieur.*

(7 avril 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté en date de ce jour, installant M. Angammarre (Raoul-Eugène), Rédacteur de 1re classe à l'Administration

Centrale du Ministère des Colonies, dans les fonctions de Chef de cabinet du Gouverneur de la Guyane française,

ARRÊTE :

Article 1er. — M. Angammarre (Raoul-Eugène), Chef de cabinet du Gouverneur, est chargé de la légalisation des signatures apposées sur les actes à transmettre hors de la colonie et sur ceux venant de l'intérieur.

Il fera précéder sa signature de la mention suivante :

« Le Gouverneur de la Guyane française,

« Par délégation :

« *Le Chef de Cabinet*, »

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 7 avril 1925.

C. J. CHANEL.

N° 107.— *ARRÊTÉ.— Délégation d'attributions au Secrétaire général du Gouvernement de la Guyane française.*

(7 avril 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 21 mai 1898, supprimant les fonctions de Directeur de l'Intérieur et portant création des Secrétariats généraux des colonies;

Vu la circulaire ministérielle du 23 mai 1912, portant attributions des Secrétaires généraux des colonies;

Vu l'arrêté en date du 7 avril 1925, appelant M. Thaly, Secrétaire général du Gouvernement de la Guyane, à reprendre les fonctions dont il est titulaire,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le Secrétaire général du Gouvernement exercera les attributions fixées par l'article 3 du décret du 21 mai 1898.

Art. 2. — Par délégation permanente du Gouverneur, le Secrétaire général est autorisé à signer :

1° Les matrices des contributions directes, les contraintes à décerner contre les débiteurs de la colonie, autorisations de vente et biens mobiliers à la requête de percepteurs pour avoir paiement de contributions directes ;

2° Les propositions concernant toutes demandes de dégrèvement en matière de contributions directes ;

3° La mention du visa sur les états de recouvrements dressés par les Maires ;

4° Les décisions portant avances aux communes sur le produit des droits d'octroi de mer ;

5° Les ordres de paiement dans les établissements hospitaliers de la colonie ;

6° Les autorisations en matière de grande voirie ;

7° Les autorisations d'ouverture des établissements dangereux, incommodes et insalubres classés dans la seconde et la troisième catégorie déterminées par l'annexe du décret du 24 septembre 1882 ;

8° Les permis de pêche et de chasse et les certificats pour conduite d'automobile ;

9° Les réquisitions de passage accordées par le Gouverneur et imputables sur les fonds du budget de l'Etat (dépenses civiles) du budget local et du budget des autres colonies ;

10° Toutes pièces de recettes et de dépenses, l'engagement de ces dernières étant réservé au Chef de la colonie.

Art. 3. — Les services de l'Enregistrement et des Domaines, des Contributions directes, de l'Imprimerie, de la Bibliothèque et du Musée, de l'Hôpital-hospice civil, de la Prison de Cayenne et de la délégation du Service local à Saint-Laurent sont placés sous la surveillance immédiate du Secrétaire général du Gouvernement qui reçoit à cet effet délégation spéciale. En conséquence, toute la correspondance préparée par les dits services devra, sans aucune exception, être adressée au Secrétaire général.

Toutefois, le service de l'Imprimerie relèvera directement du Cabinet du Gouverneur pour la publication du *Journal* et du *Bulletin officiels*, ainsi que de l'*Annuaire*.

Art. 4. — Tous les services, sans exception, adresseront au Gouverneur par l'intermédiaire du Secrétaire général, qui

donnera son avis, toutes les propositions se rapportant aux engagements de dépenses ou aux ouvertures de crédits.

Aucune dépense de matériel ne sera ordonnancée sans une autorisation préalable d'engagement.

Aucune dépense de personnel sur certificat ne sera ordonnancée sans décision de principe, prise, au préalable, par le Chef de la colonie.

Toutes dépenses engagées en dehors de ces principes seront laissées à la charge de ceux qui les auront ordonnées.

Art. 5. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 7 avril 1925.

C. J. CHANEL.

N°. 108 — *DECISION réintégrant* M. Lestrade (Philippe) *dans ses fonctions de Vérificateur principal des Douanes.*

(7 avril 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté en date de ce jour n° 247 appelant M. Thaly (Gabriel), Secrétaire général du Gouvernement de la Guyane à reprendre les fonctions dont il est titulaire;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — M. Lestrade (Philippe), Vérificateur principal des Douanes, précédemment Chef de Cabinet du Gouverneur, est réintégré dans ses fonctions.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, insérée et publiée au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 7 avril 1925.

C. J. CHANEL.

N° 109. — *DÉCISION portant mutations dans le personnel métropolitain des Douanes de la Guyane.*

(7 avril 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 3 du décret du 2 mars 1912, fixant le statut du personnel des douanes coloniales;

Vu l'instruction ministérielle du 7 juin 1912 pour l'application du décret précité ;

Vu la décision n° 217, en date du 31 mars dernier, accordant à M. Gontier (Charles), Inspecteur principal, Chef du service des Douanes et Contributions indirectes, un congé de convalescence de six mois à passer en France;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal, Chef du service des Douanes et Contributions indirectes et directes

Décide :

Article 1er. — Pendant la durée de l'absence du titulaire, M. Bouygues Jean-Baptiste), Contrôleur en chef de 1re classe des Douanes, Chef du bureau principal de Cayenne, est chargé, par intérim, des fonctions de Chef du service des Douanes et des Contributions directes et indirectes. Il aura droit, en cette qualité, aux frais de service et de tournée, ainsi qu'aux diverses indemnités prévues au Budget pour le titulaire.

Art. 2. — M. Lestrade (Philippe), Vérificateur principal de 2e classe des Douanes à Cayenne, est chargé de la direction intérimaire du bureau principal de Cayenne, en remplacement de M. Bouygues. Il aura droit en sus de l'indemnité professionnelle de visite, qui lui est actuellement allouée, à l'indemnité de responsabilité de caisse et aux frais de bur au inscrits au budget pour le titulaire.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 7 avril 1925.

C. J. CHANEL.

N° 110. — *DÉCISION portant réintégration de* M. Faula, *en qualité de commis de 3e classe du Secrétariat général de la Guyane.*

(7 avril 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 24 novembre 1912, portant réorganisation du personnel des bureaux des Secrétariats généraux des Colonies;

Vu l'arrêté local du 14 avril 1921 portant organisation du personnel du cadre local des bureaux du Secrétariat général de la Guyane;

Vu l'arrêté du 1er juillet 1908 nommant M. Faula (Maurice) commis de 3e classe du Secrétariat général, pour compter du 2 juillet 1907;

Vu la décision du 20 décembre 1909 rappportant l'arrêté susvisé du 1er juillet 1908;

Vu la décision du 27 mai 1914 nommant M. Faula magasinier-gérant du Service local;

Vu la décision du 23 octobre 1924 appelant M. Faula à remplir les fonctions de Directeur intérimaire de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne;

Vu la dépêche ministérielle n° 16 A en date du 27 décembre 1924, relative à la réintégration de M. Faula dans le cadre des commis du Secrétariat général de la Guyane;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Décide:

Article 1er. — M. Faula (Maurice), ancien commis de 3e classe du cadre local du Secrétariat général de la Guyane, licencié de son emploi en exécution des instructions contenues dans la dépêche ministérielle n° E 131 du 4 novembre 1909, est réintégré dans ses fonctions avec son ancien grade.

Art. 2. — M. Faula continuera à assurer les fonctions intérimaires de Directeur administratif de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne qui lui sont actuellement confiées.

Art. 3. — Il conservera également le bénéfice de sa solde actuelle de magasinier-gérant du Service local tant qu'à la

suite de promotions, cette solde ne sera pas atteinte ou dépassée.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 7 avril 1925.

C. J. CHANET.

N° 111.— *ARRÊTÉ déterminant les sections de vote en vue des élections pour le renouvellement des Conseils municipaux.*

(9 avril 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 15 octobre 1879, instituant les municipalités à la Guyane française ;

Vu les articles 13, 17 et 19 de la loi du 5 avril 1884 ;

Vu le décret du 3 janvier 1914, déterminant les conditions d'application de la loi du 29 juillet 1913 ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote, ainsi que la sincérité des opérations électorales ;

Vu le décret du 11 avril 1914, modifiant les articles 1, 2, 3, 4, 5, 11 et 15 du décret précédent ;

Vu la loi du 20 mars 1914, tendant à réglementer l'affichage électoral, notamment son article 5, ainsi conçu :

« Lorsqu'une commune devra comprendre plusieurs bu-
« reaux de vote, l'arrêté préfectoral déterminant ces bureaux
« devra être notifié au Maire avant l'ouverture de la période
« électorale ».

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article Ier. — A l'occasion des élections prochaines pour le renouvellement des Conseils municipaux à la Guyane française,

le scrutin aura lieu à la Mairie de chacune des communes de la Colonie.

Art. 2. — Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'article précédent :

1° La commune de l'Oyapoc sera divisée en deux bureaux de vote installés, le premier à St-Georges (Mairie) et le deuxième au Ouanary (poste de police).

2° La commune de Sinnamary sera divisée en trois bureaux de vote qui siégeront : le premier au Bourg (Mairie), le second, à la Maison d'école de Corrossony et le troisième, à la Maison d'école de Malmanoury.

3° La commune d'Approuague sera divisée en deux bureaux de vote, le premier siégera à la Mairie et le deuxième au poste de police de la section de Régina.

4° La commune d'Iracoubo sera divisée en deux bureaux de vote : le premier siégera à la Mairie et l'autre, au lieu dit « Trou-Poisson » à la maison d'école.

5° La commune de Macouria sera divisée en deux bureaux de vote : le premier siégera à la Mairie et le second à l'école du hameau du 7e kilomètre.

Art. 3. — Chacun de ces bureaux dressera un procès-verbal du dépouillement des votes. Ces procès-verbaux seront centralisés, avec toutes les pièces annexes, aux premiers bureaux tenus à la Mairie des Chef-lieux. Un procès-verbal de recensement général sera établi immédiatement par le président et les membres du bureau principal, auxquels s'adjoindra le président des bureaux des sections. Ce dernier procès-verbal de recensement général, établi en deux exemplaires, sera adressé au Gouverneur, accompagné du procès-verbal de chaque bureau de vote, des réclamations et autres annexes.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 9 avril 1925.

C. J. CHANEL.

N° 112. — *ARRÊTÉ convoquant les Collèges électoraux des différentes communes de la Guyane pour l'élection des Conseils municipaux.*

(9 avril 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 15 octobre 1879 portant organisation des Municipalités élues de la Guyane française ;

Vu les articles de la loi du 5 avril 1884 rendus applicables dans la Colonie par les décrets des 26 juin 1884 et 27 juin 1889, notamment l'article 41 de la dite loi ;

Vu le décret du 3 janvier 1914, déterminant les conditions d'application dans la Colonie, de la loi du 29 juillet 1913 ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote, ainsi que la sincérité des opérations électorales ;

Vu le décret du 11 avril 1914 qui modifie les articles 1, 2, 3, 4, 5, 11 et 15 du décret précité du 3 janvier 1914 ;

Vu la loi du 20 mars 1914 tendant à réglementer l'affichage électoral ;

Vu les articles 2 et 5 de la loi du 18 octobre 1919 fixant au premier dimanche du mois de mai 1925 la durée des pouvoirs des Conseils municipaux, ainsi que la forme et les délais de convocation des Collèges électoraux — ladite loi rendue applicable aux Colonies par l'article 4 du décret du 22 octobre 1919 ;

Vu l'arrêté en date du 9 avril 1925 déterminant les sections de vote de la Colonie de la Guyane en vue des élections pour le renouvellement des Conseils municipaux ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Les Collèges électoraux des communes de Cayenne, Rémire, Matoury, Roura, Tonnégrande, Montsinéry, Kaw, Approuague, Oyapoc, Macouria, Kourou, Sinnamary, Iracoubo et Mana sont convoqués pour le Dimanche 3 mai 1925, à l'effet de procéder, pour chacune de ces communes, à la nomination de son Conseil municipal.

Art. 2. — Le scrutin durera un jour. Il s'ouvrira à sept heures et sera clos à dix-sept heures.

Art. 3. — Dans le cas où un second tour de scrutin serait reconnu nécessaire, il y serait procédé, de droit, le Dimanche suivant, 10 mai 1925, aux mêmes heures que ci-dessus.

Art. 4. — Les votes auront lieu à la Mairie de chaque commune et dans les sections de vote, dans les conditions fixées par l'arrêté du 9 avril 1925, n° 253.

Art. 5. Le nombre des Conseillers à élire dans chaque commune est déterminé d'après le tableau ci-annexé et conformément à l'arrêté du 5 décembre 1921.

Art. 6. — Les élections auront lieu sur les listes électorales arrêtées le 31 mars 1925, sous la réserve des changements qui y auraient été régulièrement ordonnés par jugement ayant force de chose jugée et de la radiation des électeurs décédés ou privés de leurs droits civils et politiques.

Art. 7. — Le bureau de chaque Collège électoral sera présidé par le Maire ou un adjoint, ou, à défaut, par un Conseiller municipal, dans l'ordre du tableau.

Les deux plus âgés et les deux plus jeunes des électeurs présents, à l'ouverture de la séance, sachant lire et écrire, rempliront les fonctions d'assesseurs.

Le Secrétaire sera désigné par le Président et les assesseurs. Dans les délibérations du bureau, il n'aura que voix consultative. Trois membres du bureau au moins devront être présents pendant toute la durée des opérations.

Art. 8. — Les bureaux dresseront procès-verbaux des dépouillements des votes. Ces procès-verbaux, rédigés en deux exemplaires et accompagnés des réclamations et autres annexes, seront immédiatement adressés au Gouverneur.

Art. 9. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera, *avec le tableau ci-annexé*, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 9 avril 1925.

C. J. CHANEL.

TABLEAU fixant le nombre de Conseillers municipaux à élire dans chaque commune (Arrêté du 5 décembre 1921).

COMMUNES.	HABITANTS.	CONSEILLERS.
Cayenne	10.146	27
Rémire	696	12
Matoury	234	10
Roura	801	12
Tonnégrande	240	10
Montsinéry	261	10
Kaw	192	10
Approuague	1.568	16
Oyapoc	1.631	16
Maccuria	744	12
Kourou	655	12
Sinnamary	1.821	16
Iracoubo	808	12
Mana	4.097	23

Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour.

Cayenne, le 9 avril 1925.

Le Gouverneur,
C. J. CHANEL.

N° 113. — *ARRÊTÉ promulguant l'article 18 de la loi du 12 avril 1922 autorisant le paiement, au profit de l'époux survivant, des soldes dues au décès des fonctionnaires.*

(10 avril 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;
Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906 relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu l'article 18 de la loi du 12 avril 1922 autorisant le paiement, au profit de l'époux survivant, des soldes dues au décès des fonctionnaires,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, l'article 18 de la loi du 12 avril 1922 autorisant le paiement, au profit de l'époux survivant, des soldes dues au décès des fonctionnaires.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 10 avril 1925

C. J. CHANEL.

LOI portant : 1° Annulation de crédits sur l'exercice 1921 au titre du budget ordinaire; 2° Ouverture et annulation de budget annexe des chemins de fer de l'Etat.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

.....

TITRE V

DISPOSITIONS SPÉCIALES

.....

Art. 18. — L'article 31 de la loi de finances du 17 avril 1906 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Sont valablement payés entre les mains de l'époux survivant, à moins d'opposition de la part des héritiers, légataires ou créanciers.

« 1° Les prorata de traitement, solde ou salaires, y compris les indemnités accessoires de toute nature, primes, fonds de masse, etc., qui restent dus au décès des fonctionnaires, militaires, ouvriers ou agents quelconques, rétribués soit sur les fonds de l'Etat, des départements, des communes ou des établissements publics, soit sur les fonds des budgets annexés à celui de l'État, des établissements de l'Etat dotés de la personnalité financière ou des budgets locaux des colonies ;

« 2° Les décomptes des arrérages restant dus au décès des titulaires de toutes pensions servies par l'Etat, les départements, les communes, les budgets locaux des colonies, la caisse des dépôts et consignations ou la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

« L'époux survivant est,en pareil cas, dispensé de caution et d'emploi, sauf par lui à répondre, s'il y a lieu, des sommes ainsi touchées, vis-à-vis des héritiers ou légataires, au même titre que de toutes autres valeurs dépendant de la succession ou de la communauté.

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux époux séparés de corps. »

.....

La présente loi délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Fez, le 12 avril 1922.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :
Le ministre des finances,
CH. DE LASTEYRIE.

N° 114. — *ARRÊTÉ portant création d'une école publique mixte au* Petit Ouanary (Oyapoc).

(14 avril 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 18 juillet 1912 modifiant celui du 17 septembre 1906 portant organisation de l'enseignement primaire à la Guyane ;

Vu diverses délibérations du Conseil municipal de la commune d'Oyapoc ;

Attendu qu'il existe au Petit Ouanary (Oyapoc), hameau distant de plus de 10 kilomètres de l'école de Ste-Marie, une trentaine d'enfants d'âge scolaire ;

Vu la nécessité d'ouvrir une école dans cette localité ;

Sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique,

ARRÊTE :

Article Ier. — Une école publique mixte sera ouverte au Petit Ouanary (Oyapoc).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 14 avril 1925.

C. J. CHANEL.

N° 115.— *ARRÊTÉ étendant au personnel des cadres locaux de la Guyane française les avantages de l'article 7 de la loi du 1er avril 1923, sur le recrutement de l'armée.*

(14 avril 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la loi du 1er avril 1923 sur le recrutement de l'armée, promulguée à la Guyane française par arrêté du 18 juin 1923, notamment l'article 7 de ladite loi ;

Vu, à titre documentaire, le décret du 13 novembre 1924 et les arrêtés ministériels des 8 novembre 1923, 13 mai, 18 juillet et 30 décembre 1924 ;

Vu les circulaires ministérielles des 8 novembre 1923, n° 12 et 17 janvier 1925, n° 22 ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er avril 1923 sur le recrutement de l'armée, promulguée dans la colonie par arrêté du 18 juin 1923 sont applicables, à l'exception des premier et dernier alinéas, au personnel rétribué sur les fonds du budget local de la Guyane et dont les Corps ou Services sont constitués par des arrêtés locaux.

Art. 2. — Les rappels d'ancienneté pour service militaire actif obligatoire, attribués pour l'avancement, en conformité des dispositions susvisées de l'article 7 de la loi précitée du

1er avril 1923, sont accordés aux ayants-droit dans les conditions déterminées par les articles ci-après.

Le droit à ces rappels résulte des inscriptions figurant sur les pièces militaires produites par l'intéressé et en cas de doute, est établi par une pièce officielle réclamée à l'autorité militaire compétente (Administration centrale de la guerre : Bureau des Archives administratives pour les classes définitivement libérées ; Bureau de recrutement de la colonie pour les classes encore soumises aux obligations militaires).

Art. 3. — Les fonctionnaires, employés et agents qui, postérieurement à la date du présent arrêté, entreront en fonctions dans un des Corps ou Services mentionnés à l'article 1er, bénéficieront d'un rappel d'ancienneté égal à la durée du service militaire actif obligatoire accompli par eux avant leur entrée dans le Corps ou Service en question.

La même mesure s'appliquera rétroactivement à ceux qui sont actuellement en fonctions, quelle que soit la date de leur entrée en service.

Art. 4. — Les rappels d'ancienneté pour service militaire actif obligatoire s'appliquent dans tous les cas où il est fait, pour l'avancement, état de l'ancienneté des services, qu'il s'agisse d'avancement au choix ou d'avancement à l'ancienneté.

Dans les Corps ou Services visés à l'article 1er du présent arrêté, où l'avancement en grade est subordonné à des conditions d'ancienneté indépendantes de celles exigées pour l'avancement en classe, les rappels sont également admis pour la même durée dans le calcul de la période d'ancienneté dont il est fait état pour l'avancement en grade.

Art. 5. — Le temps de service militaire donnant droit au rappel et accompli postérieurement à l'entrée de l'intéressé dans les cadres administratifs, n'est admis que s'il n'en a pas été déjà tenu compte au titre civil dans le calcul de l'ancienneté exigée pour l'avancement.

Art. 6. — Les rappels d'ancienneté pour service militaire actif obligatoire sont accordés en une seule fois ; aussitôt accompli, si le service militaire est fait après l'admission dans les cadres ou dès la titularisation dans les cadres s'il a été fait auparavant.

L'application de ces rappels est opérée dans les conditions suivantes, après production, par l'ayant-droit, des justifications prévues au paragraphe 2 de l'article 2 du présent arrêté.

Dans les corps ou grades où l'avancement est attribué partie au choix et partie à l'ancienneté, le fonctionnaire, employé ou agent obtient une promotion de classe aussitôt que la durée du service exigée pour l'avancement à l'ancienneté est atteinte, à moins qu'il n'ait, dans l'intervalle, obtenu son ancienneté au choix.

Lorsque l'ancienneté produite par le temps du service militaire à rappeler dépasse la durée nécessaire pour le passage à la classe supérieure, l'excédent entre en ligne de compte pour l'avancement de classe suivant.

Dans les corps ou grades où l'avancement a lieu uniquement au choix, les titres du fonctionnaire, employé ou agent sont examinés à l'occasion de l'établissement du premier tableau d'avancement.

Si, au moment de l'inscription de l'intéressé au tableau d'avancement, la durée du rappel, ajouté aux services déjà accomplis dans la classe, est suffisante pour lui permettre de prétendre à un second avancement, la commission chargée de la confection du tableau apprécie, s'il y a lieu ou non de l'inscrire immédiatement dans une seconde partie du tableau faisant suite à la première.

Toutefois, les nominations résultant de cette inscription complémentaire ne peuvent être opérées que dans la limite des disponibilités budgétaires et après épuisement de la première partie du tableau (inscriptions ordinaires).

Dans les cas où les promotions sont effectuées sans établissement préalable d'un tableau d'avancement, le même mode de procéder sera suivi.

Art. 7. — Il sera dressé par les Chefs d'administration ou de service des fonctionnaires, employés et agents visés à l'article 1er ci-dessus, et au fur et à mesure de la réception des justifications prévues au deuxième paragraphe de l'article 2 du présent arrêté, une liste nominative de ceux des intéressés pouvant prétendre à des rappels d'ancienneté pour services militaires. Ces listes qui devront être tenues constamment à jour, mentionneront dans des colonnes distinctes, en regard du nom, du grade et de la classe de chaque ayant-droit :

1° Le temps de service, dans l'armée de terre ou de mer, accompli par lui ;

2° La période de service lui donnant droit au rappel ;

3° La durée de ce rappel ;

4° La durée du rappel dont l'intéressé a déjà bénéficié et qui doit venir en déduction de la précédente.

Art. 8. — Les listes dont il est question à l'article précédent seront tenues à la disposition du personnel de l'administration ou du service qu'elles concernent, lequel pourra en prendre connaissance et copie sur place, aux jours et heures qui lui seront indiqués par le Chef d'administration ou de service intéressé, sur demande officielle de communication.

Les demandes motivées de rectifications que leurs vérifications pourraient provoquer de la part du personnel intéressé feront l'objet de décisions du Gouverneur.

Art. 9. — Le temps passé sous les drapeaux pour l'accomplissement du service militaire visé à l'article 2 du présent arrêté, est assimilé, pour l'avancement, au temps de service administratif accompli dans la colonie.

Art. 10. — Les rappels d'ancienneté seront effectués à la date de la promulgation dans la colonie de la loi du 1er avril 1923, c'est-à-dire le 18 juin 1923, suivant les règles édictées à l'article 6, et le rappel supplémentaire sera appliqué dans la situation occupée à cette date par les ayants-droit.

Toutefois, les fonctionnaires, employés ou agents ayant atteint la classe supérieure de leur grade et qui désireraient voir rapporter leur rappel d'ancienneté pour services militaires, au moment de leur promotion au grade supérieur, devront en formuler la demande par écrit au Gouverneur avant le 31 décembre 1925.

Il leur sera fait reprise dudit rappel sur leur temps d'ancienneté de classe et leur classement sur la liste d'ancienneté sera rectifié en conséquence.

La période du rappel ainsi réservée sera mentionnée en regard du nom de chaque ayant-droit sur la liste en question. Elle sera comptée dès qu'il aura été promu au grade supérieur et accroîtra d'autant son ancienneté dans son nouveau grade, lui permettant ainsi de concourir, s'il y a lieu, à un nouvel avancement dans ledit grade. Les options ainsi formulées sont définitives et irrévocables.

Pendant la durée du délai, prévu ci-dessus pour la réception des déclarations d'option, la commission visée au 2e alinéa de l'article 13 ci-après, indiquera à l'égard de chaque

fonctionnaire, employé ou agent se trouvant dans le cas visé du 2e alinéa du présent article qu'elle inscrira au tableau pour le grade supérieur, si cette inscription est effectuée en tenant compte du rappel d'ancienneté pour services militaires de l'intéressé ou sans en tenir compte. Dans le premier cas, la déclaration d'option que pourrait formuler celui-ci ne sera pas admise. Dans le second cas son rappel sera de plein droit reporté sur l'ancienneté de son nouveau grade. Il demeure bien entendu que cette disposition concerne uniquement les candidats à l'avancement de qui aucune déclaration d'option ne serait parvenue au moment de la réunion de la commission.

Art. 11. — Les fonctionnaires, employés ou agents visés à l'article 1er du présent arrêté, candidats éventuels à un emploi organisé par décret et relevant du Ministère des colonies, qui désireraient réserver leur rappel d'ancienneté pour en bénéficier au moment de leur admission dans ce dernier emploi, devront en formuler la demande par écrit au Gouverneur, avant le 31 décembre 1925. Cette demande sera classée au dossier personnel de l'intéressé et il en sera rendu compte au Département.

Ils auront, toutefois, la faculté à tout moment de leur carrière locale, de renoncer à cette réserve et de réclamer l'adjonction à leur ancienneté dans la classe ou le grade qu'ils posséderont alors, de celle résultant de la période de services militaires non comptée jusqu'à ce moment.

Art. 12. — Les tableaux d'avancement de classe et de grade en cours au moment de la promulgation dans la colonie de la loi du 1er avril 1923 seront, le cas échéant, revisés afin de permettre d'y apporter les additions qu'aura entraînées la situation nouvelle.

Pour les services ou corps dont la réglementation confie à une commission de classement le soin de dresser le tableau d'avancement, cette révision sera soumise d'office par les soins du Chef de service ou de corps à l'appréciation de ladite commission de classement, réunie spécialement si besoin est.

Art. 13. — Les fonctionnaires, employés ou agents qui, au moment de la promulgation dans la colonie de la loi du 1er avril 1923 avaient atteint le traitement maximum et qui, dès lors, ne peuvent profiter au point de vue de l'avancement des troisième et cinquième alinéas de l'article 5 du présent

arrêté, bénéficieront néanmoins du rappel accordé par ces alinéas, en vue de leur permettre, le cas échéant, de profiter de mutations avantageuses.

Pour leur retraite, le temps ainsi rappelé sera considéré comme ayant été effectivement accompli dans la classe supérieure et bien qu'il ne donne pas lieu à l'attribution d'un rappel de traitement soumis aux retenues pour pension, ce temps entrera en ligne de compte, lors de la liquidation de la pension des intéressés, pour le calcul du traitement moyen.

Art. 14. — Les dispositions du présent arrêté auront leur effet à dater du 18 juin 1923, date de la promulgation dans la colonie de la loi du 1er avril 1923.

Art. 15. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 14 avril 1925.

C. J. CHANEL.

N° 116. — *ARRÊTÉ promulguant la loi du 7 mars 1925 tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée.*

(16 avril 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 56 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la circulaire ministérielle en date du 2 mai 1906 relative à la promulgation aux colonies des actes du pouvoir central;

Sur la proposition du Procureur général,

ARRÊTE :

Article Ier. — Est promulguée dans la colonie, la loi du 7 mars 1925 tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée.

Art. 2. — Le Procureur général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout

où besoin sera, publié avec le texte promulgué, aux *Journal* et *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 16 avril 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Procureur général,
H. SIMONEAU.

LOI tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Il peut être formé, en dehors des sociétés anonymes qui sont et demeurent soumises à la législation sur les sociétés anonymes, des sociétés dans lesquelles aucun des associés n'est tenu au delà de sa mise.

Ces sociétés portent le titre de sociétés à responsabilité limitée et sont soumises aux dispositions suivantes.

Art. 2. — Elles peuvent être constituées pour un objet quelconque.

Toutefois, les sociétés d'assurances, de capitalisation et d'épargne ne peuvent adopter cette forme.

Art. 3. — Quel que soit leur objet, les sociétés à responsabilité limitée sont commerciales et soumises aux lois et usages du commerce.

Art. 4. — Elles sont constatées soit par acte devant notaire, soit par acte sous seings privés.

Si l'acte est sous seings privés, il en est dressé autant d'originaux qu'il est nécessaire pour que l'un reste déposé au siège social et les autres à l'appui des diverses formalités requises.

Tous les associés doivent intervenir à l'acte en personne ou par des mandataires justifiant d'un pouvoir spécial.

Il est interdit à la société d'émettre pour son propre compte, par souscription publique, des valeurs mobilières quelconques.

Art. 5. — Le nombre des associés n'est pas limité. Il peut être de deux seulement.

Art. 6. — Le capital social doit être de 25,000 fr. au moins. Il ne peut être réduit au dessous de ce chiffre.

Il se divise en parts sociales de 100 fr. ou de multiples de 100 fr.

Art. 7. — Les sociétés à responsabilité limitée ne peuvent être définitivement constituées qu'après que toutes les parts ont été réparties entre les associés dans l'acte de société et qu'elles ont été libérées intégralement.

Les parts sociales correspondant en tout ou en partie à des apports en nature doivent toujours être entièrement libérées au moment de la constitution de la société.

Les fondateurs doivent déclarer expressément dans l'acte de société que ces conditions sont remplies.

Art. 8. — L'acte de société doit contenir l'évaluation des apports en nature. Les associés sont solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée au moment de la constitution de la société aux apports en nature.

L'action en responsabilité résultant des dispositions du paragraphe précédent se prescrit par dix ans à partir de la constitution de la société.

Art. 9. — Est nulle et de nul effet à l'égard des intéressés toute société à responsabilité limitée constituée contrairement aux prescriptions des articles 2, 4, 5, 6, 7 et 8.

La nullité ne peut être opposée aux tiers par les associés.

Art. 10. — Lorsque la nullité de la société a été prononcée aux termes de l'article précédent, les associés auxquels la nullité est imputable sont responsables, envers les autres et envers les tiers, solidairement entre eux et avec les premiers gérants, du dommage résultant de cette annulation.

Les actions en nullité et en responsabilité se prescrivent par dix ans.

Art. 11. — La société à responsabilité limitée est, soit qualifiée par la désignation de l'objet de son entreprise, soit désignée sous une raison sociale comprenant les noms d'un ou de plusieurs associés.

Art. 12. — Dans le mois de la constitution de la société, une expédition de l'acte constitutif, s'il est notarié, ou un original, s'il est sous seings privés, est déposé aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce du lieu dans lequel est établie la société.

Art. 13. — Dans le même délai d'un mois, un extrait de l'acte constitutif est publié dans un des journaux pouvant recevoir des annonces légales.

Il sera justifié de l'insertion par un exemplaire du journal certifié par l'imprimeur, légalisé par le maire et enregistré dans les trois mois de sa date.

Les formalités prescrites par l'article précédent et par le présent article seront observées, à peine de nullité à l'égard des intéressés, mais le défaut d'aucune d'elles ne pourra être opposé aux tiers par les associés.

Art. 14. — L'extrait doit indiquer que la société est à responsabilité limitée ; son objet ; les noms des associés ; la raison sociale ou la dénomination adoptée par la société et le siège social ; les personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour la société ; le montant du capital social ; l'espèce et la valeur des apports en nature ; la clause qui attribue des intérêts aux associés même en l'absence de bénéfices dans les termes de l'article 37 ; l'époque où la société commence celle où elle doit finir et la date du dépôt aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce.

Art. 15. — Si la société a plusieurs établissements ou succursales situés dans divers arrondissements, le dépôt prescrit par l'article 12 et la publication prescrite par l'article 13 ont lieu dans chacun des arrondissements où existent ces établissements ou succursales.

Dans les villes divisées en plusieurs arrondissements, le dépôt sera fait seulement au greffe de la justice de paix du principal établissement.

Art. 16. — L'extrait est signé par le notaire qui a reçu l'acte de société, ou, si cet acte est sous seings privés, par un des associés investi à cet effet d'un pouvoir spécial.

Art. 17. — Sont soumis aux formalités et aux sanctions prescrites par les articles 12 et 13 tous actes et délibérations ayant pour objet la modification des statuts et tout changement d'associé.

Art. 18. — Dans tous les actes, factures, annonces, publications ou autres documents émanés de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots écrits visiblement et en toutes lettres :

« société à responsabilité limitée » et de l'énonciation du montant du capital social.

Toute contravention aux dispositions qui précèdent est punie d'une amende de 50 francs à 1,000 fr

Art. 19. — Toute personne a le droit de prendre communication des pièces déposées aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce ou même de s'en faire délivrer, à ses frais, des expéditions ou extraits par le greffier.

Art. 20. — La société doit être immatriculée dans le registre du commerce créé par la loi du 18 mars 1919, dans le délai et sous les sanctions déterminées par cette loi.

La déclaration à faire au greffier, conformément à l'article 6 de cette loi, doit contenir, outre les mentions prescrites par cet article, les noms et prénoms des associés, la date et le lieu de naissance, la nationalité de chacun d'eux avec toutes les indications prescrites par l'article 4, 4°, de ladite loi;

Les mentions indiquées dans l'article 7 de la loi du 18 mars 1919 doivent également être inscrites au registre du commerce.

La société devra aussi être inscrite dans le registre central du commerce, conformément à l'article 10 de ladite loi.

Art. 21. — Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables, nominatifs, au porteur ou à ordre, elles ne peuvent être cédées que conformément aux dispositions des articles ci-après.

Art. 22. — Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 23. — Les cessions des parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seings privés.

Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié, conformément à l'article 1690 du code civil.

Art. 24. — Les sociétés à responsabilité limitée sont gérées par un ou plusieurs mandataires associés ou non associés, salariés ou gratuits.

Ils sont nommés par les associés, soit dans l'acte de société, soit dans un acte postérieur, pour un temps limité ou sans limitation de durée. Sauf stipulation contraire des statuts, ils ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société,

en toutes circonstances ; toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans effet à l'égard des tiers.

Les gérants nommés par l'acte de société ou par un acte postérieur ne sont révocables que pour des causes légitimes.

Art. 25. — Les gérants sont responsables, conformément aux règles du droit commun, individuellement ou solidairement suivant les cas, envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la présente loi, soit des violations des statuts, soit des fautes commises par eux dans leur gestion.

Art. 26. — Les décisions des associés sont prises en assemblées.

Toutefois, la tenue d'une assemblée n'est pas nécessaire quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 27. — Aucune décision n'est valablement prise dans les deux cas prévus par l'article précédent qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Sauf stipulation contraire dans les statuts, si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont convoqués une seconde fois, par lettres recommandées, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Art. 28. — Nonobstant toute clause contraire de l'acte de société, tout associé peut prendre part aux décisions. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre des parts sociales qu'il possède.

Art. 29. — Dans les sociétés comptant plus de vingt associés, il doit être tenu chaque année au moins, une assemblée générale à l'époque fixée par les statuts.

D'autres assemblées peuvent toujours être convoquées par le ou les gérants, à leur défaut par le conseil de surveillance, s'il en existe un, et, à défaut de celui-ci, par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Art. 30. — Tout associé peut, par lui ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance constitué conformément à l'article 32.

Dans les sociétés de plus de vingt membres, cette communication ne sera permise que pendant les quinze jours qui précéderont cette assemblée générale.

Art. 31. — Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société. Toutes autres modifications dans les statuts, sauf stipulation contraire, sont décidées à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social. Toutefois, dans aucun cas, la majorité ne peut obliger un des associés à augmenter sa part sociale.

Art. 32. — Dans toute société à responsabilité limitée comprenant plus de vingt associés est établi un conseil de surveillance composé de trois associés au moins.

Ce conseil est nommé dans l'acte de société. Il est soumis à la réélection aux époques déterminées par les statuts.

Les pouvoirs du conseil de surveillance sont déterminés par l'article 10, alinéas 1 et 2, de la loi du 24 juillet 1867.

Les membres de ce conseil n'encourent aucune responsabilité à raison des actes des gérants et de leurs résultats.

Chaque membre du conseil de surveillance est responsable, soit envers la société, soit envers les tiers, de ses fautes personnelles dans l'exécution de son mandat.

Art. 33. — Il est fait annuellement sur les bénéfices un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint un dixième du capital social.

Art. 34. — Il peut être stipulé dans l'acte de société, mais seulement pour la période de temps nécessaire à l'exécution des travaux qui, d'après l'objet de la société, doivent précéder le commencement de ses opérations, que les associés auront droit à des intérêts à un taux déterminé, même en l'absence de bénéfices. L'acte de société détermine cette période.

Cette clause doit, à peine de nullité, être insérée dans l'extrait de l'acte de société publié dans un journal d'annonces légales en vertu de l'article 13.

Le montant des intérêts ainsi payés doit être compris parmi les frais de premier établissement et réparti avec ses frais, suivant le mode et dans le délai que doivent fixer les statuts, sur les années qui présenteront des bénéfices.

Art. 35. — La répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis est admise contre les associés qui les ont reçus.

L'action en répétition se prescrit par cinq ans à partir du jour fixé pour la distribution des dividendes.

Art. 36. — La société n'est point dissoute par l'interdiction, la faillite, la déconfiture ou la mort d'un des associés sauf en ce dernier cas stipulation contraire des statuts.

Art. 37. — Sont punis d'une amende de 500 à 10.000 fr. et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois ou de l'une de ces peines seulement :

Les fondateurs qui ont fait dans l'acte de société une déclaration fausse concernant la répartition des parts sociales entre tous les associés ou la libération des associés ;

Les gérants qui, directement ou par personne interposée, ont ouvert une souscription publique à des valeurs mobilières quelconques pour le compte de la société.

Art. 38. — Sont punis des peines portées par l'article 405 du code pénal, sans préjudice de l'application de cet article à tous les faits constitutifs du délit d'escroquerie :

Ceux qui ont, à l'aide de manœuvres frauduleuses, fait attribuer à un apport en nature une évaluation supérieure à sa valeur réelle ;

Les gérants qui, en l'absence d'inventaire ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les associés la répartition de dividendes fictifs.

Art. 39. — L'article 463 du code pénal est applicable à tous les délits prévus par les dispositions de la présente loi.

Art. 40. — Il peut être stipulé dans les statuts des sociétés à responsabilité limitée que le capital social sera susceptible d'augmentation par des versements successifs faits par les associés ou l'admission d'associés nouveaux et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués.

Les sociétés dont les statuts renferment la stipulation ci-dessus sont soumises, indépendamment des règles contenues dans la présente loi, aux dispositions de la loi du 24 juillet 1867, relatives aux sociétés à capital variable (art. 48 à 54).

Art. 41. — Les sociétés en nom collectif ou en commandite et les société anonymes, constituées antérieurement ou postérieurement à la présente loi, peuvent se transformer en so-

ciétés à responsabilité limitée, sous réserve des droits des tiers.

Sous la même réserve, les sociétés à responsabilité limitée constituées conformément à la présente loi pourront se transformer en sociétés anonymes.

Art. 42. — L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers édicté par l'article 1er de la loi du 29 juin 1872 et l'article 31 de la loi du 29 mars 1914 et par l'article 50 de la loi du 25 juin 1920 ne s'applique pas, dans les sociétés prévues par la présente loi, aux dividendes, intérêts, arrérages et autres produits revenant aux gérants prévus à l'article 24 de la présente loi.

Ces sociétés sont assujetties aux communications prescrites par les articles 16 et 28 de la loi du 5 juin 1850, 22 de la loi du 23 août 1871 et 7 de la loi du 21 juin 1875 sous les sanctions édictées tant par ces lois que par l'article 5 de la loi du 17 avril 1906.

Art. 43. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 mars 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce et de l'industrie,
RAYNALDY.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ RENOULT.

N° 117. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 14 février 1925 qui modifie celui du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales.*

(21 avril 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906 relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu le décret du 14 février 1925 modifiant celui du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie le décret du 14 février 1925 modifiant le décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 21 avril 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 14 février 1925.

Monsieur le Président,

Le décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales stipule en son article 10 qu'indépendamment du personnel organisé, il peut être employé des agents des cadres métropolitains ou algérien, mais la proportion de ces nominations ne peut dépasser le tiers des vacances respectives se produisant dans les emplois soit de payeurs, soit de commis principaux, soit de commis.

Or, ces dispositions, destinées à réserver les possibilités d'avancement du personnel local, en limitant dans chaque catégorie la proportion de l'effectif provenant de l'extérieur, constituent actuellement un obstacle à l'organisation rationnelle des services financiers dont les cadres ne possèdent pas encore les éléments nécessaires à la marche régulière des services.

Plus particulièrement dans nos grandes colonies d'Afrique, ainsi qu'à Madagascar, le recrutement local est insuffisant.

Il importe donc que, pendant un laps de temps indéterminé, les trésoriers coloniaux puissent faire appel à des agents expérimentés de l'extérieur, à qui des postes de payeurs ou de préposés du Trésor puissent être confiés sans danger. Il conviendrait de réserver, en conséquence, aux agents provenant des cadres financiers métropolitains ou algérien, le tiers des vacances se produisant dans les emplois des cadres locaux, sans

maintenir la proportion par catégorie de payeurs, commis principaux et commis. Cette disposition permettrait, dans la grande majorité des cas d'organiser des cadres locaux normalement constitués et possédant un effectif suffisant d'agents expérimentés.

D'autre part, il peut arriver que, par suite de circonstances exceptionnelles, le personnel local ne puisse, en raison de son insuffisance numérique, assurer le service normal de la trésorerie et des payeries et qu'il soit nécessaire de faire appel au concours d'agents du cadre métropolitain dans une proportion plus élevée que celle prévue ci-dessus. Tel est en effet actuellement le cas pour notre colonie de Madagascar, où le cadre local n'a pu être constitué à l'effectif réglementaire et où le trésorier est amené à proposer la fermeture de plusieurs payeries importantes. Afin de remédier à une telle situation, qui ne saurait se prolonger sans léser gravement les intérêts de la colonie et qui se peut produire inopinément sur tout autre point de notre domaine colonial, il nous est aussi apparu nécessaire d'apporter une dérogation provisoire, pour une période ne pouvant dépasser trois ans, à la règle fixant au tiers des vacances, la proportion reservée aux agents détachés.

C'est pour répondre à cette préoccupation qu'a été préparé le projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction en vous priant, si vous partagez notre manière de voir, de vouloir bien le revêtir de votre signature.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le Ministre des colonies, DALADIER. *Le Ministre des finances,* CLÉMENTEL.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1911;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et tous actes

modificatifs subséquents, notamment les décrets du 11 septembre 1920 ;

Ensemble le décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités de déplacement et sur les passages du personnel colonial et toutes modifications subséquentes ;

Vu le décret du 8 janvier 1897 portant organisation du service de la trésorerie de Madagascar et les décrets modificatifs des 27 juillet 1898 et 12 décembre 1920 ;

Vu le décret du 16 janvier 1902 portant organisation du personnel des trésoreries d'Algérie et les décrets modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 14 juillet 1904 relatif à la réorganisation du service de la trésorerie de l'Indochine et les décrets modificatifs des 11 novembre 1905, 11 novembre 1910, 11 décembre 1913 et 15 mai 1918 ;

Vu le décret du 29 décembre 1900 fixant la solde et les accessoires de solde du trésorier-payeur de la Côte française des Somalis, modifié par les décrets des 12 décembre 1920 et 5 novembre 1924 ;

Vu le décret du 31 décembre 1911 portant organisation du personnel des trésoreries de l'Afrique occidentale française et les décrets modificatifs des 3 mars 1913, 25 août 1914, 22 avril 1916, 9 juillet 1919, 12 janvier 1921 et 29 décembre 1922 ;

Vu le décret du 31 décembre 1913 portant fixation de la solde et des accessoires de solde des trésoriers-payeurs et trésoriers particuliers des anciennes colonies, modifié par les décrets des 12 décembre 1920 et 15 février 1924 ;

Vu le décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales, modifié par les décrets des 29 avril et 5 novembre 1924 ;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Le sixième paragraphe de l'article 10 du décret du 6 août 1921 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La proportion des nominations prévues aux précédents paragraphes ne peut dépasser le tiers des vacances se produisant dans le cadre local du personnel organisé par colonie ou

par groupe de colonies. Exceptionnellement, cette proportion peut être fixée par arrêté interministériel du ministre des colonies et du ministre des finances et pour une période de temps qui ne pourra dépasser trois ans, à compter du jour de la signature de l'arrêté à la moitié des vacances se produisant dans le cadre local du personnel en question. »

Art. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 14 février 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies, DALADIER.

Le ministre des finances, CLÉMENTEL.

N° 118.— *ARRÊTÉ promulguant le décret du 4 février 1925 qui attribue à la Caisse agricole de la Guyane le montant des redevances de la Banque de la Guyane.*

(23 avril 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu le décret du 4 février 1925, attribuant à la Caisse agricole de la Guyane le montant des redevances de la Banque de la Guyane ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article Ier. — Est promulgué à la Guyane française pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret susvisé du 4 février 1925, attribuant à la Caisse agricole de la Guyane le montant des redevances de la Banque de la Guyane.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera, avec le texte promulgué, enre-

gistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 23 avril 1925.

C. J. CHANEL.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la loi du 21 mars 1919 portant renouvellement du privilège des banques coloniales,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les sommes versées à l'Etat par la banque de la Guyane, en exécution des dispositions des articles 15, 16 et 17 de la loi du 21 mars 1919 portant renouvellement du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, seront attribuées à un établissement de crédit public créé et organisé par arrêté du gouverneur en conseil privé et dénommé « Caisse agricole de la Guyane ».

Art. 2. — Cet établissement pourra être autorisé, par arrêté du Gouverneur, à effectuer, en dehors des opérations de crédit foncier telles que achats, échanges, ventes, cessions ou locations de terrains, prêts sur hypothèques de propriétés rurales ou urbaines, sous réserve que ces derniers prêts seront affectés à des buts agricoles, toutes les opérations de crédit agricole à long, moyen et court terme permises en France aux sociétés de crédit mutuel agricole.

Art. 3. — En cas de liquidation de la caisse agricole, l'affectation de l'excédent d'actif pouvant provenir de cette opération sera déterminée par décret.

Art. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 février 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

DALADIER.

N° 119.— *ARRÊTÉ promulguant le décret du 13 mars 1925 modifiant le mode d'assiette et les règles de perception de l'impôt locatif sur les immeubles en Guyane française.*

(25 avril 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté local du 28 mai 1860 réglementant les poursuites en matière de contributions directes et assimilées ;

Vu les décrets des 15 octobre 1879 et 17 décembre 1892, portant organisation des municipalités à la Guyane française ;

Vu l'arrêté du 28 septembre 1903 portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le service financier des colonies ;

Vu le tarif des taxes communales pour l'année 1925 ;

Vu le décret du 13 mars 1925 apportant des modifications au mode d'assiette et aux règles de perception de l'impôt locatif sur les immeubles en Guyane française ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 30 janvier 1925 apportant des modifications au mode d'assiette et aux règles de perception de l'impôt locatif sur les immeubles en Guyane française.

Art. 2. — Le Secrétaire général, le Trésorier-payeur et le Chef du service des Douanes et Contributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 25 avril 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 13 mars 1925.

Monsieur le Président,

Dans sa séance du 25 août 1924, le Conseil général de la Guyane française a voté une délibération portant modifications au mode d'assiette et règles de perception de l'impot locatif sur les immeubles actuellement en vigueur et fixés par le décret du 1er mars 1921, qui a lui-même approuvé la délibération du 2 juin 1920.

Cette réglementation était établie de telle sorte qu'elle ne permettait pas, contre toute équité, de percevoir cet impôt sur toute l'étendue du territoire de la Guyane, au plus grand préjudice des finances de la colonie.

Or, la délibération du 25 août 1924 a pour objet de remédier à cette anomalie qui a été signalée par l'Inspection des colonies lors d'une récente mission en Guyane.

Par cette délibération, le Conseil général de la colonie a accepté toutes les modifications proposées par l'administration locale, mais il s'est opposé cependant à la modification du taux en vigueur de 5 et de 3 p. 100. Cette mesure fiscale, qui procurera au budget de la Guyane un supplément de ressources d'environ 80,000 francs, a reçu l'approbation du Gouverneur en Conseil privé dans sa séance du 12 septembre 1924, et ne soulève de ma part aucune objection.

J'ai, en conséquence, l'honneur, après avoir, conformément à la législation en vigueur, pris l'avis du Conseil d'Etat, de soumettre à votre haute sanction un projet de décret qui a pour but d'approuver la délibération susvisée du Conseil général de la Guyane portant modification au mode d'assiette et règles de perception de l'impôt locatif sur les immeubles dans cette colonie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,
DALADIER.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu l'article 33 de la loi de finances du 13 avril 1900, modifié par l'article 55 de la loi de finances du 29 juin 1918 ;

Vu la délibération du Conseil général de la Guyane française en date du 25 août 1924, relative aux modifications apportées au mode d'assiette et règles de perception de l'impôt locatif sur les immeubles ;

La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'État entendue,

Décrète :

Article Ier. — Est approuvée la délibération du Conseil général de la Guyane française en date du 25 août 1924, relative aux modifications apportées au mode d'assiette et règles de perception de l'impôt sur les immeubles.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de la colonie de la Guyane et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 13 mars 1925.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la Répu[illegible]que :

Le Ministre des colonies,

DALADIER.

DÉLIBÉRATION du Conseil général de la Guyane française.

Le Conseil général de la Guyane française,

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 33, paragraphe 3 de la loi de finances du 30 avril 1900, modifiées par l'article 10 de la loi du 30 mars 1916, l'article 12 de la loi du 30 juin 1917 et l'article 55 de la loi de finances du 29 juin 1918 ;

Vu le décret du 1er mars 1921 concernant l'assiette, le tarif et le mode de perception de la taxe locative des immeubles dans la colonie ;

Vu les observations formulées par la mission d'inspection des colonies ;

A adopté dans sa séance du 25 août 1924, les dispositions dont la tenur suit :

Les articles 1er, 2 et 3 du décret du 1er mars 1921 susvisé, sont modifiés conformément aux dispositions ci-après :

Article 1er. — La taxe locative ou droit sur la valeur locative des immeubles et maisons de la colonie sera perçue conformément aux dispositions suivantes :

Art. 2. — Le droit sur la valeur locative est dû pour tous les immeubles et maisons situés soit dans la ville de Cayenne, soit dans les bourgs des communes rurales, soit enfin sur tout le territoire de la commune de Cayenne et des autres communes rurales de la colonie.

Ce droit est fixé à 5 p. 0/0 de leur valeur locative pour les immeubles et maisons situés dans le périmètre de la ville de Cayenne, c'est-à-dire pour ceux se trouvant en deçà du boulevard Jubelin et du canal Laussat, et de 3 0/0 pour ceux situés soit dans les autres parties du territoire de la commune de Cayenne soit dans les bourgs et territoires des communes rurales de la colonie.

Art. 3. — Toutefois, seront exemptés de ce droit :

1° Les propriétaires des maisons et des terrains situés dans le périmètre de la ville et dont l'ensemble des valeurs locatives n'excédera pas 150 francs pour les maisons et 100 francs pour les terrains ;

2° Dans les autres parties du territoire de la commune de Cayenne, ainsi que dans les bourgs et territoires des autres communes de la colonie, les constructions dont la valeur locative sera inférieure à 100 francs par an.

Ces valeurs seront déterminées tous les trois ans par une commission composée, à Cayenne :

Du Maire, président ;

Du Chef du service de l'Enregistrement et des Domaines ou de son délégué ;

Du Chef du service des Contributions directes ou de son délégué ;

De deux Conseillers généraux ;

D'un Conducteur ou à défaut un Commis principal des Travaux publics ;

D'un Notaire ;

D'un Notable propriétaire ;

D'un Entrepreneur,

tous nommés par le Gouverneur.

Cette commission pourra délibérer au nombre de trois membres après que la convocation aura été régulièrement faite.

Le Contrôleur des Contributions remplira auprès de la commission les fonctions de secrétaire.

Dans les autres communes :

Du Maire ou de son délégué, président ;

Du Percepteur ou à défaut d'un autre fonctionnaire de la colonie (chef de poste de douane) ;

D'un Commis des Travaux publics ou à défaut d'un habitant notable.

Les Secrétaires de mairie rempliront les fonctions de secrétaire de ces commissions.

Cayenne, le 25 août 1924.

Le Président,
E. GOBER.

Le Secrétaire,
F. BRIAIS.

N° 120.— *DÉCISION accordant une indemnité aux agents auxiliaires du service des Travaux publics pourvus de bicyclettes.*

(28 avril 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la délibération du Conseil général en date du 22 décembre 1924 ;

Vu le crédit inscrit au chapitre 10, article 4 du budget local de l'exercice 1925 ;

Sur la proposition du Chef du service des Travaux et des Mines et l'avis conforme du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — Il est alloué aux agents auxiliaires du service des Travaux publics pourvus d'une bicyclette et qui sont tenus d'utiliser ce véhicule pour les nécessités du service une indemnité annuelle de six cents francs pour frais d'entretien de l'appareil.

Cette indemnité leur sera payée mensuellement par douzième sur certificat de service fait, délivré par le Chef du service des Travaux publics et des Mines.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Travaux publics et des Mines sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, insérée et publiée au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la Colonie.

Cayenne, le 28 avril 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général,
THALY.

Le Chef du service des Travaux publics et des Mines,
WARGNIEZ.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 121. — Par décret du 23 février 1925, rendu sur la proposition du Ministre des colonies, M. Heber, Conseiller à la Cour d'appel de la Guyane, a été fait Chevalier de la Légion d'Honneur.

N° 122. — Par arrêté ministériel en date du 2 mars 1925, ont été nommés :

Greffier de la Justice de paix de Cayenne (Guyane), M. Pindard, greffier de la Justice de paix de Mana, en remplacement de M. Asinet, décédé ;

Greffier de la Justice de paix de Mana, M. Joseph (Boniface), commis-greffier de 1re classe de la Cour d'Appel, en remplacement de M. Pindard.

N 123. — Par décision du Gouverneur, en date du 6 avril 1925, un congé de convalescence de six mois, à passer en France et à la Guadeloupe, sa colonie d'origine, est accordé à M. Selbonne (Gaston), commis principal du cadre de la Trésorerie de la Guyane.

N° 124.— Par décision du Gouverneur, en date du 16 avril 1925, M. Noléon (Albert), commis principal du Secrétariat général, de retour de congé, a été affecté au 2e bureau du Secrétariat général.

M. Desvieux (Albert), commis de 1re classe, a été appelé à servir au 1er bureau.

N° 125.— Par décision du Gouverneur, en date du 21 avril 1925, les désignations suivantes, proposées par le Supérieur ecclésiastique, sont agréées :

1° M. l'abbé Fabre (Justin), curé de Cayenne, comme desservant de la commune de Montsinéry ;

2° M. l'abbé Delaval (Léon), prêtre provisoire, comme curé de Cayenne. Il remplira, en cette qualité, les fonctions de Supérieur ecclésiastique ;

3° M. l'abbé Renault (Victor), prêtre provisoire, comme vicaire à Cayenne.

N° 126.— Par décision du Gouverneur, en date du 23 avril 1925, Mlle Pactol (Marie), dame dactylographe de 3e classe, en service au Secrétariat général, est affectée au service des Travaux publics, en remplacement de Mme Veuve Esor (Augusta), dame dactylographe de 4e classe, appelée à servir au Secrétariat général, en la même qualité.

N° 127.— Par décision du Gouverneur, en date du 28 avril 1925, Mlle Rousseau Saint-Philippe (Marguerite), dame-employée des Postes et Télépbones de 2e classe, est placée, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une période de six mois.

N° 128.— Par décision du Gouverneur, en date du 30 avril 1925, la peine de la rétrogradation est infligée à Mme Tulia Aristide, surveillante-infirmière de 4e classe à l'Hôpital-Hospice civil de Cayenne, pour indiscipline et négligences graves dans son service.

CERTIFIÉ CONFORME :

Le Secrétaire-archiviste,

R. ANGAMMARRE.

CAYENNE. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 5.

MAI 1925.

SOMMAIRE.

Pages

N° 129. - Circulaire ministérielle du 11 février 1925.— Fonctionnaires candidats aux élections législatives..... 129

N° 130 — Décision du Conseil d'Etat du 6 mars 1925 portant annulation des opérations électorales auxquelles il a été procédé le 23 septembre 1923 dans la 1re circonscripton de Cayenne..... 131

N° 131. — Arrêté du 4 mai 1925 convoquant en session extraordinaire le Conseil municipal de Cayenne pour l'élection de Maire et des adjoints..... 134

N° 132. -- Arrêté du 6 mai 1925 promulguant à la Guyane française le décret du 4 avril 1925, relatif à des modifications apportées au mode d'assiette et aux règles de perception de la taxe de consommation sur les spiritueux dans la colonie. — Rapport..... 135

Décret du 4 avril 1925 relatif à des modifications apportées au mode d'assiette et aux règles de perception de la taxe de consommation sur les spiritueux dans la colonie..... 137

Délibération du 9 février 1924 du Conseil général établissant à la Guyane française un droit de magasinage et un droit de réexpédition sur les colis postaux, approuvé par décret du 5 septembre 1924 promulgué au *Journal officiel* de la colonie du 22 novembre 1924, n° 47, par arrêté en date du 28 octobre 1924.. 138

N° 133. — Décision du 7 mai 1925 relative à la proclamation des Conseillers municipaux de la commune de Macouria. 142

Pages

N° 134. — Décision du 7 mai 1925 relative à la proclamation des Conseillers municipaux de la commune de Sinnamary 144

N° 135. — Décision du 7 mai 1925 relative à la proclamation des Conseillers municipaux de la commune d'Approuague. 145

N° 136. — Décision du 7 mai 1925 ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'acquisition par la commune d'Approuague de la chapelle et du presbytère de la section de Régina..... 147

N° 137. — Arrêté du 7 mai 1925 allouant une indemnité de logement aux agents des Travaux publics et des Mines en service dans les communes rurales..... 148

N° 138. — Arrêté du 8 mai 1925 désignant deux membres du Conseil général pour faire partie de la commission cadastrale 146

N° 139. — Arrêté du 8 mai 1925 autorisant une session extraordinaire des Conseils municipaux de six communes rurales pour l'élection des Maires et des adjoints... 150

N° 140. — Arrêté du 11 mai 1925 mettant au concours trois places de commis de 4e classe de la Trésorerie de la Guyane. 151

N° 141. — Arrêté du 13 mai 1925 autorisant une session extraordinaire des Conseils municipaux de trois communes rurales pour l'élection des Maires et des adjoints..... 152

N° 142. — Arrêté du 13 mai 1925 relevant l'allocation spéciale destinée à rétribuer les employés auxiliaires de la Trésorerie de Cayenne..... 153

N° 143. — Décision du 13 mai 1925 rapportant celui du 8 juillet 1924 chargeant M. Clarac de la gestion du 2e bureau de l'Enregistrement de Cayenne..... 154

N° 144. — Décision du 13 mai 1925 nommant une Commission chargée d'évaluer la richesse nationale à la Guyane.. 154

N° 145. — Arrêté du 14 mai 1925 promulguant la loi du 5 août 1919 relative à la modification du régime douanier de produits pétrolifères..... 155

Loi du 5 août 1919 portant modification du régime douanier des produits pétrolifères en France..... 156

N° 146. — Arrêté du 14 mai 1925 promulguant le décret du 6 février 1925 modifiant celui du 12 avril 1914 relatif à la chasse et l'exploitation industrielle de la baleine dans les colonies françaises. — Rapport..... 158

Décret du 6 février 1925 modifiant celui du 12 avril 1914 relatif à la chasse et l'exploitation industrielle de la baleine dans les colonies françaises..... 160

N° 147. — Arrêté du 14 mai 1925 promulguant le décret du 3 mai 1925 approuvant une délibération du Conseil général de la Guyane française, relative au mode d'assiette et aux règles de perception du droit de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose. 161

Pages

Délibération du 15 décembre 1924 modifiant le mode d'assiette et les règles de perception du droit de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose..... 162

N° 148. — Arrêté du 14 mai 1925 rendant applicable une délibération du Conseil général de la Guyane française en date du 15 décembre 1924, fixant à nouveau le tarif des droits de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose récoltées ou fabriquées à la colonie..... 163

N° 149. — Arrêté du 15 mai 1925 convoquant le Conseil municipal de Kourou en session extraordinaire pour l'élection du Maire et des adjoints..... 165

N° 150. — Décision du 16 mai 1925 relative à la proclamation des Conseillers municipaux de la commune d'Oyapoc. 166

N° 151. — Arrêté du 18 mai 1925 fixant la période de vérification des poids et mesures dans les diverses communes de la colonie..... 168

N° 152. — Arrêté du 19 mai 1925 autorisant une session extraordinaire du Conseil municipal d'Oyapoc pour l'élection du Maire et des adjoints..... 169

N° 153. — Arrêté du 19 mai 1925 autorisant une session extraordinaire du Conseil municipal de Mana pour l'élection du Maire et des adjoints..... 170

N° 154. — Décision du 20 mai 1925 relative à la proclamation d'un Conseiller municipal de la commune de Kaw..... 170

N° 155. — Arrêté du 20 mai 1925 approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921 du 1er avril 1921 au 31 mars 1922 de M. Regour (Gustave), receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Cayenne..... 172

N° 156. — Arrêté du 20 mai 1925 approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 31 mars 1921 de M. Clément (Charles), receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Cayenne. 173

N° 157. — Arrêté du 20 mai 1925 approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 23 décembre 1921 au 31 mars 1922 de M. Clément (Charles), receveur municipal de la commune d'Approuague..... 174

N° 158. — Arrêté du 20 mai 1925 modifiant le tarif des frais de poursuites à payer aux Porteurs de contraintes en matière de contributions directes, taxes ou produits assimilés..... 175

N° 159. — Arrêté du 20 mai 1925 réglementant l'application des nouveaux tarifs de timbre à la Guyane..... 180

N° 160. — Arrêté du 25 mai 1925 promulguant le décret du 3 mars 1925 relatif au droit de timbre proportionnel. — Rap. 181

Pages

Décret du 3 mars 1925 relatif au droit de timbre proportionnel..... 182

N° 161. — Arrêté du 25 mai 1925 portant promulgation du décret du 4 avril 1925 relatif au timbre de dimension et au timbre des connaissements. — Rapport..... 183

Décret relatif au timbre de dimension et au timbre des connaissements..... 184

N° 162. — Arrêté du 25 mai 1925 rendant exécutoire la délibération du Conseil général de la Guyane du 25 mai 1925, relatif au timbre de dimension et au timbre des connaissements..... 185

Résolution du 25 août 1924 établissant deux décimes sur les droits de timbre de dimension et élevant les quotités des droits du timbre des connaissements... 186

N° 163. — Arrêté du 25 mai 1925 rendant exécutoire la délibération du Conseil général de la Guyane du 25 août 1924, qui a modifié le tarif du timbre proportionnel. 187

Résolution du 25 août 1924 modifiant le tarif des droits du timbre proportionnel..... 187

N° 164. — Arrêté du 25 mai 1925 réglementant à la Guyane l'application des nouveaux tarifs des coupons..... 188

N° 165. — Arrêté du 26 mai 1925 autorisant une session extraordinaire du Conseil municipal de Kaw pour l'élection du Maire et des adjoints..... 189

N° 166. — Décision du 26 mai 1925 autorisant le maintien à l'Orphelinat de l'enfant Remarla (Maurice)..... 190

N° 167. — Arrêté du 27 mai 1927 promulguant le décret du 6 mai 1925 portant établissement à la Guyane française d'une taxe spéciale sur la valeur des marchandises exportées et importées..... 191

Décret du 6 mai 1925 portant établissement à la Guyane française d'une taxe spéciale sur la valeur des marchandises exportées et importées..... 192

N° 168. — Décision du 28 mai 1926 portant mutation dans le personnel du service des Travaux publics et des Mines 194

N° 169. — Arrêté du 29 mai 1925 portant nouvelle fixation des effectifs des corvées municipales..... 195

N° 170. — Arrêté du 29 mai 1925 déterminant les sections de vote en vue des élections pour le renouvellement de la série sortante du Conseil général..... 197

N° 171. — Arrêté du 29 mai 1925 portant convocation des collèges électoraux des 1re, 2e, 3e, 4e, 5e et 6e circonscriptions.— Elections du Conseil général 198

N°s 172 à 203. — Nominations, mutations, congés, etc..... 201

N° 129. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Fonctionnaires candidats aux élections législatives.*

Paris, le 11 février 1925.

(Ministère des colonies : Direction du personnel et de la comptabilité. — 2e bureau A. n° 1-4.)

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indo-Chine, de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et de Madagascar, les Gouverneurs des colonies et Commissaires de la République française au Cameroun et au Togo.*

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie d'une instruction, relative à la situation des fonctionnaires, candidats aux élections législatives, délibérée par le Conseil des Ministres, dans sa séance du 28 août dernier, et que M. le Président du Conseil vient de me faire parvenir.

Je vous prie d'assurer l'insertion de ladite instruction au *Journal officiel* de la colonie, de tenir la main à son exécution et, le cas échéant, de faire procéder aux rappels de traitement qu'elle prévoit.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire.

Pour le Ministre et par ordre :

Le Directeur du personnel et de la comptabilité,

GLEITZ (EMILE).

Fonctionnaires candidats aux élections législatives.

Paris, le 27 janvier 1925.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL *à Messieurs les Ministres et Sous-Secrétaires d'Etat.*

En 1910, 1914, 1919 et 1924, le Conseil des Ministres a réglé ainsi qu'il suit la situation des fonctionnaires candidats aux élections législatives :

1° — *Mise en congé sans traitement*, s'ils attendent l'ouverture de la période électorale pour faire acte de candidat. Ils ne sont pas remplacés dans leur emploi et s'ils ne sont pas élus reprennent leurs fonctions immédiatement après l'élection.

2° — *Mise en disponibilité sans traitement*, s'ils font acte public de candidature (par article de presse, réunions, etc...) avant l'ouverture de la période électorale. Ils sont remplacés dans leur emploi et ne sont réintégrés, après l'élection, que suivant l'état des vacances et conformément aux règles qui régissent la position des disponibilités, dans leurs administrations respectives.

Des doutes se sont élevés sur la légalité de cette réglementation. Elle semblait établir, contrairement à notre législation électorale, une antimonie de principe entre l'exercice de toute fonction publique et la présentation d'une candidature législative, car elle ne réservait pas aux fonctionnaires la possibilité de poser et de défendre leur candidature tout en continuant leurs fonctions.

D'autre part, en rendant très incertaine, dans certains cas, la réintégration du fonctionnaire non élu apportait une entrave fâcheuse à la liberté des candidatures.

Aussi le Conseil des Ministres, dans sa séance du 28 août 1874, a-t-il décidé que cette réintégration serait rapportée et qu'il y aurait lieu de la remplacer à l'avenir par les dispositions suivantes ;

1°. — PÉRIODE ANTÉRIEURE A L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE ÉLECTORALE.

Tout acte se rattachant à une prochaine candidature pourra être fait librement par le fonctionnaire, sous une forme quelconque, sans qu'il puisse lui en être demandé compte, sous réserve, bien entendu, que ces manifestations soient exemptes, à l'égard des pouvoirs publics, de ces violences ou excès de toute nature qui ne sauraient être tolérés, en aucune circonstance, chez des agents de l'Administration.

2° — CANDIDATURE POSÉE A L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE ÉLECTORALE.

Il convient de faire ici une distinction :

a) Tout fonctionnaire candidat aux élections législatives, qui continuera d'assurer régulièrement son service, n'aura aucune autorisation à solliciter à cet égard de son Administration, qui n'a pas à contrôler dans la personne de ses agents l'exercice d'un droit, comme tous les citoyens, le Service ayant été fait, le traitement sera, bien entendu payé.

Si, dans des cas semblables, des suspensions de traitement ont été effectuées à l'occasion des élections législatives du 11 mai 1924, le Conseil a décidé que l'intégralité de ces traitements serait rétroactivement restituée.

b) Tout fonctionnaire candidat aux élections législatives dans des conditions ne lui permettant pas d'assurer en même temps son service, demandera et il lui sera accordé un congé sans traitement pour la durée de la période électorale. Il ne sera pas remplacé numériquement dans son emploi et, s'il n'est pas élu, il reprendra ses fonctions à l'expiration de son congé.

Je rappelle que, par « période électorale » il faut entendre l'espace de temps qui s'écoule entre la publication du décret convoquant les électeurs et la proclamation des résultats définitifs par la Commission de recensement général des votes.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien m'accuser réception de la présente instruction et tenir la main à son exécution.

HERRIOT.

N° 130. — *Décision du Conseil d'État portant annulation des opérations électorales auxquelles il a été procédé le 23 septembre 1923 dans la 1re circonscription de Cayenne.*

(6 mars 1925.)

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil d'État, statuant au Contentieux, section spéciale du Contentieux, 2e sous-section.

Vu la requête présentée par le sieur Prévot (Ernest), notaire, demeurant à Cayenne (Guyane française), ladite requête enregistrée au secrétariat de la section spéciale du Contentieux du Conseil d'État, le 18 mars 1924, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 16 novembre 1923, par lequel le Conseil du Contentieux administratif de la Guyane, statuant sur la protestation formée par le même sieur Prévot contre les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 23 septembre 1923, dans la 1re circonscription de Cayenne, pour l'élection d'un Conseiller général a rejeté ladite protestation ;

Ce faisant, attendu que le bureau électoral a été constitué dans des conditions irrégulières en écartant trois Conseillers municipaux présents dans la salle de vote; que l'un des membres du bureau a été remplacé par une autre personne au cours du scrutin, que parmi les membres de ce bureau figuraient des agents salariés de la commune; qu'il n'a pas été vérifié que le nombre des enveloppes placées dans la salle du scrutin correspondait au nombre des électeurs inscrits; que le candidat Prévot a été expulsé de la salle de vote pendant les opérations du scrutin; qu'une nouvelle urne a été substituée à celle qui était en service lors de l'ouverture du scrutin; que tous les scrutateurs ont été choisis par le Maire et parmi ses partisans; que le requérant n'a pu obtenir communication de la liste des émargements dans le délai prévu par la loi; qu'enfin, l'élection dont s'agit a été fixée abusivement à une date trop tardive, que tous ces faits constituent des violations flagrantes de la loi préparées et consommées dans le seul but de fausser le résultat du scrutin;

Annuler les opérations électorales;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu la protestation du sieur Prévot;

Vu les observations en défense du sieur Briais candidat proclamé élu, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 27 septembre 1924, et tendant au rejet de la requête par les motifs que le bureau électoral a été régulièrement composé de quatre assesseurs, à savoir les deux plus âgés et les deux plus jeunes électeurs sachant lire et écrire, présents à l'ouverture du scrutin; que ces assesseurs ont été désignés en l'absence de Conseillers municipaux; que rien n'établit que le nombre des enveloppes ait été supérieur au nombre des électeurs inscrits; qu'en réalité une vérification a été faite, vérification dont le sieur Prévot n'a pu avoir connaissance; que les électeurs dudit sieur Prévot ont eu la liberté de stationner dans la salle de vote; que l'expulsion du sieur Prévot, en admettant qu'elle ait eu lieu, n'a pas eu pour effet de supprimer la publicité exigée par la loi; que la circulation dans les salles de la Mairie et le contrôle du scrutin n'ont pas été entravés, que d'ailleurs, le sieur Prévot n'a pas fait parvenir au Maire, une heure avant la clôture du scrutin la liste de ses scrutateurs; que la liste des émargements a été mis à la disposition du protestataire le 1er octobre 1923, c'est-à-dire avant l'expi-

ration du délai de huit jours fixé par la loi ; qu'enfin, la date de l'élection elle-même a été fixée dans le délai de trois mois imparti par l'article 4 du décret du 23 décembre 1878 ;

Vu les observations présentées par le Ministre des colonies, en réponse à la communication qui lui a été donnée de la requête, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 27 septembre 1924 ;

Vu le procès-verbal des opérations électorales auxquelles il a été procédé le 23 septembre 1923, dans la 1re circonscription de Cayenne, pour l'élection d'un Conseiller général ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu la loi du 15 mars 1849 ;

Vu le décret du 23 décembre 1878 ;

Vu les lois des 29 juillet 1913 et 31 mars 1914, les décrets des 3 janvier et 11 avril 1914 ;

Ouï M. Henry Puget, Auditeur, en son rapport ;

Ouï M. Binet, Auditeur, Commissaire-adjoint du Gouvernement, en ses conclusions ;

Sans qu'il soit nécessaire de statuer les autres griefs exposés dans la requête :

Considérant qu'il résulte du procès-verbal des opérations électorales auxquelles il a été procédé, le 23 septembre 1923 dans la Ire circonscription de Cayenne que, vers deux heures de l'après-midi le bureau électoral alléguant que l'urne employée jusqu'alors se trouvait pleine, a utilisé une deuxième urne pour recueillir, à partir de ce moment, les enveloppes contenant les bulletins de vote ;

Considérant que contrairement aux dispositions contenues dans l'article 5 du décret susvisé du 3 janvier 1914, modifié par le décret du 11 avril suivant, cette urne n'a pas été fermée avant le commencement du scrutin à deux serrures dissemblables ; que s'il est mentionné au procès-verbal que le bureau a fait constater par les électeurs présents que cette deuxième urne était vide au moment où on l'apportait, il résulte de l'instruction et du procès-verbal lui-même que l'urne dont s'agit a été mise en service après une violente bagarre qui a entraîné l'évacuation provisoire de la salle de vote et l'expulsion du candidat Prévot ; que dans ces conditions, l'usage de la deuxième urne constitue une irrégularité de nature à faire suspecter la sincérité des opérations électorales : que par suite,

c'est à tort que par la décision attaquée le Conseil du Contentieux administratif a rejeté la protestation du sieur Prévot;

DÉCIDE:

Article Ier. — L'arrêté susvisé du Conseil du Contentieux administratif de la Guyane, en date du 16 novembre 1923 est annulé.

Art. 2. — Les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 23 septembre 1923 dans la Ire circonscription de Cayenne sont annulées.

Art. 3. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre des colonies.

Délibéré dans la séance du 20 février 1925 où siégeaient: MM. Fuzier, Président; Chardon, Marty, Hondle, Conseillers d'Etat et Puget, Auditeur-Rapporteur.

Lu en séance publique le 6 mars 1925.

Le Président,
Signé: FUZIER.

L'Auditeur-Rapporteur, Signé: HENRY PUGET.

Le Secrétaire-adjoint, Signé: CHEREAU.

La République mande et ordonne au Ministre des colonies, en ce qui le concerne et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme:
Le Secrétaire du Contentieux du Conseil d'Etat,
Signé: ILLISIBLE.

N° 131. — *ARRÊTÉ convoquant en session extraordinaire le Conseil municipal de Cayenne pour l'élection du Maire et des adjoints.*

(4 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les résultats des opérations électorales accomplies à Cayenne le 3 mai 1925 en vue du renouvellement intégral du Conseil municipal;

Vu les articles 1er à 9, 11 à 45, 54 à 87 et 165 de la loi du 5 avril 1884, rendus applicables à la Guyane par les décrets des 26 juin 1884 et 29 avril 1889 ;

Vu le décret du 15 octobre 1879, portant organisation des municipalités élues à la Guyane française ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le Conseil municipal de Cayenne se réunira en session extraordinaire en vue de pourvoir à l'installation réglementaire des membres de cette Assemblée et à l'élection du Maire et des adjoints.

Art. 2. — La durée de la session est fixée à un jour.

Art. 3. — Le Maire nouvellement élu convoquera d'urgence le Conseil municipal, pour sa session ordinaire de mai, sans observer les délais prévus par l'article 18 § 2 du décret du 15 octobre 1879.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 4 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 132. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française le décret du 4 avril 1925, relatif à des modifications apportées au mode d'assiette et aux règles de perception de la taxe de consommation sur les spiritueux dans la colonie.*

(6 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 19 mai 1908 approuvant la délibération du Conseil général en date du 10 janvier 1907 fixant le mode d'assiette, le tarif et les règles de perception de la taxe de consommation sur les spiritueux ;

Vu la délibération du Conseil général en date du 23 août 1924 relative à des modifications au mode d'assiette et aux

règles de perception de la taxe de consommation sur les spiritueux ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Chef du Service des Douanes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 4 avril 1925, portant approbation de la délibération du Conseil général du 25 août 1924, modifiant le mode d'assiette et les règles de perception de la taxe de consommation sur les spiritueux.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 6 mai 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 4 avril 1925.

Monsieur le Président,

Dans sa séance du 23 août 1924, le Conseil général de la Guyane française a voté une délibération portant modifications au mode d'assiette et règles de perception de la taxe de consommation sur les spiritueux établie par une délibération du 10 janvier 1907 approuvée par le décret du 19 mai 1908.

Cette règlementation présentait en effet des anomalies et des lacunes qu'il convenait de faire disparaître ; c'est ainsi, par exemple, que les parfumeries et les préparations pharmaceutiques à base d'alcool étaient sans raison exonérées du payement de la taxe de consommation et qu'il n'était pas possible, en cas de changement de tarif, de soumettre au droit différentiel, par voie d'inventaire, les spiritueux non consommés, qui se trouvaient encore dans les magasins des assujettis.

La délibération susvisée du 23 août 1924, a pour objet de remédier à cet état de choses défectueux ; elle a reçu l'approbation du Gouverneur de la Colonie, en Conseil privé, dans sa séance du 12 septembre suivant.

En conséquence, j'ai fait préparer le projet de décret ci-joint qui a pour but d'approuver la délibération précitée du Conseil général de la Guyane, et que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,

DALADIER.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu l'article 33 de la loi de finances du 13 avril 1900, modifié par l'article 55 de la loi de finances du 29 juin 1918 ;

Vu la délibération du Conseil général de la Guyane française, en date du 23 août 1924, relative à des modifications apportées au mode d'assiette et aux régles de perception de la taxe de consommation sur les spiritueux ;

La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'Etat entendue,

DÉCRÈTE :

Article Ier. — Est approuvée la délibération du Conseil général de la Guyane française en date du 23 août 1924, relative à des modifications apportées au mode d'assiette et aux règles de perception de la taxe de consommation sur les spiritueux dans cette colonie.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de la Colonie de la Guyane, et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 4 avril 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République:

Le Ministre des colonies,

DALADIER.

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA GUYANE FRANÇAISE.

Le Conseil général de la Guyane française,

Délibérant conformément aux dispositions de l'art. 33 parag. 3 de la loi de finances du 13 avril 1900 modifiées par l'art. 10 de la loi du 30 mars 1916, l'art. 12 de la loi du 30 juin 1917 et l'art. 55 de la loi de finances du 29 juin 1918 ;

Vu le décret du 19 mai 1908 approuvant la délibération du Conseil général de la Guyane en date du 10 janvier 1907 fixant le mode d'assiette, le tarif et les règles de perception de la taxe de consommation sur les spiritueux ;

A adopté dans sa séance du 23 août 1924 les dispositions dont la teneur suit :

Article unique. — Les articles 1, 2, 5, 12, 15, 16, 23 et 37 de la délibération du Conseil général du 10 janvier 1907 approuvée par le décret du 19 mai 1908 et fixant le mode d'assiette, le tarif et les règles de perception de la taxe de consommation sur les spiritueux en Guyane sont modifiés ou complétés conformément aux dispositions ci-après, les autres articles de cette réglementation étant maintenus en vigueur ;

Article 1er (modifié) — Il est établi en Guyane une taxe de consommation intérieure sur les rhums, tafias, eaux de vie et autres spiritueux de toute origine consommés dans la colonie qu'ils proviennent de l'importation ou de la fabrication locale.

Art. 2 (modifié). — Sont soumis à ladite taxe de consommation intérieure, quelle que soit la quantité d'alcool pur qu'ils contiennent :

1° Les spiritueux simples, aromatisés ou non, qui marquent leur degré à l'alcoomètre ;

2° Les liqueurs et les fruits à l'eau-de-vie ;

3° Les parfumeries et les préparations pharmaceutiques à base d'alcool.

Sont exempts de ladite taxe :

1° Les alcools dénaturés destinés à l'éclairage ou au chauffage ;

2° Les rhums et tafias de fabrication locale destinés à l'exportation.

Tous les liquides et produits contenant de l'alcool et soumis à la taxe de consommation, soit en cercles, soit en bouteilles, sont imposés proportionnellement à leur richesse alcoolique.

Art. 5 (complété). — A compter du 1er janvier 1926, tout distillateur, dont l'établissement est situé à une distance de Cayenne supérieure à trois kilomètres, est tenu de mettre gratuitement à la disposition de son surveillant un logement convenable de quatre pièces au moins, agréé par l'Administration et situé à proximité de sa distillerie.

Il doit, en outre, assurer le transport à destination dudit surveillant et de ses vivres et rembourser au Budget local le montant des indemnités spéciales, variables suivant les distances, allouées à ce dernier.

Art. 12 (modifié). — Pour tenir compte au distillateur des pertes résultant des ouillages, coulages ou affaiblissement de degré, par suite d'évaporation, il lui sera accordé une déduction de 10 0/0 calculée proportionnellement à la durée du séjour des spiritueux dans le magasin de la distillerie.

Art. 15 (modifié). — La taxe de consommation intérieure sur les spiritueux importés en Guyane sera liquidée par le service des Douanes et perçu par le Trésor aussitôt leur arrivée dans les portes de la colonie, à moins qu'ils ne soient déclarés pour l'entrepôt réel des Douanes. Sont applicables à la perception de cette taxe les réglements douaniers en vigueur en Guyane concernant le mode de déclaration, de vérification, de liquidation et de recouvrement des droits de consommation sur les marchandises importées dans la colonie.

Toutefois, en cas de relèvement de la quotité de la taxe de consommation sur les spiritueux, tous les marchands en gros, débitants, commerçants ou dépositaires de boissons alcooliques, provenant soit de l'importation, soit de la fabrication locale, devront dans le délai de trois jours de la promulgation dans leurs localités de l'arrêté rendant exécutoire la nouvelle quotité de la taxe de consommation, faire au Bureau des Douanes ou des Contributions Indirectes le plus rapproché de leur résidence, la déclaration des quantités existantes en leur possession. Ces quantités seront reprises par voie d'inventaire et immédiatement soumises au droit différentiel entre l'ancienne et la nouvelle taxe. Toute quantité non déclarée donnera lieu au paiement, en sus du supplément de taxe y afférent, d'une amende égale au double de la dite somme.

Art. 16 (modifié).— La taxe de consommation sur les spiritueux fabriqués dans la Colonie est liquidée par le service des Contributions Indirectes et perçue par le Trésor avant tout enlèvement d'alcool de la distillerie ou du magasin y attenant. Toutefois, sous la garantie d'une soumission cautionnée dûment agréée par le Trésorier-payeur comportant engagement de payer les droits dans un délai de huit jours à compter de celui du dépôt au Trésor du bulletin de liquidation et moyennant une remise de 0 fr. 30 % allouée au Trésorier-payeur, l'enlèvement des spiritueux des distilleries peut être effectué aussitôt après la liquidation des droits, mais avant leur versement au Trésor. Pour les droits ainsi garantis perçus à Saint-Laurent, le Trésorier-particulier du Maroni a droit au quart de la remise versée par les soumissionnaires au Trésorier-payeur.

Art. 23 (modifié).— Toute contravention relative à la distillation des spiritueux, tout défaut de déclaration, toute distillation clandestine, toute soustraction frauduleuse d'alcool, tout refus de se conformer aux obligations et prescriptions des règlements en vigueur, tout empêchement apporté à la vérification de la contenance des vaisseaux et, en général, au libre et complet exercice du droit de surveillance, sera puni d'une amende de 500 à 5,000 francs.

Toutefois, en ce qui concerne les infractions à la circulation des spiritueux, déjà libérés d'impôt, l'amende de 100 fr. à 2,000 fr. fixée par l'article 10 de la délibération du Conseil général du 14 août 1919, approuvée par le décret du 12 mai 1920, demeurera applicable.

Art. 37 (modifié).— Le produit des amendes et confiscations sera réparti suivant les mêmes règles et les mêmes principes qu'en matière douanière, c'est-à-dire conformément aux dispositions de l'arrêté du 12 octobre 1922 réglementant dans la Colonie le mode de répartition du produit des amendes douanières. En conséquence, sur le produit net des amendes et confiscations il sera alloué :

40 0/0 au Budget local,

12 0/0 aux chefs non exclus par leur grade,

8 0/0 au Fonds commun des saisies,

40 0/0 aux saisissants.

La répartition du Fonds commun des saisies entre les ayants droit sera effectuée en fin d'année dans les mêmes conditions que pour le personnel des Douanes.

Cayenne, le 23 août 1924.

Le Secrétaire, F. BRIAIS.

Le Président, E. GOBER.

DÉLIBÉRATION du Conseil général établissant à la Guyane française un droit de magasinage et un droit de réexpédition sur les colis postaux, approuvé par décret du 5 septembre 1924 promulgué au Journal officiel *de la Colonie du 22 novembre 1924 n° 47 par arrêté en date du 28 otobre 1924.*

LE CONSEIL GÉNÉRAL de la Guyane française,

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 33 § 3, la loi de finances du 13 avril 1900, modifié par l'article 55 de la loi de finances du 29 juin 1918;

Vu la délibération du 9 février 1924 établissant à la Guyane un droit de magasinage et un droit de réexpédition sur les colis postaux;

A adopté dans sa séance du 9 février 1924 les dispositions dont la teneur suit :

Article 1er. — Le droit de magasinage sur les colis postaux établi par la délibération susvisée est fixée à 0,10 par jour et par colis à partir du 15me jour qui suivra l'arrivée des colis au bureau de destination et après réception de l'avis de notification aux intéressés pour les communes de Cayenne, Rémire, Matoury. Ce délai est porté à 30 jours pour Roura, Montsinéry, Tonnégrande, Macouria, Kourou, Sinnamary, Iracoubo et à 40 jours pour les postes de l'intérieur de la colonie. Le maximum de ce droit est fixé au chiffre de 5 francs.

Art. 2. — Le droit de réexpédition des colis établi par la même délibération, variable suivant le poids, est fixé comme suit :

1f 50 pour les colis de 0 à 5 kilos.
3 00 pour les colis de 5 à 10 kilos.

L'article 1er est ainsi modifié :

Le droit de magasinage sur les colis postaux établi par la délibération susvisée est fixé à 0f 10 par jour et par colis à partir du quinzième jour qui suivra l'arrivée des colis au bureau de destination et après réception de l'avis de notification aux intéressés pour les communes de Cayenne, Rémire, Matoury. Ce délai est porté à 30 jours pour Roura, Montsinéry, Tonnégrande, Macouria, Kourou, Sinnamary, Iracoubo et à 40 jours pour les postes de l'intérieur de la colonie.

Cayenne, le 9 février 1924.

Le Président,
E. GOBER.

Le Secrétaire,
H. MONDÉSIR.

N° 133. — *DECISION relative à la proclamation des conseillers municipaux de la commune de Macouria.*

(7 mai 1925)

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française, réuni dans la salle ordinaire de ses délibérations,

Vu le décret du 5 août 1881, concernant la compétence et l'organisation des Conseils du Contentieux administratif aux colonies, rendu applicable à la Guyane par le décret du 5 septembre suivant;

Attendu que le procès-verbal des opérations électorales de la commune de Macouria, en date du 3 mai 1925, ne contient pas la proclamation de candidats élus;

Attendu cependant que des énonciations de ce procès-verbal, il résulte que les candidats énumérés ci-après ont obtenu un nombre de voix supérieur à la majorité absolue des suffrages exprimés (37 voix) et au quart des électeurs inscrits (46);

Considérant que, dans ces conditions, ces candidats auraient dû être proclamés élus et qu'il importe de réparer cette omission;

Vu l'urgence,

DÉCIDE :

Sont proclamés élus, au premier tour de scrutin du 3 mai 1925, Conseillers municipaux de la commune de Macouria :

MM.		MM.	
Gusta Ernest.....	60 voix	Galliot Dorville..	58 voix
Séraphin Féréol...	60	Mariphonse T....	58
Bacé Lionel.....	59	Conrat Félix.....	58
Alfré Pierre.....	59	Mariéma App. ...	58
Sanssouci Em.....	59	Ruton Antoni....	58
Fulconis Henri....	59	Gomet Théodule..	57

Ainsi jugé et prononcé le sept mai mil neuf cent vingt cinq en audience publique où siégeaient:

MM. Thaly, Secrétaire général,
Chaspoul, Substitut du Procureur général,
Masse, Délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire,
Marchand, Conseiller privé titulaire,
Tècle, Conseiller privé suppléant en remplacement de M. Darredeau, Conseiller privé titulaire absent de la colonie.

Auxquels étaient adjoints :

MM. Héber, Conseiller à la Cour d'Appel,
Chérius-Chéry, Conseiller p. i. à la Cour d'Appel.

En présence de :

MM. Clarac, Commissaire du Gouvernement,
Angammarre, Greffier du Conseil du Contentieux administratif.

Le Président, — *Le Secrétaire-archiviste, greffier,*

Signé : THALY. — Signé : ANGAMMARRE.

La République mande et ordonne au Gouverneur de la Guyane en ce qui le concerne et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

N° 134. — *DÉCISION relative à la proclamation des Conseillers municipaux de la Commune de Sinnamary.*

(7 mai 1925.)

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux administratif de la Guyane française réuni dans la salle ordinaire de ses délibérations;

Vu le décret du 5 août 1881 concernant la compétence et l'organisation des Conseils du Contentieux administratif aux Colonies, rendu applicable à la Guyane par le décret du 5 septembre suivant;

Attendu qu'au procès-verbal des opérations électorales du 3 mai 1925 de la commune de Sinnamary pour le renouvellement du Conseil municipal le chiffre de la majorité absolue est fixé à 167 voix;

Attendu que le nombre des suffrages exprimés comptant pour le calcul de cette majorité est de 330; que par conséquent la majorité absolue est de 166;

Attendu, en outre, que le dit procès-verbal ne contient pas la proclamation des candidats élus, alors que les candidats énumérés ci-après ont obtenu un nombre de voix supérieur à la majorité absolue des suffrages exprimés (116) et au quart des électeurs inscrits (94);

Considérant que, dans ces conditions, ces candidats auraient dû être proclamés élus et qu'il importe de réparer cette omission;

Vu l'urgence,

DÉCIDE :

Sont proclamés élus au premier tour de scrutin du trois mai mil neuf cent vingt-cinq, conseillers municipaux de la commune de Sinnamary :

MM.	voix.	MM.	voix.
Vernet Jean-Baptiste....	248	Létard Gustave.....	246
Larance Nomius.....	247	Rupert Pierre.....	246
Rémy Jean.....	246	Clet Norbert.....	246
Golitin Martial.....	246	Sophie Eudore.....	245
Larance Philippe.....	246	Clet Camille.....	245
Torvic Athénodore.....	246	Léoté Joinville.....	245
Horth François.....	246	Létard Henry.....	244
Benth Célestin.....	246	Némouthé Amélius....	244

Ainsi jugé et prononcé le sept mai mil neuf cent vingt-cinq en audience publique où siégeaient :

MM. Thaly, Secrétaire général ;
Chaspoul, Substitut du Procureur général ;
Masse, Délégué du Directeur de l'Administration Pénitentiaire ;
Marchand, Conseiller privé titulaire ;
Tècle, Conseiller privé suppléant, en remplacement de M. Darredeau, Conseiller privé titulaire, absent de la colonie,

Auxquels étaient adjoints :

MM. Héber, Conseiller près la Cour d'Appel ;
Chérius-Chéry, Conseiller p. i. près la Cour d'Appel.

En présence de :

MM. Clarac, Commissaire du Gouvernement ;
Angammarre, Greffier du Conseil du Contentieux,

Le Président, — THALY.

Le Secrétaire-archiviste, greffier, — ANGAMMARRE.

La République mande et ordonne au Gouverneur de la Guyane en ce qui le concerne et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

N° 135. — *DÉCISION relative à la proclamation des conseillers municipaux de la commune d'Approuague.*

(7 mai 1925.)

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux administratif de la Guyane française, réuni dans la salle ordinaire de ses délibérations.

Vu le décret du 5 août 1881 concernant la compétence et l'organisation des Conseils du Contentieux Administratif aux Colonies, rendu applicable à la Guyane par le décret du 5 septembre suivant ;

Attendu que le procès-verbal des opérations électorales de la commune d'Approuague pour le renouvellement du Conseil

municipal ne contient pas l'indication du chiffre de la majorité absolue ;

Attendu que le nombre des suffrages exprimés comptant pour le calcul de cette majorité est de 165 voix ; que par conséquent la majorité absolue est de 83 voix ;

Attendu, en outre, que ledit procès-verbal ne contient pas la proclamation des candidats élus, alors que les candidats énumérés ci-après ont obtenu un nombre de voix supérieur à la majorité absolue des suffrages exprimés (83) et au quart des électeurs inscrits (80) :

Considérant que dans ces conditions, ces candidats auraient dû être proclamés élus et qu'il importe de réparer cette omission;

Vu l'urgence,

DÉCIDE :

Sont proclamés élus, au premier tour de scrutin du trois mai mil neuf cent vingt-cinq, conseillers municipaux de la commune d'Approuague :

MM.	voix.	MM.	voix.
Tchung-Ming Maximilien.	114	Lonfort Joseph.....	113
Mancel François.....	114	Néron Clémencin.....	113
Grigel René.....	113	Marguerite Luxin.....	113
Kérel Maximilien.....	113	Néron Emile.....	113
Lamonge Julien.....	113	Moineau Théodore....	112
Lantin Ferdinand.....	113	Capillo Cécilien.....	111
Désir Gustave.....	113	Luce Pierre.....	111
Barchot Robertin.....	113	Mathurin Charles.....	111

Ainsi jugé et prononcé le sept mai mil neuf cent vingt-cinq en audience publique, où siégeaient :

MM. Thaly, Secrétaire général ;
Chaspoul, Substitut du Procureur général ;
Masse, Délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;
Marchand, Conseiller privé titulaire ;
Tècle, Conseiller privé suppléant, en remplacement de M. Darredeau, Conseiller privé titulaire, absent de la colonie,

Auxquels étaient adjoints :

MM. Héber, Conseiller près la Cour d'appel ;
Chérius-Chéry, Conseiller p. i. près la Cour d'appel.

En présence de :

MM. Clarac, Commissaire du Gouvernement ;

Angammarre, Greffier du Conseil du Contentieux.

Le Président, THALY.

Le Secrétaire-archiviste, Greffier, ANGAMMARRE.

La République mande et ordonne au Gouverneur de la Guyane, en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

N° 136.— *DÉCISION ouvrant une enquête de* commodo *et* incommodo *au sujet de l'acquisition, par la commune d'Approuague, de la chapelle et du presbytère de la section de* Régina.

(7 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la délibération du Conseil municipal d'Approuague en date du 25 mai 1924, relative à l'acquisition, par ladite commune, de la chapelle et du presbytère de la section de Régina appartenant à M. l'abbé Fabre ;

Vu l'article 23 de l'arrêté du 28 septembre 1903 ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Décide :

Article 1er. — Une enquête de *commodo* et *incommodo* sera ouverte à l'Approuague, en vue de reconnaitre et constater les avantages ou les inconvénients qui peuvent résulter de l'acquisition, projetée par le Conseil municipal, de la chapelle et du presbytère de la section de « Régina » commune d'Approuague appartenant à M. l'abbé Fabre.

Ladite enquête durera quinze jours et l'ouverture en sera annoncée huit jours à l'avance par une publication à son de

caisse, à Guizambourg et à Régina, et par voie d'affiches placardées aux lieux principaux de ces deux localités.

Art. 2. — M. le Maire d'Approuague est désigné pour procéder à cette enquête en qualité de commissaire.

A l'expiration du délai fixé, il transmettra au Gouverneur, avec ses conclusions, le procès-verbal constatant la clôture de l'enquête, après l'avoir soumis à l'examen du Conseil municipal.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 7 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 137. — *ARRÊTÉ allouant une indemnité de logement aux agents des Travaux publics et des Mines en service dans les communes rurales.*

(7 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 5 août 1910, portant réorganisation du personnel des Travaux publics et des Mines des colonies autres que l'Indo-Chine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion notamment son article 4 paragraphes 2 et 3;

Vu l'article 6 de l'arrêté du 4 octobre 1924, portant création de bureaux annexes pour le service des Travaux publics et des Mines;

Vu l'arrêté du 16 octobre 1924, portant affectation des agents du service des Travaux publics et des Mines;

Vu le crédit inscrit au chapitre 10, article 4 du budget local de l'exercice 1925;

Sur la proposition du Chef du service des Travaux publics et des Mines et l'avis conforme du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Il est alloué aux agents du service des Travaux publics et des Mines détachés dans les communes rurales,

et à qui le logement n'est pas fourni en nature, une indemnité forfaitaire mensuelle de :

100 francs pour les agents ayant au moins rang de commis principaux ;

90 francs pour les commis ;

80 francs pour les autres agents n'ayant pas rang de commis.

Art. 2. — Ces indemnités seront payées aux agents sur certificat de service fait délivré par le service des Travaux publics.

La dépense sera imputée sur l'article 4 du chapitre 10 du budget de l'exercice 1925 : « Frais de séjour aux commis et agents des Mines ».

Art. 3. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Travaux publics et des Mines sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 7 mai 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général, THALY.

Le Chef du service des Travaux publics et des Mines, WARGNIEZ.

N° 138. — *ARRÊTÉ désignant deux membres du Conseil général pour faire partie de la Commission cadastrale.*

(8 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 1er mars 1921, concernant l'assiette, le tarif et le mode de perception de la taxe locative des immeubles dans la colonie ;

Vu l'article 3 du décret du 13 mars 1925, modifiant le mode d'assiette et les règles de perception de l'impôt locatif sur les immeubles à la Guyane française, promulgué dans la colonie le 25 avril dernier ;

Sur la proposition du Chef du service des Contributions directes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont nommés pour faire partie de la Commission chargée de déterminer, pour la période triennale 1925-1926-1927, la valeur locative des immeubles situés dans la commune de Cayenne :

MM. Briolin et Théolade, Conseillers généraux.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 8 mai 1925.

C. J. CHANEL

N° 139. — *ARRÊTÉ autorisant une session extraordinaire des Conseils municipaux de six communes rurales pour l'élection des Maires et des adjoints.*

(8 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les résultats des opérations électorales accomplies le 3 mai 1925, en vue du renouvellement intégral des Conseils municipaux de Rémire, Matoury, Montsinéry, Tonnégrande, Iracoubo et Roura ;

Vu les articles 1 à 9, 11 à 45, 54 à 87 et 165 de la loi du 5 avril 1884 rendus applicables à la Guyane par les décrets des 26 juin 1884 et 29 avril 1889 ;

Vu le décret du 15 octobre 1879, portant organisation de municipalités élues à la Guyane française ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les Conseils municipaux des communes de Rémire, Matoury, Montsinéry, Tonnégrande, Iracoubo et Roura se réuniront en session extraordinaire en vue de pourvoir à l'installation réglementaire des Membres de cette Assemblée et à l'élection des Maires et des adjoints.

Art. 2. — La durée de la session est fixée à un jour.

Art. 3. — Le Maire nouvellement élu convoquera d'urgence le Conseil municipal pour sa session ordinaire de mai sans

observer les délais prévus par l'article 18 § 2 du décret du 15 octobre 1879.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 8 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 140. — *ARRÊTÉ mettant au concours trois places de commis de 4e classe de la Trésorerie de la Guyane.*

(11 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les articles 13 et suivants du décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales;

Vu l'arrêté interministériel en date du 9 avril 1922 fixant les conditions du concours pour le recrutement du personnel des Trésoreries coloniales;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Trésorier-payeur,

Arrête :

Article 1er. — Il est ouvert à Cayenne, et dans les conditions prévues par l'arrêté interministériel du 9 avril 1922, un concours pour trois emplois de commis de 4e classe du cadre de la Trésorerie de la Guyane.

Art. 2. — Ce concours aura lieu dans les bureaux du Trésor le samedi 7 novembre 1925, de 8 heures à 11 heures 1/2 et de 13 heures à 17 heures 1/2.

Art. 3. — Le Secrétaire général et le Trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Journal officiel* et publié au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 11 mai 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général, THALY.

Le Trésorier-payeur, LIAUZUN.

N° 141. — *ARRÊTÉ autorisant une session extraordinaire des conseils municipaux de trois communes rurales pour l'élection des Maires et des Adjoints.*

(13 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les résultats des opérations électorales accomplies le 3 mai 1925 en vue du renouvellement intégral des Conseils municipaux de Macouria, Approuague et Sinnamary ;

Vu les décisions du Conseil du Contentieux administratif de la Guyane en date du 7 mai 1925 ;

Vu les articles 1 à 9, 11 à 45, 54 à 87 et 165 de la loi du 5 avril 1884 rendus applicables à la Guyane par les décrets des 26 juin 1884 et 29 avril 1889 ;

Vu le décret du 15 octobre 1879 portant organisation des Municipalités élues à la Guyane française ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les Conseils municipaux des communes de Macouria, Approuague et Sinnamary se réuniront en session extraordinaire en vue de pourvoir à l'installation réglementaire des membres de ces Assemblées et à l'élection des Maires et des Adjoints.

Art. 2. — La durée de la session est fixée à un jour.

Art. 3. — Le Maire nouvellement élu convoquera d'urgence le Conseil municipal pour sa session ordinaire de mai sans observer les délais prévus par l'article 18 § 2 du décret du 15 octobre 1879.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 13 mai 1925.

C. J CHANEL.

N° 142. — *ARRÊTÉ relevant l'allocation spéciale destinée à rétribuer les employés auxiliaires de la Trésorerie de Cayenne.*

(13 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 31 décembre 1913 portant fixation de la solde et des accessoires de solde des Trésoriers-payeurs coloniaux, notamment l'article 6 modifié par le décret du 27 octobre 1921 ;

Vu l'article 12 du décret du 6 août 1921 comportant organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales ;

Vu l'arrêté n° 518 en date du 28 mai 1924, fixant à 38,000 francs le fonds d'abonnement à allouer au Trésorier-payeur ;

Vu l'arrêté n° 1128 en date du 7 novembre 1924, ramenant ce fonds d'abonnement à 35,000 francs;

Sur la proposition du Trésorier-payeur et après avis conforme du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article Ier. — Le fonds d'abonnement de 35,000 francs alloué au Trésorier-payeur de Cayenne par arrêté du 7 novembre 1924 est porté à 40,000 francs.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui aura son effet à compter du Ier mai 1925, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* de la colonie.

Cayenne, le 13 mai 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général, THALY.

Le Trésorier-payeur, LIAUZUN.

N° 143. — *DÉCISION rapportant celui du 8 juillet 1924, chargeant* M. Clarac *de la gestion du 2e bureau de l'Enregistrement de Cayenne.*

(13 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la décision du 8 juillet 1924, chargeant M. Clarac de la gestion du 2e bureau de l'Enregistrement de Cayenne, pendant la durée du congé de convalescence accordé à M. Laffont;

Vu l'arrivée dans la colonie de M. Laffont, receveur du 2e bureau de l'Enregistrement de Cayenne ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Décide :

Article 1er. — Est rapportée la décision susvisée du 8 juillet 1924.

Art. 2. — M. Laffont reprend les fonctions dont il est titulaire, à compter du 5 mai 1925, à l'ouverture des bureaux.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 13 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 144. — *DÉCISION nommant une Commission chargée d'évaluer la richesse nationale à la Guyane.*

(13 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le câblogramme ministériel du 28 avril 1925, prescrivant l'envoi au Département de l'inventaire, portant évaluation de tous les biens domaniaux de la Guyane;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Décide :

Article 1er. — Une Commission composée de :

MM. le Secrétaire général du Gouvernement, *Président*;
le Délégué à Cayenne du Directeur de l'Administration pénitentiaire, *membre*;
le Chef du service des Travaux publics, *idem*;
le Chef du service des Douanes, *idem*;
le Chef du 1er Bureau du Secrétariat général, *idem*;

est chargée de dresser l'inventaire des biens domaniaux de la Guyane, d'en faire l'évaluation et de prendre en général toutes mesures propres à faciliter l'exécution du travail demandé par le Département.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 13 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 145. — *ARRÊTÉ promulguant la loi du 5 août 1919 relative à la modification du régime douanier de produits pétrolifères.*

(14 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la loi du 11 janvier 1892 portant établissement du tarif général des Douanes métropolitain;

Vu la loi du 2 mars 1910 modifiant et complétant la loi du 11 janvier 1892;

Vu la circulaire ministérielle du 11 juin 1921 indiquant les conditions d'application aux colonies des modifications apportées au tarif des Douanes;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Contrôleur en chef, chef du service des Douanes p. i.,

Arrête :

Article 1er. — Est promulguée à la Guyane française, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la loi du 5 août 1919,

relative à la modification du régime douanier des produits pétrolifères.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Contrôleur en chef, chef du service des Douanes p. i. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 14 mai 1925.

C. J. CHANEL.

LOI du 5 août 1919 portant modification du régime douanier des produits pétrolifères en France.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Le tarif des huiles minérales et ses règles d'application, y compris la taxe de fabrication, résultant de la loi du 30 juin 1893 et des lois subséquentes, sont maintenus sous réserve des dispositions stipulées dans les articles ci-après:

Art. 2. — A l'importation de l'étranger, les résidus destinés à l'alimentation des moteurs, à la combustion ainsi qu'à la construction et à l'entretien des routes et voies de communication et répondant aux conditions réglementaires, sont admissibles aux droits de 80 centimes par 100 kilogrammes net en tarif général, et de 40 centimes par 100 kilogrammes net en tarif minimum, non compris, le cas échéant, la surtaxe d'entrepôt ou d'origine de 5 francs par 100 kilogrammes net, sous la réserve qu'ils soient destinés à être utilisés tels quels, sans subir aucune modification ou transformation dans un établissement exercé ou non.

Art. 3. — Les usines qui, mettant en œuvre des huiles minérales brutes étrangères, se livrent à l'extraction des résidus admissibles aux droits réduits, sont soumises à l'exercice des employés de douane aux frais des intéressés. Les huiles brutes, telles qu'elles sont définies par le tarif, n'ont à acquitter, au moment de leur entrée en usine, que la surtaxe d'entrepôt ou d'origine de 5 francs par 100 kilogrammes net, lorsqu'elles sont passibles de cette surtaxe en raison des conditions de leur importation.

Il ne peut être introduit dans les usines exercées d'huiles brutes passibles de droits d'entrée différents que sous réserve d'emmagasinement et de mise en œuvre séparés.

Les huiles raffinées et essences ne peuvent être admises dans les usines exercées qu'après payement préalable du droit de 25 francs par 100 kilogrammes ou de 10 francs par hectolitre, suivant le tarif applicable, non comprise la surtaxe d'entrepôt ou d'origine de 5 francs par 100 kilogrammes net, s'il y a lieu.

Art. 4. — Les droits à percevoir sur les produits sortant des usines exercées sont ainsi fixés :

a) Pour les produits provenant d'huiles brutes passibles du tarif général : 21 fr. 40 par 100 kilogrammes net (y compris la taxe de fabrication sur les huiles raffinées et essences);

70 centimes par 100 kilogrammes net sur les résidus tels qu'ils sont définis à l'article 2;

11 francs par 100 kilogrammes net sur les huiles de graissage et les résidus autres que ceux visés au paragraphe précédent;

31 fr. 50 par 100 kilogrammes net sur les paraffines;

29 fr. 50 par 100 kilogrammes net sur les vaselines.

b) Pour les produits provenant d'huiles brutes admissibles au tarif minimum :

11 fr. 40 par 100 kilogs net ou 9 fr. 10 par hectolitre (y compris la taxe de fabrication) sur les huiles raffinées et essence;

30 centimes par 100 kilogs net sur les résidus tels qu'ils sont définis à l'article 2;

8 fr. par 100 kilogs net sur les huiles de graissage et les résidus autres que ceux visés au paragraphe précédent;

21 fr. par 100 kilogs net sur les paraffines;

19 fr. 50 par 100 kilogs net sur les vaselines.

Les résidus sortant des usines exercées au droit réduit sont soumis aux mêmes conditions d'emploi que ceux provenant de l'importation.

Le régime des brais et cokes sera déterminé par les décrets prévus à l'article 7.

Art. 5. — Les résidus destinés aux machines motrices des navires de la marine militaire et marchande seront affranchis des droits sous les conditions qui seront déterminées par décrets.

Art. 6. — Les résidus admis au droit réduit, à l'importation ou à la sortie des usines exercées, doivent être contenus dans des récipients mentionnant leurs spécifications, caractéristiques et destination, dans les conditions qui seront fixées par décrets, ainsi qu'il est dit à l'article 7.

Art. 7. — Des décrets rendus en forme de règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la présente loi, notamment les modalités de l'exercice, la définition des résidus, les conditions d'expédition ou de livraison aux destinations privilégiées et enfin les conditions auxquelles sera subordonnée l'admission des divers produits dans les usines exercées.

Art. 8. — Les infractions aux dispositions de la présente loi et des décrets rendus pour son exécution seront punies d'une amende de 1,000 fr. à 10,000 fr., indépendamment, le cas échéant, du payement des droits éludés.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 5 août 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre,
CLÉMENCEAU.

Le Ministre des finances,
L. L. KLOTZ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
CLÉMENTEL.

Le Ministre de la reconstitution industrielle,
LOUCHEUR.

N° 146. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 6 février 1925 modifiant celui du 12 avril 1914 relatif à la chasse et l'exploitation industrielle de la baleine dans les colonies françaises.*

(14 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu le décret du 6 février 1925 relatif à la chasse et à l'exploitation de la baleine dans les colonies françaises ;

Vu la circulaire ministérielle n° 1281, en date du 13 mars 1925,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret précité du 6 février 1925, modifiant celui du 12 avril 1914 relatif à la chasse et à l'exploitation industrielle de la baleine dans les colonies françaises.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 14 mai 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT au Président de la République française,

Paris, le 6 février 1925.

Monsieur le Président,

Après plusieurs années d'application, le décret du 12 avril 1914 portant réglementation de la chasse et de l'exploitation industrielle de la baleine dans les colonies françaises a révélé quelques insuffisances auxquelles il importe de remédier.

C'est ainsi qu'il y a lieu d'apporter aux articles 9 et 10 de ce décret certaines modifications qui nous paraissent utiles au développement de cette industrie.

En conséquence, nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-annexé.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
DALADIER.

Le ministre des travaux publics,
VICTOR PEYTRAL.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 12 avril 1914 portant réglementation de la pêche et de l'exploitation industrielle de la baleine dans les colonies françaises;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des travaux publics,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — L'article 9 du décret du 12 avril 1914 susvisé est modifié de la façon suivante : « Chaque licence donnera droit à une usine flottante et à une usine à terre, pour permettre l'utilisation industrielle de la totalité des animaux capturés ; le nombre des bateaux chasseurs sera de six au maximum, suivant les nécessités de l'exploitation ».

Art. 2. — L'article 10 du même décret est remplacé par le suivant : « Les emplacements à occuper par les usines flottantes ou fixes, et les conditions d'installation et de stationnement seront fixés par arrêté du Gouverneur, après entente avec le concessionnaire d'une licence de pêche ou son représentant dûment accrédité ».

Art. 3. — Le ministre des colonies et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux *Journaux officiels* des colonies françaises, et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 6 février 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
DALADIER.

Le ministre des travaux publics,
VICTOR PEYTRAL.

N° 147. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 3 mai 1925, approuvant une délibération du Conseil général de la Guyane française, relative au mode d'assiette et aux règles de perception du droit de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose.*

(14 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 8 octobre 1919, approuvant une délibération du Conseil général du 9 janvier 1919, portant création en Guyane française d'un droit de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose;

Vu la délibération du Conseil général en date du 15 décembre 1924, modifiant à nouveau le mode d'assiette et les règles de perception du droit de circulation sur ces deux articles;

Vu le radiogramme en date du 10 mai courant, n° 79, avisant l'Administration locale qu'un décret du 3 mai 1925, paru au *Journal officiel* de la République française le 9 du même mois, a approuvé la délibération du 15 décembre 1924, de l'Assemblée locale relative au mode d'assiette et aux règles de perception du droit de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Contrôleur en chef, chef du service des Douanes p. i.,

ARRÊTE :

Article Ier. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 3 mai 1925, approuvant une délibération du Conseil général en date du 15 décembre 1924, concernant le mode d'assiette et les règles de perception du droit de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Contrôleur en chef, chef du service des Douanes p. i. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 14 mai 1925.

C. J. CHANEL.

***DÉLIBÉRATION** modifiant le mode d'assiette et les règles de perception du droit de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose.*

DÉLIBÉRATION

DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA GUYANE FRANÇAISE.

Le Conseil général de la Guyane française,

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 33, § 3 de la loi de finances du 13 avril 1900 modifiées par l'article 10 de la loi du 30 mars 1916, l'article 12 de la loi du 20 juin 1917 et l'article 55 de la loi de finances du 29 juin 1918;

Vu le décret du 8 octobre 1919 approuvant une délibération du Conseil général du 9 janvier 1919 portant création en Guyane d'un droit de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose;

Considérant qu'en raison des importantes fluctuations qui se produisent fréquemment dans les cours locaux de la gomme de balata et de l'essence de bois de rose, il est équitable de remplacer les droits spécifiques auxquels ces produits sont actuellement soumis par des droits *ad valorem*, variables suivant leur valeur sur place;

A adopté dans sa séance du 15 décembre 1924 les dispositions dont la teneur suit:

Article Ier.— Sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose récoltée ou fabriquée en Guyane, le droit spécifique de circulation établi par la délibération du Conseil général du 9 janvier 1919 approuvée par le décret du 8 octobre suivant, est converti en un droit *ad valorem*, variable et progressif, par échelons successifs, suivant la valeur commerciale de ces produits sur place.

Art. 2.— La valeur locale de la gomme de balata et de l'essence de bois de rose est fixée mensuellement par arrêté du Gouverneur sur la proposition d'une Commission dite des Mercuriales composée du Chef du service des Douanes, président; de deux Conseillers généraux désignés par le Conseil général, de deux membres de la Chambre de Commerce désignés par cette Assemblée; du Chef du bureau principal des Douanes et du Chef de la Visite à Cayenne ainsi que du Chef des bureaux de la Direction des Douanes, faisant fonctions de secrétaire, avec voix délibérative.

Art. 3.— Dans la dernière décade de chaque mois, la Commission des Mercuriales se réunit, sur la convocation de son président, pour déterminer les valeurs sur place de la gomme de balata et de l'essence de bois de rose devant servir de base, pendant le mois suivant, à la perception des droits de circulation. Pour que les délibérations de la Commission précitée soient valables, la présence de cinq de ses membres au moins est indispensable. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 4.— Les propositions de la Commission des Mercuriales ne sauraient en aucun cas engager le Chef de la Colonie qui conserve le droit de modifier d'office en Conseil, les valeurs qu'il jugerait insuffisantes ou exagérées. Tous les arrêtés mensuels fixant les valeurs locales de la gomme de balata et de l'essence de bois de rose devront être publiés sans délai au *Journal officiel* de la Colonie.

Art. 5.— Les dispositions non contraires à la présente réglementation de la délibération du Conseil général du 9 janvier 1919 approuvée par le décret du 8 octobre suivant, portant création d'un droit de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose, demeurent en vigueur.

Cayenne, le 15 décembre 1924.

Le Secrétaire, BRIAIS. — *Le Président,* E. GOBER.

N° 148.— *ARRÊTÉ rendant applicable une délibération du Conseil général de la Guyane française en date du 15 décembre 1924, fixant à nouveau le tarif des droits de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose, récoltées ou fabriquées à la colonie.*

(14 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 8 octobre 1919, rendant exécutoire la délibération du Conseil général du 9 janvier précédent, portant création en Guyane d'un droit de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose;

Vu la délibération du Conseil général en date du 15 décembre 1924, fixant à nouveau le tarif des droits de circulation sur ces deux produits ;

Vu le radiogramme en date du 10 mai courant, n° 79, faisant connaître à l'Administration locale que la délibération ci-dessus a reçu l'approbation ministérielle ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Contrôleur en chef, chef du service des Douanes p. i.,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est rendue applicable à la colonie, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la délibération du Conseil général en date du 15 décembre 1924, portant modification au tarif des droits de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Contrôleur en chef, chef du service des Douanes p. i., sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 14 mai 1925.

C. J. CHANEL

DÉLIBÉRATION

DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA GUYANE FRANÇAISE.

Le Conseil général de la Guyane française,

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 33, paragraphe 3 de la loi de Finances du 13 avril 1900, modifiées par l'article 10 de la loi du 30 mars 1916, l'article 12 de la loi du 30 juin 1917 et l'article 55 de la loi de finances du 29 juin 1918 ;

Vu le décret du 8 octobre 1919 rendant exécutoire une délibération du Conseil Général du 9 janvier précédent, portant création en Guyane d'un droit de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 1919 rendant exécutoire dans la Colonie la délibération du Conseil Général du 9 janvier précédent fixant les quotités des droits de circulation à un franc

par kilogramme pour l'essence de bois de rose et à 0 fr. 25 par kilogramme, pour la gomme de balata ;

Vu les arrêtés du 22 septembre 1920 et 9 mars 1924, rendant exécutoires des délibérations du Conseil Général en date des 27 août 1920 et 13 décembre 1923, élevant successivement les quotités des droits de circulation à 5 fr. et à 9 fr. par kilogramme pour l'essence du bois de rose et à 1 fr. et à 3 fr. par kilogramme, pour la gomme de balata ;

A adopté dans sa séance du 15 décembre 1924 les dispositions dont la teneur suit :

Article unique.— Le tarif des droits de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose, récoltée ou fabriquée en Guyane, est fixé conformément aux indications du tableau ci-après :

Gomme de balata d'une valeur locale :	de moins de 10f le kilog.	10 % *ad valorem*
	de 10f à moins de 15f —	12 % —
	de 15f à moins de 20f —	14 % —
	de 20f et au-dessus —	16 % —
Essence de bois de rose d'une valeur locale :	de moins de 80f le kilog.	6 % *ad valorem*
	de 80f à moins de 100f —	8 % —
	de 100f à moins de 120f —	10 % —
	de 120f et au-dessus —	12 % —

Cayenne, le 15 décembre 1924.

Le Secrétaire, F. BRIAIS. — *Le Président*, E. GOBER.

N° 149. — *ARRÊTÉ convoquant le Conseil municipal de Kourou en session extraordinaire pour l'élection du Maire et des Adjoints.*

(15 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les résultats des opérations électorales accomplies les 3 et 10 mai 1925, en vue du renouvellement intégral du Conseil municipal de Kourou ;

Vu les articles 1 à 9, 11 à 45, 54 à 87 et 165 de la loi du 5 avril 1884 rendus applicables à la Guyane par les décrets des 26 juin 1884 et 29 avril 1889 ;

Vu le décret du 15 octobre 1879, portant organisation des municipalités élues à la Guyane française ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le Conseil municipal de Kourou se réunira en session extraordinaire en vue de pourvoir à l'installation réglementaire des membres de cette Assemblée et à l'élection du Maire et des Adjoints.

Art. 2. — La durée de la session est fixée à un jour.

Art. 3. — Le Maire nouvellement élu convoquera d'urgence le Conseil municipal pour sa session ordinaire de mai, sans observer les délais prévus par l'article 18 § 2 du décret du 15 octobre 1879.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 15 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 150. — *DÉCISION relative à la proclamation des Conseillers municipaux de la commune d'Oyapoc.*

(16 mai 1925.)

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux administratif de la Guyane française réuni dans la salle ordinaire de ses délibérations,

Vu le décret du 5 août 1881, concernant la compétence et l'organisation des Conseils du Contentieux administratif aux colonies, rendu applicable à la Guyane par décret du 7 septembre suivant ;

Attendu que le procès-verbal des opérations électorales de la commune de l'Oyapoc pour le renouvellement du Conseil municipal ne contient pas l'indication du chiffre de la majorité absolue ;

Attendu que le nombre des suffrages exprimés comptant pour le calcul de cette majorité est de 147 voix ; que par conséquent, la majorité absolue est de 74 voix ;

Attendu, en outre, que le dit procès-verbal ne contient pas la proclamation des candidats élus, alors que les candidats énumérés ci-après ont obtenu un nombre de voix supérieur à la majorité absolue des suffrages exprimés (74) et au quart des électeurs inscrits (72) ;

Considérant que dans ces conditions ces candidats auraient dû être proclamés élus et qu'il importe de réparer cette omission;

Vu l'urgence ;

Ouï M. Clarac, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions,

DÉCIDE :

Sont proclamés élus au premier tour de scrutin du trois mai mil neuf cent vingt-cinq, Conseillers municipaux de la commune de l'Oyapoc :

MM.	voix.	MM.	voix.
Duchêne Stanislas.....	120	Dottor William.....	79
Pharam Elionnel.....	90	Boutié Alphonse.....	78
Rozé Pierre-Albéric....	90	Sébéloué Céïde.....	78
Léveillé Albert.....	89	Elfort Fernand.....	77
Soutart Paul.....	87	Aifart François.....	76
Henrick Victor.....	86	Pascal Emilio.....	76
Mandé Emile..,.....	80	Mazy Eugène.....	76
Coustin Paul-Emile.....	80	Rozé Jean-François.....	75

Ainsi jugé et prononcé le 15 mai 1925 en audience publique où siégeaient:

MM. Thaly, Secrétaire général ;
Chaspoul, Substitut du Procureur général ;
Masse, Délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;
Marchand, Conseiller privé titulaire ;
Tiele, Conseiller privé suppléant, en remplacement de M. Darredeau, Conseiller privé titulaire, absent de la colonie.

Auxquels étaient adjoints :

MM. Héber, Conseiller à la Cour d'appel;
Chérius-Chéry, Conseiller p. i. à la Cour d'appel.

En présence de :

MM. Clarac, Commissaire du Gouvernement ;
Angammarre, Greffier du Conseil du contentieux.

Le Président,
Signé : THALY.

Les Membres : Signé : CHASPOUL ; MASSE ; MARCHAND ; TÈCLE ; HÉBER ; CHÉRIUS-CHÉRY.

Le Secrétaire-archiviste, Greffier,
Signé : ANGAMMARRE.

N° 151.— *ARRÊTÉ fixant la période de vérification des poids et mesures dans les diverses communes de la colonie.*

(18 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 1er mars 1921 portant organisation du service de la vérification des poids et mesures en Guyane ;

Vu l'arrêté du 30 avril 1921 promulguant dans la colonie le décret précité ;

Sur la proposition de l'Inspecteur principal des Douanes, chef du service des Contributions directes,

Arrête :

Article 1er. — La vérification des poids et mesures dans les diverses communes de la Guyane aura lieu, pour l'année courante, du 1er juillet au 30 décembre 1925.

Art. 2. — Le Maire de chaque commune sera prévenu quinze jours à l'avance par les soins du Chef du service des Contributions directes du jour de l'arrivée dans sa localité de l'agent vérificateur pour qu'il puisse, en temps voulu, convoquer à la mairie avec leurs balances, poids et mesures, les commerçants établis en dehors du centre de la commune.

Art. 3. — Le contrôleur en chef, chef du service des Contributions directes p. i., est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 18 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 152. — *ARRÊTÉ autorisant une session extraordinaire du Conseil municipal d'Oyapoc pour l'élection du Maire et des adjoints.*

(19 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les résultats des opérations électorales accomplies le 3 mai 1925 en vue du renouvellement intégral du Conseil municipal d'Oyapoc ;

Vu la décision du Conseil du Contentieux administratif de la Guyane en date du 16 mai 1925 ;

Vu les articles 1 à 9, 11 à 45, 54 à 87 et 165 de la loi du 5 avril 1884, rendus applicables à la Guyane par les décrets des 26 juin 1884 et 29 avril 1889 ;

Vu le décret du 15 octobre 1879, portant organisation de municipalités élues à la Guyane française ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Le Conseil municipal de la commune d'Oyapoc se réunira en session extraordinaire en vue de pourvoir à l'installation réglementaire des membres de cette Assemblée et à l'élection du Maire et des adjoints.

Art. 2. — La durée de la session est fixée à un jour.

Art. 3. — Le maire nouvellement élu convoquera d'urgence le Conseil municipal pour sa session ordinaire de mai sans observer les délais prévus par l'article 18 § 2 du décret du 15 octobre 1879.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 19 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 153.— *ARRETE autorisant une session extraordinaire du Conseil municipal de Mana pour l'élection du Maire et des adjoints.*

(19 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les résultats des opérations électorales accomplies le 3 mai 1925, en vue du renouvellement intégral du Conseil municipal de Mana ;

Vu les articles 1 à 9, 11 à 45 ; 54 à 87 et 165 de la loi du 5 avril 1884, rendus applicables à la Guyane par les décrets des 26 juin 1884 et 29 avril 1889 ;

Vu le décret du 15 octobre 1879, portant organisation de municipalités élues à la Guyane française ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le Conseil municipal de la commune de Mana se réunira en session extraordinaire en vue de pourvoir à l'installation réglementaire des membres de cette Assemblée et à l'élection du Maire et des adjoints.

Art. 2. — La durée de la session est fixée à un jour.

Art. 3. — Le Maire nouvellement élu convoquera d'urgence le Conseil municipal pour sa session ordinaire de mai, sans observer les délais prévus par l'article 18 § 2 du décret du 15 octobre 1879.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 19 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 154. — *DÉCISION relative à la proclamation d'un Conseiller municipal de la commune de Kaw.*

(20 mai 1925.)

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux Administratif de la Guyane française réuni dans la salle ordinaire de ses délibérations,

Vu le décret du 5 août 1881 concernant la compétence et l'organisation des Conseils du Contentieux Administratif aux Colonies, rendu applicable à la Guyane par décret du 7 septembre suivant;

Attendu que le procès-verbal des opérations électorales du 10 mai 1925 (deuxième tour de scrutin) de la commune de Kaw, pour le renouvellement du Conseil municipal ne contient que la proclamation d'un candidat alors que ce deuxième tour avait pour but de permettre l'élection de deux Conseillers municipaux;

Attendu qu'au deuxième tour de scrutin il n'y a pas lieu de faire le calcul de la majorité absolue et qu'il convient de proclamer les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix;

Attendu que les candidats suivants ont obtenu le nombre de voix ci-après:

MM.		M.	
Léandre Eugène	27 voix	Liondor Philibert...	14 voix
Aoussat Hippolyte...	16		

Considérant que dans ces conditions les deux premiers candidats auraient dû être proclamés élus et qu'il importe de réparer l'omission de proclamation de M. Aoussat Hippolyte;

Vu l'urgence;

Ouï M. Clarac, Commissaire du Gouvernement, dans ses conclusions,

DÉCIDE :

Est proclamé élu, au 2e tour de scrutin du 10 mai 1925, Conseiller municipal de la commune de Kaw :

M. Aoussat Hippolyte, 16 voix.

Ainsi jugé et prononcé le vingt mai mil neuf cent vingt-cinq en séance publique où siégeaient :

MM. Thaly, Secrétaire général, *Président*,

Chaspoul, Substitut du Procureur général,

Masse, Délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire,

Marchand, Conseiller privé titulaire,

Tècle, Conseiller privé suppléant, en remplacement de M. Darredeau, Conseiller privé titulaire absent de la colonie.

Auxquels étaient adjoints :

MM. Héber, Conseiller à la Cour d'Appel.
Chérius-Chéry, Conseiller p. i. à la Cour d'Appel.

En présence de :

MM. Clarac, Commissaire du Gouvernement,
Angammarre, Greffier du Conseil du Contentieux.

Le Président,
Signé : THALY.

Les Membres : Signé : CHASPOUL ; MASSE ; MARCHAND ; TÈCLE ; HEBER ; CHÉRIUS-CHÉRY.

Le Secrétaire-archiviste, Greffier,
Signé : ANGAMMARRE.

N° 155. — *ARRÊTÉ approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er avril 1921 au 31 mars 1922, de* M. Regour (Gustave), *Receveur du Bureau de Bienfaisance de la commune de Cayenne.*

(20 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 15 avril 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'Administration et la comptabilité des communes ;

Vu l'arrêté n° 343 rendu en Conseil privé le 7 mai 1925, sur le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er avril 1921 au 31 mars 1922, présenté par M. Regour (Gustave), Receveur du Bureau de Bienfaisance de la commune de Cayenne ;

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est approuvé le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er avril 1921 au 31 mars 1922, présenté par

M. Regour (Gustave), Receveur du Bureau de Bienfaisance de la commune de Cayenne dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* de la colonie.

Cayenne, le 20 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 156. — *ARRÊTÉ approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 31 mars 1921, de* M. Clément (Charles), *Receveur du Bureau de Bienfaisance de la commune de Cayenne.*

(20 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'Administration et la comptabilité des communes;

Vu l'arrêté numéro 344 rendu en Conseil privé le 7 mai 1925, sur le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 31 mars 1921, présenté par M. Clément (Charles), Receveur du Bureau de Bienfaisance de la commune de Cayenne ;

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvé le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 31 mars 1921, présenté par M. Clément (Charles), Receveur du Bureau de Bienfaisance de la commune de Cayenne, dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* de la colonie.

Cayenne, le 20 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 157.— *ARRETÉ approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 23 décembre 1921 au 31 mars 1922, de* M. Clément (Charles), *Receveur municipal de la commune d'Approuague.*

(20 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies ;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'Administration et la comptabilité des communes ;

Vu l'arrêté n° 342 rendu en Conseil privé le 7 mai 1925, sur le compte de gestion de l'exercice 1921, du 23 décembre 1921 au 31 mars 1922, présenté par M. Clément (Charles), Receveur municipal de la commune d'Approuague ;

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvé le compte de gestion de l'exercice 1921, du 23 décembre 1921 au 31 mars 1922, présenté par M. Clément (Charles), Receveur municipal de la commune d'Approuague, dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* de la colonie.

Cayenne, le 20 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 158.— *ARRÊTÉ modifiant le tarif des frais de poursuites à payer aux porteurs de contraintes en matière de contributions directes, taxes ou produits assimilés.*

(20 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 27 décembre 1854 qui autorise le Gouverneur de la Guyane à statuer par arrêté sur l'assiette, le tarif, la perception et les poursuites en matière de contributions directes ;

Vu l'arrêté local du 28 mai 1860, édictant un règlement relatif aux poursuites en matière de contributions directes, le dit règlement étant suivi du tarif des frais à acquitter par les contribuables poursuivis ;

Vu les articles 179, 180, 181 du décret du 20 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu, à titre indicatif, le décret du 31 mars 1921, fixant pour la Métropole un tarif type des frais de poursuite ;

Vu l'arrêté local en date du 11 décembre 1924, modifiant les articles 29 à 45 du règlement annexé à l'arrêté du 28 mai 1860 ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Trésorier-payeur ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1^er^. — Les salaires alloués aux porteurs de contraintes, qui instrumentent dans la colonie en matière de contributions directes, taxes ou produits assimilés, amendes et condamnations pécuniaires sont déterminés en conformité du tarif ci-dessous :

NATURE DES ACTES.	CAYENNE.	COMMUNES.
1. — Sommation avec frais et à tiers détenteur :		
Prix de chaque bulletin.....	1f 00	2f 00
2. — Garnison individuelle :		
Avec vivres et logement, par journée....	5 00	5 00
Sans vivres ni logement.....	10 00	10 00
3. — Commandement :		
Prix fixe pour l'original simple ou collectif et chaque copie signifiée.....	3 00	4 00
4. — Saisie-arrêt ou opposition :		
Pour une opposition (original et copie au tiers saisi)	6 00	6 00
Dénonciation au saisi avec assignation en validité.....	3 00	3 00
Dénonciation au tiers saisi de l'assignation en validité au débiteur (original et copie).....	3 00	3 00
Assignation au tiers saisi en déclaration affirmative (original et copie).....	3 00	3 00
5. — Saisie exécution :		
Procès-verbal de saisie (original et copie) qui durera trois heures	10 00	10 00
Copie au saisi, en cas d'absence au Maire.	2 00	2 00
Copie au gardien quand ce n'est pas le saisi	2 00	2 00
Salaires de deux témoins à 4 fr. chaque..	8 00	8 00
Si la saisie dure plus de trois heures, par chacune des vacations subséquentes aussi de trois heures.	6 00	6 00
Salaires des témoins pour chaque vacation supplémentaire à 2 fr. l'un.....	4 00	4 00
Lorsque la saisie exécution a lieu hors du domicile et en l'absence du saisi sans signification du procès-verbal de saisie (original et copie).....	3 00	3 00
6. — Saisie Brandon :		
Procès-verbal (original).....	10 00	10 00
Copie à la partie quand elle est domiciliée dans le quartier où la saisie a lieu,.....	2 00	2 00

NATURE DES ACTES.	CAYENNE.	COMMUNES.
Copie au gardien du séquestre.....	2 00	2 00
Copie au Maire.....	2 00	2 00
Si la partie ne demeure pas dans le quartier où la saisie a été faite. Signification de la saisie (original et copie).....	2 00	2 00
7.— Saisie-exécution interrompue:		
Procès-verbal.....	8 00	8 00
Salaires de 2 témoins à 4 fr. l'un.....	8 00	8 00
8.— Saisie brandon interrompue:		
Procès-verbal.....	8 00	8 00
9.— Frais de gardien pour la saisie-exécution:		
Huit premiers jours à 3 fr. chacun.....	3 00	3 00
Jours suivants à 2 fr. chacun.....	2 00	2 00
10.— Frais de gardien pour la saisie brandon :		
Garde de police et garde rural à.....	2 00	2 00
Toute autre personne.....	3 00	3 00
11.— Procès-verbal de carence :		
Porteur de contraintes.....	4 00	4 00
Salaires de deux témoins à 2 francs.....	4 00	4 00
12.— Frais de vente à la suite de la saisie-exécution:		
Procès-verbal de récolement avant la vente (original).....	8 00	8 00
Salaires de deux témoins à 4 fr. l'un.....	8 00	8 00
Procès-verbal d'apposition d'affiches auquel sera joint l'original de l'affiche	4 00	4 00
Original d'affiches et placards manuscrits.	2 00	2 00
Quatre affiches lorsque la vente aura lieu dans la commune à 1 fr l'une.....	4 00	4 00
Une cinquième lorsque la vente se fera ailleurs.....	4 00	4 00
Insertion de la vente au *Journal officiel*...	(Selon les tarifs ou usages locaux à régler par le Secrétaire général sur les états du porteur de contraintes)	
Transport des effets saisis au lieu de la vente.....		
Frais de tambour et de criée.....		

NATURE DES ACTES	CAYENNE.	COMMUNES.
Déclaration au bureau de l'Enregistrement avant la vente et rédaction de l'extrait de cette déclaration.....	1 00	»
(Cet acte n'est pas à rédiger dans les communes.)		
Procès-verbal de vente. Vacation par jour Original seulement.		
Cayenne 5 o/o du montant de la vente		
Communes.....	»	12 00
Copie lorsqu'elle sera demandée par la partie.....	1 00	1 00
Copie délivrée par le Commissaire-priseur aux agents de la perception	1 00	1 00
Procès-verbal à dresser par le Commissaire-priseur lorsqu'une vente déclarée n'a pas eu lieu (original et copie.).....	1 00	1 00
13.— Frais de vente à la suite de la saisie-brandon :		
Les mêmes que ceux de la vente sur saisie-exécution excepté qu'il n'a pas de témoins à salarier.		
14.— Actes extraordinaires.		
1° Procès-verbal de récolement en cas de saisie-exécution antérieure, contenant sommation au premier saisissant de vendre :		
Original.....	6 00	6 00
Copie au saisi.....	2 00	2 00
Copie au gardien.....	2 00	2 00
Salaires de deux témoins à 4 fr. chacun...	8 00	8 00
2° Même procès-verbal de récolement en cas de saisie brandon antérieure, contenant sommation au premier saisissant de vendre.		
Original.....	6 00	6 00
Copie au saisi	2 00	2 00
Copie au gardien.....	2 00	2 00
Copie au Maire.....	2 00	2 00
3° Procès-verbal de défaut de vente ou de renvoi (saisie exécution).		
Original.....	6 00	6 00
Copie à la partie.....	2 00	2 00
Copie au gardien.....	2 00	2 00
4° Procès-verbal de défaut de vente ou de renvoi (saisie brandon).		
Original.....	6 00	6 00
Copie à la partie.....	2 00	2 00

NATURE DES ACTES.	CAYENNE.	COMMUNES.
Copie au gardien.....	2 00	2 00
Copie au Maire.....	2 00	2 00
5° Sommation à la partie saisie non domiciliée dans la commune où la saisie a lieu, ou absente, de se trouver à la vente le jour indiqué au procès-verbal de renvoi...	600	6 00
6° Procès-verbal constatant la non représentation des objets saisis.		
Original sans copie.....	6 00	6 00
Salaires de deux témoins à 4 fr. chacun...	8 00	8 00
7° Sommation au saisissant par le percepteur opposant de faire vendre dans la huitaine.		
(Original et copie).....	6 00	6 00
8° Exploit d'opposition sur le prix d'une vente à la requête de tiers.		
Original.....	6 00	6 00
Copie au saisissant.....	2 00	2 00
Copie à l'huissier.....	2 00	2 00
9° Acte de désistement de poursuites entamées.		
Original et copie.....	5 00	5 00
Pour chaque copie en sus.....	2 00	2 00
10° Procès-verbal de rébellion.....	A régler spécialement par le Gouverneur sur l'avis des Maires et du Secrétaire général.	
11° Frais d'expropriation immobilière. .	Taxe judiciaire.	

12° Les droits de timbre et d'enregistrement, quand il s'agit de cotes au-dessus de 100 fr. sont dus en sus, pour les commandement et actes subséquents signifiés dans la Perception de Cayenne.

13° Les actes non prévus dans la présente nomenclature seront taxés en raison de leur analogie avec ceux ci-dessus indiqués.

Art. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté, notamment, le tarif des frais annexé à l'arrêté du 28 mai 1860 précité.

Art. 3. — Le Secrétaire général et le Trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* de la colonie et inséré au *Bulletin officiel* de la Guyane.

Cayenne, le 20 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 159.— *ARRETÉ réglementant l'application des nouveaux tarifs de timbre à la Guyane.*

(20 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 3 mars 1925, approuvant la délibération du Conseil général de la Guyane en date du 25 août 1924 qui a modifié le tarif des droits de timbre proportionnel;

Vu le décret du 4 avril 1925, approuvant la résolution de l'Assemblée locale de la Guyane en date du 25 août 1924, établissant 2 décimes sur les droits de timbre de dimension et élevant les quotités du droit de timbre des connaissements;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer l'application des nouveaux tarifs;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE:

Article 1er. — A partir de la date de la promulgation des décrets des 3 mars 1925 et 4 avril 1925, approuvant les résolutions du Conseil général du 25 août 1924 qui ont modifié à la Guyane le tarif du timbre, le paiement des 2 décimes supplémentaires établis sur le timbre de dimension sera justifié par l'apposition, sur les anciens papiers timbrés de la débite et sur les formules et imprimés timbrés à l'extraordinaire, de timbres mobiles de toute nature.

Art. 2. — Dans les 2 mois, à compter de la même date, les particuliers seront admis à échanger au deuxième bureau de l'Enregistrement de Cayenne, contre des papiers timbrés et des timbres mobiles de toutes natures et quotités, les papiers timbrés, les coupons et les timbres mobiles dont ils n'ont pas l'emploi.

Les distributeurs auxiliaires jouiront de la même faculté.

L'échange s'opérera de manière que la caisse du Receveur n'ait à faire aucun remboursement; dans le cas où le montant des droits afférents aux papiers coupons et timbres rapportés serait inférieur à celui des papiers coupons et timbres mobiles donnés en échange, les détenteurs seront tenus de payer la différence.

Art. 3. — A la date de la promulgation des décrets des 3 mars 1925 et 4 avril 1925 susvisés, à l'ouverture des bureaux, les papiers timbrés coupons et timbres mobiles, dont le tarif est modifié, seront comptés par un fonctionnaire du Secrétariat général du Gouvernement désigné par le Secrétaire général.

Il en sera dressé un état en triple expédition certifié par ce fonctionnaire et par chaque Receveur.

Ces papiers timbrés coupons et timbres mobiles seront immédiatement versés au magasin du timbre.

Semblable opération sera effectuée dans les mêmes formes à l'expiration du délai de trois mois fixé par l'article 2 du présent arrêté, en ce qui concerne les papiers timbrés coupons et timbres mobiles échangés.

La comptabilité du magasin du timbre sera alors arrêtée définitivement, en ce qui concerne le timbre dont le tarif est modifié, par le délégué du Secrétaire général et par le garde-magasin du timbre.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 20 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 160.— *ARRÊTÉ portant promulgation du décret du 3 mars 1925, relatif au droit de timbre proportionnel.*

(25 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 3 mars 1925, approuvant la délibération du Conseil général de la Guyane du 25 août 1924, relative au droit de timbre proportionnel,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française le décret du 3 mars 1925 susvisé, approuvant la délibération du Conseil général de la Guyane du 25 août 1924, relative au droit de timbre proportionnel.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 25 mai 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 3 mars 1925.

Monsieur le Président,

Dans sa séance du 25 août 1924, le conseil général de la Guyane française a pris une délibération modifiant le tarif des droits du timbre proportionnel.

Cette délibération a été approuvée par le Gouverneur de la colonie, en conseil privé, le 12 septembre 1924.

Les nouveaux tarifs proposés, dont l'application procurera au budget local de la Guyane une augmentation de recettes, ne soulevant de ma part aucune objection, j'ai fait préparer le décret ci-joint, qui a pour objet d'approuver la délibération susvisée, et que je vous serais reconnaissant de bien vouloir revêtir de votre signature.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,

DALADIER.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'article 55 de la loi du 29 juin 1918;

Vu la délibération du Conseil général de la Guyane du 25 août 1924, relative au droit de timbre proportionnel;

La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'Etat entendue,

DÉCRÈTE :

Article Ier. — Est approuvée la délibération susvisée et ci-annexée du conseil général de la Guyane, en date du 25 août

1924, relative au droit de timbre proportionnel, en tant que ladite délibération porte modification au mode d'assiette et aux règles de perception du droit de timbre proportionnel.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de la colonie de la Guyane et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 3 mars 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République:
Le Ministre des colonies,
DALADIER.

N° 161.— *ARRÊTÉ portant promulgation du décret du 4 avril 1925 relatif au timbre de dimension et au timbre des connaissements.*

(25 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;
Vu le décret du 4 avril 1925, approuvant la résolution du Conseil général de la Guyane du 25 août 1924, établissant deux décimes sur les droits de timbre de dimension et élevant les quotités des droits du timbre des connaissements,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française le décret du 4 avril 1925 susvisé, approuvant la résolution du Conseil général de la Guyane en date du 25 août 1924, établissant deux décimes sur les droits de timbre de dimension et élevant les quotités des droits du timbre des connaissements.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 25 mai 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT au Président de la République française,

Paris, le 4 avril 1925.

Monsieur le Président,

Dans sa séance du 25 août 1924, le Conseil général de la Guyane française a adopté une résolution établissant deux décimes sur les droits de timbre de dimension et élevant les quotités du timbre des connaissements.

L'adoption de ces mesures fiscales, empruntées aux articles 3 et 11 de la loi du 22 mars 1924 en vigueur dans la métropole, aura pour effet immédiat de porter les droits de timbre de dimension de 2, 3, 4, 6, 8 et 12 fr. respectivement à 2 fr. 40, 3 fr. 60, 4 fr. 80, 7 fr 20, 9 fr. 60 et 14 fr. 40 et d'élever le tarif de timbre de connaissement de 60 centimes, 1 fr. 20 et 2 fr. 40 à 2 fr. 40, 4 fr. 80 et 9 fr. 60.

Ces dispositions, votées par l'assemblée locale, procureraient au budget de la colonie des ressources nouvelles évaluées approximativement à 23,000 fr. Elles ont reçu l'approbation du gouverneur en conseil privé, dans sa séance du 12 septembre 1924.

En conséquence, j'ai fait préparer le projet de décret ci-joint ayant pour objet d'approuver la résolution précitée du conseil général de la Guyane et que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
DALADIER.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la résolution du conseil général de la Guyane française du 25 août 1924 établissant deux décimes sur les droits de timbre de dimension et élevant les quotités des droits du timbre des connaissements ;

La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'Etat entendue,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Est approuvée la résolution susvisée du conseil général de la Guyane en date du 25 août 1924 établissant deux décimes sur les droits de timbre de dimension et élevant les quotités des droits du timbre des connaissements.

Art. 2 — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de la colonie de la Guyane et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 4 avril 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :
Le ministre des colonies,
DALADIER.

N° 162. — *ARRÊTÉ rendant exécutoire la délibération du Conseil général de la Guyane du 25 août 1924, relatif au timbre de dimension et au timbre des connaissements.*

(25 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 4 avril 1925, approuvant la délibération du Conseil général de la Guyane du 25 août 1924, établissant deux décimes sur les droits de timbre de dimension et élevant les quotités des droits du timbre des connaissements ;

Vu l'article 55 § C de la loi du 29 juin 1918 ;

Vu la délibération du Conseil général de la Guyane du 25 août 1924, approuvée par le décret du 4 avril 1925 et ci-après transcrite, établissant deux décimes sur les droits de timbre de dimension et modifiant les quotités des droits du timbre des connaissements ;

Considérant que le Ministre des colonies n'a pas exercé son droit d'annulation dans le délai fixé par l'article 55 § C de la loi susvisée du 29 juin 1918 ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est rendue exécutoire la délibération approuvée par le décret du 4 avril 1925 et ci-après transcrite du Conseil général de la Guyane, en date du 25 août 1924, qui a établi deux décimes sur les droits du timbre de dimension et qui a modifié les quotités des droits du timbre des connaissements.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 25 mai 1925.

C. J. CHANEL.

RÉSOLUTION établissant deux décimes sur les droits de timbre de dimension et élevant les quotités des droits du timbre des connaissements.

Le Conseil général de la Guyane française, délibérant conformément aux dispositions de l'article 33, § 3 de la loi de finances du 13 avril 1900, modifié par l'article 55 de la loi de finances du 29 juin 1918, a adopté, dans sa séance du 25 août 1924, les dispositions dont la teneur suit :

Article 1er. — Il sera perçu deux décimes sur tous les droits de timbre de dimension fixés par l'article 2 de la résolution du Conseil général des 12 et 14 décembre 1921, approuvée par décret du 9 juin 1922 et rendue exécutoire par arrêté du 13 juillet 1922.

Art. 2. — Les quotités du droit de timbre des connaissements, fixés à 2 fr. 1 fr. et 50 centimes en principal par les articles 23, 24 et 25 de la codification du timbre à la Guyane du 26 décembre 1873, sont portées respectivement aux mêmes taux que ceux afférents au grand papier, au petit papier et à la demi-feuille de petit papier de dimension, avec augmentation des deux décimes prévu à l'article 1er.

Cayenne, le 25 août 1924.

Le Secrétaire, F. BRIAIS.

Le Président, E. GOBER.

N° 163. — *ARRÊTÉ rendant exécutoire la délibération du Conseil général de la Guyane du 25 août 1924, qui a modifié le tarif du timbre proportionnel.*

(25 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 3 mars 1925, approuvant la délibération du Conseil général de la Guyane, en date du 25 août 1924, relative au droit de timbre proportionnel, en tant que ladite délibération porte modification au mode d'assiette et aux règles de perception du droit de timbre proportionnel ;

Vu l'article 55 § C de la loi du 29 juin 1918 ;

Vu la délibération du Conseil général de la Guyane du 25 août 1924, approuvée par le décret du 3 mars 1925, et ci-après transcrite, modifiant le tarif du droit de timbre proportionnel ;

Considérant que le Ministre des colonies n'a pas exercé son droit d'annulation dans le délai fixé par l'article 55 § C de la loi susvisée du 29 juin 1818 ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Est rendue exécutoire la délibération approuvée par le décret du 3 mars 1925 et ci-après transcrite du Conseil général de la Guyane, en date du 25 août 1924, qui a modifié le tarif du droit de timbre proportionnel.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 25 mai 1925.

C. J. CHANEL.

RÉSOLUTION modifiant le tarif des droits du timbre proportionnel.

Le Conseil général de la Guyane française délibérant conformément aux dispositions de l'article 33, § 3 de la loi de finances du 13 avril 1900, modifié par l'article 55 de la loi de finances du 29 juin 1918, a adopté dans sa séance du vingt-cinq août 1924 les dispositions dont la teneur suit :

Article 1er. — Est fixé à 0 fr. 10 par 100 francs ou fraction de 100 francs le tarif du droit proportionnel de timbre applicable :

1° Aux lettres de change, billets à ordre ou au porteur, et tous effets négociables ou de commerce ;

2° Aux billets et obligations non négociables ;

3° Aux délégations et tous mandats non négociables, quelles que soient leur forme et leur dénomination, servant à procurer une remise de fonds de place à place.

Dans le cas prévu pour l'article 18 de la codification du timbre à la Guyane du 26 décembre 1873, le droit de timbre est porté au triple de celui qui eût été exigible, s'il avait été régulièremet acquitté.

Art. 2. — Le délai de quinze jours, prévu par l'article 18 précité, est porté à deux mois, en ce qui concerne les billets ou obligations non négociables et les effets de commerce non timbrés souscrits en dehors de l'Ile-de-Cayenne.

Cayenne, le 25 août 1924.

Le Secrétaire, F. BRIAIS. — *Le Président,* E. GOBER.

N° 164. — *ARRÊTÉ réglementant à la Guyane l'application des nouveaux tarifs des coupons.*

(25 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 3 mars 1925 approuvant la délibération du Conseil général de la Guyane en date du 25 août 1924 qui a modifié le tarif des droits de timbre proportionnel ;

Considérant qu'il y a lieu, en l'absence de tout approvisionnement de coupons aux tarifs nouveaux, de réglementer l'application des nouveaux droits ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — A partir de la date de la promulgation du décret du 3 mars 1925 approuvant la résolution du Conseil général du 25 août 1924 qui a élevé le tarif du timbre proportionnel de cinq centimes pour cent à dix centimes pour cent, le paiement du droit supplémentaire de timbre sera justifié par l'apposition sur les anciens coupons de la débite d'un contre-timbre portant la mention : « Guyane française-Tarif doublé ».

Art. 2. — Tous les coupons existant au 2e bureau de l'Enregistrement de Cayenne à la date de la promulgation du décret précité et qui seront versés au Magasin du Timbre conformément au paragraphe 3 de l'article 3 de l'arrêté local du 20 mai 1925, seront frappés de ce contre-timbre par les soins du Garde-Magasin du Timbre et repris en charge immédiatement par cet agent comme coupons au tarif nouveau de dix centimes pour cent.

Art. 3. — Semblable opération sera faite en ce qui concerne les coupons de 0 fr. 10, 0 fr. 30 et 0 fr. 50 reçus de l'Atelier Général du Timbre suivant procès-verbal de réception du 25 mai 1925 et qui sont timbrés à l'ancien tarif de cinq centimes pour cent.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 25 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 165. — *ARRÊTÉ autorisant une session extraordinaire du Conseil municipal de Kaw pour l'élection du Maire et des adjoints.*

(26 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les résultats des opérations électorales accomplies les 3 et 10 mai 1925, en vue du renouvellement intégral du Conseil municipal de Kaw ;

Vu la décision du Conseil du contentieux administratif de la Guyane en date du 20 mai 1925 ;

Vu les articles 1 à 9, 11 à 45, 54 à 87 et 165 de la loi du 5 août 1884, rendus applicables à la Guyane par les décrets des 26 juin 1884 et 29 août 1889;

Vu le décret du 15 octobre 1879 portant organisation de municipalités élues à la Guyane française ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article Ier. — Le Conseil municipal de la commune de Kaw se réunira en session extraordinaire en vue de pourvoir à l'installation réglementaire des membres de cette assemblée et à l'élection du Maire et des adjoints.

Art. 2. — La durée de la session est fixée à un jour.

Art. 3. — Le Maire nouvellement élu convoquera d'urgence le Conseil municipal pour sa session ordinaire de mai sans observer les délais prévus par l'article 18 § 2, du décret du 15 octobre 1879.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 26 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 166. — *DÉCISION autorisant le maintien à l'Orphelinat de l'enfant* Remarla (Maurice).

(26 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'admission provisoire à l'Orphelinat de l'enfant Remarla (Maurice) ;

Vu la lettre du Maire de Cayenne, par laquelle il autorise l'imputation des frais d'entretien de cet enfant dans ledit établissement au compte de la commune de Cayenne ;

Vu l'article 2 des statuts de *l'Orphelinat de la Guyane* approuvés le 1er février 1920;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — Le maintien à *l'Orphelinat de la Guyane* de l'enfant Remarla (Maurice) âgé de 6 ans 1/2, est autorisé.

Art. 2. — Les frais d'entretien dans cet établissement seront supportés par la commune de Cayenne, dans la proportion fixée par l'arrêté du 5 mai 1886.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 26 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 167. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 6 mai 1925 portant établissement d'une taxe spéciale sur la valeur des marchandises exportées et importées.*

(27 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la loi du 11 janvier 1892, modifiée par celle du 29 mars 1910 ;

Vu le décret du 6 mai 1925 portant établissement à la Guyane française d'une taxe spéciale sur la valeur des marchandises importées et exportées ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Contrôleur en chef, Chef du service des Douanes p. i.,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 6 mai 1925, portant établissement d'une taxe spéciale sur la valeur des marchandises exportées et importées.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 27 mai 1925.

C. J. CHANEL.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport des Ministres des Colonies, des Finances, du Commerce et de l'Industrie ;

Vu la loi du 11 janvier 1892, modifiée par celle du 29 mars 1910 ;

Vu la délibération du Conseil général de la Guyane française, en date du 22 août 1924, relative à l'établissement d'une taxe spéciale sur la valeur des marchandises importées et exportées ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Il est établi en Guyane, au profit du budget local, une taxe de 2 0/0 sur la valeur de toutes les marchandises importées et de 1 0/0 sur celle des marchandises exportées quels que soient les modes d'importation ou d'exportation (colis manifestés, colis postaux, envois par la poste).

Cette taxe est due à l'importation sur les marchandises de toute origine et de toute provenance déclarées pour la consommation, soit à leur arrivée dans la Colonie, soit à leur sortie d'entrepôt ou de dépot et, à l'exportation, sur tous les produits exportés originaires du crû de la Colonie.

Art. 2. — Ne sont pas soumis au paiement de la dite taxe :

1° A l'importation et à l'exportation, les effets usagés et objets mobiliers, accompagnant ou non les voyageurs ou destinés à des personnes établies ou venant s'établir dans la Colonie, et à la double condition qu'ils portent des traces d'usage et qu'ils ne doivent manifestement faire l'objet d'aucune transaction commerciale ;

2° A l'importation, les marchandises déclarées pour l'entrepôt, le dépôt, ou la réexportation, ainsi que les emballages vides admis temporairement en Guyane et destinés à être réexportés ;

3° A l'importation, les armes, munitions, effets d'habillement confectionnés et objets d'équipement destinés exclusivement aux troupes, à la Gendarmerie, au Corps des Surveillants militaires et au Service actif des Douanes ;

4° A la sortie, les marchandises expédiées sous le régime du cabotage d'un port à un autre port de la Colonie et celles réexportées provenant manifestement de l'importation, ainsi

que les spiritueux et les essences qui ont déjà acquitté dans la Colonie la taxe de fabrication frappant ces produits;

5° A l'importation et à l'exportation, les objets de toute sorte importés ou exportés par l'État pour les besoins de l'Administration pénitentiaire ou de tout autre service public à sa charge, ainsi que par l'Administration locale pour le compte des services publics à la charge de la Colonie ou des communes, à la condition que ces opérations, à l'entrée comme à la sortie, soient justifiées par des connaissements et attestations écrites des services intéressés.

Art. 3. — A l'entrée et à la sortie, la taxe dont il s'agit est liquidée par le service des Douanes et perçue par le Trésor dans les mêmes conditions et suivant les mêmes règles que pour les droits de douane auxquels elle est assimilée pour la forme des déclarations, le mode de vérification et de perception, le recouvrement par voie de contrainte, la constatation et la répression des infractions, les règles de compétence et de procédure en cas de contestation sur la valeur déclarée.

Art. 4. — La valeur à considérer pour l'application de la taxe est celle que les marchandises ont au moment où elles sont présentées à la Douane, déduction faite de tous les droits d'entrée et de sortie exigibles.

Pour les marchandises importées, cette valeur est établie dans les mêmes conditions que pour les objets taxés *ad valorem* aux tarifs locaux des droits de consommation et d'octroi de mer, c'est-à-dire d'après leurs prix d'achat, justifiés par les factures, connaissements ou autres documents, qui sont majorés de 25 0/0 pour tenir lieu des frais postérieurs à l'achat.

Pour les marchandises exportées, cette valeur est la même que celle fixée chaque mois par la Commission des mercuriales pour les produits du crû de la Colonie assujettis aux droits de sortie.

Pour les autres produits que ces derniers, dont les cours sur place ne sont pas fixés par la Commission des mercuriales, les valeurs seront déterminées par le service des Douanes dans les mêmes conditions que pour les marchandises d'importation, mais sans majoration de 25 0/0 sur le montant des factures.

Art. 5. — Les Ministres des Colonies, des Finances, du Commerce et de l'Industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au

Journal officiel de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des Colonies.

Fait à Rambouillet, le 6 mai 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,
HESSE.

Le Ministre des Finances,
CAILLAUX.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
CHAUMET.

N° 168. — *DÉCISION portant mutation dans le personnel du service des Travaux publics et des Mines.*

(28 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la décision du 23 avril 1913 ;

Vu l'arrêté n° 1015 du 4 octobre 1924 créant des subdivisions du service des Travaux publics et des Mines ;

Vu la décision du 16 octobre 1924 portant affectation des agents des Travaux publics et des Mines ;

Vu la décision du 25 mars 1925 modifiant le personnel de la 4e subdivision des Travaux publics ;

Vu les nécessités du service ;

Sur la demande de M. le Maire de la Ville de Cayenne ;

Sur la proposition du Chef du service des Travaux publics et des Mines,

DÉCIDE :

Article 1er. — M. Florus (Saint-Omer), commis principal du cadre local des Travaux publics, est réintégré à la 1e subdivision (adduction d'eau et routes).

Art. 2. — Le personnel du 2e bureau annexe est ainsi modifié :

M. Amusant (Paul), commis principal du cadre local des Mines, est délégué dans les fonctions d'agent-voyer de la

commune de Cayenne en remplacement de M. Florus appelé à d'autres fonctions.

Art. 3. — Est rapporté la décision n° 208 du 25 mars 1925 modifiant le personnel de la 4e subdivision des Travaux publics.

Art. 4. — Le Chef du service des Travaux publics et des Mines est chargé de l'exécution de la présente décision qui aura son effet à dater du 1er juin 1925 et sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, publiée et insérée au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 28 mai 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Chef du service des Travaux publics et des Mines,

WARGNIEZ.

N° 169.— *ARRÊTÉ portant nouvelle fixation des effectifs des corvées municipales.*

(29 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi du 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés ;

Vu les décrets des 13 décembre 1894, 30 août 1898 et 29 mars 1901, réglementant l'emploi de la main-d'œuvre pénale dans les Colonies pénitentiaires ;

Vu le programme des grands travaux publics à exécuter à la Guyane française ;

Attendu qu'en raison de la situation économique de la Colonie la main-d'œuvre pénale constitue la seule ressource possible pour l'exécution desdits travaux ;

Considérant que, dans ces conditions, des récupérations de main-d'œuvre pénale s'imposent, notamment dans les corvées mises à la disposition des diverses municipalités de la Colonie ;

Après avis du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;

Le Conseil privé entendu,

ARRETE :

Article 1er. — A compter du 1er juillet 1925 les effectifs entrant dans la composition des corvées municipales seront fixés comme suit :

Cayenne....	Voirie.....	35	
	Service d'hygiène.....	10	
	Usine électrique.....	65	
			110 condamnés
Roura.....			3
Approuague.....			5
Montsinéry.....			2
Tonnégrande.....			2
Tonate.....			3
Kourou.....			3
Sinnamary.....			6
Rémire.....			3
Oyapoc.....			6
Matoury.....			2
Kaw.....			2
Mana.....			10
Iracoubo.....			5
Saint-Laurent.....			20

Art. 2.— Le taux de la redevance par homme et par jour reste fixé, jusqu'à nouvel ordre, à soixante-quinze centimes.

Art. 3. — Le présent arrêté est valable pour une période de trois ans.

Art. 4.— Tous les actes antérieurs, portant fixation des effectifs des corvées municipales, sont et demeurent abrogés.

Art. 5.— Le Directeur de l'Administration pénitentiaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et soumis à l'approbation du Ministre des Colonies.

Cayenne, le 29 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 170. — *ARRETÈ déterminant les sections de vote en vue des élections pour le renouvellement de la série sortante du Conseil général.*

(29 mai 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 23 décembre 1878 portant institution d'un conseil général à la Guyane française ;

Vu le décret du 3 janvier 1914, déterminant les conditions d'application de la loi du 29 juillet 1913 ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote, ainsi que la sincérité des opérations électorales ;

Vu le décret du 11 avril 1914, modifiant les articles 1, 2, 3, 4, 5, 11 et 15 du décret précédent ;

Vu la loi du 20 mars 1914, tendant à réglementer l'affichage électoral, notamment son article 5, ainsi conçu :

« Lorsqu'une commune devra comprendre plusieurs bureaux « de vote, l'arrêté préfectoral déterminant ces bureaux devra « être notifié au Maire avant l'ouverture de la période élec- « torale » ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article Ier. — A l'occasion des élections prochaines pour le renouvellement des conseillers généraux faisant partie de la série sortante en 1925, le scrutin aura lieu à la Mairie de chacune des communes des Ire, 2e, 3e, 4e, 5, et 6e circonscriptions électorales de la colonie.

Art. 2. — Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'article précédent :

1° La commune d'Oyapoc sera divisée en deux bureaux de vote installés, le premier à Saint-Georges (mairie), et le deuxième au Ouanary (poste de police) ;

2° La commune de Sinnamary sera divisée en trois bureaux de vote qui siégeront le premier au bourg (mairie), le second à la maison d'école de Corrossony et le troisième à la maison d'école de Malmanoury ;

3° La commune d'Approuague sera divisée en deux bureaux de vote, le premier siégera à la Mairie et le deuxième au poste de police de la section de Régina ;

4° La commune d'Iracoubo sera divisée en deux bureaux de vote, le premier siégera à la Mairie et l'autre, au lieu dit « Trou-Poisson », à la maison d'école ;

5° La commune de Macouria sera divisée en deux bureaux de vote, le premier siégera à la Mairie et le second à l'école du hameau du 7e kilomètre.

Art. 3. — Chacun de ces bureaux dressera immédiatement un procès-verbal du dépouillement des votes. Ces procès-verbaux seront centralisés, avec toutes les annexes aux premiers bureaux tenus à la mairie des chefs-lieux. Un procès-verbal de recensement général des votes de la commune sera établi immédiatement par le président et les membres du bureau de la Mairie, auxquels s'adjoindra le président des bureaux des sections. Ce dernier procès-verbal de recensement général, établi en deux exemplaires, sera adressé au Gouverneur en même temps que le procès-verbal de recensement général des votes de la circonscription, accompagné du procès-verbal de chaque bureau de vote, des réclamations et autres annexes.

Art. 4.— Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 29 mai 1925.

C. J. CHANEL.

N° 171. — *ARRETÉ portant convocation des collèges électoraux des 1re, 2e, 3e, 4e, 5e et 6e circonscriptions. — Elections du Conseil général.*

(29 mai 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 23 décembre 1878, portant institution d'un Conseil général à la Guyane française ;

Vu l'arrêté du 9 octobre 1899 portant promulgation :

1° Du décret du 19 août 1899 qui fixe à nouveau les circonscriptions électorales et la répartition du nombre des conseillers généraux à élire dans la colonie ;

2° Du décret du 15 septembre 1899 qui modifie l'article 2 du décret précédent ;

Vu le décret du 3 janvier 1914, déterminant les conditions d'application dans la colonie de la loi du 29 juillet 1913, ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote, ainsi que la sincérité des opérations électorales ;

Vu la loi du 20 mars 1914, tendant à réglementer l'affichage électoral ;

Vu l'article 3 de la loi du 18 octobre 1919, relatif à la durée des pouvoirs des membres du Conseil général, rendu applicable aux colonies par l'article 4 du décret du 22 octobre 1919, promulgué à la Guyane par arrêté du 7 novembre 1919 ;

Attendu que MM. les conseillers généraux Saccharin (Philippe), Félicité (Sidney), Briais (Fernand), Théolade (Romule), de Saint-Quentin (Hippolyte), Cupidon (Pierre), Quintrie-Lanothe (Charles), Massé (Simon) ont été désignés par le sort pour faire partie de la série sortante en 1925 ;

Vu la démission offerte le 29 avril 1925 par MM. Saccharin (Philippe) et de Saint-Quentin (Hippolyte) et le 30 avril 1925 par M. Félicité (Sidney) de leurs fonctions de conseillers généraux ;

Vu, d'autre part, la démission offerte le 2 mai 1925 par M. Berland (Jean-Marie) de ses fonctions de conseiller général de la 3e circonscription ;

Vu la décision du Conseil d'Etat en date du 6 mars 1925, annulant les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 23 septembre 1923 (Elections de M. Briais, conseiller général) ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les collèges électoraux des 1re, 2e, 3e, 4e, 5e et 6e circonscriptions sont convoqués pour le dimanche 21 juin 1925, à l'effet d'élire :

Dans la première circonscription (ville de Cayenne), quatre conseillers généraux, en remplacement de MM. Saccharin

Philippe), Félicité (Sidney), conseillers généraux sortants démissionnaires, Briais (Fernand), conseiller général sortant dont l'élection a été annulée, Théolade (Romule), conseiller général sortant ;

Dans la deuxième circonscription (Oyapoc-Approuague-Kaw), un conseiller général, en remplacement de M. de Saint-Quentin (Hippolyte), conseiller général sortant démissionnaire ;

Dans la troisième circonscription (Rémire-Matoury-Roura), un conseiller général, en remplacement de M. Berland (Jean-Marie), conseiller général démissionnaire ;

Dans la quatrième circonscription (Tonnégrande-Montsinéry-Macouria), un conseiller général, en remplacement de M. Cupidon (Pierre), conseiller général sortant ;

Dans la cinquième circonscription (Kourou-Sinnamary-Iracoubo), un conseiller général, en remplacement de M. Quintrie-Lamothe (Charles), conseiller général sortant ;

Dans la sixième circonscription (Mana) un Conseiller général en remplacement de M. Masse (Simon), Conseiller général sortant.

Art. 2. — Le scrutin durera un jour. Il s'ouvrira à 7 heures et sera clos à dix-sept heures.

Art. 3. — Dans le cas où un second tour de scrutin serait reconnu nécessaire, il y serait procédé de droit le second dimanche après le premier tour, c'est-à-dire le 5 juillet 1925 aux mêmes heures que ci-dessus.

Art. 4. — Les votes auront lieu à la mairie de chaque commune et dans les sections de vote dans les conditions fixées par l'arrêté du 29 mai 1925, n° 410.

Art. 5. — Les élections auront lieu sur les listes électorales arrêtées le 31 mars 1925, sous la réserve des changements qui y auraient été régulièrement ordonnés par jugement ayant force de chose jugée et de la radiation des électeurs décédés ou privés de leurs droits civils et politiques.

Art. 6. — Le bureau de chaque collège électoral sera présidé par le maire ou un adjoint ou, à défaut, par un conseiller municipal dans l'ordre du tableau.

Les deux plus âgés et les deux plus jeunes des électeurs présents à l'ouverture du scrutin, sachant lire et écrire, rempliront les fonctions d'assesseurs.

Art. 7. — Pour la centralisation et le recensement général des votes, le chef-lieu de chaque circonscription est désigné ainsi qu'il suit :

1re circonscription. — Ville de Cayenne (Cayenne) :

2e circonscription. — Oyapoc, Approuague et Kaw (Approuague) ;

3e circonscription. — Rémire, Matoury et Roura (Rémire) ;

4e circonscription. — Tonnégrande, Montsinéry et Macouria (Macouria) ;

5e circonscription. — Kourou, Sinnamary et Iracoubo (Sinnamary) ;

6e circonscription. — Mana (Mana).

Art. 8. — Les procès-verbaux de recensement général des votes seront rédigés en trois exemplaires signés par le président, le secrétaire et les autres membres du bureau du chef-lieu de la circonscription.

Ces documents, accompagnés des réclamations et autres annexes, ainsi que les procès-verbaux des diverses Assemblées électorales seront adressés immédiatement au Gouverneur, en exécution de l'article 12 § 2 du décret du 23 décembre 1878.

Art. 9. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 29 mai 1925.

C. J. CHANEL.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 172 — Par décret en date du 6 mars 1925, ont été nommés :

Chevaliers de l'Ordre du Dragon de l'Annam :

MM. Desbelles, chargé du centre de T. S. F. de Cayenne ;
Jean-Louis, commis des Mines.

Chevaliers de l'Ordre de l'Etoile d'Anjouan :

MM. Lalande, opérateur en T. S. F. à Cayenne ;
Pulchérie, agent de police de 2e classe, à Cayenne.

Chevalier de l'Ordre de l'Etoile Noire du Bénin :
M. Cognet, maître de Port, à Cayenne.

N° 173.— Par décret en date du 10 mars 1925, ont été nommés :

Chevaliers du Mérite agricole :

MM. Lama, cultivateur à Iracoubo ;
Mine, cultivateur à Sinnamary ;
Indre, surveillant des Etablissements pénitentiaires ;
Martini, *idem ;*
Vénère, *idem ;*
Kothé, *idem ;*
Jaffart, vérificateur des Contributions directes.

N° 174. — Par arrêté ministériel, en date du 23 mars 1925, M. Leveillé (Hector) a été nommé juge de paix suppléant à Iracoubo (Guyane).

N° 175. — Par lettres du 29 avril 1925, adressées au Gouverneur et dont il leur a été accusé réception le 1er mai 1925, MM. Saccharin (Philippe) et de Saint-Quentin (Hippolyte) ont donné leur démission de conseiller général, le premier, de la circonscription de Cayenne, le second, de la circonscription d'Oyapoc-Approuague-Kaw.

N° 176.— Par lettre du 30 avril 1925, adressée au Gouverneur et dont il lui a été accusé réception le 1er mai 1925, M. Félicité (Sydney) a donné sa démission de conseiller général de la circonscription de Cayenne.

N° 177.— Par décision du Gouverneur, en date du 1er mai 1925, a été acceptée la démission offerte par Mlle Rousseau Saint-Philippe (Marguerite) de son emploi de dame employée de 2e classe des Postes et Téléphones de la Guyane française

et a été rapportée la décision du 28 avril précédent n° 307, la plaçant dans la position de disponibilité sans traitement pour une période de six mois.

N° 178. — Par décision du Gouverneur, en date du 1er mai 1925, Mme Laupénie, dame employée de 3e classe des Postes et Téléphones, est affectée au bureau de Mana, en qualité de Receveuse, en remplacement de Mlle Rousseau Saint-Philippe démissionnaire.

N° 179. — Par décisiondu Gouverneur, en date du 1er mai 1925, un congé de convalescence de six mois, à passer en France, est accordé à M. l'abbé Loos (Julien), prêtre du clergé de la Guyane.

Cet ecclésiastique est autorisé à s'embarquer sur l'intercolonial du mois de mai courant.

N° 180. — Par décision du Gouverneur, en date du 1er mai 1925, un congé de convalescence de trois mois, à passer dans la colonie, est accordé à Mme Grisnoir (Anna), sage-femme de 3e classe à l'Hôpital-Hospice civil de Cayenne.

N° 181. — Par lettre en date du 2 mai 1925, adressée au Gouverneur, et dont il lui a été accusé réception le 5 mai 1925, M. Berland (Jean-Marie) a donné sa démission de Conseiller général de la circonscription de Rémire-Matoury-Roura.

N° 182. — Par décision du Gouverneur, en date du 2 mai 1925, M. Amusant (Paul), commis principal du cadre local des Mines, est délégué dans les fonctions d'agent-voyer de la commune de Cayenne, en remplacement de M. Florus, appelé à d'autres fonctions.

N° 183. — Par décision du Gouverneur, en date du 2 mai 1925, M. Henrick (Albert), garde rural de 3e classe, est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité, sans traitement, pour une période d'une année.

N° 184. — Par décision du Gouverneur, en date du 4 mai 1925, prise sur la proposition du Procureur général et l'avis du Conseil de Santé, un congé de convalescence de six mois, à passer en France avec autorisation de s'arrêter à la Martinique, a été accordé à M. Jean-Marie (Victor), lieutenant de juge à Cayenne.

N° 185. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 4 mai 1925, pris sur la proposition du Procureur général, ont été nommés provisoirement :

Juge-président du Tribunal du Maroni, M. Blanche, juge de paix de Sinnamary, en remplacement de M. Gautrez, en congé ;

Lieutenant de juge à Cayenne, M. Socrate, juge de paix de Mana, en remplacement de M. Jean-Marie, en congé ;

Juge suppléant au Tribunal de première instance de Cayenne, M. Jalton, commis-greffier.

N° 186. — Par décision du Gouverneur, en date du 4 mai 1925, un congé de convalescence de trois mois, à passer à la Martinique, est accordé à M. Bonjotin (Damase) fontainier du service des Travaux publics.

N° 187. — Par décision du Gouverneur, en date du 7 mai 1925, fait retour au Domaine, pour cause de décès par l'ancien concessionnaire, le terrain numéro 189 du bourg de Mana précédemment accordé à titre provisoire à M. Marc Pelote.

N° 188. — Par lettre en date du 12 mai 1925, dont il lui a été accusé réception, M. J.-M. Berland a donné sa démission de membre de la Chambre de commerce.

N° 189. — Par lettre en date du 14 mai 1925, dont il lui a été accusé réception, M. Henry Létard a donné sa démission de Conseiller municipal de la commune de Sinnamary.

N° 190. — Par décision du Gouverneur, en date du 15 mai 1925, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, ont été appelées à continuer leurs services :

1° A l'école mixte de Ouanary,

Mlle Calumey (Cécilie), institutrice adjointe à l'école des filles de Cayenne ;

2° A l'école des filles de Cayenne,

Mme Lafont (Alice), institutrice adjointe à l'école des garçons, en remplacement de Mlle Calumey (Cécilie) ;

3° A l'école des garçons de Cayenne,

Mme Martial (Caroline), institutrice de 1re classe, en remplacement de Mme Lafont (Alice).

Cette décision aura son effet à compter du 4 mai 1925.

N° 191. — Par décision du Gouverneur, en date du 15 mai 1925, un témoignage officiel de satisfaction est accordé :

1° Au chef de brigade Labarère (Jean) et au gendarme Varache (Eugène) qui, grâce à leur énergie, ont su, à Sinnamary au cours de ces élections, faire rentrer dans l'ordre une bande de perturbateurs qui avaient envahi le bureau de vote et y commettaient des déprédations dans le but évident de provoquer des incidents qui auraient pu devenir très graves ;

2° Au chef de brigade Bulle (Alfred) qui, par des mesures intelligentes et appropriées à la circonstance, a su calmer l'effervescence qui commençait à se manifester parmi les électeurs de la section de vote du 7e kilomètre (commune de Macouria) où le bureau n'a pu être constitué par suite d'une interprétation erronée de la loi sur les élections ;

3° Au gendarme Bourgeon (François) qui, assisté seulement du douanier Poteau, a dû faire évacuer la salle de vote de la commune de Rémire qui avait été envahie par une quinzaine d'électeurs protestataires et a su, par la suite, maintenir l'ordre et le calme pendant toute la journée.

N° 192. — Par décision du Gouverneur, en date du 20 mai 1925, M. Delos (Georges-Emile) est agréé comme garde particulier des concessions forestières des Comptoirs Hesse et Cie dans la région du Maroni.

Avant d'entrer en fonctions, M. Delos prêtera devant le Tribunal de Paix de l'arrondissement, le serment prescrit par la loi du 6 octobre 1791, section VII, paragraphe V.

N° 193. — Par décision du Gouverneur, en date du 20 mai courant, prise sur la proposition du Procureur général, un congé de huit mois à passer en France a été accordé à Me Saccharin, avocat-avoué à Cayenne.

N° 194. — Par décision du Gouverneur, en date du 26 mai courant, un congé de convalescence de six mois à passer en France, avec usage des eaux de Vichy, a été accordé à M. Simoneau, Procureur général, Chef du service judiciaire.

N° 195. — Par décision du Gouverneur, en date du 26 mai courant, prise sur la proposition du Procureur général, un congé de convalescence à passer à la Martinique a été accordé au sieur Delambre (Frédéric), planton concierge au Palais de justice au Maroni.

N° 196. — Par décision du Gouverneur, en date du 26 mai 1925, un congé de convalescence de six mois, à passer en France, est accordé à M. l'abbé Fabre (Eugène), prêtre du clergé de la Guyane.

Cet ecclésiastique est autorisé à s'embarquer sur l'intercolonial du mois de juin 1925.

N° 197. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 26 mai 1925, pris sur la proposition du Procureur général, M. Chaspoul, Substitut du Procureur général, a été nommé provisoirement Procureur général, Chef du service judiciaire, en remplacement et pendant la durée du congé accordé à M. Simoneau.

N° 198. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 mai 1925, M. Le Blond (Emile), commis de 1re classe du Secrétariat général de la Guyane, en disponibilité du 15 novembre 1919, est rayé des cadres de cette administration à compter du 15 novembre 1924, date d'expiration de sa cinquième année de disponibilité.

N° 199. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 30 mai 1925, M. Noléon (Albert), commis principal du Secrétariat général, est appelé à assurer la direction du 3e bureau en remplacement de M. Mondésir, appelé sur sa demande à d'autres fonctions.

M. Desvieux (Albert), commis de 1re classe du Secrétariat général, est appelé à servir au 2e bureau.

N° 200. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 mai 1925, est rapportée la décision du 4 octobre 1924, agréans M. Gabriel Prépont comme garde particulier des concessions forestières nos 1560, 1561, 1562, 1704 et 1705 de M. Georgei Prévot.

Par la même décision, M. Gabriel Prépont est agréé en qualité de garde particulier des concessions forestières n° 16, 23, 96, et 320, situées dans le Haut-Maroni, et appartenant à M. Maurice Gougis.

N° 201. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 mai 1925, un congé de convalescence de trois mois, à passer à la Guadeloupe, est accordé à M. Dulice (Adrien), ouvrier e 1re classe de l'Imprimerie du Gouvernement.

Cet employé est autorisé à prendre passage sur le courrier du mois de juin 1925.

N° 202. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 mai 1925, M. Saminadin (Joseph), garde rural de 3e classe, est maintenu, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans solde, pour une période d'une année, à compter du 29 mai 1925.

N° 203. — Une réprimande a été adressée à M. le docteur Gippet, chargé du service Vétérinaire, en raison d'un incident survenu entre M. le Consul des Etats-Unis du Brésil et ce praticien à l'occasion du service.

CERTIFIÉ CONFORME :

Le Secrétaire-archiviste,

R. ANGAMMARRE.

CAYENNE — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 6.

JUIN 1925.

SOMMAIRE.

Pages

N° 204. — Circulaire ministérielle du 9 mars 1925.— Formalités en matière de pouvoirs à donner à un correspondant colonial..... 212

N° 205. — Arrêté ministériel du 4 avril 1925.— Cession de main-d'œuvre pénale à la Guyane française..... 213

N° 206. — Circulaire ministérielle du 8 avril 1925. — Fonctionnaires candidats aux élections législatives..... 215

N° 207. — Arrêté du 2 juin 1925 promulguant le décret du 30 août 1919 portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi du 5 août 1919 relative à la modification du régime douanier des produits pétrolifères..... 217

Décret du 30 août 1925 portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi du 5 août 1919 relative à la modification du régime douanier des produits pétrolifères en France..... 218

N° 208. — Arrêté du 5 juin 1925 promulguant le décret du 29 avril 1925 établissant à la Guyane française l'impôt général sur le revenu..... 229

Décret du 29 avril 1925 établissant à la Guyane française l'impôt général sur le revenu..... 231

Délibération du 22 août 1924 du Conseil général de la Guyane française relative à l'établissement de l'impôt général sur le revenu..... 232

Pages

N° 209. — Arrêté du 6 juin 1925 modifiant l'article 6 de l'arrêté n° 410 *bis* du 29 mai 1925 portant convocation des collèges électoraux des 1re, 2e, 3e, 4e, 5e et 6e circonscriptions pour l'élection de neuf Conseillers généraux..... 237

N° 210. — Arrêté du 11 juin 1925 déterminant certaines mesures nécessaires à l'application du décret du 29 avril 1925 établissant à la Guyane française l'impôt général sur le revenu..... 238

N° 211. — Arrêté du 11 juin 1925 portant convocation du Conseil général en session extraordinaire..... 239

N° 212. — Arrêté du 11 juin 1925 portant suppression par voie d'extinctions du cadre des gardes sanitaires..... 240

N° 213. — Arrêté du 11 juin 1925 portant suppression de l'emploi de cuisinier-chef de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne..... 241

N° 214. — Arrêté du 11 juin 1925 portant suppression de l'emploi de gardien du Chalet de Bourda..... 242

N° 215. — Arrêté du 11 juin 1925 portant suppression par voie d'extinctions, du cadre des plantons et concierges du Service local..... 243

N° 216. — Arrêté du 11 juin 1925 portant suppression par voie d'extinctions du cadre des Secrétaires de Mairie des communes rurales..... 244

N° 217. — Arrêté du 11 juin 1925 portant suppression du poste d'adjudant de la Police générale..... 245

N° 218. — Arrêté du 11 juin 1925 portant réduction de l'effectif du cadre du personnel local du Secrétariat général de la Guyane..... 246

N° 219. — Arrêté du 11 juin 1925 approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1924 du 1er janvier 1924 au 18 décembre 1924, de M. Octaville, receveur des Bureaux de bienfaisance des communes de Macouria et de Rémire..... 247

N° 220. — Arrêté du 11 juin 1925 approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1924, du 1er janvier 1924 au 18 décembre 1924, de M. Octaville (Raoul), receveur municipal des communes de Matoury, Rémire, Roura, Kaw, Tonnégrande et Macouria..... 248

N° 221. — Arrêté du 11 juin 1925 rendant applicables à la commune du Maroni les dispositions de l'arrêté local du 28 septembre 1903..... 249

N° 222. — Arrêté du 11 juin 1925 modifiant l'article 1er de l'arrêté du 22 décembre 1919 portant réorganisation du service des Ports et Rades, Sémaphores et Phares... 250

N° 223. — Arrêté du 11 juin 1925 rapportant celui du 20 juin 1920 portant création de l'emploi de Magasinier-

Pages.

gérant du service des Travaux publics de la Guyane française..... 251

N° 224. — Arrêté du 11 juin 1925 complétant l'article 36 de l'arrêté forestier du 11 novembre 1916..... 252

N° 225. — Décision du 11 juin 1925 modifiant l'article 1er de la décision n° 952 du 26 décembre 1882..... 253

N° 226. — Arrêté du 15 juin 1925 relatif à la célébration de la Fête Nationale..... 255

N° 227. — Arrêté du 16 juin 1925 autorisant une réunion extraordinaire du Conseil municipal de Cayenne..... 256

N° 228. — Décision du 17 juin 1925 mettant à la disposition des municipalités une somme de 3,000 francs à l'occasion de la Fête Nationale du 14 juillet 1925..... 257

N° 229. — Arrêté du 17 juin 1925 promulguant le décret du 28 avril 1925 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 6 de la loi du 14 avril 1924 sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires. — Rapport..... 258

Décret du 28 avril 1925 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 6 de la loi du 14 avril 1924 sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires..... 260

N° 230. — Arrêté du 17 juin 1925 promulguant le décret du 28 avril 1925 qui complète l'article 2 du décret du 1er décembre 1920 portant amélioration des traitements du personnel des bureaux des Secrétariats généraux. 265

Décret du 28 avril 1925 complétant l'article 2 du décret du 1er décembre 1920 portant amélioration des traitements du personnel des bureaux des Secrétariats généraux..... 267

N° 231. — Arrêté du 20 juin 1925 rapportant celui du 25 juin 1924 ordonnant l'expulsion de la nommée Frédéric (Catherine) *dite* Una..... 268

N° 232. — Arrêté du 23 juin 1925 autorisant une session extraordinaire du Conseil municipal d'Oyapoc..... 268

N° 233. — Arrêté du 24 juin 1925 autorisant une réunion extraordinaire du Conseil municipal de Mana..... 269

N° 234. — Décision du 24 juin 1925 nommant deux membres de la Commission administrative du Bureau de bienfaisance de Mana.....

N° 235. — Arrêté du 26 juin 1925 promulguant le décret du 14 mars 1925, relatif aux pensions des magistrats coloniaux..... 270

Circulaire ministérielle du 8 avril 1925 au sujet du décret du 14 mars 1925, appliquant aux magistrats coloniaux les dispositions de l'article 4 de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions..... 274

Pages

Décret du 14 mars 1925 relatif aux pensions des magistrats coloniaux 271

N° 236. — Arrêté du 26 juin 1925 promulguant [illegible] janvier 1925. — Constatation des payements effectués à des parties prenantes illettrées ou dans l'impossibilité de signer. — Rapport..... 275

Décret du 29 janvier 1925. — Constatation de payements effectués à des parties prenantes illettrées ou dans l'impossibilité de signer 277

N° 237. — Décision du 30 juin 1925 relative aux opérations électorales du 3 mai 1925 de la commune de Macouria. 279

N° 238. — Décision du 30 juin 1925 relative aux opérations électorales du 3 mai 1925 de la commune de Macouria..... 279

N° 239. — Décision du 30 juin 1925 relative aux opérations électorales de la commune de Matoury en date du 3 mai 1925..... 285

N° 240. — Décision du 30 juin 1925 relative aux opérations électorales de la commune de Matoury en date du 3 mai 1925..... 286

N°s 241 à 263. — Nominations, mutations, congés, etc. 293

N° 204. — *CIRCULAIRE MINISTERIELLE. — Formalités en matière de pouvoirs à donner à un correspondant colonial.*

(Ministère des Colonies. — Direction des Affaires politiques. — 4e bureau: Affaires judiciaires et Administration pénitentiaire.)

Paris, le 9 mars 1925.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux, Gouverneurs des Colonies et Commissaires de la République au Togo et au Cameroun*

Mon attention a été appelée sur l'intérêt qu'il y aurait à réduire les formalités actuellement imposées aux commerçants français, lorsqu'ils veulent donner à un correspondant colonial pouvoir de recevoir, en leur lieu et place, le paiement d'une facture de fournitures faites à l'Administration coloniale.

Ce pouvoir devait être, conformément à la circulaire du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du 16 mars 1837, revêtu, jusqu'ici des visas suivants:

1° de l'intéressé;

2° du Maire et du Commissaire de Police du domicile de celui-ci;

3° du Préfet du Département;

4° du Ministre de l'Intérieur;

5° du Ministre des Colonies;

6° du Gouverneur de la Colonie.

Ces formalités constituaient incontestablement une gêne sérieuse pour les commerçants et étaient de nature à entraver les transactions commerciales effectuées entre la métropole et nos possessions d'outre-mer.

Pour obvier à ses inconvénients, j'ai décidé, d'accord avec la Chancellerie, qu'à l'avenir les pouvoirs de l'espèce seraient soumis aux seules formalités suivantes:

1° Si le pouvoir donné par le commerçant français à son représentant colonial est passé devant notaire, la signature du notaire, rédacteur de l'acte, devra être légalisée par le président du Tribunal civil;

2° Si le pouvoir, au contraire, est rédigé sous seing privé, la sincérité de la signature de l'intéressé devra être attestée par le Maire et la signature de ce dernier devra être légalisée par le Préfet.

En conséquence, je vous serais obligé de vouloir bien donner aux services compétents toutes instructions utiles pour que ces nouvelles règles reçoivent leur application immédiate.

DALADIER.

N° 205. — *ARRÊTÉ MINISTÉRIEL. — Cession de main-d'œuvre pénale à la Guyane.*

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu les convention et décret des 28 mai 1920 et 2 juin 1920 portant octroi d'une concession territoriale et d'une cession de main-d'œuvre pénale à la Société forestière de la Guyane française sur le domaine pénitentiaire de l'Etat au Maroni;

Vu l'arrêté du 2 mai 1922 renouvelant à la dite société, à compter du 1er septembre 1922 et pour une période de trois

ans, la cession de main-d'œuvre pénale prévue par les convention et décret susvisés ;

Vu la demande de la dite société en date du 22 septembre 1924 tendant au renouvellement de la cession de main-d'œuvre pénale,

ARRÊTE :

Article 1er. — La cession de main-d'œuvre pénale accordée à la Société forestière de la Guyane française par convention du 28 mai 1920 est renouvelée pour une durée de cinq ans, à compter du 1er septembre 1925 et dans les conditions prévues aux articles ci-dessous.

Art. 2. — Le nombre des transportés mis à la disposition du concessionnaire est fixé à :

200 hommes pour la période du 1er septembre 1925 au 31 août 1926.

190 hommes pour la période du 1er septembre 1926 au 31 août 1927.

175 hommes pour la période du 1er septembre 1927 au 31 août 1928.

160 hommes pour la période du 1er septembre 1928 au 31 août 1929.

150 hommes pour la période du 1er septembre 1929 au 31 août 1930.

Toutefois, le concessionnaire sera libre de n'utiliser qu'un nombre d'hommes moindre suivant les besoins de son exploitation.

L'effectif sera déterminé d'après une demande mensuelle adressée par le concessionnaire ou son délégué à l'Administration pénitentiaire le 15 de chaque mois au plus tard, et les condamnés seront mis à la disposition de la société du 1er du mois suivant.

Lorsque le concessionnaire désirera remettre des condamnés à l'Administration pénitentiaire pour des motifs autres que de l'indiscipline, l'inconduite et le défaut de travail, il préviendra également l'Administration pénitentiaire quinze jours à l'avance. Les condamnés remis à la disposition de l'Administration pénitentiaire pour indiscipline, inconduite ou défaut de travail seront repris sans délai.

Art. 3. — En raison de la réduction d'effectif de main-d'œuvre prévue à l'article 2, le maximun des quantités de bois à four-

nir gratuitement à l'Administration pénitentiaire est fixé à un demi mètre cube par mois et par homme en cession, ce chiffre étant déterminé par le calcul de l'effectif moyen de main-d'œuvre en cession durant le mois.

Art. 4. — Une redevance de 2 fr. par homme et par jour est due pour toutes les journées passées par les condamnés à la disposition du concessionnaire.

Art. 5. — Les condamnés seront choisis et désignés parmi les hommes robustes, valides et aptes au travail de l'exploitation forestière. Il en sera de même de ceux qui seront fournis au concessionnaire en remplacement des malades et indisponibles.

L'effectif des hommes valides et utilisables devra être constamment maintenu dans les limites prévues à l'article 2 ci-dessus, égal au nombre demandé par le concessionnaire.

Art. 6. — Les stipulations des articles 5, 6, 7, 8, 9 et 10 de la convention du 28 mai 1920 sont maintenues en vigueur pour la durée de la concession de main-d'œuvre prévue au présent arrêté.

En cas de suppression totale du bagne et rapatriement de tous les condamnés, la présente cession de main-d'œuvre serait résiliée de plein droit sans indemnité.

Fait à Paris, le 4 avril 1925.

DALADIER.

N° 206. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Fonctionnaires candidats aux élections législatives.*

(Direction du Personnel et de la Comptabilité. — 2e bureau.)

Paris, le 8 avril 1925.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indochine, de l'Afrique Occidentale française, de l'Afrique Équatoriale française et de Madagascar, les Gouverneurs des colonies et Commissaires de la République au Cameroun et au Togo.*

Ma circulaire n° 1 A du 11 février dernier, vous a transmis copie d'une instruction, relative à la situation des fonctionnaires candidats aux élections législatives, déli-

bérée par le Conseil des Ministres, dans sa séance du 28 août 1924.

Comme suite à cet envoi, j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie d'une lettre de M. le Président du Conseil, en date du 21 mars 1925, complétant le paragraphe B de l'instruction précitée, en ce qu'elle prévoit la délivrance d'un congé sans traitement, pour la durée de la période électorale.

Je vous prie de faire insérer, au *Journal officiel* de votre colonie, cette adjonction au paragraphe visé et de m'accuser réception de la présente circulaire.

DALADIER.

Paris, le 21 mars 1925.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL *à Messieurs les Ministres et Sous-Secrétaires d'Etat.*

J'ai eu l'honneur, le 27 janvier 1925, de vous adresser des instructions relatives à la situation des fonctionnaires candidats aux élections législatives.

Il a été spécifié que si le fonctionnaire candidat ne pouvait pas en même temps assurer son service, il lui serait accordé un congé sans traitement égal à la durée de la période électorale; mais aucune disposition n'est prévue en ce qui concerne les droits de l'intéressé à l'avancement et à la retraite pendant ce laps de temps. Il avait semblé, en effet, que ces deux points devaient être fixés par chacun de vous, conformément aux règles particulières de chaque administration.

Néanmoins, des indications m'ayant été demandées à cet égard, vous voudrez bien, sauf dispositions contraires dans les réglements applicables aux divers services de chaque département ministériel considérer comme complété de la façon suivante le paragraphe B de la circulaire du 27 janvier 1925 :

B — Tout fonctionnaire candidat aux élections législatives dans des conditions ne lui permettant pas d'assurer en même temps son service, demandera et il lui sera accordé un congé sans traitement pour la durée de la période

électorale. Il ne sera pas remplacé numériquement dans son emploi et, s'il n'est pas élu, il reprendra ses fonctions à l'expiration de son congé.

Si le fonctionnaire en présente la demande, il sera admis à verser rétroactivement les retenues afférentes aux pensions civiles sur le traitement qu'il aurait touché pendant la durée de son congé.

Si ce versement est effectué, le temps passé en congé comptera pour l'avancement de classe et de grade.

HERRIOT.

N° 207. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 30 août 1919 portant règlementation d'administration publique pour l'application de la loi du 5 août 1919 relative à la modification du régime douanier des produits pétrolifères.*

(2 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la loi du 11 janvier 1892 portant établissement du tarif général des douanes métropolitain ;

Vu la loi du 2 août 1919 modifiée et complétant la loi du 11 janvier 1892 ;

Vu la circulaire ministérielle du 11 juin 1921 indiquant les conditions d'application aux colonies des modifications apportées au tarif général des douanes ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Contrôleur en chef, chef du service des douanes p. i.,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 30 août 1919, portant règlementation d'administration publique pour l'application de la loi du 5 août 1919 relative à la modification du régime douanier des produits pétrolifères.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Contrôleur en chef, chef du service des douanes p. i., sont chargés, chacun en ce

qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 2 juin 1925.

C. J. CHANEL

DÉCRET du 30 août 1919 portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi du 5 août 1919 relative à la modification du régime douanier des produits pétrolifères en France.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre des finances, du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du Ministre de l'agriculture et du ravitaillement;

Vu la loi du 5 août 1919 et notamment les articles 4 (dernier paragraphe), 5, 6, 7 et 8 de la dite loi, ainsi conçus:

« Art. 4 (dernier paragraphe). — Le régime des brais et cokes sera déterminé par les décrets prévus à l'article 7.

« Art. 5. — Les résidus destinés aux moteurs des navires de la Marine militaire et marchande seront affranchis des droits sous les conditions qui seront déterminées par décrets.

« Art. 6. — Les résidus admis au droit réduit, à l'importation ou à la sortie des usines exercées doivent être contenus dans des récipients mentionnant leurs spécifications, caractéristiques et destination, dans des conditions qui seront fixées par décrets ainsi qu'il est dit à l'article 7.

« Art. 7. — Des décrets rendus en forme de règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la présente loi, notamment les modalités de l'exercice, la définition des résidus, les conditions d'expédition ou de livraison aux destinations privilégiées et enfin les conditions auxquelles sera subordonnée l'admission des divers produits dans les usines exercées.

« Art. 8. — Les infractions aux dispositions de la présente loi et des décrets rendus pour son exécution seront punies d'une amende de 1,000 francs à 10,000 francs indépendamment, le cas échéant, du payement des droits éludés ».

Vu les lois des 11 janvier 1892 et 30 juin 1893 et 29 mars 1910 sur le tarif général des douanes;

Vu l'article 31 de la loi de finances du 31 mars 1903 et le décret portant règlement d'administration publique du 9 août 1903 relatifs à la taxe de fabrication des huiles minérales brutes entrant en raffinerie ;

Vu la loi du 15 février 1875 sur le crédit des droits et les lois du 29 décembre 1884, article 11 et du 26 février 1887, article 5 sur le crédit d'enlèvement ;

Vu la loi du 29 décembre 1917 sur le régime des entrepôts de douane ;

Vu le décret du 27 avril 1911 relatif à l'application des droits inscrits au tarif d'entrée ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les produits du traitement des huiles minérales brutes d'origine étrangère, mentionnés dans la loi du 5 août 1919, et qui sont définis au tableau annexé au présent décret, ne peuvent être admis au bénéfice de la dite loi que sous les conditions ci-après énoncées.

TITRE Ier.

Importation de l'étranger pour la consommation.

Art. 2. — L'importation qui demande l'application des droits de 80 centimes ou de 40 centimes par 100 kilog. net doit remettre au service des Douanes une déclaration indiquant :

a) la désignation des produits définis au tableau annexe ;

b) les marques spéciales des récipients ;

c) les noms et domiciles des destinataires.

TITRE II.

Entrepôt réel. — Entrepôt réel spécial.

Art. 3. — Les produits pour lesquels l'application du tarif réduit est subordonnée à des emplois déterminés, peuvent être placés en entrepôt réel, ou en entrepôt réel spécial sous les mêmes formalités et sous les mêmes conditions de surveillance que les autres dérivés des huiles minérales, mais sous réserve des dispositions particulières ci-après.

Art. 4. — Les produits admis au droit réduit doivent faire l'objet de déclarations indiquant l'espèce des produits d'après les définitions et caractéristiques données dans le tableau an-

nexe, ainsi que le poids net, la densité et la valeur. Ils sont emmagasinés dans des bacs ou réservoirs spéciaux mesurés et gradués, revêtus de la marque indicatrice de l'espèce et de l'emploi.

Les produits passibles de la surtaxe d'entrepôt ou d'origine doivent être emmagasinés séparément.

Le droit qui doit être garanti, le cas échéant, par la soumission d'entrepôt est celui des huiles lourdes ou de graissage augmenté, s'il y a lieu, de la surtaxe d'entrepôt ou d'origine.

TITRE III.

Usines soumises à l'exercice.

Art. 5. — Tout industriel qui désire bénéficier des dispositions de l'article 4 de la loi du 5 août 1919 est tenu d'en faire la déclaration par écrit à la direction générale des Douanes, quinze jours au moins avant le commencement des opérations. Cette déclaration doit être appuyée d'un plan présentant les divers bâtiments, locaux, cours et emplacements dont se compose l'établissement, avec indications de toutes les issues, extérieures, ainsi que des réservoirs, bacs jaugeurs, compteurs, appareils et canalisation d'adduction ou autres qui y sont affectés.

Art. 6. — L'établissement doit être séparé de tout autre bâtiment et entouré de clôtures ayant au moins 2 m 50 de hauteur. Tous les jours et fenêtres donnant sur l'extérieur doivent être garnis d'un treillis de fer à mailles de 5 centimètres au plus. Les portes doivent être munies de deux serrures; l'une des clés est détenue par la Douane et l'autre par l'industriel. Les introductions et les sorties ne peuvent avoir lieu que par les ouvertures désignées à cet effet et pendant les heures qui seront fixées par l'Administration d'accord avec les industriels, sous réserve de la rémunération due aux agents pour le travail en dehors des heures légales.

Art. 7.— L'intéressé est tenu de mettre à la disposition de l'Administration deux locaux suffisants et convenables pour bureau et corps de garde, avec le mobilier et les appareils de chauffage nécessaires. Ces locaux doivent être situés dans l'enceinte de l'usine, le plus près des portes habituellement ouvertes.

En application de l'article 3 de la loi du 5 août 1919, l'entretien, le chauffage et l'éclairage de ces locaux sont effectués gratuitement par l'industriel.

Art. 8. — L'industriel doit souscrire chaque année une soumission générale cautionnée garantissant éventuellement les droits afférents aux huiles minérales brutes introduites dans l'usine en suspension des droits, pour le cas où celles-ci ne seraient pas mises en œuvre ou seraient détournées de leur [illegible] en outre, l'engagement de supporter toutes les charges de l'exercice, et de pourvoir au logement des agents, soit en nature, soit au moyen d'une indemnité. Lorsque le logement est donné en nature, il doit être situé en dehors de l'enceinte de l'usine.

Les frais de plombage, d'achat et d'entretien des serrures, cadenas et fermetures pour les portes, vannes et canalisations, de fournitures, des instruments de pesage et de mesurage et d'emballage et de transport des échantillons sont à la charge de l'exploitant.

Celui-ci doit effectuer le payement à l'Etat des frais d'exercice par trimestre et d'avance, et prendre l'engagement de payer le supplément de frais qui pourrait être reconnu ultérieurement nécessaire pour assurer la surveillance ou qui résulterait d'une augmentation accordée aux employés par mesure générale.

Dans le cas où l'intéressé cesse son industrie, il n'est libéré de la redevance que trois mois après la déclaration de la fermeture notifiée par lui à l'Administration des Douanes.

Art. 9. — Le service des douanes se tient en permanence dans l'enceinte de l'établissement, il veille à ce qu'aucune entrée ou sortie de produits n'ait lieu sans déclaration. Il exerce son contrôle sur les réservoirs, bacs, appareils, citernes, compteurs et bacs jaugeurs ainsi que sur les canalisations. Il doit pouvoir vérifier extérieurement à tout moment ces appareils et installations. Il peut en outre, exiger que des regards et des vannes soient disposés sur les canalisations d'adduction ou d'écoulement et que ces vannes soient munies d'un dispositif spécial en vue de l'apposition de plombs ou de cadenas de sûreté.

Art. 10. — Les huiles minérales brutes, d'origine étrangère, entrant dans les usines exercées sont prises en charge en suspension du droit de douane et de la taxe de fabrication,

mais elles doivent acquitter, s'il y a lieu, la surtaxe d'entrepôt ou d'origine.

A leur sortie des usines, en vue de la consommation, les produits provenant du traitement des huiles brutes sont assujettis aux droits fixés par l'article 4 de la loi du 5 août 1919 suivant les spécifications données dans le tableau annexe.

Art. 11.— Les huiles raffinées et essences provenant de l'importation ou de l'entrepôt et destinées à des mélanges ou à des rectifications ne peuvent être introduites qu'à charge de payement des droits et, le cas échéant, de la surtaxe d'entrepôt ou d'origine.

Le Directeur général des Douanes peut autoriser par décisions spéciales et aux conditions qu'il détermine :

a) L'introduction de benzol et d'alcools pris à la consommation en vue de mélange avec des essences ;

b) L'introduction d'huiles raffinées ou d'essences obtenues dans d'autres usines et après acquittement des droits ;

c) L'introduction d'huiles de graissage ou d'huiles lourdes, de résidus ou de brais.

Art. 12. — Toute introduction dans l'usine donne lieu à une déclaration de l'industrielqui indique l'espèce de produits, la quantité en poids ou volume, l'origine et, s'il y a lieu, la marque et les numéros des colis et récipients.

Les produits de chacune des catégories admissibles dans l'usine doivent être emmagasinés dans des réservoirs ou locaux distincts. Les réservoirs doivent avoir été mesurés et gradués suivant ce qui est prescrit pour les bacs d'entrepôts spéciaux.

Lorsqu'il s'agit d'huiles brutes ou d'huiles raffinées et d'essences extraites d'un entrepôt spécial annexé à l'usine, la consistance et les caractéristiques des produits, telles qu'elles résultent de l'opération de sortie d'entrepôt, peuvent être admises sans aucun contrôle nouveau. Dans ce cas, la déclaration d'entrée dans l'usine apure la déclaration de sortie d'entrepôt.

Si les huiles brutes sont passibles de la surtaxe d'entrepôt ou d'origine, cette surtaxe est liquidée et acquittée au moment de l'entrée en usine, d'après les résultats de la vérification opérée à la sortie d'entrepôt ou à l'entrée dans l'usine.

Lorsque les huiles brutes passibles de droits différents sont introduites simultanément dans l'usine, elles doivent être em-

magasinées dans des locaux ou bacs distincts et mises en œuvre séparément dans les appareils.

Art. 13. — Les produits du traitement des huiles brutes doivent être emmagasinés dans des réservoirs ou locaux spéciaux.

Aucune quantité ne peut être déchargée ou expédiée de l'usine qu'après déclaration et vérification. Les opérations de dédouanement ont lieu, autant que possible, à proximité des emplacements où les produits sont chargés en vue de leur expédition.

Art. 14. — Il est tenu, pour chaque usine, sur un sommier spécial, d'après les déclarations et les vérifications, un compte des quantités d'huiles minérales brutes introduites en suspension des droits et des quantités de produits et sous-produits expédiés de l'établissement, soit après payement des droits, soit sous acquits-à-caution pour la réexpédition ou l'avitaillement des navires.

Ce compte est destiné à présenter la situation des opérations de l'usine exercée ; il ne peut servir à constituer l'exploitant en déficit ou en excédent. Il est complété par le compte, sur un second sommier des produits pris à la consommation et employés à des mélanges ou bonifications.

Art. 15. — Dans chaque établissement des règlements particuliers, arrêtés par le directeur départemental des Douanes, déterminent :

a) La nature et la consistance des clôtures prévues à l'article 6 ;

b) Les emplacements ou locaux dans lesquels peuvent s'effectuer les vérifications ;

c) Les modalités de surveillance intérieure et extérieure ;

d) Les modalités de contrôle à exercer à la sortie des établissements pour assurer la concordance entre les expéditions et les liquidations effectuées par le service ;

e) Un emplacement où les produits vérifiés et libérés des droits peuvent être mélangés avec des benzols, de l'alcool ou d'autres carburants ;

f) Les dispositions propres à assurer périodiquement la réglementation des droits dus par l'industriel sur les résidus qu'il emploie à l'alimentation des moteurs ou à la combustion.

Le Directeur général des Douanes fixe l'effectif du personnel chargé de l'exercice d'après l'importance et les dispositions et aménagements de chaque usine.

TITRE IV.

Dispositions communes.

Art. 16.— A l'importation, à la sortie d'entrepôt ou des usines exercées, les déclarations relatives aux résidus admissibles aux droits réduits doivent être appuyées d'un bulletin de commande du groupement ou du particulier qui doit employer les produits, ledit bulletin énonçant le poids net des quantités à livrer et comportant engagement de les utiliser pour les emplois prévus à l'article 2 de la loi du 5 août 1919 et spécifiés pour chacun des produits dans le tableau annexé.

Lorsque l'expédition est faite à l'adresse d'un marchand ou d'un dépositaire, le bulletin de commande n'est exigé qu'à la sortie du magasin ou du dépôt intermédiaire dans les conditions énoncées à l'article suivant.

Art. 17.— Les destinataires consommateurs sont tenus d'inscrire au fur et à mesure les livraisons de résidus qui leur sont faites sur un registre spécial fourni par eux, côté et paraphé par le commissaire de police ou le Maire, et dont les énonciations peuvent être contrôlées par rapprochement avec les bulletins de commande.

Les marchands et les dépositaires doivent tenir un registre coté et paraphé comme il est dit ci-dessus, et sur lequel sont inscrites d'un côté les quantités qui leur sont livrées avec les noms et adresses des expéditeurs et de l'autre côté les quantités expédiées avec les noms et adresses des destinataires. Ces dernières expéditions ne peuvent être faites qu'au vu des bulletins de commande, qui doivent être enliassés et conservés comme annexe du registre.

Les registres tenus en exécution du présent article et les bulletins de commande doivent être présentés à toute réquisition aux employés des Douanes ou des Contributions indirectes qui peuvent se présenter, les jours non fériés, entre huit heures et dix-huit heures.

Art. 18.— A l'importation, à la sortie d'entrepôt ou des usines exercées, les résidus admissibles aux droits, réduits, déclarés suivant les spécifications du tableau annexe, doivent

être soumis au laboratoire du ressort. Le résultat de l'analyse ou, le cas échéant, de l'expertise légale sert de base à la liquidation des droits. Les autres produits énumérés au tableau annexé sont vérifiés conformément aux règles tracées par les notes explicatives du tarif.

Art. 19. — Si la vérification, à l'importation, à la sortie des entrepôts ou des usines exercées fait ressortir un excédent ne dépassant pas 5 o/o du poids inscrit à la déclaration, l'excédent ne sera soumis qu'au simple droit.

Art. 20. — Les régles à suivre pour la constatation du volume sont ainsi fixés :

Le volume est déterminé, soit au moyen de compteurs ou de bacs jaugeurs, soit d'après les indications de réservoirs et citernes fixes ou mobiles et talonnés dans les conditions exigées pour les réservoirs des entrepôts spéciaux, soit d'après la contenance des bidons et estagnons ; il peut être aussi obtenu au moyen du poids net divisé par la densité réelle relevée fractions comprises.

Art. 21. — Les produits pétrolifères admis aux droits réduits sous les conditions indiquées aux articles précédents ne doivent subir postérieurement au dédouanement aucune modification ou transformation.

Art. 22. — Les futailles et récipients quelconques, employés pour le logement, le transport des résidus admis au droit réduit doivent être revêtus, tant à l'importation qu'à la sortie des entrepôts et des usines exercées, indépendamment des marques et numéros de commerce, s'il y a lieu, de la mention « Produits pétrolifères admis au droit réduit », ainsi que de l'indication de leur capacité. Ces indications sont inscrites au moyen de la peinture à l'huile ou de marques au feu, selon la nature du récipient. Elles doivent être reproduites sur les titres de mouvement et de transport.

TITRE V.

Régime douanier des brais et des cokes.

Art. 23. — Les brais provenant du traitement des huiles minérales d'origine étrangère, dont le point de ramollissement est supérieur à 100 degrés, sont traités comme bitumes. Les brais dont le point de ramollissement ne dépasse pas 100 degrés, sont traités comme huiles de graissage et autres huiles lourdes ou bien comme résidus de la catégorie résidus consis-

tants définis au tableau annexe s'ils présentent les caractéristiques qui sont énoncées et sous réserve d'emploi aux destinations prévues pour lesdits produits.

Art. 24. — Les cokes provenant du traitement des huiles minérales étrangères, dits cokes de pétrole, sont taxés aux mêmes droits que les résidus, c'est-à-dire à 80 centimes (tarif maximum) et 40 centimes (tarif minimum lorsqu'ils sont importés de l'étranger, et à raison de 70 centimes (tarif maximum) de 30 centimes (tarif minimum) par 100 kilog. lorsqu'ils sont obtenus dans les usines exercées.

TITRE VI.

Résidus pétrolifères destinés à la Marine.

Art. 25. — A l'importation, à la sortie d'entrepôt, des dépôts spéciaux ou des usines exercées, les résidus pétrolifères destinés à l'avitaillement des navires de la marine militaire ou marchande sont expédiés en franchise des droits sous les conditions ordinaires du transit, des mutations d'entrepôt et de la réexportation par mer ou par terre, suivant le cas. Les contenants et récipients ne sont pas assujettis à la marque spéciale.

Le droit à garantir le cas échéant, est celui des huiles minérales lourdes ou de graissage, non compris, s'il y a lieu, la surtaxe d'entrepôt ou d'origine.

Lorsque l'expédition peut être faite sous escorte, il n'y a pas lieu d'exiger la soumission ou l'acquit-à-caution.

Art. 26 — Les résidus destinés aux navires de la marine militaire peuvent être constitués sous le régime de l'entrepôt fictif dans les établissements de la marine.

Ils donnent lieu aux mêmes formalités et écritures que ceux placés en entrepôt réel. En cas de non-embarquement, ils sont soumis aux droits des huiles minérales lourdes ou de graissage

Les résidus destinés à l'avitaillement des navires de la marine marchande peuvent être placés dans des dépôts. Ils sont régis par les mêmes dispositions que les entrepôts réels spéciaux.

Dans les localités non pourvues d'entrepôt ou de dépôts, les résidus peuvent être placés sous le lien d'acquits-à-caution de transit ordinaire ou de mutation d'entrepôts par mer, avec dispense de plombage. Chaque livraison aux navires est inscrite

sur les titres de mouvement dont l'apurement est effectué comme pour les comptes d'entrepôt ou de dépôt.

TITRE VII

Dispositions générales.

Art. 27. — Les carnets, registres et sommiers, ainsi que les formules sur lesquelles sont libellées les déclarations de consommation d'entrée et de sortie d'entrepôt, des dépôts ou des usines exercées, les déclarations de transfert, les déclarations-soumissions de transit, de mutations d'entrepôt et de réexportation, doivent être conformes aux modèles arrêtés par l'Administration.

Définition des produits pétrolifères auxquels s'applique la loi du 5 août 1919.

Désignation des produits et sous-produits.	Définitions caractéristiques.	Emplois qu'ils doivent recevoir.
Huile lourde, dite gaz oil....	Couleur brune, noirâtre. Ne distillant pas plus de 10 0/0 en volume avant 275°, thermomètre plongeant, appareil de Luynes-Bordas. Inflammabilité Luchaire, entre 50 et 110° centigrades. Fluidité Barbey, 300 divisions au minimum, à la température de 20°. Matières éliminables par l'acide sulfurique, à 60°,5 0/0 en volume au minimum.	Alimentation des moteurs ou combustion sous toutes formes.
Combustible liquide, dit Fuel oil.....	Couleur noirâtre. Ne distillant pas plus de 10 0/0 en volume avant 275°, thermomètre plongeant, appareil de Luynes-Bordas. Inflammabilité Luchaire entre 50 et 140°. Matières éliminables par l'acide sulfurique à 66°,25 0/0 en volume au minimum.	do
Résidus consistants, dits road oil.....	Couleur noire. Ne distillant pas plus de 2 0/0 en volume avant 300°. Matières éliminables par l'acide sulfurique à 66°,90 0/0 en volume au minimum.	Construction ou entretien des routes ou combustion sous toutes ses formes.

Désignation des produits et sous-produits.	Définitions caractéristiques.	Emplois qu'ils doivent recevoir.
Brais de pétrole.....	Couleur noirâtre à l'état dur, mi-dur, mi-mou ou mi-fluide, point de ramollissement égal ou inférieur à 100°. Mêmes caractéristiques que les résidus consistants, en ce qui concerne les matières éliminables par l'acide sulfurique.	Mêmes emplois que les résidus de la catégorie des résidus consistants.
Cokes.....	Couleur noire. Etat solide, bulleux, très léger et dépourvu de cendres.	Sans conditions d'emplois.
Huiles raffinées ou lampantes, essences, huiles de graissage et autres huiles lourdes, paraffine et vaseline obtenues dans les usines exercées	Caractéristiques suivies pour l'application du tarif des douanes aux produits importés de l'étranger.	Sans conditions d'emplois.

Les frais de formules sont supportés par les intéressés.

Les carnets, registres et sommiers, à l'exception des registres tenus par les destinataires consommateurs, sont à la charge de l'administration des Douanes.

Art. 28. — Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret et restent régis par les lois et règlements en vigueur :

a) Les usines qui mettent en œuvre des huiles minérales brutes d'origine étrangère et qui n'ont pas demandé le bénéfice des droits prévus par l'art. 4 de la loi du 5 août 1919, pour les produits et sous-produits du traitement desdites huiles.

b) La mise en entrepôt des huiles minérales brutes, raffinées et essences, de la paraffine, de la vaseline, des cokes et autres dérivés ou résidus des huiles minérales, pour lesquels l'application du tarif n'est pas subordonnée à des emplois déterminé

c) L'importation des huiles minérales brutes, des huiles raffinées et essences, de la paraffine, de la vaseline, des cokes, ainsi que des autres dérivés ou résidus des huiles minérales pour lesquels l'application des droits n'est pas subordonnée à la condition d'emploi.

d) Les dépôts spéciaux d'huiles raffinées et d'essence pour l'avitaillement des navires.

Art. 29. — Le Ministre des finances, le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le Ministre de l'agriculture et du ravitaillement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 août 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la guerre,
CLÉMENCEAU.

Le ministre des finances,
L. L. KLOTZ.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
CLÉMENTEL.

Le ministre de la reconstitution industrielle,
LOUCHEUR.

N° 208. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 29 avril 1925 établissant à la Guyane française l'impôt général sur le revenu.*

(5 juin 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 29 avril 1925 approuvant la délibération du Conseil général de la Guyane française en date du 22 août 1924 relative à l'établissement de l'impôt général sur le revenu, sous réserve de l'addition de dispositions concernant la protection du décret des déclarations et des dispositions fixant le point de départ pour la déclaration qui suivra la mise en application de la délibération ;

Vu l'article 14 de ladite délibération disposant que « pour « l'application des dispositions de la présente délibération,

« des arrêtés du Gouverneur en Conseil privé détermineront « les mesures d'exécution et de détail qui seront reconnues « nécessaires » ;

Sur la proposition du Secrétaire général et des chefs des services des Contributions directes p. i. et de l'Enregistrement,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 29 avril 1925, approuvant la délibération du Conseil général en date du 22 août 1924 relative à l'établissement de l'impôt général sur le revenu.

Art. 2. — Le Secrétaire général et les chefs des services des Contributions directes p. i. et de l'Enregistrement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 5 juin 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 29 avril 1925

Monsieur le Président,

Désirant faire contribuer la population entière de la Guyane française au rétablissement des finances locales, le Conseil général, sur la proposition de l'Administration et en s'inspirant de la réglementation en vigueur en France, a voté, dans sa séance du 22 août 1924, une délibération établissant, dans toute l'étendue de la colonie, un impôt général sur le revenu.

Cette mesure fiscale, à la fois équitable et démocratique, qui présente l'avantage de n'avoir aucune répercussion sur le prix de la vie et qui, par surcroît, procurera au budget local un important supplément de ressources, a reçu l'approbation du Gouverneur en Conseil privé dans sa séance du 12 septembre 1924.

Dans ces conditions, j'ai fait préparer le projet de décret ci-joint qui, conformément à la législation en vigueur, a été

soumis à l'examen du conseil d'État et qui a pour objet d'approuver la délibération susvisée du 22 août 1924.

J'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction ce projet de décret.

Veuillez agréer, M. le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'article 33, paragraphe 3, de la loi de finances du 13 avril 1900, modifié par l'article 55 de la loi de finances du 29 juin 1918;

Vu la délibération du Conseil général de la Guyane française, en date du 22 août 1924, relative à l'établissement de l'impôt général sur le revenu;

La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Est approuvée la délibération du Conseil général de la Guyane française en date du 22 août 1924 relative à l'établissement de l'impôt général sur le revenu dans cette colonie, sous réserve de l'addition de dispositions concernant la protection du secret des déclarations et de dispositions fixant le point de départ du délai pour la déclaration qui suivra la mise en application de la délibération.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de la colonie de la Guyane française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 29 avril 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :
Le ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

DÉLIBÉRATION

DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA GUYANE FRANÇAISE

LE CONSEIL GÉNÉRAL de la Guyane française,

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 33, paragraphe 3 de la loi de Finances du 13 avril 1900, modifiées par l'article 10 de la loi du 30 mars 1916, l'article 12 de la loi du 30 juin 1917 et l'article 55 de la loi de Finances du 29 juin 1918;

Considérant que la situation actuelle des Finances de la Colonie nécessite la création d'impôts directs frappant indistinctement tous les revenus, qu'ils proviennent de valeurs ou de capitaux mobiliers, de traitements, salaires, pensions et rentes viagères ou de bénéfices résultant de l'exploitation d'un commerce, d'une industrie, d'une propriété agricole ou de l'exercice de professions non commerciales;

A adopté, dans sa séance du 22 août 1924, les dispositions dont la teneur suit:

Article I^er^. — Il est établi en Guyane, au profit exclusif du Budget local, un impôt général sur le revenu dû par toute personne résidant habituellement dans la Colonie, dont le revenu net, après application des déductions accordées pour charges de famille, a dépassé, pendant l'année précédente la somme de 6,000 frs.

Est, en conséquence, assujettie à cet impôt toute personne quelle que soit sa nationalité, tirant un revenu, gain ou profit quelconque, soit, de valeurs ou capitaux mobiliers, soit de l'exploitation d'un commerce, d'une industrie ou d'une propriété agricole, soit de l'exercice d'une profession non commerciale, soit enfin de traitements publics ou privés, d'émoluments, d'honoraires, de salaires, pensions ou rentes viagères.

Art. 2. — L'impôt général sur le revenu est dû, au I^er^ janvier de chaque année, à la résidence du contribuable, s'il n'en possède qu'une ou au lieu où est établi son principal établissement, s'il possède plusieurs résidences. Chaque chef de famille est imposable, tant en raison de ses revenus personnels que ceux de sa femme et des autres membres de sa famille. Toutefois des impositions spéciales peuvent être faites au nom soit de la femme séparée de biens, qui ne vit pas avec son mari, soit des enfants tirant un revenu de leur propre travail ou d'une fortune indépendante de celle du chef de famille.

Art. 3. — L'impôt est établi d'après le montant total du revenu net annuel, dont dispose chaque contribuable et qui est déterminé, eu égard aux propriétés, valeurs et capitaux qu'il possède, aux professions qu'il exerce, aux traitements, salaires, pensions et rentes viagères dont il jouit, ainsi qu'aux bénéfices de toutes occupations lucratives, auxquelles il se livre, sous déduction des frais et dépenses grevant spécialement chaque source de revenus, ainsi que des charges affectant l'ensemble des revenus, à savoir : les intérêts des dettes et emprunts à sa charge, les arrérages de rentes payés par lui à titre obligatoire, les impôts directs et taxes assimilées.

Art. 4. — Pour les personnes non domiciliées dan la Colonie y possédant un ou plusieurs immeubles ou propriétés, qui ne se seraient pas conformées aux dispositions des articles 9, 10 et 11 ci-après, le revenu imposable est fixé à une somme égale à dix fois la valeur locative de ces immeubles ou propropriétés, à moins que les revenus, qu'en tirent les propriétaires n'atteignent un chiffre plus élevé, auquel cas ce dernier chiffre sert de base à l'impôt.

Art 5. — Ne sont pas soumis à l'imsôt général sur le revenu :

1° les personnes dont le revenu ipposable, déduction faite des abattements prévus à l'articlemuivant pour charges de famille, ne dépasse la somme de six mille francs, ainsi que celles déjà soumises à l'impôt sur le revenu en France ou dans une autre colonie française ;

2° les Consuls et agents Consulaires de nationalité étrangère, mais seulement dans la mesure où les pays qu'ils représentent accordent des avantages analogues aux agents consulaires français ;

Art. 6. — Pour la fixation du revenu imposable, il sera déduit indistinctement à tout contribuable soumis à l'impôt :

1° Une somme de 3,000 frs. pour sa femme, si celle-ci n'a ni salaire ni revenus personnels.

2° Une somme de 2,000 frs. par enfant de moins de 18 ans et non salarié.

3° Une somme de 1,000 frs. par personne sans revenus ni salaire à sa charge et faisant partie de sa famille, à savoir parmi les ascendants : père, mère, grand-père, grand'mère, beau-père, belle-mère, âgés de plus de 60 ans ou infirmes et, parmi les descendants, fils, petit fils, fille, petite fille, de moins de 21 ans ou infirmes.

Art. 7. — Le revenu net, préalablement diminué des déductions prévues à l'article précédent, est taxé de la manière suivante :

La portion de ce revenu inférieure à 6,000 frs. est d'abord entièrement exonérée d impôt ;

L'impôt est ensuite appliqué, d'après le taux de 1 0/0 savoir :

Au 1/10 de la fraction du revenu imposable comprise entre 6,000 et 10,000 frs.

Au 2/10 de la fraction du revenu imposable comprise entre 10,000 et 14,000 frs.

Au 3/10 de la fraction du revenu imposable comprise entre 14,000 et 18,000 frs.

Au 4/10 de la fraction du revenu imposable comprise entre 18,000 et 22,000 frs.

Au 5/10 de la fraction du revenu imposable comprise entre 22,000 et 30,000 frs.

Aux 6/10 de la fraction du revenu imposable comprise entre 30,000 et 40,000 frs.

Aux 7/10 de la fraction du revenu imposable comprise entre 40,000 et 60,000 frs.

Aux 8/10 de la fraction du revenu imposable comprise entre 60,000 et 80,000 frs.

Aux 9/10 de la fraction du revenu imposable comprise entre 80,000 et 100,000 frs.

A la totalité de la fraction du revenu excédant 100,000 frs.

Art. 8. — Le contribuable passible de l'impôt général sur le revenu est obligatoirement tenu de souscrire une déclaration du chiffre de son revenu total, avec l'indication, par nature de revenus, des éléments qui le composent. Le revenu à indiquer dans la déclaration est le revenu net de l'année précédente, qui est constitué par l'excédent du produit total brut effectivement réalisé sur les dépenses effectuées, en vue de la réalisation et de la conservation du revenu.

Ces dépenses comprennent notamment :

1° En ce qui concerne les propriétés foncières, les frais de gestion, d'assurances, d'entretien et l'amortissement du capital immobilier ;

2° En ce qui concerne les valeurs mobilières, les impôts dont la charge incombe au possesseur de ces valeurs ;

3° En ce qui concerne les exploitations agricoles, commerciales, industrielles et autres. A, le loyer ou, si l'exploitant est propriétaire, la valeur locative des fonds, sur lesquels porte l'exploitation, ainsi que des propriétés immobilières occupées pour les besoins de l'exploitation. B, l'intérêt des capitaux prêtés à l'entreprise. C, les traitements, salaires et rétributions diverses payés aux employés. D, le coût des matières premières, les frais généraux divers, les frais d'assurances. E, le loyer du matériel et des installations ou, si l'exploitant est propriétaire, les frais d'entretien et l'amortissement ;

4° En ce qui concerne les professions administratives ou libérales ainsi que les emplois et autres occupations lucratives, les frais de toutes natures et les dépenses que nécessite l'exercice de la fonction, de la profession, de l'emploi ou de l'occupation, ainsi que toutes les retenues supportées et les sommes versées pour la constitution de pensions ou de retraites.

Art. 9. — La déclaration du revenu, rédigée sur des formules imprimées mises gratuitement dans toutes les Mairies de la colonie à la disposition des intéressés, doit être produite dans les trois premiers mois de chaque année.

Elle doit également indiquer :

1° Les nom et prénoms du déclarant, le lieu de sa résisidence ou, s'il en a plusieurs, le lieu de son principal établissement, la nature de ses occupations ou de son emploi, et le montant de son revenu global ;

2° S'il est marié, la date et lieu de son mariage et s'il a des enfants ou des personnes à sa charge, la date et lieu de naissance de chacun d'eux, avec indication du lien de parenté ;

3° Le détail des charges ayant grevé l'ensemble de ses revenus pendant l'année écoulée et mentionnées aux articles 3 et 8 ci-dessus.

Art. 10. — La déclaration du revenu, dûment datée et signée par le contribuable, este remis par ce dernier au Maire desa commune, qui lui en délivre récépissé et qui la fait parvenir sans délai au Chef du service de l'Enregistrement de la colonie, chargé de la vérifier et de la majorer au besoin d'office, après avoir demandé au contribuable des éclaircissements et l'avoir invité à lui faire parvenir son acceptation et ses observations. En cas de désaccord avec le fisc sur le montant de son revenu imposable, fixé par l'Administration, le contribuable conserve le droit, même après la publication du rôle, de produire

sa réclamation au Conseil du Contentieux administratif. Le Chef du service de l'Enregistrement a le droit d'obtenir de tous les services publics et établissements de crédit de la colonie, pour le contrôle des déclarations, tous les renseignements recueillis par ceux-ci en vertu de leurs propres attributions.

Art. 11. — La déclaration, une fois souscrite, est considérée comme maintenue chaque année par l'intéressé, tant qu'elle n'a pas été renouvelée ou retirée. Toutefois, si le revenu déclaré a été reconnu insuffisant, l'Administration est autorisée à réclamer, même après l'établissement du rôle, soit dans l'année même, soit au cours des cinq années suivantes, dont le paiement a été ainsi éludé. Si le montant de l'impôt éludé est supérieur au dixième du revenu imposable, le contribuable est tenu de verser le double droit sur la partie du revenu non déclarée.

Art. 12. — Pour tout contribuable, qui n'aura pas souscrit sa déclaration dans le délai de trois mois fixé par l'article 9, ou qui aura été taxé d'office, à la suite de son refus de répondre à une demande verbale ou écrite de renseignements, le montant de l'impôt général sur le revenu sera majoré de 50 0/0.

En cas de désaccord avec l'Administration et de recours par la voie contentieuse, à la juridiction compétente, le contribuable ne peut obtenir une décharge ou une réduction d'impôt qu'en apportant toutes les justifications de nature à démontrer l'exactitude du chiffre déclaré de son revenu et en prenant à sa charge tous les frais de l'instance et de l'expertise, s'il y a lieu. Toutefois, ses frais incomberont à la colonie, s'il est établi par la juridiction saisie que le revenu contesté n'est pas supérieur de plus d'un dixième au chiffre indiqué sur la déclaration.

Art. 13. — Dans le courant du mois d'avril de chaque année, le Chef du service de l'Enregistrement transmet au Contrôleur des Contributions directes, après vérification et reconnaissance de leur exactitude, toutes les déclarations de revenus, à lui adressées par les Maires. Le service des Contributions directes établit alors par commune, un rôle nominatif des contributions dues au titre de l'impôt général sur le revenu. Ce rôle, rendu exécutoire par arrêté du Gouverneur, en Conseil privé, est publié au *Journal officiel* de la colonie

et adressé ensuite au Trésorier-payeur aux fins de recouvrement.

Art. 14. — Pour l'application des dispositions de la présente délibération, des arrêtés du Gouverneur, en Conseil privé, détermineront les mesures d'exécution et de détail qui seraient reconnues nécessaires. Toutes les dispositions contraires à celles ci-dessus indiquées sont et demeurent abrogées.

Cayenne, le 22 août 1924.

Le Secrétaire, MONDÉSIR. — *Le Président,* GOBER.

N° 209 — *ARRÊTÉ modifiant l'article 6 de l'arrêté n° 410 bis du 29 mai 1925 portant convocation des collèges électoraux des 1re, 2e, 3e, 4e, 5e et 6e circonscriptions pour l'élection de neuf Conseillers généraux.*

(6 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 23 décembre 1878 portant institution d'un Conseil général à la Guyane française;

Vu l'arrêté n° 410 *bis* du 29 mai 1925 portant convocation des collèges électoraux des 1re, 2e, 3e, 4e, 5e et 6e circonscriptions pour l'élection de neuf Conseillers généraux;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté précité du 29 mai 1925 sont modifiées comme suit :

« Art 6.— Le bureau de chaque collège électoral sera « présidé par le maire ou un adjoint ou, à défaut, par un con- « seiller municipal dans l'ordre du tableau.

« Quatre conseillers, pris suivant l'ordre du tableau, parmi « les conseillers municipaux sachant lire et écrire ou, à leur « défaut, les deux plus âgés et les deux plus jeunes des élec-

« teurs présents à l'ouverture du scrutin, sachant lire et écrire, « rempliront les fonctions d'assesseurs.»

Art. 2.— Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 6 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 210.— *ARRÊTÉ déterminant certaines mesures nécessaires à l'application du décret du 29 avril 1925 établissant à la Guyane française l'impôt général sur le revenu.*

(11 juin 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 29 avril 1925 approuvant la délibération du Conseil général de la Guyane française en date du 22 août 1924 relative à l'établissement de l'impôt général sur le revenu, sous réserve de l'addition de dispositions concernant la protection du secret des déclarations et de dispositions fixant le point de départ pour la déclaration qui suivra la mise en application de la délibération;

Vu l'article 14 de la dite délibération disposant que « pour « l'application des dispositions de la présente délibération, des « arrêtés du Gouverneur en Conseil privé détermineront les « mesures d'exécution et de détail qui seront reconnues néces- « saires »;

Vu l'arrêté de promulgation en date du 5 juin 1925 n° 420, du décret susvisé du 29 avril 1925;

Sur la proposition du Secrétaire général et des Chefs de services des Contributions directes p. i. et de l'Enregistrement;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions du décret susvisé du 29 avril 1925, seront mises en vigueur à compter du 1er juillet 1925.

Art. 2. — A partir de cette date, les déclarants jouiront d'un délai de trois mois pour la production de leurs déclarations de revenus dans les conditions indiquées à l'article 10 de la délibération précitée.

Art. 3. — Les indications contenues dans les déclarations de revenus faites pour servir à la perception de l'impôt doivent être tenues secrètes par tous les agents de la Colonie qui pourraient en avoir connaissance en raison de leurs fonctions.

Art. 4. — Le Secrétaire général et les chefs des services des Contributions directes p. i. et de l'Enregistrement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 11 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 211.— *ARRÊTÉ. — Convocation du Conseil général en session extraordinaire.*

(11 juin 1924.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 23 § 3 du décret du 23 décembre 1878, portant institution d'un Conseil général à la Guyane française;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le Conseil général est convoqué en session extraordinaire, le vendredi 26 juin 1925, à neuf heures.

Art. 2. — La durée de la session sera de deux jours et l'ordre du jour est fixé comme suit :

1 Examen des réserves formulées par le Conseil d'Etat au sujet de la délibération du Conseil général du 22 août 1924 relative à une taxe dite de commerce intérieur;

2° Projet d'addition à l'article 3 de la délibération du Conseil général du 15 décembre 1924 sur le mode d'assiette et les règles de perception du droit de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose ;

3° Examen des observations formulées par le Conseil d'Etat au sujet de la délibération du Conseil général du 15 décembre 1924 sur la création d'une taxe de fabrication sur les spiritueux et essences de bois de rose distillés dans la colonie ;

4° Projet d'échange de la Caserne Loubère contre le Collège de Cayenne ;

5° Examen de deux demandes de location du bâtiment de l'ancien poste des Douanes du saut Hermina, formulées par M. Maurice Potron et la société «Léon Maugée-John Grant & Cie» ;

6° Examen d'une demande de location du hangar de l'aviation à Saint-Laurent formulée par la « Compagnie Forestière et Commerciale du Maroni » ;

7° Fonctionnement du Bureau de bienfaisance de Kourou ;

8° Fixation de la nomenclature des travaux à prévoir au Plan de Campagne de 1926.

Art. 3.— Les Chefs d'Administration et de services pourront, sur la demande du Président du Conseil général, être entendus au sein de cette Assemblée sur les affaires ressortissants de leurs attributions.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 11 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 212. — *ARRÊTÉ portant suppression par voie d'extinctions du cadre des gardes sanitaires.*

(11 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 14 avril 1921, portant réorganisation du service des gardes sanitaires de la Guyane ;

Vu les nécessités budgétaires ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article Ier. — Le cadre des gardes sanitaires de la Guyane sera supprimé par voie d'extinctions. En conséquence, aucune nouvelle nomination de garde sanitaire ne sera faite dans l'avenir.

Art. 2. — Au fur et à mesure des vacances susceptibles de se produire dans le cadre actuel par suite de décès, de démission, de licenciement, de mise à la retraite ou en disponibilité, les gardes sanitaires seront remplacés par des préposés des Douanes à qui il sera alloué une indemnité de 600 francs par an.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie

Cayenne, le 11 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 213. — *ARRÊTÉ portant suppression de l'emploi de cuisinier-chef de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne.*

(11 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 27 février 1909, portant règlement intérieur de l'Hôpital-hospice civil, ensemble l'arrêté du 9 février 1923 ;

Vu l'arrêté du 14 avril 1921, portant réorganisation du personnel de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne ;

Vu les nécessités budgétaires ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRETE :

Article 1er. — Est supprimé l'emploi de cuisinier-chef de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne prévu dans l'arrêté du 14 avril 1921, portant réorganisation du personnel de cet établissement.

Art. 2. — Les droits du titulaire actuel de l'emploi sont réservés.

Art. 3. — Désormais le cuisinier-chef de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne sera recruté dans les conditions adoptées pour les gens de service de cet établissement.

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté.

Art. 5. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 11 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 214. — *ARRÊTÉ portant suppression de l'emploi de gardien du Châlet de Bourda.*

(11 juin 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 3 juin 1908, modifiant celui du 21 août 1896, déterminant le mode de recrutement, d'avancement du personnel des divers services relevant de l'Administration locale;

Vu l'arrêté du 12 mai 1921 fixant la solde du gardien du Châlet de Bourda ;

Vu les nécessités budgétaires ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Est supprimé l'emploi de gardien du Châlet de Bourda.

Art. 2. — Les droits du titulaire actuel de l'emploi sont réservés.

Art. 3. — Désormais, le gardien du Châlet de Bourda sera recruté dans les conditions adoptées pour les gens de service de l'Hôtel du Gouvernement.

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté.

Art. 5. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 11 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 215. — *ARRÊTÉ portant suppression, par voie d'extinctions, du cadre des plantons et concierges du Service local.*

(11 juin 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté du 14 avril 1921, portant organisation du personnel des plantons et concierges affectés aux divers services de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 3 mai 1921, fixant le classement et l'ancienneté de grades des plantons et concierges du Service local ;

Vu les nécessités budgétaires ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Le cadre des plantons et concierges du Service local sera supprimé par voie d'extinctions. En conséquence, aucune nouvelle nomination de plantons et de concierges ne sera faite dans l'avenir.

Art. 2. — Au fur et à mesure des vacances susceptibles de se produire dans le cadre actuel par suite de décès, de démission, de licenciement, de mise à la retraite ou en disponi-

bilité, les plantons et concierges du Service local seront remplacés par des agents auxiliaires dont les conditions d'engagement feront l'objet d'une décision spéciale du Gouverneur.

Art. 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 11 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 216. — *ARRETÉ portant suppression par voie d'extinctions du cadre des Secrétaires de Mairie des communes rurales.*

(11 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 7 juin 1898, portant organisation du cadre des Secrétaires de Mairie des communes rurales ;

Vu les nécessités budgétaires ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le cadre des Secrétaires de Mairie des communes rurales sera supprimé, par voie d'extinctions. En conséquence, aucune nouvelle nomination de Secrétaire de Mairie ne sera faite dans l'avenir.

Art. 2. — Au fur et à mesure des vacances susceptibles de se produire dans le cadre actuel par suite de décès, de démission, de licenciement, de mise à la retraite ou en disponibilité, les Secrétaires de Mairie des communes rurales seront remplacés par des instituteurs ou des gardes ruraux à qui il serait alloué une indemnité de 1,200 francs par an imputable au budget de la commune intéressée.

Art. 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 11 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 217. — *ARRÊTÉ portant suppression du poste d'adjudant de la Police générale.*

(11 juin 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 14 avril 1921, portant réorganisation du service de la Police générale ;

Vu les nécessités budgétaires ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — L'article 8 de l'arrêté du 14 avril 1921, portant réorganisation du Service de la Police générale est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 8. — Le cadre du personnel de la Police générale « est fixé de la façon suivante :

« 1 Commissaire de Police.
« 2 Brigadiers.
« 9 agents. »

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 11 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 218. — *ARRÊTÉ portant réduction de l'effectif du cadre du personnel local du Secrétariat général de la Guyane.*

(11 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 24 novembre 1912, portant réorganisation du personnel des Secrétariats généraux des colonies, modifié par les décrets des 29 avril et 12 novembre 1918, 18 février et 16 mai 1919 et 26 février 1920;

Vu le décret du 1er décembre 1920, conférant aux Gouverneurs des colonies le droit de fixer la hiérarchie, les traitements et l'effectif du personnel des cadres locaux des Secrétariats généraux ;

Vu le décret du 11 septembre 1920, fixant le régime de la solde et des accessoires de solde du personnel des cadres locaux de la colonie et supprimant les formalités de l'approbation ministérielle préalable de certains arrêtés des Gouverneurs généraux et des Gouverneurs des colonies;

Vu l'arrêté local du 29 mars 1921, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les fonds du budget local dont les corps ou services sont constitués par des arrêtés locaux ;

Vu l'arrêté du 14 avril 1921, organisant le cadre local des bureaux du Secrétariat général de la Guyane ;

Vu l'arrêté du 6 mars 1922, modifiant l'article 3 de l'arrêté précité du 14 avril 1921 ;

Considérant que l'effectif du cadre local du personnel du Secrétariat général de la Guyane peut être réduit sans inconvénient pour la bonne marche du service ;

Vu les nécessités budgétaires ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 21 avril 1921 et celles de l'arrêté du 6 mars 1922 sont abrogées.

Art. 2. — Le cadre réglementaire du personnel local du Secrétariat général de la colonie de la Guyane est fixé comme suit :

Commis principaux	3
Commis de 1re classe	3
Commis de 2e classe	4
Commis de 3e classe	5

Art. 3. — Jusqu'à ce que l'effectif des commis principaux et des commis de 1re classe soit ramené aux chiffres prévus ci-dessus, il ne sera procédé à aucune nomination dans ces grades.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 11 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 219. — *ARRÊTÉ approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, de* M. Octaville, *Receveur des Bureaux de bienfaisance des communes de Macouria et de Rémire.*

(11 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes ;

Vu les arrêtés nos 378 et 379 rendus en Conseil privé le 20 mai 1925, sur les comptes de gestion de 1921, du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, présentés par M. Octaville (Raoul), Receveur des Bureaux de bienfaisance des communes de Macouria et de Rémire ;

Sur le rapport du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont approuvés les comptes de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, pré-

sentés par M. Octaville (Raoul), Receveur des Bureaux de bienfaisance des communes de Macouria et de Rémire, dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* de la colonie.

Cayenne, le 11 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 220. — *ARRÊTÉ approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, de* M. Octaville (Raoul), *Receveur municipal des communes de Matoury, Rémire, Roura, Kaw, Tonnégrande et Macouria.*

(11 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies ;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes ;

Vu les arrêtés n° 371, 372, 373, 374, 375 et 376, rendus en Conseil privé le 20 mai 1925, sur les comptes de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, présentés par M. Octaville (Raoul), Receveur municipal des communes de Matoury, Rémire, Roura, Kaw, Tonnégrande et Macouria ;

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont approuvés les comptes de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, présentés par M. Octaville (Raoul), Receveur municipal des communes de Matoury, Rémire, Roura, Kaw, Tonnégrande et Macouria, dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* de la colonie.

Cayenne, le 11 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 291.— *ARRETE rendant applicables à la commune du Maroni les dispositions de l'arrêté local du 28 septembre 1903.*

(11 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 16 mars 1880 sur l'organisation de la commune pénitentiaire du Maroni, notamment l'article 36 ainsi libellé :

« Les dispositions du décret du 26 septembre 1855 sur le « régime financier des Colonies *continueront* à être appliquées « à la comptabilité communale et aux Receveurs municipaux, « en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret ».

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies, et plus particulièrement les articles 331 à 353 se rapportant au service des communes ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des Communes de la Guyane ;

Vu les articles 6 et 7 de l'arrêté local du 28 septembre 1903 précité, dont les dispositions ont été rétablies par arrêté du 19 mai 1923, et comme suite à la dépêche ministérielle en date du 29 décembre 1922 rappelant la loi du 17 juin 1918 ;

Vu la loi du 15 janvier 1924 modifiant la loi du 17 juin 1918 et fixant le maximum des achats à faire sur simple facture effectués par les communes ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article I^er^. — Les dispositions de l'arrêté local du 28 septembre 1903 seront applicables à la commune du Maroni pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du décret du 16 mars 1880 ou tout ce qui n'aura pas été prévu par le dit décret.

Art. 2. — Le premier paragraphe de l'article 6 de l'arrêté local du 28 septembre 1903 est modifié comme suit :

« Les Municipalités peuvent engager des dépenses sur les crédits ouverts à leurs budgets et sur simples factures

pour les travaux de réparation ordinaires ou d'entretien et pour les entreprises de fournitures dont le montant n'excède pas 1,500 francs pour la commune de Cayenne, 1,200 francs pour la commune de Saint-Laurent et 500 francs pour les autres communes ».

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 11 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 222. — *ARRÊTÉ modifiant l'article 1er de l'arrêté du 22 décembre 1919, portant réorganisation du service des Ports et Rades, Sémaphores et Phares.*

(11 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 5 août 1910, réorganisant le service des Travaux publics et des Mines des colonies autres que l'Indo-Chine, la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1919, portant réorganisation du service des Ports et Rades, Sémaphores et Phares de la Guyane française ;

Vu les prévisions budgétaires ;

Sur la proposition du Chef du service des Travaux publics et des Mines, Ports et Rades ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article Ier. — L'article Ier de l'arrêté du 22 décembre 1919 portant réorganisation du service des Ports et Rades, Sémaphores et Phares, est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 2. — « Le service des Ports et Rades, Sémaphores et Phares de la Guyane française est placé sous l'autorité de l'Ingénieur, chef du service des Travaux publics et des Mines, Ports et Rades.

Ce fonctionnaire a, sous ses ordres, pour diriger le service, un officier ou maître de Port du cadre général des colonies dont les attributions sont fixées dans les conditions prévues à l'article 14 du décret du 20 mai 1917.

Les fonctions d'officier de Port de la Guyane française ne peuvent être confiées, à titre permanent, qu'à un capitaine ou à un lieutenant de Port et, exceptionnellement, à un maître de Port ayant accompli, d'une manière satisfaisante, les fonctions intérimaires d'officier de Port pendant au moins deux ans. »

Art. 3. — Le Chef du service des Travaux publics et des Mines, Ports et Rades est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 11 juin 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Chef du service des Travaux publics et des Mines, Ports et Rades,

WARGNIEZ.

N° 223.— *ARRÊTÉ rapportant celui du 20 juin 1921 portant création de l'emploi de Magasinier-gérant du service des Travaux publics de la Guyane française.*

(11 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 30 mai 1921, organisant un cadre local pour le personnel inférieur du service des Travaux publics de la Guyane française ;

Vu l'arrêté du 20 juin 1921, complétant l'arrêté du 30 mai 1921, portant organisation d'un cadre local pour le personnel inférieur du service des Travaux publics de la Guyane française, et créant l'emploi de Magasinier-gérant du service des Travaux publics ;

Vu la délibération du Conseil général en date du 22 décembre 1924 ;

Sur la proposition du Chef du service des Travaux publics et des Mines et l'avis conforme du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article Ier. — Est rapporté l'arrêté du 20 juin 1921, portant création de l'emploi de Magasinier-gérant du service des Travaux publics de la Guyane française.

Art. 2.— Le Secrétaire général et le Chef du service des Travaux publics et des Mines sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 11 juin 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général, THALY.

Le Chef du service des Travaux publics et des Mines, WARGNIEZ.

N° 224.— *ARRÊTÉ complétant l'article 36 de l'arrêté forestier du 11 novembre 1916.*

(11 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 11 novembre 1916, portant réglementation de l'exploitation forestière à la Guyane française, notamment les articles 23 et 36 ;

Sur la proposition du Chef du service des Travaux publics et des Mines ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article Ier. — L'article 36 de l'arrêté du 11 novembre 1916, est ainsi complété :

.....

.....

« Le long des cours d'eau navigables ou flottables et dans la zone de 2 km. les bordant, le plus petit côté aura l'orientation se rapprochant le plus de la direction des berges.

« En cas de contestation il sera statué par le Gouverneur.

« Des couloirs entre concessions pourront être réservés pour faciliter l'accès de l'intérieur. »

.....

.....

Art. 2.— Les présentes dispositions sont applicables aux demandes en cours d'instruction ; les plans fournis seront, le cas échéant, modifiés gratuitement par le service des Mines suivant les indications des demandeurs et sous leur responsabilité.

Art. 3.— Le Chef du service des Travaux publics et des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne. le 11 juin 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Chef du service des Travaux publics et des Mines,

WARGNIEZ.

N° 225. — *DÉCISION modifiant l'article 1er de la décision n° 952 du 26 décembre 1882.*

(11 juin 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la décision n° 952 du 26 décembre 1882, instituant un jury d'examen pour l'admission aux fonctions d'arpenteur libre et déterminant le programme de cet examen ;

Vu l'arrêté n° 693 du 28 août 1916, réglementant la concession de terrains domaniaux en Guyane, notamment l'article 18 ;

Vu l'arrêté n° 857 *bis* portant réglementation de l'exploitation forestière à la Guyane française, notamment l'article 23 § 5 ;

Vu le décret financier du 16 octobre 1917, portant modifications à la réglementation minière à la Guyane, notamment les articles 23 § 3 et 35 § 3 ;

Sur la proposition du Chef du service des Travaux publics et des Mines ;

Le Conseil privé entendu,

DÉCIDE :

L'article 1er de la décision n° 952 susvisé est ainsi modifié :

Article 1er. — Nul ne sera reconnu arpenteur libre, ni autorisé à délivrer des plans de concessions de terrains domaniaux, de permis d'exploitation forestière, de permis de recherches, de concessions de mines, s'il n'est muni d'un brevet ou à défaut d'un certificat d'aptitude obtenu à la suite d'un examen passé devant un jury composé comme il suit :

MM. le Chef du service des Travaux publics et des Mines, *président ;*

Un professeur de sciences au Collège,
Un conducteur des Travaux publics ou un contrôleur des Mines, désigné par le Gouverneur,
} *membres.*

sont dispensés de cet examen :

1° les anciens élèves qui, aux termes du décret du 5 août 1910, peuvent être nommés sous-ingénieurs dans le cadre général des Travaux publics et des Mines des colonies, et ceux qui peuvent être nommés conducteurs des Travaux publics ou contrôleurs des Mines et qui justifieront dans ce cas, d'une pratique des travaux de deux ans au moins dans leur spécialité ;

2° les anciens conducteurs du cadre général des Travaux publics ou contrôleurs des Mines des colonies ;

3° les anciens conducteurs des Travaux publics ou les anciens contrôleurs des Mines du cadre local ayant au moins un an de grade ;

4° les anciens commis des Travaux publics et des Mines du cadre local ayant rempli les fonctions du grade supérieur pendant au moins deux ans.

Les personnes ci-dessus mentionnées qui peuvent signer des plans qui leur sont personnels ou qui ont trait aux sociétés dans lesquelles ils sont intéressés, après prestation de serment,

ne pourront ouvrir un office d'arpenteur qu'après en avoir reçu l'autorisation du Gouverneur, après avis du Chef du service des Travaux publics et des Mines, et du Secrétaire général du Gouvernement.

.....

.....

Art. 9. — Les brevets et certificats d'aptitude seront délivrés par le Gouverneur d'après la liste de classement arrêtée par la commission d'examen.

Art. 10. — Le Chef du service des Travaux publics et des Mines est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 11 juin 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Chef du service des Travaux publics et des Mines,

WARGNIEZ.

N° 226. — *ARRÊTÉ relatif à la célébration de la Fête Nationale.*

(15 juin 1924.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la loi du 6 juillet 1880, instituant une Fête Nationale annuelle et l'arrêté du 26 août 1880, promulguant la dite loi à la Guyane;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions suivantes seront prises à l'occasion de la Fête Nationale.

Le lundi 13 juillet, retraite aux flambeaux à 21 heures;

Le mardi 14 juillet au lever du soleil, le pavillon national sera arboré au Fort Cépérou, sur tous les bateaux sur rade ainsi qu'à tous les édifices publics.

Art. 2. — Des secours seront distribués aux indigents dans toutes les Mairies de la Colonie.

Art. 3. — Le programme des réjouissances et divertissements publics sera arrêté, au chef-lieu, par un Comité, composé de:

MM. le Maire, *président*;

Un adjoint ou un Conseiller municipal désigné par le Maire;

Le Chef du service de Santé;

Le Chef du service des Travaux publics;

Le Lieutenant de Port;

Chambaud, Commissaire régional à Cayenne des Eclaireurs de France;

Le Commissaire de la Police municipale;

Le Chef du service des Travaux de la ville.

Ce Comité se réunira sur la convocation de son Président et s'adjoindra des Commissaires à désigner par lui pour l'organisation et la surveillance des jeux et des réjouissances.

Dans les autres communes, le programme des réjouissances sera arrêté par les Maires assistés de leurs adjoints.

Art. 4. — Le soir du 14 juillet, tous les édifices et établissements publics seront illuminés.

Un feu d'artifice sera tiré à 21 heures.

Art. 5. — Les Chefs d'Administration, de Services et de Corps sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché partout où besoin sera.

Cayenne, le 15 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 227. — *ARRETE autorisant une réunion extrordinaire du Conseil municipal de Cayenne.*

(16 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la lettre du Maire de Cayenne en date du 10 juin 1925;

Vu les articles 17 et 18 du décret du 15 octobre 1879 portant institution des municipalités à la Guyane française;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE:

Article Ier. — Le Conseil municipal de Cayenne est autorisé à se réunir en session extraordinaire.

Art. 2. — L'ordre du jour de la session sera le suivant:

1° Délibération sur le devis des travaux de démolition du bâtiment de l'Imprimerie du Gouvernement dont l'emplacement doit être concédé à la Municipalité;

2° Délibération sur les achats à faire en France pour les besoins de la reconstruction de la Mairie et de l'hygiène de la ville;

3° Acquisition à faire d'un camion-auto à benne basculante pour le transport des immondices, d'une pompe à incendie à moteur et de compteurs pour la lumière électrique.

Art. 3. — Le Maire est autorisé, vu l'urgence, à ne pas observer les délais de convocation prévus à l'article 18 du décret du 15 octobre 1879 précité.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 16 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 228. — *DÉCISION mettant à la disposition des municipalités une somme de 3,000 francs à l'occasion de la Fête Nationale du 14 juillet 1925.*

(17 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la prévision inscrite au chapitre XIV article 4 du budget local de l'exercice 1925, pour la Fête nationale;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE:

Article 1er. — A l'occasion de la Fête nationale du 14 juillet 1925, une somme de 3,000 francs est allouée aux différentes communes ci-après désignées, dans les proportions suivantes :

Cayenne	1.500f 00
Rémire	119 00
Matoury	108 00
Roura	108 00
Tonnégrande	108 00
Montsinéry	108 00
Kaw	108 00
Approuague	119 00
Oyapoc	129 00
Macouria	119 00
Kourou	108 00
Sinnamary	129 00
Iracoubo	109 00
Mana	129 00
	3.000 00

Art. 2. — Chacune de ces sommes devra servir à la commune pour célébrer la Fête nationale, par l'organisation de jeux et l'allocation de secours aux indigents.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 17 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 229. — *ARRETÉ promulguant le décret du 28 avril 1925 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 6 de la loi du 14 avril 1924 sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires.*

(17 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, relative à la promulgation des lois et décrets aux Colonies ;

Vu le décret du 28 avril 1925 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 6 de la loi du

14 avril 1924 sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 28 avril 1925, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 6 de la loi du 14 avril 1925 sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 17 juin 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 28 avril 1925.

Monsieur le Président,

L'article 6 de la loi du 14 avril 1924 sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires dispose que pour les agents rétribués par des remises ou salaires variables, un règlement d'administration publique déterminera la quotité du traitement sur laquelle devront porter les retenues.

C'est ce règlement que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Les agents en question se répartissent en diverses catégories. Certains d'entre eux sont exclusivement rétribués au moyen de remises et doivent sur le montant de leurs émoluments prélever les sommes nécessaires au payement des frais de gestion de leur service.

D'autres, rétribués dans les mêmes conditions, n'ont pas à opérer de prélèvement sur leurs remises, en vue de faire face à ces frais qui sont assumés par l'Etat.

Enfin, il est des agents qui perçoivent à la fois un traitement fixe et des remises variables et dont les frais de gestion

sont également tantôt acquittés au moyen de crédits budgétaires, tantôt prélevés sur les remises allouées.

Le présent règlement assujettit ces divers agents au versement des retenues sur leur traitement fixe, s'il y a lieu, et, soit sur une fraction déterminée, soit sur l'intégralité des remises ayant pour objet propre la rémunération de leurs fonctions, suivant qu'ils acquittent ou non, par prélèvement sur leurs émoluments, les frais de gestion de leur service, ces frais étant forfaitairement évalués, dans la première des deux hypothèses.

Pour les diverses catégories d'agents en cause, sont soustraites à l'exercice des retenues les allocations représentatives de dépenses ou destinées soit à rémunérer des travaux exceptionnels, soit à couvrir la responsabilité de caisse engagée par les opérations effectuées.

Les articles 13 et 14 du décret ont pour objet de régler les conditions dans lesquelles seront revisées les pensions des agents rémunérés par des remises ou salaires variables ; enfin, l'article 15 contient une disposition transitoire relative à l'exercice d'une dernière retenue de 1er douzième de traitement ou d'augmentation à subir par ceux des agents qui sont en activité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des finances,
J. CAILLAUX.

DÉCRET

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, notamment l'article 6 de ladite loi, ainsi conçu :

« Pour les agents rétribués par des remises ou salaires variables un règlement d'administration publique déterminera la quotité du traitement sur laquelle devront porter les retenues » ;

Vu le décret portant règlement d'administration publique du 2 septembre 1924;

Vu la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles et le décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi en date du 9 novembre 1853;

Le conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances supportent les retenues pour le service des pensions civiles sur le produit net de leur emploi, non compris les remises qui, en vertu des règlements, restent en dehors des émoluments normaux du poste.

Les percepteurs supportent les retenues pour pensions civiles sur leur traitement fixe ainsi que sur l'indemnité de gestion et sur les dixièmes communaux effectivement alloués.

Art. 2. — Les trésoriers-payeurs généraux de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, les payeurs principaux et particuliers de l'Algérie supportent les retenues pour le service des pensions civiles sur le produit net de leur emploi, non compris les remises qui, en vertu des règlements, restent en dehors des émoluments normaux, notamment l'indemnité de responsabilité du trésorier-payeur général du Maroc.

Les receveurs des contributions diverses en Algérie subissent les retenues pour pensions civiles sur leur traitement fixe et sur les trois quarts de leurs autres émoluments, notamment pour services gérés, recouvrement d'amendes et payement de dépenses publiques.

Art. 3. — Les trésoriers généraux, les trésoriers-payeurs et les trésoriers particuliers des colonies supportent les retenues pour pensions civiles sur leur traitement de grade et sur leurs remises, déduction faite de la part à reverser au service local dans les cas prévus par les règlements. Ils supportent également les retenues sur les indemnités personnelles allouées en compensation des réductions ou suppressions de remises en cours de gestion.

Sont affranchies de la retenue, l'indemnité de responsabilité et l'indemnité de zone.

Les trésoriers particuliers de l'Indochine, tributaires de la caisse locale de cette colonie, peuvent dans un délai de six mois, à compter de la publication du présent règlement, opter

pour le maintien du régime des retraites dont ils bénéficient actuellement.

Art. 4. — Les receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre subissent les retenues pour pensions sur la totalité des remises proportionnelles qu'ils touchent dans la limite des maxima réglementaires. Ne sont pas assujetties à la retenue, les indemnités spéciales ou représentatives de dépenses et notamment les indemnités allouées par la ville de Paris et les allocations en matière de gestion des biens ecclésiastiques ou séquestrés.

Art. 5. — Les conservateurs des hypothèques et les receveurs conservateurs supportent les retenues pour pensions civiles sur le montant brut de leurs salaires sous déduction :

1° Des sommes à prélever par le Trésor en exécution de l'article 31 de la loi de finances du 27 février 1912 et du troisième décret du 26 octobre 1921 ;

2° Des sommes à rembourser par les conservateurs en représentation des traitements des commis titulaires, conformément aux dispositions du deuxième décret du 26 octobre 1921 ;

3° De 30 p. 100 du surplus.

Les receveurs conservateurs de l'enregistrement subissent les retenues d'après les règles applicables aux receveurs ou aux conservateurs, suivant la nature des opérations auxquelles correspondent les émoluments qui leur sont alloués.

Art. 6. — Les directeurs, inspecteurs rédacteurs et contrôleurs rédacteurs des contributions directes subissent les retenues sur leur traitement fixe et sur leur indemnité de surveillance et de responsabilité de la confection des rôles établis au compte de l'Etat.

Les contrôleurs principaux et les contrôleurs ordinaires des contributions directes supportent les retenues sur leur traitement fixe et sur l'indemnité qui leur est allouée pour l'assiette des impôts et taxes assimilées perçus au profit de l'Etat.

Les géomètres du service du renouvellement ou de la revision et de la conservation du cadastre supportent les retenues sur leur traitement fixe et sur la partie de leurs remises variables représentant un émolument personnel.

Les géomètres en chef du cadastre de la Savoie et de la Haute-Savoie versent les retenues sur leur traitement fixe et sur leur indemnité de responsabilité.

Le géomètre en chef du cadastre préposé dans le département du Nord aux opérations prévues par la loi du 7 août 1850 est assujetti aux retenues sur les trois quarts de ses émoluments variables.

Art. 7. — Les receveurs des douanes supportent les retenues pour pensions civiles sur leur traitement fixe ; ils ne subissent les retenues sur leurs diverses remises que jusqu'à concurrence de la différence entre le traitement fixe dont ils bénéficiaient avant leur nomination aux fonctions de comptable et le traitement fixe qui leur est attribué en cette dernière qualité.

Art. 8. — Les receveurs des contributions indirectes supportent la retenue pour pensions civiles sur l'intégralité des primes d'apurement qu'ils perçoivent : sur les trois quarts des indemnités pour payement des dépenses des manufactures de l'Etat, pour participation au recouvrement des droits d'octroi de Paris et du droit d'octroi de banlieue, sur la moitié des remises allouées tant sur les recettes et dépenses effectuées par le service des alcools que sur le montant des ventes de tabacs de luxe effectuées directement aux consommateurs.

Ne sont passibles d'aucune retenue les remises sur obligations cautionnées ni les allocations ayant le caractère de gratification.

Les préposés à la vente directe des tabacs de luxe à Paris subissent la retenue sur la totalité du traitement brut qu'ils perçoivent et sur le quart des remises supplémentaires qui peuvent leur être allouées.

Art. 9. — Les receveurs des postes, les chefs de bureau centraux télégraphiques, téléphoniques, radiotélégraphiques et de chèques postaux subissent la retenue pour pensions civiles sur l'intégralité de leur traitement et sur la moitié de l'indemnité de gérance et de responsabilité à laquelle ils peuvent avoir droit.

Art. 10. — Les consuls et chanceliers qui remplissent les fonctions de comptable subissent des retenues pour pensions civiles sur leur traitement fixe et sur la totalité des remises qui leur sont allouées à l'occasion des recettes qu'ils effectuent.

Art. 11. — Ne sont en aucun cas passibles de retenues pour pensions civiles :

1° Les remises sur emprunt ;

2° Les remises sur placement de bons ou obligations du Trésor ;

3° Les remises sur dépôts en compte courant ;

4° Le quart colonial en Algérie ;

5° Le supplément colonial.

Art. 12. — Le traitement moyen des agents qui sont rétribués par des remises ou salaires variables sujets à liquidation est établi d'après les émoluments perçus pendant les trois années précédant celle au cours de laquelle cesse l'activité.

Art. 13. — Les agents rémunérés en tout ou partie par des remises ou des salaires variables verseront rétroactivement les retenues sur la partie de leurs émoluments qui n'e aurait pas été assujettie, et qui, y étant désormais soumisy par application des dispositions ci-dessus, devrait entrer en ligne de compte dans le calcul de leur traitement moyen des trois dernières années. Cette mesure s'applique tant aux agents en fonctions lors de la promulgation de la loi du 14 avril 1924, qu'à ceux qui auraient cessé leurs fonctions avant cette date, mais dont la pension ne serait pas encore concédée.

Art. 14. — Les anciens agents rémunérés par des remises ou salaires variables qui peuvent prétendre, par application de l'article 94 de la loi du 14 avril 1924, à la revision de leur retratie, obtiendront cette revision d'après la moyenne des émoluments passibles de retenues qui ont été perçues au cours de la période du 1er janvier 1921 au 31 décembre 1923 par les agents titulaires des emplois de la même classe que ceux occupés par ces anciens agents pendant les trois dernières années de leur carrière. Cette moyenne sera déterminée pour chaque classe par un arrêté du ministre des finances.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 15. — Les agents des diverses catégories auxquels s'appliquent les articles 1er à 10 du présent décret subissent sur la différence qui se manifesterait dans le sens d'une augmentation entre leurs derniers émoluments soumis à la retenue du premier douzième de traitement ou la retenue du

premier douzième d'augmentation et la moyenne annuelle des émoluments par eux acquis jusqu'au 16 avril 1924 inclus une nouvelle retenue d'un douzième.

Art. 16. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois.*

Fait à Paris, le 28 avril 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République:

Le ministre des finances,

J. CAILLAUX.

N° 230.— *ARRÊTÉ promulguant le décret du 28 avril 1925 qui complète l'article 2 du décret du 1er décembre 1920 portant amélioration des traitements du personnel des bureaux des Secrétariats généraux.*

(17 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies;

Vu le décret du 28 avril 1925, complétant l'article 2 du décret du 1er décembre 1920, portant amélioration des traitements du personnel des bureaux des Secrétariats généraux;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret susvisé du 28 avril 1925, complétant l'article 2 du décret du 1er décembre 1920, portant amélioration des tarifs des traitements du personnel des bureaux des Secrétariats généraux des colonies.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 17 juin 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 28 avril 1925.

Monsieur le Président,

L'article 2 du décret du 1er décembre 1920 portant amélioration des tarifs des traitements du personnel des bureaux des secrétariats généraux n'a pas reproduit une importante disposition figurant à l'article 2 des décrets des 24 novembre 1912 et 7 mai 1919, ainsi conçu :

« Les commis principaux qui, à raison de leur ancienneté, jouissent d'un traitement supérieur à celui des sous-chefs de bureau de 2e classe, le conservent lorsqu'ils sont promus à ce dernier grade. »

Il n'avait pas paru, en effet, nécessaire d'ajouter cette stipulation parce qu'en vertu du même article, les tarifs de traitements des agents de cette catégorie (qui appartiennent aux cadres locaux du personnel en question) sont déterminés par les chefs de colonies et qu'on pouvait supposer que les émoluments attribués aux intéressés à titre de solde seraient toujours inférieurs à ceux alloués aux sous-chefs de bureau de 2e classe.

Mais il n'en a pas été ainsi et l'absence d'une disposition ménageant la situation acquise par les commis principaux candidats à l'emploi supérieur a, comme conséquence, eu l'inconvénient de contrarier le recrutement des cadres supérieurs du personnel des bureaux des secrétariats généraux en aboutissant à cette anomalie de traduire une promotion de grade par une diminution de traitement.

En vue de porter remède à cette situation, j'ai fait préparer le projet de décret ci-joint, qui a été adopté en conseil d'État et a reçu l'adhésion des chefs des colonies qu'il intéresse. Je vous serais reconnaissant de revêtir cet acte de votre haute sanction.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 24 novembre 1912 portant réorganisation du personnel des bureaux des secrétariats généraux des colonies, modifié par les décrets des 29 avril et 12 novembre 1916, 18 février et 7 mai 1919, 26 février et 1er décembre 1920 ;

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1911 et l'adhésion des chefs des colonies intéressées ;

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — L'article 2 du décret du 1er décembre 1920 portant amélioration des tarifs des traitements du personnel des bureaux des secrétariats généraux des colonies est complété de la manière suivante :

« Les commis principaux qui, à raison de leur ancienneté, jouissent d'un traitement supérieur à celui des sous-chefs de bureau de 2e classe, le conservent lorsqu'ils sont promus à ce dernier grade. »

Art. 2. — Les dispositions du présent décret sont applicables pour compter du 1er janvier 1925.

Art. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 28 avril 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

ANDRÉ HESSE.

N° 231. — *ARRÊTÉ rapportant celui du 25 juin 1924 ordonnant l'expulsion de la colonie de la nommée* Frédéric (Catherine), *dite* Una.

(20 juin 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la loi du 29 mai 1874, portant application aux colonies des lois des 3 décembre 1849 et 29 juin 1867 sur la naturalisation et le séjour des étrangers ;

Vu l'arrêté n° 638, en date du 25 juin 1924, ordonnant l'expulsion de la colonie de la nommée Frédéric (Catherine), *dite* Una ;

Vu le rapport en date du 18 juin 1925 du Procureur général ; ensemble le rapport du 12 du même mois du maire de Saint-Laurent ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Est rapporté l'arrêté n° 638, en date du 25 juin 1924, ordonnant l'expulsion de la Guyane française de la nommée Frédéric (Catherine), *dite* Una, qui est autorisée à résider sur le territoire de la colonie.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 20 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 232. — *ARRETE autorisant une session extraordinaire du Conseil municipal d'Oyapoc.*

(23 juin 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la lettre du Maire d'Oyapoc en date du 30 mai 1925 ;

Vu les articles 17 et 18 du décret du 15 octobre 1879, portant institution des municipalités à la Guyane française ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er.— Le Conseil municipal de la commune d'Oyapoc est autorisé à se réunir en session extraordinaire.

Art. 2.— L'ordre du jour de la session sera le suivant :

Vote du budget supplémentaire de la commune pour l'exercice 1925.

Art. 3.— Le Maire est autorisé, vu l'urgence, à ne pas observer les délais de convocation prévus à l'article 18 du décret du 15 octobre précité.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 23 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 233.— *DÉCISION nommant deux membres de la commission administrative du Bureau de bienfaisance de Mana.*

(24 juin 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté du 16 avril 1887 établissant un Bureau de bienfaisance à Mana ;

Vu la délibération du conseil municipal de Mana, en date du 31 mai 1925, proposant la nomination de MM. Jadfard et Thébyne comme membres de la commission administrative dudit bureau, en remplacement de M. Jules Barbe et Élégie (Eloi), dont les pouvoirs ont pris fin en même temps que leur mandat de conseillers municipaux ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Décide :

Article 1er. — MM. Jadfard (Eugène) et Thébyne (Ulysse), conseillers municipaux, sont nommés membres de la commission administrative du Bureau de bienfaisance de Mana, en remplacement de MM. Jules Barbe et Élégie (Eloi) dont le mandat de conseillers municipaux a pris fin.

Art. 2 — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, publiée et insérée au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 24 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 234.— *ARRÊTÉ autorisant une réunion extraordinaire du conseil municipal de Mana.*

(24 juin 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la lettre du Maire de Mana en date du 18 juin 1925 ;

Vu les articles 17 et 18 du décret du 15 octobre 1879, portant institution des Municipalités à la Guyane française ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Le Conseil municipal de la commune de Mana est autorisé à se réunir en session extraordinaire.

Art. 2. — L'ordre du jour sera le suivant :

Etude d'un projet d'éclairage du bourg de Mana à l'électricité.

Art. 3. — Le Maire est autorisé, vu l'urgence, à ne pas observer les délais de convocation prévus à l'article 18 du décret du 15 octobre 1879 précité.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 24 juin 1925.

C. J. CHANEL.

N° 235. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 14 mars 1925, relatif aux pensions des magistrats coloniaux.*

(26 juin 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu le décret du 14 mars 1925, relatif aux pensions des magistrats coloniaux ;

Vu la circulaire ministérielle, n° 6, en date du 8 avril 1925 au sujet du décret du 14 mars 1925, appliquant aux magis-

trats coloniaux les dispositions de l'article 4 de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française le décret susvisé du 14 mars 1925, complétant les parités d'office pour servir de base à la liquidation des pensions de retraite des magistrats des colonies

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 26 juin 1925.

C. J. CHANEL.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE au sujet du décret du 14 mars 1925, appliquant aux magistrats coloniaux les dispositions de l'article 4 de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions.

Paris, le 8 avril 1925.

(Ministère des colonies. — Direction du Personnel et de la Comptabilité.)

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indo-Chine, de Madagascar, de l'Afrique occidentale et Équatoriale française, les Gouverneurs des colonies, les Commissaires de la République au Cameroun et au Togo et les Chefs de service colonial dans les ports de commerce.*

Dans le but de faire bénéficier, pour la retraite des magistrats coloniaux des avantages accordés par l'article 4, de la loi du 14 avril 1924, à leurs collègues de la Métropole dont ils possèdent la parité d'office, un décret en date du 14 mars 1925, inséré au *Journal officiel* du 18 du même mois, a majoré cette parité d'un chiffre égal au montant des suppléments de traitements accordés par la loi du 30 avril 1921 (art. 37), au personnel judiciaire de France et qui, jusqu'à la mise en vigueur de la loi susvisée du 14 avril 1924, n'ont été passibles d'aucune prestation pour la pension.

Il s'ensuit que la quotité des parités inscrites au décret du 11 août 1921 en regard des emplois de la magistrature coloniale doit être lue ainsi :

Premier Président d'une cour de la Métropole.....		
Procureur général en France.....	25,000	4,000
Avocat général à Paris.....	18,000	4,000
Conseiller à la Cour d'appel de Paris.	17,000	4,000
Président de la chambre de Cour d'appel en France.....	16,000	4,000
Président de section au tribunal de la Seine.....	15,000	4,000
Conseiller de Cour d'appel en France..... Président ou Procureur d'un Tribunal de 2e classe en France.....	3,000	4,000
Président ou Procureur d'un Tribunal de 3e classe en France.....	10,000	4,000
Juge d'instruction d'un Tribunal de 2e classe.....	9,000	4,000
Juge d'un Tribunal de 2e classe en France.....	8,000	4,000
Juge d'un Tribunal de 3e classe en France.....	7,000	4,000
Juge suppléant en France.....	6,000	2,000
Juge de paix de 1re classe en France.	9,000	3,000
— 2e —	7,000	3,000
— 3e —	6,000	3,000
— 4e —	5,000	3,000

Cette modification s'étend naturellement aux emplois de la magistrature coloniale créés postérieurement au décret du 11 août 1921, et comportant l'une des assimilations susvisées.

Toutefois, étant donné le caractère spécial de la mesure ainsi intervenue, et bien qu'au point de vue de la liquidation des pensions elle prenne ses effets à partir du 11 août 1921, les conséquences qu'elle entraîne relatives à la perception des retenues pour pensions doivent être exactement les mêmes que celles adoptées à l'égard du personnel de la Métropole,

c'est-à-dire celles déterminées par les articles 4 de la loi du 14 avril 1924 et de l'instruction du Ministre des finances du 12 octobre suivant, rendus pour son exécution.

En conséquence, vous n'aurez à assurer le versement rétroactif de la retenue afférente aux nouvelles majorations qu'à partir du 17 avril 1924 et sur le taux de 6 0/0 sans prestations supplémentaires au titre de 1/12.

Les magistrats admis à la retraite et rayés des cadres avant cette date, obtiendront la révision de leurs pensions dans les conditions de l'article 94 de la loi du 14 avril 1924, sans avoir à opérer aucun versement nouveau. Ceux rayés des cadres postérieurement se trouveront placés, le cas échéant, sous l'application du 3e alinéa de l'article 4 de ladite loi, en vertu duquel « le montant de ces retenues sera précompté sur les « arrérages de leur retraite, sans que ce prélèvement puisse « réduire des arrérages de plus d'un cinquième.

Il en résulte que tous les magistrats admis à la retraite à compter du 17 avril 1927 qui auront subi, par voie régulière ou rétroactive, les prestations de 6 0/0 sur la majoration depuis le 17 avril 1924, c'est-à-dire depuis les trois années servant de base au calcul du traitement moyen n'auront à subir aucun précompte sur les arrérages de leur pension. Ceux retraités entre le 17 avril 1924 et le 17 avril 1927 verront prélever sur les arrérages de leur pension le montant des retenues qu'ils auraient dû supporter pour parfaire leur traitement moyen passible de cette prestation pendant leurs trois dernières années d'activité, sans toutefois que l'exercice de ce précompte puisse s'appliquer à une période antérieure à celle écoulée entre le 11 août 1921 et le 16 avril 1924 inclus.

Dans la circonstance, le but essentiel est d'assurer le recouvrement des retenues de 6 0/0 pour pensions à partir du 17 avril 1924. Les intéressés devront donc se libérer à l'arrivée. Ils pourront le faire en une seule fois, ou si cela leur convient mieux au moyen de quatre versements mensuels.

Je vous prie de veiller à ce que cette opération soit effectuée sans retard, en annotant les livrets de solde en conséquence.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire, qui sera insérée au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies et qui devra également paraître au *Journal officiel* de chaque colonie.

DALADIER.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 14 mars 1925.

Monsieur le Président,

L'article 4 de la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, a fait entrer en compte les suppléments de traitements visés par l'article 57 de la loi du 30 avril 1921 accordés aux magistrats métropolitains. Il s'ensuit que la retenue pour pension est effectuée tant sur le traitement principal que sur le supplément.

Le décret du 11 août 1921 ayant fixé la parité des offices entre les emplois de la magistrature des colonies et ceux des magistrats de la métropole, en ne faisant état que du traitement principal, il est devenu indispensable de préciser que les magistrats coloniaux, en raison de leur assimilation aux magistrats métropolitains, subiront la retenue pour pension dans les mêmes conditions.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que, d'accord avec M. le ministre des finances et M. le Garde des sceaux, ministre de la justice, j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,
DALADIER.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT de la République française,

Vu l'article 24 de la loi du 18 avril 1831 ;

Vu le décret du 1er décembre 1858 ;

Vu le décret du 11 août 1921 ;

Vu l'article 57 de la loi du 30 avril 1921 ;

Vu l'article 4 de la loi du 14 avril 1924 ;

Sur le rapport du ministre des colonies, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des finances,

DECRÈTE :

Article Ier. — Les traitements indiqués au décret du 11 août 1921, en regard des parités d'office pour servir de base à la liquidation des pensions de retraite des magistrats des colonies, sont, en conformité de l'article 4 de la loi du 14 avril 1924, qui doit recevoir entière application, majorés de 4,000 fr. pour tous les emplois, à l'exception des emplois de juges suppléants et de juges de paix, pour lesquels les majorations sont respectivement de 2,000 et de 3,000 francs.

Art. 2. — Le présent décret aura son effet à compter du 11 août 1921, date du décret fixant la parité des offices entre les emplois de la magistrature des colonies et ceux des magistrats de la métropole.

Art. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 4. — Le ministre des colonies, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 mars 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ RENOULT.

Le Ministre des colonies,
DALADIER.

Le Ministre des finances,
CLÉMENTEL.

N° 236. — *ARRÊTÉ. — Constatation des payements effectués à des parties prenantes illettrées ou dans l'impossibilité de signer.*

(26 juin 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu le décret du 20 janvier 1925, modifiant l'article 231 § 5 du décret du 30 décembre 1912 et concernant le paiement sur état collectif d'émargement à des créanciers illettrés,

ARRÊTE :

Article Ier. — Est promulgué dans la colonie le décret du 20 janvier 1925, qui complète les prescriptions réglementaires édictées par l'article 231 § 5 du décret du 30 décembre 1912, relatives à la constatation des payements effectués sur état collectif d'émargement, à des parties prenantes illettrées ou dans l'impossibilité de signer.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 26 juin 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 20 janvier 1925.

Monsieur le Président,

Les chefs des administrations locales ont signalé à plusieurs reprises les inconvénients que présente aux colonies, en cas de payements collectifs sur états d'émargement, la stricte application des prescriptions réglementaires édictées par l'article 231 du décret du 30 décembre 1912 relatives à la constatation des payements effectués à des parties prenantes illettrées ou dans l'impossibilité de signer. Etant donné que la population aborigène de nos colonies ne possède en général aucun rudiment de la langue française et est même parfois incapable de signer son nom dans son propre idiome, nous estimons que l'unique déclaration collective du payeur et des deux témoins présents au payement offre autant de garantie de sincérité que la même déclaration répétée autant de fois que l'état d'émargement comprend de parties prenantes illettrées ou ne pouvant signer.

La cour des comptes, appelée à faire connaître son sentiment à cet égard, a déclaré qu'elle ne s'opposait pas à la modification proposée.

En conséquence, nous avons fait préparer le projet de décret ci-joint, qui a pour objet de compléter les dispositions de l'article 231, paragraphe 5, du décret du 30 décembre 1912, projet que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le Ministre des finances, CLÉMENTEL. *Le Ministre des colonies,* DALADIER.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT de la République française,

Vu les lois, ordonnances et décrets organiques des colonies;

Vu l'article 231 du décret du 30 décembre 1912;

Sur le rapport du ministre des finances et du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article Ier. — L'article 231, paragraphe 5, du décret du 30 décembre 1912 est complété ainsi qu'il suit :

« Si les parties prenantes sont illettrées ou dans l'impossibilité de signer, la déclaration prévue au paragraphe 4 ci-dessus est apposée une fois pour toutes au bas de l'état d'émargement et vaut pour toutes les parties prenantes ne sachant ou ne pouvant signer. »

Art. 2. — Les ministres des finances et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 janvier 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances, CLÉMENTEL. *Le Ministre des colonies,* DALADIER.

N° 237. — DÉCISION relative aux opérations électorales du 3 mai 1925 de la commune de Macouria.

(30 juin 1925.)

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux administratif de la Guyane française,

Statuant sur l'exception préjudicielle soulevée au début de l'audience à laquelle a été appelée l'affaire relative à la protestation dirigée par MM. Paillé et autres contre les élections municipales qui ont eu lieu au Macouria le 3 mai 1925;

Considérant que cette exception est basée sur le fait que le délai dans lequel le Conseil du Contentieux doit statuer sur les réclamations relatives aux opérations électorales est d'un mois; que, passé ce délai, le Conseil du dontentieux se trouve dessaisi;

Considérant qu'aux termes de l'article 38 de la loi du 5 avril 1884 le délai d'un mois qui est accordé aux Conseils de Préfecture pour statuer est porté à deux mois en cas de renouvellement général; qu'il s'agit actuellement dans l'espèce d'une élection faisant partie du renouvellement général des Conseils municipaux; que le délai susvisé court à partir de l'enregistrement des pièces au greffe de la Préfecture;

Considérant que la réclamation faite contre les élections municipales de Macouria du 3 mai 1925 a été enregistrée au greffe du Contentieux à la date du 5 mai 1925; qu'ainsi le délai de deux mois édicté par l'article 38 précité n'est pas expiré;

PAR CES MOTIFS:

Rejette l'exception préjudicielle soulevée, et dit qu'il sera passé outre aux débats.

Ainsi jugé et prononcé le trente juin mil neuf cent vingt-cinq en audience publique où siégeaient:

MM. Thaly, Secrétaire général;
Chaspoul, Procureur général p. i.,
Masse, Délégué du Directeur de l'Aministration pénitentiaire;
Marchand, Conseiller privé titulaire;
Beauroy, Conseiller privé suppléant, en remplacement de M. Darredeau, Conseiller privé titulaire, absent de la Colonie.

Auxquels étaient adjoints :

MM. Héber, Conseiller à la Cour d'Appel ;
Sablé, Président p. i. du Tribunal de Première instance.

En présence de :

MM. Clarac, Commissaire du Gouvernement ;
Angammarre, Greffier du Conseil du contentieux.

Le Rapporteur, HÉBER. *Le Président,* THALY.

Le Secrétaire-Archiviste, Greffier,
ANGAMMARRE.

La République mande et ordonne au Gouverneur de la Guyane en ce qui le concerne et à tous les huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

N° 238. — DÉCISION relative aux opérations électorales du 3 mai 1925 de la commune de Macouria.

(30 juin 1925.)

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux administratif de la Guyane française, réuni dans la salle ordinaire de ses délibérations,

Vu le décret du 5 août 1881, concernant l'organisation et la compétence des Conseils du Contentieux administratif à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, rendu applicable à la Guyane par le décret du 7 septembre suivant ;

Vu les articles 11 à 45, 74 à 87 et 165 de la loi du 5 avril 1884, sur l'organisation municipale, rendu applicables à la Guyane par décret du 26 juin 1884, le dit décret promulgué dans cette colonie le 21 août suivant ;

Vu l'arrêté du Gouverneur de la Guyane en date du 31 décembre 1924, désignant les magistrats appelés à siéger au Conseil du contentieux pendant l'année 1925, savoir : MM. Héber et Chaspoul ; et MM. Jugo et Sablé pour les suppléer ;

Vu celui du 6 mai 1925 qui nomme M. Chérius-Chéry aux lieu et place de M. Chaspoul; celui du 22 juin 1925, rapportant le précédent:

Vu l'absence de M. Jugo de la colonie;

Vu l'arrêté du 6 mai 1925 nommant M. Clarac, Chef du service de l'Enregistrement, Commissaire du Gouvernement près le Conseil du contentieux pour l'année 1925;

Vu les arrêtés du Gouverneur du 9 avril 1925 publiés au *Journal officiel* de la Guyane le 11 du même mois, les dits arrêtés portant l'un, convocation des électeurs de toutes les communes de la colonie le dimanche 3 mai 1925 pour le renouvellement de leurs Conseils municipaux; l'autre, division de certaines communes en plusieurs bureaux de vote;

Vu le procès-verbal des opérations électorales auxquelles il a été procédé, aux jour et heure fixés, dans la 1re section de la commune de Macouria, procès-verbal dont il résulte que MM. Gusta Ernest et Séraphin Féréol ont obtenu chacun soixante suffrages; MM. Bacé Lionel, Alfré Pierre, Sanssouci Emmanuel, et Fulconi Henri en ont obteuu chacun cinquante neuf; MM. Galliot Dorville, Mariphonse Théodore, Conrat Félix, Mariéma Appolonis et Ruton Antony en ont obtenu chacun cinquante huit, et M. Gona Eugène cinquante sept;

Vu la décision du Conseil du contentieux administratif en date du 7 mai 1925 publié au *Journal officiel* de la colonie du 9 du même mois, décision par laquelle le Conseil a proclamé les sus-nommés Conseillers municipaux de la commune de Macouria, par suite de l'omission du bureau électoral de la 1re section de la commune de faire cette proclamation;

Vu la requête de MM. Paillé Emile, Aymond Maximilien, Eras Tonine, Aupra Tibère, Félix Joseph, Noël Georges, Cérano Morville, Tonloup Joseph et Colinette Paul, candidats à la dite élection, requête par laquelle les susnommés demandent l'annulation de l'élection du 3 mai 1925 à Macouria, pour le motif que le bureau du 7e kilomètre du bourg de cette commune n'a pas fonctionné, alors que son fonctionnement avait été annoncé par affiches et qu'aucune disposition n'a été prise la veille ou même le jour du vote par le maire de la commune pour prévenir les électeurs de l'impossibilité de faire fonctionner le bureau;

Vu le mémoire en défense des Conseillers élus;

Vu le mémoire en réponse des protestataires;

Ouï M. le Conseiller Héber en son rapport à l'audience publique de ce jour;

Ouï Me Gober, avocat-avoué, représentant les protestataires, en ses observations orales ;

Ouï Me Darnal, avocat-avoué, représentant les Conseillers élus, également en ses observations orales;

Ouï M. le Commissaire du Gouvernement en ses conclusions;

Vu les pièces du dossier,

Après en avoir délibéré;

EN LA FORME,

Considérant que la requête introductive d'instance est régulière et recevable, comme ayant été déposée et enregistrée au greffe du Conseil le 5 mai 1925;

Considérant que l'exception de nullité opposée à cette requête par les Conseillers élus n'est pas fondée; qu'en effet, elle est basée : 1° sur le fait que les copies à eux remises de la dite requête ne porte pas de date; 2° sur le fait que les copies leur ayant été remises seulement le 15 mai, le dépôt de la réclamation serait tardif;

Considérant, d'une part, que la date de la dite requête est authentiquée par l'enregistrement de ce document au greffe du Conseil et que cette formalité essentielle a été accomplie le 5 mai 1925, c'est-à-dire dans le délai de cinq jours de l'élection, conformément à l'article 37 de la loi du 5 avril 1884;

Considérant dès lors, ce fait matériel étant établi, que l'omission relevée, qui est d'ordre purement matériel, ne saurait être retenue à l'encontre des demandeurs, aucun texte de loi n'exigeant la mention de la date de l'original sur les pièces de cette nature ;

Considérant, d'autre part, que si l'article 37 de la loi du 5 avril 1884 dispose dans son paragraphe final que le préfet doit donner immédiatement connaissance de la réclamation par la voie administrative aux conseillers dont l'élection est contestée, cette disposition ne fixe aucun délai pour cette communication; qu'il y a lieu dans l'espèce, de tenir compte des multiples occupations du préfet au lendemain du renouvellement général des Conseils municipaux;

Qu'en tout état de cause, l'exception signalée ne pourrait être retenue que si elle constituait une infraction aux articles 8 et 18 du décret du 5 août 1881 sur la procédure générale de-

vant le Conseil du contentieux administratif, articles qui accordent au Secrétaire-archiviste, pour adresser aux intéressés copies des requêtes qui leur sont destinées, un délai d'un mois à partir de l'ordonnance de communication de la requête introductive d'instance ; que tel n'est pas le cas puisque l'ordonnance de communication est du 13 mai et que la remise effective des copies a eu lieu les 15 et 16 du même mois ;

Considérant, au surplus, que les conseillers élus ne peuvent légitimement se plaindre de ce que cette circonstance ait en quoique ce soit entravé le libre exercice de leurs moyens de défense : qu'en effet le délai de cinq jours qui leur était accordé par l'ordonnance de communication qui leur fut notifiée les 15 et 16 juin courait à partir de ces dates ; qu'en fait, ils adressèrent le 20 suivant, c'est-à-dire dans la limite du dit délai et sans observation sur ce point, au greffier du Contentieux, par l'intermédiaire de leur avoué, un mémoire en défense de la dite requête ;

Considérant, d'autre part, que l'avoué des conseillers élus fait état dans sa lettre au Président du Conseil en date du 19 juin, du fait que le dossier contiendrait des pièces qui n'ont pas été déposées par les adversaires juridiques de ses clients et qui n'y existaient pas à l'époque où il a été prendre communication de ce dossier ;

Considérant qu'il s'agit, d'une part, de trois lettres adressées directement par des électeurs au Président du Conseil ; que ces trois lettres énonçant les mêmes faits que ceux de la protestation ont été versée au dossier sans faire l'objet d'aucune mesure d'instruction ; qu'il s'agit, d'autre part, de pièces demandées à l'Administration par le Rapporteur, en vertu de l'article 12 du décret du 5 août 1881, pour établir son rapport ;

Considérant qu'il résulte de l'examen du dossier que ces lettres et pièces ont été légalement adressées au Président et au Rapporteur du Conseil à des dates postérieures à celle de la communication, par le greffier du Contentieux, à l'avoué des conseillers élus ;

Considérant que cette nouvelle circonstance ne saurait non plus être envisagée comme étant de nature à nuire aux droits de la défense puisque l'avoué des Conseillers élus a pu prendre connaissance de ces documents à la date du 15 juin, alors que l'audience du Conseil était fixée au 30 du même mois, et que la

notification de cette dernière date à été faite aux parties en cause le 20;

Au fond :

Considérant qu'un arrêté du Gouverneur de la Guyane, en date du 9 avril 1925, publié au « Journal officiel » de la colonie le 11 du même mois, a divisé la commune de Macouria en deux bureaux de vote: l'un qui devait siéger à la mairie; l'autre à l'école de hameau du 7e kilomètre; que cet arrêté a été affiché à la porte de la dite école avant le jour de l'élection, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal de la police versé au dossier;

Considérant que le jour de l'élection, dès sept heures, un dissentiment s'étant produit entre les deux adjoints du maire de la commune sur la question de savoir lequel devait prendre la présidence du deuxième bureau, ce bureau n'a pas été ouvert et n'a fonctionné à aucun moment; que par aucun moyen de publicité, les électeurs n'ont été prévenus de ce changement à l'arrêté susvisé du Gouverneur ;

Considérant que de ce fait, un certain nombre d'électeurs qui s'étaient rendus à l'école du 7e kilomètre pour voter n'ont pu le faire et ont déclaré qu'ils ne pouvaient se rendre, pour exercer leurs droits de citoyens, au 1er bureau qui est situé à 11 kilomètres ; que ces faits résultent d'un procès-verbal de gendarmerie versé au dossier; qu'ainsi il est déjà constant que le changement survenu dans l'arrêté du Gouverneur a entravé la facilité du vote ;

Considérant que la gravité de cette entrave est accusée par les faits suivants : 1° que le nombre des votants a été, le 3 mai 1925, dans l'unique bureau qui a fonctionné, de 73 ; 2° qu'aux élections législatives du 11 mai 1924, quand les deux bureaux de vote ont fonctionné pour la première fois, le nombre des votants a été pour le 1er bureau de 72, pour le 2e bureau (celui du 7e kilomètre) de 78, soit un total de 150; 3° qu'aux élections cantonales qui ont eu lieu le 21 juin courant, le nombre des votants dans ces deux bureaux a été: pour le 1er bureau de 53, pour le 2e (7e kilomètre) 51, soit au total 104;

Considérant que ces résultats présentent un caractère d'extrême importance puisqu'ils démontrent, par des faits incontestables, que le 2e bureau qui n'a pas fonctionné le 3 mai 1925 répond à une réelle nécessité; qu'en effet, le nombre

des votants de ce bureau est sensiblement égal à celui des votants de la 1re section de vote; que ce nombre a même été supérieur pour le 2e bureau aux élections législatives; que dans ces conditions, il est évident que le non fonctionnement du bureau du 7e kilomètre a eu pour conséquence indéniable d'empêcher, pour le moins, la moitié des électeurs de prendre part au scrutin;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'élection du 3 mai 1925 qui a eu lieu à Macouria pour le renouvellement intégral des Conseillers municipaux de cette commune ne saurait en aucune façon être considérée comme la libre et complète manifestation de la volonté du collège électoral,

DÉCIDE:

Article Ier. — La requête de M. Paillé Emile et autres contre les élections municipales qui ont eu lieu à Macouria le 3 mai 1925 est recevable en la forme, la reçoit.

Art. 2. — L'exception de nullité opposée à la dite requête est rejetée.

Art. 3. — Les élections municipales qui ont eu lieu à Macouria le 3 mai 1925 sont déclarées nulles et inopérantes.

En conséquence, dit que le collège électoral de la commune de Macouria sera ultérieurement convoqué dans la forme administrative en vue du renouvellement du Conseil municipal de cette commune.

Ainsi jugé et prononcé le trente juin mil neuf cent vingt-cinq en audience publique où siégeaient:

MM. Thaly, Secrétaire général;
Chaspoul, Procureur général p. i.;
Masse, délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire;

Marchand, Conseiller privé titulaire;
Beauroy, Conseiller privé suppléant, en remplacement de M. Darredeau, Conseiller privé titulaire, absent de la colonie.

Auxquels étaient adjoints:

MM. Héber, Conseiller à la Cour d'Appel;
Sablé, Président p. i. du Tribunal de première instance.

En présence de:

MM. Clarac, Commissaire du Gouvernement ;
Angammarre, Greffier du Conseil du contentieux.

Le Rapporteur, HÉBER. *Le Président*, THALY.

Le Secrétaire-archiviste, greffier,
ANGAMMARRE.

La République mande et ordonne au Gouverneur de la Guyane en ce qui le concerne et à tous les huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

N° 239. — *DÉCISION relative aux opérations électorales de la commune de Matoury en date du 3 mai 1925.*

(30 juin 1925.)

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux administratif de la Guyane française,

Statuant sur l'exception préjudicielle soulevée au début de l'audience à laquelle a été appelée l'affaire relative à la protestation dirigée par MM. Palmot (Césaire) et autres contre les élections municipales qui ont eu lieu au Matoury le 3 mai 1925 ;

Considérant que cette exception est basée sur le fait que le délai dans lequel le Conseil du contentieux doit statuer sur les réclamations relatives aux opérations électorales est d'un mois ; que, passé ce délai, le Conseil du Contentieux se trouve dessaisi ;

Considérant qu'aux termes de l'article 38 de la loi du 5 avril 1884 le délai d'un mois qui est accordé aux Conseils de Préfecture pour statuer est porté à deux mois en cas de renouvellement général ; qu'il s'agit actuellement dans l'espèce d'une élection faisant partie du renouvellement général des Conseils municipaux ; que le délai susvisé court à partir de l'enregistrement des pièces au greffe de la Préfecture ;

Considérant que la réclamation faite contre les élections municipales de Matoury du 3 mai 1925 a été enregistrée au greffe du Contentieux à la date du 6 mai 1925 ; qu'ainsi le délai de deux mois édicté par l'article 38 précité n'est pas expiré,

PAR CES MOTIFS :

Rejette l'exception préjudicielle soulevée, et dit qu'il sera passé outre aux débats.

Ainsi jugé et prononcé le trente juin mil neuf cent vingt-cinq en audience publique où siégeaient :

MM. Thaly, Secrétaire général ;
Chaspoul, Procureur général, p. i.;
Masse, Délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;
Marchand, Conseiller privé titulaire ;
Beauroy, Conseiller privé suppléant, en remplacement de M. Darredeau, Conseiller privé titulaire, absent de la Colonie.

Auxquels étaient adjoints :

MM. Héber, Conseiller à la Cour d'Appel ;
Sablé, Président p. i. du Tribunal de première instance.

En présence de :

MM. Clarac, Commissaire du Gouvernement ;
Angammarre, Greffier du Conseil du Contentieux.

Le Rapporteur, HÉBER. — *Le Président*, THALY.

Le Secrétaire-Archiviste, Greffier, ANGAMMARRE.

La République mande et ordonne au Gouverneur de la Guyane en ce qui le concerne et à tous les huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

N° 240. — *DÉCISION relative aux opérations électorales de la commune de Matoury en date du 3 mai 1925.*

(30 juin 1925.)

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française réuni dans la salle ordinaire de ses délibérations,

Vu le décret du 5 août 1881, concernant l'organisation et la compétence des Conseils du Contentieux Administratif à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion rendu applicable à la Guyane par décret du 7 septembre suivant ;

Vu les articles 11 à 45, 74 à 87 et 165 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, rendus applicables à la Guyane par décret du 26 juin 1884, le dit décret promulgué dans cette colonie le 21 août suivant ;

Vu l'arrêté du Gouverneur en date du 31 décembre 1924 désignant les magistrats appelés à siéger au Conseil du Contentieux Administratif pendant l'année 1925 ; savoir :

MM. Héber et Chaspoul, et MM. Jugo et Sablé pour les suppléer ;

Vu celui du 6 mai 1925 qui nomme M. Chérius-Chéry aux lieu et place de M. Chaspoul ; celui du 22 juin 1925 rapportant le précédent ;

Vu l'absence de M. Jugo de la colonie ;

Vu l'arrêté du 6 mai 1925, nommant M. Clarac, Chef du service de l'Enregistrement, Commissaire du Gouvernement près le Conseil du contentieux pour l'année 1925 ;

Vu l'arrêté du Gouverneur du 9 avril 1925 publié au *Journal officiel* de la Guyane le 11 du même mois, le dit arrêté convoquant les électeurs de toutes les communes de la colonie le dimanche 3 mai 1925 pour le renouvellement de leurs Conseils municipaux ;

Vu le procès-verbal des opérations électorales auxquelles il a été procédé aux jour et heure fixés dans la commune de Matoury et dont il résulte que MM. Bosc Alphonse, Valère Philibert, Oulayou François, Lavanton François, Daulibalou Léonidas, Daulibalou Jean-Baptiste, Valère Romuald, Nelson Lysis, Dalman Laurent et Adonis Joseph ont été proclamés membres du Conseil municipal de Matoury ;

Vu la requête de MM. Palmot Césaire, Tillet Paul, Perre François, Martyr François, Bergrand Alidor, Ladouceur, Palmot Daniel et Valère Léopold, candidats aux dites élections, requête par laquelle les susnommés concluent à l'annulation des élections du 3 mai 1925 à Matoury pour le motif que la proclamation des conseillers municipaux a eu lieu de la façon la plus illégale, le dépouillement ayant été effectué dans des conditions irrégulières et illégales dans un brouhaha indescrip-

tible, tous les bulletins ayant été jetés par terre et les protestataires mis à la porte de la salle, le maire compris ;

Vu le mémoire en défense des conseillers élus ;

Vu le mémoire en réponse des protestataires ;

Ouï M. le Conseiller Heber en son rapport lu à l'audience publique de ce jour ;

Ouï Me Gober, avocat-avoué, représentant les protestataires, en ses observations orales,

Ouï Me Darnal, avocat-avoué, représentant des conseillers élus, également en ses observations orales ;

Ouï M. le Commissaire du Gouvernement en ses conclusions ;

Vu les pièces du dossier,

Après en avoir délibéré ;

En la forme :

Considérant que la requête introductive d'instance est régulière et recevable comme ayant été déposée et enregistrée au greffe du Conseil du Contentieux le 6 mai 1925, c'est-à-dire dans le délai de cinq jours après l'élection, conformément à l'article 37 de la loi du 5 avril 1884 ;

Considérant que l'exception de nullité opposée à cette requête par les conseillers élus, n'est pas fondée ; qu'en effet, elle est basée sur : 1° le fait que les copies à eux remises de la dite requête ne portent pas de date ; 2° sur le fait que ces copies leur ayant été remises seulement le 15 mai, le dépôt de la réclamation serait tardif ;

Considérant, d'une part, que la date de la dite requête est authentiquée par l'enregistrement de ce document au greffe du Conseil et que cette formalité essentielle a été accomplie le 6 mai 1925, c'est-à-dire dans le délai de 5 jours de l'élection, conformément à l'article 37 de la loi du 5 avril 1884;

Considérant dès lors, ce fait matériel étant établi, que l'omission relevée qui est d'ordre purement matériel ne saurait être retenue à l'encontre des demandeurs, aucun texte de loi n'exigeant la mention de la date de l'original sur des pièces de cette nature;

Considérant, d'autre part, que si l'article 37 de la loi du 5 avril 1884 dispose dans son paragraphe final que le préfet doit donner immédiatement connaissance de la réclamation

par la voie administrative aux conseillers dont l'élection est contestée, cette disposition ne fixe aucun délai pour cette communication; qu'il y a lieu dans l'espèce, de tenir compte des multiples occupations du préfet au lendemain du renouvellement général des conseils municipaux;

Qu'en tout état de cause, l'exception signalée ne pourrait être retenue que si elle constituait une infraction aux articles 8 et 18 du décret du 5 août 1881 sur la procédure générale devant le Conseil du Contentieux administratif, articles qui accordent au Secrétaire-Archiviste, pour adresser aux intéressés copies des requêtes qui leur sont destinées, un délai d'un mois à partir de l'ordonnance de communication de la requête introductive d'instance; que tel n'est pas le cas puisque l'ordonnance de communication est du 13 mai et que la remise effective des copies a eu lieu le 15 du même mois;

Considérant, au surplus, que les conseillers élus ne peuvent légitimement se plaindre de ce que cette circonstance ait, en quoi que ce soit, entravé le libre exercice de leurs moyens de défense; qu'en effet, le délai de cinq jours qui leur était accordé par l'ordonnance de communication qui leur fut notifiée le 15 juin courait à partir de cette date; qu'en fait ils adressèrent le 20 suivant c'est-à-dire dans la limite du dit délai et sans observation sur ce point, au greffier du Contentieux, par l'intermédiaire de leur avoué, un mémoire en défense à la dite requête;

Considérant, d'autre part, que l'avoué des conseillers élus fait état dans sa lettre au Président du Conseil en date du 19 juin, du fait que le dossier contiendrait des pièces qui n'ont pas été déposées par les adversaires juridiques de ses clients et qui n'y existaient pas à l'époque où il a été pris connaissance de ce dossier;

Considérant qu'il s'agit de pièces demandées à l'Administration par le Rapporteur, en vertu de l'article 12 du décret du 5 août 1881, pour établir son rapport;

Considérant qu'il résulte de l'examen du dossier que ces pièces ont été légalement adressées au rapporteur à des dates postérieures à celle de la communication, par le greffier du Conseil, à l'avoué des conseillers élus;

Considérant que cette nouvelle circonstance ne saurait non plus être envisagée comme étant de nature à nuire aux droits de la défense; puisque l'avoué des conseillers élus a pu pren-

dre connaissance de ces documents à la date du 15 juin, alors que l'audience du Conseil était fixée au 30 du même mois et que notification de cette dernière date a été faite aux parties en cause le 20.

AU FOND :

Considérant que les requérants déclarent que les candidats opposés à leur liste ont été proclamés conseillers municipaux de la façon la plus illégale ; que la salle fut envahie par une foule armée de gourdins, qu'au moment du dépouillement, le maire président du bureau de vote fut saisi à la gorge par un membre du même bureau, que cela produisit un brouhaha indescriptible dans la salle, que tous les bulletins furent jetés par terre et que les protestataires furent mis à la porte, le maire compris ;

Considérant que ces faits sont en partie confirmés par les énonciations du procès-verbal, dont il résulte qu'au moment du dépouillement, il s'est produit une bagarre au cours de laquelle le président du bureau de vote fut expulsé et que le premier adjoint prit la présidence et procéda au dépouillement ;

Considérant que le bureau avait été constitué de la façon suivante :

MM. Palmot Césaire, maire, président,

Bosc Alphonse
Palmot Daniel
Tillet Paul
Nelson Lysis
} *membres.*

Secrétaire : M. Oulayou François ;

Considérant que le procès-verbal mentionne que deux membres du bureau absents n'ont pas signé le procès-verbal ; que MM. Palmot Césaire et Tillet Paul ont refusé de le signer ; que c'étaient donc MM. Palmot Daniel et Nelson Lysis qui étaient absents, à moins que ce ne fut l'un de ces derniers avec l'adjoint Bosc ; qu'il résulte de ces énonciations du procès-verbal que ce document ne pouvait être signé que d'un membre du bureau, que si deux signatures y figurent à côté de celle du secrétaire Oulayou, l'une d'elles y a été apposée après coup et par complaisance ;

Considérant que M. Lysis Nelson ou Nelson Lysis, la 2e personne qui a signé le procès-verbal, n'est pas électeur de

la commune, Nelson Lysis ou Lysis Nelson ne figurant pas sur la liste électorale ; que conséquemment, il ne pouvait faire partie du bureau électoral et n'avait pas qualité pour signer le procès-verbal ;

Considérant qu'il est constant que le procès-verval n'est signé ni par le maire qui présidait le bureau, ni par les membres Palmot Daniel et Tillet Paul, qui, figurant parmi les requérants, protestent contre le résultat que ce procès-verbal constate ; que dans ces conditions le procès-verbal ne peut faire foi de son contenu, suivant la jurisprudence du Conseil d'Etat (Arrêt du 28 juillet 1893) ;

Considérant que si aux termes de l'article 27 de la loi du 5 avril 1884, le Président et les membres du bureau peuvent procéder eux-mêmes, sans le concours de scrutateurs, au dépouillement quand il y a moins de 300 votants, comme c'était le cas à Matoury, il ne s'ensuit pas que l'un des membres du bureau puisse également se passer du concours de ses collègues ; qu'il faut, au contraire et pour le moins, que cette opération soit faite par la majorité du bureau.

Considérant qu'il résulte du procès-verbal que c'est le premier adjoint seul qui a procédé au dépouillement ; que cela s'induit de la mention suivante qui y est consignée : « Le premier adjoint a pris la responsabilité de la boîte qui a opéré le dépouillement en bon ordre » ; que même si le dépouillement a eu lieu par deux membres du bureau, MM. Bosc et Nelson Lysis, les seuls qui ont signé le procès-verbal, et en supposant que ce dernier eût le droit de faire partie du bureau, il n'en est pas moins irrégulier et ne présente aucune garantie de sincérité ; que d'ailleurs la non représentation des feuilles de pointages, malgré les demandes réitérées de l'Administration, ne permet pas de contrôler le résultat du procès-verbal ;

Considérant qu'il résulte de l'article 17 de la loi du 5 avril 1884 que c'est le maire qui est de droit président du bureau lorsqu'il n'existe qu'un seul bureau de vote ; que ce n'est qu'en cas d'empêchement ou d'excuse qu'il doit être remplacé par un adjoint ;

Considérant que le maire, président du bureau de vote de Matoury le 3 mai 1925, n'était pas empêché et ne s'est pas fait excuser, que conséquemment son adjoint n'avait pas le pouvoir de le remplacer ni de procéder au dépouillement à sa place ;

Considérant qu'au cas même où le maire, président du bureau de vote eût été empêché ou se fut fait excuser au cours des opérations, il appartenait au plus âgé des membres du bureau de le remplacer et non à l'adjoint Bosc qui n'était pas le plus âgé des assesseurs, ainsi qu'il résulte de la liste électorale ;

Considérant qu'aux termes de l'article 11 du décret du 2 février 1852, le président a seul la police de l'assemblée électorale ; que cet article se complète par l'article 18 de la loi du 5 avril 1884, que conséquemment le président seul a le droit de faire expulser un électeur qui troublerait l'ordre dans la salle de vote ou de prendre toutes mesures contre ceux qui y commettraient des délits ; qu'il résulte du procès-verbal que le maire, président du bureau, a été expulsé ; qu'en prenant la présidence du bureau après un pareil coup de force, l'adjoint Bosc, s'il ne l'a pas ordonné, l'a approuvé et a violé manifestement les textes précités et créé une cause d'annulation de l'élection,

DÉCIDE :

Article 1er. — La requête de MM. Palmot Césaire et sept autres, contre les élections municipales qui ont eu lieu à Matoury le 3 mai 1925, est recevable en la forme, la reçoit.

Art. 2. — L'exception de nullité opposée à la dite requête est rejetée.

Art. 3. — Les élections municipales qui ont eu lieu à Matoury le 3 mai 1925 sont déclarées nulles et inopérantes. En conséquence, dit que le collège électoral de la commune de Matoury sera ultérieurement convoqué dans la forme administrative en vue du renouvellement du conseil municipal de cette commune.

Ainsi jugé et prononcé le trente juin mil neuf cent vingt-cinq en audience publique où siégeaient :

MM. Thaly, Secrétaire général ;
Chaspoul, Procureur général p. i. ;
Masse, délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;
Marchand, Conseiller privé titulaire ;
Beauroy, Conseiller privé suppléant, en remplacement de M. Darnedeau, Conseiller privé titulaire, absent de la colonie.

Auxquels étaient adjoints :

MM. Héber, Conseiller à la Cour d'Appel,
Sablé, Président p. i. du Tribunal de Première instance ;

En présence de :

MM. Clarac, Commissaire du Gouvernement,
Angammarre, Greffier du Conseil du Contentieux.

Le Rapporteur, HÉBER. — *Le Président*, THALY.

Le Secrétaire-Archiviste, Greffier,
ANGAMMARRE.

La République mande et ordonne au Gouverneur de la Guyane en ce qui le concerne et à tous les huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 241. — Par décret en date du 7 mai 1925, M. Prevel, lieutenant-colonel de gendarmerie, est nommé Directeur de l'Administration pénitentiaire.

N° 242. — Suivant dépêche ministérielle, en date du 9 mai 1925, le Président de la République Française a accordé le 29 avril 1925, l'exéquatur à M. Wilfred Langton Lissack, en qualité de consul de Sa Majesté Britannique à Paramaribo avec juridiction sur la Guyane française.

N° 243. — Par décret du 10 juin 1925, M. CHAUMET, Ministre du Commerce, a été chargé de l'intérim du Ministère des Colonies pendant l'absence de M. André HESSE souffrant.

N° 244. — Par décision du Gouverneur, en date du 6 juin 1925, M. Chérica (Paul), secrétaire de mairie de 1re classe

à Rémire, est appelé à continuer ses services à Oyapoc, en remplacement de M. Clotilde (Dumerville), secrétaire de mairie de 1re classe, désigné pour servir à Rémire.

N°245. — Par décision du Gouverneur, en date du 6 juin 1925, M. Kagnel (Emmanuel), garde rural de 1re classe à Tonnégrande, est appelé à continuer ses services à Approuague.

N° 246. — Par décision du Gouverneur, en date du 6 juin 1925, M. Plutus (Frédéric), garde rural de 3e classe à Approuague, est désigné pour servir à Tonnégrande, en remplacement de M. Kagnel.

N°247. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 8 juin courant, pris sur la proposition du Procureur général p. i., M. Chérius-Chéry, Procureur de la République à Cayenne, a été nommé provisoirement Substitut du Procureur général, en remplacement de M. Chaspoul appelé à d'autres fonctions.

N° 248. — Par décision du Gouverneur, en date du 17 juin 1925, Mme Perrin (Jeanne), surveillante à l'Hôpital-hospice civil de Cayenne, est maintenue sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement pour une nouvelle période d'une année.

N° 249. — Par décision du Gouverneur, en date du 17 juin 1925, une suspension de fonctions de huit jours avec retenue de solde dans les conditions fixées par l'article 81 § 1 de l'arrêté du 29 mars 1921, est infligée à M. Pulchérie (Victor), agent de 2e classe de la Police générale pour inexécution d'un ordre donné par son chef de service et négligence dans le service.

N°250. — Par décision du Gouverneur, en date du 18 juin 1925, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, la première session d'examens du Brevet élémentaire, du Brevet d'enseignement primaire supérieur (sec-

tion générale et section industrielle), du Brevet supérieur et du Certificat d'études primaires pour 1925 est fixée comme suit:

Brevet élémentaire

et Brevet d'enseignement primaire supérieur

(*Section générale et Section industrielle*):

Les jeudi 23, vendredi 24 et samedi 25 juillet 1925 à 7 heures.

Brevet supérieur

Les lundi 27, mardi 28 et mercredi 29 juillet 1925, à 7 heures.

Certificat d'études primaires (à Cayenne)

Les jeudi 30 et vendredi 31 juillet 1925, à 7 heures.

Tout candidat à l'un des Brevets de capacité devra se faire inscrire au Secrétariat de l'Instruction publique jusqu'au mercredi 8 juillet inclus, à 17 heures.

Passé ce délai aucune demande ne sera admise.

Il déposera :

1° Une demande d'inscription, sur timbre, écrite et signée par lui ;

2° Un extrait de son acte de naissance.

Le candidat au Brevet Supérieur déposera, en outre, l'un des diplômes requis (brevet élémentaire, brevet d'enseignement primaire supérieur, 1re partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire, certificat ou diplôme de fin d'études de l'enseignement.

N° 251. — Par décision du Gouverneur, en date du 18 juin 1925, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, la session d'examens d'aptitude aux bourses d'enseignement secondaire ou technique, pour 1925, est fixée comme suit :

BOURSES D'ESSAI D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE :

Le vendredi 31 juillet, à 7 heures.

BOURSES MÉTROPOLITAINES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

Les lundi 20, mardi 21 et mercredi 22 juillet, à 7 heures.

Les demandes d'inscription seront reçues au Secrétariat de l'Instruction publique jusqu'au samedi 11 juillet inclus, à

17 heures et devront être accompagnées des pièces réglementaires.

N° 252. — Par décision du Gouverneur, en date du 20 juin 1925, un congé de convalescence de six mois à passer en France, avec arrêt facultatif à la Martinique au retour, est accordé à M. Jaffart (Aristide), vérificateur des Contributions indirectes.

N° 253. — Par décision du Gouverneur, en date du 22 juin 1925, M. Lucain (Jalabert), planton de 3e classe, en service au Secrétariat général, est affecté à la délégation du Service local à Saint-Laurent-du-Maroni.

N° 254. — Suivant arrêté du Gouverneur, en date du 22 juin courant, pris sur la proposition du Procureur général p. i., a été rapporté l'arrêté du 6 mai 1925, nommant membre titulaire du Conseil du contentieux administratif, M. Chérius-Chéry; ce magistrat ayant été provisoirement nommé Substitut général par arrêté du 8 juin 1925.

N° 255. — Par décision du Gouverneur, en date du 23 juin 1925, M. Souvenir (Ernest), magasinier-gérant du service des Travaux publics, est licencié de ses fonctions par suite de la suppression de son emploi.

Ce fonctionnaire est autorisé à prendre passage sur le courrier du 1er juillet 1925 et sera accompagné de sa femme et de ses deux enfants âgés de 17 et 18 ans.

N° 256. — Par décision du Gouverneur, en date du 26 juin 1925, M. Cognet (Antonin), maître de port, est chargé, à titre permanent, du service des Ports et Rades, en remplacement de M. Vaillant qui a reçu une autre affectation.

N° 257. — Par décision duGouverneur, en date du 27 juin 1925, et pour compter du 1er juillet 1925, M. Panéla (Adrien) est agréé en qualité de préposé-auxiliaire des Contributions

indirectes, en remplacement numérique de M. Jaffard (Aristide), vérificateur du même service, partant en congé.

Cet agent est affecté à Sinnamary, en remplacement de M. Noleau, appelé à continuer ses services à Cayenne.

N°258. — Par décision du Gouverneur, en date du 27 juin 1925, M. Salvador (Clovis), commis principal de la Trésorerie de la Guyane, est réinstallé dans les fonctions de Percepteur-Receveur municipal de la 2e circonscription dont il est titulaire.

La présente décision aura son effet pour compter du 1er juillet 1925.

N° 259. — Par décision du Gouverneur, en date du 29 juin 1925, une allocation forfaitaire de neuf cents francs par an (900 fr.) est accordée à M. Blanc (Marcel), agent mécanicien, pour tous frais de déplacement et de séjour acquis par lui dans le périmètre de l'Ile de Cayenne à l'occasion du service. Cette indemnité lui sera payée par douzième à la fin de chaque mois.

N° 260. — Par décision du Gouverneur, en date du 29 juin 1925, est rapportée la décision n° 1313, du 13 décembre 1924, infligeant un blâme avec inscription au dossier à MM. Cagnet (Jean-Louis), pilote de 4e classe, et Cabéria (Julien), guetteur de vigie de 3e classe.

N° 261. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 juin 1925, un congé de convalescence de six mois, à passer en France, est accordé à M. Hérard (Louis), infirmier-major à l'Hôpital-hospice civil de Cayenne.

Cet employé est autorisé à s'embarquer sur le courrier du mois de juillet prochain.

N° 262. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 30 juin 1925, pris sur la proposition du Procureur général p. i., MM. Engapsid, Juge président du Tribunal du Maroni et Blanche, Juge de paix de Sinnamary, prennent les fonctions dont ils sont titulaires.

N° 263. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 30 ju 1925, pris sur la proposition du Procureur général p. i sont nommés provisoirement:

Conseiller à la Cour d'Appel, M. Lédi, Vérificateur d Douanes, licencié en droit, en remplacement de M. de Mont Rossi, en congé;

Lieutenant de juge à Cayenne, M. Dorwling-Carter, Ju suppléant, en remplacement de M. Jean-Marie, en congé;

Juge suppléant à Cayenne, M. Socrate, Juge de paix d Mana, en remplacement de M. Sablé, appelé à d'autres fonc tions.

CERTIFIÉ CONFORME :

Le Secrétaire-archiviste,

R. ANGAMMARRE.

CAYENNE — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 7.

JUILLET 1925.

SOMMAIRE.

Pages

N° 264. — Dépêche ministérielle du 19 juillet 1925. — Application de l'article 57 de la loi de Finances du 30 juin 1923. Calcul de la provision sur les droits de désarmement. Ouverture d'un compte accessoire..... 301

Arrêté ministériel du 19 juillet 1925..... 300

N° 265. — Dépêche ministérielle du 19 juillet 1925. — Imputation nouvelle des frais de déplacement occasionnés par les Commissions de visite des inscrits en instance de pension..... 308

N° 266. — Arrêté du 3 juillet 1925 approuvant une délibération du Conseil général en date du 26 juin 1925 créant une taxe spéciale de commerce intérieur en remplacement de la patente pour les commerçants de l'intérieur..... 310

N° 267. — Décision du 3 juillet 1925 relative à la proclamation d'un Conseiller général de la 2e circonscription.... 314

N° 268. — Arrêté du 6 juillet 1925 portant institution de la Caisse Agricole à la Guyane *(Bulletin supplémentaire n° 7 bis)* »

N° 269. — Décision du 9 juillet 1925 mettant une somme de 10,000 francs à la disposition du Président du Comité d'organisation de la Fête Nationale du 14 juillet. 316

Pages

N° 270. — Décision du 11 juillet 1925 relative aux opérations électorales de la commune de Sinnamary en date du 3 mai 1925..... 317

N° 271. — Décision du 21 juillet 1925 admettant M. Modock (Adhémar), commis principal hors classe du cadre général des Travaux publics des Colonies au bénéfice du régime de la Caisse locale des retraites..... 321

N° 272. — Arrêté du 23 juillet 1925 abrogeant les dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 8 mars 1924 fixant le traitement du personnel de l'Enseignement primaire en Guyane..... 322

N° 273. — Arrêté du 23 juillet 1925 créant le poste de Directeur de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne, et fixant la hiérarchie, la solde, le classement et le régime disciplinaire de ce fonctionnaire..... 324

N° 274. — Arrêté du 23 juillet 1925 portant concession d'une pension proportionnelle à Mlle Palmier (Adélaïde-Hermence), visiteuse des Douanes..... 326

N° 275. — Arrêté du 23 juillet 1925 portant ouverture de crédits supplémentaires à divers chapitres du budget local, exercice 1923..... 327

N° 276. — Arrêté du 23 juillet 1925 portant annulation de crédits distribués au titre de l'exercice 1923 et non employés..... 328

N° 277. — Arrêté du 23 juillet 1925 réglant le fonctionnement du Bureau de bienfaisance de Kourou, ainsi que les attributions de la Commission administrative de cet établissement..... 329

N° 278. — Arrêté du 27 juillet 1925 autorisant le fonctionnement à Sinnamary d'une section des Boys-Scouts de la Guyane française..... 331

N° 279. — Arrêté du 27 juillet 1925 relatif à la visite médicale des inscrits de la classe 1926 et des ajournés des classes 1923, 1924 et 1925..... 331

N° 280. — Arrêté du 28 juillet 1925 relatif aux opérations du Conseil de révision et à la visite médicale des hommes de la classe 1926 et des ajournés des classes 1923, 1924 et 1925..... 333

N° 281. — Arrêté du 30 juillet 1925 promulguant le décret du 28 juin 1925 portant création à la Guyane française d'un certificat de capacité correspondant au baccalauréat métropolitain. — Rapport..... 334

Décret du 28 juin 1925 portant création en Guyane française d'un certificat de capacité correspondant au baccalauréat métropolitain..... 336

N°s 282 à 347. — Nominations, mutations, congés, etc. 339

N° 264. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE. — Application de l'article 57 de la loi de Finances du 30 juin 1923. Calcul de la provision sur les droits de désarmement. Ouverture d'un compte accessoire.*

Paris, le 19 juillet 1923.

(Sous-Secrétariat d'État des Ports, de la Marine Marchande et des Pêches. — Invalides. — 1er Bureau : Ordonnancement et Comptabilité.)

Le Sous-Secrétaire d'État, chargé des Ports, de la Marine Marchande et des Pêches, *à Messieurs les Directeurs et Administrateurs de l'Inscription maritime; à Monsieur le Trésorier Général et à Messieurs les Trésoriers des Invalides de la Marine.*

L'article 57 de la loi de finances du 30 juin 1923, reproduit ci-joint en annexe, a prescrit le versement, par les armateurs des bâtiments de pêches et de commerce, au moment du dépôt des rôles en vue de leur désarmement, d'une provision sur les droits afférents à ces rôles et dont le montant doit être déterminé par les opérations de décomptage.

Il importe que les chefs des quartiers d'Inscription maritime suivent avec précision les opérations d'apurement et de paiement définitif des droits de désarmement, mais il convient aussi d'éviter un accroissement excessif du nombre des sommes imputées au compte « Recettes à Régulariser ». En vue de réaliser ces désiderata, un nouveau compte accessoire intitulé « Acomptes sur droits de désarmement » a été ouvert dans les écritures de l'Établissement des Invalides par arrêté en date de ce jour, dont copie est ci-jointe ; d'autre part, il y aura lieu de tenir, dans chaque port, un enregistrement détaillé des versements d'acomptes et des recouvrements définitifs des droits de désarmement.

En conséquence, l'application des dispositions de l'article 57 de la loi de Finances précitée devra être effectuée dans les conditions suivantes :

I. — Décompte du montant de la Provision.

1er cas. — Les taxes dues tant à la Caisse des Invalides qu'à la Caisse de Prévoyance sont proportionnelles aux salaires ou aux parts acquis par l'équipage.

a) *armement au profit pour le long cours ou la grande pêche.*

Aux termes de l'article 13, § 3, de la loi du 14 juillet 1908, les armateurs doivent remettre à l'Administration de l'Inscription maritime le compte sommaire des résultats de la campagne faisant connaître ce qui revient ou doit revenir à chacun des hommes de l'équipage.

Sur le montant des produits indiqués par ce compte sommaire pour l'ensemble des marins embarqués, calculer le chiffre de la provision à exiger des armateurs : soit 10. 50 0/0 du montant total des profits.

b) *armements au mois ou au voyage pour le long cours, la grande pêche ou le cabotage international.*

Calculer les salaires qui auraient été acquis par les membres de l'équipage figurant au rôle au moment du dépôt, en vue du désarmement, si tous avaient effectué la campagne entière. La provision à exiger est égale à 10, 50 0/0 de la somme ainsi obtenue.

2e cas. — Les taxes dues tant à la Caisse des Invalides qu'à la Caisse de Prévoyance sont les taxes mensuelles fixes. (Armement au profit pour le cabotage français ou le bornage ; armement à la pêche au large ou à la petite pêche.)

1° *Caisse des Invalides.* — Etablir le nombre de marins, par catégorie, selon les dispositions de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1920, présents au moment du dépôt du rôle, calculer le montant des taxes qui seraient dues par ces marins et par les armateurs si l'équipage présent avait figuré au rôle pour la durée complète d'armement du bateau, retenir les 9/10e (soit a) de la somme ainsi obtenue.

2° *Caisse de Prévoyance.* — Etablir le nombre de marins, par catégorie, selon les dispositions de l'article 8 de la loi du 30 décembre 1920, présents au moment du dépôt du rôle, calculer le montant des taxes qui seraient dues par ces ma-

rins et par les armateurs si l'équipage présent avait figuré au rôle pour la durée complète d'armement du bateau, retenir les 9/10e (soit b) de la somme ainsi obtenue.

Le montant de la provision à exiger des armateurs est égal à : a + b.

3e cas. — Les taxes dues aux Caisses des Invalides et de Prévoyance sont proportionnelles aux salaires ou profits pour l'une de ces caisses et fonction du temps d'embarquement pour l'autre.

(Armements autres que ceux prévus ci-dessus).

Selon la nature des taxes, il est procédé suivant les prescriptions indiquées plus haut, soit pour les taxes mensuelles, soit pour le pourcentage sur les salaires.

4e cas. — Du fait du changement de navigation en cours d'armement, les différentes campagnes donnent lieu à perception de taxes, tantôt proportionnelles aux salaires ou profits, tantôt fonction du temps d'embarquement.

Établir à part pour chaque période, selon les règles ci-dessus énoncées le montant de la provision à exiger, et réclamer des armateurs le total des provisions partielles.

Remarque générale. — Dans tous les cas, tenir compte à part des demi-soldiers et des indigènes sujets français, pour lesquels la taxe d'inscrits à la Caisse des Invalides ne peut être exigée.

II. — Enregistrement des acomptes sur droits de désarmement.

Le montant des acomptes à exiger ayant été calculé, sur les bases ci-dessus indiquées, au moment du dépôt du rôle, en vue du désarmement, porter sur un cahier spécialement destiné à cet effet, les indications correspondant aux intitulés des colonnes a, b, c et d du tableau ci-dessous :

	a	NUMÉROS des désarmements.
	b	NOMS des bâtiments.
	c	DATES DE DÉPOT des rôles.
	d	MONTANT des provisions exigibles.
	e	DATES DES PAIEMENTS des provisions.
	f	DATES des décomptages définitifs.
	g	MONTANT des droits constatés.
	h	DATES des régularisations.
	i	OBSERVATIONS.

Les colonnes e, f, g, h et i seront remplies ultérieurement au fur et à mesure des opérations effectuées.

III. — Établissement des mandats de recettes du compte accessoire « acomptes sur droits de désarmement ».

Aussitôt après la détermination du montant de la provision exigible et son enregistrement dans les conditions prévues ci-dessus, délivrer ou faire remettre à l'armateur ou à son repré-

sentant, un extrait du décompte de provision établi dans la forme ci-dessous indiquée:

Quartier d

Monsieur (nom de l'armateur ou de son représentant) est invité à effectuer entre les mains de M. le Trésorier (des Invalides de la Marine à Préposé) le versement de la somme de à titre de provision sur les droits de désarmement du (nature et nom du bâtiment) désarmé à le n°

(Loi du 30 juin 1923, article 57).

A

L'Administrateur de l'Inscription maritime,

(Signature).

En même temps adresser au Trésorier ou au Préposé de la Caisse des Invalides, un mandat « Recette » du compte accessoire « Acompte sur droits de désarmement », en vue de permettre au comptable l'encaissement de la provision demandée.

IV. — Régularisation du compte « acompte sur droits de désarmement ».

La régularisation du compte « Acomptes sur droits de désarmement ne pourra être effectuée qu'après versement, par les armateurs, du reliquat des droits définitivement constatés ou éventuellement après décision portant mise en non-valeur de ce reliquat s'il était devenu irrécouvrable.

Il y aura donc lieu de procéder, dans le plus bref délai possible au décomptage définitif des rôles, d'aviser les débiteurs du montant des droits restant dus et de poursuivre le recouvrement de ce reliquat.

Au moment de ce recouvrement, les recettes du service Invalides et de la Caisse de Prévoyance seront appuyées du rôle d'équipage. Il y aura lieu d'établir un mandat de « Dé-

pense » du compte accessoire « Acomptes sur droits de désarmement », pour application à la Caisse des Invalides et à la Caisse de Prévoyance des provisions perçues au titre du bâtiment en cause.

En conséquence, le dit compte accessoire aura été crédité par le débit du compte « Caisse » et débité par le crédit du Service « Invalides » et de la « Caisse de Prévoyance ».

Il pourrait arriver exceptionnellement que le montant de la provision encaissée dépassât le total des droits constatés au moment du décomptage définitif.

Dans ce cas, les Caisses des Invalides et de Prévoyance ne seraient créditées que des sommes leur revenant légalement, et les armateurs seraient remboursés par le débit du compte accessoire « Acomptes sur droits de désarmement » et le crédit du compte « Caisse ».

J'appellerai spécialement en terminant l'attention des chefs de quartiers sur la disposition du dernier alinéa de l'article 57 de la loi de Finances du 30 juin 1923 qui subordonne la délivrance d'un nouveau rôle au paiement préalable de la provision sur droits de désarmement.

J'ajoute que les présentes instructions ne sont pas applicables à ceux des bâtiments armés à la petite pêche, à la pêche au large et au bornage, pour lesquels il a été prescrit, par circulaire du 1er juin 1921, de surseoir jusqu'à nouvel avis, au recouvrement des taxes d'armateur.

Signé : RIO.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL.

(Invalides. — 1er bureau : ordonnancement et comptabilité.)

LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT *chargé des ports, de la marine marchande et des pêches.*

Vu l'article 57 de la loi de finances du 30 juin 1923 imposant aux armateurs de bâtiments de pêche ou de commerce le versement d'acompte sur les droits de désarmement au moment du dépôt des rôles d'équipage,

ARRÊTE :

Article 1er. — Il est ouvert dans les écritures de l'Établissement des Invalides de la Marine un nouveau compte accessoire intitulé « Acomptes sur droits de désarmement ».

Art. 2. — L'Administrateur de l'Établissement des Invalides de la Marine et le Trésorier général des Invalides de la Marine sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Marine marchande.

Fait à Paris, le 19 juillet 1923.

Le Sous-Secrétaire d'État chargé des Ports, de la Marine marchande et des Pêches,

Signé : RIO.

Loi de finances du 30 juin 1923.

Article 57.

Les armateurs ou propriétaires de bâtiments de pêche ou de commerce doivent acquitter, au moment du dépôt du rôle d'équipage en vue du désarmement, un versement provisionnel sur les droits de désarmement déterminés par les lois des 29 décembre 1905, 14 juillet 1908 et 30 décembre 1920.

Lorsque ces droits sont proportionnels aux gains ou aux salaires, la provision est égale à 7 0/0 pour la Caisse des Invalides et à 3 1/2 0/0 pour la Caisse de Prévoyance, du compte sommaire des salaires ; ce compte sommaire est celui prévu par le § 3 de l'article 13 de la loi du 14 juillet 1908, dans les cas où les équipages ont été engagés au profit ; dans les autres cas, le compte sommaire est celui des salaires qui auraient été acquis par l'équipage inscrit au rôle au jour du désarmement, s'il avait effectué toute la campagne.

Lorsque les droits de désarmement sont constitués par les taxes mensuelles fixes, le montant de la provision est égal aux neuf dixièmes des taxes qui seraient dues par l'armateur et les marins pour « l'équipage inscrit au rôle le jour du désarmement, si cet équipage avait effectué toute la campagne ».

La délivrance d'un nouveau rôle d'équipage sera subordonnée au paiement préalable de la provision relative au rôle précédent, déterminée dans les conditions prévues au présent article.

N° 265. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE. — Imputation nouvelle des frais de déplacement occasionnés par les Commissions de visite des inscrits en instance de pension.*

Paris, le 19 juillet 1923.

(Sous-Secrétariat d'État des Ports, de la Marine Marchande et des Pêches. — Invalides. — 1er bureau : Ordonnancement et comptabilité ; 2e bureau : Invalides, prises, naufrages et gens de mer. — Comptabilité et matériel. — Budget : Flotte commerciale et personnels des services extérieurs.)

Le Sous-Secrétaire d'État, chargé des Ports, de la Marine marchande et des Pêches, *à Messieurs les Directeurs et à Messieurs les Administrateurs de l'Inscription Maritime.*

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur l'article 168 de la loi de finances du 30 juin 1923 qui comporte les dispositions suivantes :

« A dater de la promulgation de la présente loi, les frais « de déplacement des inscrits maritimes qui se rendent aux « Commissions de visite prévues par les articles 1er et 2 de « la loi du 14 juillet 1908, seront supportés par la Caisse des « Invalides. Il en sera de même des frais de déplacement des « membres de ces Commissions.

« Ces dépenses seront imputées à un chapitre spécial du « Budget-annexe de la Caisse des Invalides. »

La loi de finances précitée ayant été promulguée le 1er juillet 1923 (J. O. page 6,166), à partir de cette date, les frais de déplacement des inscrits maritimes se rendant aux Commissions de visite en vue de l'obtention d'une pension anticipée ou proportionnelle sur la Caisse des Invalides, devront être imputés sur le chapitre 15 (nouveau) du budget-annexe de la Caisse des Invalides, intitulé «Frais de déplacement des inscrits maritimes et des membres des Commissions de visite».

Le remboursement de ces frais de déplacement aux inscrits a mis au bénéfice de la pension sollicitée par eux, et l'avance de ces mêmes frais aux indigents seront effectués dans les mêmes conditions que précédemment, c'est-à-dire conformément aux dispositions de la Décision Présidentielle du 28 avril 1922, notifiée par Circulaire du 7 juin suivant (B. O. page 479).

Je vous rappelle que cette décision spécifie notamment que les frais de route et de séjour sont, en principe, avancés par les inscrits maritimes. La Caisse des Invalides n'aura à les payer au départ que dans le cas où le marin intéressé produit un certificat d'indigence accompagné d'un certificat médical attestant qu'il est complètement et définitivement incapable de naviguer.

Les sommes payées par les intéressés ne seront remboursées par la Caisse des Invalides que si leur droit à pension est reconnu par la commission, ou si une décision défavorable de cette Commission se trouve ultérieurement infirmée par un Avis du Conseil Supérieur de Santé de la Marine.

En ce qui concerne les frais de déplacement d'inscrits maritimes qui auraient été imputés depuis le 1er juillet courant sur le Chapitre 3 du Budget de la Marine Marchande, vous voudrez bien, pour me permettre d'en faire assurer la réimputation sur les fonds du Chapitre 15 du Budget-annexe de la Caisse des Invalides, me faire parvenir, le plus tôt possible, avec pièces justificatives à l'appui, le relevé des dépenses dont il s'agit.

La réimputation de ces dépenses sur les crédits du Budget-annexe de la Caisse des Invalides sera faite à Paris.

D'autre part, les frais de déplacement des médecins membres des Commissions de visite des inscrits en instance de pension sur la Caisse des Invalides qui ont été supportés *depuis le 1er janvier 1923* et au titre de l'exercice 1923, par le Chapitre 12 « Dépenses diverses, remboursements de trop perçus » du Budget-annexe de la Caisse des Invalides, devront faire l'objet d'une réimputation au nouveau Chapitre 15.

A cet effet, un état récapitulatif, par Direction, devra être adressé au Département, en vue de la délégation aux ordonnateurs secondaires de l'Établissement des Invalides, des crédits nécessaires à cette réimputation. Ces mêmes états comporteront également demande des crédits nécessaires pour permettre, au cours du 3e trimestre de l'exercice, le paiement des frais de déplacement des inscrits et des membres des Commissions de visite.

Signé : RIO.

N° 266. — *ARRÊTÉ approuvant une délibération du Conseil général en date du 26 juin 1925, créant une taxe spéciale de commerce intérieur en remplacement de la patente pour les commerçants de l'intérieur.*

(3 juillet 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 1er mars 1921, approuvant une délibération du Conseil général du 2 juin 1920 concernant l'assiette et les règles de perception de l'impôt des patentes dans la colonie;

Vu l'arrêté du 19 février 1921 relatif à la perception de l'impôt des Contributions indirectes et des taxes assimilées dans les régions de l'intérieur de la colonie;

Vu la délibération du Conseil général en date du 22 août 1924, créant à la colonie une taxe spéciale dite de commerce intérieur en remplacement de la patente pour les commerçants de l'intérieur;

Vu les réserves faites à cette occasion par la section des Finances, de la Guerre, de la Marine et des Colonies du Conseil d'Etat, réserves indiquées dans sa note du 24 février 1925, n° 188,296;

Vu la nouvelle délibération du Conseil général en date du 26 juin 1925 où il est tenu compte de toutes les réserves faites à ce sujet par le Conseil d'Etat;

Vu l'article II, paragraphe 3, de la loi de Finances du 30 juin 1917,

ARRÊTE:

Article 1er. — Est rendue exécutoire la délibération du Conseil général de la Guyane française en date du 26 juin 1925 créant à la Colonie une taxe spéciale de commerce intérieur en remplacement de la patente pour les commerçants de l'intérieur.

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Contrôleur en Chef, chef du service des Douanes et de Contributions directes et indirectes p. i. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 3 juillet 1925.

G. J. CHANEL.

DÉLIBÉRATION

DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA GUYANE FRANÇAISE.

LE CONSEIL GÉNÉRAL de la Guyane française,

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 33, paragraphe 3 de la loi de finances du 13 avril 1900, modifiées par l'article 10 de la loi du 30 mars 1916, l'article 12 de la loi du 30 juin 1917 et l'article 55 de la loi de finances du 29 juin 1918;

Vu le décret du 1er mars 1921, approuvant une délibération du Conseil général du 2 juin 1920 concernant l'assiette et les règles de perception de l'impôt des patentes dans la colonie;

Vu l'arrêté du 19 février 1921 relatif à la perception de l'impôt des Contributions directes et des taxes assimilées dans les régions de l'intérieur de la colonie;

A adopté dans sa séance du 26 juin 1925 les dispositions dont la teneur suit :

Article 1er.— A compter du 1er janvier 1925, il est créé en Guyane, en remplacement de la patente due par les commerçants, une taxe spéciale dite de commerce intérieur applicable à toutes les régions de la colonie pour lesquelles les rôles nominatifs prévus par le décret du 1er mars 1921 n'ont pu régulièrement être mis en vigueur et non comprises dans les agglomérations définies par les décrets des 15 octobre 1879, 16 mars 1880 et 17 décembre 1892.

Art. 2. — La taxe spéciale de commerce intérieur est établie sur les marchandises prises à la consommation locale dans les localités indiquées à l'article 1er ci-dessus et transportées dans l'intérieur de la colonie pour y servir au négoce. Elle consiste en un droit de 2 0/0 sur la valeur desdites marchandises fixée conformément à l'article 3.

Aucune autorisation de départ ou de continuation de voyage ne sera accordée par les chefs de poste de Douane ou les chefs de brigade de gendarmerie aux embarcations ou autres véhicules n'ayant pas acquitté avant leur départ du littoral pour l'intérieur, la taxe spéciale de commerce intérieur due sur leurs chargements.

Art. 3. — La valeur servant de base à la perception de la taxe spéciale est justifiée au départ par la production de factures,

connaissements et autres documents signés et certifiés conformes à leurs livres de vente par les commerçants expéditeurs. Toute fausse déclaration de valeur dûment établie eu égard aux cours moyens des marchandises dans les localités d'origine, ou tout transport de marchandises sans déclaration sera constaté par procès-verbal et entraînera, en sus du versement des droits éludés, le paiement d'un droit supplémentaire égal au triple du montant de la somme dont le budget aurait pu être frustré. Ce droit supplémentaire, perçu au profit du budget local, sera liquidé, recouvré et pris en recette dans les mêmes conditions et suivant les mêmes règles que le droit principal.

Art. 4. — La taxe spéciale de commerce intérieur est perçue par le service des Douanes, dans les localités côtières de Cayenne, Saint-Laurent, Mana, Sinnamary, Roura, Régina et Saint-Georges sur toutes les marchandises expédiées pour l'intérieur de ces localités ou des centres voisins. Les postes de Douanes du Haut-Maroni et du Haut-Oyapoc et, en général, tous les postes de Douanes et des Contributions de l'intérieur, appelés à constater le passage des marchandises transportées à destination de l'intérieur, sont autorisés à se faire représenter les quittances de perception délivrées au départ pour le recouvrement de la taxe spéciale et, en cas de non représentation desdites quittances, à percevoir immédiatement la taxe éludée ainsi que le triple droit supplémentaire prévu à l'article précédent.

Dans les localités du littoral, telles que Iracoubo et Kourou où il n'existe pas de poste de Douane, la taxe spéciale de commerce intérieur est perçue par les chefs de brigade de Gendarmerie dans les mêmes conditions et suivant les mêmes principes que par les agents des Douanes.

Art. 5. — La taxe spéciale de commerce intérieur est liquidée au verso du duplicata du manifeste, qui doit être présenté en double expédition, au poste de Douane ou de Gendarmerie de départ. Ce manifeste établi par les expéditeurs, les patrons des embarcations ou leurs représentants, doit indiquer, en outre des marques et numéros des colis transportés, leur nombre et leur valeur par nature de marchandises. Aussitôt la liquidation de la taxe spéciale terminée, la perception en est effectuée dans les mêmes conditions que pour le droit de circulation sur l'or natif, institué par le décret du 27 août 1908.

Art. 6. — Les sommes perçues au titre de la taxe spéciale de commerce intérieur par les chefs de poste de Douane ou les chefs de brigade de Gendarmerie, donnent lieu à la délivrance de quittances extraites de registres à souche. Dans les localités, où il existe des caisses publiques, les recettes à ce titre sont ensuite versées globalement entre les mains du Trésorier ou du Percepteur, contre récépissés réguliers délivrés par ces comptables. Dans les autres localités, les recettes effectuées sont adressées, en fin de mois, par la poste, sous pli chargé en franchise, au Chef du service des Contributions directes à Cayenne. Ce dernier est tenu d'assurer le versement de ces recettes au Trésor au vu de bulletins de liquidation établis par ses soins et de faire parvenir aussitôt après à chaque intéressé (Chef de poste de Douane ou chef de brigade de Gendarmerie) le récépissé du Trésor constituant sa décharge.

Art. 7. — Il est alloué aux chefs de poste de Douane et chefs de brigade de Gendarmerie chargés de la liquidation et de la perception de la taxe spéciale de commerce intérieur une remise sur le montant des recettes effectuées, dont la quotité sera fixée ultérieurement par arrêté du Gouverneur.

Art. 8. — Sont exonérés du paiement de la taxe spéciale de commerce intérieur les vivres et les provisions de route destinés à la consommation personnelle des voyageurs et des canotiers, sous la réserve que les quantités transportées et accompagnant les intéressés soient en rapport avec leur situation sociale et la durée probable de leur voyage. En aucun cas, les provisions de route transportées en exemption de la taxe spéciale de commerce intérieur ne doivent excéder, par personne, les quantités nécessaires aux besoins d'un mois.

Peuvent également être transportés en franchise de la taxe spéciale :

1° Les meubles, effets, ustensiles de ménage et de cuisine, à la double condition qu'ils accompagnent des voyageurs allant s'installer dans l'intérieur de la Colonie et qu'ils portent des traces manifestes d'usage ;

2° Les machines et le matériel destinés à l'installation dans l'intérieur des distilleries d'alcool ou de bois de rose ou d'autres établissements industriels, qui restent soumis aux dispositions du décret du 1er mars 1921, en ce qui concerne le paiement de la patente.

Art. 9. — Sont abrogées, en ce qui concerne seulement les commerçants établis dans les régions de l'intérieur de la Guyane visés dans la présente réglementation, les dispositions de la délibération du Conseil général du 2 juin 1920, approuvée par le décret du 1er mars 1921 concernant l'assiette et le mode de perception de l'impôt des patentes dans la colonie, ainsi que celles de l'arrêté du 19 février 1924 relatif à la perception des patentes et des taxes assimilées dans les régions de l'intérieur de la Guyane.

Le Secrétaire, F. BRIAIS. — *Le Président.* E. GOBER.

N° 267. — *DÉCISION relative à la proclamation d'un Conseiller général de la 2e circonscription.*

(3 juillet 1925.)

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du contentieux administratif de la Guyane française, réuni dans la salle ordinaire de ses délibérations ;

Vu le décret du 5 août 1881 concernant la compétence et l'organisation des Conseils du Contentieux administratif aux colonies rendu applicable à la Guyane par le décret du 7 septembre suivant ;

Vu le décret du 23 décembre 1878, portant institution d'un Conseil général à la Guyane française ;

Considérant qu'à l'occasion des élections auxquelles il a été procédé le 21 juin dernier pour l'élection d'un Conseiller général dans la 2e circonscription (Approuague, Oyapoc, Kaw), le procès-verbal de la section de vote de l'Oyapoc arrêté et signé, n'a pas été porté immédiatement au chef-lieu de la circonscription par deux membres du bureau ; contrairement aux prescriptions de l'article 12 du décret susvisé ;

Considérant que la commission chargée du recensement général des votes dans les collèges électoraux de la circonscription dont il s'agit, après avoir attendu pendant huit jours les résultats de la section de l'Oyapoc, a expédié au Chef de la colonie, les procès-verbaux contenant les résultats de la commune d'Approuague et ceux de la commune de Kaw, que d'autre part, la Municipalité d'Oyapoc a transmis dans les

mêmes conditions les résultats de cette section qu'elle devait faire parvenir au chef-lieu de la circonscription;

Considérant que de ce fait, la proclamation des résultats n'a pu être prononcée par le président du bureau électoral du chef-lieu de la 2e circonscription;

Considérant qu'il résulte des énonciations des procès-verbaux des différentes sections de la 2e circonscription que le nombre des électeurs inscrits y est de 700; que la majorité absolue est de 163;

Considérant que des mêmes énonciations il résulte qu'ont obtenu :

MM. Claire (Paul)..... 199 voix.
Tell (Herménégilde)..... 126 »

Considérant par suite que M. Claire, ayant obtenu un nombre de suffrages supérieur au quart des électeurs inscrits qui est de 175 et à la majorité absolue qui est de 163, a réuni les conditions exigées pour être élu au premier tour de scrutin, qu'il aurait dû être proclamé Conseiller général de la 2e circonscription par le bureau électoral chargé du recensement général si ce bureau avait été en possession des résultats de l'Oyapoc;

Considérant qu'il importe de réparer cette omission;

Vu l'urgence;

Ouï M. Clarac, Commissaire du Gouvernement en ses conclusions,

DÉCIDE :

Est proclamé élu au premier tour de scrutin du 21 juin 1925, M. Claire (Paul), conseiller général de la 2e circonscription.

Ainsi jugé et prononcé le trois juillet mil neuf cent vingt-cinq en audience publique où siégeaient:

MM. Thaly, Secrétaire général;
Chaspoul, Procureur général p. i.;
Masse, Délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire;
Marchand, Conseiller privé titulaire;
Beauroy, Conseiller privé suppléant, en remplacement de M. Darredeau, Conseiller privé titulaire, absent de la colonie,

Auxquels étaient adjoints :

MM. Héber, Conseiller à la Cour d'Appel ;
Sablé, président p. i. du Tribunal de 1re instance.

En présence de :

MM. Clarac, Commissaire du Gouvernement ;
Angammarre, greffier du Conseil du Contentieux.

Le Président,
Signé : THALY.

Les Membres : Signé : CHASPOUL ; ; MASSE ; MARCHAND ; BEAUROY ; HEBER ; SABLE.

Le Secrétaire-archiviste, Greffier,
Signé : ANGAMMARRE.

N° 269. — *DÉCISION mettant une somme de 10,000 fr. à la disposition du Président du Comité d'organisation de la Fête Nationale du 14 juillet.*

(9 juillet 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur ;

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté n° 447 du 5 juin 1925, relatif à la célébration de la Fête Nationale du 14 juillet, notamment l'article 3 ;

Vu la prévision inscrite au chapitre 14 article 4 du budget de l'exercice en cours ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er.— Une somme de dix mille francs (10,000 fr.) pour l'organisation des réjouissances et divertissements publics au chef-lieu à l'occasion de la Fête Nationale du 14 juillet est mise à la disposition de M. Cupidon (Pierre), 1er adjoint, remplaçant le Maire de Cayenne, absent, Président du Comité institué par l'arrêté du 15 juin 1925 susvisé.

Art. 2.— M. Cupidon devra justifier de l'emploi de cette somme suivant les formes réglementaires.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 9 juillet 1925.

C. J. CHANEL.

N° 270. — *DÉCISION relative aux opérations électorales de la commune de Sinnamary en date du 3 mai 1925.*

(11 juillet 1925.)

Au nom du Peuple français,

Le Conseil du Contentieux Administratif de la Guyane française, réuni dans la salle ordinaire de ses délibérations,

Vu le décret du 5 août 1881 concernant l'organisation et la compétence des Conseils du Contentieux Administratif à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, rendu applicable à la Guyane par le décret du 7 septembre suivant ;

Vu les articles 11 à 45, 74 à 87 et 165 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, rendus applicables à la Guyane par le décret du 26 juin 1884 le dit décret promulgué dans cette Colonie le 21 août suivant ;

Vu l'arrêté du Gouverneur en date du 31 décembre 1924 désignant les magistrats appelés à siéger au Conseil du Contentieux pendant l'année 1925 ; savoir :

MM. Héber et Chaspoul ; et MM. Jugo et Sablé pour les suppléer ;

Vu celui du 6 mai 1925 qui nomme M Chérius-Chéry aux lieu et place de M. Chaspoul ; celui du 22 juin 1925 rapportant le précédent ;

Vu l'absence de M. Jugo de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 6 mai 1925 nommant M. Clarac, Chef du service de l'Enregistrement, Commissaire du Gouvernement près le Conseil du Contentieux pour l'année 1925 ;

Vu l'arrêté du Gouverneur du 9 avril 1925, publié au *Journal officiel* de la Colonie du 11 du même mois, le dit arrêté portant convocation des électeurs de toutes les communes de la Colonie le dimanche 3 mai 1925, pour le renouvellement de leurs Conseils municipaux ;

Vu les procès-verbaux des opérations électorales auxquelles il a été procédé aux jour et heure fixés, dans les trois sections de la commune de Sinnamary, procès-verbaux dont il résulte que

Ont obtenu :

MM.	voix	MM.	voix
Vernet Jean-Baptiste	248	Létard Gustave	246
Larance Nonius	247	Rupert Pierre	246
Rémy Jean	246	Clet Norbert	246
Golitin Martial	246	Sophie Eudore	245
Larance Philippe	246	Clet Camille	245
Torvic Athénodore	246	Léoté Joinville	245
Horth François	246	Létard Henry	244
Benth Célestin	246	Némouthé Amélius	244

Vu la décision du Conseil du Contentieux Administratif en date du 7 mai 1925, publiée au *Journal officiel* de la Colonie du 9 du même mois ; décision par laquelle le Conseil, par suite de l'omission du bureau électoral de la première section de la commune de faire la proclamation des conseillers élus, a proclamé les sus-nommés conseillers municipaux de la commune de Sinnamary ;

Vu la requête de MM. Cocotier (Emédius), Torvic (Anthère) et Rinot (Eléonel), requête par laquelle les susnommés demandent l'annulation de l'élection du 3 mai 1925 à Sinnamary, pour les motifs qu'à l'ouverture du scrutin la table du bureau de vote était barricadée : qu'une partie des portes du bureau était fermée et les assesseurs choisis d'avance étaient présents ; que M. Verderosa, membre du bureau, à qui le Président a passé la présidence, copiait à nouveau la liste d'émargements ; que les électeurs prenaient leurs bulletins devant la table du bureau, qu'à la clôture du scrutin le Président a refusé de faire passer les bulletins, après qu'ils fussent lus, à un membre de la liste adverse qui devait les contrôler, qu'ainsi un certain nombre de bulletins du parti des protestataires ont été lus comme étant ceux du parti élu ; qu'il n'y a eu que 182 votants et qu'on a trouvé 202 enveloppes dans l'urne ; que 38 électeurs du bureau de Corossony ont voté au bourg tandis qu'il a été déclaré qu'il y a eu 56 votants au bureau de Corossony ; que le maire a refusé de leur donner communication de la liste d'émargement ; que le Président du bureau de Corossony a dit, depuis le matin du jour du vote, qu'il était décidé à donner une seule voix à la liste des protestataires, ce qui a lieu, en effet ;

Vu le mémoire en défense des Conseillers élus Vernet (Jean-Baptiste), Némouthé (Amélius) et Larance (Nonius) ;

Ouï M. le Conseiller Héber en son rapport de l'audience publique de ce jour ;

Ouï Me Darnal, mandataire des protestataires en ses observations orales ;

Ouï Me Sirder, avoué, représentant des Conseillers élus, également en ses observations orales ;

Ouï M. le Commissaire du Gouvernement en ses conclusions ;

Vu les pièces du dossier ;

Après en avoir délibéré ;

En la forme :

Considérant que la requête introductive d'instance est régulière et recevable comme ayant été déposée au secrétariat de la mairie de Sinnamary les 7 ou 9 mai 1925, c'est-à-dire dans les cinq jours qui ont suivi la proclamation des Conseillers élus, proclamation qui a été faite par le Conseil du contentieux à la date du 7 mai 1925 par suite de l'omission du bureau électoral de la 1re section de remplir cette formalité ;

Considérant que cette requête a été enregistrée au greffe du Conseil le 14 mai 1925 ; que c'est à partir de cette date qu'a couru le délai de deux mois que l'article 38 de la loi du 5 avril 1884 accorde au Conseil pour statuer lorsqu'il s'agit d'une élection comprise dans le renouvellement général ; que ce délai n'étant pas expiré, le Conseil est compétemment saisi et doit statuer sur la réclamation ;

Considérant que l'exception de nullité en la forme opposée à la requête par l'avoué des Conseillers élus : Vernet (Jean-Baptiste), Némouthé (Amélius) et Larence (Nonius), est basée sur le fait que cette requête ne contient aucune élection de domicile au lieu de résidence du Conseil du contentieux ;

Considérant que cette exception n'est pas recevable et doit être rejetée ; qu'en effet, si l'article 7 du décret du 5 août 1881, invoqué par les Conseillers élus précités, dispose que dans la requête introductive d'instance il doit être fait élection de domicile dans le lieu de la résidence du Conseil, cette prescription n'est pas édictée à peine de nullité ; qu'il est regrettable sans doute que les requérants n'aient pas observé cette prescription qui est faite dans leur intérêt, pour accélérer la marche de la procédure et éviter qu'ils ne soient forclos à l'expiration du délai fixé par la loi, à peine de déssai-

sissement du Conseil, pour qu'intervienne la décision sur leur réclamation, mais qu'il n'appartient pas aux tribunaux de prononcer une nullité qui n'est pas formellement édictée par la loi ;

Au fond :

Considérant que les procès-verbaux des trois bureaux de vote de la commune, ainsi que les listes d'émargements et les feuilles de dépouillement de ces trois bureaux, sont régulièrement établis que ces documents sont revêtus des signatures exigées par la loi et que leurs énonciations concordent entre elles en tous points; qu'ainsi les pièces dont il s'agit font foi de leur contenu ;

Considérant, toutefois que les requérants allèguent des faits contraires à la teneur de ces documents ; mais qu'aucune pièce du dossier ne permet de trouver même un commencement de preuve à l'appui de ces allégations ;

Considérant, d'autre part, que les requérants n'ont pas répondu au mémoire en défense des Conseillers élus ; qu'ils se sont abstenus de prendre connaissance des pièces du dossier qui leur furent communiquées depuis le 27 juin; qu'en outre, ils ont déclaré à cette audience, par l'organe de leur mandataire, s'en rapporter à justice ;

Considérant enfin que les faits relatés dans ladite protestation, même s'ils étaient établis, ne seraient pas de nature à changer les résultats des élections,

DÉCIDE :

Article 1er. — La requête de MM. Cocotier Emédius, Torvic Anthère et Rinot Eléonel contre les élections municipales qui ont eu lieu le 3 mai 1925, à Sinnamary, est recevable en la forme, la reçoit.

Art. 2. — L'exception de nullité opposée à la dite requête est rejetée.

Art. 3. — Cette requête est déclarée mal fondée et est rejetée.

Ainsi jugé et prononcé le onze juillet mil neuf cent vingt-cinq en audience publique où siégeaient :

MM. Thaly, Secrétaire général, *Président*,
Chaspoul, Procureur général p. i.,

MM. Jean Romain, Sous-chef de bureau de l'Administration pénitentiaire, représentant le Directeur de l'Administration pénitentiaire;

Marchand, Conseiller privé titulaire ;

Beauroy, Conseiller privé suppléant, en remplacement de M. Darredeau, Conseiller privé titulaire, absent de la colonie.

Auxquels étaient adjoints :

MM. Héber, Conseiller à la Cour d'Appel ;

Sablé, Président p. i. du Tribunal de première instance.

En présence de :

MM. Clarac, Commissaire du Gouvernement,

Angammarre, Greffier du Conseil du contentieux.

Le Rapporteur, HEBER. — *Le Président*, THALY,

Le Secrétaire-archiviste, greffier, ANGAMMARRE.

La République mande et ordonne au Gouverneur de la Guyane en ce qui le concerne et à tous les huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droits commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

N° 271. — *DÉCISION admettant* M. Modock (Adhémar), *Commis principal hors classe du cadre général des Travaux publics des Colonies au bénéfice du régime de la Caisse locale des retraites.*

(21 juillet 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté local du 14 avril 1923 promulguant dans la Colonie le décret du 28 février 1923, sur le régime des retraites du personnel des Travaux publics et des Mines aux Colonies ;

Vu le règlement du 19 juin 1920, portant organisation d'une Caisse des retraites à la Guyane ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 octobre 1922 nommant à titre provisoire, M. Modock, Commis de première classe du cadre général des Travaux publics des Colonies pour servir à la Guyane, ensemble celui du 10 avril 1924 le classant définitivement dans ce cadre pour prendre rang, au point de vue d'ancienneté, à compter du 18 janvier 1924;

Vu la lettre en date du 2 juillet 1925 par laquelle M. Modock (Adhémar), Commis principal hors classe du cadre général des Travaux publics des Colonies, sollicite son affiliation à la Caisse des retraites de la Guyane, par application de l'article 2 du décret du 28 février 1923;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE:

Article 1er. — M. Modock (Adhémar), Commis principal hors classe du cadre général des Travaux publics des Colonies, en service à la Guyane, est admis au bénéfice du régime de la Caisse locale des retraites par application des dispositions du décret du 28 février 1923.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, publiée et insérée au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 21 juillet 1925.

C. J. CHANEL.

N° 272. — *ARRÊTÉ abrogeant les dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 8 mars 1924 fixant le traitement du personnel de l'Enseignement primaire en Guyane.*

(23 juillet 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 17 septembre 1906, portant organisation de l'Enseignement à la Guyane;

Vu le décret du 8 septembre 1921 réglant les conditions d'amélioration de traitement du personnel de l'Enseignement en Guyane;

Vu l'arrêté local du 29 mars 1921 sur la solde et les accessoires de solde du personnel des cadres locaux;

Vu le décret du 29 juillet 1923, portant application à la Guyane des soldes fixées pour le personnel de l'Enseignement dans la métropole par la loi du 30 avril 1921 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 1924 fixant, en exécution du décret du 29 juillet 1923, les traitements du personnel de l'Enseignement primaire en Guyane ;

Vu la dépêche ministérielle n° 2510 du 18 novembre 1924, relative à la solde de congé des Instituteurs de la Guyane ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 8 mars 1924 susvisé, fixant les traitements du personnel de l'Enseignement primaire en Guyane, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 3. — Demeurent abrogées, en ce qui concerne le « personnel de l'Enseignement primaire en Guyane, les dis- « positions de l'article 77 de l'arrêté du 29 mars 1921 relatives « à l'allocation d'un supplément colonial aux fonctionnaires « des cadres locaux.

« Les instituteurs et institutrices en congé dans la Métro- « pole auront droit, comme les autres fonctionnaires de la « Guyane se trouvant dans la même position, à l'indemnité « spéciale de séjour en France, fixée à 1,600 francs par an « par le décret du 1er août 1924.

« Toutefois, pendant la durée de leur congé en France ou « en Corse, leur solde de présence sera réduite d'une somme « équivalente de 1,600 francs, sans que la retenue à effectuer, « au profit de la Caisse des pensions civiles ne cesse d'être « exercée sur l'intégralité de leur solde de présence. »

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 23 juillet 1925.

C. J. CHANEL.

N° 273. — *ARRÊTÉ créant le poste de Directeur de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne, et fixant la hiérarchie, la solde, le classement et le régime disciplinaire de ce fonctionnaire.*

(23 juillet 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté du 9 février 1923 portant règlement intérieur de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1924 modifiant le précédent;

Vu l'arrêté du 14 avril 1921 portant réorganisation du personnel de l'Hôpital-hospice civil;

Vu l'arrêté du 29 mars 1921 portant règlement sur le régime de solde des fonctionnaires des cadres locaux;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1921 sur le régime des déplacements du personnel des cadres locaux;

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les passages, modifié par celui du 6 juillet 1904;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — L'Hôpital-hospice civil de Cayenne sera désormais dirigé par un agent n'appartenant pas au corps médical et qui prendra le titre de Directeur de l'Hôpital-hospice civil.

Art. 2. — Toutes les attributions dévolues au médecin directeur par les arrêtés des 9 février 1923 et 4 octobre 1924 seront exercées par le Directeur.

Art. 3. — La hiérarchie, la solde de présence et le classement du directeur de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne sont fixés ainsi qu'il suit :

Directeur de 1re classe.....	12,000f »	1re catégorie B
Directeur de 2e classe.....	10,000 »	2e catégorie.
Directeur de 3e classe.....	8,000 »	2e catégorie.

Ce fonctionnaire aura droit en outre au supplément colonial de 50 0/0 prévu par l'article 77 § 2 de l'arrêté du 29 mars 1921, à la nourriture et au logement en nature au compte de l'établissement.

Art. 4. — Le Directeur de l'Hôpital-hospice civil est soumis au point de vue de la solde, de la retraite, des congés et des passages, aux dispositions de la réglementation générale applicable au personnel des cadres locaux de la Guyane.

Art. 5. — L'avancement aura lieu exclusivement au choix après accomplissement de deux années de services au moins dans la classe immédiatement inférieure dont dix-huit mois de présence effective dans la colonie.

Art. 6. — Les peines disciplinaires applicables au Directeur de l'Hôpital-hospice civil sont les suivantes :

L'avertissement ;

Le blâme avec inscription au dossier ;

La suspension de fonctions avec retenue de solde dans les conditions prévues par la réglementation générale sur la solde ;

La rétrogradation ;

La révocation.

Les trois premières peines sont infligées par le Gouverneur, sur la proposition du Secrétaire général.

La rétrogradation et la révocation sont prononcées par le Gouverneur, sur la proposition du Secrétaire général et après avis d'un conseil d'enquête composé de :

MM. le Secrétaire général ou son délégué, *président*,

Le Chef du service de Santé,

Un fonctionnaire du Service local de même assimilation que celle du Directeur de l'Hôpital-hospice civil.

L'application de toute mesure disciplinaire est soumise aux obligations prévues par l'article 65 de la loi de finances du 22 avril 1905.

Art. 7. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 23 juillet 1925.

C. J. CHANEL.

N° 274.— *ARRÊTÉ portant concession d'une pension proportionnelle à* Mlle Palmier (Adélaïde-Hermence), *visiteuse des Douanes.*

(25 juillet 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté en date du 8 juillet 1925, admettant Mlle Palmier (Adélaïde-Hermence), visiteuse des Douanes, à faire valoir ses droits à une pension de retraite proportionnelle;

Vu les articles 2, 14 et 24 du règlement du 19 juin 1920, sur l'établissement et l'organisation d'une Caisse de retraite pour les agents locaux et municipaux de la Guyane;

Vu l'arrêté du 26 juin 1920 attribuant des majorations et compléments de pension aux agents retraités sur les fonds de la dite caisse ; ensemble l'arrêté du 12 novembre 1921 complétant celui du 26 juin 1920 ;

Sur la proposition de Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Il est concédé à Mlle Palmier (Adélaïde-Hermence), visiteuse des Douanes, une pension annuelle de retraite proportionnelle de *mille cent quatre-vingt dix-sept francs* sur la Caisse locale de retraite des employés de la Guyane.

Cette pension se décompose comme suit :

Pension principale.....	798' 00
Majoration.....	399 00
Total.....	1,197 00

Art. 2. — L'entrée en jouissance de cette pension est fixée au premier août 1925, date à laquelle Mlle Palmier sera rayée des contrôles de l'activité.

Art. 3. — Le présent arrêté, dont un exemplaire sera adressé à M. le Directeur-général de la Caisse des Dépôts et consignations et à M. le Trésorier-payeur, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 23 juillet 1925.

C. J. CHANEL

N° 275. — *ARRETÉ portant ouverture de crédits supplémentaires à divers chapitres du budget local, exercice 1923.*

(23 juillet 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'insuffisance des crédits inscrits aux chapitres 2, 4, 5, 6, 11 et 14 du budget local, exercice 1923;

Vu l'article 61 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des Colonies;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE:

Article 1er. — Il est ouvert aux chapitres 2, 4, 5, 6, 11 et 14 du budget local, exercice 1923, un crédit supplémentaire de trois cent soixante-douze mille quatre cent soixante-et-un francs soixante-seize centimes se répartissant comme suit:

Chapitre 2	9,160	48
— 4	44,359	05
— 5	355	78
— 6	35,744	79
— 11	70,977	02
— 14	211,864	64
Total égal	372,461	76

Art. 2. — Il sera pourvu à ces crédits sur les voies et moyens du budget local de l'exercice 1923.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 23 juillet 1925.

C. J. CHANEL.

N° 276. — *ARRÊTÉ portant annulation de crédits distribués au titre de l'exercice 1923 et non employés.*

(23 juillet 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Les crédits ou portions de crédits non employés au cours de l'exercice 1923, pour le compte du budget local sont et demeurent définitivement annulés dans la comptabilité de l'Ordonnateur et du Trésorier-payeur de la colonie.

Ces crédits ou portions de crédits se répartissent sur les différents chapitres du budget local, exercice 1923, ainsi qu'il suit :

Chapitre 1er.....	88,250f »
— 3.....	5,758 64
— 7.....	9,754 26
— 8.....	17,037 91
— 9.....	3,162 95
— 10.....	58,876 73
— 12.....	4,285 30
— 13.....	33,551 49
— 15.....	779 »
— 16.....	9,677 69
— 17.....	1,313,000 »
Total.....	1,545,134 97

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 23 juillet 1925.

C. J. CHANEL.

N° 277. — *ARRÊTÉ réglant le fonctionnement du Bureau de bienfaisance de Kourou, ainsi que les attributions de la Commission administrative de cet établissement.*

(23 juillet 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté local du 30 décembre 1924, établissant un Bureau de bienfaisance dans la commune de Kourou;

Vu l'article 6 du décret du 26 août 1881, portant création du bureau de bienfaisance de Cayenne et autorisant l'établissement éventuel de bureaux de bienfaisance dans les autres communes de la colonie;

Vu la délibération du Conseil municipal de Kourou du 30 novembre 1924;

Vu l'avis exprimé par le Conseil général dans sa séance du 26 juin 1925;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — La Commission administrative du Bureau de bienfaisance de Kourou doit se réunir tous les trois mois, en janvier, avril, juillet et octobre, sur la convocation de son président, et extraordinairement, chaque fois que les circonstances le nécessitent ou que l'Administration le demande.

Dès sa première réunion, elle rédigera son règlement intérieur, qui aura pour principaux objets :

1° Le mode d'admission au secours;

2° Les règles à suivre pour leur distribution ou leur répartition.

Art. 2. — Dans la séance du mois d'octobre, la Commission administrative procèdera à l'établissement du budget de l'exercice suivant; elle apurera et arrêtera les comptes du Trésorier pour l'année expirée.

Les autres séances seront employées à l'examen général de la comptabilité et des diverses opérations de la Commission.

Art. 3. — Le compte annuel de l'administration du bureau de bienfaisance et le budget de chaque exercice, après avoir

été établis par la Commission administrative, seront soumis à l'examen du Conseil municipal.

Ces budget et compte seront ensuite soumis à l'approbation du Gouverneur en Conseil privé.

Art. 4. — Les ressources du bureau de bienfaisance se composent :

1° Des subventions allouées par le Service local ou la commune ;

2° D'aumônes, de dons et legs dont l'acceptation aura été légalement autorisée ;

3° Des produits des quêtes faites dans les églises, avec l'autorisation ecclésiastique, ou dans les mairies avec celle des maires ;

4° Du produit des troncs placés dans les églises avec la même autorisation ;

5° Du produit du droit des pauvres sur les spectacles, concerts, bals publics, etc.

Art. 5. — Les règles de la comptabilité communale seront applicables au bureau de bienfaisance, en ce qui concerne la division et la durée des exercices, la spécialité des crédits, la perception des revenus, l'ordonnancement et le paiement des dépenses, et enfin le mode de tenue des écritures et des comptes, ainsi que l'établissement et le règlement des budgets.

Art. 6. — Le Percepteur-receveur municipal de la commune remplira de droit les fonctions de trésorier du Bureau de bienfaisance, dans les conditions fixées par les règlements et les instructions ministérielles en vigueur.

Art. 7. — Le Secrétaire de mairie de la commune ou celui qui en remplit les fonctions exercera celles de secrétaire de la Commission administrative du Bureau de bienfaisance.

Art. 8. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 23 juillet 1925.

C. J. CHANEL.

N° 278. — *ARRETÉ autorisant le fonctionnement à Sinnamary d'une section de* Boys-Scouts *de la Guyane française.*

(27 juillet 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté local du 4 avril 1849, sur les associations et réunions, ensemble l'article 291 du code pénal;

Vu la demande en date du 19 mai 1925, de M. Chambaud, commissaire régional à la Guyane de la Fédération des Eclaireurs de France, et le dépôt des statuts d'une Section des Boys-Scouts de la Guyane française créée à Sinnamary;

Vu l'avis favorable de M. le Procureur général;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé le fonctionnement, à Sinnamary, d'une société de sport sous la dénomination « Boys-Scouts de la Guyane française, section de Sinnamary ».

Art. 2. — Sont approuvés tels qu'ils sont élaborés les statuts de cette association qui demeurent annexés au présent arrêté.

Art. 3. — Aucune modification ne pourra être apportée aux dits statuts sans l'autorisation de l'Administration.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 27 juillet 1925.

C. J. CHANEL.

N° 279. — *ARRETÉ relatif à la visite médicale des inscrits de la classe 1926 et des ajournés des classes 1923, 1924 et 1925.*

(27 juillet 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la loi du 1er avril 1923 sur le Recrutement de l'armée;

Vu l'arrêté ministériel en date du 24 mars 1925, relatif à la formation de la classe 1926;

Vu l'arrêté interministériel déterminant les conditions d'application de la loi du 1er avril 1923, et notamment celles de l'article 98 de cette loi, dans les colonies, pays de protectorat ou territoires à mandat situés hors du bassin méditerranéen ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service de Santé,

ARRÊTE :

Article 1er. — Il sera procédé à la visite médicale des inscrits de la classe 1926 et des ajournés des classes 1923, 1924 et 1925, dont la révision a été prescrite par l'arrêté ministériel du 24 mars 1925.

Cette visite aura lieu à Cayenne, à l'Hôpital colonial, le lundi 17 août à quinze heures, par un médecin des Troupes coloniales, à la désignation du Chef du service de Santé, pour les inscrits des communes de Cayenne, Macouria, Montsinéry, Tonnégrande, Roura, Kaw, Matoury et Rémire.

Les inscrits des communes d'Approuague et d'Oyapoc seront visités par le Médecin de l'Assistance médicale, les 19 et 20 août 1925, à la Mairie de chacune de ces localités.

Les inscrits des communes de Kourou, Sinnamary et Iracoubo seront visités par le Médecin de l'Assistance médicale les 7 et 8 août 1925, à la Mairie de chacune de ces localités, sauf en ce qui concerne Iracoubo, dont les inscrits devront être dirigés sur Sinnamary.

Les inscrits de la commune de Mana seront visités à la Mairie de Mana par le Médecin de l'Assistance médicale de cette commune, agissant comme médecin auxiliaire de complément (Docteur Drayton).

Les inscrits de la commune du Maroni seront visités à Saint-Laurent par le Médecin-chef des Pénitenciers du Maroni.

A Mana et à Saint-Laurent, la date de la visite sera fixée d'un commun accord par le Maire de la commune et le médecin désigné, de manière cependant que l'opération soit terminée le 20 août 1925 au plus tard.

Art. 2. — Il sera adressé par les soins des Maires à chacun des inscrits un ordre de convocation du modèle n° 1 de l'Instruction du 20 octobre 1905.

Les résultats de la visite seront consignés sur un tableau modèle n° 2 de la même Instruction.

L'avis du médecin sera motivé quand il estimera que les hommes devront être classés dans le service auxiliaire ou ajournés.

Un certificat médical sera joint au tableau pour ceux qui seront proposés comme devant être exemptés.

En un mot, il devra être donné par les médecins tous les renseignements nécessaires pour permettre au Conseil de révision de Fort-de-France, qui statuera sur pièces, de se prononcer en toute connaissance de cause.

Le tableau ci-dessus mentionné et les certificats médicaux devront être adressés au Gouverneur le 31 août 1925 au plus tard.

Les Maires mentionneront dans la colonne 2 du tableau en question les observations qu'ils auront le droit de présenter en faveur des hommes devant le Conseil de révision.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 27 juillet 1925.

C. J. CHANEL.

N° 280 — *ARRÊTÉ relatif aux opérations du Conseil de révision et à la visite médicale des hommes de la classe 1926, et des ajournés des classes 1923, 1924 et 1925.*

(28 juillet 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la loi du 1er avril 1923 sur le recrutement de l'armée;

Vu l'arrêté ministériel en date du 24 mars 1925 relatif à la formation de la classe 1926;

Vu l'arrêté interministériel déterminant les conditions d'application de la loi du 1er avril 1923, et notamment celles de l'article 98 de cette loi, dans les colonies, pays de protectorat ou territoires à mandat situés hors du bassin méditerranéen;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Chef du service de Santé,

ARRÊTE :

Article Ier. — Les inscrits de la classe 1926 et les ajournés des classes 1923, 1924 et 1925 résidant dans les communes autres que celles où ils seront inscrits sur les tableaux de recensement, seront visités avec les inscrits du lieu de leur résidence.

A cet effet, ils adresseront sans délai, une demande au Maire de la commune où ils seront inscrits. Cette demande sera accompagnée d'une attestation du Maire de la résidence constatant que les intéressés se sont réellement fixés dans la commune avant le Ier janvier de l'année 1925.

Art. 2. — La visite des inscrits aura lieu dans les conditions déterminées à l'arrêté local en date de ce jour.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 28 juillet 1925.

C. J. CHANEL.

N° 281. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 28 juin 1925 portant création en Guyane française d'un certificat de capacité correspondant au baccalauréat métropolitain.*

(30 juillet 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 17 septembre 1906, portant réorganisation du Collège de Cayenne;

Vu la dépêche ministérielle n° 393 A, du 23 juin 1923, relative à la réforme du Collège en établissement d'enseignement secondaire de plein exercice;

Vu la dépêche ministérielle n° 1963, du 22 mai 1925, relative à la création d'un brevet de capacité correspondant au baccalauréat métropolitain;

Sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 28 juin 1925, portant création, en Guyane française, d'un certificat de capacité correspondant au baccalauréat métropolitain.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera et, avec le texte promulgué, inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 30 juillet 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 28 juin 1925.

Monsieur le Président,

M. le Gouverneur de la Guyane a demandé l'institution, dans la colonie, d'un certificat de capacité correspondant aux différentes séries du baccalauréat de l'enseignement secondaire de la Métropole.

Le décret impérial du 23 décembre 1857 a étendu à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion les règlements des 5 septembre 1852 et 7 août 1867 sur le baccalauréat métropolitain. La législation sur les diplômes de l'enseignement secondaire en France a constamment été appliquée depuis à ces trois vieilles colonies.

Une mesure de même nature a été prise à Madagascar par décret du 5 décembre 1912, en Indochine par décret du 30 juin 1914, en Afrique occidentale française par décret du 28 mars 1924.

La réorganisation de l'enseignement secondaire effectuée d'accord avec le conseil général, dans la colonie de la Guyane où fonctionne, dès cette année, une classe de première, permet dès maintenant de donner aux élèves de cet enseignement la possibilité de voir sanctionner leurs études par un brevet semblable à celui qui est délivré dans les colonies précitées.

Les dispositions des actes énumérés ci-dessus nous semblent donc pouvoir être appliquées à notre colonie de la Guyane, sous réserve de quelques modifications ou appropria-

tions de détail et d'un supplément de garanties nécessaires au début d'une organisation nouvelle.

Nous avons fait établir dans ce sens un projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

DE MONZIE.

Le Ministre des colonies,

ANDRÉ HESSE.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la législation métropolitaine sur le baccalauréat de l'enseignement secondaire ;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

DÉCRÈTE :

Article 1er.— Il est institué, dans la colonie de la Guyane française, un certificat de capacité correspondant aux différentes séries du baccalauréat de l'enseignement secondaire de la métropole.

Art. 2.— Les jurys chargés d'examiner les candidats au certificat de capacité et de leur délivrer le certificat d'aptitude dont les effets sont déterminés par l'article 6 ci-après sont choisis par le gouverneur sur une liste de huit membres pris, chaque année, parmi les professeurs titulaires du collège, les magistrats et les fonctionnaires civils ou militaires pourvus d'une licence ès lettres ou ès sciences ou en droit, du doctorat en médecine ou du diplôme de pharmacien de 1re classe ou anciens élèves diplômés de l'école polytechnique, de l'école militaire de Saint-Cyr, de l'école centrale, ou d'une école supérieure du Gouvernement, pour laquelle un baccalauréat de l'enseignement secondaire est exigé à l'examen d'entrée.

Art. 3. — Le Gouverneur fixe chaque année la date d'ouverture des deux sessions d'examen, la première à la clôture, la deuxième au commencement de l'année scolaire.

Art. 4. — Les jurys, pour les diverses séries des épreuves du certificat de capacité, comprennent un nombre de membres égal à celui prévu en France pour les épreuves correspondantes au baccalauréat de l'enseignement secondaire. Les présidents du jury sont désignés par le gouverneur. Chaque jury désigne celui de ses membres qui remplira les fonctions de secrétaire. Il ne peut y avoir par jury plus de deux membres professeurs du collège en exercice. Les jurys pourront s'adjoindre, s'il y a lieu, des examinateurs spéciaux pour les épreuves relatives aux langues vivantes.

Art. 5. — Les matières et les formes de l'examen, ainsi que les conditions d'âge, sont les mêmes que celles adoptées en France pour le baccalauréat.

Les plis cachetés renfermant les sujets de composition écrits sont choisis par le ministre de l'instruction publique et adressés par le ministre des colonies au gouverneur et ouverts en présence des candidats. Les dispenses de condition d'âge peuvent être accordées par le ministre des colonies dans les mêmes conditions que dans la métropole.

Art. 6. — Les certificats d'aptitude sont transmis par les présidents des jurys au chef du service de l'enseignement, pour recevoir, s'il y a lieu, son visa.

Les présidents des jurys adressent également à ce fonctionnaire les procès-verbaux des examens, lesquels doivent être signés par les membres des jurys ainsi qu'un rapport sur la force relative des épreuves. Ils y joignent les compositions faites par chaque candidat, annotées et corrigées par les membres des jurys.

Le chef du service fait parvenir ces différentes pièces au gouverneur avec ses observations.

Art. 7. — Dans les cas où il croit devoir refuser son visa aux certificats, pour cause de vice de forme dans l'examen, le chef du service de l'enseignement expose les faits dans un rapport au gouverneur. Celui-ci décide, d'accord avec ce fonctionnaire, si l'ensemble des épreuves, au cours desquelles un vice de forme a été constaté, doit être recommencé. En cas de désaccord, le ministre des colonies statue et, s'il y a lieu à

nouvelles épreuves, les sujets de compositions sont envoyés dans les conditions fixées à l'article 5.

Tout examen entaché de fraude ou tentative de fraude doit être déclaré nul. En cas de flagrant délit la nullité est prononcée par le jury.

Art. 8. — Les fonctions attribuées par le présent décret au chef du service de l'enseignement sont remplies, en cas d'absence, d'empêchement ou de congé, par le fonctionnaire appelé à le remplacer.

Art. 9. — Les certificats sont délivrés par le gouverneur. Ils sont contresignés par le chef du service de l'enseignement. Leur remise n'entraîne aucun frais.

Art. 10. — Les étudiants pourvus de la 1re ou de la 2e partie du certificat de capacité correspondant à l'un des baccalauréats de l'enseignement secondaire peuvent être admis, sur leur demande, et sur l'avis des facultés compétentes à l'échange contre le certificat d'aptitude à la 1re partie du baccalauréat ou contre le diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire, sous condition d'acquitter, au compte du Trésor public, les droits exigés en France des candidats au même titre et de justifier, en outre, qu'à l'époque où ils se sont présentés devant le jury de l'examen colonial, ils résidaient depuis un an au moins à la Guyane, ou qu'ils sont fils de fonctionnaires en exercice à la Guyane à l'époque de l'examen, ou qu'ils ont obtenu du ministre de l'Instruction publique la dispense de cette obligation de résidence. La demande devra être accompagnée des pièces suivantes :

1° L'extrait de l'acte de naissance ;

2° Le certificat de l'autorité administrative locale constatant que le postulant résidait, depuis un an au moins, dans la colonie lorsqu'il se présentait à l'examen, ou que son père était fonctionnaire en service à la Guyane à l'époque de l'examen, ou qu'il a été exceptionnellement dispensé de cette obligation ;

3° Les compositions écrites;

4° Le livret scolaire, s'il en a été produit un à l'examen ;

5° Le certificat d'aptitude au brevet de capacité délivré dans la colonie ;

6° Le récépissé constatant que l'étudiant a versé dans la colonie les droits d'échange.

Art. 11. — La demande d'échange devra obligatoirement être faite pour chaque partie.

Les dossiers devront être transmis au ministre des colonies immédiatement après la publication des résultats de l'examen, et la deuxième session ne pourra jamais s'ouvrir avant la ratification des échanges demandés pour la première.

Art. 12. — Si ces facultés compétentes jugent, vu l'insuffisance des épreuves, qu'il n'y a pas lieu d'accepter l'échange, le candidat devra, s'il veut obtenir le diplôme de bachelier, se présenter aux épreuves du baccalauréat dans la métropole aux conditions déterminées dans les règlements en vigueur.

Art. 13. - Les élèves porteurs du certificat de capacité peuvent prendre les quatre premières inscriptions près les universités avant d'avoir régularisé leur position pour l'obtention du diplôme de bachelier.

Art. 14. — Le ministre des colonies et le ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la métropole et de la colonie et inséré au *Bulletin des lois* ainsi qu'aux *Bulletins officiels* des deux ministères intéressés.

Fait à Paris, le 28 juin 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies.
ANDRÉ HESSE.

Le Ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts,
DE MONZIE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC

N° 282. — Par décision du Gouverneur, en date du 1er juillet 1925, M. Salvador (Clovis), commis principal de 2e classe du cadre local de la Trésorerie de la Guyane, Percepteur-receveur municipal de la 2e circonscription, est chargé des fonctions intérimaires de la 1re circonscription, en remplacement de M. Chateau, appelé à d'autres fonctions.

N° 283. — Par décision du Gouverneur, en date du 8 juillet 1925, la première session ordinaire d'examens pour le baccalauréat de l'enseignement secondaire (1re partie), s'ouvrira à Cayenne, au Collège, le lundi 3 août 1925.

Les inscriptions seront reçues jusqu'au vendredi 17 juillet inclus.

N° 284. — Par décision du Gouverneur, en date du 8 juillet 1925, la distribution des prix des divers établissements scolaires publics de la Colonie aura lieu :

Pour le Collège, l'Ecole des garçons et les Cours d'Adultes (hommes) sous la présidence de M. le Gouverneur ou de son délégué, le lundi 10 août 1925, à 8 heures ;

Pour l'Ecole des filles et les Cours d'Adultes (femmes), sous la présidence de M. le Maire de Cayenne ou de son délégué, le mardi 11 août 1925, à 8 heures ;

Pour l'Ecole Maternelle, le mercredi 12 août 1925, à 16 heures 30 ;

Pour les écoles rurales, sous la présidence des Maires des Communes, le dimanche 16 août 1925.

La rentrée des classe est fixée au mardi 3 novembre 1925.

N° 285. — Par décision du Gouverneur, en date du 8 juillet 1925, M. Verderosa (Constant), instituteur de 3e classe dont le congé est arrivé à expiration, est appelé à continuer ses services à l'école des garçons de Sinnamary, en qualité d'adjoint.

N° 286. — Par décision du Gouverneur, en date du 8 juillet 1925, le facteur Kermel (Jules) est affecté à Sinnamary, en remplacement du facteur Curron (Fabien), appelé à continuer ses fonctions à Kourou.

N° 287. — Par décision du Gouverneur, en date du 8 juillet 1925, Madame Jean-Charles, sage-femme diplômée, est agréée en qualité de sage-femme de la commune de Mana, à compter du 1er juillet 1925 et aura droit, en cette qualité, à l'exclusion de toute autre indemnité, à une allocation annuelle de 2,400 fr. payable par douzième et non passible de retenues.

N° 288. — Par décision du Gouverneur, en date du 8 juillet 1925, Mademoiselle Palmier (Adélaïde-Hermence), visiteuse des Douanes, est admise à faire valoir ses droits à une pension de retraite proportionnelle conformément à l'article 2 du règlement du 19 juin 1920.

N° 289. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 juillet 1925, M. Bouygues (Jean-Baptiste), contrôleur en chef des Douanes en retraite, est nommé Secrétaire-Trésorier de la Caisse Agricole de la Guyane, pour une durée de cinq années renouvelable à compter du 1er août 1925.

N° 290. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 juillet 1925, sont nommés pour deux ans, membres titulaires du Comité-Directeur de la Caisse Agricole de la Guyane :

MM. Caristant, agriculteur, membre de la Chambre d'agriculture ;

Lombart, Directeur de la Société Cotonnière de la Guyane;

Philias, Industriel-agricole.

Membres suppléants dudit Comité Directeur pour une durée de deux années.

MM. Lony, Agriculteur à Montjoly ;

Paul-Hermite Félix, Agriculteur à Macouria.

N° 91. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 juillet 1925, ont été promues dans le cadre du personnel des dames-dactylographes, pour compter du 1er juillet 1925 :

Dames-dactylographes de 1re classe:

Mme Boudoute (Alice), dame-dactylographe de 2e classe ;
Mlle Gilbert-Pierre (Thérèse), — —

Dame-dactylographe de 3e classe :

Mme veuve Esor (Augusta), dame dactylographe de 4e classe.

N° 292. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 juillet 1925, M. Ihler de St-Hilaire (Frédéric), planton de 3e classe, affecté aux bureaux du Secrétariat général, est élevé à la 2e classe de son emploi, pour compter du 1er juillet 1925.

N° 293. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 juillet 1925, un congé administratif de douze mois, à passer en France, est accordé à Mme Renauva (Emma), institutrice de 3e classe. Mme Renauva est autorisée à s'embarquer sur l'intercolonial du mois de juillet 1925.

N° 294. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 juillet 1925, et pour compter du 1er juillet 1925, est promu dans le cadre des Contributions indirectes :

Au grade de préposé principal de 1re classe et au traitement de 5,700 francs par an, M. Stahl (Léon), préposé principal de 2e classe.

N° 295. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 juillet 1925, Mlles Prud'homme (Camille) et Thémire (Georges), dames-auxiliaires permanentes au service des Postes de la Guyane, sont nommées dames employées de 6e classe des Postes, pour compter du 1er juillet 1925.

N° 296. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 juillet 1925, le traitement de M. Arras (Charles), manipulateur permanent à la pharmacie de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne, est élevé de 3,600 à 3,900 francs l'an, pour compter du 1er juillet 1925.

N° 297. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 juillet 1925, ont été promues dans le cadre du personnel de l'Hôpital-Hospice civil de Cayenne, pour compter du 1er juillet 1925 :

Sage-femme de 2e classe :

Madame Grisnoir (Anna), sage-femme de 3e classe.

Surveillantes-infirmières de 3e classe :

Mmes Joffroy (Régina) et Virgile (Emilie), surveillantes de 4e classe.

Surveillante-infirmière de 5e classe :

Mlle Céraline (Ursule), surveillante-infirmière stagiaire.

N° 298. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 juillet 1925, M. Tarcy (Aurélien), comptable de 2e classe de la

Léproserie de l'Acarouany, est élevé à la Ire classe de son emploi, à compter du Ier juillet 1925.

N° 299. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 juillet 1925, M. Iqui (Joseph), commis des Travaux publics de 4e classe, est élevé à la 3e classe de son grade, pour compter du Ier juillet 1925.

N° 300. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 juillet 1925, M. Flot (Jacques), gardien d'eau de 3e classe, est élevé à la 2e classe de son emploi, pour compter du Ier juillet 1925.

N° 301. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 juillet 1925, MM. Timmarayah (Alphonse) et Ménopol (Emile), ouvriers de 6e classe de l'Imprimerie du Gouvernement, sont élevés à la 5e classe de leur emploi, pour compter du Ier juillet 1925.

N° 302. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 juillet 1925, M. Meltéor (Albert), agent de police de 2e classe de la Police générale, est élevé à la Ire classe de son emploi pour compter du Ier juillet 1925.

N° 303. — Par décision du Gouverneur, en date du 15 juillet 1925, M. Bouygues (Jean-Baptiste), Contrôleur en chef des Douanes, admis à la retraite pour compter du 27 juillet 1925, cessera, sur sa demande, ses fonctions le Ier août 1925.

N° 304. — Par décision du Gouverneur, en date du 17 juillet 1925, M. Laurence (Marcellus), Commis-greffier de 6e classe, est élevé à la 5e classe de son grade, pour compter du 1er juillet 1925.

N° 305. — Par décision du Gouverneur, en date du 17 juillet 1925, M. Saturni (Pierre), planton de 4e classe, affecté au Parquet général, est élevé à la 3e classe de son emploi, pour compter 1er juillet 1925.

N° 306. — Par décision du Gouverneur, en date du 21 juillet 1925, M. Guerlain (Emmanuel), chef de bureau des Secrétariats généraux des colonies, est chargé de soutenir, pendant l'année 1925, au Conseil du Contentieux administratif, soit en demande, soit en défense, les actions intéressant la colonie.

N° 307. — Par décision du Gouverneur, en date du 22 juillet 1925, M. Nérin (Paul-Abel), garde rural provisoire à Sinnamary, aura droit, à partir du 1er janvier 1925, à une indemnité mensuelle de 250 francs, non soumise à retenue pour pension et exclusive de toute autre allocation.

N° 308. — Par décision du Gouverneur, en date du 23 juillet 1925, est acceptée pour compter du 23 juillet 1925, la démission offerte par M. Faula (Maurice) de ses fonctions de commis de 3e classe du Secrétariat général de la Guyane.

Par la même décision, M. Faula est nommé, pour compter de la même date, Directeur de 3e classe de l'Hôpital-Hospice civil de Cayenne.

N° 309. — Par décision du Gouverneur, en date du 23 juillet 1925, un congé de convalescence de six mois à passer en France est accordé à M. Liauzun (Jean-Henri), payeur de 2e classe du cadre de la Trésorerie de la Guyane.

Ce fonctionnaire est autorisé à s'embarquer sur le courrier du mois de juillet courant.

N° 310. — Par décision du Gouverneur, en date du 27 juillet 1925, M. Sépho (Eudoïce), agent de 2e classe de la Police générale, est maintenu dans la position de disponibilité sans traitement pour une deuxième période d'une année, à compter du 30 août 1925.

N° 311. — Par décision du Gouverneur, en date du 27 juillet 1925, un blâme est infligé à M. Catoville (Louis), économe-comptable de 2e classe de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne, pour négligence dans son service.

N° 312 . — Par arrêté du Gouverneur, en date du 28 juillet 1925, sont promus :

A la 1re classe de leur grade :

MM. Vilo (Jean).

Alexandre (Raymond), Commis de 2e classe de la Trésorerie de la Guyane.

A la 3e classe de son grade :

M. Paterne (Léon), Commis de 4e classe.

N° 313. — Par décision du Gouverneur, en date du 28 juillet 1925, un congé de convalescence de 3 mois, à passer à la Martinique, est accordé à M. André (Stéphane), agent des Mines de 2e classe.

Cet agent, qui sera accompagné de sa femme, est autorisé à prendre passage sur l'intercolonial quittant Cayenne le 31 juillet. 1925.

N° 314.. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 juillet 1925, M. Derevoge (François), prêtre auxiliaire du clergé de la Guyane, est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité pour une période de deux années.

N° 315. —Par décision du Gouverneur, en date du 30 juillet 1925, pour compter du 1er août, M. Lestrade, vérificateur principal de deuxième classe des Douanes, est nommé chef du service des Douanes et des Contributions directes et indirectes p. i., en remplacement de M. Bouygues, admis à la retraite.

M. Lédi, vérificateur principal de deuxième classe des Douanes, est chargé de la direction intérimaire du bureau principal de Cayenne, en remplacement de M. Lestrade, appelé à d'autres fonctions.

Ces deux agents auront droit, aux frais de service ainsi qu'aux diverses indemnités prévues au budget pour le titulaire.

Par la même décision, M. Zénobie, vérificateur de première classe des Douanes, est nommé Chef de la visite, en remplacement de M. Lédi, appelé à d'autres fonctions.

N° 316. — Par décision du Gouverneur, en date du 31 juillet 1925, M. Le Bomin, commis des Postes et Télégraphes du cadre métropolitain, est chargé intérimairement des fonctions de Chef du service des Postes et Téléphones.

Par la même décision, M. Thémire, contrôleur des Postes du cadre de la Guyane, est chargé des fonctions de Receveur-comptable au bureau de Cayenne ; il exercera, sous la direction du Chef de service, le contrôle de toutes les branches du service des Postes et Téléphones.

N° 317. — Par décision du Chef du service de l'Instruction publique, en date du 8 juillet 1925, les examens du Certificat d'études primaires élémentaires auront lieu :

Dans les communes de : Rémire (Montjoly), Iracoubo, Matoury, Sinnamary, Mana, Maroni, Approuague, les vendredi 7 et samedi 8 août 1925, à 8 heures ;

Dans les communes de : Montsinéry et Macouria, du 3 au 8 août 1925.

Certifié conforme :

Le Secrétaire-archiviste,

R. ANGAMMARRE.

Cayenne. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 7 *bis*.

JUILLET 1925.

ARRÊTÉ portant institution de la Caisse Agricole de la Guyane.

(6 juillet 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la délibération du Conseil général du 6 décembre 1923 ;

Vu le décret du 4 février 1925, attribuant à la Caisse Agricole de la Guyane le montant des redevances de la Banque de la Guyane ;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture ;

La Commission Coloniale consultée dans sa séance du 27 avril 1925 ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont et demeurent rapportées les dispositions de l'arrêté n° 474 du 3 mai 1924.

La Caisse Agricole de la Guyane, instituée par le présent arrêté est un établissement de crédit public, fonctionnant sous

la surveillance et le contrôle de l'Administration locale. Cette caisse a exclusivement pour objet le développement et la protection de l'agriculture. Elle a son siège à Cayenne.

ADMINISTRATION

Art. 2. — La Caisse Agricole de la Guyane est administrée par un Comité-Directeur, composé :

1° De un membre non fonctionnaire du Conseil privé, élu par cette Assemblée ;

2° Du Chef du service des Domaines ;

3° Du Chef du service des Travaux publics ;

4° Du Chef du service de l'Agriculture ;

5° De trois membres titulaires, à la nomination du Gouverneur, choisis parmi les habitants notables exerçant la profession d'agriculteur ou une profession connexe ; l'un de ces membres sera choisi parmi les membres de la Chambre d'Agriculture ;

6° De deux membres suppléants nommés et choisis comme les membres titulaires et destinés à remplacer ceux-ci, absents ou empêchés ;

7° D'un Secrétaire-Trésorier pris en dehors du Comité-Directeur nommé par le Gouverneur, sur la proposition du Censeur.

Le mandat du membre élu par le Conseil privé expire avec celui qu'il a eu au sein de cette Assemblée. En cas de décès, de démission, ou de toute autre cause entraînant la cessation de ses fonctions, il est procédé à son remplacement et les fonctions du nouveau membre prennent fin dans les mêmes conditions.

Le mandat des membres nommés par le Gouverneur dure deux ans ; en cas de décès, de démission, ou de toute autre cause entraînant la cessation des fonctions, il est procédé au remplacement du ou des membres en cause et la durée du mandat du ou des nouveaux membres est limitée à la date à laquelle devait expirer le ou les précédents mandats.

Sera considéré comme démissionnaire et remplacé, tout membre qui n'aura pas assisté aux séances pendant une durée de trois mois consécutifs, sans un congé régulier accordé par le Gouverneur, sur avis du Censeur.

Les membres du Comité-Directeur ne doivent avoir au moment de leur entrée en fonctions et pendant toute la durée de leur mandat, aucune dette envers la Caisse Agricole.

Le Comité-Directeur élit dans son sein un Président et un Vice-Président ; le Chef du service des Domaines, le Chef du service des Travaux publics et le Chef du service de l'Agriculture ne prennent pas part à l'élection et ne sont pas éligibles.

Le Président et le Vice-Président sont élus pour deux ans ; ils peuvent être réélus. Toutefois, après quatre années de présidence ou de vice-présidence, le Président et le Vice-Président ne peuvent être réélus qu'après un délai de deux ans.

En cas de cessation des fonctions du Président ou du Vice-Président, le Comité-Directeur réuni, procède immédiatement à son remplacement. Le mandat du nouvel élu est limité à la date d'expiration du mandat de son prédécesseur.

Les fonctions de Président, Vice-Président ou membre du Comité-Directeur sont honorifiques.

Art. 3. — Le Comité-Directeur se réunit sur la convocation de son Président et au moins une fois par mois.

Chargé de l'Administration générale de l'Etablissement, il statue sur toutes les demandes qui lui sont adressées. Aucune opération ne peut être soustraite à sa connaissance et à son contrôle.

Le Comité-Directeur ne peut délibérer valablement sans le concours de quatre membres. Le Président a voix prépondérante, s'il y a partage.

Les délibérations du Comité-Directeur sont secrètes et de nature strictement confidentielle.

Le Président seul a qualité pour en donner connaissance dans la mesure où cette communication est nécessitée par les opérations de la Caisse Agricole de la Guyane et sans jamais indiquer les avis personnels émis par les membres ou par le Censeur.

DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER ET DU PERSONNEL ACCESSOIRE DE LA CAISSE AGRICOLE DE LA GUYANE.

Art. 4. — Le Secrétaire-Trésorier assiste aux délibérations du Comité-Directeur, avec voix consultative.

Il est chargé de la tenue de la comptabilité et de la caisse, il assure la rédaction des procès-verbaux des séances du Comité-Directeur, l'éxécution des décisions prises et généralement toutes les écritures de la Caisse Agricole de la Guyane.

Tous actes, obligations, marchés, mainlevées, etc..., avec ou sans constatation de paiement, au nom de la Caisse Agricole de la Guyane sont passés par lui ou par ses soins, conformément aux délibérations du Comité-Directeur et après approbation de ce Comité ; la signature du Secrétaire-Trésorier engage l'Etablissement pour tout ce qui est relatif à ses fonctions régulièrement exercées

Le Secrétaire-Trésorier est tenu d'assurer, sous l'autorité du Président, l'exécution des résolutions du Comité-Directeur. Toutes demandes, notifications, injonctions touchant le service ou le fonctionnement de la Caisse Agricole de la Guyane, lui sont adressées.

La Caisse Agricole de la Guyane est représentée en justice par le Président du Comité-Directeur ; les poursuites sont assurées à la diligence du Secrétaire-Trésorier. Toutefois, aucune action ne peut etre intentée ou soutenue au nom de l'Etablissement, que sur délibération spéciale du Comité-Directeur et après autorisation du Gouverneur en Conseil privé.

Sont exceptés de cette autorisation préalable, tous actes conservatoires ou interruptifs de déchéance que le Secrétaire-Trésorier peut faire en cas d'urgence, sans autorisation spéciale.

Le Secrétaire-Trésorier est chargé, sous l'autorité du Président, de l'exécution des délibérations du Comité-Directeur.

Il reçoit un traitement fixe et des remises qui seront déterminées par le Gouverneur en Conseil privé, sur proposition du Comité-Directeur. Il n'a droit, sauf au logement en nature dans l'Etablissement, à aucune autre prestation en nature ou en espèce et la Caisse Agricole de la Guyane n'est tenue vis-à-vis de lui à aucune autre obligation.

Le Secrétaire-Trésorier ne peut entrer en fonctions qu'après avoir justifié d'un cautionnement de dix mille francs constitué soit en numéraire, soit en valeurs françaises sur lesquelles la Banque de France consent des avances. Le cautionnement restera déposé dans la caisse de sûreté de l'établissement pendant toute la durée des fonctions du Secrétaire-Trésorier.

L'intérêt du cautionnement en numéraire est servi à raison de 5 0/0 l'an. Le cautionnement peut être également constitué

par première hypothèque ; le ou les immeubles offerts en garantie ne sont acceptés que pour une somme égale à la moitié de leur valeur, à dire d'experts; dans cette évaluation, il ne sera tenu compte des constructions que si elles sont assurées pendant toute la durée des fonctions du Secrétaire-Trésorier, par une compagnie agréée par la Caisse Agricole de la Guyane.

Art. 5. — Le personnel auxiliaire qui sera nécessaire aux écritures et à la tenue de l'Etablissement est recruté par le Comité-Directeur ; le traitement de ce personnel est fixé par le Gouverneur en Conseil privé, sur proposition du Comité et avis du Censeur.

Art. 6. — Les employés de la Caisse Agricole de la Guyane ne pourront faire, de quelque façon que ce soit, aucune opération avec l'Etablissement.

DU CENSEUR.

Art. 7. — Le Secrétaire général de la Colonie remplit près de l'Etablissement les fonctions de Censeur. En cas d'empêchement, il peut se faire suppléer par un fonctionnaire relevant de son autorité.

Le Censeur ou son délégué assiste à toutes les délibérations, avec voix consultative.

Nulle délibération ne peut être exécutée que si elle est revêtue de la signature du Censeur.

En cas de refus du Censeur de signer une délibération, l'affaire est portée soit par le Censeur, soit par le Comité-Directeur devant le Gouverneur qui statue en Conseil privé.

Le Comité-Directeur est entendu en Conseil privé par l'organe de son Président ou de tout autre membre qu'il juge à propos de déléguer spécialement.

Le Censeur exerce, en outre, sur la tenue des écritures et la Caisse, un contrôle permanent mentionné aux articles 8 et 9 ci-après.

MESURES DE SURVEILLANCE.

Art. 8. — La comptabilité de la Caisse Agricole de la Guyane est placée sous le contrôle permanent du Comité-Directeur et spécialement sous celui du Censeur ou de son délégué, à qui le Secrétaire-Trésorier est tenu, à toute réquisition, d'exhiber sa comptabilité avec les pièces justificatives des ses opérations, le tout sans déplacement.

La Caisse est soumise à des vérifications mensuelles, sans préjudice des vérifications inopinées du Censeur ou de son délégué.

Chaque mois, après vérification de la Caisse, le Secrétaire-Trésorier est tenu de remettre au Censeur un état visé par le Président du Comité-Directeur et présentant la situation de la Caisse à la fin du mois échu.

Cet état de la situation est publié au *Journal officiel* de la Colonie.

Le maximum d'encaisse à conserver par le Secrétaire-Trésorier est fixé à 10,000 francs pour les besoins du service courant.

Le surplus sera versé par ses soins à la Banque de la Guyane sur visa du Président du Comité-Directeur et du Censeur. Cette même formalité sera exigée pour les retraits de fonds.

Art. 9. — Le compte annuel des opérations de la Caisse Agricole de la Guyane est présenté au Comité-Directeur par le Secrétaire-Trésorier, dans la première quinzaine du mois de mars de chaque année et soumis par le Secrétaire général à l'approbation du Gouverneur en Conseil privé, après vérification et rapport par une Commission composée :

Du Trésorier-Payeur, président ;

Du Chef du bureau des Finances ;

D'un agent du trésor, Secrétaire, avec voix délibérative.

DE LA COMPTABILITÉ.

Art. 10. — La Comptabilité de la Caisse Agricole de la Guyane est tenue dans la forme commerciale et en partie double.

Elle est arrêtée au 31 décembre de chaque année. Outre les livres dont la tenue est exigée par la loi, le secrétaire-trésorier peut, avec l'autorisation du comité-directeur, ouvrir les livres auxiliaires qui lui paraîtront nécessaires.

Toutefois, la tenue d'un Grand-livre sera obligatoire.

Tout versement en numéraire fait entre les mains du secrétaire-trésorier donnera lieu à la délivrance immédiate à la partie versante, d'une quittance signée par lui, numérotée et datée, extraite d'un registre à souche, coté et paraphé par le Censeur.

Indépendamment des livres de comptabilité, le secrétaire-trésorier doit tenir un registre spécial des délibérations du comité-directeur. Ces délibérations sont signées par tous les membres qui y ont pris part et par le censeur. Tous surcharges, grattages, ou interlignes sont strictement interdits. Tous renvois ou ratures doivent être signés ou paraphés.

Copie des inscriptions du registre spécial doit être adressée au Gouverneur dans les quinze jours qui suivent la date des délibérations.

Le Secrétaire-trésorier tient également enregistrement de tous actes, décisions, arrêtés, ordres, notifications, injonctions, dépêches, etc... concernant la Caisse agricole de la Guyane.

Aucune pièce de dépense ne peut être admise sans la signature du Président du comité-directeur ou de son délégué ; toute pièce de dépense doit indiquer le motif de l'opération, ainsi que la date et le mode de l'autorisation donnée de payer.

AVOIR ET REVENUS DE LA CAISSE AGRICOLE DE LA GUYANE.

AVOIR.

Art. 11. — Le capital de premier établissement de la Caisse agricole de la Guyane comprendra les sommes qui lui sont attribuées par le décret susvisé du 4 février 1925, pris en exécution des prescriptions des articles 15, 16 et 17 de la loi du 21 mars 1919, portant renouvellement du privilège des banques coloniales.

En outre, la caisse agricole de la Guyane pourra se procurer des capitaux en recevant des dépôts en compte-courant, conformément aux dispositions ci-après indiquées.

REVENUS.

Art. 12. — Les revenus de la caisse agricole de la Guyane sont constitués par :

1o. — La redevance annuelle proportionnelle à la circulation fiduciaire et l'excédent de dividende dont le versement est imposé à la banque de la Guyane par les articles 16 et 17 de la loi du 21 mars 1919 ;

2o. — Les sommes qui pourront être votées par le conseil général de la colonie, en vue du développement de la caisse ;

3o. — Le produit des opérations faites par l'établissement et prévues par l'article suivant.

Art. 13. — La Caisse agricole de la Guyane est autorisée à entreprendre, à l'exclusion de toutes autres, les opérations suivantes :

1o. — Acquisitions, échanges, ventes, cessions ou locations de terrains pour toutes entreprises ou industries agricoles ;

2o — Prêts sur propriétés rurales ou urbaines, sous réserve que les sommes ainsi prêtées seront affectées en totalité à une entreprise ou industrie agricole ;

3o — Prêts sur nantissement ou sur cautions sous les mêmes réserves que ci-dessus ;

4o — Prêts d'argent à moyen terme consentis à des agriculteurs pour l'acquisition ou l'augmentation de leurs moyens d'exploitation ;

5o. — Prêts d'argent à court terme consentis à des agriculteurs à titre d'avances de culture.

DES ACQUISITIONS, ÉCHANGES, VENTES, CESSIONS OU LOCATIONS DE TERRAINS.

Art. 14. — Les achats, échanges ou locations d'immeubles pourront être faits par la Caisse agricole de la Guyane, soit par anticipation, soit sur le choix et la demande des destinataires.

Les ventes ou cessions pourront être consenties soit au comptant, soit à terme. Ces opérations seront conclues dans la limite de 15,000 francs aux prix, garanties et conditions arrêtés par le comité-directeur et après expertise effectuée dans les conditions déterminées ci-après.

Les achats à réméré sont formellement interdits Exceptionnellement, des achats d'immeubles destinés à l'agriculture pourront être conclus pour une valeur supérieure à quinze mille francs (15,000 fr.. Ces opérations devront être soumises à l'approbation préalable du Gouverneur en Conseil privé.

Le remboursement du prix des contrats passés en vertu du présent article et consentis à terme devra être effectué, sur

décision du comité-directeur, dans un délai qui ne pourra excéder 7 ans.

Le remboursement du capital s'effectuera par paiements semestriels dont le premier ne sera exigible que deux ans après la date du contrat, les intérêts restant toujours exigibles au taux de 6 o/o l'an, semestriellement à partir de la signature de l'acte.

DES PRÊTS SUR PROPRIÉTÉS RURALES OU URBAINES.

Art. 15. — Des prêts sur propriétés rurales ou urbaines seront faits sur première hypothèque

Ces prêts porteront intérêts à 6 o/o l'an, payables semestriellement.

Le montant des prêts ne pourra excéder la somme de 15,000 fr. ni la moitié de la valeur de ou des immeubles affectés à leur garantie

L'appréciation de cette valeur sera faite par le comité-directeur, sur le rapport d'experts.

Les experts, qui devront être assermentés, sont nommés d'avance suivant une liste dressée chaque année sur la proposition du comité-directeur, par décision du Gouverneur en Conseil privé. Ils seront révocables suivant les mêmes proposition et décision Les experts seront choisis sur cette liste pour chaque affaire par le Président du comité-directeur et seront réglés par la Caisse agricole de la Guyane, après visa des états de frais, par le censeur, suivant tarifs à établir par délibération du comité-directeur.

Les frais d'expertise sont à la charge de l'emprunteur qui devra consigner à la caisse agricole de la Guyane, au moment du dépôt de la demande, une provision minimum du vingtième du montant de l'emprunt sollicité. Si après expertise, l'emprunt n'est pas accordé, la provision reste acquise à la caisse.

Toutes valeurs généralement quelconques pouvant être affectées à la garantie des emprunts sollicités devront être assurées, pour la durée de l'emprunt, au profit de la Caisse agricole de la Guyane, par une compagnie agréée par la dite caisse,

DES PRETS SUR NANTISSEMENT OU SUR CAUTIONS

Art. 16. — Des prêts peuvent être consentis sur nantissement régulier de contrats d'assurances sur la vie passés avec des compagnies françaises ou des valeurs françaises, dont le comité-directeur appréciera la qualité.

Des prêts peuvent également être consentis sur la caution de deux personnes notoirement solvables et domiciliées dans la colonie.

Ces prêts porteront intérêts à 6 o/o l'an payables semestriellement.

Le montant de ces prêts ne pourra excéder la somme de 15,000 fr. ni la moitié de la valeur du ou des contrats affectés à leur garantie.

Art. 17. — Le remboursement du prix des contrats passés en vertu des articles 15 et 16 se fera, sur décision du comité-directeur, dans le délai maximum de 7 années. Le remboursement du capital s'effectuera par paiements semestriels, dont le premier terme ne sera exigible que deux ans après la signature de l'acte.

Les intérêts seront toujours exigibles semestriellement à partir de la date du contrat.

DES PRÊTS D'ARGENT A MOYEN TERME

Art. 18. — Des prêts d'argent à moyen terme seront consentis aux mêmes clauses et conditions que les prêts sur propriétés rurales ou urbaines et les prêts sur nantissement ou sur cautions, prévus aux articles 15 et 16.

Le montant de ces prêts ne pourra excéder la somme de 15.000 fr. ces prêts porteront intérêts à 6 o/o l'an payables annuellement à partir de la date du contrat.

Le remboursement du capital s'effectuera par paiements annuels, dont le premier terme ne sera exigible qu'un an après la date du contrat, le remboursement total devant être effectué dans la limite de 4 ans, à compter de la date du contrat.

DES PRÊTS D'ARGENT A COURT TERME

Art. 19. — Des prêts d'argent à court terme, sur demande portant indication précise de leur objet (paiement de main-d'œuvre, achat d'outillage, de plants, de semis, etc..) seront

consentis pour une période correspondant à celle de l'opération agricole en vue de laquelle ils auront été sollicités ; cette période ne pourra toutefois excéder un an.

Art. 20. — Ces prêts pourront être consentis aux mêmes clauses et conditions que les prêts prévus aux articles 15, 16 et 18 ci-dessus.

Ces prêts pourront également être consentis sur escompte par la Caisse agricole de la Guyane de billets à ordre à deux ou plusieurs signatures de personnes notoirement solvables et domiciliées dans la colonie.

Le montant de ces prêts ne pourra excéder la somme de 15,000 francs; ces prêts porteront intérêts à 6 0/0 l'an payables à terme échu en même temps que le capital.

DES DÉPOTS EN COMPTE COURANTS

Art. 21. — Des dépôts en compte courant seront reçus jusqu'à concurrence de quinze mille francs (15,000 fr.) pour chaque déposant et pour un minimum de 100 francs.

Le secrétaire-trésorier ne sera autorisé à recevoir de dépôts en compte-courant que jusqu'à concurrence d'une somme globale n'excédant pas le double des découverts consentis et réalisables immédiatement ou à court terme.

Ces dépôts pourront être remboursables à vue, à un an de vue ou à deux ans de vue et au-delà.

Les dépôts remboursables à vue ne rapporteront aucun intérêt.

Les dépôts remboursables à un an rapporteront 2 0/0 d'intérêt.

Les dépôts remboursables à 2 ans et au-delà rapporteront 3 0/0 d'intérêt.

En aucun cas, le total des dépôts à vue ne pourra représenter dans la caisse du secrétaire-trésorier plus du tiers du montant global des sommes déposées.

Les dépôts seront reçus tous les jours ouvrables et directement par le secrétaire-trésorier.

Lors du premier versement, le secrétaire-trésorier remet au déposant un livret destiné à recevoir la mention de chaque

versement et de chaque retrait. Chacune de ces opérations est certifiée sur le livret, par la signature du secrétaire-trésorier.

Chaque versement ou chaque retrait est immédiatement inscrit sur le livret détail de la Caisse agricole de la Guyane à l'article spécial du déposant.

Les intérêts acquis sont réglés au 1er janvier de chaque année seulement. Ils viennent alors en accroissement du capital. Ils sont calculés intégralement du lendemain du jour du versement à la veille du jour du retrait des sommes déposées.

Lorsque les sommes déposées arrivent à excéder la limite du dépôt, avis en est donné par le secrétaire-trésorier au déposant qui est invité à faire le retrait de l'excédent.

Au cas où le retrait ne serait pas effectué, les sommes en excédent ne rapporteraient aucun intérêt.

Des carnets de chèques et des carnets de dépôts en compte-courant seront délivrés aux déposants.

La valeur de ces carnets ainsi que du livret devra être versée par le déposant entre les mains du secrétaire-trésorier, au moment de leur délivrance.

Art. 22. — Toutes les opérations consenties par la Caisse agricole de la Guyane, en vertu des dispositions des articles précédents et qui seront constatées par contrats sous seings privés seront établies suivant les modèles annexés au présent arrêté. A chaque contrat sera joint un état portant relèvement des versements obligatoires successifs, en capital et intérêts, jusqu'à parfait paiement. Les contrats seront revêtus de la signature du président du comité-directeur et du secrétaire-trésorier. Ces documents seront visés par le censeur.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 23. — Toutes réclamations contre la Caisse agricole de la Guyane ou contre ses agents seront adressées au censeur qui en avisera le comité-directeur. Elles seront ensuite transmises, avec la délibération qui les concerne et pour la solution, au Gouverneur en Conseil privé.

Art. 24. — Aucune opération ne pourra être engagée par la Caisse agricole de la Guyane, en dehors de celles déterminées par le présent arrêté.

Art. 25. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 6 juillet 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général,

THALY.

Annexe n° 1.

Caisse Agricole de la Guyane française

(Instituée par arrêté n° 537 du 6 juillet 1925)

CONTRAT DE VENTE

Entre les soussignés :

1° M Président du comité-directeur de la Caisse agricole, et M secrétaire trésorier de la dite caisse, agissant tous deux au nom et pour le compte du dit établissement, et, en outre, dûment autorisés aux fins des présentes par délibération du comité-directeur en date du

D'une part ;

2° M agriculteur, demeurant à

D'autre part ;

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

La Caisse agricole, représentée comme ci-dessus, vend à M qui accepte, le terrain ci-après désigné que M déclare parfaitement connaître.

Désignation.

Jouissance.

L'acquéreur jouira et disposera du terrain présentement vendu comme de chose lui appartenant en pleine propriété à compter de ce jour.

Propriété.

La Caisse agricole est propriétaire du terrain sus-désigné, pour l'avoir acquis de suivant acte passé le folio case enregistré le et transcrit au bureau des hypothèques de Cayenne, le au volume numéro

Charges. — Conditions. — Prix.

Indépendamment des charges et conditions ordinaires et de droit, la présente vente est faite moyennant le prix de que M. (1) s'engage à payer à la caisse agricole, dans un délai de ans, par versements échelonnés de six mois en six mois et conformément au tableau indicatif annexé au présent contrat, chaque versement comprenant la fraction déterminée pour l'amortissement du prix de vente et les intérêts calculés à 6 0/0 l'an de la somme restant à payer.

Si pour une cause quelconque, dûment constatée en cours de contrat, M. ne peut faire face aux échéances semestrielles, la Caisse agricole s'engage à lui rembourser les sommes qu'il aura versées comme acompte sur le prix de vente, déduction faite des sommes versées à titre d'intérêts, lesquelles resteront acquises à l établissement. M. s'engage, de son côté à passer revente du terrain, libre de toute inscription de privilège ou d'hypothèque, à la Caisse agricole au moment du remboursement dont il vient d'être parlé.

Titres.

L'acquéreur est autorisé à rechercher et à se faire délivrer à ses frais tous extraits ou expéditions de tous actes et documents concernant son acquisition.

Situation hypothécaire.

MM. ès-qualités, déclarent que l'immeuble vendu est libre de toute inscription de privilège ou d'hypothèques.

Fait en double orginal à Cayenne, le

---

(1) Au cas où le prix est payé comptant, porter les indications suivantes que MM..... agissant au nom de la Caisse agricole comme il est dit ci-dessus reconnaissent avoir reçu de M..... en bonnes espèces de monnaie et dont ils lui donnent quittance définitive et sans réserve.

Annexe n° 2

Caisse Agricole de la Guyane Française.

(Instituée par arrêté n° 537 du 6 juillet 1925.)

CONTRAT D'ÉCHANGE DE TERRAINS.

Entre les soussignés :

1° M. président du comité-directeur de la Caisse agricole, et M. secrétaire-trésorier de la dite Caisse agissant tous deux au nom et pour le compte du dit établissement et, en outre, dûment autorisés aux fins des présentes, par délibération du comité-directeur, en date du

D'une part ;

2° M. agriculteur, demeurant à

D'autre part ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La Caisse agricole, représentée comme ci-dessus, cède à titre d'échange, avec toutes les garanties de fait et de droit à M. qui accepte :

Désignation.

et en contre échange, M. cède, sous les mêmes garanties que celles sus-exprimées à la Caisse agricole représentée comme il est dit ci-dessus par MM. qui acceptent au nom dudit établissement.

Désignation.

ainsi que les terrains échangés de part et d'autre se poursuivent et comportent, sans exception, mais aussi sans aucune garantie de la mesure ci-devant exprimée dont le plus ou le moins sera au profit où à la perte de chaque échangiste, pour les biens par lui reçus en échange, quelque grande que soit la différence.

Etablissement de propriété.

Le terrain donné en échange par la Caisse agricole lui appartient par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de

suivant acte passé le enregistré le
folio case et transcrit au bureau des hypothèques de Cayenne le au volume numéro
Le terrain donné en échange par M. lui appartient au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de M.
suivant contrat passé le enregistré le
folio case et transcrit au bureau des hypothèques de Cayenne, le au volume numéro

Jouissance.

Les échangistes jouiront à compter de ce jour des biens à eux respectivement cédés.

Charges et conditions.

Le présent échange est fait sous les charges et conditions ordinaires qui régissent les échanges d'immeubles. Le présent échange est fait sans soulte.

Situation hypothécaire.

Les parties déclarent que les immeubles respectivement cédés sont libres de toute inscription de privilège ou d'hypothèque.

Déclaration.

Les parties déclarent pour la perception des droits d'enregistrement seulement, et sans que cela puisse tirer à conséquence entre elles : 1° que le terrain cédé en échange par la Caisse agricole est susceptible d'un revenu brut de par an ; 2° que le terrain donné en contre échange par M. est susceptible d'un revenu brut annuel de

Fait en double original à Cayenne, le

Annexe n° 3.

Caisse Agricole de la Guyane française.

(Instituée par arrêté n° 537 du 6 juillet 1925)

CONTRAT DE LOCATION AVEC FACULTÉ D'ACQUÉRIR.

Entre les soussignés :
1° M. Président du comité-directeur de la Caisse agricole, et M. Secrétaire-Trésorier de

ladite Caisse, agissant tous deux au nom et pour le compte dudit établissement, et, en outre, dûment autorisés aux fins des présentes par délibération du comité directeur en date du

D'une part ;

2° M. Agriculteur, demeurant à Cayenne.

D'autre part ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La Caisse agricole, représentée comme ci-dessus, loue à M. qui accepte, pour une période de deux, quatre ou six années, qui commenceront à courir à compter du le terrain ci-après désigné que M déclare parfaitement connaître.

Le locataire pourra demander la résiliation de la présente location moyennant un préavis de trois mois.

DÉSIGNATION.

CONDITIONS

La présente location est faite, sous les charges ordinaires et de droit, et en outre, sous les conditions suivantes que M. s'engage à exécuter :

1° De prendre le terrain loué dans l'état où il se trouve actuellement, sans garantie de la contenance sus-indiquée dont la différence en plus ou en moins fera profit ou perte au preneur qu'elle qu'en soit l'importance ;

2° De laisser aux experts désignés par la Caisse agricole, la faculté de pénétrer sur le terrain loué, à toute réquisition ;

3° M. ne pourra, sous aucun prétexte, céder son droit à la présente location ;

4° Il supportera les droits de timbre et d'enregistrement du présent contrat.

Obligations de cultiver.

Comme condition expresse des présentes et sans laquelle elles n'eussent pas eu lieu, il est arrêté ce qui suit :

M. devra commencer immédiatement à cultiver le terrain loué. Si, à l'expiration de la première année, aucun travail de mise en culture du terrain n'a été exécuté par le locataire, la location sera résiliée de plein droit et le

locataire devra vider les lieux, quinze jours après une simple lettre de mise en demeure adressée par le Secrétaire-Trésorier.

Loyers.

En outre, la présente location a lieu moyennant un prix annuel de payable par semestre au Secrétaire-Trésorier de la Caisse agricole, en bonnes espèces de monnaie ayant cours légal dans la colonie.

Le défaut de paiement d'un seul terme échu entraînera de plein droit la résiliation du contrat sans qu'il soit besoin d'aucune formalité judiciaire.

La présente location est renouvelable par tacite reconduction.

Faculté d'acquérir.

Par ces mêmes présentes, il est convenu entre les parties, que la Caisse agricole confère à M. la faculté de se rendre acquéreur du terrain désigné ci-dessus, moyennant le prix de que M. s'engage à payer à la Caisse agricole dans un délai de ans, par des versements échelonnés de six mois en six mois, jusqu'à parfait paiement.

Si pour une cause quelconque, dûment constatée, en cours de contrat, M. ne peut faire face aux échéances semestrielles et renonce de ce fait à la faculté d'acquérir qui lui est réservée par l'alinéa précédent, la Caisse agricole s'engage à lui rembourser les sommes qu'il aura déjà versées comme acompte sur le prix de vente.

Les versements faits en vue de l'acquisition du terrain seront tout à fait indépendants du prix de la location qui continuera aux conditions précédemment indiquées.

Il est formellement convenu que la propriété du terrain susdésigné restera à la Caisse agricole jusqu'à parfait paiement du prix par M. . Un contrat de vente régulier sera passé par les parties au moment du dernier versement.

Les droits et obligations des parties sont résumés dans le tableau annexé au présent contrat.

La Caisse agricole s'engage par les présentes à ne passer aucun autre contrat d'aucune sorte concernant le terrain en cause, tant que le présent acte demeure en vigueur, soit comme contrat de location, soit comme contrat comportant promesse de vente.

ait en double original à Cayenne, le

Exemple de bail de 5 ans. Valeur locative : 300 frs. par an.
Valeur de rachat : 5,000 francs.

DATES DE PAYEMENT.		INTÉRÊT locatif.	FACULTÉ DE RACHAT, sommes à verser compris l'intérêt locatif	ABANDON en cours de contrat de rachat. Remboursement par la Caisse agricole.
1re année	30 juin	150f	585f 00	435f
	31 décembre	150	586 95	885
2e année	30 juin	150	588 45	1 350
	31 décembre	150	584 50	1 825
3e année	30 juin	150	585 25	2 345
	31 décembre	150	585 55	2 820
4e année	30 juin	150	585 40	3 340
	31 décembre	150	584 80	3 875
5e année	30 juin	150	587 75	4 430
	31 décembre	150	587 10	5 000

Annexe n° 4.

Caisse Agricole de la Guyane française.

(Instituée par arrêté n° 537 du 6 juillet 1925.)

CONTRAT DE PRÊTS SUR PROPRIÉTÉS RURALES OU URBAINES.

Conformément aux statuts de la Caisse agricole de la Guyane,

Entre les soussignés :

1° M. président du comité-directeur de la Caisse agricole et M. secrétaire-trésorier de la

dite Caisse, agissant tous deux au nom et pour le compte dudit établissement, et, en outre, dûment autorisés aux fins des présentes par délibération du comité-directeur en date du

D'une part ;

2° Et M. demeurant à

D'autre part ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La Caisse agricole, représentée comme ci-dessus, prête à M. la somme de qu'il déclare avoir reçue en espèces ayant cours légal et vouloir affecter en totalité à

Cette somme rapportera, à dater du jour du contrat, un intérêt de 6 p. 0/0 l'an, que M. s'engage à payer semestriellement. Le remboursement du capital se fera dans un délai maximum de 7 années et par paiements semestriels dont le premier terme ne sera exigible que deux ans après la signature de l'acte.

Garantie.

En garantie de la somme prêtée, M. déclare consentir, en faveur de la Caisse agricole une inscription hypothécaire sur l'immeuble désigné ci-après et dont la valeur, à dire d'experts, est de

Cet immeuble est assuré à la compagnie pour la somme de et devra continuer à l'être sous peine de résiliation du contrat pendant toute la durée de l'emprunt.

L'inscription hypothécaire en question sera donnée en garantie à la Caisse agricole par acte authentique et public, dont le coût restera à la charge de l'emprunteur. Il en sera de même des frais de radiation de cette inscription.

Désignation de l'immeuble hypothéqué en faveur de la Caisse agricole.

L'immeuble en question est celui dont la désignation est faite dans l'acte ci-joint, passé le en l'étude de M. et son collègue, notaires à Cayenne, lequel acte a été enregistré le et transcrit au bureau des hypothèques de cette ville, au volume numéro

Charges et conditions.

Dans le cas où les intérêts calculés comme ci-dessus sur la somme prêtée ne seraient pas exactement versés à l'expiration de chaque semestre, la Caisse agricole aurait le droit, après un avertissement donné par lettre recommandée et resté sans résultat dans le délai d'un mois, de faire procéder à la saisie de l'immeuble et d'en poursuivre la vente dans les formes légales. Le produit de la vente sera affecté à la couvrir de la somme prêtée en capital et intérêts.

Le surplus du produit de la vente restera à la disposition de M.

Les frais d'enregistrement du présent acte sont à la charge de l'emprunteur.

Fait en double original à Cayenne, le et signé après lecture.

Annexe n° 3.

Caisse Agricole de la Guyane française.

(Instituée par arrêté n° 537 du 6 juillet 1925.)

CONTRAT DE PRÊTS SUR NANTISSEMENT OU SUR CAUTION.

Conformément aux statuts de la Caisse Agricole de la Guyane française,

Entre les soussignés :

1° M.

Président du Comité-Directeur de la Caisse Agricole et M.
Secrétaire-Trésorier de ladite Caisse agissant tous deux au nom et pour le compte dudit établissement, et, en outre, dûment autorisés aux fins des présentes par délibération du Comité-Directeur en date du

D'une part ;

2° et M.
demeurant à

D'autre part ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La Caisse Agricole, représentée comme ci-dessus, prête à M. la somme de qu'il déclare avoir reçue en espèces ayant cours légal, et vouloir affecter en totalité à

Cette somme rapportera à dater de ce jour, un intérêt de 6 0/0 l'an que M. s'engage à payer semestriellement, à partir de la date du présent contrat. Le remboursement du capital se fera dans un délai maximum de 7 années et par paiements semestriels dont le premier terme ne sera exigible que 2 ans après la signature du présent acte.

Garantie.

En garantie de la somme prêtée, M.

1° dépose à la Caisse Agricole en nantissement.

2° MM.

s'engagent à servir de caution solidaire à M. et se rendent responsables, avec lui, au regard de la Caisse agricole, des sommes qui pourraient être dues à celles-ci par M. en raison du prêt de qui lui est consenti par le présent acte, et cela aussi bien en principal qu'en intérêts.

Si les intérêts de la somme prêtée n'étaient pas régulièrement versés à la Caisse Agricole à la fin de chaque semestre, celle-ci, après un avertissement donné à M. et à sa caution, par lettre recommandée et resté sans résultat dans le délai d'un mois, la Caisse agricole exercerait conjointement et solidairement contre eux les poursuites légales en vue de se faire couvrir des sommes qui pourraient lui être dues en capital et intérêts.

Les frais d'enregistrement du présent sont à la charge de l'emprunteur.

Fait en double original à Cayenne, le

et signé après lecture.

Annexe n° 6.

Caisse Agricole de la Guyane française

(Instituée par l'arrêté n° 357 du 6 juillet 1925).

CONTRAT DE PRÊTS A MOYEN TERME SUR HYPOTHÈQUES

Conformément aux statuts de la Caisse agricole de la Guyane,

Entre les soussignés :

1° M

Président du comité-directeur de la Caisse agricole
et M

Secrétaire-Trésorier de ladite Caisse agissant tous deux au nom et pour le compte du dit établissement, et, en outre, dûment autorisés aux fins des présentes par délibération du comité-directeur en date du

D'une part ;

2° Et M

demeurant à

D'autre part ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La Caisse agricole, représentée comme ci-dessus, prête à M. la somme de qu'il déclare avoir reçue en espèces ayant cours légal et vouloir affecter en totalité à

Cette somme rapportera, à dater du jour du contrat, un intérêt de 6 0/0 l'an que M. s'engage à payer annuellement à dater du présent contrat. Le remboursement du capital se fera dans un délai maximum de 4 années et par paiements annuels dont le premier terme ne sera exigible qu'un an après la signature du présent contrat.

Garantie.

En garantie de la somme prêtée, M. déclare consentir, en faveur de la Caisse agricole une inscription hypothécaire sur l'immeuble désigné ci-après, et dont la valeur à titre d'experts est de

Cet immeuble est assuré à la Compagnie et devra continuer à l'être pendant toute la durée de l'emprunt.

L'inscription hypothécaire en question sera donnée en garantie à la Caisse agricole par acte authentique et public, dont le coût restera à la charge de l emprunteur. Il en sera de même des frais de radiation de cette inscription.

Désignation de l'immeuble hypothéqué en faveur de la Caisse agricole.

L'immeuble en question est celui dont la désignation est faite dans l'acte ci-joint, passé le en l'étude de Me et son collègue, notaires à Cayenne, lequel acte a été enregistré le et transcrit au bureau des hypothèques de cette ville au volume n°

Charges et conditions.

Dans le cas où les intérêts calculés comme ci-dessus et la somme prêtée, ne seraient pas exactement versés à l'expiration de chaque année la Caisse agricole aurait le droit après un avertissement donné par lettre recommandée et resté sans résultat dans le délai d'un mois, de faire procéder à la saisie de l'immeuble et d'en poursuivre la vente dans les formes légales. Le produit de la vente sera affecté à la couvrir de la somme prêtée et des intérêts dûs jusqu'à la fin de l'année suivante.

Le surplus du produit de la vente restera à la disposition de M.

Les frais d'enregistrement du présent acte sont à la charge de l'emprunteur.

Fait en double original à Cayenne, le
et signé après lecture.

Annexe n° 7.

Caisse Agricole de la Guyane française

(Instituée par arrêté n° 357 du 6 juillet 1925.)

CONTRAT DE PRÊTS A MOYEN TERME SUR CAUTION.

Conformément aux statuts de la Caisse Agricole de la Guyane.

Entre les soussignés :

1° M.

Président du Comité-Directeur de la Caisse Agricole
et M.

Secrétaire-Trésorier de ladite Caisse agissant tous deux au nom et pour le compte dudit établissement, et, en outre, dûment autorisés aux fins des présentes par délibération du Comité-Directeur en date du

D'une part:

2° et M.
demeurant à

D'autre part:

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

La Caisse Agricole représentée comme ci-dessus, prête à M.

la somme de
qu'il déclare avoir reçue en espèces ayant cours légal et vouloir affecter en totalité à

Cette somme rapportera, à dater de ce jour, un intérêt de 6 0/0 l'an que M. s'engage à payer annuellement, à partir de la date du présent contrat. Le remboursement du capital se fera dans un délai de quatre années et par paiements annuels dont le premier terme ne sera exigible qu'un an après la signature du présent acte.

Garantie

En garantie de la somme prêtée, MM.
s'engagent à servir de caution solidaire à M.
et se rendent responsables, avec lui, au regard de la Caisse agricole, des sommes qui pourraient être dues à celle-ci par M. en raison du prêt de
qui lui est consenti par le présent acte, et cela aussi bien en principal qu'en intérêts.

Si les intérêts de la somme prêtée n'étaient pas régulièrement versés à la Caisse agricole à la fin de chaque année, celle-ci, après un avertissement donné à M.
et à sa caution, par lettre recommandée et resté sans résultat dans le délai d'un mois, la Caisse agricole exercerait conjointement et solidairement contre eux les poursuites légales en vue de se faire couvrir des sommes qui pourraient lui être dues en capital et intérêts.

Les frais d'enregistrement du présent acte sont à la charge de l'emprunteur.

Fait en double original à Cayenne, le et signé après lecture.

Annexe n° 8.

Caisse Agricole de la Guyane française.

(Instituée par arrêté n° 357 du 6 juillet 1925.)

CONTRAT DE PRÊTS A COURT TERME SUR HYPOTHÈQUE.

Conformément aux statuts de la Caisse agricole de la Guyane,

Entre les soussignés :

1° M. président du comité-directeur de la Caisse agricole et M secrétaire-trésorier de ladite Caisse agissant tous deux au nom et pour le compte dudit établissement, et, en outre, dûment autorisés aux fins des présentes par délibération du comité-directeur en date du

D'une part ;

2° Et M. demeurant à

D'autre part ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La Caisse agricole, représentée comme ci-dessus prête à M. la somme de qu'il déclare avoir reçue en espèces ayant cours légal et vouloir affecter en totalité à

Cette somme rapportera à dater du jour du contrat un intérêt de 6 0/0 l'an que M. s'engage à payer à terme échu en même temps que le capital, c'est-à-dire après un an, à dater du présent acte.

Garantie.

En garantie de la somme prêtée, M. déclare consentir, en faveur de la Caisse agricole, une inscription hypothécaire sur l'immeuble désigné ci-dessous et dont la valeur, à dire d'experts, est de

Cet immeuble est assuré à la Compagnie pour la somme de et devra continuer à l'être pendant toute la durée de l'emprunt.

L'inscription hypothécaire en question sera donnée en garantie à la Caisse agricole par acte authentique et public dont le coût restera à la charge de l'emprunteur. Il en sera de même des frais de radiation de cette inscription.

Désignation de l'immeuble hypothéqué
en faveur de la Caisse agricole.

L'immeuble en question est celui dont la désignation est faite dans l'acte ci-joint, passé le en l'étude de Me et son collègue, notaires à Cayenne, lequel acte a été enregistré le et transcrit au bureau des hypothèques de cette ville au volume numéro

Charges et conditions.

Dans le cas où les intérêts calculés comme ci-dessus sur la somme prêtée, ne seraient pas exactement versés à l'expiration de chaque année, la Caisse agricole aurait le droit, après un avertissement donné par lettre recommandée et resté sans résultat dans le délai d'un mois, de faire procéder à la saisie de l'immeuble et d'en poursuivre la vente dans les formes légales. Le produit de la vente sera affecté à la couvrir de la somme prêtée et des intérêts dûs jusqu'à la fin de l'année suivante.

Le surplus du produit de la vente restera à la disposition de M.

Les frais d'enregistrement du présent acte sont à la charge de l'emprunteur.

Fait en double original à Cayenne, le et signé après lecture.

Anuexe n° 9.

Caisse Agricole de la Guyane Française

(instituée par arrêté n° 537 du 6 juillet 1925).

CONTRAT DE PRÊTS A COURT TERME SUR CAUTION.

Conformément aux statuts de la Caisse agricole de la Guyane française.

Entre les soussignés :

1° M.
président du comité-directeur de la Caisse agricole,

et M.
secrétaire-trésorier de la dite caisse, agissant tous deux au nom et pour le compte du dit établissement, et, en outre, dûment autorisés aux fins des présentes par délibération du comité-directeur en date du

D'une part ;

2° Et M.
demeurant à

D'autre part ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La Caisse agricole, représentée comme ci-dessus, prête à M. la somme de qu'il déclare avoir reçue en espèces ayant cours légal et vouloir affecter à

Cette somme rapportera intérêts à 6 o/o l'an, lesquels devront être payés à terme échu, en même temps que le capital, c'est-à-dire, après un an, à compter de la date du présent acte.

MM.
s'engagent à servir de caution solidaire à M.
et se rendent responsables, avec lui, au regard de la Caisse agricole, des sommes qui pourraient être dues à celle-ci par M.
en raison du prêt qui lui est consenti par le présent acte, et cela aussi bien en principal qu'en intérêts.

Si les intérêts de la somme prêtée n'étaient pas, comme celle-ci, versés à la Caisse agricole dans le délai d'une année après la date du prêt, cette caisse exercerait contre eux conjointement et solidairement les poursuites légales en vue de se faire couvrir des sommes qui lui seraient dues en principal et intérêts.

Les frais d'enregistrement du présent sont à la charge de l'emprunteur.

Fait en double original à Cayenne, le
et signé après lecture.

Annexe n° 10

Caisse Agricole de la Guyane Française

(Instituée par arrêté n° 537 du 6 juillet 1925)

CONTRAT DE PRÊTS A COURT TERME SUR BILLET A ORDRE

Conformément aux statuts de la Caisse agricole de la Guyane française ;

Entre les soussignés :

1° M président du comité-directeur de la Caisse agricole et M secrétaire-trésorier de ladite Caisse, agissant tous deux au nom et pour le compte dudit établissement, et, en outre, dûment autorisés aux fins des présentes par délibération du comité-directeur en date du

D'une part ;

2° Et M demeurant à

D'autre part ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La Caisse Agricole, représentée comme ci-dessus, prête à M la somme de qu'il déclare avoir reçue en espèces ayant cours légal et vouloir affecter à

Ce prêt est consenti sur escompte d'un billet à son ordre, déposé en garantie de la somme prêtée, lequel billet est avalisé par MM.

Le montant de ce billet sera remboursé à ladite Caisse à la date de son échéance et en même temps que les intérêts à 6 o/o l'an, lesquels sont dûs à partir de la date du présent contrat.

Dans le cas où la somme prêtée et les intérêts dûs ne seraient pas remboursés dans le délai imparti ci-dessus, il sera fait application contre M et les donneurs d'aval des dispositions du Code de commerce concernant les billets à ordre restés impayés à leur échéance.

Les frais d'enregistrement du présent acte restent à la charge de l'emprunteur.

Fait en double original à Cayenne, le
et signé après lecture

CAYENNE — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 7 *ter*.

JUILLET 1925.

DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE. — Application de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924. Versement des retenues rétroactives.

(Ministère des Finances. — Direction du Personnel et de la Comptabilité publique.)

Paris, le 3 juillet 1925.

LE MINISTRE DES FINANCES *à Monsieur le Ministre des Colonies.*

J'ai l'honneur de vous rappeler que l'article 10 de la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, permet aux fonctionnaires titulaires, sous réserve du versement rétroactif des retenues légales de faire entrer en compte pour la liquidation de leur pension les services auxiliaires, temporaires ou d'aide et de surnuméraire ou stagiaire, par eux accomplis à partir de l'âge de 18 ans dans différents établissements ou administrations de l'Etat.

Un décret du 2 septembre 1924 portant règlement d'administration publique a fixé en son article 17 les conditions d'application de l'article susvisé de la loi du 14 avril 1924. Les dispositions adoptées peuvent se résumer ainsi :

Dans le délai d'un an calculé à compter de la promulgation dudit règlement, les fonctionnaires en exercice au 17 avril 1924 ou titularisés entre cette date et celle du 10 sep-

tembre de la même année devront faire connaître expressément leur intention de bénéficier des avantages prévus par l'article 10 de la loi du 14 avril 1924. Le règlement d'administration publique fixant les conditions d'application de cette loi ayant été publié au *Journal officiel* du 10 septembre 1924, les demandes des intéressés devront donc être présentées avant le 10 septembre prochain au plus tard.

En ce qui concerne les agents titularisés à compter du 10 septembre 1924, le délai d'un an qui leur est imparti pour manifester leur intention court du jour de leur titularisation. Cette disposition trouvera surtout son application pour les titularisations qui interviendront dans l'avenir.

Les retenues que les dites demandes de validation rendent exigibles sont calculées sur la totalité des services d'auxiliaire, de temporaire, d'aide ou de surnuméraire ou stagiaire, que ceux-ci aient été continus ou discontinus. Cette dernière hypothèse visant exclusivement le cas des agents possédant des services d'auxiliaires interrompus par des services de titulaire, sans toutefois qu'il y ait discontinuité dans l'accomplissement de ces deux catégories de services. Elles seront comptées à raison de 5 0/0 pour la période antérieure au 17 avril 1924, de 6 0/0 à partir du 17 avril 1924, sur le traitement initial effectivement touché par le fonctionnaire lorsqu'il a été titularisé.

Le cas échéant, le décompte des retenues rétroactives est diminué du montant des retenues déjà subies et versées à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse en vue de la constitution d'une rente viagère.

Si le fonctionnaire est admis à faire valoir ses droits à la retraite avant que les retenues rétroactives par lui dues aient été versées, cette situation ne fait pas échec à la liquidation et à la concession de sa pension, sous la condition cependant que les retenues exigibles suivant le mode de libération choisi par l'agent aient été acquittées. Les retenues dont le montant reste à percevoir sont précomptées sur les premiers arrérages de la pension.

Des arrêtés soumis à mon contreseing, arrêtés qui ont déjà été pris ou doivent l'être, détermineront suivant les directives tracées par mon instruction du 12 octobre dernier article 10, à laquelle vous voudrez bien vous reporter, le cas échéant,

la nature et le point de départ des services admis à validation par l'application de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924.

Les règles relatives à la détermination des services susceptibles de validation étant ainsi arrêtées, j'appelle votre attention sur les dispositions qui, d'une manière générale, devront être suivies pour assurer, en exécution de l'article 10 de la loi précitée, la validation des services, ainsi que la liquidation du montant et l'encaissement des retenues rétroactives.

Tout d'abord, il convient de distinguer nettement les fonctionnaires titularisés avant la promulgation de la loi du 14 avril 1924 de ceux titularisés après cette date.

Pour les premiers, les dispositions de l'article 10 constituent une simple faculté dont ils auront à réclamer expressément le bénéfice, sans avoir la possibilité de limiter la validation à une partie seulement des services, aussi bien en ce qui concerne le stage ou le surnumérariat que les services auxiliaires, temporaires, ou d'aides, étant entendu toutefois que les périodes de stage ou de surnumérariat accomplies après la promulgation de la loi du 8 avril 1910 ont dû obligatoirement donner lieu, en vertu de l'article 85 de ladite loi au versement de retenues rétroactives de la part des fonctionnaires titularisés.

Pour les seconds, l'alinéa 2 de l'article 10 modifie le point de départ en le fixant à l'âge de 18 ans de la période du stage ou du surnumérariat susceptible d'être validée pour la retraite en conformité de l'article 85 de la loi du 8 avril 1910. La validation de ces services reste donc obligatoire pour les agents de cette catégorie alors que reste facultative, au contraire, celle des services qu'ils ont accomplis en qualité d'auxiliaire, de temporaire ou d'aide.

Les fonctionnaires et agents qui désirent se prévaloir du bénéfice de l'art. 10 de la loi du 14 avril 1924 doivent, dans la demande adressée à l'Administration dont ils dépendent ou dont ils dépendaient lorsqu'ils ont cessé leurs fonctions, indiquer, en outre, les conditions dans lesquelles ils entendent effectuer le versement des retenues rétroactives.

Si, les services dont la validation est demandée ont été accomplis dans une administration autre que celle dont dépend l'agent ou dont il dépendait avant de cesser ses fonctions, l'instruction de la demande et la suite à donner seront néanmoins assurées par cette dernière. Elle aurait donc à

demander au Département ministériel auquel a appartenu temporairement l'un de ses agents tous renseignements nécessaires tant sur le point de savoir si les services peuvent être validés ainsi que les traitements devant servir de base pour la perception des retenues.

Les retenues rétroactives afférentes au temps de service accompli en qualité d'auxiliaire, d'agent temporaire ou d'aide ainsi que celles à verser pour le temps passé dans les fonctions de surnuméraire ou de stagiaire par les fonctionnaires titularisés au jour de la promulgation de la loi pourront, soit faire l'objet d'un versement unique, soit de versements fractionnés, conformément aux dispositions du § 6 de l'art. 17 du décret du 2 septembre 1924. Si la période à laquelle elles s'appliquent est inférieure à deux ans, ces retenues pourront être versées en douze mensualités, la première échéant à l'expiration du troisième mois complet écoulé depuis la demande. Si ladite période est égale ou supérieure à deux ans, les retenues seront acquittées par des versements mensuels échelonnés sur autant de semestres que le temps de service à valider comprend d'années entières, sans que le délai accordé pour la libération totale de l'intéressé puisse dépasser cinq années. A toute époque, les intéressés pourront se libérer par anticipation et par conséquent modifier sur ce point leur demande de validation.

Dans un autre ordre d'idées, il est à remarquer que les fonctionnaires ne supportant plus la retenue « dite de premier douzième », le premier terme de la retenue « dite de stage » sera à l'avenir exigible dès expiration du premier mois qui suivra la titularisation au lieu du cinquième mois.

Afin de simplifier les opérations, les versements partiels seront arrondis au montant en francs immédiatement supérieur, le dernier de ces versements comprendra, il va sans dire, la solde de la dette totale.

L'échéance des termes mensuels étant fixée au dernier jour du mois, un ou plusieurs termes sont devenus le 30 juin dernier exigibles des intéressés qui ont présenté avant le 31 mars leur demande d'option.

En possession de la demande des bénéficiaires de l'art. 10 de la loi précitée, les Administrations procèderont à la liquidation des retenues légales exigibles, compte tenu, s'il y a lieu, de celles déjà subies en vue de la constitution d'une

rente viagère par la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse, et prendront les dispositions nécessaires pour en faire assurer le recouvrement, soit par fractions, soit en un seul terme, conformément au mode de libération choisi par l'intéressé.

Le recouvrement des retenues sera opéré dans des conditions différentes suivant que le fonctionnaire est encore en activité de service ou qu'il a cessé ses fonctions ; il sera assuré dans le premier cas par voie de précompte mensuel sur le traitement du fonctionnaire intéressé, dans le second cas, au moyen d'un titre de perception.

Précompte sur mandat.— Bien que ce précompte doive s'exercer suivant une marche sensiblement analogue à celle tracée en 1911 pour l'encaissement des retenues de stage perçues en exécution de l'art. 85 de la loi du 8 avril 1910, lors de la titularisation des agents tributaires de la loi du 9 juin 1855, il me paraît préférable d'indiquer dans leur ensemble les règles adoptées.

Afin de permettre à la Cour des Comptes d'exercer son contrôle et aux Trésoriers généraux de s'assurer que le recouvrement des produits de l'espèce s'effectue avec régularité, sans erreur, ni omission, lorsqu'un agent titulaire aura versé la première fraction de la retenue rétroactive ou passera d'un département dans un autre, ou reprendra, la série interrompue de ses versements, l'ordonnateur devra joindre à la première ordonnance ou au premier mandat de traitement sur lequel un prélèvement est opéré, un bulletin conforme au modèle n° 1 ci-joint, indiquant la situation dudit agent au point de vue de l'application de l'art. 10 de la loi du 14 avril 1924.

Les ordonnances et mandats de traitements sur lesquels des retenues seront précomptées, ou en cas d'ordonnancement collectif, les états d'émargement y annexés, mentionneront d'une façon très apparente le numéro d'ordre (1er acompte, 2^{e} acompte, etc..) et le montant de la fraction de retenue à recouvrer sur chaque fonctionnaire, retenue dont il sera tenu compte pour la détermination du montant net à payer.

Lorsque toutes les retenues exigibles auront été précomptées l'ordonnateur qui aura procédé au précompte du solde de ces retenues établira dans la forme du modèle n° 2 ci-joint,

un certificat de versement qui, après visa du comptable sur la caisse duquel a été ordonnancé le traitement, sera joint au dossier de l'agent pour justifier le versement intégral des retenues correspondant aux services dont la validation a été demandée.

Si, avant parfait paiement de retennes, l agent passait d'une administration dans une a t e, ou changeait de département, les dispositions utiles aient prises pour assurer l'exacte perception des termes n acquittés, dans ce but, il serait adressé à l'ordonnateur chargé d'assurer à l'avenir le mandatement du traitement, un certificat modèle n° 2 visé par le comptable chargé de la centralisation des mandats de paiement comportant le précompte des retenues. Ce certificat, annoté des opérations postérieures, serait, lors de la perception du solde ou en cas de nouvelle modification dans la situation du fonctionnaire, utilisé, comme il est dit ci-dessus, pour justifier la libération de l'intéressé.

Recouvrement par titre de perception. — Ce mode de recouvrement sera utilisé toutes les fois qu'il sera impossible de procéder par voie de précompte sur les émoluments, notamment à l'égard des fonctionnaires, en instance de pension et ayant cessé leurs fonctions, en congé, en non-activité ou en disponibilité, touchant un traitement réduit. Ces titres, qui mentionneront les nom, prénoms et domicile du redevable, et le décompte des sommes dues compte tenu, le cas échéant, des retenues déjà exercées, par voie de précompte sur un traitement me seront adressés sous le timbre de la Direction de la Comptabilité publique (Bureau des Trésoriers généraux) pour être transmis aux comptables aux fins de prise en charge.

Je vous signale dès maintenant que les versements à effectuer par les agents en service détaché aux colonies ou à l'étranger seront, suivant les règles en vigueur, à cet égard, centralisés par le Receveur Central des Finances de la Seine.

Une déclaration de versement global constatant l'encaissement des termes mis en recouvrement sur titre de perception sera adressée aux ordonnateurs par les comptables après recouvrement total des retenues exigibles.

Vous remarquerez que les deux modes de recouvrement indiqués ci-dessus peuvent être utilisés pour le même agent, lorsque par exemple, celui-ci aura cessé ses fonctions ou aura

été admis à faire valoir ses droits à la retraite avant parfait paiement des retenues.

Si l'agent cesse ses fonctions par suite de sa mise en congé, en disponibilité avec traitement ou en position de service détaché, le bulletin modèle 2 le concernant sera immédiatement établi, ainsi qu'un titre de perception et adressé pour recouvrement avec celui-ci dans les conditions indiquées plus haut. Pour les agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite, deux hypothèses doivent être envisagées.

a) Le fonctionnaire est maintenu en activité de service conformément aux dispositions de l'article 28 de la loi du 31 décembre 1920 jusqu'à la remise de son livret de pension. En raison du mode de recouvrement par voie de précompte sur les émoluments, le fonctionnaire admis à faire valoir ses droits à la retraite doit normalement avoir subi, chaque mois, la retenue des termes exigibles, il suffira donc d'exercer le précompte de ceux venant à échéance jusqu'à l'envoi du dossier de liquidation de la pension à la Direction de la Dette inscrite. A ce moment le bulletin modèle 2 sera arrêté et transmis dans les conditions indiquées précédemment ; la somme restant due dont le montant sera mentionné sur le bordereau de liquidation fera l'objet d'un titre de perception joint audit bordereau. Ce titre sera envoyé par les soins de la Direction de la Dette inscrite au Trésorier-payeur général chargé d'effectuer les précomptes sur les premiers arrérages de la pension.

Il va sans dire que le recouvrement du solde exigible, dont le montant est arrêté «ne varietur» devant être assuré par voie de précompte sur les arrérages de la pension, il ne sera plus, sauf en cas de décès avant entrée en jouissance de la pension, exercé de retenue sur le traitement du fonctionnaire.

b) Le fonctionnaire remet son service avant d'être en possession de son livret de pension. Lors de la cessation de ses fonctions, le fonctionnaire fera connaître la caisse à laquelle il entend effectuer aussi bien le versement des termes de retenue qui viendront à échéance entre l'époque de sa remise de service et celle de la liquidation de sa pension, que la perception des premiers arrérages de sa pension. Dans ce cas, l'ordonnateur arrêtera et transmettra, comme il a déjà été dit, le bulletin modèle 2, déterminera le montant des retenues non perçues et avisera le Trésorier-payeur général intéressé (ou le

Receveur Central des Finances s'il s'agit du Département de la Seine) du nombre et du montant des termes dont il devra assurer l'encaissement sans titre de perception.

Ultérieurement, lors de la liquidation de la pension, un titre de perception sera délivré et transmis dans les conditions indiquées ci-dessus à l'appui du bordereau de liquidation mais ce titre sera annoté des versements effectués par l'agent depuis la cessation de ses fonctions ; dans ce but, les Trésoriers généraux adresseront aux ordonnateurs, une déclaration des versements ainsi opérés ; le bordereau de liquidation ne mentionnera que le montant des retenues restant à précompter, montant qui, il va s'en dire, ne devra correspondre qu'à des termes non encore exigibles.

S'il advenait que le fonctionnaire ait effectué le versement intégral des retenues avant que la liquidation de sa pension puisse être opérée, le titre de perception serait par dérogation aux règles ci-dessus, transmis à mon Département sous le timbre du Bureau des Trésoriers généraux.

Je vous signale que si, pour une cause quelconque, il y avait, avant parfait paiement des retenues rétroactives, rupture du lien, rattachant l'agent titulaire à l'Administration, la somme due au Trésor redeviendrait immédiatement exigible pour la totalité ou pour le reliquat et le recouvrement pourrait en être poursuivi jusqu'à due concurrence sur les sommes restant dues aux fonctionnaires.

Si, au moment où se produit la rupture, le reliquat du traitement était insuffisant pour couvrir la dette de l'agent, il ne serait exercé aucune poursuite contre lui, ni contre ses représentants.

Toutefois, si l'agent rayé définitivement des cadres était ultérieurement réintégré dans le même emploi ou dans un emploi différent, le complément non versé des retenues auxquelles il était assujetti serait perçu intégralement au moment du paiement des premières mensualités.

En ce qui concerne les fonctionnaires ayant cessé temporairement leurs fonctions, soit pour remplir leurs obligations militaires, soit pour cause de maladie, il ne sera pas fait application des dispositions ci-dessus relatives à l'imputation intégrale du reliquat exigible des retenues sur le prorata de traitement acquis au moment de la cessation des services. Mais quand ces agents seront réintégrés dans leurs fonctions

ou dans des fonctions différentes le prélèvement sera repris par fractions à partir de l'échéance du premier traitement mensuel complet.

Enfin, faute par les intéressés d'effectuer aux époques fixées les versements qui leur seraient réclamés en vertu de titres de perception, les poursuites par toutes les voies de droit pourraient être exercées contre eux tant qu'ils n'auraient pas été définitivement rayés des cadres.

Il convient d'ailleurs de signaler que les services pour lesquels la retenue correspondante n'aura pas été intégralement versée ne seront pas considérés comme valides et, par suite, n'ouvriront aucun droit à pension.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur de la Comptabilité publique,

Signé : GUERIN.

Ministère.
Sous-secrétariat.

BULLETIN DE RENSEIGNEMENT.

MODÈLE N° 1.

Retenues rétroactives.

(Application de l'art. 10 de la loi du 14 avril 1924).

Nom de l'agent
Prénoms
Qualités
Traitement initial de fonctionnaire titulaire

			ans.	mois.	jours.
Durée des services à valider.	Du ... au ...				
	Du ... au ...				
	Du ... au ...				
	Total				
Montant total de la retenue.....					
A déduire : Retenues précédemment effectuées et versées à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse...					
Net à retenir.....					

Mode de versement (1) { Versement unique..... / Versement en (2) fractions. }
Montant de chaque terme ... Fr.

Nombre et montant total des acomptes déjà versés. { Dans le département d Fr. / *Idem.* / *Idem.* }
Total .. ....

Certifié exact :

Le (3)

(1) Biffer l'une des deux mentions.
(2) Indiquer le nombre de fractions.
(3) Désignation de l'ordonnateur et signature.

Ministère.
Sous-secrétariat.

CERTIFICAT DE VERSEMENT

MODÈLE N° 2.

Retenues rétroactives.

(Application de l'art. 10 de la loi du 14 avril 1924).

Nom de l'agent
Prénoms.
Qualités
Traitement initial de fonctionnaire titulaire

			ans.	mois.	jours.
Durée des services à valider.	Du	au ...			
	Du	au ...			
	Du	au ...			
		Total.....			

Montant total de la retenue.....
A déduire : Retenues précédemment effectuées et versées à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse.....
Net à retenir.....

Mode de versement. { Versement unique.....
(1) { Versement en (2) fractions.
Montant de chaque terme.... Fr.

Certifié exact :

Le (3)

(1) Biffer l'une des deux mentions.
(2) Indiquer le nombre de fractions.
(3) Désignation de l'ordonnateur et signature.

Décompte des encaissements.

(2) termes dans le département d Fr.
Arrêté à la somme de (en toutes lettres).
A , le 19 .
Le

(2) termes dans le département d Fr.
Arrêté à la somme de (en toutes lettres).
A , le 19 .
Le

(2) termes dans le département d Fr.
Arrêté à la somme de (en toutes lettres).
A , le 19 .
Le

Total des précomptes.....
Retenues non recouvrées.

CAYENNE — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 8.

AOUT 1925

SOMMAIRE.

Pages

N° 318. — Arrêté ministériel du 11 mars 1925 complétant celui du 27 février 1922 sur la protection des plantations de caféiers contre le scolyte du grain de café «Stephanoderes coffeae»..... 349

N° 319. — Arrêté ministériel du 19 mars 1925 portant règlement sur l'organisation des services médicaux et hospitaliers de l'Administration pénitentiaire coloniale.... 350

N° 320. — Circulaire ministérielle du 12 juin 1925.— Référé n° 3529 du 16 octobre 1924 au Ministre des finances. — Séries de prix concernant les fournitures..... 369

N° 321. — Dépêche ministérielle du 16 juin 1925 au sujet de l'envoi au Département des propositions de grâces générales..... 371

N° 322. — Décision du 7 août 1925. — Imputation aux communes rurales des frais de déplacement des médecins chargés d'effectuer des tournées médicales dans ces communes..... 371

N° 323. — Décision du 10 août 1925 fixant les heures de communication au public des registres du service des Mines..... 372

N° 324. — Arrêté du 13 août 1925 créant une chefferie du service médical à l'Hôpital-hospice civil de Cayenne.... 373

Pages

N° 325. — Arrêté du 13 août 1925 approuvant le compte de gestion de l'exercice 1924 de M. Salvador (Clovis), receveur du Bureau de bienfaisance de Sinnamary. 374

N° 326. — Arrêté du 13 août 1925 approuvant le compte de gestion de l'exercice 1924 de M. Selbonne (Gaston), receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Mana..... 375

N° 327. — Arrêté du 13 août 1925 approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1924 de M. Clément (Charles), receveur des Bureaux de bienfaisance des communes de Rémire et Macouria..... 376

N° 328. — Arrêté du 13 août 1925 approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1924 de M. Clément (Charles), receveur municipal des communes de Rémire, Matoury, Tonnégrande, Montsinéry, Macouria et Kaw. 376

N° 329. — Arrêté du 13 août 1925 approuvant le compte de gestion de l'exercice 1924, du 1er janvier 1924 au 18 décembre 1924, de M. Octaville (Raoul), receveur municipal de la commune de Montsinéry..... 377

N° 330. — Arrêté du 17 août 1925 promulguant le décret du 28 mai 1925 prohibant dans les colonies et pays de protectorat français, autres que la Tunisie et le Maroc, la sortie des jetont en bronze d'aluminium. — Rap. 378

Décret du 28 mai 1925 prohibant dans les colonies et pays de protectorat français, autres que la Tunisie et le Maroc, la sortie des jetons en bronze d'aluminium 379

N° 331. — Arrêté du 25 août 1925 promulguant : 1° la loi du 31 mai 1924 portant ratification de la Convention sur la liberté du transit ; 2° le décret du 16 mai 1925 portant promulgation de cette Convention..... 380

Loi du 31 mai 1924 portant ratification de la Convention sur la liberté du transit..... 381

Décret du 16 mai 1925 portant promulgation de cette Convention..... 382

N° 332. — Arrêté du 24 août 1925 rapportant celui du 4 juin 1924 ordonnant l'expulsion de la colonie de la nommée Noémie Abraham..... 393

N° 333. — Décision du 24 août 1925 nommant une Commission chargée d'estimer certains immeubles militaires de Cayenne désaffectés, en vue de leur aliénation au profit de la Colonie..... 395

N° 334. — Arrêté du 22 août 1923 promulguant à la Guyane française les decret du 19 mars 1925 modifiant les parités d'office des personnels des Eaux et Forêts ; des Phares, Sémaphores, Virgies ; des agents locaux des Postes. — Rapport..... 397

Décrets des 19 mars 1925 modifiant les parités d'office des personnels des eaux et forêts ; des phares, sémaphores, vigies ; des agents locaux des postes..... 398

Pages

N° 335. — Arrêté du 26 août 1925 portant promulgation à la Guyane française des articles 152 et 153 de la loi de finances du 13 juillet 1925..... 404

Loi du 13 juillet 1925 portant fixation du budget général de l'exercice 1925..... 404

N° 336. — Décision du 26 août 1925 chargeant M. Thaly (Gabriel), Secrétaire général, de l'expédition des affaires courantes et urgentes pendant l'absence du Gouverneur, du chef-lieu..... 407

N° 337. — Décision du 27 août 1925 nommant une Commission chargée du recolement des colis postaux provenant de Saint-Nazaire et arrivés sans documents par le vapeur «Biskra» du 24 août 1925.. 408

N° 338. — Arrêté du 31 août 1925 déterminant les sections de vote de la commune de Macouria pour le renouvellement du Conseil municipal de cette commune.. 409

N° 339. — Arrêté du 31 août 1925 convoquant les collèges électoraux des communes de Macouria et Matoury pour l'élection des Conseillers municipaux de ces communes..... 410

N° 340. — Décision du 31 août 1925 portant convocation du Conseil cantonal de la Guyane..... 413

N°s 341 à 366. — Nominations, mutations, congés, etc..... 413

N° 318 — *ARRÊTÉ MINISTÉRIEL complétant celui du 27 février 1922 sur la protection des plantations de caféiers contre le scolyte du grain de café « stephanoderes coffeae ».*

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 6 mai 1913 relatif à l'introduction des végétaux dans les colonies françaises ;

Vu l'arrêté du 27 février 1922 sur la protection des plantations de caféiers contre le scolyte du grain de café Stephanoderes Coffeae ;

Vu l'arrêté du 3 mai 1922 ajoutant le Congo belge à la liste des pays contaminés par le Stephanoderes Coffeae ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1922 rayant la colonie de la Réunion de la liste des pays contaminés par le Stephanoderes Coffeae;

Vu l'arrêté du 26 novembre 1924 ajoutant le Brésil à la liste des pays contaminés par le Stephanoderes Coffeae;

Vu l'avis émis par le comité consultatif des épiphyties,

ARRÊTE :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté du 27 février 1922 est complété comme il suit :

« Dans les colonies ne produisant pas de café, une dérogation à la présentation du certificat spécifié à l'article 2 de l'arrêté du 27 février 1922 pourra être prévue par décision ministérielle, sur la proposition du gouverneur général, du gouverneur ou du résident supérieur, pour les cafés en provenance directe des entrepôts de la métropole ou des pays non déclarés contaminés, à condition qu'ils soient destinés uniquement à la consommation locale.

« Dans toutes les autres colonies, cette dérogation ne peut être accordée que si elles justifient avoir établi, à l'entrée de leur territoire, une inspection technique des produits végétaux importés, complétée par les installations nécessaires, en vue de mesures de quarantaine ou de désinfection. »

Art. 2. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Fait à Paris, le 11 mars 1925.

DALADIER.

N° 319. — *ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant règlements sur l'organisation des services médicaux et hospitaliers de l'Administration pénitentiaire coloniale.*

(19 mars 1925.)

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu les décrets du 12 novembre 1874, 16 février 1878, 20 décembre 1892 et 7 février 1912, relatifs à la création et à l'organisation de l'Administration pénitentiaire coloniale ;

Vu le décret du 22 décembre 1904 et l'instruction ministérielle du 16 janvier 1905, sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, au compte du Département des colonies ;

Vu le règlement ministériel du 2 août 1912, sur le fonctionnement des services médicaux coloniaux, hospitaliers et régimentaires aux colonies ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 janvier 1918, modifiant les articles 7, 12, 14, 15 et 32 de la notice 10 annexée au règle-

ment du 2 août 1912, sur le fonctionnement des services hospitaliers pénitentiaires coloniaux ;

Sur la proposition du Médecin Inspecteur général, Inspecteur général du service de Santé ;

ARRÊTE :

Organisation des services médicaux et hospitaliers de l'Administration pénitentiaire coloniale.

TITRE Ier

Dispositions générales.

Article 1er. — Les formations sanitaires des services pénitentiaires coloniaux comprennent :

1° Des hôpitaux ;

2° Des infirmeries-ambulances ;

3° Des infirmeries de camps ;

4° Des dépôts de convalescents, infirmes, impotents et tuberculeux ;

5° Une léproserie ;

6° Un asile d'aliénés.

Art. 2. — Les services médicaux et hospitaliers de l'Administration pénitentiaire sont placés sous le contrôle et l'autorité du service de Santé de la colonie.

L'action disciplinaire à l'égard du personnel médical et le contrôle technique du Chef du Service de Santé s'exercent, en ce qui concerne les différentes formations sanitaires, comme il est prévu pour les services des Etablissements hospitaliers du service général par le règlement du 2 août 1912.

Le Chef du Service de Santé participe à l'organisation et à la direction générale des services médicaux et hospitaliers de l'Administration pénitentiaire dans les conditions indiquées par le présent arrêté.

Son action s'étend en outre à tout ce qui concerne l'hygiène, la prophylaxie des maladies épidémiques, etc., des pénitenciers, camps, corvées pénales, prisons, ateliers et toutes autres dépendances ou formations relevant du service pénitentiaire.

A cet effet, le Chef du Service de Santé a le droit permanent d'inspection sanitaire sur tout le territoire pénitentiaire.

Toutefois, le nombre des inspections effectuées par le Chef du Service de Santé, ne devra pas dépasser quatre par an, en ce qui concerne les pénitenciers du Maroni.

Les visites du Chef du Service de Santé peuvent avoir lieu sur demande motivée du Directeur de l'Administration pénitentiaire, adressée au Gouverneur.

Les frais résultant de ces déplacements seront supportés par le budget de l'Etat (Services pénitentiaires).

Chaque inspection du Chef du Service de Santé fera l'objet d'un rapport qui sera adressé au Gouverneur, accompagné des réponses et observations du Directeur de l'Administration pénitentiaire auquel il sera préalablement communiqué.

TITRE II

Hôpitaux pénitentiaires.

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales.

Art. 3. — Les hôpitaux pénitentiaires sont, en principe, destinés à assurer le traitement des malades et blessés appartenant aux différentes catégories pénales.

Toutefois ils reçoivent également du personnel libre.

Pour celui-ci les règles d'admission, d'alimentation et de traitement en vigueur dans les hôpitaux du service général sont également applicables aux hôpitaux pénitentiaires.

Un arrêté du Gouverneur de la Guyane fixe chaque année, à compter du 1er juillet et pour une période de douze mois, le tarif spécial de remboursement des journées cessionnaires des Etablissements hospitaliers entretenus sur les fonds du budget des services pénitentiaires.

Art. 4. — Chaque hôpital pénitentiaire est placé sous l'autorité directe du médecin du corps de santé colonial le plus ancien dans le grade le plus élevé en service sur le pénitencier dont l'hôpital relève.

Ce médecin prend le titre de médecin-chef de l'hôpital pénitentiaire.

Il est responsable envers le Directeur de l'Administration pénitentiaire et le Chef du service de santé de la bonne tenue de l'établissement et de l'exécution correcte du service.

CHAPITRE II. — Service de direction. Discipline générale.

Art. 5. — Les attributions et devoirs généraux du médecin-chef de chaque hôpital pénitentiaire sont ceux fixés pour les chefs d'établissement des formations hospitalières du service général par les articles 39, 40, 41, 42, 43 et 44 du règlement du 2 août 1912, exception faite pour celles de leurs dispositions qui sont comprises à la réglementation générale concernant l'organisation et le régime pénitentiaires.

En particulier, le médecin-chef ne peut prononcer directement aucune punition à l'égard du personnel appartenant aux différentes catégories pénales en service ou en traitement à l'hôpital.

Il signale au Commandant du pénitencier les infractions constatées soient par lui, soit par ses subordonnés, et les condamnés coupables sont traduits devant la commission disciplinaire conformément aux décrets du 4 septembre 1891 (Transportation), et 22 août 1887 (Relégation). Le médecin-chef est informé de la suite donnée à la demande de punition.

Il est rigoureusement interdit de mettre aux fers les condamnés hospitalisés.

En cas de fureur grave d'un condamné, il est fait usage, s'il y a lieu et suivant prescription du médecin, de la camisole de force.

Les officiers du Corps de Santé ont, à l'égard du personnel du Corps des surveillants militaires en service dans les hôpitaux pénitentiaires le droit de punir, dans les conditions fixées à l'égard du personnel militaire assimilé par le règlement sur le service intérieur des corps de troupe.

Pour les agents du corps militaire des surveillants des établissements pénitentiaires coloniaux, en service à quelque titre que ce soit dans un hôpital pénitentiaire, l'appréciation du médecin-chef devra figurer en même temps que celle de leurs chefs hiérarchiques au feuillet de notes des intéressés.

Art. 6. — Les hôpitaux pénitentiaires, en dehors des bâtiments réservés au personnel libre, constituent des établissements fermés; l'accès en est rigoureusement interdit à toute personne étrangère au service non munie d'une autorisation spéciale visée par le commandant du pénitencier et par le médecin-chef.

La consigne générale établie par le médecin-chef est soumise au Chef du service de santé qui la fait approuver par le Gouverneur par l'intermédiaire du Directeur de l'Administration pénitentiaire.

Les consignes locales concernant la sûreté et la police extérieure des hôpitaux pénitentiaires sont établies par le commandant du pénitencier, après avis du médecin-chef de l'établissement.

Les consignes relatives aux détails de police intérieure concernant les condamnés en traitement dans ces établissements sont établies par le médecin-chef et approuvées par le directeur de l'Administration pénitentiaire après avis du commandant de pénitencier.

CHAPITRE III. — Personnel d'exécution.

Art. 7.— Le personnel subordonné à l'autorité du médecin-chef comprend en principe :

1° Un ou plusieurs médecins en sous ordre,
2° Un pharmacien,
3° Un officier d'administration, (1)
4° Des surveillants militaires,
5° Des manipulateurs de pharmacie,
6° Des infirmières et lingères,
7° Du personnel pénal.

Art. 8.— Les attributions et devoirs des médecins traitants sont fixés pour les formations hospitalières de l'Administration pénitentiaire comme pour celles du service général par les articles 46 et 50 du règlement du 2 août 1912.

Le médecin résident sera désigné, s'il y a lieu, par le directeur de l'Administration pénitentiaire sur la proposition du médecin-chef.

Art. 9. — Le pharmacien dirige le service de la pharmacie dans les conditions déterminées pour les formations hospitalières du service général par l'article 52 du règlement du 2 août 1912.

---

(1) Cet emploi sera occupé jusqu'à nouvel ordre par un fonctionnaire de l'Administration pénitentiaire du grade de commis principal rédacteur au moins.

Il est responsable envers le médecin-chef de l'instruction des manipulateurs en pharmacie mis à sa disposition. Il les dirige et les surveille.

Art. 10. — Un officier d'administration du corps de santé colonial et à défaut un fonctionnaire de l'Administration pénitentiaire du grade de commis principal rédacteur au moins est chargé, sous l'autorité du médecin-chef, du service administratif de l'établissement.

Ses attributions et devoirs généraux sont tracés par l'article 53 (alinéa 1er) du règlement du 2 août 1912.

L'officier d'administration est pécuniairement responsable des fonds dont il a donné quittance.

Art. 11. — Le personnel des surveillants militaires attaché à chaque hôpital pénitentiaire comprend :

1° Un effectif pour le service général : police général, discipline des condamnés hospitalisés, surveillance des cuisines et des divers détails, pharmacie, vaguemestre, concierge, etc..

2° Un effectif chargé spécialement de la surveillance des infirmiers transportés et relégués affectés au service des salles pour les soins à donner aux malades et la distribution des aliments.

Ces derniers surveillants militaires prennent le titre de « surveillants infirmiers-majors. »

L'ensemble du personnel de surveillance attaché à un hôpital pénitentiaire est placé sous les ordres d'un agent du grade de surveillant-chef au moins. Cet agent prend le titre d'adjudant-major de l'hôpital pénitentiaire.

Art. 12. —Le surveillant principal ou surveillant-chef, adjudant-major de l'hôpital est l'auxiliaire immédiat du médecin-chef pour tout ce qui concerne le bon ordre, la discipline générale et le bon entretien de l'établissement.

Il assure la liaison entre le médecin-chef et le commandant du pénitencier dont relève la formation hospitalière.

Il reçoit la liste des surveillants militaires et condamnés de service ; il procède aux appels et contre-appels ; il commande et surveille les corvées ; il a la police générale des cours, promenoirs, salles de malades, locaux communs, etc.....

Il veille à l'exécution des consignes et reçoit les réclamations des malades.

Le surveillant principal ou surveillant-chef adjudant-major s'assure par des rondes de nuit que le personnel de garde est à son poste et exécute les consignes.

Il contrôle d'une façon toute spéciale le service du concierge.

Art. 13. — L'effectif des manipulateurs de pharmacie, des infirmières et lingères est prévu chaque année au budget.

Il est formellement interdit d'employer dans les hôpitaux pénitentiaires en sus de l'effectif budgétaire du personnel auxiliaire libre à titre temporaire, sans autorisation du ministre.

Les infirmières sont en principe affectées aux salles réservées aux femmes.

Toutefois le médecin-chef peut, suivant les nécessités du service, leur confier les différents emplois prévus par l'article 67 du règlement du 2 août 1912 pour dames-infirmières de la Croix rouge placées dans les hôpitaux du service général.

Mais, en aucun cas, les infirmières ne peuvent être employées dans les salles affectées au traitement des condamnés.

Art. 14.— Les infirmiers et autres transportés ou relégués affectés au service des hôpitaux sont choisis parmi les hommes offrant les garanties nécessaires.

Le médecin-chef provoque la réintégration au service général et le remplacement des condamnés inaptes à servir comme infirmiers.

Le nombre des infirmiers de salle est calculé à raison de un par douze malades.

Un effectif fixe de condamnés est en outre affecté aux divers détail, cuisine, pharmacie, lingerie, buanderie, amphithéâtre, etc.

Cet effectif est déterminé par le Directeur de l'Administration pénitentiaire sur la proposition du médecin-chef.

CHAPITRE IV.— RÈGLES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE POLICE.

Art. 15.— Les règles pratiquées dans les hôpitaux coloniaux du service général relativement à l'admission, au traitement, à la sortie et au décès des malades seront suivies par analogie dans les hôpitaux pénitentiaires, sauf pour celles qui seraient contraires aux prescriptions du présent arrêté ou aux règlements spéciaux de l'Administration pénitentiaire.

Sont applicables, dans les mêmes conditions, aux hôpitaux pénitentiaires les dispositions des articles 83 et 94 du règlement du 2 août 1912 suivie dans les formations hospitalières du service général et relatives aux visites, prescriptions, distributions et repas.

La consigne générale dont l'établissement est prévu par l'article 6 du présent arrêté comprendra des règles de service qui devront se rapprocher de celles énumérées aux articles 98 à 119 du règlement du 2 août 1912 autant que le permettront l'organisation générale de l'Administration pénitentiaire et la réglementation qui lui est propre.

CHAPITRE V.— BATIMENTS ET LOCAUX.

Art. 16.— La répartition et l'affectation des bâtiments et locaux des hôpitaux pénitentiaires sont déterminées par une commission composée ainsi :

Le commandant du pénitentier, *président*,

Le médecin-chef,

Le chef des travaux pénitentiaires ou son représentant,

L'officier d'administration, *secrétaire*.

L'assiette du casernement arrêtée par cette commission est soumise à l'approbation du Directeur de l'Administration pénitentiaire.

La commission de casernement se réunit, en principe, au début de chaque année ; elle peut être convoquée exceptionnellement en cours d'année si les événements imprévus paraissent nécessiter une revision de l'assiette du casernement.

La commission de casernement établit également pour être soumis à l'approbation du Directeur de l'Administration pénitentiaire le plan d'éclairage de l'hôpital.

Art. 17.— Les articles 158, 159, 160, 161 et 162 du règlement du 2 août 1912 sont applicables aux bâtiments et locaux des hôpitaux pénitentiaires.

Art. 18.— Le Directeur de l'Administration pénitentiaire détermine sur la proposition du médecin-chef et suivant l'état des locaux, le personnel logé dans les établissements hospitaliers du service pénitentiaire, ainsi que le nombre de pièces affectées aux diverses catégories de ce personnel.

Art. 19 — Le médecin-chef signale au Directeur de l'Administration pénitentiaire les réparations nécessitées par l'état des bâtiments et locaux.

Ces réparations sont exécutées dans les mêmes conditions que pour les autres constructions appartenant au service pénitentiaire.

Art. 20. — Le blanchiment des salles, corridors, etc., et la désinfection des locaux sont effectués à titre de mesure d'hygiène à la diligence du médecin-chef, qui demande à cet effet au Directeur de l'Administration pénitentiaire les corvées nécessaires.

CHAPITRE VI. — SERVICE DE L'ALIMENTATION.

Art. 21 — Les officiers, fonctionnaires et agents en service dans les hôpitaux pénitentiaires ne sont pas nourris par les soins de ces établissements.

Art. 22. — Les conditions du régime alimentaire appliqué aux différentes catégories du personnel libre sont déterminées comme pour les hôpitaux du service général par la notice n° 2 annexée au règlement du 2 août 1912.

Art. 23. — Le régime alimentaire des malades d'origine pénale se divise en régime ordinaire et régime à volonté.

Le premier est celui du tarif n° 1 ci-annexé; il est alloué suivant les prescriptions médicales en quart, demie, trois quarts ou portion entière d'aliments ordinaires dont les quotités sont réglées par ce tarif. La portion entière ne peut excéder la ration allouée aux condamnés en santé (soupe, bouillon, panade ou café compris).

Dans le régime à volonté, le choix du médecin-traitant peut porter sur tous les aliments (ordinaires ou légers) prévus aux tarifs n° 1 et n° 2 ci-annexés, sous la double réserve qu'il n'en sera jamais prescrit plus de trois par repas (potage, bouillon ou soupe compris) et que les denrées existeront en magasin ou seront d'une acquisition courante sur place.

Les prescriptions spéciales de lait ne sont pas limitées dans le régime alimentaire. Le lait est alloué aux quantités ordonnées par le médecin ; il est délivré seul lorsqu'il est prescrit en remplacement de la ration.

Art. 24. — L'alimentation des malades est assurée au moyen d'une masse dite d'alimentation, gérée par le médecin-chef de l'hôpital pénitentiaire.

Art. 25.— L'officier d'administration comptable perçoit au titre de la masse d'alimentation :

1° Mensuellement à terme échu ;

a) Le douzième de l'allocation fixe annuelle correspondant aux frais généraux inhérents au fonctionnement du service de l'alimentation dans l'établissement, tels que, acquisition et entretien des ustensiles de cuisine, du matériel de réfectoire, des ingrédients de propreté, fournitures de bureau, combustible, etc.

b) Une prime pour chaque journée de traitement de malade;

2° Eventuellement, des premières mises, compléments de premières mises, secours alloués en nature ou en argent par le ministre ou provenant de prélèvements opérés par décision du Gouverneur, prise sur la proposition du Directeur de l'Administration pénitentiaire, sur l'avoir des masses d'autres hôpitaux pénitentiaires.

Art. 26.— Le payement des allocations mensuelles a lieu par mandat émis directement au nom de l'officier d'administration comptable sur la production d'un état nominatif portant décompte des sommes acquises à l'établissement.

Art. 27.— L'état nominatif décompté est établi en double expédition en se conformant autant que possible au modèle n°15 annexé au règlement du 2 août 1912.

L'un des exemplaires sert à appuyer le mandat de l'ordonnateur ; le second est conservé dans les archives de l'hôpital.

Art. 28. — Le montant de l'allocation fixe annuelle et des primes journalières est fixé, chaque année, pour l'année suivante par le Gouverneur sur la proposition du Directeur de l'Administration pénitentiaire, après avis du médecin-chef intéressé, au moment de l'envoi du projet de budget au département.

Art. 29. — Aucune opération concernant la masse d'alimentation ne peut être faite sans l'ordre du médecin-chef.

Art. 30 — Au 31 décembre de chaque année, chaque médecin-chef dresse la situation de la masse d'alimentation. Les situations des divers établissements sont centralisées par le Directeur de l'Administration pénitentiaire et récapitulées dans une situation générale dont un exemplaire est adressé au département.

CHAPITRE VII. — Administration des Crédits.

Paragraphe I. — Dispositions générales.

Art. 31. — Le Directeur de l'Administration pénitentiaire établit, sur la propositton des médecins-chefs des hôpitaux pénitentiaires les prévisions de dépenses et les demandes de matériel du chapitre « Hôpitaux »; il surveille l'emploi des crédits et du matériel mis à sa disposition et en rend compte au département.

Les gestionnaires des magasins d'approvisionnement et les médecins-chefs des hôpitaux relèvent directement du Directeur de l'Administration pénitentiaire, ordonnateur secondaire, au point de vue de l'Administration et de la comptabilité du matériel et des crédits du chapitre « Hôpitaux ».

Les dépenses du service médical de l'Administration pénitentiaire sont acquittées, soit sur mandats directs de l'ordonnateur secondaire, soit sur mandats d'avances émis au nom des officiers gestionnaires, ou des officiers d'Administration comptables soit enfin sur les fonds de masses gérées par les médecins-chefs.

Paragraphe II. — Prévisions de dépenses.

Art. 32. — Les prévisions de dépenses du chapitre « Hôpitaux » du budget colonial sont groupées suivant les articles ci-après :

Article 1er. — Dépenses de traitement des malades dans les établissements hospitaliers de l'Administration pénitentiaire et dépenses des magasins d'approvisionnement.

Art. 2. — Frais d'hospitalisation des malades relevant de l'Administration pénitentiaire dans les divers autres établissements.

Paragraphe III. — Cessions remboursables.

Art. 33. — Les cessions de médicaments, objets de pansement, bains, etc.... aux personnels non hospitalisés et aux particuliers par les pharmacies de détail des hôpitaux pénitentiaires sont soumises aux règles prévues par l'article 217 du règlement du 2 août 1912 pour les établissements du service général.

Paragraphe IV. — Remboursement des frais de traitement.

Art. 34. — On distingue dans l'évaluation du prix de la journée d'hôpital :

1° — Le prix de revient d'après lequel est établi le projet du budget du chapitre « Hôpitaux ».

2° — Le prix de remboursement sur lequel sont décomptés les reversements à effectuer par ou pour les personnes autres que les militaires ou agents dont la solde est à la charge du budget colonial et sauf les exceptions spécifiées par l'article ci-après :

Les dépenses imputables au prix de revient de la journée de traitement dans les hôpitaux pénitentiaires sont obtenues de la façon suivante :

A) On totalise la part des dépenses nettes (c'est-à-dire déduction faite des recettes correspondantes) de l'article Ier du chapitre « Hôpitaux » du dernier excercice, afférentes aux traitements des malades soignés dans les hôpitaux pénitentiaires, à l'exclusion des dépenses analogues afférentes aux soins donnés dans les autres formations sanitaires de l'Administration pénitentiaire.

B) L'ensemble des dépenses qui précèdent est majoré de la valeur des inventaires estimatifs au Ier janvier de l'année (matériel en approvisionnement et matériel en service). Il est diminué de la valeur des inventaires estimatifs au 31 décembre (matériel en approvisionnement et matériel en service) ainsi que de la valeur du matériel délivré dans le cours de l'année aux formations sanitaires autres que les hôpitaux pénitentiaires.

Les inventaires dont il est question ci-dessus sont ceux qui doivent être établis en exécution du règlement sur la comptabilité matière ; toutefois l'inventaire du matériel en service devra être établi tous les ans au lieu de ne l'être que tous les 5 ans.

Pour obtenir les dépenses imputables au prix de remboursement de la journée, on ajoute aux dépenses imputables au prix de revient de la journée, les 8/10 de la totalité des dépenses faites au titre du chapitre « Personnel. — Traitement ». Article : « Personnel d'hôpitaux ».

En vue de permettre au Directeur de l'Administration pénitentiaire d'établir la valeur des dépenses dont il est question à l'alinéa (A) ci-dessus, le 4e bureau de la direction politique de l'Administration centrale lui adresse, dans le courant du

mois d'avril, les renseignements relatifs aux dépenses faites en France pour le compte du chapitre « Hôpitaux ».

Art. 35. — Le prix de revient de la journée (transporté ou relégué) est égal au quotient obtenu en divisant le total des dépenses afférentes au prix de revient défini ci-dessus par le total obtenu en additionnant les nombres de journées des différentes catégories multipliés par les coëfficients respectifs suivants :

Officiers et assimilés	4
Sous-officiers et assimilés	3
Soldats et assimilés	2
Enfants européens de 5 à 12 ans	1
Condamnés	1

Le prix de revient de la journée pour les autres catégories s'obtient, pour chaque catégorie, en multipliant le prix de revient moyen de la journée de condamné par les coëfficients correspondants tels qu'ils sont indiqués ci-dessus.

Art. 36. — Le prix de remboursement moyen de la journée (condamnés) est égal au quotient obtenu en divisant le total des dépenses afférentes au prix de remboursement défini à l'article 34 par le total obtenu en additionnant les nombres de journées des différentes catégories multipliés par les coefficients respectifs, tels qu'ils sont indiqués à l'article précédent.

Si ce prix de remboursement moyen est inférieur à 10 francs et supérieur à 5 francs, il constitue le prix de remboursement pour la catégorie envisagée (condamnés) ; s'il est inférieur à 5 francs, ce prix de remboursement doit être fixé à cette dernière somme ; s'il est supérieur à 10 francs, le prix de remboursement doit être fixé à 10 francs.

Les prix de remboursement des autres catégories s'obtiennent pour chaque catégorie, en multipliant le prix de remboursement de la journé de condamné par les coefficients correspondants, tels qu'ils sont indiqués à l'article précédent.

Le tarif de remboursement des journées d'hôpital, valable pour douze mois, est fixé par arrêté du Gouverneur de la Guyane, pris sur la proposition du Directeur de l'Administration pénitentiaire, pour compter du 1er juillet de chaque année.

Art. 37. — Sont applicables au remboursement par les particuliers des journées de traitement dans les hôpitaux péni-

tentiaires les dispositions de l'article 222 du règlement du 2 août 1912.

Art. 38. — Sont également applicables aux hôpitaux pénitentiaires les dispositions des trois premiers alinéas de l'article 224 du même règlement.

Paragraphe V. — Payement des dépenses du chapitre « Hôpitaux ».

Art. 39. — Les dépenses imputables « Hôpitaux » sont acquittées :

1° Soit à l'aide de mandats délivrés au profit des créanciers directs par l'ordonnateur secondaire ;

2° Soit par l'officier d'administration de chaque hôpital pénitentiaire, sur le montant des avances ordonnancées à son nom par l'ordonnateur secondaire.

Art. 40. — Sont payées sur mandats directs de l'ordonnateur :

1° Les dépenses concernant les fournitures ou travaux exécutés en vertu de marchés ou convention ;

2° Les dépenses concernant la fourniture de matières et objets donnant lieu à entrée dans la comptabilité-matières et d'une valeur supérieure à 30 francs ;

3° Les dépenses pour fournitures d'une valeur supérieure à 300 francs.

Art. 41. — Les dépenses autres que celles énumérées ci-dessus peuvent être acquittées suivant les dispositions prises à cet égard par le Directeur de l'Administration pénitentiaire sur les fonds d'avance mis à la disposition des officiers d'administration comptables.

Sont notamment dans ce cas, les menues dépenses d'exploitation et achats de petit outillage d'une valeur inférieure à 10 francs.

Art. 42. — Il est justifié des avances dans les formes et dans les délais prescrits par les règlements financiers.

Le bordereau appuyé des pièces justificatives est transmis, après vérification et visa de l'ordonnateur, au service du Trésor.

CHAPITRE VIII. — CONSTITUTION DES APPROVISIONNEMENTS DU CHAPITRE « HOPITAUX »

Art. 43 — En principe le matériel et les médicaments destinés à faire face aux besoins des hôpitaux pénitentiaires doivent être demandés en France.

Les achats sur place ne sont autorisés qu'en cas d'urgence, après avis du Chef du service de Santé de la Colonie.

Les denrées courantes de la ration alimentaire (pain, viande, vin, etc...) sont fournies en cession par le chapitre « Vivres » dont les demandes d'approvisionnement sont calculées en conséquence.

Les denrées ne pouvant être fournies en cession et destinées à former approvisionnement au compte du chapitre « Hôpitaux » sont demandées en principe dans la métropole. Il n'est fait exception à cette règle que pour des motifs d'absolue urgence.

Art. 44. — Les hôpitaux pénitentiaires jouissent d'un régime préférentiel pour les cessions faites par le compte de recette : « Produit de la main-d'œuvre pénale », notamment pour le lait frais, les œufs et les légumes verts.

Art. 45. — En principe les objets de consommation qui ne forment pas approvisionnement sont livrés directement aux établissements par les titulaires des marchés passés d'après les ordres du Directeur de l'Administration pénitentiaire, soit à la suite d'une adjudication publique, soit de gré à gré.

Les livraisons ont lieu au fur et à mesure des besoins, sur les demandes adressées par le médecin-chef aux titulaires des marchés.

Lorsque des denrées et des objets de consommation n'ont pas été l'objet de marchés, il peut en être fait achat sur place.

Art. 46. — Il est procédé à la passation et à l'exécution des marchés soit par adjudication publique, soit de gré à gré, conformément au règlement.

Art. 47. — Il peut être suppléé aux marchés écrits par des achats sur place. Ces achats faits autant que possible directement aux producteurs se distinguent en achats sur simple facture et en achats journaliers sans factures.

Les premiers s'appliquent aux objets qui doivent être livrés immédiatement quand la valeur de chacun de ces achats n'excède pas 3.000 francs.

Les seconds s'appliquent à des achats de peu d'importance de denrées alimentaires et de menus objets faits au jour le jour et payés comptant.

Ces achats sur place sont contrôlés au moyen des mercuriales et des déclarations fournies par les autorités civiles ou tous autres renseignements que le médecin-chef ou l'ordonnateur jugent à propos de se procurer.

CHAPITRE IX. — Comptabilité.

SECTION I. — Comptabilité en deniers.

Art. 48. — L'officier d'Administration comptable tient un registre journal des recettes et dépenses conforme au modèle n° 12 [1] coté et paraphé par le médecin-chef.

SECTION II. — Comptabilité des journées.

Art. 49. — Les mouvements des malades sont suivis dans chaque hôpital pénitentiaire sur le registre des entrées et sorties des malades conforme au modèle n° 14 [1]

Ce registre sert à établir :

1° Les feuilles nominatives (modèle n° 8) [1] destinées à permettre le versement au Trésor du montant des frais de traitement ;

2° L'état nominatif décompté (modèle n° 15) [1] présentant les droits de l'établissement aux allocations de la masse d'alimentation.

SECTION III. — Comptabilité des matières.

Paragraphe I. — Généralités.

Art. 50. — La comptabilité des matières est suivie et rendue conformément aux dispositions en vigueur sur la comptabilité des matières appartenant à l'État au compte du Département des Colonies (décret du 22 décembre 1904 et instruction ministérielle du 16 janvier 1905).

Paragraphe II. — Matériel en approvisionnement et matériel en service.

Art. 51. — Les magasins d'approvisionnement (pharmacie d'approvisionnement et magasins du matériel des hôpitaux) comportent seuls des comptables gestionnaires.

L'officier d'administration comptable de chaque hôpital est gestionnaire des matières et objets en approvisionnement

(1) Les divers modèles dont il s'agit sont ceux annexés au Règlement du 2 août 1912.

au compte du chapitre « Matériel des hôpitaux » et dépositaire comptable du matériel en service dans l'établissement.

Art. 52. — L'objet de tout achat qui n'est pas destiné à la consommation immédiate forme approvisionnement et doit entrer, en conséquence, dans les comptes matières.

Il en sort au moment soit de sa délivrance effective pour la consommation, soit de sa remise à un dépositaire comptable.

Exception est faite à ce principe en ce qui concerne les médicaments, objets de pansements, matières consommables de toute nature délivrées par la pharmacie d'approvisionnement, qui sortent des comptes matières dès leur délivrance par ces établissements.

Art. 53. — Aucun achat ne peut être effectué directement au titre du matériel en service.

Paragraphe III. — Matériel en consommation.

Art. 54. — Sont applicables aux hôpitaux pénitentiaires, les dispositions des articles 246 à 249 du règlement du 2 août 1912 concernant la comptabilité du matériel mis en consommation dans les hôpitaux ordinaires du service général.

TITRE II.

Infirmeries. — Ambulances.

Art. 55. — Les infirmeries-ambulances de l'Administration pénitentiaire sont destinées au traitement des condamnés atteints d'affections dont la gravité n'exige pas l'envoi à l'hôpital et qui cependant ne peuvent être soignés par le repos.

Le fonctionnement des infirmeries-ambulances de l'Administration pénitentiaire existantes ou à créer sera déterminé par arrêté du Gouverneur pris sur la proposition du Directeur de l'Administration pénitentiaire après avis du Chef du service de Santé.

TITRE III.

Infirmeries de camp. — Dépôts de convalescents, infirmes tuberculeux et impotents. — Léproseries.

Art. 56. — Le régime des infirmeries de camp, dépôts de convalescents, infirmes, etc... et de la léproserie de l'îlot Saint-Louis sera déterminé par décision du Directeur de l'Administration pénitentiaire, prise après avis du Chef du service de santé.

TITRE IV.

Asile d'aliénés.

Art. 57. — L'asile d'aliénés demeure installé provisoirement aux Iles-du-Salut.

Il est créé à l'hôpital de Saint-Laurent du Maroni un service de psychiatrie confié à un médecin du corps de santé colonial, spécialisé, bien au courant des expertises mentales, et comptant dans l'effectif normal.

TITRE V.

Service médical des pénitenciers.

Art. 58. — Les détails du service médical des pénitenciers (camp central) (camps annexes, détachements de travailleurs, etc...) sont réglés d'entente entre le Directeur de l'Administration pénitentiaire et le Chef du service de santé.

Le médecin-chef de chaque pénitencier a droit d'inspection sur toutes les parties du service qui intéressent le bien-être des malades et l'hygiène des établissements pénitentiaires. Afin d'assurer la rigoureuse observation des règles de l'hygiène, il doit visiter fréquemment les locaux aussi bien de l'hôpital que des camps. Dans ces visites il sera accompagné par un délégué du commandant à qui il devra communiquer ses observations en indiquant les mesures à prendre pour combler les desiderata constatés. Au besoin, il en fera l'objet d'un rapport écrit au commandant du pénitencier.

Toutes les fois que la présence d'un médecin est nécessaire, il accompagne ou fait accompagner le commandant du pénitencier dans ses tournées d'inspection du pénitencier ou des annexes. Les ordres de service devront indiquer les motifs nécessitant la présence du médecin.

Le médecin-major est consulté par l'Administration pénitentiaire sur toutes les questions touchant de près ou de loin à l'hygiène des établissements, du choix des chantiers, aux constructions, etc... ; il en réfère au Directeur ou au Chef du service de santé pour les questions présentant une certaine importance.

Il signale au commandant du pénitencier toutes les mesures d'hygiène qu'il croit nécessaires, le met journellement au courant de l'état sanitaire des pénitenciers et chantiers et lui signale les mesures à prendre pour prévenir ou combattre les épidémies.

Le commandant du pénitencier le tient, le plus souvent possible, au courant de la situation sanitaire des pénitenciers dépourvus de médecin.

Art. 59. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté, notamment la notice n° 10 annexée au Règlement du 2 août 1912 sur le fonctionnement des services médicaux coloniaux, hospitaliers et régimentaires aux colonies.

Paris, le 19 mars 1925.

Le Ministre des colonies,
Signé : DALADIER.

TARIF N° 1.

Aliments ordinaires à prescrire aux transportés et relégués hospitalisés.

NATURE DES DENRÉES.	PORTION PRESCRITE.	QUANTITÉ à porter en consommation par repas.
Pain	Portion.	0k375
	Trois quart de portion.	0 28125
	Demi portion.	1 18750
	Quart de portion.	0 09375
	Demi quart de portion.	0 046875
	Soupe.	0 09375
	Panade.	0 09375
	Café.	0 046875
Vin	Portion.	0l 25
	Trois quart de portion.	0 1875
	Demi portion.	0 125
	Quart de portion.	0 0625
Viande fraîche désossée	Portion.	0k090
	Trois quart de portion.	0 070
	Demi portion.	0 050
	Quart de portion.	0 030
Riz	Portion.	0 050
	Demi portion.	0 025
Lentilles	Portion.	0 125
	Demi portion.	0 125
Pois secs	Portion.	0 125
	Demi portion.	0 125
Haricots secs	Portion	0 125
	Demi portion.	0 125
Pommes de terre	Portion.	0 375
	Demi portion.	0 375
Légumes frais, choux, navets, carottes, etc	Portion.	0 375
	Demi portion.	0 375

TARIF N° 2.

Aliments légers à prescrire aux transportés et relégués hospitalisés.

NATURE DES DENRÉES.	PORTION PRESCRITE.	QUANTITÉ à porter en consommation par repas.
Amandes et fruits secs..	Portion.	0k100
Café.....	Portion.	0 020
Canard.....	Portion.	1/4
	Demi portion.	1/8
Chocolat.....	Portion.	0k030
Confitures.....	Portion.	0 100
Fromages.....	Portion.	0 100
Fruits verts.....	Portion.	2
	Demi portion.	1
Lait pour riz, soupe, café	Portion.	0l 25
Macaroni.....	Portion.	0k030
	Demi portion.	0 025
Œufs.....	(Suivant prescriptions)	
Poulet.....	Portion.	1/4
	Demi portion.	1/8
Pruneaux.....	Portion.	0k025
	Demi portion.	0 025
Raisin sec.....	Portion.	0 050
Sucre.....	Portion.	0 025
Tapioca.....	Portion.	0 030
Vermicelle.....	Portion.	0 050
	Demi portion.	0 030
Biscuits.....	Portion.	0 050

N° 320. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Référé n° 3529 du 16 octobre 1924 au Ministre des finances. — Séries de prix concernant les fournitures.*

(Ministère des colonies. — Direction du personnel et de la comptabilité.)

Paris, le 12 juin 1925.

n° 12.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies et Messieurs les Commissaires de la République au Togo et au Cameroun.*

Par référé n° 3529 adressé à M. le Ministre des finances le 16 octobre 1924, et sur lequel mon collègue vient d'appeler

mon attention, la Cour des Comptes a signalé l'opportunité qu'il y aurait à faciliter aux comptables du Trésor aux colonies le contrôle qu'ils doivent exercer non seulement sur la validité des quittances mais encore sur les liquidations administratives. Notamment, en cas de marché par adjudication ou de gré à gré, ils doivent vérifier si les prix facturés sont bien les prix convenus.

La Haute-Assemblée a fait remarquer que ce contrôle purement matériel ne doit nécessiter ni recherches compliquées, ni appréciations. Dès lors, quand une fourniture comporte de nombreux objets, surtout s'ils se présentent entre eux de grandes analogies, comme pour la quincaillerie, la pharmacie, les impressions, etc., il est très utile que les séries de prix mentionnent autant de numéros qu'elles visent d'articles avec prix unitaires différents et que ces numéros soient reproduits sur les factures.

Ce procédé est déjà fréquemment adopté pour les travaux commandés par l'administration des Ponts-et-Chaussées mais il y aurait un grand intérêt à l'étendre aux fournitures. Comme les nomenclatures actuelles n'exigent pas pareille indication, la Cour a exprimé le désir de voir fournir comme pièces justificatives des séries de prix et des factures ainsi complétées.

J'ai en conséquence l'honneur de vous prier de vouloir bien donner toutes instructions nécessaires aux services ordonnateurs pour qu'il soit désormais obligatoirement fourni aux comptables afin de faciliter leur contrôle en cas de marché par adjudication ou de gré à gré des séries de prix mentionnant autant de numéros que ces documents viseront d'articles avec prix unitaires différents, ces numéros étant reproduits obligatoirement sur les factures.

Je vous serai obligé de m'accuser réception de la présente communication.

Signé : André HESSE.

N° 321. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE au sujet de l'envoi au Département des propositions de grâces générales.*

(Ministère des Colonies. — Direction des affaires politiques : 4e bureau. — (Affaires judiciaires et Administration pénitentiaire.)

Paris, le 16 juin 1925 / 339.

LE MINISTRE DES COLONIES *à M. le Gouverneur de la Guyane*, Cayenne.

M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, vient de m'aviser que l'examen par la Chancellerie, des propositions de grâce formulées annuellement, à l'occasion du 14 juillet, en faveur des transportés en cours de peine ou libérés astreints à la résidence, nécessite un délai d'environ deux mois.

Afin de permettre à mon collègue de la Justice de faire établir, en temps voulu, les décrets de grâce, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien, à l'avenir faire parvenir, chaque année, au Département *pour le 30 avril au plus tard*, les propositions dont il s'agit.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente dépêche qui devra être publiée au *Journal officiel* de la colonie.

Pour le Ministre des colonies,

Pour le Conseiller d'État, Directeur des Affaires politiques :

Le Sous-Directeur,

Signé : FRANCESCHI.

N° 322. — *DÉCISION. — Imputation aux communes rurales des frais de déplacement des médecins chargés d'effectuer des tournées médicales dans ces communes.*

(7 août 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la décision n° 1317, en date du 17 décembre 1924, attribuant :

1° Une allocation annuelle de 2,400 francs pour tenir lieu de frais de déplacement au médecin chargé d'effectuer des

tournées médicales dans les communes de Kourou, Sinnamary, Approuague et Saint-Georges de l'Oyapoc ;

2° Une allocation de 2 francs par kilomètre et une indemnité de 1,800 francs par an au médecin chargé d'effectuer des tournées médicales à Montjoly, Rémire, Roura, Montsinéry et Tonnégrande ;

Considérant que ces tournées sont effectuées dans l'intérêt exclusif des habitants des communes intéressées ; qu'il est équitable, dans ces conditions, que les dépenses y relatives soient supportées par lesdites communes ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — Les allocations accordées par la décision n° 1317, en date du 17 décembre 1924, aux médecins chargés d'effectuer des tournées médicales dans les communes rurales, sont mises à la charge des budgets des communes intéressées.

Ces allocations seront réparties entre les budgets intéressés proportionnellement au nombre des habitants de chaque commune.

Art. 2. — Il n'est fait exception qu'en ce qui concerne l'indemnité représentative de frais de transport, calculée sur le pied de 2 francs par kilomètre, allouée au médecin chargé de la visite médicale de Montjoly, Rémire, qui sera entièrement imputée au budget communal de Rémire.

Art. 3. — Le budget local fera l'avance de toutes ces allocations, à charge de remboursement par les communes intéressées.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 7 août 1925.

C. J. CHANEL.

N° 323. — *DÉCISION fixant les heures de communication au public des registres du service des Mines.*

(10 août 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté n° 857 *bis* du 11 novembre 1916, portant réglementation de l'exploitation forestière à la Guyane française, notamment l'article 11 ;

Vu le décret du 16 octobre 1917, portant modification à la réglementation de l'exploitation minière à la Guyane française, notamment les articles 24 et 36 ;

Sur la proposition du Chef du service des Travaux publics et des Mines,

DÉCIDE :

Article 1er. — Les registres d'inscription des demandes de terrains forestiers et miniers seront communiqués au public, au bureau des Mines, tous les jours ouvrables :

Le matin : de dix heures et demie à onze heures et demie ;

Le soir : de quinze à seize heures.

Art. 2. — Exception est faite à cette règle pour les arpenteurs assermentés et les officiers ministériels qui pourront prendre communication des registres dont il s'agit les mêmes jours et pendant les heures d'ouverture des bureaux.

Art. 3. — Le Chef du service des Travaux publics et des Mines est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 10 août 1925.

C. J. CHANEL.

N° 324. — *ARRÊTÉ créant une chefferie du service médical à l'Hôpital-hospice civil de Cayenne.*

(13 août 1925)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 9 février 1923, portant règlement intérieur de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1924, modifiant le précédent ;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1925, créant le poste de Directeur de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Chef du service de Santé ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article Ier — Il est créé à l'Hôpital-hospice civil de Cayenne une chefferie du service médical.

Art. 2. — Le Médecin-chef aura pour attributions, les relations avec le Gouverneur et avec le Chef du service de Santé, pour toutes les questions d'ordre technique et médical concernant le fonctionnement de l'établissement, ainsi que le personnel technique y affecté.

Art. 3. — Il fera partie de droit de la commission de surveillance administrative de l'Hôpital-hospice civil.

Art. 4. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté.

Art. 5. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 13 août 1925.

C. J. CHANEL.

N° 325.— *ARRÊTÉ approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921 de* M. Salvador (Clovis), *receveur du Bureau de bienfaisance de Sinnamary.*

(13 août 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes ;

Vu l'arrêté n° 620 rendu en Conseil privé le 23 juillet 1925 sur le compte de gestion de l'exercice 1921, présenté par M. Salvador (Clovis), receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Sinnamary ;

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article Ier. — Est approuvé le compte de gestion de l'exercice 1921 présenté par M. Salvador (Clovis), receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Sinnamary, dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* de la colonie.

Cayenne, le 13 août 1925.

C. J. CHANEL.

N° 326.— *ARRÊTÉ approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921 de* M. Selbonne (Gaston), *receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Mana.*

(13 août 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes;

Vu l'arrêté n° 621 rendu en Conseil privé le 23 juillet 1925 sur le compte de gestion de l'exercice 1921 présenté par M. Selbonne (Gaston), receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Mana;

Sur le rapport du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article Ier. — Est approuvé le compte de gestion de l'exercice 1921, présenté par M. Selbonne (Gaston), receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Mana, dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* de la colonie.

Cayenne, le 13 août 1925.

C. J. CHANEL.

N° 327. — *ARRÊTÉ approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1921 de* M. Clément (Charles), *receveur des Bureaux de bienfaisance des communes de Rémire et de Macouria.*

(13 août 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;
Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité ;
Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes ;
Vu les arrêtés n° 618 et 619 rendus en conseil privé le 23 juillet 1925 sur les comptes de gestion de l'exercice 1921, du 23 décembre 1921 au 31 mars 1922, présentés par M. Clément (Charles), receveur des Bureaux de bienfaisance des communes de Rémire et de Macouria ;
Sur le rapport du Secrétaire général ;
Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Sont approuvés les comptes de gestion de l'exercice 1921 du 23 décembre 1921 au 31 mars 1922, présentés par M. Clément (Charles), receveur des Bureaux de bienfaisance de communes de Rémire et de Macouria, dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 13 août 1925.

C. J. CHANEL.

N° 328. — *ARRÊTÉ approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1921 de* M. Clément (Charles), *receveur municipal des communes de Rémire, Matoury, Tonnégrande, Montsinéry, Macouria et Kaw.*

(13 août 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes ;

Vu les arrêtés n°s 625, 624, 629, 623, 626 et 622 rendus en Conseil privé le 23 juillet 1925 sur les comptes de gestion de l'exercice 1921, du 23 décembre 1921 au 31 mars 1923, présentés par M. Clément (Charles), receveur municipal des communes de Rémire, Matoury, Tonnégrande, Montsinéry, Macouria et Kaw ;

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont approuvés les comptes de gestion de l'exercice 1921 présenté par M. Clément (Charles), receveur municipal des communes de Rémire, Matoury, Tonnégrande, Montsinéry, Macouria et Kaw, dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* de la colonie.

Cayenne, le 13 août 1925.

C. J. CHANEL.

N° 329 — *ARRÊTÉ approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, de* M. Octaville (Raoul), *receveur municipal de la commune de Montsinéry.*

(13 août 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes ;

Vu les injonctions contenues dans l'arrêté n° 377, pris en Conseil privé le 20 mai 1924, sur le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, présenté par M. Octaville (Raoul), receveur municipal de la commune de Montsinéry;

Vu le bordereau d'exécution des dites injonctions;

Sur le rapport du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE:

Article 1er. — Est approuvé le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, présenté par M. Octaville (Raoul), receveur municipal de la commune de Montsinéry, dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au « Journal officiel » de la colonie.

Cayenne, le 13 août 1925.

C. J. CHANEL.

N° 330. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 28 mai 1925 prohibant dans les colonies et pays de protectorat français, autres que la Tunisie et le Maroc, la sortie des jetons en bronze d'aluminium.*

(17 août 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 28 mai 1925, prohibant dans les colonies et pays de protectorat français, autres que la Tunisie et le Maroc, la sortie des jetons en bronze d'aluminium;

Vu la dépêche ministérielle n° 2600, du 8 juin 1925;

Sur la proposition du Secrétaire général, du Trésorier-payeur et du Chef du service des Douanes p. i.,

ARRÊTE:

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté dans sa forme et teneur, le décret du 28 mai 1925, prohibant dans les colonies et pays de protectorat

français autres que la Tunisie et le Maroc, la sortie des jetons en bronze d'aluminium.

Art. 2. — Le Secrétaire général, le Trésorier-payeur et le Chef du service des Douanes p. i. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 17 août 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT au Président de la République française,

Paris, le 28 mai 1925.

Monsieur le Président,

Le décret du 1er février 1921 a compris, parmi les marchandises dont la sortie des colonies reste prohibée, les monnaies d'or, d'argent, de cuivre et de billon.

D'autre part, un décret du 2 décembre 1921 a prohibé, en France, l'exportation des jetons frappés en bronze d'aluminium. Ces jetons ayant été mis en circulation dans nos colonies au cours du dernier semestre de l'année écoulée, il devient nécessaire d'étendre à nos établissements d'outre-mer la prohibition édictée dans la Métropole, afin d'empêcher l'évasion d'une monnaie divisionnaire dont le commerce local a le plus pressant besoin pour ses transactions.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre signature.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le Ministre des colonies,
André HESSE.

Le Ministre des finances,
J. CAILLAUX.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 sur les douanes ;

Vu le décret du 1er février 1921, ensemble les décrets des 9 juillet 1921 et 6 août 1922 qui ont fixé la liste des mar-

chandises dont la sortie des colonies françaises à destination de l'étranger reste prohibée ;

Vu le décret du 2 décembre 1921 qui a prohibé l'exportation de la Métropole des jetons frappés en bronze d'aluminium ;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Est prohibée dans les colonies françaises et les pays de protectorat français, autres que la Tunisie et le Maroc, la sortie des jetons frappés en bronze d'aluminium, lorsque l'envoi a pour destination des pays autres que la France, les colonies et pays de protectorat français.

Toutefois, des exceptions à cette disposition pourront être autorisées dans les conditions qui seront déterminées par le Ministre des colonies.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 mai 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies, ANDRÉ HESSE.

Le Ministre des finances, J. CAILLAUX.

N° 331. — *ARRÊTÉ promulguant ; 1° la loi du 31 mai 1924 portant ratification de la Convention sur la liberté du transit ; 2° le décret du 16 mai 1925 portant promulgation de cette Convention.*

(20 août 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, relative à la promulgation des lois et décrets aux Colonies ;

Vu la circulaire ministérielle du 19 juin 1925, n° 457, prescrivant la promulgation aux Colonies de la loi du 31 mai 1924 ratifiant la Convention de Barcelone sur la liberté du

transit et du décret du 16 mai 1925 portant promulgation de cette Convention :

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont promulgués à la Guyane française, pour y être exécutés en leur forme et teneur :

1° la loi du 31 mai 1924, portant ratification de la Convention de Barcelone sur la liberté du transit;

2° le décret du 16 mai 1925, portant promulgation de la dite Convention.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré, avec les textes promulgués, au *Bulletin officiel* et au *Journal officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 20 août 1925.

C. J. CHANEL.

LOI tendant à la ratification de la convention sur la liberté du transit, en date, à Barcelone du 20 avril 1921, signée par la France, l'Albanie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, la Bulgarie, le Chili, la Chine, le Danemark, l'Espagne, l'Esthonie, la Finlande, la Grande-Bretagne, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, la Grèce, le Guatémala, le Japon, l'Italie, la Lettonie, la Lithuanie, le Luxembourg, la Norvège, le Panama, les Pays-Bas, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie et l'Uruguay, ainsi que du statut annexé à ladite convention.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique.— Le Président de la République est autorisé à ratifier la convention sur la liberté du transit en date, à Barcelone, du 20 avril 1921, signée par la France, l'Albanie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, la Bulgarie, le Chili, la Chine, le Danemark, l'Espagne, l'Esthonie, la Finlande, la Grande-Bretagne, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, la Grèce, le Guatémala, le Japon, l'Italie, la Lettonie, la Lithuanie, le Luxembourg, La Norvège, le Panama, les Pays-Bas, la Perse,

la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'Etat serbe-croate-slovène, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie et l'Uruguay, ainsi que le statut annexé à ladite convention.

Une copie authentique de ces documents sera annexée à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 31 mai 1924.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République:

Le président du conseil, ministre des affaires étrangères,

R. POINCARÉ.

Le ministre de la guerre et des pensions,

MAGINOT.

Le ministre des travaux publics, des ports et de la marine marchande,

YVES LE TROCQUER.

Le ministre des colonies.

J. FABRY.

Le ministre des finances,

F. FRANÇOIS-MARSAL.

Le ministre de la marine,

BOKANOWSKI.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

LOUCHEUR.

Le ministre des régions libérées,

LOUIS MARIN.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur la proposition du Président du Conseil, Ministre de la guerre ;

Du Ministre des affaires étrangères ;
Du Ministre des finances ;
Du Ministre de la marine ;
Du Ministre des travaux publics ;
Du Ministre du commerce et de l'industrie ;
Du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la convention sur la liberté du transit en date à Barcelone du 20 avril 1921, signée par la France, l'Albanie, l'Au-

triche, la Belgique, la Bolivie, la Bulgarie, le Chili, la Chine, le Danemark, l'Espagne, l'Esthonie, la Finlande, la Grande-Bretagne, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, la Grèce, le Guatémala, le Japon, l'Italie, la Lettonie, la Lithuanie, le Luxembourg, la Norvège, le Panama, les Pays-Bas, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'Etat Serbe-Croate-Slovène, la Suède, la Suisse, la Tchéco-Slovaquie et l'Uruguay ensemble le statut annexé à cette convention et les ratifications de cette convention ayant été déposées à Genève le 19 septembre 1924, la dite convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION ET STATUT

SUR LA LIBERTÉ DU TRANSIT.

L'Albanie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica, Cuba, le Danemark, l'empire britannique (avec la Nouvelle-Zélande et les Indes), l'Espagne, l'Esthonie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatémala, Haïti, le Honduras, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lithuanie, le Luxembourg, la Norvège, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'Etat-Serbe-Croate-Slovène, la Suède, la Suisse, la Tchéco-Slovaquie, l'Uruguay et le Vénézuela :

Désireux d'assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit,

Considérant qu'en ces matières, c'est par le moyen de conventions générales, auxquelles d'autres puissances pourront adhérer ultérieurement, qu'ils seront le mieux à même de réaliser les intentions de l'article 23 *e* du pacte de la Société des nations,

Reconnaissant qu'il importe de proclamer et de régler le droit de libre transit comme un des meilleurs moyens de développer la coopération entre les Etats, sans préjudice de leurs droits de souveraineté ou d'autorité sur les voies affectées au transit,

Ayant accepté l'invitation de la Société des nations, de participer à une conférence réunie à Barcelone, le 10 mars, et ayant pris connaissance de l'acte final de cette conférence,

Soucieux de mettre en vigueur, dès à présent, les dispositions du statut applicable au transit par voie ferrée et par voie d'eau qui a été adopté,

Voulant conclure une convention à cet effet, les hautes parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le président du conseil suprême de l'Albanie : Mgr. Fan S. Noli, député au Parlement ;

Le président de la république d'Autriche : M. Henri Reinhardt, conseiller ministériel ;

S. M. le roi des Belges : M. Xavier Neujean, membre de la chambre des représentants, ministre des chemins de fer, de la marine, des postes et des télégraphes ;

Le président de la république de Bolivie : M. Trifon Meléan, consul général de la Bolivie en Espagne ;

Le président de la république des Etats-Unis du Brésil ;

S. M. le roi de Bulgarie : M. Lubin Bochkoff, ingénieur civil ; adjoint au directeur général des chemins de fer et des ports ;

Le président de la république du Chili : Senor Manuel Rivas Vicuna, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Le président de la république chinoise : M. Ouang Yong-Pao, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Le président de la république de Colombie ;

Le président de la république de Costa-Rica ;

Le président de la république de Cuba ;

S. M. le roi de Danemark et d'Islande : M. Peter Andrea-Holck-Colding, chef de bureau du ministère des travaux publics;

S. M. le roi d'Espagne : senor don Emilio Ortuno y Bert membre de la Chambre des députés, ancien ministre des travaux publics ;

Le président de la république esthonienne : M. Charles Robert Pusta, ministre plénipotentiaire ;

Le président de la république de Finlande : M. Rolf Thesleff, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Le président de la république française : M. Maurice Sibille, député, membre du comité consultatif des chemins de fer français ;

S. M. le roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, empereur des Indes : sir Hubert Llewellyn Smith, G. C. B.; conseiller économique du gouvernement, et pour le dominion, de la Nouvelle-Zélande : sir Hubert Llewellyn Smith, G. C. B.

Pour Inde : sir Louis James Kershaw, K. C. S. I, C. I. E. secrétaire du département des finances et de la statistique de l'office de l'Inde ;

S. M. le roi des Hellènes : M. Pierre Scassi, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. hellénique en Espagne ;

Le président de la république de Guatémala : M. le docteur Norberto Galvez, consul général de Guatémala à Barcelone ;

Le président de la république d'Haïti ;

Le président de la république de Honduras ;

S. M. le roi d'Italie : M. Paolo Bignami, ingénieur, député au parlement, ancien sous-secrétaire d'Etat ;

S. M. l'empereur du Japon : M. Matsuda, ministre plénipotentiaire, conseiller de l'ambassade du Japon à Paris ;

Le président de la république de Lettonie : M. Germain Albat, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ;

Le président de la république lithuanienne : M. V. Sidzikauskas, chargé d'affaires à Berne ;

S. A. R. la grande-duchesse de Luxembourg : M. Antoine Lefort, chargé d'affaires à Berne ;

S. M. le roi de Norvège : M. le docteur Fridtjor Nansen, professeur à l'université de Christiania ;

Le président de la république de Panama : M. le docteur Evenor Hazera, consul général de Panama pour l'Espagne, ancien sous-secrétaire d'Etat ;

Le président de la république du Paraguay ;

S. M. la reine des Pays-Bas : M. le Jonkheer van Panhuys, ministre plénipotentiaire ;

S. M. impériale le Shah de Perse : S. E. Mirza Hussein Kkan Alaï, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Perse en Espagne ;

Le président de la république polonaise : M. Joseph Wielovieyski ;

Le président de la république portugaise : M. Alfredo Freire d'Andrade, ancien ministre des affaires étrangères ;

S. M. le roi de Roumanie : M. E. Margaritesco Grecianu, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

S. M. le roi des Serbes, Croates et Slovènes : M. Ante Tresich-Pavichich, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Espagne et au Portugal ;

S. M. le roi de Suède: M. Fredrik V. Hansen, directeur général des forces hydrauliques et des canaux de l'Etat ;

Le président de la confédération suisse : M. Giuseppe Motta, conseiller fédéral, chef du département politique fédéral ;

Le président de la république tchéco-slovaque : M. le docteur Ottokar Lankas, conseiller ministériel et directeur du service des transorts au ministère des chemins de fer ;

Le président de la républiqne orientale de l'Uruguay : M. Benjamin Fernandez y Medina, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Espagne ;

Le président des Etats-Unis de Venezuela :

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1er. — Les hautes parties contractantes déclarent accepter le statut ci-annexé relatif à la liberté du transit, adopté par la conférence de Barcelone, le 14 avril 1921.

Ce statut sera considéré comme faisant partie intégrante de la présente convention. En conséquence, elles déclarent accepter les obligations et engagements dudit statut, conformément aux termes et suivant les conditions qui y figurent.

Art. 2. — La présente convention ne porte en rien atteinte aux droits et obligations qui résultent des dispositions du traité de paix, signé à Versailles le 28 juin 1919, ou des dispositions des autres traités analogues, en ce qui concerne les puissances signataires ou bénéficiaires de ces traités.

Art. 3. — La présente convention, dont les textes français et anglais font également foi, portera la date de ce jour et pourra être signée jusqu'au 1er décembre 1921.

Art. 4. — La présente convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au secrétaire général de la Société des nations, qui en notifiera la réception aux autres membres de la société, ainsi qu'aux Etats admis à signer la convention. Les instruments de ratification seront déposés aux archives du secrétariat.

Pour déférer aux prescriptions de l'article 18 du pacte de la Société des nations, le secrétaire général procédera à l'enregistrement de la présente convention, dès le dépôt de la première ratification.

Art. 5. — Les membres de la Société des nations qui n'auront pas signé la présente convention avant le 1er décembre 1921 pourront y adhérer.

Il en sera de même des Etats non membres de la Société auxquels le conseil de la Société aurait décidé de donner communication officielle de la présente convention.

L'adhésion sera notifiée au secrétaire général de la Société, qui informera toutes les puissances intéressées de l'adhésion et de la date à laquelle celle-ci a été notifiée.

Art. 6. — La présente convention n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée par cinq puissances. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception par le secrétaire général de la Société des nations de la cinquième ratification. Ultérieurement, la présente convention prendra effet, en ce qui concerne chacune des parties, quatre-vingt-dix jours après la réception de la ratification ou de la notification de l'adhésion.

Dès l'entrée en vigueur de la présente convention, le secrétaire général en adressera une copie conforme aux puissances non membres de la société, qui, en vertu des traités de paix, se sont engagées à y adhérer.

Art. 7. — Un recueil spécial sera tenu par le secrétaire général de la Société des nations, indiquant quelles parties ont signé ou ratifié la présente convention, y ont adhéré ou l'ont dénoncée. Ce recueil sera constamment ouvert aux membres de la société et publication en sera faite aussi souvent que possible, suivant les indications du conseil.

Art. 8. — Sous réserve des dispositions de l'article 2 de la présente convention, celle-ci peut-être dénoncée par l'une quelconque des parties, après l'expiration d'un délai de cinq ans, à partir de la date de son entrée en vigueur pour ladite partie. La dénonciation sera faite sous forme de notification écrite, adressée au secrétaire général de la Société des nations. Copie de cette notification, informant toutes les autres parties de la date à laquelle elle a été reçue, leur sera immédiatement transmise par le secrétaire général.

La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le secrétaire général et ne sera opérante qu'en ce qui concerne la puissance qui l'aura notifiée.

Art. 9. — La revision de la présente convention peut être demandée à toute époque par un tiers des hautes parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente convention.

Fait à Barcelone, le 20 avril 1921, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives de la Société des Nations.

Afrique du Sud, Albanie.
Signé : Fan S. Noli.

Argentine, Australie, Autriche.
Signé : Reinhardt.

Belgique.
Signé : Xavier Neujan.

Bolivie.
Signé : Trifon Melean.

Brésil, Bulgarie.
Signé : L. Bochkoff.

Canada, Chili.
Signé : Manuel Rivas Vicuna.

Chine.
Signé : Ouang Yong-Pao.

Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark.
Signé : A. Holck-Colding.

Empire britannique.
Signé : H. Llewellyn Smith.

(Sous réserve de la déclaration insérée au procès-verbal de la séance du 19 avril 1921, relative aux Dominions britanniques non représentés à la conférence de Barcelone.)

Nouvelle-Zélande.
Signé : H. Llewellyn Smith.

Inde.
Signé : Kershaw.

Espagne.
Signé : E. Ortuno.

Esthonie.
Signé : C. R. Pusta.

Finlande.
Signé : Rolf Thesleff.

France.
Signé : Maurice Sibille.

Grèce.
Signé : P. Scassi.

Guatémala.
Signé : L. Galvel S[illegible]
Haïti, Honduras, Italie.
Signé : Paolo Bignami.
Japon.
Signé : M. Matsuda.
Lettonie.

Signé : Germain Albat.
Lithuanie.
Signé : V. Sidzikauskac.
Luxembourg.
Signé : Lefort.
Nicaragua, Norvège.
Signé : Fridtjof Nansen.
Panama.
Signé : Evenor Hazera.
Paraguay, Pays-Bas.
Signé : Van Panhuys.
Pérou, Perse.
Signé : Hussein Khan Alaï.
Pologne.
Signé : Joseph Wielovieyski.
Portugal.
Signé : A. Freire d'Andrade.
Roumanie.
Signé : E. Margaritesco Grecianu.
Salvador, Etat serbe-croate-slovène.
Signé : Ante Tresich-Pavichich.
Siam, Suède.
Signé : Fredrik Hansen.
Suisse.
Signé : Motta.
Tchécoslovaquie.
Signé : Dr Lankas Otakar.
Uruguay.
Signé : B. Fernandez Y Medina.

STATUT SUR LA LIBERTÉ DU TRANSIT.

Article 1er. — Seront considérés comme en transit à travers les territoires placés sous la souveraineté où l'autorité de l'un quelconque des Etats contractants, les personnes, bagages, marchandises, ainsi que les navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transports, dont le trajet par lesdits territoires, accompli avec ou sans transbordement, avec ou sans mise en entrepôt, avec ou sans rupture de charge, avec ou sans changement de mode de transport, n'est que la fraction d'un trajet total, commencé et devant être terminé en dehors des frontières de l'Etat à travers le territoire duquel le transit s'effectue.

Les transports de cette nature seront désignés dans le présent statut sous le nom de « transports en transit ».

Art. 2. — Sous réserve des autres stipulations du présent statut, les mesures de réglementation et d'exécution prises par les Etats contractants, en ce qui concerne les transports effectués à travers les territoires placés sous leur souveraineté ou leur autorité, faciliteront le libre transit, par voie ferrée et par voie d'eau, sur les voies en service appropriées au transit international. Il ne sera fait aucune distinction, tirée soit de la nationalité des personnes, soit du pavillon des navires ou bateaux, soit des points d'origine, de provenance, d'entrée, de sortie ou de destination, soit de toute considération relative à la propriété des marchandises, des navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport.

En vue d'assurer l'application des dispositions du présent article, les Etats contractants autoriseront le transit à travers leurs eaux territoriales, conformément aux conditions et réserves d'usage.

Art. 3. — Les transports en transit ne seront soumis à aucuns droits ou taxes spéciaux à raison de leur transit (entrée et sortie comprises). Toutefois, pourront être perçus sur ces transports en transit des droits ou taxes exclusivement affectés à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration qu'imposerait ce transit. Le taux de tous droits ou taxes de cette nature devra correspondre, autant que possible, à la dépense qu'ils ont pour objet de couvrir, et lesdits droits ou taxes seront appliqués dans les conditions d'égalité définies à l'article précédent, sauf que, sur certaines voies, ces droits ou

taxes pourront être réduits ou même supprimés, à raison de différences dans le coût de la surveillance.

Art. 4. — Les Etats contractants s'engagent à appliquer aux transports en transit, sur les voies exploitées ou administrées par des services d'Etat ou concédés, quels que soient les points de départ ou de destination des transports, des tarifs équitables, tant par leur taux que par les conditions de leur application et compte tenu des conditions de trafic, ainsi que des considérations de la concurrence commerciale entre voies de transport. Ces tarifs devront être établis de façon à faciliter, autant que possible, le trafic international. Nulle rémunération, facilité ou restriction ne devra dépendre, directement ou indirectement, de la nationalité ou de la qualité du navire ou de tout autre instrument de transport qui aurait été ou devrait être employé pendant une partie quelconque du trajet total.

Art. 5. — Aucun des Etats contractants ne sera tenu, par le présent statut, d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur ses territoires sera prohibée ou des marchandises d'une catégorie dont l'importation est interdite, soit pour raison de santé ou de sécurité publique, soit comme précaution contre les maladies des animaux ou des végétaux.

Chaque Etat contractant aura le droit de prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que les personnes, bagages, marchandises et notamment les marchandises soumises à un monopole, les navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transports, sont réellement en transit, ainsi que pour s'assurer que les voyageurs en transit sont en mesure de terminer leur voyage et pour éviter que la sécurité des voies et moyens de communication soit compromise.

Rien, dans le présent statut, ne saurait affecter les mesures qu'un quelconque des Etats contractants est ou pourra être amené à prendre en vertu de conventions internationales générales auxquelles il est partie, ou qui pourraient être conclues ultérieurement, en particulier celles conclues sous les auspices de la Société des nations, relativement au transit, à l'exportation ou à l'importation d'une catégorie particulière de marchandises, telles que l'opium ou autres drogues nuisibles, les armes ou le produit de pêcheries, ou bien de conventions générales qui auraient pour objet de prévenir toute infraction aux droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, ou

qui auraient trait aux fausses marques, fausses indications d'origine ou autres méthodes de commerce déloyal.

Dans le cas où des services de traction monopolisés seraient établis sur les voies navigables utilisées pour le transit, l'organisation de ces services devra être telle qu'elle n'apporte pas d'entrave au transit des navires et bateaux.

Art. 6. — Le présent statut n'impose à aucun des Etats contractants une obligation nouvelle, du fait des présentes stipulations, d'accorder le libre transit aux ressortissants, ainsi qu'à leurs bagages, ou au pavillon d'un Etat non contractant, ni aux marchandises, voitures, wagons ou autres instruments de transport ayant pour Etat de provenance, d'entrée de sortie ou de destination, un Etat non contractant, sauf les cas où des motifs valables seraient invoqués en faveur d'un tel transit, par l'un quelconque des autres Etats contractants intéressés. Il est entendu, pour l'application du présent article, que les marchandises transitant sans transbordement, sous pavillon d'un des Etats contractants, bénéficient des avantages accordés à ce pavillon.

Art. 7. — Il pourra être exceptionnellement, et pour un terme aussi limité que possible, dérogé aux dispositions des articles précédents par des mesures particulières ou générales que chacun des Etats contractants serait obligé de prendre en cas d'évènements graves intéressant la sûreté de l'Etat ou les intérêts vitaux du pays, étant entendu que le principe de la liberté du transit doit être observé dans toute la mesure du possible.

Art. 8. — Le présent statut ne fixe pas les droits et les devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre. Néanmoins, il subsistera en temps de guerre dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs.

Art. 9. — Le présent statut n'impose à aucun des Etats contractants d'obligation qui irait à l'encontre de ses droits et devoirs en tant que membre de la Société des nations.

Art. 10. — Les traités, conventions ou accords conclus par [illegible] Etats contractants en matière de transit, avant la date du [illegible] mai 1921, ne sont pas abrogés par suite de la mise en vigueur du présent statut.

En raison de cette non-abrogation, les Etats contractants s'engagent, soit à l'expiration de ces accords, soit dès que les circonstances le rendront possible, à apporter à ceux de ces

accords ainsi maintenus, qui contreviendraient aux dispositions du présent statut, toutes modifications destinées à les mettre en harmonie avec elles, que permettraient les conditions géographiques, économiques ou techniques des pays ou régions qui sont l'objet de ces accords.

Les Etats contractants s'engagent, en outre, à ne pas conclure, à l'avenir, des traités, conventions ou accords qui seraient contraires aux dispositions du présent statut et qui ne seraient pas justifiés par des raisons géographiques, économiques ou techniques, motivant des dérogations exceptionnelles.

Les Etats contractants pourront, par ailleurs, conclure des ententes régionales relatives au transit, en conformité avec les principes du présent statut.

Art. 11. — Le présent statut ne comporte aucunement le retrait de facilités plus grandes que celles résultant de ces dispositions et qui auraient été accordées dans des conditions compatibles avec ces principes, aux transports en transit sur le territoire placé sous la souveraineté ou sous l'autorité de l'un quelconque des Etats contractants. Il ne comporte pas davantage l'interdiction d'en accorder à l'avenir de semblables.

Art. 12. — Conformément à l'article 23 *e* du pacte de la Société des Nations, tout Etat contractant qui pourra invoquer valablement contre l'application de l'une quelconque des dispositions du présent statut, sur tout ou partie de son territoire, une situation économique grave, résultant de dévastations commises sur son sol pendant la guerre de 1914-1918, sera considéré comme dispensé temporairement des obligations résultant de l'application de ladite disposition, étant entendu que le principe de la liberté du transit doit être observé dans toute la mesure possible.

Art. 13. — A défaut d'entente directe entre les Etats, tous différends qui surgiraient entre eux, relativement à l'interprétation ou à l'application du présent statut, seront portés devant la cour permanente de justice internationale, à moins que par application d'une convention spéciale ou d'une clause générale d'arbitrage, il ne soit procédé à un règlement du différend, soit par arbitrage, soit de toute autre manière.

Le recours sera formé ainsi qu'il est prévu à l'article 40 du statut de la cour permanente de justice internationale.

Toutefois, afin de régler autant que possible ces différends à l'amiable, les Etats contractants s'engagent, préalablement à toute instance judiciaire et sous réserve des droits et attributions du conseil et de l'assemblée, à soumettre ces différends pour avis consultatif à l'organe qui se trouverait institué par la Société des nations comme organe consultatif et technique des membres de la société, en ce qui concerne les communications et le transit. En cas d'urgence, un avis provisoire pourra recommander toutes mesures provisionnelles destinées notamment à rendre au libre transit les facultés dont il jouissait avant l'acte ou le fait ayant donné lieu au différend.

Art. 14. — Étant donné qu'il existe à l'intérieur ou sur les frontières mêmes des territoires de certains États contractants des zones ou enclaves d'une étendue et d'une population très faible par rapport à celle desdits territoires et qui forment des parties détachées de ceux-ci, ou des établissements appartenant à d'autres États métropoles et que d'autre part, il est impossible, pour des raisons administratives, d'appliquer les dispositions du présent statut auxdites zones ou enclaves, il est convenu que ces dispositions ne s'y appliqueront pas.

Il en sera de même lorsqu'une colonie ou dépendance possède une frontière particulièrement longue par rapport à sa superficie, qui rend, en fait, impossible la surveillance de la douane et de la police.

Toutefois, les États intéressés appliqueront, dans les cas visés ci-dessus, un régime qui, dans la mesure du possible, respectera les principes du présent statut et qui facilitera le transit et les communications.

Art. 15. — Il est entendu que ce statut ne doit pas être interprété comme réglant en quoi que ce soit les droits et obligations *interse* de territoires faisant partie ou placés sous la protection d'un même État souverain, que ces territoires, pris individuellement, soient ou non membres de la Société des nations.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la guerre, le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances, le ministre de la marine, le ministre des travaux publics, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre des colonies

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 16 mai 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République:

Le président du conseil, ministre de la guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

Le ministre des affaires étrangères,
ARISTIDE BRIAND.

Le ministre des finances,
J. CAILLAUX.

Le ministre de la marine,
EMILE BOREL.

Le ministre des travaux publics,
PIERRE LAVAL.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
CHAUMET.

Le ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

N° 332. — *ARRÊTÉ rapportant celui du 4 juin 1924 ordonnant l'expulsion de la colonie de la nommée* Noémie Abraham.

(21 août 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la loi du 29 mai 1874, portant application aux colonies des lois des 3 décembre 1849 et 29 juin 1867 sur la naturalisation et le séjour des étrangers ;

Vu l'arrêté n° 545, en date du 4 juin 1924, ordonnant l'expulsion de la colonie de la nommée Noémie Abraham ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est rapporté l'arrêté n° 545, en date du 4 juin 1924, en ce qui concerne l'expulsion de la Guyane française de la nommée Noémie Abraham qui est autorisée à résider sur le territoire de la colonie.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 21 août 1925.

C. J. CHANEL

N° 333. — *DÉCISION nommant une commission chargée d'estimer certains immeubles militaires de Cayenne désaffectées, en vue de leur aliénation au profit de la colonie.*

(21 août 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la dépêche ministérielle du 27 mai 1925 n° 519-1 ;

2

Sur la proposition du Secrétaire général du gouvernement,

DÉCIDE :

Article Ier. — Une commission composée de :

MM. le Chef du service de l'Enregistrement et des Domaines, *Président ;*

le Chef du service des Travaux publics ;

le Directeur d'Artillerie de la Martinique ;

Thénene (Clermont), faisant fonctions de Contrôleur des Contributions directes,

est chargée d'estimer la valeur vénale des terrains et bâtiments militaires désaffectés de Cayenne à aliéner au profit de la colonie.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 21 août 1925.

C. J. CHANEL.

N° 334. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française le décret du 19 mars 1925 modifiant les parités d'office des personnels des Eaux et Forêts ; des Phares, Sémaphores, Vigies ; des agents locaux des Postes.*

(22 août 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu les décrets du 19 mars 1925, portant modification des parités d'office des personnels des Eaux et Forêts ; des Phares, Sémaphores, Vigies ; des agents locaux des Postes,

Arrête :

Article 1er. — Sont promulgués à la Guyane française les décrets susvisés du 19 mars 1925, modifiant les parités d'office des personnels des Eaux et Forêts ; des Phares, Sémaphores, Vigies ; des agents locaux des Postes en service aux colonies dont les emplois conduisent à pension de l'État.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec les textes promulgués, enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 22 août 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT au Président de la République française.

Paris, le 19 mars 1925.

Monsieur le Président,

Deux décrets du 13 mars 1920, rendus sur la proposition du ministre de l'agriculture, ont modifié, pour compter du 1er juillet 1919, les traitements du personnel appartenant au service des eaux et forêts de la métropole.

Or, en vertu de l'article 22 du décret du 9 novembre 1853, portant règlement d'administration publique pour l'exécution

de la loi du 9 juin précédent sur les pensions civiles, les émoluments assujettis à retenue du personnel colonial dont les emplois sont assimilés aux emplois correspondants du service métropolitain doivent être égaux à ceux attribués à ces derniers emplois.

J'ai, en conséquence, l'honneur, d'accord avec M. le ministre des finances, de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint, qui a pour objet de modifier dans le sens indiqué, les traitements de parité des fonctionnaires et agents des eaux et forêts des colonies, dont les emplois conduisent à pension de l'État.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

DALADIER.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles, ensemble le décret du 9 novembre 1853 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi ;

Vu le décret du 13 juillet 1880 concernant les pensions de retraite des fonctionnaires et agents coloniaux ayant une parité d'office avec les services métropolitains ;

Vu les décrets du 13 mars 1920 relatifs aux relèvements des traitements du personnel des eaux et forêts dans la métropole ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les traitements de parité d'office servant de base à la liquidation des pensions du service du personnel des eaux et forêts aux colonies, dont les emplois conduisent à pension de l'État, sont modifiés comme suit, à compter du 1er juillet 1919 :

GRADE DANS LE CORPS COLONIAL	PARITÉ D'OFFICE dans le cadre métropolitain.	TRAITEMENTS de parité.
		francs.
Sous-Inspecteur.	Inspecteur adjoint de 4e classe.	8.000
Garde général, 1er échelon. .	Garde général de 1re classe. . .	7.000
Garde général, 2e échelon .	Garde général de 2e classe. . .	6.500
Garde général, 3e échelon. .	Garde général stagiaire.	6.000
Garde général adjoint, 1er échelon	Brigadier du service actif de 4e classe.	5.500
Garde général adjoint, 2e échelon.	Garde du service actif de 2e classe.	5.000
Brigadier de 1re classe.	Garde du service actif de 3e classe.	4.700
Brigadier de 2e classe. . . .	Garde du service actif de 5e classe.	4.400
Garde de 1re classe.	Garde du service actif de 6e classe.	3.800
Garde de 2e classe.	Garde du service actif de 6e classe.	3.800
Garde de 3e classe.	Garde du service actif de 6e classe.	3.800
Garde de 4e classe.	Garde du service actif de 6e classe.	3.800
Commis et commis expéditionnaire	Garde du service actif de 6e classe.	3.800

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 mars 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

DALADIER.

RAPPORT au Président de la République française,

Paris, le 19 mars 1925.

Monsieur le Président,

Le décret du 12 janvier 1921 a modifié les traitements de parité du personnel des ports et rades aux colonies en mettant ces émoluments en harmonie avec les soldes métropolitaines attribuées aux agents du même ordre, en service en France, par le décret du 8 mars 1920.

Le projet de décret ci-joint a pour objet d'étendre la mesure aux agents des phares, sémaphores, vigies et feux des colonies dont les emplois conduisent à pension de l'Etat. Il fait application aux intéressés des tarifs métropolitains du décret du 5 septembre 1920.

Si vous voulez bien en approuver l'économie, je vous serais reconnaissant de revêtir le nouveau texte de votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,
DALADIER.

DÉCRET

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles, ensemble le décret du 9 novembre 1853 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi ;

Vu le décret du 13 juillet 1880, concernant les pensions de retraite des fonctionnaires et agents coloniaux ayant une parité d'office avec les services métropolitains, ensemble le décret du 29 août 1884 ;

Vu le décret du 31 août 1920, portant réorganisation du personnel du service des phares et sifflets de Saint-Pierre et Miquelon ;

Vu le décret du 5 septembre 1920, fixant les nouveaux salaires des agents de la navigation intérieure, des ports maritimes et des phares et balises;

Vu le décret du 12 janvier 1921, portant modification des traitements de parité du personnel des ports aux colonies;

Vu l'avis du Ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les traitements de parité servant de base à la liquidation des pensions du personnel des phares, sémaphores, vigies, feux aux colonies dont les emplois conduisent à pension de l'Etat, sont modifiés comme suit, à compter du 1er juillet 1919 :

GRADE DANS LE CORPS COLONIAL	PARITÉ D'OFFICE dans le cadre métropolitain.	TRAITEMENTS de parité.
		francs.
Gardien chef	Gardien de phare de 1re cl., 1er échelon	4.600
Gardien et gardien allumeur de 1re cl	Gardien de phare de 1re cl., 2e échelon	4.400
Gardien et gardien allumeur de 2e cl	Gardien de phare de 2e cl.	4.200
Gardien et gardien allumeur de 3e cl	Gardien de phare de 3e cl.	4.000
Gardien et gardien allumeur de 4e cl	Gardien de phare de 4e cl.	3.800
Gardien et gardien allumeur de 5e cl	Gardien de phare de 4e cl.	3.800
Gardien et gardien allumeur de 6e cl	Gardien de phare de 4e cl.	3.800
Guetteur	Gardien de phare de 3e cl.	4.000
Vigiste	Gardien de phare de 4e cl.	3.800

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au « Journal officiel » de la République française et inséré au « Bulletin officiel » du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 mars 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

DALADIER.

RAPPORT au Président de la République française,

Paris, le 19 mars 1925

Monsieur le Président,

Le décret du 30 décembre 1911 a fixé à la moitié de leur solde coloniale, le traitement de parité d'office servant de base à la liquidation des pensions des fonctionnaires et agents locaux du service des postes aux colonies dont les emplois conduisent à une retraite sur le Trésor public.

Or cette disposition était basée sur le régime de solde appliqué au personnel des services coloniaux et locaux par la réglementation en vigueur à cette époque et qui attribuait audit personnel une solde coloniale et une solde dite d'Europe fixée, en principe, à la moitié de la première.

Mais le décret du 11 septembre 1920 a modifié l'ordre de choses antérieur en stipulant dans ses articles 1er et 4 que le traitement du personnel colonial était constitué : 1° par une solde de présence ; 2° par un supplément colonial variable suivant la possession d'attache.

Cette réforme a été étendue à toutes les formations locales par des arrêtés des chefs de colonie et, d'un autre côté, d'une manière générale, les textes organiques de chaque corps ou service en ont fait remonter l'effet aux nouveaux traitements attribués pour compter du 1er juillet 1919.

Il m'a, dans ces conditions, paru nécessaire de mettre en harmonie la règle prévue au décret susvisé du 30 décembre 1911 avec la situation de fait résultant de l'application du principe posé au texte de 1920.

J'ai, en conséquence, l'honneur, d'accord avec M. le Ministre des finances, de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint, qui a pour objet de modifier, en le fixant au montant de la solde de présence, le traitement de parité d'office des fonctionnaires et agents du service des postes aux colonies, dont les emplois conduisent à une retraite sur le Trésor public.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le President, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,
DALADIER.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Vu la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles ;

Vu le décret du 9 novembre 1853 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi, notamment l'article 22 ;

Vu l'article 39 du décret du 31 mai 1862 portant règlement d'administration publique sur la comptabilité publique ;

Vu le décret du 13 juillet 1880 concernant les pensions de retraite des fonctionnaires et agents coloniaux ayant une parité d'office avec les services métropolitains ;

Vu le décret du 30 décembre 1911 modifiant le traitement de parité d'office des agents coloniaux du service des postes ;

Vu les lois de finances des 21 mars 1885 (art. 9 et 10), 28 décembre 1895 (art. 12) et 30 mai 1899 (art. 27) ;

Vu la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et le règlement d'administration publique du 2 septembre suivant ;

Vu l'avis du Ministre des finances du 6 mars 1925 ;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Décrète :

Article 1er. — A compter du 1er juillet 1919 le traitement de parité d'office servant de base à la liquidation des pensions des fonctionnaires et agents locaux du service des Postes aux colonies dont les emplois conduisent à une retraite sur le Trésor public est fixé au montant de la solde de présence qui leur est attribuée par leurs textes organiques.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au « Journal officiel » de la République française et inséré au « Bulletin officiel » du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 mars 1925.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République :
Le Ministre des colonies,
DALADIER.

N° 335. — *ARRÊTÉ portant promulgation à la Guyane française des articles 152 et 153 de la loi de finances du 13 juillet 1925.*

(26 août 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906 relative à la promulgation des lois et décrets aux Colonies ;

Vu les articles 152 et 153 de la loi de finances du 13 juillet 1925 ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Chef du service des Postes et Téléphones,

Arrête :

Article 1er. — Sont promulgués à la Guyane française pour y être exécutés en leur forme et teneur les articles 152 et 153 de la loi de finances du 13 juillet 1925.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 26 août 1925.

C. J. CHANEL

LOI portant fixation du budget général de l'exercice 1925.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

.....

.....

TITRE II

Budgets Annexes.

.....

« Art. 152. — L'article 78 de la loi du 24 mars 1922 est modifié comme suit :

I. — Lettres et paquets clos.

Jusqu'à 20 grammes : 0 fr. 30.
De 20 à 50 grammes : 0 fr. 50.
De 50 à 100 grammes : 0 fr. 75.

.....

II. — Papiers de commerce et d'affaires.

Remplacer les deuxième et troisième alinéas de ce titre par le suivant :

Par exception, sont admis au tarif de 0 fr. 25 jusqu'à 20 grammes :

1° Les factures, relevés de comptes ou de factures, bordereaux d'expédition ou notes d'honoraires, expédiés sous bande, sous enveloppe ouverte ou sur carte à découvert et réduits à leurs énonciations constitutives ;

2° Sans changement.

.....

III. — Cartes postales illustrées.

Remplacer le texte des trois alinéas compris sous ce titre par le suivant :

Les taxes et conditions d'admission des cartes postales illustrées sont les mêmes que celles des cartes postales ordinaires.

Par exception, les cartes postales illustrées dont l'ensemble du verso est occupé par une illustration ou gravure, à l'exclusion de toute annotation manuscrite, sont admises :

1° Au tarif des imprimés ordinaires, lorsqu'elles ne portent que la date, la signature et l'adresse de l'expéditeur ;

2° Au tarif de 0 fr. 15, lorsqu'elles portent, en outre des mentions précédentes, une inscription manuscrite de un à cinq mots.

IV. — Imprimés.

Remplacer le deuxième alinéa compris sous le titre « IV. Imprimés » par le suivant :

.....

Jusqu'au poids de 20 grammes : 0 fr. 05.

Intercaler le paragraphe suivant, qui annulera le paragraphe 2 du titre « V. Imprimés » de la loi du 29 mars 1920 ;

2° Imprimés autres que ceux visés à l'alinéa précédent :

Jusqu'à 50 grammes : 0 fr. 10 ;

De 50 à 100 grammes ; 0 fr. 15 ;

Au-dessus de 100 grammes : 0 fr. 15 par 100 grammes ou fraction de 100 grammes.

Numéroter 3° le paragraphe 2° relatif aux imprimés dits « urgents ».

Numéroter 4° le paragraphe 3° relatif aux cartes de visite et le remplacer par le suivant :

4° *a*) Cartes de visite contenant les indications manuscrites ou imprimées ci-après :

Nom, prénoms, qualité ou profession et adresse de l'expéditeur, jour et heures de consultation ou de réception : tarif des imprimés ordinaires ;

b) Cartes de visite portant toutes indications manuscrites ou imprimées autres que celles indiquées ci-dessous :

Jusqu'à 5 mots : 0 fr. 15 ;

Au-dessus de 5 mots : tarif des lettres.

Le titre « V. Droit fixe de recommandation » est remplacé par le texte ci-après :

V. — *Droit fixe de recommandation.*

Lettres, paquets clos, cartes postales ordinaires et envois de valeurs déclarées : 0 fr. 75.

Objets affranchis à prix réduit : 0 fr. 50.

Enveloppes de valeurs à recouvrer : 0 fr. 50.

Art. 153. — Lorsqu'un journal ou écrit périodique contient des échantillons qui, par leur forme et leur présentation, peuvent être facilement encartés, la taxe à percevoir, en plus du prix du port du journal ou de l'écrit périodique, est celle correspondant au tarif des échantillons d'après le poids total des encartages. En aucun cas, la taxe de ces envois ne peut dépasser celle applicable à un envoi d'échantillons de même poids.

.....

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 13 juillet 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,

J. CAILLAUX.

N° 336. — *DÉCISION chargeant* M. Thaly (Gabriel), *Secrétaire général, de l'expédition des affaires courantes et urgentes pendant l'absence du Gouverneur du Chef-lieu.*

(26 août 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 21 mai 1898, supprimant les fonctions de Directeur de l'Intérieur et portant création des Secrétariats généraux ;

Vu la circulaire ministérielle du 23 mai 1912, portant attributions des Secrétaires généraux des Colonies ;

Vu le décret du 2 juillet 1913, modifiant les règles de recrutement et la situation administrative des Secrétaires généraux ;

Vu le départ en tournée du Chef de la Colonie,

DÉCIDE :

Article 1er. — M. Thaly (Gabriel), Secrétaire général du Gouvernement aura, par délégation du Gouverneur, la signature des affaires courantes et urgentes pendant l'absence du Gouverneur du Chef-lieu.

Art. 2. — Les pièces à signer par M. Thaly porteront la mention suivante :

« Pour le Gouverneur en tournée
« et par délégation :

« *Le Secrétaire général,* »

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 26 août 1925.

C. J. CHANEL.

N° 337. — *DÉCISION nommant une commission chargée du récolement des colis postaux provenant de Saint-Nazaire et arrivés sans documents par le vapeur* Biskra *du 24 août* 1925.

(27 août 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrangement de Stockolm concernant les colis postaux ;

Vu l'arrivée sans documents au bureau d'échange postal de Cayenne par vapeur « Biskra » du 24 août 1925, des paniers postaux originaires de Saint-Nazaire ;

Vu la nécessité de procéder au récolement de ces colis postaux ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service des Postes,

DÉCIDE :

Article 1er. — Une commission composée :

1° du Chef du service des Postes, *Président ;*

2° de M. Mondésir, commis principal du Secrétariat général, *Membre ;*

3° de M. Fortuné, commis des Douanes, *Membre,*

est désignée pour procéder, en présence de l'Agent de la Compagnie générale transatlantique à Cayenne ou de son délégué, au récolement des colis provenant de Saint-Nazaire et arrivés sans documents par le vapeur « Biskra » du 24 août 1925.

Art. 2. — Les travaux de la dite commission seront constatés par procès-verbal.

Cette commission se réunira d'urgence.

Art. 3. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Postes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 27 août 1925.

Pour le Gouverneur en tournée
et par délégation :

Le Secrétaire général,

THALY.

N° 338. — *ARRÊTÉ déterminant les sections de vote de la commune de Macouria pour le renouvellement du Conseil municipal de cette commune.*

(31 août 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 15 octobre 1879, instituant les municipalités à la Guyane française ;

Vu les articles 13, 17 et 19 de la loi du 5 avril 1884;

Vu le décret du 3 janvier 1914, déterminant les conditions d'application de la loi du 29 juillet 1913 ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote, ainsi que la sincérité des opérations électorales ;

Vu le décret du 11 avril 1914, modifiant les articles 1, 2, 3, 4, 5, 11 et 15 du décret précédent ;

Vu la loi du 20 mars 1914 tendant à réglementer l'affichage électoral, notamment son article 5 ainsi conçu :

« Lorsqu'une commune devra comprendre plusieurs bu-« reaux de vote, l'arrêté préfectoral déterminant ces bureaux « devra être notifié au Maire avant l'ouverture de la période « électorale » ;

Vu la loi du 20 mars 1924, concernant l'envoi et la distribution des bulletins de vote, circulaires électorales et cartes électorales, promulguée à la Guyane par arrêté en date du 15 avril 1924, ensemble l'erratum publié au « Journal officiel » de la colonie du 4 avril 1925, page 147 ;

Vu les opérations électorales auxquelles il a été procédé à Macouria le 3 mai 1925, en vue du renouvellement du Conseil municipal de cette commune ;

Vu la décision n° 152, en date du 30 juin 1925, du Conseil du contentieux administratif de la Guyane portant annulation des dites opérations électorales ;

Attendu que les parties en cause ne se sont pas pourvues dans le délai légal contre cette décision ;

Attendu qu'il y a lieu, dès lors, de procéder au renouvellement du Conseil municipal de la commune de Macouria ;

Sur la proposition du Secretaire général,

ARRÊTE :

Article Ier. — A l'occasion des élections auxquelles il sera procédé pour la nomination des membres du Conseil municipal de la commune de Macouria, cette commune sera divisée en deux bureaux de vote installés, le premier à la Mairie et le deuxiéme à l'école du hameau dit du 7e kilomètre.

Art. 2. — Chacun de ces deux bureaux dressera un procès-verbal du dépouillement des votes. Ces procès-verbaux seront centralisés, avec toutes les pièces annexes, au bureau tenu à la Mairie. Un procès-verbal de recensement général des votes de la commune sera établi immédiatement par le président et les membres du bureau de la Mairie, auxquels s'adjoindra le président du bureau de vote du 7e kilomètre. Ce dernier procès-verbal de recensement général, établi en deux exemplaires, sera adressé au Gouverneur, accompagné du procès-verbal des deux bureaux de vote, des réclamations et autres annexes.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au « Journal officiel » et au « Bulletin officiel » de la colonie.

Cayenne, le 31 août 1925.

C. J. CHANEL.

N° 339. — *ARRÊTÉ convoquant les collèges électoraux des communes de Macouria et Matoury pour l'élection des Conseillers municipaux de ces communes.*

(31 août 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 15 octobre 1879 portant organisation des municipalités élues de la Guyane française ;

Vu les articles de la loi du 5 avril 1884, rendus applicables dans la colonie par les décrets des 26 juin 1884 et 27 juin 1889;

Vu le décret du 3 janvier 1914 déterminant les conditions d'application dans la colonie de la loi du 29 juillet 1913, ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote, ainsi que la sincérité des opérations électorales ;

Vu le décret du 11 avril 1914 qui modifie les articles 1, 2, 3, 4, 5, 11 et 15 du décret précédent ;

Vu la loi du 20 mars 1914, tendant à réglementer l'affichage électoral ;

Vu la loi du 20 mars 1924, concernant l'envoi et la distribution des bulletins de vote, circulaires électorales et cartes électorales, promulguée à la Guyane par arrêté en date du 15 avril 1924 ; ensemble l'erratum publié au « Journal officiel » de la colonie du 4 avril 1925, page 147 ;

Vu les opérations électorales auxquelles il a été procédé à Macouria et Matoury le 3 mai 1925, en vue du renouvellement du Conseil municipal de chacune de ces deux communes ;

Vu les décisions nos 152 et 154 en date du 30 juin 1925, du Conseil du contentieux administratif de la Guyane portant annulation des dites opérations électorales ;

Attendu que les décisions précitées du Conseil du contentieux administratif ont été notifiées le 6 juillet 1925 aux membres des Conseils municipaux des communes de Macouria et de Matoury ;

Attendu que les parties en cause ne se sont pas pourvues dans le délai légal contre ces décisions ;

Attendu qu'il y a lieu, dès lors, de procéder au renouvellement des Conseils municipaux des communes de Macouria et de Matoury ;

Vu les articles 38, 39 et 40 de la loi du 5 avril 1884, sur l'organisation municipale ;

Vu l'arrêté en date de ce jour, déterminant les sections de vote de la commune de Macouria ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les Collèges électoraux des communes de Macouria et Matoury sont convoqués pour le dimanche 4 octobre 1925 à l'effet de procéder, pour chacune de ces deux communes, à la nomination de son Conseil municipal.

Art. 2. — Le scrutin durera un jour. Il s'ouvrira à sept heures et sera clos à dix-sept heures.

Art. 3. — Dans le cas où un second tour de scrutin serait seconnu nécessaire, il y serait procédé, de droit, le dimanche ruivant 11 octobre 1925 aux mêmes heures que ci-dessus.

Art. 4. — Les votes auront lieu à la Mairie de chacune des communes de Macouria et de Matoury et dans la section de vote du hameau du 7e kilomètre, dans les conditions fixées par l'arrêté du 31 août 1925, n° 726.

Art. 5. — Le nombre des Conseillers à élire est de douze pour la commune de Macouria et de dix pour la commune de Matoury, conformément à l'arrêté du 5 décembre 1921.

Art. 6. — Les élections auront lieu sur les listes électorales arrêtées le 31 mars 1925, sous la réserve des changements qui y auraient été régulièrement ordonnés par jugement ayant force de chose jugée et de la radiation des électeurs décédés ou privés de leurs droits civils et politiques.

Art. 7. — Le bureau de chaque Collège électoral sera présidé par le Maire ou un adjoint, ou, à défaut, par un Conseiller municipal, dans l'ordre du tableau.

Les deux plus âgés et les deux plus jeunes des électeurs présents à l'ouverture de la séance, sachant lire et écrire, rempliront les fonctions d'assesseurs.

Le secrétaire sera désigné par le Président et les assesseurs. Dans les délibérations du bureau, il n'aura que voix consultative. Trois membres du bureau au moins devront être présents pendant toute la durée des opérations.

Art. 8. — Les bureaux dresseront procès-verbaux des dépouillements des votes. Ces procès-verbaux rédigés en deux exemplaires et accompagnés des réclamations et autres annexes seront immédiatement adressés au Gouverneur.

Art. 9. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 31 août 1925.

C. J. CHANEL.

N° 340. — *DÉCISION portant convocation du Conseil cantonal de la Guyane.*

(31 août 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'article 34 § 3 de l'instruction interministérielle du 10 août 1923 pour l'application de l'article 24 de la loi du 1er avril 1923 sur les allocations aux familles dont les soutiens sont appelés sous les drapeaux ;

Vu la lettre de M. le Juge de paix de Cayenne, président du Conseil cantonal, en date du 23 juillet 1925,

Décide :

Article 1er. — Le Conseil cantonal est convoqué pour le lundi 7 septembre 1925.

Art. 2. — Cette assemblée se réunira au siège de la Justice de paix, sous la présidence du Juge de paix, à l'heure qui sera indiquée par ce magistrat.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 31 août 1925.

Pour le Gouverneur en tournée
et par délégation :

Le Secrétaire général,

THALY.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 341. — Par décrets en date du 14 mai 1925, ont été nommés :

Président de la Cour d'appel de la Guyane, M. Cornette de Saint-Cyr, Procureur de la République, Chef du service judiciaire des Etablissements français de l'Océanie, en remplacement de M. Simoneau, Président, nommé Procureur général, Chef du service judiciaire de la Guyane.

Conseiller auditeur à la Cour d'appel de la Guyane, M. Jugo juge suppléant au Tribunal de première instance de Cayenne, en remplacement de M. Chérius-Chéry, précédemment nommé Procureur de la République au Maroni.

Juge président du Tribunal de première instance de Nouméa (Nouvelle-Calédonie), M. Persinette-Gautrez, juge président du Tribunal de première instance du Maroni (Guyane), en remplacement de M. Casaubon, précédemment nommé substitut du Procureur général de la Guadeloupe.

Juge président du Tribunal de première instance du Maroni (Guyane), M. Engapsid, juge de paix à compétence étendue de Kankan, emploi supprimé, en remplacement de M. Persinette-Gautrez.

Juge président du Tribunal de première instance de Cayenne Guyane), M. Michaux, Président du Tribunal de première instance de Basse-Terre (Guadeloupe), en remplacement de M. Chaspoul, précédemment nommé substitut du Procureur général de la Guyane.

Procureur de la République au Maroni (Guyane), M. Ellie, juge suppléant au Tribunal de première instance de Fort-de-France (Martinique), en remplacement de M. Chérius-Chéry, précédemment nommé Procureur de la République à Cayenne.

Juge suppléant au Tribunal de première instance de Cayenne (Guyane), M. Dorwling-Carter, licencié en droit, avocat, ancien greffier de la Justice de paix de Cayenne, en remplacement de M. Jugo.

N° 342. — Par décret en date du 7 juillet 1925, ont été nommés pour une période de deux ans, à compter du 21 mai 1925, Conseillers privés titulaires : MM. Beauroy (Marie-Patrice-Roland) et Hellio (Pierre), en remplacement de MM. Darredeau et Marchand ; Conseillers privés suppléants : M. Fanier (Louis-Alexandre) et Debuc (Emmanuel).

N° 343. — Par décret en date du 26 juillet 1925, M. de Monti-Rossi, conseiller à la cour d'Appel de la Guyane, a été nommé, sur sa demande, conseiller à la Cour d'Appel de la Martinique.

N° 344. — Par arrêté ministériel, en date du 16 juillet 1925, Mlle Eunice Lhuerre a été maintenue, sur sa demande, dans la position de disponibilité pour une nouvelle période d'une année à compter du 14 septembre 1925.

N° 345. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 1er août 1925, pris sur la proposition du Procureur général p. i., sont nommés provisoirement :

Conseiller à la Cour d'Appel en remplacement de M. de Monti-Rossi, en congé, M. Michaux, Président du Tribunal de Première instance de Cayenne;

Conseiller-auditeur en remplacement de M. Jugo, en congé, M. Sablé, juge suppléant à Cayenne;

Président du Tribunal de première Instance de Cayenne, en remplacement de M. Michaux, appelé à d'autres fonctions, M. Ellie, procureur de la République au Maroni;

Juge suppléant à Cayenne, en remplacement de M. Sablé appelé à d'autres fonctions, M. Lédi, Vérificateur des Douanes, licencié en droit;

Juge de Paix à Cayenne, en remplacement de M. Ova, appelé précédemment à d'autres fonctions, M. Socrate, juge de Paix à Mana;

Juge de Paix à Mana, en remplacement de M. Socrate, appelé à d'autres fonctions, M. Sarlat, secrétaire de Parquet.

Par le même arrêté sont rapportés les arrêtés en date des :
20 décembre 1924, en ce qui concerne M. Masse;
11 février 1925, en ce qui concerne MM. Sablé et Sarlat;
30 juin 1925, en ce qui concerne MM. Lédi et Socrate.

N° 346. — Par décision du Gouverneur, en date du 7 août 1925, M. Moderne Marceau a été agréé en qualité de garde particulier des concessions nos 173 et 176, situés au placer « Enfin » dans la région d'Inini (Haut-Maroni) et appartenant à M. Maurice Gougis.

N° 347 — Par décision du Gouverneur, en date du 7 août 1925, l'admission à « l'Orphélinat de la Guyane» de l'enfant

Bontemps (Amour-Robert-Adolphe), âgé de 10 ans, est autorisée.

N° 348. — Par décision du Gouverneur, en date du 7 août 1925, M. Larivière (Rémi), commis principal des Trésoreries général es, détaché en qualité de commis principal de 3e classe du cadre de la Guyane française, remplira les fonctions de premier fondé de pouvoirs de la Trésorerie à Cayenne, pendant l'absence de M. Lauzun, premier fondé de pouvoirs titulaire, rentré en congé.

N° 349. — Par décision du Gouverneur, en date du 7 août 1925, M. Cabéria (Julien), guetteur de vigie de 3e classe, est déféré devant une commission d'enquête.

N° 350. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 août 1925, M. Dardet (Christian), garde rural de 2e classe en disponibilité, est réintégré dans son emploi et désigné pour servir en la même qualité à Oyapoc.

N° 351. — Par décision du Gouverneur, en date du 13 août 1925, M. le docteur Devez (Gabriel), médecin à l'Hôpital-hospice civil de Cayenne, est nommé médecin-chef du même établissement.

N° 352. — Par décision du Gouverneur, en date du 17 août 1925, est rapportée la décision n° 128 du 2 février 1921 qui avait nommé M. Egensperger (François-Charles), garde particulier des concessions appartenant à MM. V. Léo-Agnou et Cie.

N° 353. — Par décision du Gouverneur, en date du 17 août 1925, M. Ovide (Henri), garde rural de 3e classe, à Approuague, est désigné pour continuer ses services à Kourou.

N° 354. — Par décision du Gouverneur, en date du 17 août 1925, sont nommés membres de la Commission administrative du Bureau de bienfaisance de Kourou :

MM. Sinaï (Jean) ;
Hildevert (Saturnin) ;
Noël (Victor) ;
le Desservant de la commune.

N° 355. — Par décision du Gouverneur, en date du 19 août 1925, l'admission à l'«Orphelinat de la Guyane» des enfants Clotaire et Clotilde Joseph, âgés de 3 ans, Ephèle Nesley, âgé de 6 ans et Barabo (Adhémar-Aristide), âgé de 11 ans, est autorisée.

N° 356. — Par décision du Gouverneur, en date du 20 août 1925, un congé de convalescence de trois mois pour la Martinique est accordé à M. Pharose (Blaise), préposé des Douanes du cadre local.

Ce fonctionnaire, qui sera accompagné de sa femme, est autorisé à s'embarquer sur le courrier quittant Cayenne le 26 du courant.

N° 357. — Par décision du Gouverneur, en date du 20 août 1925, un congé de convalescence de trois mois pour la Martinique est accordé à M. Pothieris (René), préposé des Douanes du cadre local.

Ce fonctionnaire, qui sera accompagné de sa femme et de ses deux enfants, âgés respectivement de 2 ans et de 8 mois, est autorisé à s'embarquer sur le courrier quittant Cayenne le 26 du courant.

N° 358. — Par décision du Gouverneur, en date du 21 août 1925, M. Beauroy (Roland), Conseiller privé, est désigné pour faire partie de la Commission d'enquête chargée de statuer sur les faits reprochés à M. Cabéria (Julien), guetteur de vigie, en remplacement de M. Marchand dont le mandat a pris fin.

N° 359. — Par décision du Gouverneur, en date du 22 août 1925, une indemnité journalière spéciale de dix francs

est accordée à M. Wackenhein, surveillant principal de l'Administration pénitentiaire, chargé de l'organisation des chantiers et de la conduite de l'avancement de la Route coloniale n° 1.

Cette indemnité est exclusive des allocations prévues à la décision du 5 mai 1913.

N° 360. — Par décision du Gouverneur, en date du 22 août 1925, un congé de convalescence de six mois, à passer en France, est accordé à M. Quévy (Lucien), commis de 2e classe du Secrétariat général.

Cet employé, qui sera accompagné de sa femme, est autorisé à s'embarquer sur le courrier du mois d'août courant.

N° 361. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 26 août 1925, M. le Docteur Devez étant rentré de congé de convalescence reprend, à compter du 1er septembre 1925, les cours pratiques d'accouchement dont il est titulaire, en remplacement de M. le Docteur Gippet qui en avait été chargé par intérim.

M. le Docteur Devez percevra à cet effet l'indemnité prévue au budget.

N° 362. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 26 août 1925, pris sur la proposition du Procureur général p. i., MM. Cornette de Saint-Cyr, Héber et Sablé prennent les fonctions dont ils sont titulaires.

M. Clarac, Chef du service des Domaines, est nommé provisoirement Conseiller auditeur à la Cour d'Appel, en remplacement de M. Jugo, en congé. M. Clarac recevra une indemnité mensuelle de deux cents francs.

Sont rapportés les arrêtés des 20 octobre 1924 et 1er août 1925.

N° 363. — Par décision du Gouverneur, en date du 26 août 1925, M. Amaranthe (Marius), garde rural de 3e classe à Iracoubo, est appelé à continuer ses services à Approuague, en remplacement du garde rural Ovide, affecté à Kourou.

N° 364. — Par décision du Gouverneur, en date du 26 août 1925, M. Ronda-Sylva (Jules), ancien militaire, est nommé garde rural de 3e classe et appelé, en cette qualité, à servir à Iracoubo, en remplacement de M. Amaranthe, affecté à l'Approuague,

---

N° 365. — Par décision du Gouverneur, en date du 31 août 1925, est rapportée celle n° 1272, du 10 décembre 1924, qui avait nommé M. Py (Gaston), garde particulier des concessions appartenant aux Comptoirs Hesse et Cie.

N° 366. — Par décision du Gouverneur, en date du 31 août 1925, sont désignés comme porteurs de contraintes :

1° M. Succab, préposé des Douanes, pour la circonscription de Saint-Georges de l'Oyapoc, en remplacement de M. Henrick (Albert) ;

2° M. Lhuerre (Armand), garde rural, pour la circonscription du Ouanari.

Certifié conforme :

Le Secrétaire-archiviste,

R. ANGAMMARRE.

Cayenne — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 9.

SEPTEMBRE 1925

SOMMAIRE.

Pages

N° 367. — Dépêche ministérielle du 3 juillet 1925. — Application de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924. Versement des retenues rétroactives (*Bulletin supplémentaire n° 7 ter*).. ..... //

N° 368. — Arrêté ministérielle du 20 juillet 1925 relatif à la validation de services pour la retraite (loi du 14 avril 1924) 423

N° 369. — Décret du 23 juillet 1925. — Congés spéciaux pour tuberculose ou maladie mentale..... 425

N° 370. — Décision du 9 septembre 1925 portant modifications à la décision n° 1343 du 27 décembre 1924..... 427

N° 371. — Arrêté du 17 septembre 1925 autorisant M. Bellevue à démolir une construction située rue Lallouette n° 74..... 428

N° 372. — Arrêté du 19 septembre 1925 promulguant le décret du 19 juillet 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application à la Guyane de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes sur la responsabilité des accidents du travail. — Rapport... 429

Décret du 19 juillet 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application à la Guyane de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes sur la responsabilité des accidents du travail..... 431

Page

N° 373. — Arrêté du 19 septembre 1925 autorisant une réunion extraordinaire du Conseil municipal de la commune d'Iracoubo..... 449

N° 374. — Arrêté du 19 septembre 1925 allouant une remise de 5 °/₀ aux chefs de brigade de gendarmerie de Kourou et d'Iracoubo, chargés de la liquidation et de la perception de la taxe spéciale de commerce intérieur sur le montant des recettes effectuées par eux.... 450

N° 375. — Arrêté du 19 septembre 1925 approuvant le compte de gestion de l'exercice 1922 de M. Salvador (Clovis), Receveur du Bureau de bienfaisance..... ... 451

N° 376. — Arrêté du 19 septembre 1925 approuvant le compte de gestion de l'exercice 1922 de M. Regour (Gustave), Receveur du Bureau de bienfaisance de Cayenne... 452

N° 377. — Arrêté du 19 septembre 1925 étendant au personnel rétribué sur les budgets des communes rurales les dispositions de l'arrêté local du 8 janvier 1925, portant majoration de l'indemnité pour charges de famille..... 453

N° 378. — Arrêté du 19 septembre 1925 allouant une indemnité temporaire spéciale de cherté de vie aux agents rétribués sur les budgets des communes rurales et dont le traitement colonial est de 4,000 francs et au-dessous..... 454

N° 379. — Arrêté du 19 septembre 1925 abrogeant celui du 16 juillet 1923 et portant allocation d'indemnités de déplacement et de séjour aux membres du Conseil général et de la Commission coloniale..... 455

N° 380. — Arrêté du 25 septembre 1925 promulguant dans la colonie le décret du 26 août 1925 fixant la répartition entre les colonies du contingent de 192,000 hectolitres d'alcool pur, de rhums et tafias à admettre à l'entrée en France sous le régime de la franchise. 457

Décret du 26 août 1925 fixant la répartition entre les colonies du contingent de 192,000 hectolitres d'alcool pur, de rhums et tafias à admettre à l'entrée en France sous le régime de la franchise... 458

N° 381. — Arrêté du 25 septembre 1925 fixant la répartition entre les distillateurs de la colonie du nouveau contingent de 150 hectolitres d'alcool pur attribué à la Guyane française..... 460

N° 382. — Arrêté du 30 septembre 1925 promulguant à la Guyane française le décret du 31 mars 1925, portant organisation du travail à bord des navires affectés à la navigation maritime. — Rapport (*Bulletin supplémentaire n° 9 bis*)..... "

Décret du 31 mars 1925 portant organisation du travail à bord des navires affectés à la navigation maritime (*Bulletin supplémentaire n° 9 bis*)..... "

N°s 383 à 413.— Nominations, mutations, congés, etc. 462

N° 368. — *ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à la validation de services pour la retraite* (Loi du 14 avril 1924).

(20 juillet 1925.)

LE MINISTRE des colonies et LE MINISTRE des finances,

Vu l'article 10 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires;

Vu l'article 17 du décret du 2 septembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 14 avril 1924,

ARRÊTENT :

Article 1er. — Peuvent être validés, au titre de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924 et dans les conditions prévues par l'article 17 du règlement d'administration publique du 2 septembre 1924, par les fonctionnaires tributaires de ladite loi, les services accomplis par eux depuis l'âge de dix-huit ans et avant leur admission définitive dans les cadres permanents en qualité d'agents non commissionnés, d'agents auxiliaires et d'agents temporaires :

1° A l'Administration centrale du Ministère des colonies et à ses annexes ;

2° Dans les services coloniaux des ports du Havre, de Nantes, de Bordeaux et de Marseille ;

3° Dans les corps ou services des colonies, Pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies dont les emplois du cadre permanent conduisent à pension de la loi du 14 avril 1924.

Rentrent notamment dans ces catégories les services rendus dans les emplois ci-après :

Administration centrale et annexes.

Service des bureaux

Dame dactylographe et dactylographe depuis le 25 décembre 1911.

Agent spécial depuis le 12 novembre 1917.

Service intérieur

Journalier titularisé (décret du 20 mai 1913).

Homme d'équipe.

Femme de service depuis le 12 novembre 1917.

Exposition permanente des colonies.

Conservateur de l'exposition, du 25 juin 1861 au 1er octobre 1894.

Chef du service des renseignements commerciaux et de la colonisation, du 1er octobre 1894 au 14 mars 1899.

Conservateur adjoint, commis ou employé et gardien de bureau à l'exposition permanente ou au service des renseignements commerciaux, du 25 juin 1861 au 14 mars 1899.

Office colonial.

Directeur de l'office colonial, du 15 mars 1899 au 29 juin 1919.

Chef de section, agent spécial (archiviste, bibliothécaire, conservateur de l'exposition permanente), rédacteur, commis expéditionnaire, dame dactylographe, gardien de bureau, du 15 mars 1899 au 29 juin 1919.

Agence générale des colonies.

Ingénieur principal, ingénieur, sous-ingénieur principal, sous-ingénieur, conducteur du cadre auxiliaire du personnel technique du service administratif, dactylographe du cadre auxiliaire, agent réceptionnaire, agent technique, principal ou ordinaire, agent commercial, agent administratif, gardien de bureau, magasinier, à l'exception des agents de ces diverses catégories recrutés par contrat.

Service colonial des ports.

Auxiliaire commissionné, jusqu'à la mise en vigueur du décret du 23 décembre 1911.

Huissier, gardien de bureau et planton.

Services coloniaux.

Administration pénitentiaire.

Concierge garde-meubles, gardien de bureau ou planton, institutrice, dactylographe, mécanicien de chaloupe à vapeur, infirmier, infirmière et gardienne d'enfant, manipulateur de pharmacie, lingère, chef de poste télégraphique et adjoint ou adjointe, gérant de bureau télégraphique et facteur des télégraphes.

Personnel de l'équipage du *Maroni*.

Commissariat colonial.

Ecrivain auxiliaire, écrivain temporaire, auxiliaire civil et commis aux écritures, à partir du 29 juin 1878.

Directions de l'Intérieur.

Commis expéditionnaire, commis auxiliaire et écrivain auxiliaire, jusqu'à la mise en vigueur du décret du 24 mai 1898.

Art. 2. — Les fonctionnaires titulaires en exercice au 17 avril 1924 et désirant bénéficier des dispositions de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924 devront avoir adressé leur demande avant le 10 septembre 1925.

Ce délai est prorogé de six mois pour les fonctionnaires en service ou en résidence hors de la France continentale.

Art. 3. — Les services ci-dessus désignés pourront être validés même si le fonctionnaire a été titularisé dans un emploi d'une autre administration de l'Etat ou des colonies susceptibles de conduire à pension de l'Etat lorsque la titularisation est intervenue sans qu'il y ait eu interruption des services ainsi rendus à l'Etat ou aux colonies.

Fait à Paris, le 20 juillet 1925.

Le Ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

Le Ministre des finances,
J. CAILLAUX.

N° 369. — *CONGÉS spéciaux pour tuberculose ou maladie mentale.*

RAPPORT au Président de la République française.

Paris, le 23 juillet 1925.

Monsieur le Président,

L'article 71 de la loi de finances du 30 avril 1921 dispose que, pour protéger l'enfance, des congés de longue durée peuvent être accordés aux membres de l'enseignement public atteints de tuberculose ouverte ou de maladie mentale. Un

décret du 29 juillet 1921 a fixé les détails d'organisation de ces congés pour le personnel métropolitain.

Il m'a paru que cette réglementation, inspirée par des considérations d'ordre public, devait être étendue aux colonies, et qu'elle pourrait, dès à présent, être appliquée à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane, où le statut du personnel enseignant est fixé par le Pouvoir central.

Dans ce but, j'ai préparé, d'accord avec les Gouverneurs, le projet de décret ci-joint, portant promulgation dans les colonies précitées, de l'article 71 de la loi du 30 avril 1921.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien, si vous partagez ma manière de voir, revêtir ce projet de votre signature.

Dans le cas où vous voudriez bien adopter mes propositions, je vous soumettrais ultérieurement un second règlement analogue au décret métropolitain du 29 juillet 1921, en vue de l'organisation pratique du nouveau régime de congés dont il s'agit.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu l'article 8 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 71 de la loi du 30 avril 1921 relatif aux congés pour tuberculose ou maladie mentale, qui peuvent être accordés au personnel de l'enseignement de la Métropole,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Est promulgué dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane, l'article 71 de la loi du 30 avril 1921, ainsi conçu :

« Indépendamment des congés de maladie prévus par les lois et règlements en vigueur, il peut être procédé, en vue de protéger l'enfance, à la mise en congé, avec traitement intégral pendant trois ans, et avec demi-traitement pendant deux ans, des membres du personnel de l'enseignement pri-

maire et secondaire et de l'enseignement technique atteints de tuberculose ouverte ou d'une maladie mentale.

« Ces congés seront accordés et renouvelés par période de six mois, soit sur la demande des intéressés, soit d'office.

« A partir du jour où un membre des personnels ci-dessus désignés aura bénéficié de ces congés spéciaux, il ne pourra reprendre ses fonctions que s'il y est reconnu apte.

« Un décret déterminera les mesures d'exécution du présent article, qui sera exécutoire dans un délai de quatre mois après la mise en vigueur de la présente loi ».

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux « Journaux officiels » de la République française et des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane, et inséré au « Bulletin des lois » et au « Bulletin officiel » du Ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 23 juillet 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République:
Le Ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

N° 370. — *DÉCISION portant modifications à la décision n° 1348 du 21 décembre 1924.*

(9 septembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la décision n° 738 en date du 30 décembre 1909 désignant le fonctionnaire chargé de la conservation des figurines postales;

Vu les instructions contenues dans la circulaire ministérielle en date du 14 septembre 1925;

Vu le procès-verbal en date du 4 janvier 1924, faisant remise à M. Berger, Chef du service des Postes, des figurines postales constituant la collection de Berne;

Vu le procès-verbal de la commission chargée du recollement de la dite collection en date du 18 décembre 1924;

Vu la décision n° 1348 en date du 27 décembre 1924 nommant une commission chargée de procéder à l'inventaire de la collection des figurines postales dites de Berne ;

Vu le départ en congé de M. André, agent des Mines, membre de la dite commission ;

Vu l'arrivée dans la colonie de M. Le Bomin chargé par intérim de la direction du service des Postes ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — Les modifications suivantes sont apportées à la composition de la commission nommée par la décision susvisée du 27 décembre 1924.

Sont désignés :

MM. Le Bomin, Chef du service des Postes p. i., *Président* ;
Blanc, agent mécanicien des Postes, }
Clé, commis auxiliaire au Secrétariat général, } *Membres.*

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 9 septembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 371. — *ARRÊTÉ autorisant* M. Bellevue *à démolir une construction située rue Lallouette n°* 74.

(17 septembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 27 août 1869 concernant les permissions de voirie dans la Ville de Cayenne ;

Vu la demande adressée par M. O. Bellevue en date du 31 août 1925 tendant à obtenir un nouvel alignement pour sa propriété située rue Lallouette n° 74 dépendant de la Grande Voirie ;

Sur le rapport du Chef du service des Travaux publics et des Mines,

ARRÊTE :

Article 1er. — M. O. Bellevue est autorisé à démolir une construction située rue Lalouette n° 74 en avancement de 1m 10 sur l'alignement et de 10m 50 de façade.

M. O. Bellevue est autorisé à clôturer le terrain suivant l'alignement normal qui lui sera donné sur les lieux par le service des Travaux publics.

La construction d'un nouvel immeuble ne sera autorisée qu'après approbation du plan de construction en bordure de la voie publique.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré au *Journal* et au ***Bulletin officiels*** de la Colonie.

Cayenne, le 17 septembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 372.— *ARRÊTÉ promulguant le décret du 19 juillet 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application à la Guyane de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes sur la responsabilité des accidents du travail.*

(19 septembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 56 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la circulaire ministérielle en date du 2 mai 1906, relative à la promulgation aux colonies des actes du Pouvoir central ;

Sur la proposition du Procureur général p. i.,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 19 juillet 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application à la Guyane de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes sur la responsabilité des accidents du travail.

Art. 2. — Le Procureur général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué, partout

où besoin sera, publié avec le texte promulgué aux *Journal* et *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 19 septembre 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :
Le Procureur général p. i.,
CHASPOUL.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 19 juillet 1925.

Monsieur le Président,

La loi du 15 décembre 1922 ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail a stipulé, dans son article 17, que des règlements d'administration publique rendraient applicables ces dispositions législatives aux quatre colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion. Ce texte, prescrit, en outre, que, préalablement, des décrets rendus en la même forme étendraient à ces colonies la loi du 9 avril 1898, ainsi que les lois subséquentes sur la responsabilité des accidents du travail.

En exécution de ces dernières dispositions, il a été préparé les deux projets de décrets ci-après qui ont reçu l'approbation du conseil d'État et que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction. Le premier se réfère aux conditions d'application de la législation sur les accidents du travail à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, colonies où les conditions d'existence sont sensiblement les mêmes ; quant au second, il permet de faire jouer cette même législation à la Guyane française tout en y apportant cependant des modalités d'application tenant compte des contingences spéciales afférentes à la vie économique de notre possession américaine.

Nous vous prions, monsieur le Président, d'agréer l'hommage de notre profond respect.

Le Ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

Le Ministre du travail, de l'hygiène, de l'assurance et de la prévoyance sociales,
DURAFOUR.

Le Ministre de la justice,
T. STEEG.

Le Ministre des finances,
J. CAILLAUX.

.....
.....

DECRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies, du ministre du travail, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, du ministre des finances et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 17 de la loi du 15 décembre 1922 portant que : « Des règlements d'administration publique, rendus dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, détermineront les conditions de son application aux quatre colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion.

« Préalablement, et trois mois au moins avant l'expiration du délai fixé par le paragraphe précédent, des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application à ces colonies de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes sur la responsabilité des accidents du travail.

« Il sera notamment institué, pour chacune d'elles, un fonds de garantie spécial géré pour leur compte par le chef du service de l'enregistrement » ;

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, ensemble les lois postérieures qui l'ont modifiée et complétée, ainsi que les décrets portant règlement d'administration publique pris pour leur exécution ;

Vu la loi du 20 juillet 1886, relative à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, et les décrets du 9 juin 1901 déterminant les conditions d'application de la dite loi aux colonies soumises au régime monétaire de la métropole ;

Vu la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'article 55 de la loi du 29 juin 1918 ;

Vu les décrets du 7 février 1924 déterminant les conditions d'application à la Guyane des livres 1er et II du code du travail et de la prévoyance sociales ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE 1er.

Accidents du travail survenus, à la Guyane, dans les entreprises industrielles et commerciales.

CHAPITRE 1er.

Indemnités en cas d'accidents.

Article 1er. — Les accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, ateliers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, toutes les entreprises commerciales, y compris les chantiers de manutention ou de dépôt et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation, sous réserve des dispositions du titre II, dans laquelle sont fabriquées ou mise en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis aux dispositions du présent titre par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

Art. 2, § 1er. — Tout employeur non soumis aux dispositions du présent titre peut se placer sous le régime desdites

dispositions pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers, employés ou domestiques, par le fait du travail ou à l'occasion du travail.

Il dépose à cet effet à la mairie du siège de son exploitation ou, s'il n'y a pas d'exploitation, à la mairie de sa résidence personnelle, une déclaration dont il lui est remis gratuitement récépissé et qui est immédiatement transcrite sur un registre spécial tenu à la disposition des intéressés. Il doit présenter en même temps un carnet destiné à recevoir l'adhésion de ses salariés, sur lequel le maire appose son visa en faisant mention de la déclaration et de sa date.

Les formes de la déclaration et du carnet sont déterminées par arrêté du gouverneur soumis à l'approbation du ministre des colonies. Le carnet doit être conservé par l'employeur pour être, le cas échéant, représenté en justice.

§ 2. — Les dispositions du présent titre deviennent alors de plein droit applicables à tous ceux de ses ouvriers, employés ou domestiques qui auront donné leur adhésion, signée et datée en toutes lettres par eux, au carnet prévu par le paragraphe précédent.

Si l'ouvrier, employé ou domestique, ne sait ou ne peut signer, son adhésion est reçue par le maire qui la mentionne sur le carnet. Il en est de même pour l'adhésion des mineurs et des femmes mariées, sans qu'ils aient besoin, à cet effet, de l'autorisation du père, tuteur ou mari.

§ 3. — L'employeur peut, pour l'avenir, faire cesser son assujetissement aux dispositions du présent titre par une déclaration spéciale à la mairie. Cette déclaration, dont il lui est immédiatement donné récépissé est transcrite sur le registre visé au paragraphe 1er, à la suite de la déclaration primitive, ainsi que sur le carnet.

La cessation d'assujettissement n'a point d'effet vis-à vis des ouvriers, employés ou domestiques qui ont accepté dans les formes prévues à l'article précédent, d'être soumis aux dispositions du présent titre.

Art. 3. — Les ouvriers et employés désignés à l'article 1er ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles du présent titre.

Ceux dont le salaire annuel dépasse 4,500 francs ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette

somme. Pour le surplus, et jusqu'à 15,000 fr., ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 4 ; au-delà de 15,000 fr., ils n'ont droit qu'à un huitième, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité.

Art. 4. — Dans les cas prévus à l'article 1er, l'ouvrier ou employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel.

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ;

Pour l'incapacité temporaire, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours, à une indemnité journalière, sans distinction entre les jours ouvrables et les dimanches et jours fériés, égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, à moins que le salaire ne soit variable ; dans ce dernier cas, l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident. L'indemnité est due à partir du cinquième jour après celui de l'accident ; toutefois, elle est due à partir du premier jour si l'incapacité de travail a duré plus de dix jours. L'indemnité journalière est payable aux époques et lieu de paye usités dans l'entreprise, sans que l'intervalle puisse excéder seize jours.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées à partir du décès, dans les conditions suivantes :

a) Une rente viagère égale à 20 p. 100 du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

b) Pour les enfants légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 p. 100 de ce salaire, s'il n'y a qu'un enfant, de 25 p. 100 s'il y en a deux, de 35 p. 100 s'il y en a trois et de 40 p. 100 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 p. 100 du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 p. 100 du salaire ni 60 p. 100 dans le second.

c) Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes *a* et *b*, chacun des ascendants et descendants qui étaient à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 p. 100 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 p. 100.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe c est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu du présent titre sont payables à la résidence du titulaire et, si elles sont servies par la caisse nationale des retraites, chez le proposé de cet établissement désigné par le titulaire.

Elles sont payables par trimestre et à terme échu : toutefois, le tribunal peut ordonner le payement d'avance de la moitié du premier arrérage.

Ces rentes sont incessibles et insaisissables.

Lorsque, par application de l'article 32 ci-dessous, le bénéfice des dispositions du présent titre leur a été accordé, les ouvriers étrangers, victimes d'accidents survenus dans la colonie, et qui cesseraient de résider sur le territoire français, recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Il en sera de même pour leurs ayants droit étrangers, cessant de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 23.

Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

Les dispositions des trois alinéas précédents pourront, toutefois, être modifiées par traités, dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents. Les mêmes dispositions ne sont pas applicables aux sujets tunisiens victimes d'accidents du travail dans la colonie de la Guyane.

Art. 5.— Quelle que soit la durée de l'interruption du travail occasionnée par l'accident, le chef d'entreprise supporte, en outre, les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de 200 fr. au minimum.

La victime peut toujours faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien. Dans ce cas, le chef d'entreprise ne peut être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme fixée par l'autorité judiciaire ou administrative, conformément à un tarif qui sera établi par arrêté du gouverneur, et qui ne pourra être modifié qu'à intervalles de six mois.

Le chef d'entreprise est seul tenu, dans tous les cas, en outre des obligations contenues en l'article 4, des frais d'hospitalisation, dont le maximum sera fixé par l'arrêté mentionné à l'alinéa précédent.

Les médecins et pharmaciens ou les établissements hospitaliers peuvent actionner directement le chef d'entreprise.

Au cours du traitement, le chef d'entreprise pourra désigner à l'autorité judiciaire ou administrative un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime.

Art. 6.— Les chefs d'entreprise peuvent se décharger, pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours à partir de l'accident de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire, ou une partie seulement de cette indemnité comme il est spécifié ci-après, s'ils justifient :

1° Qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels, agréées par arrêté du gouverneur et pris à leur charge une quote part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord et en se conformant aux statuts-type approuvés par le ministre des colonies et par le ministre du travail, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation ;

2° Que ces sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessures, pendant trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière.

Si l'indemnité journalière servie par la société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence.

Art. 7.— Les exploitants de mines, minières et carrières, peuvent se décharger des frais et indemnités mentionnés à l'article précédent moyennant une subvention annuelle versée aux caisses ou sociétés de secours constituées dans ces entreprises en vertu de la loi du 29 juin 1894.

Le montant et les conditions de cette subvention devront être acceptés par la société et approuvés par le gouverneur de la colonie.

Ces deux dispositions seront applicables à tous autres chefs d'entreprises qui auront créé en faveur de leurs ouvriers ou employés des caisses particulières de secours en conformité du titre III de la loi du 29 juin 1894. L'approbation prévue ci-dessus sera, en ce qui les concerne, donnée par le ministre des colonies, après avis du ministre du travail, et sur la proposition du gouverneur de la colonie.

Art. 8.— Indépendamment de l'action résultant du présent titre, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident, autre que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles de droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la caisse nationale des retraites.

En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef de l'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au payement des autres indemnités et frais prévus aux articles 4 et 5 ci-dessus.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage.

Art. 9.— Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de seize ans ou à l'apprenti victime d'un accident ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise.

Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de seize ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire.

Art. 10.— Lors du règlement définitif de la rente viagère, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculé d'après les tarifs dressés, dans la métropole, pour les victimes d'accidents par la caisse des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces.

Elle peut aussi demander que ce capital, ou ce capital réduit du quart au plus comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef de l'entreprise.

Le tribunal, en chambre de conseil, statuera sur ces demandes.

Art. 11.— Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération qu'ils auraient pu recevoir pendant la période de travail nécessaire pour compléter les douze mois, d'après la rémunération moyenne des ouvriers de la même catégorie pendant ladite période.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé, tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

Si, pendant les périodes visées aux alinéas précédents, l'ouvrier a chômé exceptionnellement et pour des causes indépendantes de sa volonté, il est fait état du salaire moyen qui eût correspondu à ces chômages.

CHAPITRE II

Déclarations des accidents et enquêtes.

Art. 12.— Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit faire l'objet d'une déclaration à l'autorité administrative par le chef d'entreprise ou ses préposés.

Lorsque la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle, de travail, ou lorsque la victime est décédé, l'autorité administrative ou judiciaire procède à une enquête contradictoire, qui doit être close dans le plus bref délai et dont les résultats sont communiqués aux parties. Le dossier de cette enquête est ensuite transmis au président du tribunal de l'arrondissement.

Art. 13 — Sont punis d'une amende de 1 à 15 fr. les chefs d'entreprises ou leurs préposés, qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 12.

En cas de récidive dans l'année, l'amende peut être élevée de 16 à 300 francs.

L'article 463 du code pénal est applicable aux contraventions prévues par le présent article.

CHAPITRE III

Garanties.

Art. 14.— La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droit relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail, est garantie par le privilège de l'article 2101 du code civil et y sera inscrite sous le numéro 6.

Le payement des indemnités pour incapacité permanente de travail ou accidents suivis de mort est garanti conformément aux dispositions des articles suivants.

Art. 15.— A défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le payement en sera assuré aux intéressés, dans la colonie, par prélèvement sur les ressources d'un fonds spécial de garantie constitué comme il va être dit.

Art. 16.— Dans la colonie de la Guyane, il est institué une caisse dénommée « Fonds spécial de garantie. »

Cette caisse qui est investie de la personnalité civile, a une existence autonome. Elle est gérée, sous l'autorité du gouverneur et sous le contrôle d'une commission de surveillance,

par le chef du service de l'enregistrement. Ce dernier décrit, dans un compte spécial, qui figure, en annexe, au budget de la colonie, toutes les opérations relatives à ladite gestion. Les frais de gestion de fonds de garantie sont supportés par ce dernier.

Chaque année, le gouverneur adresse au ministre des colonies un rapport, publié au *Journal officiel* de la colonie, sur le fonctionnement général du fonds de garantie de la colonie.

Art. 17.— Le fonds spécial de garantie est alimenté par le produit des taxes ci-après : 1° une contribution des exploitants assurés perçue sur toutes les primes d'assurances acquittées en exécution du présent titre. Cette contribution sera recouvrée en même temps que les primes par les organismes d'assurance et versée au fonds de garantie ; 2° une contribution des exploitants non assurés, autre que l'Etat ou la colonie employeurs, perçue par les capitaux constitutifs des rentes mises à leur charge. Cette contribution sera liquidée lors de l'enregistrement des ordonnances, jugements et arrêts allouant lesdites rentes et recouvrée comme en matière d'assistance judiciaire, pour le compte du fonds de garantie, par le service de l'enregistrement ; le capital constitutif sera déterminé, pour la perception de la contribution, d'après un barème et dans les conditions fixées par un arrêté du gouverneur soumis à l'approbation du ministre des colonies et du ministre du travail.

Les employeurs qui ont usé de la faculté accordée par l'article 2 ci-dessus contribuent au fonds spécial de garantie dans les conditions spécifiées par le présent article, s'ils ne sont point, par ailleurs, obligatoirement assujetis aux dispositions du présent titre.

Un arrêté du gouverneur, soumis à l'approbation du ministre des colonies et du ministre du travail, déterminera les conditions dans lesquelles seront effectués les versements des sociétés d'assurances et des syndicats de garantie.

Toute contravention aux prescriptions de ce dernier arrêté sera punie d'une amende de 100 à 1,000 francs.

Les ordonnances, jugements et arrêts allouant des rentes en exécution du présent titre devront indiquer si le chef d'entreprise est ou non assuré.

Les ressources du fonds spécial de garantie sont employées en valeur de l'Etat ou jouissant d'une garantie de l'Etat.

Art. 18. — La quotité des taxes prévues à l'article précédent sera fixée chaque année par arrêté du Gouverneur soumis à l'approbation du Ministre des colonies et du Ministre du travail.

Si, en cours d'année, l'actif du fonds de garantie se trouve insuffisant pour assurer aux intéressés les payements prévus par l'article 15, l'avance des sommes nécessaires sera faite obligatoirement au fonds de garantie par la colonie qui se fera rembourser l'année suivante sur le produit des taxes visées à l'article 17 et dont la quotité aura été majorée en conséquence.

Art. 19. — Le fonds spécial de garantie, aux requête et diligence du service de l'enregistrement de la colonie, exercera un recours contre les chefs d'entreprises débiteurs, pour le compte desquels des sommes auront été payées par lui, conformément aux dispositions qui précèdent.

En cas d'assurance du chef d'entreprise, il jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2102 du code civil sur l'indemnité due par l'assureur et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise.

Les décisions judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont rendues au profit du fonds de garantie exerçant son recours contre les chefs d'entreprise ou les compagnies d'assurances.

Art. 20. — Un arrêté du Gouverneur, soumis à l'approbation du Ministre des colonies et du Ministre des finances, après avis du Ministre du travail, déterminera toutes les mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement du service du fonds spécial de garantie et notamment la composition et les attributions de la commission de surveillance, les formes du recours à exercer contre les chefs d'entreprise débiteurs ou les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer au fonds de garantie le payement de leurs indemnités.

Art. 21. — Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, et les syndicats de garantie sont soumis, à la Guyane, au même régime que dans la Métropole, c'est-à-dire aux prescriptions de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 (modifié par la loi du

31 mars 1905 et par l'article 53 de la loi de finances du 31 juillet 1920) et de l'article 6 de la loi du 12 avril 1906. Toutefois, est porté du dixième au vingtième jour, pour la Guyane, le délai prévu au cinquième alinéa de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898.

En ce qui concerne les sociétés d'assurances ayant leur siège à la Guyane, l'arrêté du Ministre du travail prévu au quatrième alinéa de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 précité sera pris, indépendamment des conditions visées audit alinéa, après avis du Gouverneur et du Ministre des colonies. Les frais de surveillance de ces sociétés et des syndicats de garantie ayant leur siège dans la colonie précitée seront fixés par arrêté du Gouverneur soumis à l'approbation du Ministre des colonies et du Ministre du travail.

Les valeurs constituant le cautionnement des sociétés visées à l'alinéa précédent, de même que celles qui doivent être consignées par elles dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 18 décembre 1902, sont déposées à la caisse générale de la caisse des dépôts et consignations, suivant les instructions données par le Ministre du travail.

Art. 22. — Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

En dehors des cas prévus à l'article 4, la pension ne pourra être remplacée par le payement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 fr. et si le titulaire est majeur. Ce rachat ne pourra être effectué que d'après le tarif spécifié à l'article 23.

Art. 23. — Le versement du capital représentatif des pensions allouées en vertu du présent titre ne peut être exigé des débiteurs.

Toutefois, les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la caisse nationale des retraites, d'après le tarif établi par cette dernière, pour la métropole, en tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayant droits. A ce tarif pourra être substitué, pour la colonie, de la Guyane, un tarif spécial établi par la caisse nationale des retraites.

Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son exploitation, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou fail-

lite, soit par cession d'établissement le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la caisse nationale des retraites. Ce capital sera déterminé, au jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au paragraphe précédent.

Toutefois, le chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement de ce capital s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par arrêté du gouverneur soumis à l'approbation du ministre des colonies, du ministre du travail et du ministre des finances, dans le cas où, parmi les garanties déterminées par ledit arrêté, figurerait le dépôt, par le chef d'entreprise, de titres produisant un revenu au moins égal au montant des arrérages de pensions, la consignation de ces titres devrait être faite à la caisse générale de la caisse des dépôts et consignations.

CHAPITRE IV.

Dispositions particulières concernant les mutilés de la guerre victimes d'accidents de travail.

Art. 24. — Toutes les fois qu'un militaire des armées de terre et de mer, titulaire d'une pension en vertu de la loi du 31 mars 1919 aura été victime d'un accident du travail survenu dans les conditions prévues par le présent titre, l'ordonnance du président ou le jugement du tribunal qui fixera le montant des rentes pouvant résulter, tant de sa mort que de la réduction permanente de sa capacité de travail, devra indiquer expressément : 1° si l'accident a eu pour cause exclusive l'infirmité de guerre préexistante ; 2° si la réduction permanente de capacité résultant de l'accident a été aggravée par le fait de ladite infirmité et dans quelle proportion.

Dans le premier cas, le chef d'entreprise sera exonéré de la totalité des rentes allouées à la victime ou à ses ayants droit par l'ordonnance ou le jugement ; et, dans le second cas, de la quotité desdites rentes correspondant à l'aggravation ainsi déterminée.

Art. 25. — Le capital représentatif des rentes auxquelles s'appliquera l'exonération prévue à l'article précédent sera versé à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse par prélèvement sur les ressources d'un fonds spécial de prévoyance dit « des blessés de guerre », créé dans la colonie de la Guyane.

Ce fonds sera géré par le chef du service de l'enregistrement de la colonie comme annexe du fonds spécial de garantie institué par l'article 16 et dans les mêmes conditions que ce dernier fonds.

Il sera alimenté par le produit des taxes ci-après : 1° une contribution des exploitants assurés perçue sur toutes les primes d'assurances acquittées en exécution des dispositions du présent titre. Cette contribution sera recouvrée en même temps que les primes par les organismes d'assurances et versée au fonds spécial de prévoyance ; 2° une contribution des exploitants non assurés autre que l'Etat ou la colonie employeurs, perçue sur les capitaux constitutifs des rentes mises à leur charge. Cette contribution sera liquidée et recouvrée pour le compte du fonds spécial de prévoyance dans les conditions fixées par l'article 17. Le capital constitutif sera déterminé, pour la perception de la contribution, d'après un barème et dans les conditions fixées par arrêté du gouverneur soumis à l'approbation du ministre des colonies, après avis du ministre du travail.

La quotité des taxes prévues ci-dessus sera déterminée suivant les modalités fixées par le premier alinéa de l'article 18.

Les organismes d'assurances devront, en outre, acquitter, pour la constitution du fonds spécial de prévoyance, une contribution proportionnelle au montant des primes ou cotisations encaissées, et fixée annuellement, pour chaque organisme, par arrêté du gouverneur, soumis à l'approbation du ministre des colonies. La contribution des sociétés ou syndicats de garantie en liquidation sera déterminée d'après le montant total annuel des charges pour règlements de sinistres. La contribution prévue au présent alinéa devra rester exclusivement à la charge des organismes d'assurances.

Les employeurs qui ont usé de la faculté accordée par l'article 2 contribuent au fonds spécial de prévoyance dans les conditions spécifiées par le présent article, s'ils ne sont point, par ailleurs, obligatoirement assujettis aux dispositions du présent titre.

Les dispositions des quatre derniers alinéas de l'article 17 sont applicables au fonds spécial de prévoyance.

Art. 26.— Le fonds spécial de garantie supportera les frais de gestion du fonds spécial de prévoyance et pourvoira, le cas échéant, aux insuffisances de ce dernier.

Après apurement complet et définitif du fonds spécial de prévoyance des blessés de la guerre, le reliquat éventuel sera versé au fonds spécial de garantie institué par l'article 16.

Art. 27. — Les conditions d'organisation et de fonctionnement du service du fonds spécial de prévoyance seront déterminées par arrêté du gouverneur soumis à l'approbation du ministre des colonies et du ministre de finances, après avis du ministre du travail.

Chaque année, le gouverneur adresse au ministre des colonies un rapport, publié au *Journal officiel* de la colonie, sur le fonctionnement général du fonds de prévoyance de la colonie.

CHAPITRE V

Dispositions générales.

Art. 28. — Les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution du présent titre sont visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Un tarif, établi dans la forme prescrite par le sénatus-consulte du 3 mai 1854, déterminera : 1° les droits, frais, émoluments et honoraires dus aux greffiers et aux officiers ministériels pour leur assistance, ainsi que pour la rédaction et la délivrance de tous les actes nécessités par l'application du présent titre ; 2° les frais de transport des juges de paix.

Art. 29. — Toute convention contraire aux dispositions du présent titre est nulle de plein droit.

Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées pour rémunération de leurs services, envers les intermédiaires qui se chargent, moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit le bénéfice d'une instance judiciaire ou d'un accord.

Est passible d'une amende de 16 fr. à 300 fr. et, en cas de récidive dans l'année de la condamnation, d'une amende de 500 fr. à 2,000 fr. sous réserve de l'application de l'article 463 du code pénal : 1° tout intermédiaire convaincu d'avoir offert les services spécifiés à l'alinéa précédent ; 2° tout chef d'entreprise ayant opéré, sur le salaire de ses ouvriers ou employés, des retenues pour l'assurance des risques mis à sa charge par le présent titre ; 3° toute personne qui, soit par

menace de renvoi soit par refus ou menace de refuser les indemnités dues en vertu du présent titre, aura porté atteinte ou tenté de porter atteinte au droit de la victime de choisir son médecin ; 4° tout médecin ayant, dans des certificats délivrés pour l'application du présent titre, sciemment dénaturé les conséquences des accidents.

Sera puni d'une amende de 100 fr. à 500 fr. et d'un emprisonnement de trois jours à trois mois, quiconque, par menaces, dons, promesse d'argent, retourne sur les honoraires médicaux ou fournitures pharmaceutiques faits à des sociétés du travail, à des syndicats ou associations, à des chefs d'entreprise, à des assureurs, ou à toute autre personne, aura attiré ou tenté d'attirer les victimes d'accidents du travail dans une clinique ou cabinet médical, ou officine de pharmacie, et aura ainsi porté atteinte à la liberté de l'ouvrier de choisir son médecin et son pharmacien.

Art. 30 — Aucune des indemnités déterminées par le présent titre ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au chapitre 1er du présent titre.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

En cas de poursuites criminelles, les pièces de procédure seront communiquées à la victime ou à ses ayants droit.

Le même droit appartiendra au patron ou à ses ayants droit.

Art. 31. — Les cahiers des charges des entreprises et marchés de Travaux publics de la Guyane et des établissements publics de cette même colonie contiendront une clause astreignant les entrepreneurs et traitants à s'assurer contre les risques prévus par le présent titre.

Art. 32. — Les dispositions du présent titre ne sont pas applicables à ceux qui vendent à des entrepreneurs le produit de leur travail notamment les « balatistes » et les « coupeurs de bois de rose » ainsi qu'aux travailleurs étrangers, sous réserve, toutefois, en ce qui concerne ces derniers, des

droits qu'ils pourraient tenir de conventions internationales.

Ne peuvent, également, bénéficier des dispositions du présent titre les transportés en cours de peine et les relégués collectifs.

Art. 33. — Un décret déterminera toutes les mesures nécessaires à l'application des dispositions du présent titre. Il fixera, notamment, les règles relatives aux instances judiciaires et à la procédure en matière d'accidents du travail, ainsi que les conditions dans lesquelles les textes relatifs à la réglementation des accidents de travail seront portés à la connaissance des intéressés.

Art. 34. — Les dispositions du présent titre ne seront applicables que trois mois après la publication, au *Journal officiel* de la colonie, des divers textes pris pour son exécution.

Art. 35. — Dans la colonie de la Guyane, à partir de la publication au *Journal officiel* de la colonie des textes visés à l'article précédent et pendant les trois mois qui suivront, les contrats d'assurance contre les accidents, souscrits antérieurement à cette publication pour des entreprises visées à l'article premier et garantissant les risques prévus par le présent titre, pourront être dénoncés par l'assureur ou par l'assuré.

La dénonciation s'effectuera soit au moyen d'une déclaration au siège social ou chez l'agent local, dont il sera donné récépissé, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée. Le contrat se trouvera ainsi intégralement résilié le deuxième jour, à midi, à compter du jour de la déclaration, de la signification de l'acte judiciaire ou du dépôt à la poste de la lettre recommandée.

Les primes restant à payer ne seront acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la réalisation. Les primes payées d'avance pour assurances forfait ne lui resteront acquises, et seulement jusqu'à concurrence de six mois de risque au maximum à compter du jour de la résiliation, que si le contrat n'a pas été dénoncé par lui; le surplus sera restitué à l'assuré.

Les polices non dénoncées dans ce délai seront régies par le droit commun.

Art. 36. — Les contrats mixtes par lesquels l'assureur s'est engagé, d'une part, à garantir l'assuré contre les risques prévus par la présente réglementation si celle-ci était déclarée applicable, et, dans le cas contraire, à le couvrir du risque de

la responsabilité civile, seront intégralement résiliés s'ils ont été dénoncés dans les formes et délais prévus à l'article précédent. La dénonciation de l'assuré restera toutefois sans effet si, dans la huitaine de cette dénonciation, l'assureur lui remet un avenant garantissant expressément sans aucune augmentation de prime, le risque défini par le présent titre.

A l'expiration du délai de trois mois, visé à l'article précédent, le silence des deux parties aura pour effet, sans autres formalités, de rendre le contrat applicable au risque déterminé par le présent titre.

TITRE II.

Accidents du travail survenus, à la Guyane, dans les exploitations agricoles et dans les exploitations forestières.

CHAPITRE Ier.

Accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés.

Art. 37. — Dans les exploitations agricoles, les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur.

Est considéré comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés.

Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée, selon les tarifs établis par le titre 1er, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

Art. 38. — Sous réserve des dispositions spéciales prévues par l'article 37, les dispositions du titre 1er sont applicables aux seuls accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés.

CHAPITRE II.

Accidents survenus dans les exploitations forestières.

Art. 39. — Un décret déterminera les conditions d'application des dispositions du titre 1er aux accidents du travail survenus dans les exploitations de bois.

Art. 40. — Le Ministre des colonies, le Ministre du travail, le Ministre des finances et le Garde des sceaux, Ministre de la justice, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de la Guyane et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 juillet 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

Le Ministre du travail, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales,
DURAFOUR.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
T. STEEG.

Le Ministre des finances,
J. CAILLAUX.

N° 373. — *ARRÊTÉ autorisant une réunion extraordinaire du Conseil municipal de la commune d'Iracoubo.*

(19 septembre 1925.)

Le GOUVERNEUR de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la lettre du Maire d'Iracoubo en date du 12 septembre 1925 ;

Vu les articles 17 et 18 du décret du 15 octobre 1879, portant institution des municipalités à la Guyane française ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le Conseil municipal de la commune d'Iracoubo est autorisé à se réunir en session extraordinaire.

Art. 2 — L'ordre du jour de la session sera le suivant :

Vote du budget primitif de l'exercice 1926 et règlement de différentes affaires intéressant la Commune.

Art. 3. — Le Maire est autorisé, vu l'urgence, à ne pas observer les délais de convocation prévus à l'article 18 du décret du 15 octobre 1879 précité.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 19 septembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 374. — *ARRÊTÉ allouant une remise de 5 0/0 aux chefs de brigade de gendarmerie de Kourou et d'Iracoubo chargés de la liquidation et de la perception de la taxe spéciale de commerce intérieur sur le montant des recettes effectuées par eux.*

(19 septembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 4 avril 1925, approuvant la délibération du Conseil général de la Guyane française, en date du 22 août 1924, relative à l'établissement d'une taxe spéciale de commerce intérieur ;

Vu la nouvelle délibération du Conseil général en date du 26 juin 1925, où il est tenu compte de toutes les réserves faites par le Conseil d'Etat ;

Vu l'article 7 de la délibération précitée ;

Vu l'arrêté n° 496 du 3 juillet 1925, approuvant ladite délibération ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Une remise de *cinq pour cent* 5 0/0) est allouée aux chefs des brigades de gendarmerie d'Iracoubo et de Kourou, chargés de la liquidation et de la perception de la taxe spéciale de commerce intérieur sur le montant des recettes effectuées par eux.

Art. 2. — Cette remise leur sera mandatée à raison de chaque trimestre au vu d'une expédition de leur bordereau

mensuel de comptabilité certifié conforme par le Chef du service des Douanes et Contributions indirects.

Le montant de ce bordereau sera déduit de celui des recettes devant servir de base à la répartition des remises accordées aux agents du service des Douanes pendant le trimestre en question.

Art. 3 — Le Secrétaire général et le Chef du service des Douanes et des Contributions indirects p. i. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 19 septembre 1925.

C. J CHANEL.

N 375.— *ARRÊTE approuvant le compte de gestion de l'exercice 1922 de* M. Salvador (Clovis), *Receveur du Bureau de bienfaisance.*

(19 septembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française.

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes;

Vu l'arrêté n° 685, rendu en Conseil privé le 13 août 1924, sur le compte de gestion de l'exercice 1922, présenté par M Salvador (Clovis), Receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Sinnamary;

Sur le rapport du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvé le compte de gestion de l'exercice 1922, présenté par M. Salvador Clovis), Receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Sinnamary, dont quitus.

Art 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 19 septembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 376. — *ARRÊTÉ approuvant le compte de gestion de l'exercice 1922 de* M. Regour (Gustave), *Receveur du Bureau de bienfaisance de Cayenne.*

(19 septembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes ;

Vu l'arrêté n° 688, rendu en Conseil privé le 13 août 1925, sur le compte de gestion de l'exercice 1922, présenté par M. Regour (Gustave), Receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Cayenne ;

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvé le compte de gestion de l'exercice 1922, présenté par M. Regour (Gustave), Receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Cayenne, dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 19 septembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 377. — *ARRÊTÉ étendant au personnel rétribué sur les budgets des communes rurales les dispositions de l'arrêté local du 8 janvier 1925, portant majoration de l'indemnité pour charges de famille.*

(19 septembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 15 octobre 1879 portant création de municipalités élues à la Guyane française ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 1920, établissant une indemnité en faveur des fonctionnaires, employés et agents du Service local chargés de famille, arrêté dont les dispositions ont été étendues au personnel rétribué sur les budgets communaux ;

Vu l'arrêté local du 8 janvier 1925, portant modifications à l'arrêté précité du 3 décembre 1920 ;

Vu le vœu émis par le Conseil général au cours de sa session ordinaire de 1924 ;

Vu l'avis favorable émis par les Conseils municipaux des communes rurales, à l'exclusion de ceux de Kourou et de Rémire ;

Vu les crédits inscrits au budget supplémentaire des dites communes ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'arrêté susvisé du 8 janvier 1925, portant modifications à l'arrêté du 3 décembre 1920, relatif à l'attribution d'une indemnité pour charges de famille aux fonctionnaires et agents du Service local, sont étendues dans les mêmes conditions au personnel rétribué sur les budgets des communes rurales autres que Rémire et Kourou.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, *qui aura son effet à compter du 1er janvier 1925*, et qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 19 septembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 378. — *ARRÊTÉ allouant une indemnité temporaire spéciale de cherté de vie aux agents rétribués sur les budgets des communes rurales et dont le traitement colonial est de 4,000 fr. et au-dessous.*

(19 septembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 15 octobre 1879 portant création de municipalités élues à la Guyane française;

Vu le vœu émis par le Conseil général au cours de sa session ordinaire de 1924;

Vu l'avis favorable émis par les Conseils municipaux des communes rurales, à l'exclusion de ceux de Kourou et de Rémire;

Vu les crédits inscrits au budget supplémentaire desdites communes;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE:

Article 1er. — A compter du 1er janvier 1925, une indemnité temporaire spéciale de cherté de vie est accordée au personnel rétribué sur les budgets des communes rurales de la colonie et dont le traitement colonial ne dépasse pas quatre mille francs par an (4,000 fr.)

Art. 2. — Cette indemnité est fixée de la façon suivante:

600 fr. pour les communes de Matoury, Sinnamary et Macouria;

900 fr. pour les communes de Roura, Tonnégrande, Montsinéry et Iracoubo;

1,200 fr. pour les communes de Mana, Approuague, Kaw et Oyapoc.

Art. 3. — Toutefois, les agents dont la solde coloniale est inférieure à:

4,600 fr. et qui sont en service dans une des communes de la 1re catégorie;

4,900 fr. et qui sont en service dans une des communes de la 2e catégorie;

5,200 fr. et qui sont en service dans une des communes de la 3e catégorie, recevront également, à titre temporaire, une indemnité de cherté de vie qui correspondra exactement à la différence existant entre le montant de leur traitement colonial et la somme de 4,600 fr., 4,900 fr. et 5,200 fr., suivant le cas.

Art. 4. — L'indemnité temporaire spéciale de cherté de vie sera réduite de moitié pour les agents qui perçoivent en nature le logement ou la nourriture.

Elle n'est pas due à ceux qui sont nourris et logés aux frais des budgets des communes rurales.

Art. 5. — Les agents qui bénéficient déjà de l'indemnité de vivres ne peuvent la cumuler avec la nouvelle indemnité de cherté de vie, mais ils ont droit à celle des deux indemnités qui leur est la plus favorable.

Art. 6. — N'ont pas droit à l'indemnité de cherté de vie les agents auxiliaires employés à la journée ou au mois qui ne perçoivent qu'une allocation dégagée de tout accessoire en nature ou en espèces.

Art. 7. — L'indemnité temporaire spéciale de cherté de vie totale ou réduite dans les conditions fixées par l'article 3 ci-dessus, sera payée aux ayants-droit par douxième et à terme échu en même temps que leur solde mensuelle.

Art. 8. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 19 septembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 379. — *ARRÊTÉ abrogeant celui du 16 juillet 1923 et portant allocation d'indemnités de déplacement et de séjour aux membres du Conseil général et de la Commission Coloniale.*

(19 septembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 23 décembre 1878, portant institution d'un Conseil général à la Guyane française, modifié et com-

plété par les décrets des 28 avril 1882, 24 février 1885 et 2 juillet 1887 ;

Vu le décret du 18 juin 1912, modifiant l'article 2 du décret précité du 23 décembre 1878 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1921, portant règlement sur le régime des déplacements du personnel rétribué sur les fonds du budget local ou des budgets spéciaux de la Colonie ;

Vu l'arrêté en date du 16 juillet 1923, abrogeant, en tant qu'elles concernent les Conseillers généraux et les Conseillers municipaux de la Colonie, les dispositions de l'article 32 de l'arrêté précité ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1923, abrogeant celui du 16 novembre 1912 portant allocation d'indemnités de déplacement et de séjour aux membres du Conseil général et de la Commission coloniale se rendant aux réunions des dits Conseils ou commission ou étant chargés de mandats spéciaux par le Chef de la Colonie ;

Vu les dépêches ministérielles du 19 avril 1923, n° 19, et du 21 mars 1925, n° 6, au sujet des frais de déplacement des Conseillers généraux ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1923 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

Il est alloué, sur les ressources ordinaires du budget de la Colonie, une indemnité de déplacement et de séjour de vingt-cinq francs par jour aux Conseillers généraux autres que le Représentant de la Colonie au Parlement qui, pour prendre part aux réunions du Conseil général et de la Commission Coloniale, seront obligés de se transporter à plus de deux kilomètres de leur résidence.

Les Conseillers généraux qui auront à se déplacer dans les cas spécifiés ci-dessus auront également droit aux moyens de transport en nature ou, à défaut, à une indemnité de deux francs cinquante centimes pour chaque kilomètre parcouru.

En dehors des sessions, les Conseillers généraux qui auront à se déplacer pour exécuter des mandats spéciaux dont ils auront été chargés par le Chef de la Colonie, n'auront droit

qu'au remboursement des frais résultant de l'exécution de ces mandats, sans que ces frais ne puissent, en aucun cas, excéder une allocation journalière de quarante francs.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 19 septembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 380. — *ARRÊTÉ promulguant dans la colonie le décret du 26 août 1925 fixant la répartition entre les colonies du contingent de 192,000 hectolitres d'alcool pur, de rhums et tafias à admettre à l'entrée en France sous le régime de la franchise.*

(25 septembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906 relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu les dispositions de l'article 90 de la loi du 13 juillet 1925 relatives à l'importation en France des rhums et tafias originaires des colonies françaises ;

Vu la loi du 25 juin 1920 et les décrets des 5 septembre 1920 et 19 août 1921 qui ont fixé les conditions que doivent remplir les rhums coloniaux à leur entrée en France ;

Vu les décrets des 20 février et 13 avril 1923 qui ont déterminé les modalités de la répartition entre les colonies et les producteurs coloniaux du contingent prévu par l'article 9 de la loi du 31 décembre 1922 ;

Vu le décret du 19 janvier 1924, qui a fixé la répartition entre les colonies du contingent prévu par l'article 23 de la loi du 27 décembre 1923 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 septembre 1923 qui a fixé les conditions d'application de l'article 7 du décret du 20 février 1923 ;

Vu le décret en date du 26 août 1925 fixant la répartition entre les colonies du contingent de 192,000 hectolitres d'alcool

pur de rhums et tafias à admettre à l'entrée en France sous le régime de la franchise ;

Sur la proposition du Vérificateur principal, chef du service des Douanes et Contributions indirectes p. i.,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie pour y être exécuté en sa forme et teneur le décret susvisé du 26 août 1925.

Art. 2. — Le Vérificateur principal, chef du service des Douanes et Contributions indirectes p. i., est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 25 septembre 1925.

C. J. CHANEL.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Vu les dispositions de l'article 90 de la loi du 13 juillet 1925 relatives à l'importation en France des rhums et tafias originaires des colonies françaises ;

Vu la loi du 25 juin 1920 et les décrets des 5 septembre 1920 et 19 août 1921, qui ont fixé les conditions que doivent remplir les rhums coloniaux à leur entrée en France ;

Vu les décrets des 20 février et 13 avril 1923, qui ont déterminé les modalités de la répartition entre les colonies et les producteurs coloniaux du contingent prévu par l'article 9 de la loi du 31 décembre 1922 ;

Vu le décret du 19 janvier 1924, qui a fixé la répartition entre les colonies du contingent prévu par l'article 23 de la loi du 27 décembre 1923 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 septembre 1923, qui a fixé les conditions d'application de l'article 7 du décret du 20 février 1923 ;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances,

Décrète :

Article 1er. — Le contingent de 200,000 hectolitres de rhums et tafias en alcool pur, originaires des colonies françaises, susceptibles, en vertu de l'article 90 de la loi du 13 juillet 1923, d'être importés en France en exemption de la surtaxe prévue au quatrième paragraphe de l'article 89 de la loi du 25 juin 1920, est attribué, pour une part de 192,000 hectolitres, conformément au tableau ci-après :

Colonies.	Contingent.
Martinique	86,000 hectolitres.
Guadeloupe	66,000 —
Réunion	30,000 —
Indochine	4,900 —
Madagascar (y compris Mayotte et dépendances)	4,840 —
Guyane française	150 —
Etablissements français de l'Océanie.	100 —
Nouvelle-Calédonie	10 —
	192,000 hectolitres.

La répartition de ces 192,000 hectolitres sera effectuée, dans chaque colonie, entre les établissements ayant reçu une part de contingent en 1923 et 1924, suivant les modalités fixées par les décrets des 20 février et 13 avril 1923.

Art. 2. — Le reliquat de 8,000 hectolitres est laissé à la disposition du ministre des colonies pour lui permettre, chaque année, de procéder aux réajustements de contingents reconnus nécessaires, d'affecter une part de contingent aux établissements qui viendraient à se créer pendant la période 1925-1929 et d'accorder, à titre de prime aux sucreries, un contingent spécial basé sur l'excédent de production de sucre de chacune d'elles par rapport à sa fabrication de l'année précédente.

Au cas où les circonstances ne justifieraient pas la répartition intégrale du contingent laissé à la disposition du ministre, la fraction non attribuée de ce contingent sera partagée entre toutes les colonies rhumières proportionnellement au contingent fixé pour chacune d'elles par l'article 1er du présent décret.

Art. 3. — Un décret déterminera, au plus tard au début du 4e trimestre de chaque année, de la période de 1925 à 1929 inclus, les contingents supplémentaires revenant à chaque colonie.

Art. 4. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 26 août 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies, ANDRÉ HESSE.

Le Ministre des finances, J. CAILLAUX.

N° 381. — *ARRÊTÉ fixant la répartition entre les distillateurs de la colonie du nouveau contingent de 150 hectolitres d'alcool pur attribué à la Guyane française (1925).*

(25 septembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les décrets des 2 août et 5 septembre 1920 et du 10 août 1921, concernant l'importation en France des rhums coloniaux ;

Vu l'article 9 de la loi du 31 décembre 1922 et le décret du 20 février 1923 complété par celui du 13 avril 1923 ;

Vu le décret du 26 août 1925, répartissant entre les colonies françaises le nouveau contingent des rhums coloniaux admissibles en France en exemption de la surtaxe ; promulgué dans la colonie par arrêté en date de ce jour ;

Vu le câblogramme ministériel, n° 143, du 28 août 1925 ;

Sur la proposition du Vérificateur principal, chef du service des Douanes et Contributions indirectes p. i.,

ARRÊTE :

Article 1er. — La répartition entre tous les distillateurs de la colonie du contingent de 150 hectolitres d'alcool pur,

attribué à la Guyane française par l'article 1er du décret du 26 août 1925, est établie pour chaque intéressé, proportionnellement à sa production de l'année la plus élevée au cours de la période comprise entre 1924 à 1925 inclus, sans que la part lui revenant puisse être supérieure au chiffre de sa production moyenne des années 1921 à 1924 inclus.

Art. 2. — Conformément aux dispositions maintenues en vigueur des décrets du 20 février et 13 avril 1923, concernant les distilleries agricoles — les seules existant en Guyane — la répartition du contingent de 150 hectolitres d'alcool pur, réservé à la colonie, est fixé suivant les indications du tableau ci-après :

DESIGNATION DES DISTILLERIES	PRODUCTION de l'année la plus élevée	PART en alcool pur du contingent attribué
Nollier	1.029h59	26h55
Sœurs de Mana	56 80	1 46
Prévot	1.303 19	33 61
Raban	129 17	3 33
Gosselin	182 99	4 71
Société civile des plantations du Rorota	1.334 69	34 42
Sainte-Rose Bottius	88 21	2 27
Maugée et J. Grant	539 33	13 91
Rosélie	545 68	14 07
Sen-Wo-Lee	415 06	10 70
P. Claire	37 78	0 97
Saint-Maurice	»	4 00
TOTAUX	5.662h49	150h00

Art. 3. — Les rhums et tafias originaires de la Guyane française provenant exclusivement de la distillation du jus des cannes à sucre ou de la mélasse, ne titrant pas plus de 65° et présentant les caractères spécifiques définis par l'article 6 du décret du 19 août 1921, ne seront admis à l'importation en France, en exemption de la surtaxe de 25 o/o que s'ils sont régulièrement accompagnés du certificat sur papier blanc prévu par l'article 2 du décret du 3 septembre 1920 dûment complété par une mention du service des Douanes et Contributions

indirectes de la colonie, attestant que les quantités indiquées sur ce certificat ont bien été exportées de la Guyane dans la limite de la part du contingent attribué à chacune des distilleries ci-dessus mentionnées.

Art. 4. — Le Vérificateur principal, chef du service des Douanes et Contributions indirectes p. i., est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 25 septembre 1925.

C. J. CHANEL.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 382. — Par décret du 7 août 1925, ont été nommés :

Commandeur du Nicham El Anouar.

M. Chanel, Gouverneur de la Guyane française.

Chevalier de l'Ordre du Cambodge.

M. Thénène, Préposé principal des Contributions directes à la Guyane.

Chevalier de l'Etoile Noire.

MM. Monnin, Professeur au Collège de Cayenne ;
Jean-Louis, Commis de 1re classe des Mines à la Guyane.

N° 383. — Par décret, en date du 8 août 1925, les distinctions honorifiques ci-après ont été accordées pour services rendus à la mutualité.

Médaille d'argent.

M. Crouzet (Urbain-Léon), Secrétaire-trésorier de section de la Société de secours mutuels la *Solidarité militaire*, à Cayenne.

Médaille de bronze.

M. Devez (Gabriel-Camille-Maurice), Président de section de la Société de secours mutuels la *Solidarité militaire*, à Cayenne.

N° 384. — Par arrêté du Ministre de l'agriculture, en date du 2 août 1925, M. Lafrontière (Louis-Albert), Agriculteur à Saint-Laurent du Maroni, a été nommé Chevalier du Mérite Agricole.

N° 385. — Par arrêté du Ministre des colonies, en date du 25 août 1925, a été promu dans le personnel de l'Administration centrale des colonies:

A l'emploi de rédacteur principal de 3e classe,

(Pour compter du 12 juin 1925.)

M. Angammarre (Raoul-Eugène), rédacteur de 1re classe en service détaché.

N° 386. — Par décision du Gouverneur, en date du 1er septembre 1925, M. Raphaël (André Henristal), ancien militaire, est nommé garde rural de 3e classe et appelé, en cette qualité, à servir à Iracoubo.

Avant d'entrer en fonctions, M. Raphaël prêtera, par devant qui de droit, le serment prescrit par la loi.

N° 387. — Par décision du Gouverneur, en date du 3 septembre 1925, M. Jean-Charles (Antonio), garde rural de 3e classe, est maintenu, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans solde, pour une nouvelle période d'une année, à compter du 22 septembre 1925.

N° 388. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 8 septembre 1925, M. Ossian (Joachim), secrétaire de Mairie de 2e classe, est admis sur sa demande, à titre d'ancienneté de services, à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

N° 389. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 8 septembre 1925, M. Siger (Léopold), Secrétaire de Mairie de 1re classe, est admis sur sa demande, à titre d'ancienneté de services, à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

N° 390. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 septembre 1925, est acceptée la démission offerte par M. A. Philias de ses fonctions de membre titulaire du Comité-directeur de la Caisse Agricole de la Guyane.

N° 391. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 9 septembre 1925, M. Latoville (Louis-Joseph), commis aux entrées, économe-comptable de 2e classe de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne, est admis, à titre d'ancienneté de services à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

N° 392. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 septembre 1925, la solde coloniale et les allocations accessoires sont accordées M. Bauer (Joseph), gendarme à pied au détachement de la Guyane, pendant la durée du stage qu'il a accompli dans la Colonie du 1er janvier au dernier mars 1925.

N° 393. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 septembre 1925, M. Barthélemy (Gustave), ouvrier de 5e classe de l'Imprimerie du Gouvernement, est déféré devant une Commission d'enquête.

N° 394. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 septembre 1925, M. Octobre (Lélis), gardien de 1re classe de la Prison civile, est relevé d'office de ses fonctions de Directeur p. i. de la Prison civile de Cayenne.

Par la même décision, M. Laulernet (Emile), Commis principal du Secrétariat général, est chargé des fonctions de Directeur p. i. de la Prison civile de Cayenne pendant l'absence de M. Bazile-Octuvon, titulaire de l'emploi.

N° 395 — Par décision du Gouverneur en date du 12 septembre 1925, M. Ovide Henri) garde rural de 3e classe, est nommé porteur de contraintes pour la circonscription de Kourou, en remplacement du garde rural Pagrée.

N° 396. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 septembre 1925, ont été agréés, pour compter du 15 juillet 1925 :

1° En qualité d'employés provisoires des Postes et Téléphones à raison de neuf francs par jour:

Mlles Refugio Irmice,
Antier Marcel,

Mlle Paugam Henrita,
et M. Robinson Charles;

2° Manœuvre aux colis postaux à titre provisoire et à raison de quatre francs par jour :

M. André Présent.

N° 397. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 septembre 1925, M. Octobre (Lélis), gardien de 1re classe de la Prison civile de Cayenne, est provisoirement suspendu de ses fonctions.

N° 398. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 septembre 1925, une permission d'absence de trente jours, à solde entière coloniale, est accordée à M. Rose (Emmanuel), brigadier de 2e classe de la Police générale, pour en jouir dans la colonie.

N° 399. — Par décision du Gouverneur, en date du 15 septembre 1925, M. Eugène Achille, cultivateur à Mana, est désigné pour faire partie de la Commission de visite des plantations, en vue de la répartition des primes à la culture dans cette localité.

N° 400. — Par décision du Gouverneur, en date du 15 septembre 1925, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, la deuxième session ordinaire d'examens pour le baccalauréat de l'enseignement secondaire (1re partie) s'ouvrira à Cayenne, au Collège, le lundi 26 octobre 1925.

Les inscriptions seront reçues jusqu'au mercredi 30 septembre inclus.

N° 401. — Par décision du Gouverneur, en date du 15 septembre 1925, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, un concours d'admission au cours normal aura lieu les lundi 19 mardi 20 et mercredi 21 octobre 1925, au Collège de Cayenne, à 7 heures.

Le nombre des élèves à admettre est fixé à 10 dont 5 filles et 5 garçons.

L'examen portera sur les matières du brevet élémentaire.

Les candidats pourront se faire inscrire jusqu'au 16 octobre inclus.

Ils devront déposer avec leur demande d'inscription sur timbre :

1° un extrait de leur acte de naissance ;

2° un certificat de visite médicale.

N° 402. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 19 septembre 1925, le chef de poste de police Priam exercera la charge d'huissier à Iracoubo, en remplacement de M. Amaranthe, précédemment appelé à d'autres fonctions.

N° 403. — Par décision du Gouverneur, en date du 25 septembre 1925, M. Dimanche (Maurice), préposé des Douanes à Saint-Georges de l'Oyapoc, est désigné comme porteur de contraintes pour la circonscription de l'Oyapoc, en remplacement de M. Succab.

La décision du 31 août 1925 est rapportée en ce qu'elle concerne M. Succab.

N° 404. — Par décision du Gouverneur, en date du 25 septembre 1925, M. Viane (Urbain) est agréé, à titre auxiliaire, pour remplir les fonctions de gardien du Châlet de Bourda.

Cet agent sera payé sur état de salaires, à raison de 7 francs par jour.

N° 405. — Par décision du Gouverneur, en date du 25 septembre 1925, M. Zéphir Auxence), commis de 1re classe du Secrétariat général du Gouvernement de la Guyane, est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans solde pour une durée de six mois, à compter du 1er octobre 1925.

N° 406. — Par décision du Gouverneur, en date du 25 septembre 1925, est acceptée la démission offerte par M. l'abbé Richer de ses fonctions de membre du clergé de la Guyane française.

N° 407. — Par décision du Gouverneur, en date du 28 septembre 1925, M. Clotilde (Paul), commis d'économat de 1re classe à l'Hôpital-hospice civil de Cayenne, est nommé commis aux entrées, économe-comptable de 3e classe du

même établissement, en remplacement de M. Latoville, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Cet agent aura droit, en outre, à la nourriture au compte de l'établissement.

N° 408. — Par décision du Gouverneur, en date du 29 septembre 1925, et pour compter du 1er octobre 1925, une nouvelle prolongation de mise en disponibilité, sans traitement d'une année, est accordée à M. Mandé (Phocyde), préposé des Contributions indirectes.

N° 409. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 septembre 1925, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, la deuxième session d'examens du brevet élémentaire, du brevet d'enseignement primaire supérieur (section générale et section industrielle), du brevet supérieur et l'examen du certificat d'aptitude pédagogique sont fixés comme suit :

Brevet élémentaire et brevet d'enseignement primaire supérieur (section générale et section industrielle).

Les lundi 19, mardi 20 et mercredi 21 octobre 1925, à 7 heures.

Brevet supérieur :

Les jeudi 22, vendredi 23 et samedi 24 octobre 1925 à 7 heures.

Certificat d'aptitude pédagogique :

Le lundi 26 octobre 1925, à 8 heures.

Tout candidat à ces divers examens devra se faire inscrire au Secrétariat de l'Instruction publique jusqu'au mercredi 12 octobre inclus, à 17 heures.

Passé ce délai aucune demande ne sera acceptée.

Il déposera :

1° Une demande d'inscription écrite sur timbre et signée par lui ;

2° Un extrait de son acte de naissance.

Ne sont admis à la deuxième session du brevet élémentaire, du brevet d'enseignement primaire supérieur (section générale et section industrielle) et du brevet supérieur, que les candidats qui, s'étant présentés à la première session ont obtenu les 1/3 du maximum des points soit 80 points pour le

brevet élémentaire, 93 pour le brevet d'enseignement primaire supérieur (section générale), 53 pour le brevet d'enseignement primaire supérieur (section industrielle) et 30 pour le brevet supérieur et ceux qui n'ont pu se présenter par suite d'un cas de force majeure laissé à l'appréciation du Chef du service de l'Instruction publique.

Le candidat au certificat d'aptitude pédagogique déposera en outre :

1° son brevet élémentaire ou son brevet supérieur, s'il y a lieu ;

2° un certificat constatant qu'il remplit les conditions de stage réglementaire.

N° 410. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 septembre 1925, M. Horth (Paul), secrétaire de Mairie de 2e classe à Approuague, est appelé à continuer ses services à Mana, en remplacement de M. Germain, secrétaire de mairie de Ire classe, nommé commissaire de police à Saint-Laurent du Maroni.

N° 411. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 septembre 1925, Mlle Bally (Marie), dame-employée du service des Douanes, est mise à la disposition de M. le Chef de la mission d'inspection en qualité de dactylographe. Elle aura droit, dans cette nouvelle position, à sa solde telle qu'elle est prévue par l'arrêté du 12 octobre 1922 et aux remises que lui accorde l'arrêté du 24 octobre de la même année.

N° 412. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 septembre 1925, un congé de convalescence d'un mois, à passer dans la colonie, est accordé à M. Rose (Emmanuel), brigadier de 2e classe de la Police générale.

N° 413. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 septembre 1925, une permission d'absence de trente jours, à solde entière coloniale, est accordée à M. Meltéor (Albert), agent de Ire classe de la Police générale, pour en jouir dans la colonie.

CERTIFIÉ CONFORME :

Le Secrétaire-archiviste,

R. ANGAMMARRE.

CAYENNE — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° *9 bis.*

SEPTEMBRE 1925.

ARRÊTÉ n° 812 *promulguant à la Guyane française le décret du 31 mars 1925, portant organisation du travail à bord des navires affectés à la navigation maritime.*

(30 septembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies;

Vu le décret en date du 31 mars 1925 relatif à l'organisation du travail à bord des navires affectés à la navigation maritime;

Vu la dépêche ministérielle du 3 juillet 1925, n° 792 MM. prescrivant la promulgation dans la colonie du décret précité du 31 mars 1925 sous la réserve que les dispositions de ce texte ne s'appliqueront qu'aux navires *ayant leur port d'attache dans la Métropole*,

ARRÊTE :

Article Ier.— Est promulgué à la Guyane française pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret susvisé du 31 mars 1925, sous la réserve que les dispositions de ce texte ne s'appliqueront qu'aux navires *ayant leur port d'attache dans la Métropole.*

Art. 2.— Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 30 septembre 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 31 mars 1925.

Monsieur le Président,

Deux règlements d'administration publique sont intervenus jusqu'ici pour l'application de la loi du 2 août 1919, fixant à huit heures par jour la durée du travail dans la navigation maritime; celui du 24 février 1920, établi en conformité des propositions formulées par une commission paritaire composée de représentants des armateurs, d'une part, de représentants des personnels navigants, d'autre part, et celui du 5 septembre 1922, pris d'office à la requête des groupements professionnels d'armateurs et modifiant, à titre temporaire, certaines dispositions du premier.

Le premier de ces règlements, rendu en parfait accord entre les employeurs et les employés des industries de la mer, a fait une application exacte du principe posé par les lois des 23 avril et 2 août 1919 en ce qui concerne la limitation des heures de travail pour toutes les catégories de personnel; le second a établi une équivalence entre douze heures de présence au service et huit heures de travail effectif, pour les personnels du pont et du service général, en raison de la nature du travail de ces personnels, considéré comme moins pénible, et eu égard aux intermittences qu'il comporterait.

Ce dernier règlement a soulevé, dès sa promulgation, les plus vives protestations des marins, à qui ses dispositions ont

paru tenir vraiment trop peu de compte tant de l'esprit que de la lettre de la loi du 2 août 1919 ; les conditions dans lesquelles il a été appliqué par certaines compagnies de navigation n'ont fait qu'accroître encore leur mécontentement, et les groupements professionnels maritimes ont formellement demandé, au mois de juin dernier, l'abrogation du décret du 5 septembre 1922 ou tout au moins une revision profonde de ses dispositions. Une commission paritaire, immédiatement constituée en conformité des prescriptions de l'article Ier de la loi du 2 août 1919, n'ayant pu se mettre d'accord pour entreprendre cette revision, le Gouvernement a dû, cette fois encore, préparer d'office une nouvelle réglementation.

Un projet a été d'abord élaboré par M. le sous-secrétaire d'Etat des ports, de la marine marchande et des pêches, après une enquête approfondie, effectuées par les services administratifs et techniques qualifiés, sur les conditions d'application du décret du 5 septembre 1922 ; ses dispositions ont été ensuite soumises à une consultation, d'ailleurs formellement prévue par l'article 1er de la loi du 2 août 1919, des organisations professionnelles d'armateurs et de navigateurs, dont les observations ont été scrupuleusement examinées. Enfin, ce projet a été soumis à l'examen du conseil d'Etat, qui, après une longue série de consciencieuses délibérations, en a approuvé les dispositions essentielles et n'y a apporté de modifications que sur quelques points.

L'enquête complémentaire à laquelle la haute assemblée a jugé nécessaire de procéder elle-même, à défaut des conclusions d'une commission paritaire, a définitivement établi que, dans l'application, le décret du 5 septembre 1922 avait conduit à imposer au personnel navigant une durée de travail effectif journalier excédant les limites prévues par la loi du 2 août 1919, ce travail, le plus souvent pénible par sa nature, n'ayant pas le caractère d'un travail intermittent. Cette constatation est même ressortie des documents produits par l'armement, qui a reconnu que l'équivalence prescrite temporairement par ce décret de 1922 ne donnait pas une mesure exacte de la proportion pouvant exister dans certains cas, entre la durée du service et celle du travail effectif pour les personnels de pont et de service général et qu'elle ne pouvait dès lors aucunement être érigée en règle générale.

Dans ces conditions — comme celui qui vient d'intervenir tout récemment pour l'application de la loi du 23 avril 1919

aux agents des grands réseaux des chemins de fer d'intérêt général — le projet de décret ci-annexé procède de ce principe que, si un règlement de la loi de huit heures doit inévitablement prévoir des dérogations — et, en particulier, l'extrême variété des genres de navigation et la multiplicité des catégories de personnel navigant en imposent de très nombreuses dans la réglementation du travail à bord des navires — les dérogations doivent être suffisamment limitées pour rester l'exception et elles ne sauraient en aucun cas devenir la règle. Faire cadrer plus exactement les prescriptions de la nouvelle réglementation avec celles de la loi du 2 août 1919 et édicter des mesures qui, tout en répondant aux nécessités multiples de la navigation maritime, laissent aux dérogations ce caractère d'exception qui est conforme à l'esprit et à la lettre même de la loi, tel est l'objet de ce nouveau règlement.

Ce projet abroge les deux décrets précédents, sauf en ce qui concerne l'organisation du travail à bord des navires de pêche qui fait l'objet du chapitre IV du décret du 24 février 1920 et à laquelle armateurs et marins ont été d'accord pour n'apporter aucune modification. Il constitue donc une réglementation complète de la limitation des heures de travail à bord des navires de commerce, qui repose sur les deux dispositions fondamentales inscrites dans ses articles 4 et 6, à savoir d'une part qu'est considéré comme travail effectif, comme dans le décret de 1920, tout le temps pendant lequel le personnel embarqué est, par suite d'un ordre donné, à la disposition du capitaine, hors des locaux qui lui servent d'habitation à bord; d'autre part, qu'en principe, dans le service à la mer, le travail du personnel du pont est organisé à trois bordées de navigation comme celui du personnel de la machine, de façon à limiter à huit heures le service de chacune d'elles.

Une dérogation générale, déjà inscrite dans le décret du 24 février 1920, est admise en ce qui concerne le personnel du service général (art. 8). D'autre part, de nombreuses atténuations, dérogations et exceptions ont été apportées au principe des trois bordées sur le pont dans la réglementation applicable au petit armement, notamment aux navires faisant des traversées de moins de vingt-quatre heures, et aussi dans celle applicable aux armements moyens, directement en butte à la concurrence internationale, cargos et voiliers naviguant au long cours et au cabotage international, navires pratiquant le tramping, bâtiments charbonniers, afin de ne pas placer noter

industrie des transports maritimes dans une situation défavorable par rapport aux pavillons étrangers. Pour tenir compte des conditions particulières de ces armements, et en attendant l'internationalisation du régime des huit heures, le projet prévoit, soit le maintien à bord de ces navires du service à deux quarts sur le pont, avec payement d'heures supplémentaires, soit le service à trois quarts avec constitution de trois bordées de deux hommes.

Sans doute, les heures supplémentaires doivent être soit rémunérées, soit compensées ; ce système n'en est pas moins tout à l'avantage de l'armement, puisqu'il a pour effet de lui éviter l'embarquement d'une troisième bordée, d'où économie de salaires, de nourriture et de logements, et qu'il n'est appliqué que lorsque le navire est à la mer, c'est-à-dire au maximum vingt jours par mois, d'après la moyenne établie par l'enquête effectuée dans les ports. Il est ainsi tenu compte des craintes formulées par les entreprises de transport par cargos et par l'armement de tramping à vapeur ou à voile de voir le régime de travail appliqué dans la marine marchande les placer dans une situation d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents étrangers ; il est à remarquer, en effet, que, même en ajoutant au salaire des marins qu'ils emploient le produit de leurs heures supplémentaires, la rémunération de ces marins restera encore sensiblement inférieure aux salaires payés aux marins étrangers.

Par ailleurs, le projet prévoit, comme celui du 24 février 1920, la possibilité d'organiser le travail suivant une répartition inégale du travail effectif journalier, soit sur la base de quarante-huit heures par semaine (non compris le jour affecté au repos hebdomadaire), soit sur la durée d'un mois et sur la base moyenne de huit heures par jour.

Conformément à l'avis très ferme et unanime du conseil d'Etat, qui a estimé qu'il était opportun, en raison de la diversité des espèces qui peuvent se présenter dans la marine marchande, de permettre la répartition de service sur d'autres périodes de temps, il prévoit même la possibilité de régler le travail suivant tout autre régime équivalent, en subordonnant toutefois cette possibilité à l'autorisation du directeur de l'inscription maritime, après référence aux accords qui seraient intervenus entre l'armement et les équipages et sur avis de l'inspecteur de la navigation, juge impartial et averti des besoins des diverses exploitations.

Ces différentes modalités, qui rentrent toutes dans le cadre de l'article 2 de la loi du 2 août 1919, seront fixées, dans chaque cas particulier, par le contrat d'engagement, étant d'ailleurs bien entendu que, dans tous les cas de répartition inégale du travail, la durée journalière du travail effectif ne pourra jamais être prolongée au delà de douze heures pour le service à la mer (art. 16), de neuf ou dix heures, suivant les cas, pour le service au port (art. 19), ou dans d'autres conditions que celles prévues à l'article 8 pour le personnel du service général.

De très larges dispositions transitoires ont, d'autre part, été admises ou confirmées en faveur des navires actuellement en service, notamment de ceux sur lesquels l'application de la nouvelle réglementation entraînerait des modifications importantes dans l'installation des locaux.

En définitive, tout en ayant le légitime souci de donner satisfaction aux très vives réclamations auxquelles avaient donné lieu parmi les gens de mer les dispositions du décret du 5 septembre 1922 et d'assurer aux personnels navigants les garanties auxquelles ils ont droit dans le cadre de la loi du 2 août 1919, le nouveau règlement a été élaboré avec la préoccupation de sauvegarder dans la plus sage mesure la prospérité de nos armements et de ne prendre aucune mesure qui soit de nature à compromettre les intérêts vitaux de notre industrie des transports maritimes, ce qui serait aller à l'encontre des intérêts des marins eux-mêmes.

Des dispositions spéciales fixent le régime du travail particuliers aux remorqueurs, chalands, bâtiments et engins employés aux travaux maritimes, navires de plaisance, de pilotage, de circulation, et autres ne rentrant pas dans la catégorie des navires de commerce proprement dits.

En même temps qu'il réunit en un seul texte aussi précis que possible la réglementation relative à la durée du travail à bord des navires, répartie actuellement dans deux actes à tendances contradictoires, ce projet reproduit un certain nombre de dispositions fondamentales concernant l'organisation même de ce travail, inscrites soit dans la loi du 17 avril 1907, soit dans le règlement d'administration publique du 20 septembre 1908 rendu pour l'application de cette loi.

Le texte soumis par le Gouvernement au conseil d'Etat contenait toutes les dispositions de ces deux actes relatives à

la réglementation du travail et qui sont demeurées en vigueur, bien que dispersées au milieu d'articles en grande partie périmés, notamment celles relatives au repos hebdomadaire. On s'était proposé de constituer ainsi une sorte de codification complète des régles concernant le travail maritime. Sans méconnaître l'utilité qu'il y aurait à réunir dans un même règlement toutes les dispositions relatives au travail à bord des navires, la haute Assemblée, faisant d'ailleurs état du projet de loi dès maintenant soumis au Parlement et ayant précisément pour objet cette codification, a jugé préférable de maintenir le nouveau décret dans le cadre des règlements antérieurs de 1920 et de 1922 qu'il est destiné à remplacer, et de n'y insérer que les prescriptions qui peuvent réagir sur l'organisation de la journée de huit heures. De ce nombre sont certaines dispositions relatives aux mesures de contrôle des heures de travail et de repos et de la durée du travail effectif (art. 4). Elles sont complétées par d'autres destinées à assurer le contrôle constant de l'inspecteur de la navigation et du personnel lui-même sur les horaires de service, les heures supplémentaires, la constitution des bordées, à fixer la procédure suivant laquelle seront admises certaines dérogations et à déterminer les voies de recours ouvertes tant aux armateurs qu'au personnel pour éviter toute application abusive du règlement (art. 11, 28 et 29).

Telle est l'économie de ce projet de décret qui, élaboré à la lumière de l'expérience faite, au cours des années antérieures, des deux règlements précédents et après une étude des plus minutieuses, permettra, j'en suis convaincu, d'organiser le travail à bord des navires de commerce dans des conditions parfaitement régulières aux regards des prescriptions de la loi du 2 août 1919 et sans imposer à l'armement des charges injustifiées ou excessives. Au surplus, il constitue, dans ses dispositions essentielles, un retour au régime de 1920, établi en parfaite collaboration et en complète entente, par les représentants les plus qualifiés des différents genres d'armement et des différentes catégories de navigateurs et marins, et auquel il n'apporte de modifications que pour atténuer, dans les genres de navigation spécialement en butte à la concurrence internationale, les charges de l'armement ne bénéficiant d'aucune protection particulière.

En raison des longs retards qu'ont entraînés l'étude et la mise au point de ce projet, impatiemment attendu par les ma-

rins, il a paru équitable de réduire au minimum le délai d'application, qui a été fixé à dix jours à compter de sa publication.

Si vous approuvez les dispositions de cette nouvelle réglementation, à laquelle M. le ministre du travail a donné son adhésion, je vous serais reconnaissant de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mon respectueux dévouement.

Le Ministre des Travaux publics,
VICTOR PEYTRAL.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Travaux publics,

Vu la loi du 2 août 1919 fixant à huit heures par jour la durée du travail effectif des personnes de l'un et de l'autre sexe et de tout âge employées sur un navire affecté à la navigation maritime, et notamment les articles 1er et 2 ainsi conçus :

« *Art.* 1er. — Dans les entreprises de navigation maritime de quelque nature qu'elles soient, publiques ou privées, même si elles ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, la durée du travail effectif des navigateurs de l'un et de l'autre sexe et de tout âge, employés à bord d'un navire, ne peut excéder, soit huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, soit une limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine.

« Des règlements d'administration publique déterminent par genre de navigation et par catégorie de personnel navigant, les délais et conditions d'application du paragraphe précédent. Dans le cas où ils ne sont pas applicables sur toutes les mers, ils spécifient les zones maritimes où ils doivent être appliqués.

« Ces règlements sont pris, soit d'office, soit à la demande d'une ou plusieurs organisations d'armateurs ou de navigateurs, nationales ou régionales intéressées. Dans l'un et l'autre cas, les organisations d'armateurs et de navigateurs intéressées de-

vront être consultées ; elles devront donner leur avis dans le délai d'un mois.

« Ces règlements sont revisés dans les mêmes formes.

« Ils devront se référer aux accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières nationales ou régionales intéressées, dans le cas où de tels accords existeront.

« Ils devront être obligatoirement revisés lorsque les délais et conditions qui y seront prévus seront contraires aux stipulations des conventions internationales sur la matière.

« *Art. 2.*— Les règlements d'administration publique prévus à l'article précédent détermineront notamment :

« 1° La répartition des heures de travail dans la semaine de quarante-huit heures, afin de permettre le repos l'après-midi du samedi ou toute autre modalité équivalente ;

« 2° La répartition des heures de travail dans une période de temps autre que la semaine ;

« 3° Les délais dans lesquels la durée actuellement pratiquée dans le genre de navigation ou par la catégorie de personnel navigant considéré, sera ramenée, en une ou plusieurs étapes, aux limitations fixées à l'article 1er de la présente loi ;

« 4° Les dérogations permanentes qu'il y aura lieu d'admettre pour les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée au travail général à bord du navire ou par certaines catégories de navigateurs dont le travail est essentiellement intermittent ;

« 5° Les dérogations temporaires qu'il y a lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroîts de travail extraordinaire, à des nécessités d'ordre national ou à des accidents survenus ou imminents ;

« 6° Les mesures de contrôle des heures de travail et de repos et de la durée du travail effectif, ainsi que la procédure suivant laquelle seront accordées ou utilisées les dérogations» ;

Vu les décrets du 24 février 1920 et du 5 septembre 1922 portant règlements d'administration publique pour l'application de la loi du 2 août 1919 ;

Vu la loi du 17 avril 1907 concernant la sécurité de la navigation et la réglementation du travail à bord des navires de commerce et notamment l'article 7 ;

Vu les décrets des 20 et 21 septembre 1908 portant règlements d'administration publique pour l'application de la loi du 17 avril 1907 ;

Vu la lettre en date du 21 juin 1924, par laquelle la fédération nationale des syndicats maritimes a demandé la revision de la réglementation du travail à bord des navires pratiquant la navigation maritime ;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées en réponse à la communication qui leur a été donnée du projet de décret ;

Vu l'avis du ministre du travail, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales en date du 9 février 1925 ;

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

Art. 1er.— Les entreprises de navigation maritime devront, pour l'exploitation des navires armés au long cours, au cabotage, au bornage, au pilotage, en pêche, en plaisance ou en circulation, et en vue de l'application de la loi du 2 août 1919 au personnel employé à un titre quelconque, soit pour le service du pont, soit pour le service de la machine, soit pour le service général, soit pour le service de la télégraphie sans fil, à bord des navires affectés à la navigation maritime, choisir l'un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à huit heures par jour ;

2° Répartition inégale du travail effectif journalier sur la base de quarante-huit heures par semaine, non compris le jour affecté au repos hebdomadaire ;

3° Répartition inégale du travail effectif journalier sur la durée d'un mois et sur la base moyenne de huit heures par jour.

En outre, le directeur de l'inscription maritime pourra, en se référant aux accords intervenus entre l'armement et le personnel navigant, autoriser, après avis de l'inspecteur de la navigation, un régime équivalent établi également sur la base moyenne de huit heures par jour et sur une autre période de temps.

Art. 2.— Pour l'application de la loi du 2 août 1919, le service à bord se subdivise en « Service à la mer » et en « Service au port ».

Pour le service en mer, qui constitue un service permanent, le personnel est réparti en bordées pour le personnel du pont, en quarts pour le personnel de la machine, et en équipes pour le personnel du service général. Ces bordées, quarts et équipes se succèdent, de jour et de nuit, sans interruption, en vue d'assurer la marche, la conduite, l'entretien et la sécurité du navire ainsi que les services de la cargaison et des personnes embarquées. L'organisation du service peut comprendre également des services de jour et de nuit, collectifs et discontinus, ayant pour objet d'assurer l'entretien ou la propreté du navire, la tenue en état des machines, du matériel, des agrès et apparaux, l'exécution de certains services spéciaux (ponts et carrés, poste, etc.), ainsi que l'approvisionnement et le service des personnes embarquées.

Pour le service au port, tout le personnel est groupé, dans chaque catégorie, dans un service de jour collectif et discontinu, pour l'exécution de tous les travaux commandés par le capitaine. Par exception, le service de veille et le service de garde de nuit, de même que certains services spéciaux (services de la petite chaudière, des frigorifiques et des dynamos, approvisionnement et service des personnes embarquées, etc.) qui exigent un fonctionnement permanent, sont assurés par des bordées, quarts ou équipes qui se succèdent, de jour et de nuit, sans interruption.

Les règles du service à la mer sont applicables, non seulement à la mer et sur rade foraine, mais aussi toutes les fois que le navire séjourne moins de vingt-quatre heures sur rade abritée ou dans les ports d'escale.

Les règles du service au port sont, par contre, applicables chaque fois que le navire séjourne plus de vingt-quatre heures sur rade abritée ou dans un port d'escale, et dans tous les cas où le navire passe la nuit ou une partie de la nuit au port d'attache, au port tête de ligne ou au port de retour habituel.

Toutefois, en cas d'arrivée, de départ ou de passage des navires dans les ports, le service à la mer est conservé, pris ou repris, pendant le temps nécessaire à l'exécution des travaux de sécurité, de mise bas, de tenue en état ou d'allumage des feux, et au fonctionnement du service des personnes embarquées.

Art. 3.— Pour l'application de la loi du 2 août 1919 et du présent décret, est considéré comme temps de travail effectif,

le temps pendant lequel le personnel embarqué est, par suite d'un ordre donné, à la disposition du capitaine, hors des locaux qui lui servent d'habitation à bord. Par contre, est considéré comme temps de repos, le temps pendant lequel le peronnel embarqué est en droit de séjourner dans les locaux qui lui servent d'habitation à bord.

Toutefois, dans la modalité du service au port et dans les ports d'attache, les ports tête de ligne en France et les ports de retour habituel, chaque heure de présence à bord, à la disposition du capitaine, est considérée comme heure de travail effectif.

Art. 4.— L'organisation du service à bord incombe au capitaine du navire et il lui appartient, notamment, de fixer l'heure à laquelle commence la journée de travail.

Le tableau réglant l'organisation du travail, tant à la mer que dans le port, dans les limites fixées par l'article 1er et suivant les modalités prévues par cet article, est dressé par le capitaine, visé par l'inspecteur de la navigation, consigné sur le journal de bord et affiché dans les postes d'équipage. Les modifications apportées à ce tableau en cours de voyage sont consignées sur le journal de bord et affichées dans les postes d'équipage; le capitaine doit en rendre compte, dès le retour, à l'inspecteur de la navigation.

Art. 5.— Tout le personnel embarqué doit, à la mer, et à raison des nécessités du service dont le capitaine est seul juge, accomplir le travail qui lui est commandé, quelle qu'en soit la durée.

CHAPITRE II

Dispositions particulières.

SECTION I

Navires affectés à la navigation de commerce proprement dite: long cours, cabotage et bornage; vapeurs et voiliers.

A.— Service à la mer.

Art. 6.— Dans le service à la mer, sur les navires de toutes catégories, et sous réserve des exceptions visées au paragraphe 9 du présent article et aux articles 9 et 10 ci-après, le service du personnel du pont est organisé à trois bordées de navigation au moins.

Sur tous les navires à voiles, ainsi que sur les navires à vapeur ou à propulsion mécanique, dits « cargos », armés au long cours ou au cabotage international, le service du personnel du pont peut, à titre temporaire et jusqu'à ce que soit intervenue une convention internationale entre la France et les grandes nations maritimes relativement à la réglementation du service à la mer dans la marine marchande, être organisé à deux bordées de navigation. Dans ce cas, toute heure supplémentaire de travail commandée au delà des limites fixées par l'article 1er donne lieu soit à compensation, soit à rémunération dans les conditions prévues à l'article 26 ci-après.

Art. 7. — A bord des navires à vapeur ou à propulsion mécanique, quels que soient leur genre de navigation ou la puissance de leurs machines, et sous réserve des exceptions visées aux articles 9 et 10 ci-après, le service du personnel de la machine est organisé à trois quarts.

Art. 8. — A bord des navires de toutes catégories, le travail des agents du service général est organisé de telle façon que chaque membre de ce personnel soit toujours assuré de huit heures de repos ininterrompu, avec, en plus, quatre heures pour les repas et la toilette.

Chaque chef de service, après accord avec le commissaire, règle le travail de ses subordonnés suivant les nécessités du voyage à accomplir, sous réserve des prescriptions du paragraphe 1er du présent article.

En aucun cas, la garde de nuit à la mer ne doit être faite par le personnel ayant accompli la totalité des huit heures de travail effectif dans la journée précédente.

Art. 9. — Sur les cargos à vapeur ou à propulsion mécanique armés à la navigation de cabotage, le service peut être organisé à raison de deux bordées de navigation sur le pont et de deux quarts dans la machine, lorsque les bâtiments n'effectuent que des séjours à la mer d'une durée normale de moins de vingt-quatre heures.

Art. 10. — A bord des navires à vapeur ou à propulsion mécanique de toutes catégories, le service peut être organisé à raison d'une seule bordée de navigation sur le pont et d'un seul quart dans la machine, à la condition de se conformer, pour chaque période de vingt-quatre heures, aux trois conditions suivantes :

1° La durée totale du travail effectif ne dépasse pas huit heures;

2° Le service ne comporte pas plus de six heures de travail consécutif sur le pont et plus de cinq heures de travail consécutif dans la machine;

3° Le personnel bénéficie d'un repos ininterrompu de six heures au moins.

Art. 11. — A bord des navires de toutes catégories, autres que ceux visés aux articles 9 et 10, et sous réserve des dérogations prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article, chaque bordée de navigation doit comprendre trois hommes.

Toutefois, l'inspecteur de la navigation peut prescrire la constitution des bordées de navigation à plus de trois hommes, lorsque la sécurité de la navigation rend cette mesure indispensable en raison des tonnages et dimensions des navires, de la nature de leur armement, des durées ou longueurs des traversées, des temps de travail supplémentaire à exiger du personnel, des conditions climatériques ou de toutes autres circonstances similaires.

Par contre, sur les navires à voiles et sur les cargos à vapeur ou à propulsion mécanique armés au long cours ou au cabotage international, pour lesquels le service du personnel du pont aura été organisé à trois quarts, l'inspecteur de la navigation peut, lorsque cette mesure n'est pas susceptible d'entraîner un inconvénient pour la sécurité de la navigation, autoriser la constitution des bordées de navigation à moins de trois hommes, en raison des tonnages et dimensions des navires, de la nature de leur armement, de la brièveté des traversées, de la présence à bord d'engins ou d'installations mécaniques facilitant le travail du personnel, ou de toutes autres circonstances similaires.

Dans le cas où l'application des dispositions des deux paragraphes précédents donnerait lieu à des réclamations de la part de l'armateur ou du capitaine, il est statué sur ces réclamations par la commission de contre-visite prévue à l'article 8 de la loi du 17 avril 1907. La décision de ladite commission peut faire l'objet d'un pourvoi devant le ministre chargé de la marine marchande, qui statue, après avis de la commission supérieure instituée par l'article 19 de ladite loi, dans les conditions prévues aux articles 18 et 20.

Il est statué, dans les mêmes formes, lorsque des réclamations relatives à l'application de ces deux paragraphes sont présentées par écrit par trois hommes au moins du personnel du pont et adressées en temps utile pour que le départ du navire ne soit pas retardé.

Les pourvois devant le ministre ne sont pas suspensifs de la décision prise par la commission de contre-visite.

Art. 12. — Les paquebots et paquebots mixtes à vapeur ou à propulsion mécanique, qui effectuent des séjours à la mer d'une durée normale de plus de douze heures, et ceux qui n'effectuent que des séjours à la mer d'une durée normale de moins de douze heures, mais dont les voyages comportent normalement plus de soixante heures de service à la mer par semaine (arrivées et départs compris), ainsi que les cargos à vapeur ou à propulsion mécanique qui effectuent des séjours à la mer d'une durée normale de plus de vingt-quatre heures, doivent avoir à bord pour le service du pont, en sus du capitaine, au moins un officier par bordée de navigation. Toutefois, les cargos à vapeur ou à propulsion mécanique qui effectuent des séjours à la mer d'une durée normale de plus de dix jours et où le service est organisé à deux bordées de navigation, doivent avoir à bord, pour le service du pont, en sus du capitaine et du second, au moins un officier par bordée de navigation.

Les paquebots et paquebots mixtes à vapeur ou à propulsion mécanique qui n'effectuent que des séjours à la mer d'une durée normale de moins de douze heures et dont les voyages comportent normalement moins de soixante heures de service à la mer par semaine (arrivées et départs compris), ainsi que les cargos à vapeur ou à propulsion mécanique qui n'effectuent que des séjours à la mer d'une durée normale de moins de vingt-quatre heures, doivent avoir à bord, pour le service du pont, y compris le capitaine, au moins un officier par bordée de navigation.

Lorsque les services supplémentaires du commissariat, de la poste, de la télégraphie sans fil, des rondes aux embarcations et aux locaux d'équipages ou de passagers et autres services similaires, occuperont plus de deux heures par jour les officiers de pont astreints à faire le quart sur la passerelle, il devra y avoir à bord, pour le service du pont, un officier en sus

des officiers prévus aux paragraphes 1er et 2 du présent article.

Dans aucun cas, les dispositions précédentes ne peuvent avoir pour effet d'imposer l'embarquement, pour le service du pont, y compris le capitaine, de plus de cinq officiers, s'il s'agit des navires visés au paragraphe 1er du présent article, ou de plus de quatre officiers, s'il s'agit des navires visés au paragraphe 2.

Art. 13. — Les navires à voiles d'une jauge brute supérieure ou égale à 700 tonneaux qui sont armés pour une destination de long cours au delà des caps Horn ou de Bonne-Espérance, doivent avoir à bord, pour le service du pont, en sus du capitaine et du second, au moins un officier par bordée de navigation.

Les navires à voiles d'une jauge brute supérieure ou égale à 700 tonneaux qui sont armés pour une destination soit de long cours en deçà des caps Horn ou de Bonne-Espérance, soit au cabotage, doivent avoir à bord, pour le service du pont, en sus du capitaine, au moins un officier par bordée de navigation.

Les navires à voiles armés au long cours qui ont une jauge brute inférieure à 700 tonneaux et ceux armés au cabotage qui ont une jauge brute supérieure ou égale à 200 tonneaux et inférieure à 700 tonneaux, doivent avoir à bord pour le service du pont, y compris le capitaine, au moins un officier par bordée de navigation.

Les navires à voiles armés au cabotage qui ont une jauge brute inférieure à 200 tonneaux sont dispensés d'avoir à bord, pour le service du pont, aucun officier autre que le capitaine.

Art. 14. — Chaque quart du personnel des machines doit comprendre au moins un homme par trois fourneaux, sauf les exceptions à cette règle déterminées par l'articles 18 du décret du 20 septembre 1908 portant règlement d'administration publique sur le travail à bord des navires de commerce. L'armateur ou le capitaine est tenu de faire connaître aux marins qui vont s'engager et de déclarer lors de la confection du rôle d'équipage, à la suite des conditions d'engagement, le nombre de fourneaux devant être mis en service dans la chaufferie et, s'il y a lieu, les éléments prévus au règlement d'administration publique ci-dessus mentionné et servant de base au calcul de l'effectif.

Le chauffeur, pendant son quart, ne doit pas être distrait du service de la chauffe, si ce n'est pour les besoins urgents de la machine.

Si l'effectif du personnel de la machine ne comporte pas des hommes embarqués spécialement pour la tenue en état des machines, ce travail est assuré, en dehors de ses heures de quart, par le personnel des machines composant le quart du matin à raison d'une heure de travail

A chaque quart, le personnel des machines, de concert avec celui du pont, assure l'enlèvement des escarbilles.

Art. 15. — Sur les navires à vapeur ou à propulsion mécanique dont les machines motrices et les machines auxiliaires ont une puissance totale supérieure ou égale à 2,000 chevaux, quel que soit leur genre de navigation, chaque quart du personnel de la machine est commandé par un officier mécanicien breveté, le chef mécanicien non compris.

Il en sera de même sur les navires dont les machines motrices et les machines auxiliaires ont une puissance totale inférieure à 2,000 chevaux, qui n'effectuent que des séjours à la mer d'une durée normale de moins de douze heures, mais dont les voyages comportent normalement plus de soixante heures de service à la mer par semaine (arrivées et départs compris).

Sur tous les navires autres que ceux visés aux deux paragraphes précédents, chaque quart du personnel de la machine est commandé par un officier mécanicien breveté, le chef mécanicien compris.

Art. 16. — Sur les navires de toutes catégories, sont admises les dérogations ci-après:

1° A l'entrée et à la sortie des ports, hâvres ou rivières, lorsque le personnel du pont, qui n'est pas de quart, est appelé, selon que le capitaine le juge utile, à seconder la bordée de quart pour les appareillages ou mouillages: sans limitation de temps;

2° En mer, sur les navires à voiles, lorsque le personnel du pont qui n'est pas de quart est appelé, en partie ou en totalité, chaque fois que le capitaine le juge nécessaire, pour aider la bordée de quart dans les manœuvres: sans limitation de temps;

3° En service à la mer, pour assurer l'exécution des travaux supplémentaires rendus nécessaires pour la marche, la con-

duite, ou l'entretien du bâtiment, la sécurité de la navigation ainsi que les services de la cargaison et des personnes embarquées : 120 heures au maximum par période d'un mois.

Ne sont pas compris dans les limites prévues pour les dérogations visées au paragraphe précédent les travaux supplémentaires accomplis pendant le temps affecté normalement au repos hebdomadaire.

Les travaux supplémentaires ne peuvent, en aucun cas, avoir pour effet de porter la durée totale du travail effectif à plus de douze heures par jour. Toutefois, ne sont pas comprises dans ce maximum les dérogations prévues aux alinéas 1er et 2 du paragraphe 1er du présent article et à l'article 25 ci-après.

Art. 17. — Sur les navires qui doivent être munis soit d'une station radiotélégraphique émettrice et réceptrice, soit d'un simple poste récepteur, et où il est embarqué un ou plusieurs opérateurs ou écouteurs radiotélégraphistes, chaque opérateur ou écouteur n'est tenu qu'à huit heures de travail effectif, hormis les dérogations prévues à l'article 25 ci-après.

Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables aux radiotélégraphistes qui sont embarqués sur les navires de commerce en dehors des obligations imposées aux armateurs et capitaines par la règlementation en vigueur.

B. — Service au port.

Art. 18. — Dans le service au port, sauf circonstances de force majeure ou nécessités du service, dont le capitaine est seul juge, et sous réserve des dérogations portées à l'article 19 ci-après, la durée du travail effectif à exiger de chaque homme du personnel du pont, de la machine ou du service général ne peut excéder huit heures par jour, service de veille ou service de garde de nuit compris.

Aucun membre du personnel ne peut être astreint à un service de veille ou à un service de garde de nuit, s'il a accompli huit heures de travail effectif au cours de la journée précédente.

Le service des hommes de l'équipage qui sont affectés à l'exécution des services spéciaux demandant un fonctionnement permanent et ininterrompu (service de la petite chaudière, des frigorifiques et des dynamos, approvisionnement et service des personnes embarquées, etc.) est réglé suivant

les conditions du contrat d'engagement et, à défaut, selon les usages du port d'armement du navire et sur la base moyenne de huit heures de travail effectif par jour.

Art. 19. — La durée du travail journalier peut être prolongée au delà de huit heures pour assurer l'exécution, dans des circonstances exceptionnelles, soit du service de veille ou du service de garde de nuit, soit de travaux supplémentaires de jour ou de nuit, en vue de l'accélération des opérations commerciales ou de l'exécution des travaux de réparation exigeant le concours de certaines spécialités de l'équipage, soit de travaux de nuit dont la nature et les conditions de rémunération sont expressément spécifiés au contrat d'engagement.

Ces dérogations ne peuvent avoir pour effet de porter la durée totale du travail effectif journalier à plus de dix heures pour les travaux de jour et à plus de neuf heures pour les travaux de nuit.

Les circonstances exceptionnelles indiquées au paragraphe 1er du présent article doivent être mentionnées par le capitaine sur le journal de bord. Ces mentions sont visées par un représentant du personnel intéressé désigné comme il est dit à l'article 29 ci-après et par l'inspecteur de la navigation.

Section II

Remorqueurs, chalands, bâtiments et engins employés aux travaux maritimes.

A. — Remorqueurs.

Art. 20 — A bord des remorqueurs de haute mer et des remorqueurs côtiers, le service est organisé conformément aux prescriptions des articles 6 à 19 ci-dessus, relatifs aux bâtiments affectés à la navigation de commerce proprement dite.

A bord des remorqueurs qui ne sortent pas des ports et rades ou de la partie maritime des fleuves et rivières, le service est organisé, par dérogation aux prescriptions des articles 6 à 19, selon les règles ci-après :

1° Chaque heure de présence à bord, à la disposition du capitaine, est considérée comme heure de travail effectif. Toutefois, chaque repos ininterrompu de deux heures sera défalqué de la durée du travail effectif ;

2° Le service du personnel du pont sera organisé à deux bordées de navigation et le service du personnel de la machine à deux quarts. Toutefois, il pourra n'y avoir à bord qu'une seule bordée de navigation ou qu'un seul quart lorsque le service pourra être organisé de manière à satisfaire aux trois conditions indiquées à l'article 10 du présent décret;

3° Il devra y avoir à bord, pour le service du pont ou pour le service de la machine, par bordée de navigation ou par quart, y compris le capitaine et le chef mécanicien, au moins un officier du pont ou de la machine;

4° La durée normale du travail effectif ne peut excéder quarante-huit heures par semaine. Toutefois, la durée totale du travail effectif pendant la semaine peut, par voie de dérogation, être portée à soixante-douze heures, sans que, dans aucun cas, la durée totale du travail effectif journalier puisse dépasser douze heures, exception faite des cas de dérogation prévus à l'article 25 ci-après. Ne sont pas compris dans les limites prévues pour ces dérogations, les travaux supplémentaires accomplis pendant le temps affecté normalement au repos hebdomadaire.

Les modalités particulières pour l'application, suivant les ports, des dispositions des alinéas 1°, 2°, 3° et 4° du paragraphe 2 du présent article seront fixées par des accords entre les armateurs et les organisations professionnelles locales des personnels, ou, à défaut de tels accords, par le directeur de l'inscription maritime, après audition des intéressés et avis de l'inspecteur de la navigation.

B. — Chalands.

Art. 21. — A bord des chalands de mer remorqués non munis d'un moyen de propulsion propre, le service est organisé, par dérogation aux prescriptions des articles 6 à 19 ci-dessus, relatifs aux bâtiments affectés à la navigation de commerce proprement dite, selon les règles ci-après:

1° Le service du personnel sera organisé à deux bordées de navigation. Toutefois, il pourra n'y avoir à bord qu'une seule bordée lorsque le service pourra être organisé de manière à satisfaire aux conditions indiquées à l'article 10 du présent décret;

2° Ceux de ces bâtiments qui effectuent des séjours à la mer d'une durée normale de plus de trente-six heures devront

avoir à bord, pour le service du pont, y compris le capitaine, au moins un officier et deux hommes par bordée. Ceux qui n'effectuent que des séjours à la mer d'une durée normale de moins de trente-six heures devront avoir à bord, pour le service du pont, y compris le capitaine, au moins un officier et un homme par bordée ;

3° Pour les mêmes navires, il sera admis, par période d'un mois, à titre de dérogations : soixante heures sur les chalands effectuant des séjours à la mer d'une durée normale de plus de trente-six heures, et quatre-vingt dix heures sur ceux n'effectuant que des séjours à la mer d'une durée normale de moins de trente-six heures, sans que, dans aucun cas, la durée du travail effectif journalier puisse dépasser douze heures, exception faite des cas de dérogation prévus à l'article 25 ci-après. Ne sont pas compris dans les limites de soixante heures et de quatre-vingt dix heures fixées plus haut les travaux supplémentaires accomplis pendant le temps affecté normalement au repos hebdomadaire.

A bord des chalands remorqués qui ne sortent pas des ports et rades ou de la partie maritime des fleuves et rivières, le service est organisé conformément aux prescriptions des paragraphes 2 (alinéas 1°, 2° et 4°) et 3 de l'article 20 du présent décret.

C. — Bâtiments et engins employés aux travaux maritimes (services en régie, services à l'entreprise).

Art. 22. — Les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 20 du présent décret sont applicables aux bâtiments et engins employés aux travaux maritimes.

SECTION III

Navires de pilotage, navires de plaisance, navires munis d'un permis de circulation.

Art. 23. — A bord des navires de pilotage et de plaisance, le service est organisé conformément aux prescriptions des articles 6 à 19 ci-dessus et suivant l'assimilation de ces bâtiments, selon leur tonnage et la nature de leur navigation, aux bâtiments affectés à la navigation de commerce proprement dite.

A bord des bâtiments munis d'un permis de circulation, le service est organisé conformément aux prescriptions des paragraphes 2 (alinéas 1°, 2° et 4°) et 3 de l'article 20 du présent décret.

CHAPITRE III

Dispositions communes.

Art. 24. — Sur tous les navires, le travail effectif à exiger des hommes de quart comprend, pendant les heures de jours, soit de quatre heures à dix-huit heures, outre le service de la conduite et et de la sécurité du navire, les travaux d'entretien.

De dix-huit heures à quatre heures, les hommes de quart ne peuvent être employés qu'à un travail relatif à la conduite ou à la sécurité du navire, à la manipulation et au brassage des tentes et au lavage des ponts à passagers et à émigrants. Toutefois, lorsqu'un navire arrive dans un port d'escale vers dix-huit heures pour y effectuer un séjour de moins de vingt-quatre heures, les officiers, les caliers, les pointeurs et tous autres membres du personnel préposés au service de la cargaison peuvent être employés par le capitaine aux opérations commerciales.

Art. 25. — A bord de tous les navires, et quelles que soient les catégories de personnel, des dérogations peuvent être admises sans limitation de temps:

1° Dans les cas de sauvetage du navire, de ses débris, des effets naufragés et de la cargaison et dans le cas de brume, échouage, incendie ou dans toute autre circonstance intéressant la sécurité du navire et dont le capitaine est seul juge;

2° Dans le cas où un homme malade ou blessé ayant été débarqué en cours de navigation, ne peut être remplacé immédiatement par l'embarquement d'un autre marin;

3° Dans les cas de maladie, exemption de service ou autre cas causant, à la mer, une insuffisance de personnel.

Art. 26. — Pour tous les personnels, officiers compris, et sauf les circonstances où le salut du navire, des personnes embarquées ou de la cargaison est en jeu, circonstances dont le capitaine est seul juge, toute heure supplémentaire de travail commandée au delà des limites fixées à l'article 1er doit être compensée, soit au cours du voyage, en mer ou dans un port d'escale, soit à l'issue du voyage, par un repos effectif équivalent, calculé à raison de vingt-quatre heures de repos par huit heures de travail supplémentaire.

Toute heure supplémentaire qui n'aura pu être compensée, soit avant le débarquement du marin, soit avant le désarmement ou le dépôt administratif du rôle d'équipage, soit dans

le délai d'un mois pour les armements au cabotage, soit avant la réexpédition pour un nouveau voyage pour les armements au long cours, donne droit à une allocation supplémentaire dont le montant est réglé par les contrats et usages.

Art. 27. — Toutes les fois que, par suite des dégorations inscrites dans le présent règlement, le repos hebdomadaire n'a pu être donné au jour fixé par le capitaine, il doit être remplacé par un repos de vingt-quatre heures comptées à partir de l'heure normale de la prise du travail journalier et accordé, soit au cours du voyage dans un port d'escale, soit à l'issue du voyage, au retour du navire dans son port d'attache, port tête de ligne ou port de retour habituel.

Tout repos hebdomadaire qui n'a pu être remplacé, soit avant le débarquement du marin, soit avant le désarmement ou le dépôt administratif du rôle d'équipage, soit dans le délai d'un mois pour les armements au cabotage, soit avant la réexpédition pour un nouveau voyage pour les armements au long cours, donne droit à rémunération.

Pour l'exécution des paragraphes 1[er] et 2 du présent article le marin qui n'est pas nourri par l'armement a droit, sauf convention contraire inscrite au contrat d'engagement, à l'allocation d'une indemnité représentative dont le montant est fixé par les contrats et usages.

Art. 28. — Sur chaque navire, le capitaine tient obligatoirement un registre coté et paraphé par l'administrateur de l'inscription maritime, sur lequel il relate les circonstances qui l'ont amené à prolonger la durée du travail journalier au delà de huit heures.

Lorsque ces heures de travail peuvent, suivant le mode d'organisation du travail appliqué en vertu de l'article 1[er] du présent décret, donner lieu à compensation ou à rémunération, les noms, prénoms et qualités des bénéficiaires sont inscrits sur le registre.

Ces mentions sont visées par un représentant du personnel du pont, du personnel de la machine ou du personnel des agents du service général, suivant le cas.

Un extrait du registre est affiché dans les postes d'équipage tous les samedis et demeure affiché jusqu'au samedi suivant.

Le capitaine tient, en outre, un carnet journalier de travail horaire pour chaque homme de l'équipage.

Le registre des heures supplémentaires est visé par l'inspecteur de la navigation à chaque visite de partance et toutes les fois qu'il le juge utile.

Les cas d'espèce donnant lieu à difficultés seront réglés localement dans les ports de France ou d'Algérie par l'administrateur de l'inscription maritime, après avis de l'inspecteur de la navigation.

Art. 29. — Les représentants du personnel du pont, du personnel de la machine et du personnel des agents du service général sont pris, chaque semaine, dans chacune des trois catégories, par roulement et suivant l'ordre du rôle d'équipage, le premier étant tiré au sort.

Ce tirage au sort est effectué par le capitaine, le jour du départ du navire, en présence d'un délégué du personnel du pont, d'un délégué du personnel de la machine et d'un délégué du personnel du service général.

Les personnes embarquées âgées de moins de dix-huit ans ne peuvent être apelées à représenter le personnel.

CHAPITRE IV

Dispositions transitoires.

Art. 30. — Il n'est rien innové par le présent règlement en ce qui concerne :

1° Les navires qui, antérieurement à la promulgation de la loi du 2 août 1919, ne comptaient, pour le service du pont, que deux hommes à la bordée de navigation et pour lesquels cette organisation a été maintenue dans les formes qui étaient prévues par le paragraphe 2 de l'article 3 du décret du 24 février 1920 ;

2° Les navires où fonctionnait, pour le service des machines, le service à deux quarts au moment de la promulgation de la loi du 2 août 1919, et pour lesquels ce service a été maintenu dans les formes qui étaient prévues par le paragraphe 1er de l'article 4 du décret du 24 février 1920.

Art. 31. — Les navires en service antérieurement à la publication du décret du 24 février 1920 continueront à bénéficier des dérogations qui leur ont été accordées, en exécution de l'article 23 dudit décret.

Art. 32. — Les cargos à vapeur ou à propulsion mécanique pratiquant exclusivement la navigation de cabotage réservé

sur lesquels le service du personnel du pont est organisé à trois bordées de navigation, en exécution des dispositions du paragraphe 1er de l'article 6 ci-dessus et qui, antérieurement à la publication du présent décret, comptaient deux ou trois hommes à la bordée, sont autorisés à constituer leurs bordées de navigation à deux hommes l'une, par dérogation aux prescriptions du paragraphe 1er de l'article 11.

Art. 33. — Les cargos-à vapeur ou à propulsion mécanique armés au cabotage, d'une jauge brute inférieure ou égale à 1,200 tonneaux, n'effectuant que des séjours à la mer d'une durée normale de moins de vingt-quatre heures, sur lesquels le service du personnel peut être organisé à deux bordées de navigation, en exécution des dispositions de l'article 9 ci-dessus et qui, antérieurement à la promulgation du présent décret, ne comptaient que deux hommes à la bordée, sont autorisés à maintenir cette organisation.

Les mêmes navires qui, antérieurement à la promulgation du présent décret, comptaient trois hommes à la bordée sont autorisés à organiser le service du personnel du pont en trois bordées de deux hommes l'une.

Art. 34. — Les paquebots à passagers, les paquebots mixtes et les cargos à vapeur ou à propulsion mécanique pratiquant exclusivement la navigation de cabotage réservé qui se trouveront en service au moment de la promulgation du présent décret et sur lesquels l'organisation à trois quarts du service du personnel du pont, ou la limitation à huit heures par jour de travail effectif normal du personnel du service général, ne pourraient être appliquées sans une modification importante des locaux affectés à l'équipage, pourront être autorisés à conserver, pour ces deux personnels, leur organisation antérieure.

Une commission arbitrale et paritaire décidera quels sont les bâtiments visés au paragraphe 1er du présent article sur lesquels les modifications à apporter aux locaux affectés à l'équipage seront suffisamment importantes pour justifier les dérogations prévues ci-dessus.

Cette commission sera nommée par le directeur de l'inscription maritime.

Elle sera composée : d'un inspecteur de la navigation, président, et 1° de trois membres représentant l'armement ; 2° de

trois membres représentant les différentes catégories de personnel intéressées, respectivement désignés sur les propositions des organisations professionnelles de chaque port.

Il pourra être fait appel de la décision de cette commission devant le ministre chargé de la marine marchande, qui statuera en dernier ressort.

Art. 35. — En ce qui concerne les bâtiments dès maintenant en service, le présent règlement sera applicable dix jours après sa publication. Le délai d'application sera de six mois au maximum, à compter de la même date, pour les navires actuellement en construction, afin de permettre d'exécuter tous les aménagements que comporte l'application des prescriptions de la nouvelle réglementation.

Art. 36. — Sont abrogés les décrets des 24 février 1920 et 5 septembre 1922, sauf en ce qui concerne les dispositions desdits décrets relatives à l'organisation du travail à bord des navires de pêche.

Toutefois, la limite minima de puissance de machine fixée par l'article 10 du décret du 5 septembre 1922, à partir de laquelle le second mécanicien chef de quart sur un navire de pêche doit être breveté, est portée de 500 à 700 chevaux.

Art. 37. — Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 mars 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :
Le ministre des Travaux publics,
VICTOR PEYTRAL.

CAYENNE — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 10.

OCTOBRE 1925

SOMMAIRE.

Pages

N° 414. — Circulaire ministérielle du 24 mars 1925 relative au point de départ du paiement d'une pension d'infirmités, en cas de disponibilité antérieure..... 472

N° 415. — Circulaire ministérielle du 10 août 1925.— Modifications au règlement du 16 janvier 1905..... 473

N° 416. — Circulaire ministérielle du 12 août 1925. — Justification du transport des encaisses des agents spéciaux au 31 décembre 475

N° 417. — Arrêté ministériel du 25 août 1925 modifiant celui du 27 février 1922 sur la protection des plantations de caféiers contre les scolytes du grain de café..... 476

N° 418. — Circulaire ministérielle du 25 août 1925. — Extension au personnel des cadres coloniaux et locaux des avantages de la loi du 17 avril 1924..... 477

N° 419. — Arrêté du 5 octobre 1925 autorisant une session extraordinaire des Conseils municipaux de Macouria et Matoury pour l'élection des maires et adjoints.... 484

N° 420. — Arrêté du 6 octobre 1925 portant promulgation à la Guyane française des articles 157 à 161 de la loi de finances du 13 juillet 1925..... 485

Loi du 13 juillet 1925 portant fixation du budget général de l'exercice 1925..... 486

Pages

N° 421. — Arrêté du 6 octobre 1925 promulguant le décret du 13 août 1925, relatif à la démission de fonctionnaires et agents coloniaux. — Rapport..... 487

Décret du 13 août 1925 relatif à la démission de fonctionnaires et agents coloniaux 489

N° 422. — Décision du 7 octobre 1925.— Institution d'un jury d'examen pour l'Enregistrement... 490

N° 423. — Arrêté du 8 octobre 1925 concédant une pension de retraite à M. Latoville (Louis-Joseph), économe-comptable de 2e classe de l'Hôpital-hospice de Cayenne..... 491

N° 424. — Arrêté du 8 octobre 1925 approuvant le compte de gestion de l'exercice 1924, du 1er janvier 1924 au 18 décembre 1924, de M. Octaville (Raoul), receveur municipal de la commune d'Oyapoc..... 492

N° 425. — Arrêté du 8 octobre 1925 approuvant le compte de gestion de l'exercice 1924 de M. Salvador (Clovis), receveur municipal de la commune d'Iracoubo 493

N° 426. — Arrêté du 8 octobre 1925 approuvant le compte de gestion de l'exercice 1924, du 23 décembre 1924 au 31 mars 1922, de M. Clément (Charles), receveur municipal de la commune de Roura..... 494

N° 427. — Arrêté du 8 octobre 1925 autorisant la commune d'Approuague à faire l'acquisition de la chapelle et du presbytère de la section de Régina..... 495

N° 428. — Arrêté du 8 octobre 1925 modifiant l'article 2 de l'arrêté n° 444 du 26 avril 1924 plaçant sous la direction de l'Inspecteur principal des Douanes le service des Contributions directes et celui de la vérification des poids et mesures..... 496

N° 429. — Arrêté du 16 octobre 1925 promulguant à la Guyane française le décret du 28 novembre 1924, relevant la composition et la compétence des Commissions de réforme des colonies, pays de protectorat et territoire relevant du Ministère des colonies..... 497

Décret du 28 novembre 1924 réglant la composition et la compétence des commissions de réforme des colonies, pays de protectorat et territoires relevant du Ministère des colonies 497

N° 430. — Arrêté du 19 octobre 1925 portant convocation du Conseil général en session ordinaire pour 1925..... 499

N° 431. — Arrêté du 19 octobre 1925 autorisant les Chefs d'administration et de service à entrer au Conseil général pendant la session ordinaire de 1925 500

N° 432. — Arrêté du 22 octobre 1925 promulguant les décrets du 18 septembre 1925 relatifs au régime de la transportation et au fonctionnement de la direction de l'Administration pénitentiaire à la Guyane. — Rapport.— *(Bulletin supplémentaire n° 10 bis)*..... ...

Pages

Décrets du 18 septembre 1925 relatifs au régime de la transportation et au fonctionnement de la direction de l'Administration pénitentiaire à la Guyane *(Bulletin supplémentaire n° 10 bis)*..... "

N° 433. — Arrêté du 27 octobre 1925 promulguant à la Guyane française le décret du 29 juillet 1925, relatif à l'exploitation, en temps de paix et en temps de guerre, des stations radioélectriques. — Rapport..... 500

Décret du 29 juillet 1925 relatif à l'exploitation en temps de paix et en temps de guerre, des stations radioélectriques 503

N° 434. — Arrêté du 27 octobre 1925 promulguant le décret du 31 juillet 1925 relatif à l'emploi des transmissions radioélectriques, en temps de paix, par les navires et les aéronefs..... 508

Décret du 31 juillet 1925 relatif à l'emploi des transmissions radioélectriques, en temps de paix, par les navires et les aéronefs..... 509

N° 435. — Décision du 27 octobre 1925 relative à la célébration de la Fête Nationale du 11 novembre 1925..... 515

N° 436. — Décision du 28 octobre 1925 nommant une commission chargée d'étudier les réformes qu'il paraît nécessaires d'introduire dans les méthodes d'enseignement en Guyane..... 516

N° 437. — Arrêté du 29 octobre 1925 modifiant les dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 31 décembre 1924 sur le régime des déplacements du personnel rétribué sur les fonds du budget local ou des budgets spéciaux de la colonie..... 517

N° 438. — Arrêté du 29 octobre 1925 approuvant le compte de gestion de l'exercice 1924, du 1er janvier au 18 décembre 1924, de M. Octaville (Raoul), receveur municipal de la commune d'Approuague..... 518

N° 439. — Arrêté du 29 octobre 1925 approuvant le compte de gestion de l'exercice 1922 de M. Selbonne (Gaston), receveur du Bureau de bienfaisance de Mana..... 519

N° 440. — Arrêté du 29 octobre 1925 modifiant l'article 1er de l'arrêté du 8 janvier 1925..... 520

N° 441. — Arrêté du 29 octobre 1929 portant organisation du personnel des Travaux publics et des Mines..... 522

N° 442. — Arrêté du 29 octobre 1925 établissant un Bureau de bienfaisance à Oyapoc..... 524

N°s 443 à 479. — Nominations, mutations, congés, etc..... 524

N° 414. — *CIRCULAIRE MINISTERIELLE relative au point de départ du paiement d'une pension d'infirmités, cas de disponibilité antérieure.*

(Ministère des colonies. — Direction du personnel et de la Comptabilité.)

Paris, le 24 mars 1925.

LE MINISTRE DES COLONIES *à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indochine, de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale française et de Madagascar, les Gouverneurs des colonies et Commissaires de la République au Cameroun et au Togo.*

Les décrets portant création ou réorganisation des caisses de retraites des services coloniaux et locaux de nos diverses possessions, disposent que la jouissance des pensions accordées aux agents tributaires des dites caisses, commence du jour de la cessation de leur traitement d'activité.

L'application de cette règle ne rencontre aucune difficulté, dans la liquidation des pensions pour ancienneté, ou pour infirmités, concédées aux fonctionnaires en activité de service. Il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de demande de pension pour infirmités, émanant de fonctionnaires qui se trouvent dans la position de disponibilité, ou qui ont dépassé le délai de cinq années, prévu comme maximum de durée de cette même position.

L'étude de certains cas d'espèces a fait ressortir que des fonctionnaires pouvaient être amenés à solliciter une pension, plus de cinq années, après avoir cessé leurs fonctions.

Dès lors, si l'on reconnaissait un caractère absolu à la règle, suivant laquelle il ne doit y avoir aucune interruption entre le paiement de la solde d'activité et celui des arrérages de la pension, les caisses locales pourraient se voir contraintes au rappel de cinq années d'arrérages, ou même davantage.

Aussi, j'ai jugé indispensable de préciser l'interprétation à donner au même texte. En conséquence, et après avis du comité consultatif du Contentieux siégeant auprès de

mon Département, il est apparu que l'entrée en jouissance des pensions pour infirmités, en cas de mise en disponibilité antérieure, devra être fixée comme suit :

1° En ce qui concerne les fonctionnaires, mis en disponibilité, d'office, pour raisons de santé, après constatation par le Conseil supérieur de santé des colonies de leur aptitude à rejoindre un poste colonial, à la date à laquelle ils ont cessé de percevoir une solde d'activité;

2° En ce qui concerne les fonctionnaires, mis en disponibilité, sur leur demande, pour raisons de santé, à la date de la constatation régulière de leurs infirmités ;

3° En ce qui concerne les fonctionnaires, mis en disponibilité, sur leur demande, pour convenances personnelles, à l'expiration de leur dernière période de disponibilité.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire.

DALADIER

N° 415.— *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Modifications au règlement du 16 janvier 1905.*

(Ministère des Colonies. — Direction du Personnel et de la Comptabilité.)

Paris, le 10 août 1925.

LE MINISTRE DES COLONIES à Messieurs les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des Colonies, les Commissaires de la République dans les territoires du Cameroun et du Togo, les Chefs du service colonial dans les ports de commerce de la Métropole, les Sous-Intendants militaires de Rochefort, Alger et Oran.

Afin de tenir compte de diverses observations faites par les missions d'Inspection des colonies, lors de la vérification des services militaires outre-mer, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai jugé utile d'apporter un certain nombre de modifications à l'instruction générale du 16 janvier 1905.

Ces modifications sont contenues dans l'état rectificatif ci-après.

Vous voudrez bien inviter les Directeurs et les différents Chefs de service intéressés à les reporter sur tous les exem-

plaires, avec mention, en nota, de la date de la présente circulaire dont l'insertion au *Bulletin officiel* tiendra lieu de notification.

ANDRÉ HESSE.

---

10 août 1925.

***RECTIFICATIF** à l'Instruction générale du 16 janvier 1905 sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, au compte du Département des colonies.*

(Ministère des colonies. — Service de la Comptabilité.)

Art. 127. — 2e alinéa — A compléter comme suit :

..... « Conformément aux dispositions de l'article 48. »

Art. 160. — 2e phrase — A supprimer et remplacer par la phrase suivante :

« Aux colonies le remboursement des cessions faites par un « service de l'Etat à un autre service de l'Etat, le rembourse- « ment des commandes adressées par une administration à « un service industriel de l'Etat, de même que le rembourse- « ment des cessions qui interviennent entre les budgets co- « loniaux et locaux, sont réglées dans les conditions fixées par « le décret du 13 octobre 1922 (B. O. C. 1922, page 1552.)

2e alinéa — sans changement.

Art. 176. — 1er alinéa — A compléter comme suit : (d'un bon détaché d'un registre à souche modèle 36) « et enregistré « sur un registre auxiliaire. »

Art. 184. — paragraphe 1er — 2e alinéa — supprimer les mots « après autorisation du Gouverneur » mettre un renvoi après les mots..... peuvent être expédiés en France (1).. ... et au renvoi (1) : « Pour les objets à envoyer en répara- « tion en France par les Directions d'artillerie coloniale, voir « la circulaire du 18 juillet 1906 B. O. C. 1906, page 670. »

Art. 205. — A compléter ainsi : « L'approbation des « procès-verbaux concernant le déclassement ou la démolition « des bâtiments permanents ou non appartenant au Domaine « de l'Etat est dans tous les cas, réservée au ministre. »

Art. 225. — 1er alinéa — Après les mots « sont portés en sortie » ajouter entre parenthèses « modèle n° 7 *ter*. »

Art. 242. — Supprimer les mots « Direction de la Comptabilité — bureau des Budgets et comptes » les remplacer par les suivants : « sous le timbre de la Direction et du Bureau administrateur des crédits. »

Le Ministre des Colonies,

ANDRÉ HESSE.

N° 416. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Justification du transport des encaisses des agents spéciaux au 31 décembre.*

(Ministère des Colonies. — Direction du personnel et de la Comptabilité.)

Paris, le 12 août 1925.

LE MINISTRE DES COLONIES à Messieurs les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des Colonies, à Messieurs les Commissaires de la République française au Cameroun et au Togo.

A la suite des difficultés survenues entre le Service du Trésor et les services ordonnateurs de l'une de nos possessions d'outre-mer, M. le Ministre des Finances et moi avons reconnu l'intérêt qu'il y avait pour les Trésoriers-payeurs des Colonies à exiger à l'appui des mandats émis à leur profit pour leur permettre de débiter les agences spéciales du reliquat des provisions transporté à l'exercice suivant, la production des procès-verbaux réglementaires de vérification de caisse de tous les agents spéciaux de chaque colonie au 31 décembre.

En effet, si les Trésoriers-payeurs coloniaux ont les moyens de contrôler, par Agence, le montant du transport à effectuer annuellement, par le rapprochement des chiffres obtenus au carnet spécial dont la tenue leur est prescrite par une circulaire du 20 juin 1915, ils ne peuvent s'assurer que ce transport correspond exactement au solde en caisse des agents spéciaux. Le Juge des Comptes ne peut davantage procéder à cette vérification. Dans ces conditions, les Trésoriers-payeurs coloniaux ont reçu de M. le Ministre des Finances, à la date du 8 juin dernier, les instructions précises en vue d'exiger à l'avenir, pour les mettre à même de s'assurer de l'exactitude des opérations de transport et de relever toute discordance pouvant exister entre les écritures des agents spéciaux et les

régularisations qui leur parviennent des bureaux d'apurement, un exemplaire ou une copie dûment certifiée du procès-verbal de vérification de caisse du tous les agents spéciaux de la colonie, établi au 31 décembre. Ces pièces devront être annexées au mandat de prise en charge ou à l'ordre de recette en atténuation à l'expiration de l'exercice.

En principe, aucune différence ne doit exister entre le solde résultant des écritures de la Trésorerie et le montant des procès-verbaux d'encaisse. Toutefois, si par suite du rejet ou pour toute autre cause, il ressortait une différence, celle-ci serait expliquée et justifiée à l'aide d'un certificat administratif qu'il y aurait lieu d'annexer au procès-verbal de situation de l'encaisse.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien adresser aux ordonnateurs placés sous vos ordres les instructions nécessaires pour qu'il soit donné satisfaction en ce qui les concerne dans les conditions qui viennent d'être indiquées à la circulaire du 8 juin dernier de M. le Ministre des Finances. Je vous serai obligé de m'accuser réception de la présente communication.

ANDRÉ HESSE.

N° 417. — *ARRÊTÉ MINISTÉRIEL modifiant celui du 27 février 1922 sur la protection des plantations de caféiers contre les scolytes du grain de café.*

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 6 mai 1913 relatif à l'introduction des végétaux dans les colonies françaises ;

Vu l'arrêté du 27 février 1922 sur la protection des plantations de caféiers contre le scolyte du grain de café (Stéphanoderes coffae) ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1922 rayant la colonie de la Réunion de la liste des pays contaminés par le Stéphanoderes coffae ;

Vu l'arrêté du 26 novembre 1924 ajoutant le Brésil à la liste des pays contaminés par le Stéphanoderes coffae ;

Vu l'arrêté du 11 mars 1925 prévoyant des dérogations et complétant l'article 2 de l'arrêté du 27 février 1922 ;

Vu l'arrêté du 23 avril 1925 ajoutant la Côte d'Ivoire à la liste des pays contaminés par le Stéphanoderes coffae ;

Vu les constatations faites récemment sur des cafés du Dahomey envoyés par cette colonie,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le premier paragraphe de l'article 5 de l'arrêté du 27 février 1922 est libellé comme suit :

« Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux produits énumérés à l'article 1er et présentés à l'importation ou au transit en Indo-Chine, à Madagascar, en Nouvelle-Calédonie, à la Réunion, à la Guadeloupe, à la Martinique, en Guyane et en Afrique occidentale française, exceptés la Côte d'Ivoire et le Dahomey ».

Art. 2. — Le deuxième paragraphe de l'article 5 de l'arrêté du 27 février 1922 est libellé comme suit :

« Les prohibitions prévues par l'article 1er du présent arrêté sont applicables aux produits désignés provenant des Indes néerlandaises, des Antilles anglaises, de l'Afrique équatoriale française, du Congo belge, du Brésil, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, ainsi que des pays où l'importation desdits produits n'est ni prohibée, ni soumise à un contrôle phytopathologique ».

Art. 3. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Fait à Paris, le 25 août 1925.

ANDRÉ HESSE.

N° 118 — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — Extension au personnel des cadres coloniaux et locaux des avantage de la loi du 17 avril 1924.*

(Ministère des Colonies. — Direction du Personnel et de la Comptabilité).

Paris, le 25 août 1925.

LE MINISTRE DES COLONIES à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indochine, de l'Afrique Occidentale française, de l'Afrique Equatoriale française et de Madagascar ; les Gouverneurs des Colonies, les Commissaires de la République au Togo et au Cameroun,

Un décret en Conseil d'Etat du 17 février dernier a étendu au personnel des corps coloniaux organisés par décret et rétribués sur les budgets des colonies, les dispositions de la loi du 17 avril 1924, « réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires et candidats fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers civils démobilisés de l'Etat ». Il a été prévu à l'article 2 de ce décret qu'un arrêté ministériel interviendrait pour en déterminer les conditions d'application.

Le Comité d'Etudes qui fonctionne au Ministère des Colonies sous la présidence de M. Le Sénateur Auber a estimé en raison de la diversité des situations particulières à examiner qu'avant d'élaborer un texte définitif, il était préférable de vous adresser un projet d'arrêté pour vous permettre le cas échéant, de formuler toutes vos observations.

C'est ce projet que j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint. Pour vous éclairer plus complètement sur la question, j'ai cru utile de vous en exposer ci-après les principes généraux. Je vous demande de porter la présente circulaire à la connaissance des intéressés en l'insérant au « Journal officiel » de votre Colonie.

La loi du 17 avril 1924 procède de ce principe de justice que nul ne doit subir une diminution dans sa situation administrative du fait de sa mobilisation aux armées.

Elle s'inspire d'une idée de réparation sans toutefois viser à la concession d'avantages spéciaux aux fonctionnaires mobilisés.

Tout comme l'article 7 de la loi du 1er avril 1923, sur le recrutement de l'armée, elle a pour objet non de rénumérer des services militaires antérieurement rendus, mais d'aviser qu'au regard de l'avancement professionnel, des fonctionnaires et agents mobilisés pendant la campagne de guerre contre l'Allemagne ne soient placés dans une position moins avantageuse que ceux qui ont été dispensés de la présence sous les drapeaux.

Ce résultat est obtenu en établissant, au point de vue de l'ancienneté exigée pour l'avancement, l'équivalence des services de guerre et des services administratifs, et cela par extention des diverses lois sur le recrutement de l'armée, notamment de l'article 7 de la loi du 1er avril 1923.

C'est ce qui résulte de l'article premier de la loi, lequel

assure à tous les mobilisés le rappel intégral des services militaires de guerre pour le calcul de l'ancienneté, au même titre que la loi du 1er avril 1923 rappelle le service actif normal.

L'application de la loi 17 avril 1924 doit donc s'effectuer suivant des principes identiques à ceux de l'article 7 de la loi du 1er avril 1923, mais sous réserve de la considération suivante :

Dans un certain nombre de corps, en raison de la difficulté qu'éprouverait l'Administration pour déterminer d'une manière précise la durée d'ancienneté exigée pour l'avancement normal, aux différentes époques de la carrière administrative des bénéficiaires de la loi du 1er avril 1923 (article 7), par rapport à la période minimum exigée par les règlements pour l'acquisition du droit à cet avancement, les promotions de cette nature par suite de rappels de services militaires ont été accordées au temps minimum exigé.

Cette méthode, bienveillante en soi, n'a pas toujours cependant produit des résultats satisfaisants, et il conviendra d'y renoncer pour la mise à exécution du décret du 17 février 1925, si l'on ne veut aller à l'encontre des principes mêmes de la loi du 17 avril 1924.

Les promotions susceptibles d'être effectuées en application de cette loi devront donc être basées sur la durée moyenne de l'ancienneté que possédaient les fonctionnaires promus à l'époque où le droit à l'avancement des mobilisés s'était ouvert normalement.

Il est certain, en effet, que c'est dans la mesure seulement où l'appel sous les drapeaux aura occasionné un retard dans l'avancement qu'il pourra être fait état des services de guerre postérieurs à l'admission dans les cadres. Ce principe, qui était déjà posé à l'article 6 de l'arrêté du 8 novembre 1923, fixant les conditions d'application de l'article 7 de la loi du 1er avril 1923, est rappelé dans le projet d'arrêté ci-joint : « Le temps de service militaire donnant droit au rappel et « accompli postérieurement à l'entrée de l'intéressé dans les « cadres administratifs n'est admis que s'il n'en a pas été « déjà tenu compte au titre civil dans le calcul de l'ancienneté « exigée pour l'avancement ». Ce qui revient à dire que d'une manière générale ne peuvent bénéficier des dispositions de la loi du 17 avril 1924 les fonctionnaires qui au 2 août 1914 appartenaient déjà aux cadres administratifs.

« Le temps passé sous les drapeaux leur a, en effet, été « compté comme temps de présence effective dans la colonie « à laquelle ils étaient affectés et dans l'emploi qu'ils occu- « paient ». Ainsi pendant la guerre tous les fonctionnaires mobilisés ou non se sont, d'une manière générale, trouvés placés sur le même pied. Les titres des mobilisés ont été soumis aux commissions de classement comme ceux des fonctionnaires restés à leur poste administratif. Il a été tenu compte des notes militaires obtenues par les intéressés.

Pendant toute la durée de la mobilisation, le Département n'a cessé de se préoccuper de la situation de ceux de ces fonctionnaires placés sous les drapeaux aussi bien en ce qui concerne l'avancement qu'en ce qui est relatif à la retraite ou à tous autres points de vue.

En ce qui a trait spécialement à l'avancement, je vous rappelerai les stipulations des trois décrets du 28 février 1915 et de ceux des 19 octobre et 16 décembre suivants, des 8 janvier, 15 mai et 5 juin 1916, 5 septembre 1917 (Elèves sortant de l'Ecole Coloniale), 1er juillet et 20 septembre 1918, des décrets spéciaux au personnel de l'Indochine des 30 mars et 17 novembre 1916, 4 novembre et 30 décembre 1917 et du 1er juillet 1918, enfin, de la circulaire ministérielle du 26 janvier 1920.

C'est au reste, pour cette raison que la loi du 17 avril 1924 n'a pas été rendue applicable aux Colonies par le Parlement, la situation des fonctionnaires coloniaux mobilisés lui paraissent, dans l'ensemble, avoir été sauvegardée dès l'origine par le pouvoir administratif chargé de ce soin.

C'est donc à ce titre tout à fait exceptionnel qu'il pourra être fait application des dispositions de l'article premier de la loi du 17 avril 1924 aux fonctionnaires mobilisés entrés dans les cadres administratifs avant le 2 août 1914, il devra être établi d'une manière indiscutable, dans chaque cas, que le retard apporté à l'avancement de l'intéressé résulte uniquement du fait de sa qualité de mobilisé, l'a seule empêché d'être noté et proposé par ses supérieurs hiérarchiques dans l'ordre civil et que ses notes antérieures à sa mobilisation aurait dû justifié cette mesure.

Ces redressements de situation ne seront opérés que sur la demande écrite et motivée des intéressés. Je vous prie donc dès maintenant d'en aviser les fonctionnaires placés

sous vos ordres et de les inviter à formuler, s'il y a lieu, leurs requêtes le plus tôt possible. Celles qui parviendraient après le premier décembre 1926 ne pourraient être utilement soumises à l'examen des Commissions de classement ou d'avancement.

Pour que ces dernières puissent se prononcer en toute connaissance de cause, les demandes devront comporter l'indication aussi précise que possible des circonstances invoquées pour justifier la réparation du retard subi dans l'avancement. Elles devront être transmises avec vos observations ou appréciations et, s'il est possible, accompagnées des notes des intéressés avant l'époque de leur mobilisation, si ceux-ci appartenaient déjà à votre colonie à cette époque.

J'insiste vivement pour que tous ces éléments me soient fournis en temps utile. Ils seront indispensables, en effet, vous vous en rendez facilement compte, pour permettre à la Commission compétente d'apprécier en toute connaissance de cause la suite à donner à la réclamation, et d'indiquer, le cas échéant, la quotité du rappel d'ancienneté qu'elle propose d'attribuer.

* * *

Le législateur ayant écarté toute idée d'avantage particulier aux mobilisés et ayant voulu seulement replacer sur le même pied tous les fonctionnaires, qu'ils aient été ou non présents sous les drapeaux au cours de la guerre, il s'ensuit et je crois devoir insister sur ce point que les bénéficiaires normaux de la loi du 17 avril 1924, c'est-à-dire, en l'espèce, ceux admis dans un cadre après le début des hostilités, ne peuvent en principe et sauf les exceptions qui ont été prévues, prendre du fait de l'application de cette loi, rang avant les agents du même cadre qui étaient en fonctions dans ce cadre, avant le 2 août 1914.

Il importe, en outre, de considérer qu'au début des hostilités l'avancement a subi un ralentissement certain. Au cours de ces dernières années il a par contre, dans la plupart des corps, été donné avec une certaine rapidité. Il sera donc nécessaire, pour respecter le principe général posé au début de la présente circulaire, de tenir compte de cette circonstance dans l'évaluation des périodes d'ancienneté exigée selon l'époque pour acquérir les droits à l'avancement.

* * *

Un autre point à considérer est le suivant :

Les périodes de services militaires ayant déjà bénéficié des avantages prévus par l'article 7 de la loi du 1er avril 1923 ne pourront participer une seconde fois à des rappels d'ancienneté au titre de la loi du 17 avril 1924, même si elles ont été accomplies pendant la guerre.

De même, les rappels d'ancienneté accordés par la dite loi ne pourront en aucun cas se cumuler avec les avantages de même nature qui auraient déjà été obtenus par les intéressés pour les mêmes motifs.

Tel est notamment le cas des fonctionnaires qui ont profité des dispositions du décret du 5 septembre 1917 portant admission aux droits à l'avancement des fonctionnaires mobilisés, alors qu'ils étaient en disponibilité ou en congé sans solde.

Telle est également la situation des Elèves brevetés de l'Ecole Coloniale auxquels ont été appliquées les dispositions des trois autres décrets de la même date et que par suite les prescriptions du 3e § de l'article 3 de la loi ne sauraient concerner.

C'est ce principe qu'il convient d'observer aussi à l'égard des adjoints des services civils nommés administrateurs-adjoints des Colonies à titre provisoire par application du décret du 19 octobre 1915. A ce sujet, il y a lieu de remarquer, que si le 4e de l'article 3 de la loi du 17 avril 1924 permet le reclassement des intéressés passés dans le même service d'une catégorie de fonctionnaires dans une autre, cette possibilité est subordonnée à la condition d'avoir subi avec succès l'un des 3 premiers concours ou examens professionnels ouverts après la guerre. Ces dispositions ne peuvent donc s'appliquer toutes les fois que le changement de catégorie s'est effectué sans concours, situation par exemple des Secrétariats généraux (sous-chefs de bureau des Secrétariats généraux des Colonies nommés par application du décret du 12 novembre 1916, situation du personnel des services civils de l'Indochine (décret du 30 mars 1916 etc...) C'est en ce sens que s'est formellement prononcé le Comité d'Etudes présidé par M. le Sénateur Auber.

Ne peuvent encore bénéficier des dispositions de la loi du 17 avril 1924 les commis principaux des Secrétariats géné-

faux nommés sous-chefs de bureau dans les conditions du décret du 1er juillet 1918.

Il en est de même pour les Officiers de l'Armée active nommés à ce titre par voie de recrutement latéral à un emploi administratif. Ce dernier emploi étant dans le cas dont il s'agit fonction de leur grade dans l'armée et celui-ci s'étant élevé pendant la mobilisation, ils ont de ce fait bénéficié de l'avancement pendant la guerre. Ils se trouvent dans la même situation que les fonctionnaires ayant déjà eu leur avancement dans un autre corps.

* * *

Sont admis également à réclamer le bénéfice de leurs services de guerre, énonce l'article 3 de la loi du 17 avril 1924. 4° — « Les fonctionnaires dont l'admission dans les « écoles qui ouvrent *normalement, d'après le classement de sor-* « *tie*, l'accès de la carrière où ils sont entrés, a été retardée « par suite, soit de leur mobilisation, soit de la suppression « des concours d'admission pendant la guerre ».

Un examen minutieux des textes régissant les corps auxquels donnaient accès avant la guerre le diplôme d'élève de l'École Nationale Supérieure d'agriculture coloniale, devenue aujourd'hui Institut national d'Agronomie Coloniale, m'a permis de me rendre compte que les dispositions rappelées ci-dessus ne sont pas applicables aux élèves brevetés dudit établissement.

Les titulaires du diplôme dont il s'agit, à la différence de ce qui existe pour l'École Coloniale, quant aux corps d'accès réservés à ces élèves, n'avaient pas un droit acquis chaque année à un nombre de places minimum dans le personnel d'agriculture coloniale. Une possibilité seulement leur est ouverte. Il est à remarquer enfin que, jusqu'en 1920, l'entrée à cette école s'effectuait sans concours.

Les anciens élèves de l'établissement de Nogent qui ont été mobilisés aux cours de la dernière guerre rentrent donc dans le droit commun. Ce sont les dispositions de l'article 1er de la loi du 17 avril 1924 qui sont applicables aux intéressés.

* * *

L'article 6 de la loi du 17 avril 1924 prévoit que celle-ci recevra son application à compter du 1er janvier 1924; c'est donc dans la situation occupée à cette date par les ayants-

droit que les rappels prévus à l'article premier de la loi de vront être appliqués.

Les avancements susceptibles d'en résulter compteront rappel de solde à compter du 1er janvier 1924.

Tels sont les principes généraux que pose la loi du 17 avril 1924.

En terminant, je crois devoir insister d'une façon toute spéciale sur le caractère équitable de l'extension au personnel des cadres locaux des dispositions dont il s'agit.

Une mesure de ce genre est d'autant plus désirable que la loi du 17 avril 1924 ne fait, en définitive, que compléter l'article 7 de la loi du 1er avril 1923 et qu'elle s'inspire de la même pensée de justice.

Je ne puis conformément aux dispositions du décret du 11 septembre 1920 que vous laisser le soin de prendre en faveur de ce personnel, si vous ne l'avez déjà fait, toutes mesures que vous jugerez utiles.

Afin de maintenir l'uniformité de principes si nécessaires en pareille matière, il serait désirable que vous vous rapprochiez le plus possible des règles tracées dans la présente circulaire. Il conviendrait également de préparer dès maintenant cette application, afin de la réaliser en même temps que pour le personnel des cadres généraux.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire et de m'adresser dans le plus bref délai les observations qu'elle vous paraitra devoir comporter.

ANDRÉ HESSE.

N° 419. — *ARRÊTÉ autorisant une session extraordinaire des Conseils municipaux de Macouria et Matoury pour l'élection des Maires et des adjoints.*

(5 octobre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les résultats des opérations électorales accomplies le 4 octobre 1925, en vue du renouvellement intégral des Conseils municipaux de Macouria et Matoury;

Vu les articles 1 à 9, 11 à 45, 54 à 87 et 165 de la loi du 5 avril 1884, rendus applicables à la Guyane par les décrets des 26 juin 1884 et 29 avril 1889;

Vu le décret du 15 octobre 1879, portant organisation des municipalités élues à la Guyane française;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les Conseils municipaux des communes de Macouria et de Matoury se réuniront en session extraordinaire, en vue de pourvoir à l'installation réglementaire des membres de ces Assemblées et à l'élection des Maires et des Adjoints.

Art. 2. — La durée de la session sera d'un jour.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 5 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 420. — *ARRÊTE portant promulgation à la Guyane française des articles 157 à 161 de la loi de finances du 13 juillet 1925.*

(6 octobre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906 relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies;

Vu les articles 157 à 161 de la loi de finances du 13 juillet 1925;

Vu la dépêche ministérielle en date du 24 août 1925;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Chef du service des Postes et Télégraphes,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont promulgués à la Guyane française pour y être exécutés en leur forme et teneur, à compter du 15 octobre 1925, les articles 157 à 161 de la loi de finances du 13 juillet 1925, relatifs :

1° Au service des recouvrements ;
2° Au service des mandats-poste

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 6 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

LOI portant fixation du budget général de l'exercice 1925.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

.....

TITRE.

Budgets annexes

.....

Art. 157. — Le premier alinéa de l'article 9 de la loi du 29 mars 1920 est modifié comme suit :

Pour les envois de sommes ne dépassant pas 10 fr., le droit à percevoir est fixé uniformément à 0 fr. 35.

Pour les envois de sommes supérieures à 10 fr., le droit de commission calculé dans les conditions indiquées audit alinéa est augmenté de 0 fr. 05.

Art. 158. — Le premier alinéa de l'article 10 de la loi du 29 mars 1920 est modifié comme suit :

Le droit perçu sur les mandats échangés entre la France et l'Algérie, d'une part, et les colonies françaises, d'autre part, est celui du régime intérieur français avec minimun de 0 fr. 40.

Art. 159. — Le dernier alinéa de l'article 14 de la loi du 29 mars 1920 est modifié comme suit :

La taxe de renouvellement des mandats-poste ne peut être inférieure à 0 fr. 40 par période de validité.

Art. 160. — Les 1er, 3e et 4e alinéas de l'article 17 de la loi du 29 mars 1920 sont remplacés respectivement par les alinéas suivants :

Dans le régime intérieur français et dans les relations franco-coloniales, la taxe des enveloppes d'envois de valeurs

à recouvrer se compose d'une taxe d'affranchissement calculée d'après le tarif des lettres et d'une taxe de recommandation de 0 fr. 50.

Il est perçu pour chaque somme recouvrée un droit d'encaissement calculé comme suit :

Jusqu'à 100 fr. : 0 fr. 15 par 20 fr. ou fraction de 20 fr. ;

De 100 fr. 01 à 500 fr., 0 fr. 90 ;

Au-dessus de 500 fr. et jusqu'à 5.000 fr. : 0 fr. 90 pour les premiers 500 fr., plus 0 fr. 15 par 500 fr. ou fraction de 500 fr. excédant ;

Au-dessus de 5.000 fr. : 2 fr. 25 pour les premiers 5.000 fr. plus 1 fr. 25 par 5.000 fr. ou fraction de 5.000 fr.

Chaque valeur demeurée impayée est assujettie à un droit de présentation fixé à 40 centimes.

Art. 161. — Dans le régime intérieur français et dans les relations franco-coloniales, les envois contre remboursement sont soumis au même droit d'encaissement et au même droit de présentation que les valeurs à recouvrer.

.....

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 13 juillet 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,

J. CAILLAUX.

N° 421. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 13 août 1925 relatif à la démission de fonctionnaires et agents coloniaux.*

(6 octobre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906 relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu le décret du 13 août 1925, portant règlement de la situation des fonctionnaires et agents quittant prématurément

le service outre-mer après avoir bénéficié du passage gratuit ;
Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret susvisé du 13 août 1925.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 6 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 13 août 1925.

Monsieur le Président,

Mon attention vient d'être appelée sur les graves inconvénients qui résultent pour les budgets de nos établissements coloniaux, du fait de certaines pratiques qui tendent à se généraliser parmi le personnel administratif affecté auxdits établissements.

Il a été constaté, en effet, qu'un nombre de plus en plus important de fonctionnaires et agents séduits par l'attrait des bénéfices de certains commerces locaux, profitent du passage gratuit qui leur est accordé, ainsi qu'à leur famille, pour se faire transporter outre-mer et après un service des plus réduits, sollicitent leur mise en disponibilité sur place. Cette faveur leur étant refusée, ils donnent leur démission ou abandonnent purement et simplement l'administration.

J'ai pensé qu'il convenait de mettre immédiatement un terme à ces errements ; afin d'y parvenir, il y aurait lieu d'exiger des intéressés le remboursement obligatoire et immédiat de toutes les dépenses de déplacement qu'ils ont indûment fait supporter à leur colonie d'affectation du fait de leur transport et, le cas échéant, de celui des membres de leur famille, lorsqu'ils démissionneront de leur emploi avant d'avoir accompli un an de séjour depuis leur arrivée ou leur retour dans cette colonie.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

ANDRÉ HESSE.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités de route et de séjour et les passages du personnel des services coloniaux et locaux des colonies, modifié par les décrets des 6 juillet 1904, 21 juillet 1910, 25 septembre 1911, 13 juin 1912 et 11 septembre 1920 ;

Vu l'article 10 de la loi du 6 octobre 1919 rendu applicable aux colonies par le décret du 29 du même mois ;

Sur le rapport du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — I. — Lorsque des fonctionnaires, employés et agents ayant bénéficié soit personnellement, soit pour eux-mêmes et les membres de leur famille des dispositions des articles 31, paragraphes A et F, et 33, du décret du 3 juillet 1897, modifié par les décrets des 6 juillet 1904, 21 juillet 1910 et 25 septembre 1911, auront démissionné de leur emploi avant d'avoir accompli un an de séjour depuis leur arrivée ou leur retour dans leur colonie de service, afin de s'y livrer à des entreprises industrielles, commerciales ou privées, ils seront redevables envers le budget qui les a supportées des dépenses de toute nature, effectuées à l'occasion de ce séjour, par leur voyage (sur terre et sur mer) et le cas échéant par celui de leur famille du point initial au lieu de destination.

II. — Le recouvrement de cette dette est poursuivi dans les conditions déterminées par l'article 53 de la loi du 25 février 1901 et les articles 167 et 179 à 185 du décret du 30 décembre 1912, en ce qui concerne les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, et par les articles 44 du décret du 31 mai 1862 et 155 du règlement du 14 janvier 1869 en ce qui a trait au budget de l'Etat.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies et aux *Journaux officiels* des colonies et territoires sous mandat.

Fait a Rambouillet, le 13 août 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

ANDRÉ HESSE.

N° 422. — *DÉCISION. — Institution d'un jury d'examen pour l'Enregistrement.*

(7 octobre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 1890, fixant le nombre d'examens à subir par les surnuméraires de l'Enregistrement, ensemble l'Instruction générale de l'Enregistrement, du 9 août 1912, n° 3352 ;

Vu la demande contenue dans la lettre de M. le Chef du service de l'Enregistrement, en date du 6 octobre 1925 ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — Un jury d'examen composé de :

MM. Clarac (Edmond), chef du service de l'Enregistrement, *président ;*

Ellie, président du Tribunal de Cayenne ;

Laffont (Henri), receveur de l'Enregistrement,

est institué, à l'effet de faire subir à M. Detournel (Albert), surnuméraire de l'Enregistrement à la Guyane, les épreuves du premier examen prescrit par l'arrêté ministériel susvisé du 3 décembre 1890.

Art. 2. — Le jury d'examen se réunira les 3 et 4 novembre 1925, sur la convocation de son Président.

Art. 3. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 7 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 423. — *ARRÊTÉ concédant une pension de retraite à* M. Latoville (Louis-Joseph,) *Econome-comptable de 2e classe de l'Hôpital-hospice de Cayenne.*

(8 octobre 1925)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté n° 744 du 9 septembre 1925, admettant M. Latoville (Louis-Joseph), Commis aux entrées, Econome-comptable de 2e classe de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne, à faire valoir ses droits à une pension de retraite, à titre d'ancienneté de service ;

Vu les articles 3, 25, 27 et 28 du règlement du 20 avril 1891 sur l'établissement et l'organisation d'une caisse locale de retraite à la Guyane ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Il est concédé à M. Latoville (Louis-Joseph), Commis aux entrées, Econome-comptable de 2e classe de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne, une pension annuelle sur la caisse locale de retraite des employés de la Guyane se décomposant comme suit :

Pension principale.....	4.852 fr.
Majoration.....	2.038
Ensemble.....	6.890

Art. 2. — Les arrérages de cette pension seront réglés à compter du 1er octobre 1925, date à laquelle M. Latoville a été rayé des contrôles de l'activité.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Une ampliation sera adressée à M. le Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations et à M. le Trésorier-payeur de la Guyane.

Cayenne, le 8 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 424.— *ARRÊTÉ approuvant le compte de gestion de l'exercice* 1921, *du* 1er *janvier* 1921 *au* 18 *décembre* 1921, *de* M. Octaville (Raoul), *receveur municipal de la commune d'Oyapoc.*

(8 octobre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes ;

Vu les injonctions contenues dans l'arrêté n° 340, rendu en Conseil privé le 7 mai 1925, sur le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, présenté par M. Octaville (Raoul), receveur municipal de la commune d'Oyapoc ;

Vu le bordereau d'exécution desdites injonctions ;

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvé le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, présenté

par M. Octaville (Raoul), receveur municipal de la commune d'Oyapoc, dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 8 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 425. — *ARRÊTE approuvant le compte de gestion de l'exercice* 1921 *de* M. Salvador (Clovis), *receveur municipal de la commune d'Iracoubo.*

(8 octobre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes ;

Vu les injonctions contenues dans l'arrêté n° 628, rendu en Conseil privé le 23 juillet 1925, sur le compte de gestion de l'exercice 1921, présenté par M. Salvador (Clovis), receveur municipal de la commune d'Iracoubo ;

Vu le bordereau d'exécution des dites injonctions ;

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvé le compte de gestion de l'exercice 1921 présenté par M. Salvador (Clovis), receveur municipal de la commune d'Iracoubo, dont quitus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 8 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 426.— *ARRÊTÉ approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 23 décembre 1921 au 31 mars 1922 de M. Clément (Charles), receveur municipal de la commune de Roura.*

(8 octobre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes;

Vu les injonctions contenues dans l'arrêté n° 63[illegible] rendu en Conseil privé le 23 juillet 1925 sur le compte de gestion de l'exercice 1921, du 23 décembre 1921 au 31 mars 1922, présenté par M. Clément (Charles), receveur municipal de la commune de Roura;

Vu le bordereau d'exécution desdites injonctions;

Sur le rapport du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1[er]. — Est approuvé le compte de gestion de l'exercice 1921, du 23 décembre 1921 au 31 mars 1922, présenté par M. Clément (Charles), receveur municipal de la commune de Roura, dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 8 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 427. — *ARRETÉ autorisant la commune d'Approuague à faire l'acquisition de la chapelle et du presbytère de la section de Régina.*

(8 octobre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 15 octobre 1879, portant organisation des municipalités de la Guyane française ;

Vu l'article 23 de l'arrêté local du 28 septembre 1903 sur la comptabilité des communes;

Vu la délibération du Conseil municipal d'Approuague en date du 25 mai 1924, relative à l'acquisition, par cette commune de la chapelle et du presbytère de la section du Régina, appartenant à M. l'abbé J. Fabre;

Vu le plan et l'état des lieux dressés par l'agent-voyer de la commune ;

Vu la promesse de vente souscrite par M. l'abbé J. Fabre le 3 décembre 1924, ainsi que le certificat négatif d'inscription délivré par le conservateur des hypothèques le 27 avril 1925;

Vu le procès-verbal de l'enquête de *commodo* et *incommodo* à laquelle il a été procédé par le Maire d'Approuague et la délibération du conseil municipal en date du 30 août 1925, adoptant les conclusions de ce procès-verbal;

Vu les crédits prévus au budget de la commune d'Approuague ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article Ier. — La commune d'Approuague est autorisée à faire l'acquisition de la chapelle et du presbytère de la section de Régina.

Cette acquisition aura lieu moyennant le prix de vingt mille francs, payable en quatre annuités de cinq mille francs.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 8 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 428. — *ARRÊTÉ modifiant l'article 2 de l'arrêté n° 444 du 26 avril 1924 plaçant sous la direction de l'Inspecteur principal des Douanes le service des Contributions directes et celui de la vérification des poids et mesures.*

(8 octobre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1910 portant organisation du service des Contributions directes ;

Vu les décrets du 1er mars 1921, promulgués dans la Colonie le 30 avril suivant, concernant l'assiette et le mode de perception de l'impôt locatif et des patentes ainsi que l'organisation du service de la Vérification des poids et mesures à la Guyane française ;

Vu les arrêtés des 27 avril 1923 et 26 avril 1924 plaçant les services des Contributions indirectes, directes et celui de la vérification des poids et mesures sous la direction du Chef du service des Douanes ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service des Douanes et des Contributions directes et indirectes et des poids et mesures ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Art. 2. — .....

.....

Ces agents percevront, chacun une allocation annuelle de 1.000 fr. à titre de supplément de fonctions et en remplacement de l'indemnité spéciale de tournées pour les déplacements effectués dans l'Ile de Cayenne.

Le présent arrêté aura son effet à compter du 1er juillet 1925 et sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 8 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 129. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française le décret du 28 novembre 1924, réglant la composition et la compétence des Commissions de réforme des colonies, pays de protectorat et territoires relevant du Ministère des Colonies.*

(16 octobre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle en date du 2 mai 1906, relative à la promulgation aux colonies des lois et décrets ;

Vu la loi du 14 avril 1924 sur la réforme des pensions civiles et militaires ; ensemble le décret en date du 2 septembre 1924, portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi ;

Vu le décret du 28 novembre 1924, réglant la composition et la compétence des Commissions de réforme des colonies, pays de protectorat et territoires relevant du Ministère des Colonies ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service de Santé,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret susvisé du 28 novembre 1924.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 16 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT de la République française,

Vu l'article 20 de la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, ensemble l'article 22 du règlement d'administration publique du 2 septembre 1924 rendu pour l'application de cette loi ;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1er. Pour l'exécution de l'article 20 de la loi du 14 avril 1924 et de l'article 22 du règlement d'administration publique du 2 septembre 1924, il est institué au chef-lieu de chaque colonie, pays de protectorat ou territoire relevant du ministère des colonies, une commission de réforme composée comme suit :

Le chef de la colonie, pays de protectorat ou territoire dont relève l'intéressé ou son délégué, président,

Le trésorier-payeur ou son représentant, membre,

Le chef de service de l'intéressé ou son représentant, membre,

Un médecin de la commission de rapatriement désigné par le chef du service de santé, membre,

Deux agents du même service que l'intéressé et élus par leurs collègues ou, à défaut, un ou deux agents d'un autre service également élus, membres.

Art. 2.— Les fonctionnaires relevant d'un même chef de service constituent un groupe qui élira les deux délégués membres de la commission pour les affaires concernant les agents du même groupe.

Le personnel désigne deux délégués et deux suppléants qui, les uns et les autres, sont renouvelés en cas de besoin.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, le président à voix prépondérante.

Art. 3.— Lorsque la commission est appelée à statuer sur le cas d'un chef de service, elle est obligatoirement présidée par le gouverneur, résident supérieur, lieutenant gouverneur ou chef de territoire.

Art. 4.— La commission de réforme est compétente à l'égard de tous les fonctionnaires civils résidant dans la colonie, pays de protectorat ou territoire lorsqu'ils sont titulaires d'emplois conduisant à une pension d'invalidité civile du régime de la loi du 14 avril 1924.

Art. 5.— A titre exceptionnel, la commission de réforme du ministère des colonies aura seule compétence pour apprécier l'invalidité des gouverneurs, résidents supérieurs, lieutenants gouverneurs ou chefs de territoires.

Art. 6.— Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié

au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 28 novembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies, DALADIER.

Le Ministre des finances, CLÉMENTEL.

N° 430. — *ARRÊTÉ portant convocation du Conseil général en session ordinaire pour 1925.*

(19 octobre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 23 du décret du 23 décembre 1878, portant institution d'un Conseil général à la Guyane française ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le Conseil général est convoqué en session ordinaire le lundi 23 novembre 1925, à neuf heures.

Art. 2. — La durée de la session sera d'un mois.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 19 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 431. — *ARRÊTÉ autorisant les Chefs d'administrations et de service à entrer au Conseil général pendant la session ordinaire de 1925.*

(19 octobre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'article 26 du décret du 23 décembre 1878, portant institution d'un Conseil général à la Guyane ;

Vu l'arrêté en date du 19 octobre 1925 convoquant le Conseil général le 23 novembre 1925 en session ordinaire,

Arrête :

Article 1er. — MM. les Chefs d'administration et les Chefs de service de la Colonie sont autorisés à entrer au Conseil général pour assister le Représentant de l'Administration et y être entendus, le cas échéant, sur les questions intéressant leurs services.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 19 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 433. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française le décret du 29 juillet 1925, relatif à l'exploitation, en temps de paix et en temps de guerre, des stations radioélectriques.*

(27 octobre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu le décret du 29 juillet 1925 relatif à l'exploitation en temps de paix et en temps de guerre des stations radioélectriques en France, en Algérie, en Tunisie et aux colonies ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 29 juillet 1925 relatif à l'exploitation en temps de paix et en temps de guerre des stations radioélectriques en France, en Algérie, en Tunisie et aux colonies.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au « Journal officiel » et au « Bulletin officiel » de la colonie.

Cayenne, le 27 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 25 juillet 1925.

Monsieur le Président,

Le décret du 5 mars 1907, a déterminé les conditions dans lesquelles les stations radioélectriques seraient établies, entretenues et exploitées en France, en Algérie et en Tunisie et réparties à cet effet en temps de paix entre le département des travaux publics et des postes et télégraphes, les départements de la marine et de la guerre.

Il a fixé qu'en temps de guerre toutes les stations seraient soumises à l'autorité des départements de la marine et de la guerre.

Tenant compte du développement des services radiotélégraphiques en France, en Algérie et aux colonies, le décret du 31 juillet 1919, modifiant le décret précédent, a précisé une nouvelle répartition des postes radiotélégraphiques entre les divers départements ministériels chargés de leur exploitation et a fixé les dispositions nouvelles applicables en temps de paix et en temps de guerre, en tenant compte en particulier du développement des installations dans les colonies.

Depuis cette époque, les progrès réalisés dans la technique des transmissions radioélectriques d'une part, le développe-

ment des organisations radioélectriques tant pour services publics (P. T T., navigation aérienne, marine marchande, météorologie, etc.) que pour les usages privés d'autre part, ont apporté des éléments nouveaux dont il convient de tenir compte pour le présent et pour l'avenir, en élargissant les dispositions des décrets précités et en les appliquant non plus seulement aux seuls postes radiotélégraphiques, mais à toutes les organisations radioélectriques.

Par ailleurs, les dispositions concernant le fonctionnement des transmissions, radioélectriques en temps de guerre doivent tenir compte de la satisfaction des besoins d'intérêt général et être mises en harmonie avec les décisions prises par le Gouvernement pour l'organisation générale des communications.

Il apparait donc indispensable de modifier le texte du décret du 5 mars 1907, mis à jour par le décret du 31 juillet 1919, pour l'harmoniser avec les principes nouveaux d'organisation de la défense nationale.

Si vous voulez bien monsieur le Président, approuver les propositions qui précèdent, nous avons l'honneur de vous prier de revêtir de votre signature le présent décret qui abroge celui du 5 mars 1907 modifié par le décret du 15 juillet 1919.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le Président du Conseil ministre de la guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

Le ministre des affaires étrangeres,
ARISTIDE BRIAND.

Le ministre de la marine,
EMILE BOREL.

Le ministre de l'intérieur,
SCHRAMECK.

Le ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
CHARLES CHAUMET.

Le ministre des traraux publics,
PIERRE LAVAL.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la guerre, des ministres des affaires étrangères, de la marine, de l'intérieur, des colonies, du ministre des travaux publics, du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes,

Vu la loi du 2 mai 1837 sur le monopole des lignes télégraphiques ;

Vu la loi du 9 novembre 1850 sur la télégraphie privée ;

Vu le décret-loi du 27 décembre 1851, portant, dans son article Ier, qu'aucune ligne télégraphique ne peut être établie ou employée à la transmission des correspondances que par le gouvernement ou avec son autorisation ;

Vu les décrets des 5 mars 1907 et 31 juillet 1919, relatifs à l'établissement et à l'exploitation des postes de télégraphie sans fil destinés à l'échange de la correspondance officielle ou privée ;

Vu le décret du 17 novembre 1921, réorganisant le conseil supérieur de la défense nationale ;

Vu l'article 85 de la loi de finances du 30 juin 1923, rendant applicable à l'émission et à la perception des signaux radioélectriques de toute nature les dispositions du décret-loi du 27 décembre 1851 ;

Vu le décret du 24 novembre 1923, relatif à l'établissement et à l'utilisation des installations radioélectriques privées,

DÉCRÈTE :

TITRE Ier

TEMPS DE PAIX

Article Ier. — Tous les postes radioélectriques, en France et aux colonies, sont exploités par l'administration des postes et des télégraphes ou relèvent de son autorité à l'exception :

1° Des postes relevant des départements de la guerre et de la marine ;

2 Des postes spéciaux aux services des phares et balises ;

3° Des postes installés pour assurer les relations d'intérêt local, soit dains une même colonie, soit en reliant entre eux deux colonies voisines, deux groupes voisins de colonies, une colonie ou un groupe de colonies avec un pays voisin étranger étant entendu que, pour les relations autres que les relations locales et qui seraient exceptionnellement admises, les questions de contrat et de tarif seront réglées d'accord entre les départements intéressés (ministère des colonies, administration des postes et télégraphes, et s'il y a lieu, ministère des affaires étrangères);

4° Des postes qui sont affectés à l'exploitation des lignes aériennes de transport;

5° Des postes en service sur les bâtiments de la marine marchande;

6° Des postes situés en Algérie, dans les pays de protectorat ou sous mandat.

Toute dérogation à cette règle fera l'objet d'un accord préalable entre les ministères intéressés.

Art. 2. — Toutes les stations établies, entretenues et exploitées par d'autres administrations que celles des postes et des télégraphes peuvent être ouvertes à la télégraphie privée après entente avec cette administration.

Les départements autorisés à exploiter les postes terrestres définis à l'article 1er peuvent faire établir et entretenir à leurs frais, et exploiter par leur personnel les lignes télégraphiques ou téléphoniques ainsi que les tubes pneumatiques ou tous autres moyens de liaison nécessaire pour relier leurs services à ces postes ou pour assurer la manipulation ou la réception des signaux à distance.

Les départements qui exploitent ces installations sont exemptés de toute redevance à l'administration des P. T. T. lorsqu'ils utilisent les installations ci-dessus pour la transmission de correspondances officielles.

Une redevance est, au contraire, due à l'administration des P. T. T. pour les transmissions non officielles, ainsi que pour les transmissions officielles de signaux ou télégrammes empruntant des lignes ou des tubes appartenant en totalité ou en partie à cette administration, ou desservis, au moins à une de leurs extrémités, par son personnel.

Art. 3. — L'administration des postes et des télégraphes est chargée de centraliser toutes les affaires concernant la per-

ception des taxes et les relations administratives avec les stations étrangères et le bureau international de Berne. Elle vérifie, sur le vu d'états transmis par les stations des administrations intéressées, la perception des taxes appliquées. Elle contrôle l'exécution des règlements internationaux en ce qui concerne les transmissions commerciales dans les postes fixes de la France et dans les postes établis à bord des navires de commerce et dans les services de la navigation aérienne.

Art. 4. — Les autorisations d'installations de postes privés sont accordées par l'administration des postes et des télégraphes dans les conditions fixées par le décret du 24 novembre 1923. Ces installations ne peuvent être que temporaires et ne doivent en aucun cas troubler le service des autres stations.

Art. 5. — Les dispositions des articles 2, 3 et 4 ne sont pas applicables aux colonies, en ce qui concerne les postes d'intérêt local, définis au paragraphe 5 de l'article 1er.

Le personnel de l'administration des postes et des télégraphes, affecté dans une colonie à un poste radioélectrique intercolonial ne rentrant pas dans les catégories spécifiées au paragraphe 3 de l'article 1er reçoit de l'administration métropolitaine des postes et des télégraphes les instructions relatives à l'exploitation.

Ces instructions lui sont transmises par l'intermédiaire de l'autorité administrative de la colonie, sauf dans le cas d'urgence et à la condition d'en donner connaissance à cette autorité dans le plus bref délai possible.

Ce personnel est placé, au point de vue de la discipline générale, sous la surveillance de l'autorité du haut fonctionnaire qui administre le territoire sur lequel est placé le poste Ce haut fonctionnaire donne au personnel susvisé des notes annuelles dont il est tenu compte pour l'avancement de ce dernier.

Les modifications autres que de détail à apporter au matériel du poste, les questions concernant l'entretien et l'organisation générale du service, sont réglées d'accord entre l'administration métropolitaine des postes et des télégraphes et la colonie.

Les postes militaires aux colonies sont placés sous la haute autorité des gouverneurs.

TITRE II

TEMPS DE GUERRE

Art. 6. — Les postes radioélectriques des formations mobilisées relèvent exclusivement des départements de la guerre et de la marine et ne sont pas visés par les dispositions ci-après.

Art. 7. — Les postes radioélectriques qui ne correspondent pas à des besoins de défense nationale sont supprimés.

Tous les postes radioélectriques sont exploités en principe par les services d'Etat (en France) ou gouvernementaux (hors de France). Les postes d'intérêt particulier exceptionnellement autorisés à fonctionner à titre privé sont placés sous le contrôle de l'Etat ou des gouvernements locaux.

Art. 8. — Les postes exploités par les services d'Etat ou gouvernementaux sont classés en :

a) Postes d'intérêt général, exploités pour l'ensemble des besoins de la défense nationale par le département ministériel chargé des P. T. T.

b) Postes attribués en propre aux départements de la guerre et de la marine pour les besoins des opérations militaires ou maritimes, la liaison avec les forces militaires ou maritimes françaises ou alliées.

c) Postes d'intérêt local, en Algérie, dans les pays de protectorat, et les colonies, maintenus aux ordres des gouverneurs ou résidents généraux, sous réserve, le cas échéant, d'établir la coopération nécessaire avec les autorités militaires et maritimes ayant à opérer dans le voisinage.

d) Postes attribués aux autres départements ministériels intéressés pour la satisfaction des besoins de leurs services particuliers (transports aériens, travaux publics, marine marchande en ce qui concerne les postes mobiles, etc.).

La répartition des postes entre les divers départements ministériels chargés de leur exploitation en temps de guerre est décidée par arrêté interministériel pris sur proposition du ministre chargé des P. T. T.

Art. 9. — Les postes attribués en propre aux départements militaires sont mobilisés respectivement par les départements de la guerre et de la marine.

Tous les autres postes exploités par des services d'Etat ou gouvernementaux sont mis sur pied de guerre au titre de la mobilisation industrielle, économique et administrative, par les départements ministériels chargés d'en assurer l'exploitation en temps de guerre.

Les postes d'intérêt local aux colonies sont mobilisés par les gouverneurs généraux et gouverneurs, conformément aux instructions données par le ministre des colonies après accord avec les départements de la guerre et de la marine.

Art. 10. — Le ministre chargé des P. T. T. assure la coordination technique d'exploitation de tous les postes radioélectriques. Il arrête le plan d'emploi des postes d'intérêt général suivant les directives du Gouvernement qui fixe l'ordre de priorité des transmissions entre les divers départements usagers, compte tenu des besoins des opérations militaires et maritimes.

Art. 11. — Le ministre chargé des postes, télégraphes et téléphones dispose, dès le temps de paix, pour la préparation de la mobilisation des transmissions radioélectriques, d'une commission consultative interministérielle dénommée « comité des transmissions radioélectriques en vue de la défense nationale », dont la composition et les attributions sont fixées, par arrêté.

Art. 12. — L'organisation d'ensemble du contrôle est arrêtée par le ministre de la guerre, le comité des transmissions radioélectriques en vue de la défense nationale entendu ; le contrôle des transmissions radioélectriques est exercé par les ministres de la guerre, de la marine et des colonies, chacun en ce qui le concerne.

Ce contrôle comporte le visa des télégrammes privés, le contrôle des postes radioélectriques et l'organisation d'un service d'écoutes.

Art. 13. — Le président du conseil, ministre de la guerre, le ministre des affaires étrangères, le ministre de la marine, le ministre des travaux publics, de l'aéronautique et de la marine marchande, le ministre du commerce, de l'industrie et des postes, télégraphes et téléphones, le ministre des colonies, le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Art. 14. — Les dispositions du décret du 5 mars 1907, modifié par le décret du 31 juillet 1919 (1), sont abrogées.

Fait à Rambouillet, le 29 juillet 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

Le ministre des affaires étrangères,
ARISTIDE BRIAND.

Le ministre de la marine,
EMILE BOREL.

Le ministre de l'intérieur,
SCHRAMECK.

Le ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
CHARLES CHAUMET.

Le ministre des travaux publics,
PIERRE LAVAL.

N° 434. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française le décret du 31 juillet 1925, relatif à l'emploi des transmissions radioélectriques, en temps de paix, par les navires et les aéronefs.*

(27 octobre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906 relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu le décret du 31 juillet 1925 relatif à l'emploi des transmissions radioélectriques, en temps de paix, par les navires et aéronefs (navires de guerre français et aéronefs militaires français exceptés) dans les ports et les eaux territoriales de la France ou relevant de la France ainsi qu'au-dessus de ces ports et de ces eaux ;

---

(1) Le décret du 31 juillet 1919 a été publié au *Journal officiel* du 6 août 1919, page 8222.

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 31 juillet 1925, relatif à l'emploi des transmissions radioélectriques en temps de paix, par les navires et les aéronefs (navires de guerre français et aéronefs militaires français exceptés) dans les ports et les eaux territoriales de la France ou relevant de la France, ainsi qu'au-dessus de ces ports et de ces eaux.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 27 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du Président du conseil, ministre de la guerre, du ministre des affaires étrangères, du ministre de la marine, du ministre des travaux publics, du ministre des colonies, du ministre de l'intérieur, du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu la loi du 29 novembre 1850 sur la correspondance télégraphique privée;

Vu le décret-loi du 27 décembre 1851, concernant le monopole et la police des lignes télégraphiques;

Vu la loi du 9 décembre 1875 portant approbation de la convention télégraphique internationale signée à Saint-Pétersbourg, le 10/22 juillet 1875, et notamment l'article 8 de ladite convention;

Vu le décret du 3 novembre 1905 fixant les attributions des commandants de la marine aux colonies;

Vu le décret du 17 juin 1912 instituant le service de la télégraphie sans fil;

Vu l'article 17 de la convention radiotélégraphique de Londres du 5 juillet 1912 appliquant à la radiotélégraphie les dispositions de l'article 8 de la convention internationale de Saint-Pétersbourg ;

Vu la loi du 17 janvier 1914 portant approbation de la convention radiotélégraphique internationale et de ses annexes arrêtés, par la conférence de Londres, le 5 juillet 1912 ;

Vu le décret du 24 février 1917, article 1er ;

Vu l'article 14 de la convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne, et le règlement international relatif à la mise en application des dispositions de cet article ;

Vu l'arrêté du 9 août 1920 réglementant l'emploi de la T. S. F. pour assurer la marche des aéronefs ;

Vu le décret du 10 novembre 1923 sur l'installation et l'utilisation des postes radioélectriques à bord des navires de commerce français ;

Vu le décret du 29 juillet 1925 (remplaçant le décret du 5 mars 1907, modifié le 31 juillet 1919) relatif à l'établissement et à l'exploitation des postes de télégraphie sans fil destinés à l'échange de la correspondance officielle ou privée,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — En temps de paix, sous réserve de la réglementation relative au stationnement, ainsi qu'à la navigation maritime et aérienne, l'utilisation des installations radioélectriques mobiles est réglée dans les ports, rades, mouillages et eaux territoriales de la France ou relevant de la France, ainsi qu'au-dessus de ces ports et de ces eaux par les dispositions suivantes, qui concernent :

Les navires de guerre étrangers ;

Les aéronefs militaires étrangers ;

Les navires de commerce, de pêche ou de plaisance français et étrangers ;

Les aéronefs non militaires français et étrangers.

TITRE Ier.

PORTS DE GUERRE ET BASES NAVALES.

Art. 2. — Les navires de guerre et aéronefs militaires étrangers mouillés, amarrés ou stationnés dans un port de guerre

ou dans une base navale, devront obtenir, de l'autorité maritime supérieure, l'autorisation d'utiliser leurs appareils de télégraphie ou de téléphonie sans fil.

Ils devront, au préalable, indiquer à l'autorité maritime supérieure la nature des émissions, la longueur d'ondes et les heures de transmissions proposées, ainsi que les stations avec lesquelles ils ont l'intention de communiquer.

Ils devront, en outre, se conformer strictement aux règles fixées par l'autorité maritime supérieure qui accordera l'autorisation.

Art. 3. — Les navires de commerce, de pêche ou de plaisance français et étrangers, mouillés ou amarrés dans un port de guerre ou dans une base navale, ne sont pas autorisés à faire usage de la télégraphie ou de la téléphonie sans fil.

Art. 4. — Les aéronefs non militaires français et étrangers, stationnés dans un port de guerre ou dans une base navale, ne sont autorisés à faire usage de la télégraphie ou de la téléphonie sans fil que pour assurer leur sécurité ; la durée des émissions devra être limitée au minimum nécessaire.

TITRE II.

RADES DES PORTS DE GUERRE ET DES BASES NAVALES, MOUILLAGES VOISINS DE CES PORTS OU BASES.

Art. 5. — Les navires de guerre étrangers, ainsi que les aéronefs militaires étrangers, mouillés ou stationnés dans les rades des ports de guerre et des bases navales, ainsi que dans les mouillages voisins de ces ports ou bases, sont soumis à la réglementation fixée par l'article 2. Les autorisations nécessaires sont accordées par l'autorité maritime supérieure du port de guerre ou de la base navale qui se trouve à proximité.

Art. 6 — 1. Les navires de commerce, de pêche ou de plaisance français et étrangers, mouillés ou stationnés dans les rades des ports de guerre et des bases navales, ainsi que dans les mouillages voisins de ces ports ou bases, ne sont pas autorisés à faire usage, pour l'émission de leurs appareils de télégraphie ou de téléphonie sans fil.

2. Toutefois, l'autorité maritime supérieure peut accorder une dérogation à cette règle aux navires qui n'ont pas la possibilité de communiquer avec la terre, et seulement pour ce qui concerne les questions intéressant l'exploitation et la navigation du bâtiment.

Dans ce cas, le navire qui désire émettre, doit au préalable en faire la demande à la station fixe de la marine nationale située dans le port de guerre ou la base voisine.

Si cette station fixe ne répond pas, le navire répète sa demande après un intervalle de cinq minutes et si la station fixe ne répond pas dans les cinq minutes suivantes, l'autorisation d'émettre est acquise au navire.

3. Des émissions pour réglage des appareils peuvent être effectuées après autorisation préalable de la station fixe, dans les conditions du paragraphe 2 précédent.

La durée de ces émissions doit être réduite au minimum nécessaire.

Art. 7. — Les aéronefs non militaires français et étrangers, stationnés sur les rades des ports de guerre et des bases navales, ainsi que sur les mouillages voisins de ces ports ou bases, ne sont autorisés à faire usage de la télégraphie ou de la téléphonie sans fil, que pour assurer leur sécurité; la durée des émissions doit être limitée au minimum nécessaire.

Des émissions pour réglages des appareils peuvent être effectuées dans les conditions fixées au paragraphe 3 de l'article 6.

Art. 8. — Les dispositions prévues aux articles 5, 6 et 7 pour les rades des ports de guerre et des bases navales ainsi que les mouillages voisins sont applicables aux rades d'exercices de la flotte française lorsque des navires de guerre français sont présents sur lesdites rades.

Le commandant supérieur de ces bâtiments a qualité pour accorder l'autorisation et fixer les règles prévues aux articles 2 et 6; le poste radioélectrique de son bâtiment joue le rôle de la station fixe du paragraphe 2 de l'article 6.

TITRE III.

PORTS, RADES ET MOUILLAGES NON DÉFINIS AUX TITRES Ier ET II

Art. 9. — Les navires de guerre étrangers ainsi que les aéronefs militaires étrangers, mouillés ou stationnés dans les ports, rades ou mouillages non définis aux titres précédents, devront se conformer aux règles suivantes :

1° Eviter de brouiller les communications des stations relevant de l'Etat ou fonctionnant sous le contrôle des autorités françaises ;

2° Limiter la durée des émissions au strict minimum lorsqu'il sera des appareils qui n'émettent pas des ondes entretenues pures non modulées ;

3° N'employer l'onde de 600 mètres que pour transmettre un signal de détresse ou pour répondre à un signal de détresse;

4° N'employer l'onde de 900 mètres que pour le trafic radio-aérien ;

5° Si une force navale française ou un bâtiment de guerre français se trouve dans le même port, la rade ou le mouillage, consulter au préalable le commandant supérieur de cette force navale ou le commandant de ce bâtiment.

Art. 10. — 1. Les navires de commerce, de pêche ou de plaisance français ou étrangers, mouillés ou stationnés dans les ports, rades ou mouillages non définis aux titres précédents, ne sont pas autorisés à faire usage de la télégraphie ou de la téléphonie sans fil.

2. Toutefois les communications radioélectriques sont autorisées dans ces rades et mouillages, en ce qui concerne les questions intéressant la navigation et l'exploitation du navire, lorsque celui-ci n'a pas la possibilité de communiquer avec la terre.

Ces mêmes communications peuvent en outre être exceptionnellement autorisée dans les ports, rades et mouillages, hors de la métropole, lorsque ces points sont dépourvus de moyens de transmissions avec le port de première destination.

3. Les émissions pour réglages des appareils peuvent être effectuées après autorisation préalable du chef de la station côtière officielle, s'il en existe une dans un rayon de 30 kilomètres autour du navire, sans autorisation préalable s'il n'en existe pas. La durée de ces émissions doit être réduite au minimum nécessaire.

4. Si une force navale française ou un bâtiment de guerre français se trouve dans le port, la rade ou le mouillage, le commandant supérieur de cette force navale ou le commandant de ce bâtiment devra être consulté au préalable.

Art. 11. — Les aéronefs non militaires français et étrangers, stationnés dans les ports, rades et mouillages non définis aux titres précédents, ne sont autorisés à faire usage de la télégraphie ou de la téléphonie sans fil que pour assurer la régularité du service aérien et leur sécurité propre ; la durée de ces émissions doit être réduite au minimum nécessaire.

Ils se conforment pour les émissions de réglage aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 10.

TITRE IV.

EAUX TERRITORIALES EN DEHORS DES PORTS, RADES ET MOUILLAGES SUSVISÉS

(Titres Ier, II et III.)

Art. 12. — Dans les eaux territoriales, en dehors des ports, rades et mouillages visés aux titres Ier, II et III :

1° La télégraphie sans fil sur ondes entretenues pures non modulées peut être utilisée librement ;

2° Pour l'usage des émissions sur ondes entretenues modulées et sur ondes amorties, les bâtiments de guerre étrangers, les aéronefs militaires étrangers, les navires de commerce, de pêche, ou de plaisance français et étrangers ainsi que les aéronefs non militaires français et étrangers devront se conformer aux prescriptions des paragraphes 1°, 2°, 3° et 4° de l'article 9.

TITRE V.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 13. — La réception des transmissions radioélectriques est autorisée sous la réserve de n'apporter aucun trouble aux réceptions voisines.

Art. 14. — Toute émission ou réception devra être immédiatement suspendue si l'ordre en est donné par une autorité maritime ou par une station relevant de l'État ou fonctionnant sous le contrôle des autorités françaises.

Art. 15. — Le présent décret est applicable en France, dans les colonies françaises et dans les pays placés sous le protectorat ou le mandat de la France.

Les ministres des affaires étrangères, de la guerre, de la marine, des colonies, de l'intérieur, des travaux publics, du commerce, de l'industrie, des postes, télégraphes et télé-

phones, sont chargés d'assurer, chacun en ce qui le concerne, l'application de ces dispositions.

Art. 16. — Le présent décret abroge toutes mesures antérieures contraires et notamment les deuxième et troisième paragraphes de l'article 7 du décret du 10 novembre 1923.

Fait à Rambouillet, le 31 juillet 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

Le ministre de la marine
EMILE BOREL.

Le ministre des travaux publics,
PIERRE LAVAL.

Le ministre des affaires étrangères,
ARISTIDE BRIAND.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ministre des colonies par intérim,
CHARLES CHAUMET.

Le ministre de l'intérieur,
SCHRAMECK.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
CHARLES CHAUMET.

N° 435. — *DÉCISION relative à la célébration de la Fête Nationale du 11 novembre 1925.*

(27 octobre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la loi du 10 novembre 1921, relative à la célébration de l'anniversaire du 11 novembre, promulguée dans la colonie par arrêté du 3 novembre 1922,

DÉCIDE :

Article Ier. — Les dispositions suivantes seront prises à l'occasion de la Fête du II novembre 1925, jour anniversaire de l'Armistice, Fête de la Victoire et de la Paix.

Le II novembre, le pavillon national sera arboré sur tous les édifices publics et les navires en rade mettront le grand pavois.

Une salve de 21 coups de canon sera tirée à 6 heures et à 18 heures. Des sonneries de cloches auront lieu dans toutes les églises de la colonie aux trois *Angelus* de la journée.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 27 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 436. — *DÉCISION nommant une commission chargée d'étudier les réformes qu'il paraît nécessaires d'introduire dans les méthodes d'enseignement en Guyane.*

(28 octobre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 17 septembre 1906, portant réorganisation de l'Enseignement à la Guyane,

DÉCIDE :

Article 1er. — Une Commission composée de:

MM. le Secrétaire général, *président*,

le Procureur général,
le Président du Conseil général,
Berland, Ingénieur,
le Chef du service de l'Instruction publique,
le Chef du service des Travaux publics, } *membres*,

Guerlain, Chef de bureau des Secrétariats généraux, *secrétaire*,

est chargée d'étudier les réformes qu'il paraît nécessaires d'introduire dans les méthodes d'enseignement en Guyane,

notammant celles tendant à assurer la fréquentation scolaire, le développement de l'enseignement professionnel, le système des bourses et les résultats positifs à en attendre, l'engagement décennal, etc.

Art. 2. — La Commission se réunira sur la convocation de son président et dressera procès-verbal de ses délibérations.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 28 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 437. — *ARRÊTÉ modifiant les dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 31 décembre 1921 sur le régime des déplacements du personnel rétribué sur les fonds du budget local ou des budgets spéciaux de la Colonie.*

(29 octobre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 11 septembre 1920 supprimant la formalité de l'approbation ministérielle pour certains arrêtés des Gouverneurs généraux et Gouverneurs des Colonies;

Vu le décret du 13 juin 1912 portant règlement sur les déplacements aux colonies du personnel non compris au décret du 8 septembre 1910 et à la décision du 31 octobre 1897;

Vu l'arrêté local du 31 décembre 1921 portant règlement sur le régime des déplacements du personnel rétribué sur les fonds du budget local ou des budgets spéciaux des colonies; notamment l'article 11 de ce texte;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE:

Article 1er. — Les dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 31 décembre 1921 portant règlement sur le régime des déplacements du personnel rétribué sur les fonds du budget local ou des budgets spéciaux de la colonie, sont modifiées comme suit:

« Article 11. — Indemnité journalière réduite. »

« L'indemnité journalière réduite a le même objet que « l'indemnité journalière normale, mais elle ne s'applique « qu'au séjour hors de la résidence ordinaire lorsqu'il dure « plus d'un mois.

« Elle ne peut être servie pendant plus de deux mois.

« Au-delà du deuxième mois il est alloué une indemnité « forfaitaire mensuelle calculée de la façon suivante :

« 1re catégorie	100 francs
« 2e catégorie	80 —
« 3e catégorie	50 —
« 4e catégorie « 5e catégorie « 6e catégorie	30 —

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 29 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 438. — *ARRÊTÉ approuvant le compte de gestion de l'exercice* 1921, *du* 1er *janvier au* 18 *décembre* 1921, *de* M. Octaville (Raoul), *receveur municipal de la commune d'Approuague.*

(29 octobre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 31 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903 portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes ;

Vu les injonctions contenues dans l'arrêté n° 341, pris en Conseil privé le 7 mai 1925, sur le compte de gestion de

l'exercice 1921, du 1er janvier au 18 décembre 1921, présenté par M. Octaville (Raoul), receveur municipal de la commune d'Approuague ;

Vu le bordereau d'exécution desdites injonctions ;

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er.— Est approuvé le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier au 18 décembre 1921, présenté par M. Octaville (Raoul), receveur municipal de la commune d'Approuague dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* de la colonie.

Cayenne, le 29 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 439. — *ARRETE approuvant le compte de gestion de l'exercice 1922 de* M. Selbonne (Gaston), *receveur du Bureau de bienfaisance de Mana.*

(29 octobre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur ;

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 31 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903 portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes ;

Vu les injonctions contenues dans l'arrêté n° 684, pris en Conseil privé le 13 août 1925, sur le compte de gestion de l'exercice 1922, présenté par M. Selbonne (Gaston), receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Mana ;

Vu le bordereau d'exécution desdites injonctions

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est approuvé le compte de gestion de l'exercice 1922, présenté par M. Selbonne (Gaston), receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Mana, dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* de la colonie.

Cayenne, le 29 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 440. — *ARRÊTÉ modifiant l'article 1er de l'arrêté du 8 janvier 1925.*

(29 octobre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté en date du 8 janvier 1925 modifiant les arrêtés des 27 septembre 1893 et 10 décembre 1895, comportant organisation du service de la perception des Contributions en Guyane française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies, notamment les articles 119 et suivants ;

Vu le décret du 25 octobre 1879 comportant organisation des municipalités de la Guyane française ;

Vu l'article 165 dernier paragraphe de la loi du 5 avril 1884, rendu applicable à la Guyane par le décret du 26 juillet 1884 ;

Vu le décret du 17 décembre 1892 rétablissant les communes de plein exercice à la Guyane ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1924 comportant détermination des émoluments des percepteurs et des percepteurs receveurs municipaux de la Colonie ainsi que du cautionnement auquel ils sont assujettis ;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Trésorier-Payeur ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté du 8 janvier 1925 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le territoire de la Guyane française est divisé en deux circonscriptions financières formant deux perceptions ainsi réparties :

DÉSIGNATION des circonscriptions.	COMMUNES COMPOSANT chaque circonscription financière.	RÉSIDENCE des percepteurs.
1° Cayenne (Ville, banlieue et Côte).	Toutes communes, sauf Mana et Saint-Laurent.	Cayenne
2° Mana.	Mana	Mana

Art. 2. — Les dépenses occasionnées par le fonctionnement de la perception de la 1re circonscription non compris le logement du percepteur telle qu'elle est organisée par le présent arrêté seront supportées 1/4 par le budget local et 3/4 par les communes.

Art. 3. — Par extension des dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 26 avril 1924 les communes dépendant de la 1re circonscription seront tenues d'assurer à frais communs un logement suffisant et confortable au Percepteur-Receveur municipal résidant à Cayenne.

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté et notamment l'article 1er de l'arrêté du 22 janvier 1925 qui fixe la répartition des dépenses de l'ancienne perception de la 1re circonscription entre les communes et le Budget local.

Art. 5. — Le Secrétaire général et le Trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1er décembre 1925, sera enregistré et communiqué partout où besoin

sera, publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 29 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 441. — *ARRÊTÉ portant organisation du personnel des Travaux publics et des Mines.*

(29 octobre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 5 août 1910 portant réorganisation du personnel des Travaux publics et des Mines des colonies autres que l'Indo-chine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion et notamment son article 4 § 2 et 3 ;

Vu le décret du 13 juin 1912, portant règlement sur les déplacements du personnel civil aux colonies ;

Vu l'arrêté n° 1015 du 4 octobre 1924 créant des subdivisions du service des Travaux publics et des Mines ;

Sur la proposition du Chef du service des Travaux publics et des Mines ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article Ier. — Le territoire de la Guyane comprend pour la partie Travaux publics deux subdivisions principales :

1° Bureau central, études, bâtiments publics et routes de l'Ile de Cayenne ;

2° Travaux maritimes et hydrauliques, et pour la partie Mines et forêts une seule subdivision au bureau central.

Art. 2. — Les travaux communaux de la commune de Cayenne pourront être confiés, sur la demande du Maire, à un agent du service des Travaux publics et des Mines en service détaché.

Art. 3. — Les travaux communaux des autres communes de l'Ile de Cayenne, de Montsinéry, Tonnégrande, Roura, Kaw,

Approuague, St-Georges sont confiés à un subdivisionnaire résidant au Bureau central.

De même les travaux communaux des communes de Macouria, Kourou, Sinnamary, Iracoubo et Mana sont confiés à un subdivisionnaire résidant au Bureau central.

Art. 4. — Les subdivisionnaires faisant fonctions d'agents-voyers communaux de l'extérieur seront dirigés sur les communes par décision du Gouverneur sur la proposition du Chef du service des Travaux publics à la demande des Maires.

Art. 5. — Les indemnités de route et de séjour acquis en déplacement par ces agents seront supportées par le budget local ou les budgets communaux, selon que les mutations auront été ordonnées pour les besoins du Service local ou pour les besoins des services communaux. Lorsqu'une même mutation aura été ordonnée pour le compte de plusieurs budgets (budgets communaux et budget local) les indemnités de route et de séjour seront supportées et payées directement par ces divers budgets dans la proportion incombant à chacun d'eux.

Art. 6. — La partie Mines et forêts relève du Bureau central à Cayenne, et des agents sont détachés, autant que possible à St-Laurent-du-Maroni, Mana, Iracoubo, Sinnamary, Kourou, Roura, Régina et St-Georges.

Art. 7. — Les agents en résidence dans les communes recevront le logement en nature ou, à défaut, l'indemnité fixée par l'arrêté du 7 mai 1925, ainsi qu'une indemnité de résidence de:

800 francs pour les résidences de Sinnamary-Kourou;
1000 — — de Mana-Iracoubo-St-Laurent;
1200 — — de Régina-Oyapoc.

Art. 8. — Est rapporté l'arrêté du 4 octobre 1924 ainsi que toutes dispositions antérieures et contraires au présent arrêté, qui aura son effet pour les clauses financières à dater du Ier janvier 1926.

Art. 9. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Travaux publics et des Mines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 29 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 442.— *ARRÊTÉ établissant un Bureau de bienfaisance à Oyapoc.*

(29 octobre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 26 août 1881 portant création d'un Bureau de bienfaisance dans la commune de Cayenne et autorisant l'établissement éventuel de Bureaux de bienfaisance dans chacune des autres communes de la Colonie ;

Vu la délibération en date du 17 août 1925 du Conseil municipal d'Oyapoc ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Un Bureau de bienfaisance est établi dans la commune d'Oyapoc, dans les conditions déterminées par le décret susvisé du 26 août 1881.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la Colonie.

Cayenne, le 29 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 443. — Par arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, chargé de l'intérim du ministère des colonies, en date du 18 juin 1925, M. Aubertie, professeur au Collège de Montélimar, a été désigné pour continuer ses services au Collège de Cayenne, en qualité de professeur de 5e classe.

N° 444. — Par lettre en date du 1er octobre 1925, dont il lui a été accusé réception, M. Paul Soutart a donné sa démission de conseiller municipal de la commune d'Oyapoc.

N° 445. — Par décision du Gouverneur, en date du 5 octobre 1925, M. Clairis (Louis), préposé de 4e classe des Contributions indirectes, est désigné pour continuer ses services à Pierrette (Haut-Approuague), dans les conditions prévues par l'article 5 de la délibération du Conseil général du 9 février 1924 (Décret du 4 avril 1925).

N° 446. — Par décision du Gouverneur, en date du 6 octobre 1925, M. Nérin (Paul-Abel), garde rural provisoire, est nommé garde rural de 3e classe à Sinnamary.

N° 447. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 6 octobre 1925, sont admis à prendre part au concours qui doit s'ouvrir le 7 novembre 1925 à Cayenne pour le recrutement de trois commis de 4e classe de la Trésorerie de la Guyane française, les candidats ci-après désignés :

MM. Cléry,
Coma,
Dernault,
MM. Fortuné,
Rebel,
Vero.

N° 448. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 7 octobre 1925, un examen pour l'admission aux fonctions d'arpenteur libre dans les conditions prévues par l'arrêté du 7 février 1905, s'ouvrira à Cayenne le mercredi 28 octobre 1925, à huit heures, à l'Hôtel du Gouvernement

La commission du jury chargé d'examiner les candidats est la suivante :

MM. Warguiez, ingénieur des Travaux publics, Chef du service des travaux publics et des Mines : *Président.*

Maniez, professeur de sciences,
Charlery, conducteur des Travaux publics. } *Membres.*

N° 449. — Par décision du Gouverneur, en date du 7 oc-

tobre 1925, M. Jorset est désigné pour faire partie du Comité consultatif des Mines, pour la période 1925-1927.

N° 450. — Par décision du Gouverneur, en date du 7 octobre 1925, MM. Sirder (Léon) et Létard (Henri), surveillants des travaux auxiliaires, sont nommés surveillants des travaux de 6e classe.

N° 451. — Par décision du Gouverneur, en date du 8 octobre 1925,

MM. A. Raban, géomètre,
Ruffinel, agriculteur,
Lowinsky, agriculteur,
sont nommés experts de la Caisse agricole.

N° 452. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 9 octobre 1925, le chef de poste de police Ovide (Henri), exercera la charge d'huissier, à Kouou, en remplacement du gendarme Piétri. L'arrêté du 15 juillet 1924 est rapporté.

N° 453. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 9 octobre 1925, M. Horth (Paul), secrétaire de mairie, est nommé provisoirement greffier-notaire à Mana, en remplacement de M. Germain, appelé à d'autres fonctions.

M. Horth aura droit, en cette qualité, à une indemnité annuelle de mille francs (1,000 francs).

L'arrêté du 27 novembre 1924 est rapporté.

N° 454. — Par décision du Gouverneur, en date du 10 octobre 1925, M. Priaut (Blaise), garde rural, est désigné comme porteur de contraintes pour la circonscription d'Iracoubo, en remplacement de M. Aguranthe [illegible].

N° 455. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 octobre 1925, et pour compter du 14 octobre 1925, M. Fortuné

(Léon-Nicolas), commis de 1re classe au bureau principal de Cayenne, est affecté en la même qualité au bureau de Saint-Laurent-du-Maroni.

N° 456. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 octobre 1925, le jury chargé d'examiner les candidats au brevet de capacité correspondant au baccalauréat métropolitain (1re partie), et de leur délivrer le certificat d'aptitude, est composé comme suit :

MM. Cornette de Saint-Cyr, président de la Cour d'appel, *Président.*
Chérius-Chéry, magistrat,
Petit, docteur en médecine,
Fauchon, pharmacien de 1re classe,
Marseilhan, professeur de lettres,
Blanchard, professeur de mathématiques,
Honorien, adjoint pour l'anglais.
Membres.

N° 457. — Par décision du Gouverneur, en date du 13 octobre 1925, M. Haass (Elie), habitant notable de Sinnamary, est désigné pour faire partie de la commission de visite des plantations en vue de la répartition des primes à la culture dans cette localité.

N° 458. — Par décision du Gouverneur, en date du 13 octobre 1925, M. France (Jules), cultivateur à Roura, est désigné pour faire partie de la commission de visite des plantations en vue de la répartition des primes à la culture dans cette localité.

N° 459. — Par décision du Gouverneur, en date du 14 octobre 1925, un congé de convalescence de six mois, à passer à la Martinique, est accordé à M. Giban (Laurent), brigadier du cadre local des Douanes.

Ce fonctionnaire, qui est accompagné de sa femme, est autorisé à s'embarquer sur le courrier quittant Cayenne le 22 octobre courant.

N° 460. — Par décision du Gouverneur, en date du 14 octobre 1925, un congé de convalescence de six mois, à passer à la Guadeloupe, est accordé à M. Succab (Léonard), préposé du cadre local des Douanes, avec indication de faire usage des eaux de Dolé.

Ce fonctionnaire est autorisé à s'embarquer sur le courrier quittant Cayenne le 22 octobre courant.

N° 461. — Par décision du Gouverneur, en date du 14 octobre 1925, un congé de convalescence de six mois, à passer à la Martinique, est accordé à Mme Vve Dunon (Fernand), visiteuse des Douanes.

Ce fonctionnaire, qui sera accompagnée de sa fille âgée de 12 ans, est autorisée à s'embarquer sur le courrier quittant Cayenne, le 22 octobre courant.

N° 462. — Par décision du Gouverneur, en date du 14 octobre 1925, M. Ellie, juge suppléant, est désigné pour faire partie de la Commission d'enquête chargée de statuer sur les faits reprochés à M. Cabéria (Julien), guetteur de vigie, en remplacement de M. Dorwling-Carter, appelé en service à Saint-Laurent-du-Maroni.

M. Ellie remplira les fonctions de rapporteur.

N° 463. — Par décision du Gouverneur, en date du 14 octobre 1925, Mlle Gippet (Stéphanie) est agréée en qualité de dactylographe auxiliaire.

Cette employée sera payée sur état de service fait, à raison de neuf francs par jour.

N° 464. — Par décision du Gouverneur, en date du 14 octobre courant, un congé de convalescence de six mois, à passer dans la colonie, est accordé à Mme Roumi Rachel), institutrice à la Guyane.

N° 465. — Par décision du Gouverneur, en date du 16 octobre courant, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, ont été appelés à continuer leurs services,

A Cayenne :

Mlle Luc Thérèse, directrice à l'école de Régina ;
Mmes Niénat Joséphine, institutrice à Kourou ;
Mauconduit Louise, institutrice à Sinnamary (bourg) ;
Volmar Léodate, institutrice à Macouria (bourg) ;
M. Niénat Victor, instituteur à Kourou.

A Iracoubo (Trou-Poisson) :

Mlle Vertbois Alicia, institutrice à Iracoubo (bourg).

A Sinnamary :

Mlle Sainte-Claire Marthe, institutrice à Cayenne.

A Kourou (école des filles) :

Mme Voisin Edith, institutrice à Cayenne.

A Kourou (école des garçons) :

M. Quémon Stanislas, instituteur à Cayenne.

A Macouria (bourg) :

Mlle Sainte-Claire Rachel, institutrice à Cayenne.

A Régina (école des filles) :

Mme Lafont Alice, institutrice à Cayenne, en qualité de directrice.

A Régina (école des garçons) :

M. Halmus Frédéric, instituteur à Cayenne.

A Guisambourg :

M. Malacarnet Edmard, instituteur à Cayenne.

A Oyapoc (Saint-Georges) (école des garçons) :

M. Elizé Ernest, instituteur à Cayenne.

Cette décision aura son effet à compter du 1er novembre 1925.

N° 466. — Par décision du Gouverneur, en date du 17 octobre 1925, M. Numitor (Armand), cultivateur, est agréé à titre auxiliaire, pour remplir les fonctions de contre-maître au Jardin d'Essais.

Cet agent sera payé sur certificat de service fait, à raison de 9 francs par jour.

N° 467. — Par lettre en date du 18 octobre 1925, dont il lui a été accusé réception, M. Marima Apolinis a donné sa démission de conseiller municipal de la commune de Macouria.

N° 468. — Par lettre en date du 18 octobre 1925, dont il lui a été accusé réception, M. Jules Henrick a donné sa démission de conseiller municipal de la commune d'Oyapoc.

N° 469. — Par décision du Gouverneur, en date du 20 octobre 1925, M. Chaspoul, Procureur général, est nommé Président du jury chargé d'examiner les candidats au baccalauréat, 1re partie (2e session ordinaire de 1925), en remplacement de M. Cornette de Saint-Cyr, empêché.

N° 470. — Par décision du Gouverneur, en date du 23 octobre 1925, M. Saint-Félix (Oscar), commis principal des Travaux publics de 1re classe, est nommé commis principal hors classe.

N° 471. — Par décision du Gouverneur, en date du 27 octobre 1925, M. Joseph Août, habitant notable d'Iracoubo, est désigné pour faire partie de la commission de visite des plantations, en vue de la répartition des primes à la culture dans cette localité.

N° 472. — Par décision du Gouverneur, en date du 28 octobre 1925, prise sur la proposition du Chef du service de l'Instruction publique, Mlle Veribois Alicia, institutrice de 3e classe, précédemment désignée pour l'école mixte de Trou-Poisson, est appelée à continuer ses services à Cayenne.

N° 473. — Par décision du Gouverneur, en date du 28 octobre 1925, M. Boyreau (Pierre-Bertrand), commissaire de police de 3e classe, chargé du service de la Police municipale de Cayenne, est élevé à la 2e classe de son emploi par application des dispositions de l'arrêté du 14 avril 1925, étendant

au personnel des cadres locaux de la Guyane les avantages de l'article 7 de la loi du 1er avril 1923, sur le recrutement de l'armée.

N° 474. — Par décision du Gouverneur, en date du 31 octobre 1925, et à compter du 1er novembre 1925, Mme Resse (Jeanne), dame-visiteuse des Douanes à Cayenne, est mise, sur sa demande, en disponibilité pour une nouvelle période de six mois.

N° 475. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 31 octobre 1925, est promu à la première classe de son grade :

M. Lianzun (Jean-Henri), payeur de 2e classe de la Trésorerie de la Guyane française.

N° 476. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 31 octobre 1925, l'élève infirmier Jean-Louis (Léopold), est nommé infirmier aide-médecin de l'Assistance médicale du Service local, à compter du 6 novembre 1925, pour être affecté à la commune d'Approuague.

Il aura droit à la solde prévue par l'arrêté n° 687 du 27 juillet 1922.

Cet infirmier rejoindra son poste par le vapeur « Oyapoc » quittant Cayenne le 6 novembre 1925.

N° 477. — Par décision du Gouverneur, en date du 31 octobre 1925, M. Jean Louis (Elphège), commis de 1re classe des Mines, est affecté en résidence à Saint-Laurent du Maroni;

M. Duvigneau, agent des Mines de 1re classe, est appelé à servir à Cayenne;

M. Charles-Sainte-Claire (Louis), agent des Mines de 3e classe, est affecté en résidence à Saint-Laurent du Maroni.

Est rapportée la décision du 23 juillet 1924.

N° 478. — Par décision du Gouverneur, en date du 31 octobre 1925, les salaires de MM. Rhény (Emmanuel) et Stanislas (Alexandre), journalier et apprenti à l'Imprimerie du Gouvernement, sont respectivement portés de 8 à 9 francs et de 4 à 5 francs par jour.

N° 479. — Par décision du Gouverneur, en date du 31 octobre 1925, M. Baulane (Hubert), préposé de 1re classe des Contributions indirectes, est désigné pour servir à Cayenne.

M. Constampoul (Emili), préposé de 4e classe des Contributions indirectes, est désigné pour servir à Postal, en remplacement du préposé Baulane.

Cet agent aura droit, en cette qualité, indépendamment de sa solde, aux indemnités afférentes à ce poste.

CERTITIÉ CONFORME :

Le Secrétaire-archiviste,

R. ANGAMMARRE.

CAYENNE. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° *10 bis.*

OCTOBRE 1925.

ARRÊTÉ promulguant les décrets du 18 septembre 1925, relatifs au régime de la transportation et au fonctionnement de la Direction de l'Administration pénitentiaire à la Guyane.

(22 octobre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu le radiogramme n° 157 du 1er octobre, prescrivant la promulgation à la Guyane des décrets du 18 septembre 1925, concernant le régime de la transportation aux colonies et complétant celui du 16 février 1878, réglant le fonctionnement de la Direction de l'Administration pénitentiaire à la Guyane ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général, du Procureur général, Chef du service Judiciaire et du Directeur de l'Administration pénitentiaire,

ARRÊTE :

Articte 1er. — Sont promulgués à la Guyane française, pour y être exécutés en leur forme et teneur, les décrets susvisés du 18 septembre 1925, concernant :

a) Le régime disciplinaire auquel sont astreints les condamnés aux travaux forcés entre leur condamnation et le moment de leur embarquement pour les lieux de tranportation ;

b) Le régime disciplinaire des établissements de travaux forcés aux colonies ;

c) Le régime des libérés astreints à résider dans les colonies ;

d) L'emploi de la main-d'œuvre pénale dans les colonies pénitentiaires ;

e) Les pénalités à appliquer aux transportés ;

f) La crêation d'un comité de patronage des libérés à la Guyane ;

g) Les pouvoirs du fonctionnaire chargé de la direction de l'administration pénitentiaire à la Guyane.

Art. 2. — Le Secrétaire général, le Procureur général, chef du service Judiciaire et le Directeur de l'Administration pénitentiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, avec les textes promulgués, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 22 octobre 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général,
THALY.

Le Procureur général p. i.,
Chef du service Judiciaire,
CHASPOUL.

Pour le Directeur de l'Administration pénitentiaire et p. o.,
Le Chef de bureau, Délégué,
CRUCIONI.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 18 septembre 1925.

Monsieur le Président,

Une commission interministérielle avait été instituée par décret du 17 janvier 1924 pour l'étude des améliorations à apporter au régime de la transportation.

Cette commission, sans perdre de vue le triple objet de cette peine : expiation du crime, amendement du coupable et préservation de la société, a examiné les modalités suivant lesquelles il serait possible d'atteindre ces trois buts tout en procurant aux condamnés le maximum des garanties individuelles.

Le 17 février 1925, M. Paul Dislère, président de section honoraire au conseil d'Etat, président de ladite commission, a saisi le département, d'une part, de deux projets de loi tendant, l'un à substituer la juridiction ordinaire aux tribunaux maritimes spéciaux, l'autre portant addition à la loi du 30 mai 1854 en ce qui concerne les libérés, d'autre part, de sept projets de décret concernant : l'un, le régime disciplinaire auquel sont astreints les condamnés aux travaux forcés entre leur condamnation et le moment de leur embarquement pour les lieux de transportation ; l'autre, le régime disciplinaire des établissements de travaux forcés aux colonies ; le troisième, le régime des libérés astreints à résider dans les colonies ; le quatrième, l'emploi de la main-d'œuvre pénale dans les colonies pénitentiaires ; le cinquième, les pénalités à appliquer aux transportés ; le sixième, la création d'un comité de patronage des libérés à la Guyane et le septième déterminant les conditions d'application de la loi destinée à compléter celle du 30 mai 1854 à l'égard des libérés.

Nous ne nous occuperons pas pour le moment, de ce dernier projet de décret, auquel le Gouvernement ne pourra donner suite qu'après l'adoption des projets de loi ci-dessus mentionnés modifiant et complétant la loi du 30 mai 1854.

Le conseil d'Etat a adopté, en assemblée générale, les quatre premiers de ces décrets.

Le projet de décret sur le régime disciplinaire auquel sont astreints les condamnés aux travaux forcés, entre leur condamnation et le moment de leur embarquement, s'inspire

principalement de la nécessité d'éviter la promiscuité des condamnés dans les prisons de la métropole et au dépôt de Saint-Martin-de-Ré. Aux termes du texte proposé à votre agrément, tout condamné aux travaux forcés, dès le prononcé de l'arrêt, sera mis en état d'isolement absolu jusqu'au moment où il sera embarqué pour la colonie de transportation et les condamnés de classes différentes ne seront jamais confondus.

Le projet de décret réglant le régime disciplinaire des établissements de travaux forcés aux colonies apporte également de sensibles améliorations à la situation des condamnés actuellement définie par le décret antérieur du 4 septembre 1891. Ainsi, tout d'abord, le texte présenté à votre haute sanction pose le principe du droit des transportés à la ration normale, avec faculté d'obtenir, en outre, par leur travail et leur conduite, un supplément de ration. D'autres avantages sont prévus, procédant d'un souci constant d'humanité en faveur des condamnés, remplacement du lit de camp par un hamac individuel, suppression de l'obligation du silence en dehors des heures de travail, suppression des peines du cachot et de la salle de discipline, déclarés incompatibles avec le dur climat de la colonie, adoucissement des conditions dans lesquelles s'exécutent les peines de la prison de nuit et de la cellule. Enfin, le nouveau texte tient le plus grand compte de ces stimulants naturels que sont l'intérêt personnel et l'espoir d'une existance moins âpre en réduisant la durée du séjour au bagne exigée pour le passage des condamnés d'une classe à la classe supérieure, en prévoyant aussi le système de notes d'amendements comportant divers avantages pour ceux qui s'en montreront dignes.

Le troisième projet soumis à votre approbation fixe le régime des libérés astreints à résider dans les colonies affectées à la transportation. Là encore, un souci constant d'humanité a inspiré le Gouvernement : dans le passé, la tutelle exercée par l'administration sur les libérés était par trop étroite. Le nouveau texte, tout en assurant la surveillance et le contrôle des libérés par l'administration, est beaucoup moins strict que l'ancien. Il se préoccupe, par ailleurs, de leur faciliter aussi largement que possible la possibilité de gagner leur vie dans la colonie et de justifier ainsi de moyens d'existence réguliers, tout en les laissant à cet égard parfaitement libres et en leur permettant d'aller et venir à leur gré dans les différentes loca-

lités de la colonie, à moins d'interdiction édictée par le gouverneur pour des motifs de sécurité publique.

Le quatrième projet de décret ci-joint règle l'emploi de la main-d'œuvre pénale dans les colonies pénitentiaires. La commission interministérielle, convaincue que tout condamné est susceptible d'amendement, si on peut l'intéresser personnellement à son labeur, a proposé l'institution d'un pécule personnel constitué par le travail de chaque transporté et destiné, d'une part, à améliorer sa condition matérielle en cours de peine ; d'autre part, à lui procurer, lors de sa libération, les ressources nécessaires à son établissement dans la colonie ou, éventuellement, à son départ de la colonie. Enfin, le texte dont il s'agit met en harmonie, avec les conditions économiques actuelles, le prix de cession de main-d'œuvre pénale.

Outre les quatre projets de décret précités qui ont reçu l'adhésion de la haute Assemblée, j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction deux projets de décrets simples : l'un remplaçant le décret du 5 octobre 1889 sur les pénalités à appliquer aux condamnés aux travaux forcés internés dans les colonies pénitentiaires, l'autre instituant un comité de patronage des libérés en Guyane.

Le premier de ces deux actes remplace le décret du 5 octobre 1889, qui avait substitué aux pénalités demeurées en vigueur jusqu'à cette époque la seule peine de la mort, de la réclusion cellulaire et de l'emprisonnement.

La commission interministérielle ci-dessus mentionnée a jugé opportun de maintenir le principe de la réclusion cellulaire, tout en modifiant les conditions dans lesquelles cette peine est subie. Il y aurait avantage à faire alterner les périodes de complet isolement avec des périodes de demi-isolement, qui combineraient le régime de la réclusion cellulaire subie la nuit avec celui du travail en commun pendant le jour, sous l'obligation du silence. Chacune de ces périodes serait d'une durée de trois mois. Ladite commission a estimé, en outre, qu'il importait d'accorder plus largement la libération conditionnelle aux condamnés à la réclusion cellulaire afin de faciliter dans la plus large mesure le relèvement moral des condamnés. Il demeure entendu que cette faveur pourra toujours être révoquée dans le cas où le condamné qui en a fait l'objet ne s'en montrerait plus digne par son travail et sa conduite.

Le second texte s'inspire de la nécessité de faciliter aux libérés leur retour à une existence normale. Dans le passé, et faute de ressources, ceux-ci se voyaient exposés peu après leur libération, à l'indigence et au vagabondage. Le comité de patronage, en favorisant le placement de ces malheureux dans les entreprises privées de la colonie ou en leur permettant de se livrer à un métier de leur choix pour leur compte personnel, semble devoir palier à cet inconvénient grave. En outre, le comité s'occupera de toutes les questions concernant les anciens condamnés aux travaux forcés en vue d'améliorer, moralement et matériellement, leur situation. A cet égard, la composition de ce comité est assez étendue et assez libérale pour permettre d'intéresser à son action les habitants et les colons de la Guyane.

L'ensemble des projets que j'ai l'honneur de présenter à votre agrément me paraît de nature à apporter, d'ores et déjà, des améliorations très appréciables à l'état des condamnés qui s'en seront rendus dignes par leur travail et leur conduite. Ces mesures respectent, par ailleurs, le souci de sécurité et de protection qui doit, en pareille matière, guider le législateur à l'égard de la société.

Les autres dispositions étudiées par la commission interministérielle seront également consacrées par de nouveaux textes dès que l'examen de ceux-ci aura été achevé, notamment les projets de loi substituant la juridiction ordinaire aux tribunaux maritimes spéciaux et complétant la loi du 30 mai 1854 en ce qui concerne la possibilité, pour les libérés qui auront tenu une conduite exemplaire, de retourner dans leur pays d'origine, et le projet de décret déterminant les conditions d'application de ladite loi.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des Colonies,

ANDRÉ HESSE.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur les rapports du garde des sceaux, ministre de la justice et du ministre des colonies,

Vu la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés, notamment l'article 14;

Vu le décret du 4 septembre 1891, relatif au régime disciplinaire des établissements de travaux forcés aux colonies;

Vu le décret du 13 décembre 1894 sur l'emploi de la main-d'œuvre des condamnés aux travaux forcés;

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE:

Article 1er. — Dès que sa condamnation est devenue définitive, tout individu contre lequel la peine des travaux forcés est prononcée est mis en cellule de jour et nuit et astreint au travail. Il y est maintenu jusqu'à son transfert au dépôt pénitentiaire, d'où il sera dirigé sur la colonie de transportation.

Art. 2. — Il est constitué, pour tout condamné à la peine des travaux forcés, un dossier de transportation, divisé en trois parties : judiciaire, pénitentiaire et sanitaire.

Art. 3.— La partie judiciaire comprend:

1° Les renseignements relatifs à l'état civil et familial du condamné, à sa profession et à ses aptitudes au travail;

2° L'extrait d'arrêt prononçant la condamnation aux travaux forcés ;

3° Une notice individuelle du parquet comprenant la situation pénale, les antécédents du condamné et l'analyse des faits ayant servi de base à la condamnation.

4° Les avis motivés et explicites du président des assises et du représentant du ministère public qui a personnellement requis la condamnation, sur la situation morale du condamné, les espoirs d'amendement dont il est susceptible et l'indication de la classe à laquelle il paraît opportun de l'affecter pour l'exécution de sa peine.

Art. 4. — La partie judiciaire du dossier de transportation est transmise au directeur de l'établissement pénitentiaire où est détenu le condamné, au plus tard dans les dix jours qui suivent la clôture de la session des assises à laquelle le condamné a comparu.

Art. 5. — La partie pénitentiaire du dossier de transportation est constituée par le directeur de l'établissement dans lequel le condamné est détenu en vertu de l'article 1er.

Elle contient les renseignements circonstanciés sur la profession ou le métier exercé par le condamné dans l'établisse-

ment, le genre des travaux auxquels il convient de l'affecter suivant ses aptitudes, ses antécédents et ses forces physiques, sa conduite dans les établissements pénitentiaires.

Art. 6. — La partie sanitaire du dossier de transportation est rédigée après avis d'une commission sanitaire composée de trois médecins dont fait partie de droit le médecin de l'établissement pénitentiaire.

Cet avis porte sur la santé, les forces du condamné, les infirmités, les maladies contagieuses dont il peut être atteint. Il renseigne sur ses aptitudes, sa possibilité d'exercer sa profession habituelle et, en cas d'impossibilité, sur le genre de vie, les occupations ou les métiers compatibles avec son état physique.

La commission fournit également son avis motivé sur l'aptitude du condamné au départ pour les lieux de transportation.

Art. 7.— Le dossier de transportation est envoyé, dans les six semaines au plus tard qui suivent la date de la condamnation définitive, au ministre des colonies, qui le soumet à la commission de classement des condamnés.

Art. 8.— La commission de classement des condamnés indique, au vu du dossier, la classe à laquelle le condamné doit être affecté dans les lieux de transportation. Elle spécifie en outre le genre d'emploi selon les aptitudes au travail du condamné.

Au cas où le dossier de transportation lui paraîtrait insuffisant, la commission peut recueillir directement, auprès des autorités judiciaires et pénitentiaires, tous renseignements de nature à préparer sa décision.

Art. 9.— En vue du classement des condamnés, la liste de ceux devant être dirigés sur les lieux de transportation est adressée au directeur du dépôt des condamnés et au gouverneur de la colonie.

Art. 10.— Le transfert des condamnés au dépôt, si celui-ci n'est pas organisé sur le mode cellulaire, n'a lieu que dans la semaine qui précède leur embarquement.

Les condamnés rangés dans les 2e et 3e classes, prévues par les règlements en vigueur, s'ils ne peuvent être isolés individuellement, demeurent toujonrs séparés suivant les catégories auxquelles ils ont été affectés par la commission de classement, soit au dépôt, soit à bord du bâtiment affecté à la transportation.

Art. 11. — La répartition des condamnés par classe est rigoureusement maintenue à l'arrivée au lieu de transportation dans les locaux pénitentiaires et sur les chantiers de travail.

En vue du travail à exiger d'eux, l'administration pénitentiaire locale groupe les transportés. Elle a le soin d'éviter les mélanges des condamnés de classes différentes, en s'inspirant des indications fournies par le dossier individuel de transportation.

Art. 12. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 18 septembre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la Justice,
T. STEEG.

Le ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés ;

Vu le décret du 4 septembre 1891 relatif au régime disciplinaire des établissements de travaux forcés aux colonies ;

Vu les décrets des 19 décembre 1900, 31 juillet 1903 et 26 février 1907, modifiant le décret susvisé du 4 septembre 1891 ;

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE 1er.

DU CLASSEMENT DES CONDAMNÉS DANS LES COLONIES PÉNITENTIAIRES ET DU RÉGIME GÉNÉRAL AUQUEL ILS SONT SOUMIS DANS CES COLONIES.

Art. 1er.— Les condamnés aux travaux forcés qui subissent leur peine dans les colonies pénitentiaires sont divisés en trois classes déterminées d'après la situation pénale, la conduite et l'assiduité au travail de ces condamnés.

Il est établi, pour chaque condamné, un livret indiquant, d'après le dossier individuel de transportation, son état civil, son signalement, sa situation de famille et sur lequel est reproduit l'extrait de son casier judiciaire.

Il est inscrit chaque mois, sur ce livret, des renseignements relatifs à la conduite et au travail du condamné, ainsi que les récompenses ou les punitions dont il a été l'objet.

Des arrêtés concertés entre les ministres fixeront les conditions dans lesquelles seront constatés les degrés d'amendement des condamnés.

S'il résulte de ces renseignements que le condamné est en voie d'amendement, des notes lui seront données pour permettre d'apprécier dans quelle mesure sa conduite a donné satisfaction.

Ces notes sont données par le directeur de l'administration pénitentiaire après avis de la commission disciplinaire prévue au titre III. Elles constituent des titres exceptionnels pour obtenir les avantages prévus au présent décret. Les bénéfices résultant de ces notes peuvent être retirés dans les mêmes conditions.

Art. 2.— Les transportés appartenant à la 1re des classes prévues par l'article 1er ci-dessus, comme étant les mieux notés, peuvent obtenir une concession industrielle ou agricole dans les conditions prévues par l'article 2 de la loi du 30 mai 1854 et les règlements d'administration publique sur le régime des concessions à accorder aux condamnés aux travaux forcés et aux libérés.

Les transportés de la 1re classe et ceux de la 2e classe dont la conduite a été satisfaisante pendant six mois au moins peuvent être employés chez les habitants de la colonie dans les conditions déterminées par le décret sur l'emploi de la main-d'œuvre des condamnés aux travaux forcés.

Art. 3.— Les condamnés de la 1re classe qui n'auraient obtenu ni une concession, ni le bénéfice de l'assignation peuvent être employés soit dans un établissement agricole pour y être soumis à un stage en vue de l'obtention d'une concession agricole, soit sur des chantiers ou ateliers de l'administration pénitentiaire et des divers services publics.

Les condamnés de la 2e classe dont la conduite a donné satisfaction pendant six mois au moins peuvent également être employés dans un établissement agricole ou sur des chantiers ou ateliers de l'administration pénitentiaire et des divers services publics.

Art. 4.— Les condamnés placés dans la 1re classe peuvent seuls être compris dans les propositions de remise, de réduction de peine ou de libération conditionnelle transmise par le gouverneur de la colonie.

Toutefois, des propositions exceptionnelles peuvent être faites en faveur des condamnés de la 2e classe et de la 3e classe qui auraient accompli des actes de courage et de dévouement.

Art. 5 — Sauf application de la disposition prévue aux articles 2 et 3 ci-dessus, les condamnés de la 2e classe sont employés aux travaux de colonisation et d'utilité publique pour le compte de l'État, de la colonie, des municipalités ou des particuliers dans les conditions prévues par le règlement d'administration publique sur l'emploi aux colonies de la main-d'œuvre des condamnés aux travaux forcés.

Art. 6.— Les condamnés de la 3e classe sont séparés des condamnés des autres classes et sont astreints au silence pendant le travail, les communications indispensables à l'occasion des travaux et du service étant seules exceptées de la règle du silence.

Toutes les fois que les locaux le permettent, les condamnés doivent être isolés la nuit.

Sauf pendant la durée des punitions disciplinaires, ils couchent dans des hamacs comme les condamnés des autres classes.

Art. 7.— L'affectation des condamnés à la 2e ou à la 3e classe est faite avant le départ de chaque convoi par le ministre de la justice, sur la proposition d'une commission spéciale.

Un décret contresigné par le ministre de la justice et par le ministre des colonies déterminera :

1° La composition et le mode de fonctionnement de cette commission ;

2° Les éléments constitutifs d'un dossier individuel pour chaque condamné, ainsi que le régime auquel le condamné sera soumis depuis sa condamnation jusqu'à son arrivée dans la colonie pénitentiaire.

Art. 8.— Le groupement des condamnés de chaque classe est effectué à leur arrivée dans la colonie, d'après leurs antécédents judiciaires et leurs aptitudes, par le directeur de l'administration pénitentiaire.

Art. 9.— Le passage des condamnés à la classe supérieure a lieu par décision du gouverneur, après avis du directeur de l'administration pénitentiaire, la commission disciplinaire préalablement consultée.

Le gouverneur peut déléguer dans des conditions qu'il détermine au directeur de l'administration pénitentiaire son droit de statuer sur le passage des condamnés à la classe supérieure. Celui-ci doit, dans ce cas, rendre immédiatement compte au gouverneur des décisions de passage qu'il aura prises en vertu de sa délégation.

Art. 10. – Les condamnés de la 3e classe ne peuvent être proposés pour la 2e classe qu'après avoir accompli deux ans de peine. Cette durée pourra être réduite pour les transportés dont la conduite aura été jugée satisfaisante.

Les condamnés de la 2e classe ne peuvent être proposés pour la 1re classe qu'après avoir accompli, savoir :

Pour les condamnés à une peine n'excédant pas dix ans de travaux forcés, deux ans de peine.

Pour les condamnés à une peine de plus de dix ans et n'excédant pas vingt ans, trois ans de peine.

Pour les condamnés à une peine de plus de vingt ans et pour les condamnés à perpétuité, quatre ans de peine.

Ces durées respectives de deux, trois et quatre ans peuvent être réduites de moitié pour les condamnés dont la conduite a donné satisfaction.

Art. 11.— Le renvoi d'un condamné à une classe inférieure peut être prononcé pour faute grave ou mauvaise conduite persistante, par décision du gouverneur après avis du directeur de l'administration pénitentiaire, la commission disciplinaire préalablement consultée.

Art. 12.— Tout transporté qui est condamné dans la colonie à la réclusion cellulaire ou à l'emprisonnement pour crime ou délit est placé à la 3e classe, à l'expiration de cette nouvelle peine, et y est maintenu pendant une période au moins égale à la durée de la peine prononcée sans que cette période puisse être inférieure à un an.

Si le condamné à la peine de réclusion cellulaire ou de l'emprisonnement a bénéficié des dispositions sur la libération conditionnelle, il est également, lors de sa réintégration dans un établissement de transportation, placé à la 3e classe et y est maintenu pendant au moins six mois.

Tout transporté à temps condamné à la réclusion cellulaire pour évasion est placé à la 3e classe et y est maintenu pendant toute la durée de sa peine de réclusion cellulaire et, si cette durée n'est que de six mois, pendant six mois au moins après l'expiration de ladite peine ou la libération conditionnelle de celle-ci.

Tout transporté à perpétuité condamné à la réclusion pour évasion est placé à la 3e classe et y est maintenu pendant toute la durée de sa peine de réclusion cellulaire et pendant un an au moins après l'expiration de cette peine ou la libération conditionnelle de celle-ci.

Art. 13.— Les transportés reçoivent quotidiennement la ration normale fixée par décision du ministre des colonies et peuvent, en outre, obtenir par leur travail et par leur conduite, sauf dans les cas prévus aux articles 14 et 37 ci-après, des bons supplémentaires de denrées, dont la valeur est aussi déterminée par décision du ministre des colonies.

Si ces bons ne sont pas consommés dans les quarante-huit heures, la valeur en est versée au pécule.

Le pécule peut, d'autre part, être employé soit en menus achats autorisés par des décisions locales, soit en envois de fonds aux familles.

A l'exception de ceux placés sous le régime de l'assignation ou en concession, les condamnés ne peuvent détenir aucune somme d'argent ou valeur quelconque.

TITRE II.

DES PEINES DISCIPLINAIRES.

Art. 14.— Les punitions disciplinaires pouvant être infligées aux condamnés aux travaux forcés, suivant la gravité des cas, sont les suivantes :

1° La prison de nuit ;

2° La cellule.

Pendant la durée des punitions encourues par eux, les condamnés qui travaillent ne reçoivent aucun bon supplémentaire de denrées.

Dans aucun cas les punitions disciplinaires prévues au présent article ne peuvent se cumuler avec des peines prononcées pour le même fait par les tribunaux maritimes spéciaux.

Art. 15. — Par mesure de sûreté, il pourra, à titre exceptionnel et pour la seule durée du temps strictement indispensable, être fait usage de la boucle simple.

Tout agent de l'administration pénitentiaire ayant été dans la nécessité d'y recourir devra en rendre compte, dans le plus court délai, par un rapport circonstancié à son chef direct. Le rapport indiquera la date, l'heure de la mise à la boucle simple par mesure de sûreté, l'heure où la boucle aura été enlevée et le détail des faits ; il sera transmis sans retard par la voie hiérarchique au directeur de l'administration pénitentiaire.

Art. 16. — Les condamnés punis de prison de nuit couchent sur un lit de camp. Ils sont enfermés isolément après le repas du soir et sortent de prison le matin au lever. Ils sont, dans la journée, astreints au travail de leur classe.

La prison de nuit est infligée pour quinze jours au plus.

Art. 17. — Les condamnés punis de cellule sont enfermés isolément. Ils couchent sur un lit de camp et sont astreints au travail d'après une tâche déterminée.

Ils ne peuvent recevoir d'autres visites que celles de représentants de l'autorité locale, de fonctionnaires ou d'agents de l'administration pénitentiaire, de médecins ou de ministres du culte autorisés à exercer leur ministère dans les établissements de la transportation. Ils ne peuvent écrire qu'aux autorités administratives ou judiciaires de la colonie ou aux ministres des colonies et de la justice.

Ils sont réunis chaque jour dans un préau pendant une demi-heure le matin et pendant une demi-heure à la fin de l'après-midi et sont tenus d'y marcher à la file et en silence sous la conduite de surveillants.

La punition de cellule est infligée pour trente jours au plus.

Art. 18. — S'il a été prononcé contre un transporté plusieurs punitions de cellule devant être successivement subies et dont la durée totale excède trente jours, un intervalle de quinze jours est obligatoirement mis entre la fin des trente premiers jours de cette durée et le début d'une seconde période au cours de laquelle le transporté continuera à subir la suite de la série de punitions prononcées contre lui.

Cette seconde période ne pourra elle-même excéder vingt jours et devra être séparée de la suivante par un intervalle de vingt jours. Il en sera de même, le cas échéant, pour les périodes subséquentes d'accomplissement de la série de punitions.

Durant les intervalles séparant les périodes au cours desquelles les punitions successives sont subies, le condamné est replacé dans les conditions où, suivant sa situation pénale et sa classe, il se trouvait au moment où il a été l'objet de la première punition de la série.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux punitions de cellules prévues à l'article 38 du présent décret pour les condamnés internés dans les quartiers ou camps disciplinaires de correction. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une seule punition de cellule, infligée à l'un de ces condamnés pour une durée de plus de trente jours, dans la limite de soixante jours prévue audit article, l'intervalle devant être mis entre la fin des trente premiers jours et le reste de la durée de la punition sera réduit de huit jours.

Art. 19. — Les cellules doivent être visitées tous les huit jours au moins par le médecin de l'établissement, qui rend compte de cette visite par un rapport adressé au commandant du pénitencier et transmis par ce dernier au directeur de l'administration pénitentiaire.

Pour les centres ou camps éloignés de tout pénitencier, la visite médicale a lieu aussi fréquemment que le permettent la distance du centre ou camp du pénitencier le plus rapproché et les moyens de communication.

Art. 20. — Les condamnés qui, punis de prison de nuit ou de cellule se disent malades, sont envoyés à la visite du médecin, ou, suivant les circonstances, visités sur place par le médecin.

Si celui-ci reconnaît l'état de maladie invoqué, il peut décider que la punition sera interrompue pendant un temps qu'il

détermine en vue du traitement à suivre par le condamné jusqu'à la guérison. Il peut prescrire avec les soins médicaux jugés par lui nécessaires, une période de repos complet ou de travaux légers, et il en fixe la durée En outre, le médecin, s'il l'estime utile, décide l'évacuation du condamné sur une infirmerie ou sur un hôpital pénitentiaire.

Art. 21. — Les surveillants ne peuvent prononcer aucune punition.

Ils peuvent, toutefois, dans l'intérêt de l'ordre et de la discipline, faire arrêter et mettre provisoirement en prison ou isoler le délinquant, à condition d'en rendre compte immédiatement à l'autorité supérieure.

Art. 22. — Les punitions disciplinaires de prison de nuit et de crliule prononcées contre tes condamnés en cours de peine placer en concession pour des fautes dont la gravité ne serait pas de nature à entraîner le retrait de la concession peuvent, par une disposition spéciale de la décision de la commission disciplinaire, être convertie en journées gratuites de travail pour l'exécution des travaux d'intérêt général ou d'utilité publique sur les centres de colonisation.

Le nombre des journées gratuites de travail ainsi imposées aux transportés concessionnaires est déterminé par la décision de la commission disciplinaire et ne peut excéder quinze jours pour une peine de nuit et trente jours pour une peine de cellule.

Un arrêté du gouverneur pris en conseil privé et soumis à l'approbation du ministre des colonies, détermine dans quelles conditions a lieu la conversion des punitions.

TITRE III

DE LA COMMISSION DISCIPLINAIRE ET DU PRONONCÉ DES PUNITIONS.

Art. 23. — Dans chaque pénitencier fonctionne une commission disciplinaire devant laquelle sont traduits les condamnés tombant sous l'application de l'article 14. Elle est consultée sur l'ensemble de la conduite et du travail des condamnés.

Cette commission se réunit au moins une fois par semaine et aussi souvent que l'exigent les besoins du service.

Art. 24. — La commission est présidée par le fonctionnaire chargé du commandement de l'établissement, assisté de deux

fonctionnaires employés ou agents de l'administration pénitentiaire, désignés par le directeur.

Le directeur ou le sous-directeur en tournée peut présider la commission ; dans ce cas, le fonctionnaire le moins élevé en grade se retire.

Un surveillant militaire désigné par le chef de l'établissement remplit les fonctions de greffier de la commission ; il inscrit sur deux registres distincts les punitions prononcées et les propositions relatives à l'attribution des notes prévues à l'article Ier du présent décret.

La police des séances de la commission appartient au président.

Art. 25. — S'il s'agit d'un condamné pouvant être frappé d'une punition, le président lui fait connaître les motifs de sa comparution devant la commission. Il interroge le délinquant sur les faits qui lui sont reprochés, l'invite à présenter ses moyens de défense et entend les personnes qui peuvent fournir des renseignements utiles.

Les décisions sont prises à la majorité des voix, hors la présence des intéressés et leur sont notifiées par le greffier.

Toutes les punitions prononcées par la commission sont portées par voie de l'ordre, à la connaissance du pénitencier.

Art. 26. — Les condamnés ayant des réclamations à formuler sont admis à des époques déterminées à les présenter devant la commission qui les examine et les transmet avec son avis au directeur de l'administration pénitentiaire.

Les transportés ont toujours le droit d'adresser leurs demandes et réclamations, par plis fermés, soit aux autorités administratives ou judiciaires de la colonie où ils sont internés, soit aux ministres de la justice ou des colonies.

Ces demandes et réclamations doivent être transmises indistinctement et sans retard à destination par les soins des fonctionnaires et agents des services de la transportation.

Art. 27. — Toutes les propositions du commandant du pénitencier pour le changement de classe des condamnés, le classement et le déclassement dans la catégorie des internés sont accompagnées de l'avis de la commission disciplinaire.

Art. 28. — Des relevés certifiés conformes, d'une part, de toutes les punitions prononcées; d'autre part, des notes pour

lesquelles sont proposés des condamnés par la commission disciplinaire dans le cours de chaque mois, sont transmis au directeur de l'administration pénitentiaire, par les soins des commandants des établissements.

Ces relevés font connaître le nom des condamnés qui subissent des punitions de cellules et comprennent toutes les indications utiles pour assurer le contrôle et l'exécution des dispositions du présent décret.

Art. 29. — Lorsque les centres ou camps annexes dépendant d'un pénitencier en sont trop éloignés, le chef de centre ou de camp est investi par décision spéciale du directeur de l'administration pénitentiaire du pouvoir de prononcer la punition de prison de nuit. Les punitions de cellule sont infligées par la commission disciplinaire de l'établissement.

Dans les centres ou camps non rattachés à un pénitencier la punition de prison de nuit est prononcée par le chef de centre ou de camp.

Les autres punitions sont infligées par le directeur de l'adminiinistration pénitentiaire au vu des rapports qui lui sont adressés à cet effet.

Les chefs de centres ou camps rendent compte, chaque mois, suivant le cas, au directeur de l'administration pénitentiaire ou au commandement du pénitencier, des punitions infligées par eux. Ils tiennent un registre spécial sur lequel sont inscrites toutes les punitions qu'ils prononcent et où sont portées aussi les punitions infligées sur leur rapport soit par le directeur de l'administration pénitentiaire, soit par la commission disciplinaire de l établissement.

Ils inscrivent dans une colonne spéciale du même registre les propositions présentées par eux concernant les condamnés placés sous leur autorité.

Art. 30. — Les punitions infligées aux condamnés ne peuvent être rémises par voie de mesure générale.

Toute punition peut être individuellement réduite ou remise par le directeur de l'administration pénitentiaire.

Elle ne peut être augmentée que par le gouverneur sur la proposition du directeur de l'administration pénitentiaire.

TITRE IV

DES QUARTIERS ET CAMPS DISCIPLINAIRES DE CORRECTION.

Art. 31. — Les condamnés de la troisième classe dont la conduite donne lieu d'une manière persistante à de graves reproches ou dont la mauvaise volonté au travail est manifeste et sur lesquels les sanctions disciplinaires sont demeurées sans résultat au point de vue de l'amélioration de leur conduite sont entièrement séparés des autres transportés et sont soumis au régime ci-après :

Ces condamnés sont internés, soit dans des quartiers spéciaux de pénitenciers désignés à cet effet, soit dans des camps établis pour les recevoir et servant à l'exécution des travaux publics au compte de l'État ou de la colonie.

Les quartiers et camps spéciaux prennent le titre de quartiers et camps disiplinaires de correction.

Art. 32. — La désignation des pénitenciers et la création des quartiers et camps spéciaux sont effectués par arrêtés du Gouverneur pris sur la proposition du directeur de l'administration pénitentiaire, le conseil privé entendu.

La désignation des condamnés qui doivent être placés dans les quartiers ou camps disciplinaires de correction est faite par le directeur de l'administration pénitentiaire sur la proposition des commandants du pénitencier après avis de la commission disciplinaire ; elle est faite aussi sur la proposition des chefs de centre ou de camp non rattachés à un pénitencier après avis de la commission disciplinaire du pénitencier désigné à cet effet, par le directeur de l'administration pénitentiaire.

Le livret individuel prévu à l'article 1er est toujours joint aux propositions.

Art. 33. — La durée de séjour aux quartiers ou camps disciplinaires de correction n'est pas limitée ; elle est entièrement subordonnée à leur conduite et au travail des condamnés et en tenant compte de leurs fautes antérieures.

Tous les mois, des notes individuelles sont données sur chacun des condamnés ainsi internés par la commission disciplinaire de l'établissement, ou à défaut, par une commission spéciale que désigne le directeur de l'Administration pénitentiaire.

Les condamnés internés dans lesdits quartiers et camps bénéficient, si leur conduite et leur travail durant le séjour qu'ils y font le justifient, des avantages attachés aux notes prévues à l'article 1er du présent décret.

Art. 34. — La commission disciplinaire ou la commission spéciale prévue à l'article précédent formule des propositions en faveur des condamnés qui n'ont encouru aucune punition depuis trois mois au moins et qui lui paraissent avoir mérité leur renvoi au quartier ou camp spécial. Ce renvoi est prononcé par le directeur de l'administration pénitentiaire.

Art. 35. — La ration des condamnés internés dans les quartiers et camps disciplinaires de correction est la ration normale attribuée aux autres condamnés.

Ils ne peuvent toutefois, recevoir aucun bon supplémentaire.

Ils sont employés aux travaux les plus pénibles.

Ils sont placés sur les chantiers spéciaux et ne doivent y avoir aucun contact avec les autres transportés.

Ils sont astreints à toutes les obligations imposées aux condamnés de la 3e classe par l'article 6 du présent décret.

A moins d'impossibilité matérielle et momentanée résultant de la disposition des locaux, ils doivent être isolés la nuit. Les locaux qui ne s'y prêteront pas lors de la publicatiou du présent décret devront être aménagés dans le plus court délai en vue de permettre l'isolement de nuit des internés.

Art. 36. — La punition de cellule est infligée pour soixante jours au plus aux condamnés internés dans les quartiers et camps disciplinaires de correction. Elle est subie dans les conditions fixées aux articles 17, 18, 19 et 20 du présent décret.

Les punitions sont infligées aux condamnés internés dans les quartiers et camps disciplinaires de correction suivant la forme prévue pour les punitions infligées aux autres condamnés.

Dans les centres ou camps trop éloignés d'un pénitencier, les chefs de centre et de camp investis de ce pouvoir par le directeur de l'Administration pénitentiaire et, dans ceux non rattachés à un pénitencier, tous chefs de centre ou de camp,

peuvent prononcer la punition de cellule pour dix jours. Les autres punitions sont infligées par le directeur de l'administration pénitentiaire.

TITRE V.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 37. — Le texte du présent décret sera, d'une manière permanente, affiché en caractères aisément lisibles, dans les principaux locaux des établissements pénitentiaires coloniaux où les condamnés aux travaux forcés ont habituellement accès.

TITRE VI.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 38. — Les punitions disciplinaires déjà prononcées et non encore entièrement subies qui seraient supérieures par leur durée ou qui ne seraient pas conformes par leurs conditions d'application aux dispositions du présent décret y seront immédiatement ramenées.

Le cachot et la salle de discipline étant supprimés, les punitions de cette nature, déjà prononcés et non encore entièrement subies seront transformées en punition de cellule, sous la réserve que la durée de ces punitions sera, au maximum, ramenée à la durée que prévoient respectivement :

1° En ce qui concerne les punitions de cachot, les articles 17 et 38 pour la punition de cellule ;

2° En ce qui concerne les punitions de salle de discipline, l'article 16 pour la punition de prison de nuit.

Le gouverneur de chacune des colonies pénitentiaires rendra compte au ministre des colonies, dans les six mois qui suivront la publication du présent décret, des mesures prises pour en assurer l'application.

Art. 39. — Sont abrogés les décrets du 4 septembre 1891, 19 décembre 1900, 31 juillet 1903 et 26 février 1907, ainsi que toutes les dispositions contraires au présent décret.

Art. 40. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au

Journal officiel de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 18 septembre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Garde des sceaux, ministre de la justice,
T. STEEG.

Le Ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL.

Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret du 18 septembre 1925, sur le régime disciplinaire des établissements de travaux forcés aux colonies,

ARRÊTENT :

Article 1er. — Les notes destinées à permettre de constater les degrés d'amendement des condamnés aux travaux forcés subissant leur peine dans les colonies pénitentiaires, sont mensuellement inscrites, par décision du directeur de l'administration pénitentiaire, au livret de ceux de ces condamnés dont la conduite et le travail ont donné satisfaction.

Art. 2. — Les notes d'amendement sont chiffrés de 1 à 10.

La note 1 indique que le condamné à fait preuve d'une bonne volonté appréciable, que sa conduite est généralemen régulière et que son travail commence à donner satisfaction.

Entre la note 1 et la note 10, s'échelonnent et s'indiquent les divers degrés d'appréciation de la manière d'être du condamné.

Art. 3. — Les notes d'amendement peuvent, s'il y a lieu, être retirées à leurs bénéficiaires, soit définitivement, soit pour une période de temps déterminé, ou le chiffre de ces notes,

être temporairement ou définitivement réduit, par décision du directeur de l'administration pénitentiaire, après avis de la commission disciplinaire.

Art. 4. — Les condamnés ayant obtenu une note d'amendement égale ou supérieure à 5 et l'ayant conservée pendant six mois consécutifs reçoivent à l'expiration de ces six mois — s'ils continuent à être titulaires de cette note ou s'ils obtiennent une note d'amendement plus élevée — une marque distinctive, dont la nature est fixée par décision du gouverneur sur la proposition du directeur de l'administration pénitentiaire.

Art. 5. — Ne sont pas exclus de la participation aux notes d'amendement, les condamnés aux travaux forcés subissant dans la colonie une peine d'emprisonnement ou de réclusion cellulaire.

Il en est de même des condamnés subissant des punitions disciplinaires ou internés dans les quartiers et camps disciplinaires de correction.

Celles de ces notes qui leur sont concédées en raison de l'amélioration de leur conduite et de leur travail au cours de leur peine supplémentaire, de la punition ou de l'internement qu'ils subissent, ne constituent, toutefois, pour eux des titres exceptionnels qu'aux seules atténuations ou réductions desdites peines ou mesures disciplinaires.

Lorsque ces condamnés ont obtenu la libération définitive ou conditionnelle de leur nouvelle peine, de leur punition disciplinaire ou de leur internement, les notes d'amendement normales qu'ils peuvent obtenir par la suite produisent tous les avantages prévus au décret sur le régime disciplinaire des établissements de travaux forcés aux colonies.

Art. 6. — Par application des dispositions de l'article 10 du décret sur le régime disciplinaire, pourront être proposés:

1° Pour la 2e classe, les condamnés de la 3e classe ayant obtenu et conservé pendant six mois consécutifs une note d'amendement égale ou supérieure à 5;

2° Pour la 1re classe, les condamnés de la 2e classe réunissant les conditions ci-après:

Condamnés à une peine n'excédant pas dix ans de travaux forcés: avoir accompli un an de peine et avoir obtenu et conservé pendant six mois consécutifs dans leur classe une note d'amendement égale ou supérieure à 5.

Condamnés à une peine de plus de dix ans et n'excédant pas vingt ans: avoir accompli dix-huit mois de peine et avoir obtenu et conservé consécutivement pendant un an dans leur classe une note d'amendement égale ou supérieure à 5.

Condamnés à une peine de plus de vingt ans et condamnés à perpétuité: avoir accompli deux ans de peine et avoir obtenu et conserver consécutivement pendant dix huit mois dans leur classe une note d'amendement égale ou supérieure à 5.

Art. 7. — Sauf pendant la durée des punitions disciplinaires et de l'internement dans les quartiers et camps disciplinaires de correction, les condamnés ayant obtenu une note d'amendement égale ou supérieure à 4 ont droit, tant qu'ils en demeurent titulaires, à la délivrance quotidienne de bons supplémentaires de denrées.

Art. 8. — Les condamnés qui, au moment où ils ont été punis de prison de nuit ou de cellule, ou ont été frappés de plusieurs de ces punitions, étaient titulaires depuis trois mois consécutifs d'une note d'amendement égale ou supérieure à 5, bénéficient d'une réduction calculée comme suit, de la durée de la punition ou des diverses punitions qu'ils ont à subir, savoir:

Si la durée de la punition, ou la durée totale des diverses punitions n'excède pas trente jours, la réduction est des tiers du temps de la punition ou des diverses punitions à subir.

Si elle n'excède pas quarante jours, elle est de la moitié de ce temps.

Si elle excède quarante jours, elle n'est que du tiers dudit temps.

Ces dispositions sont applicables aux punitions infligées aux condamnés internés dans les quartiers et camps disciplinaires de correction.

Art. 9. — Dans chaque pénitencier la commission disciplinaire établit des propositions d'attributions de note d'amendement aux condamnés qui s'en seront rendus dignes. Le surveillant remplissant auprès de la commission les fonctions de greffier inscrit sur un registre spécial ces propositions et des relevés certifiés conformes de ces propositions mensuellement adressées au directeur de l'administration pénitentiaire, par les soins du commandant de l'établissement.

Dans les centres ou camps dépendant d'un pénitencier et qui en sont trop éloignés, le chef de centre ou de camp est chargé, par décision spéciale du directeur de l'administration pénitentiaire de présenter des propositions d'attributions de notes d'amendement pour les condamnés de son centre ou de son camp. Il adresse mensuellement, à l'époque du mois fixée par le directeur ou commandant du pénitencier, ces propositions, qui sont communiquées, pour avis, à la commission disciplinaire de l'établissement. Celles d'entre elles que la commission aura cru devoir appuyer seront comprise dans le travail général mensuel de propositions de notes d'amendement du pénitencier à transmettre au directeur.

Pour les centres ou camps non rattachés à un pénitencier, le directeur de l'administration pénitentiaire désigne le pénitencier au commandant duquel seront adressées mensuellement les propositions de notes d'amendement du chef du centre ou de camp. Il sera ensuite procédé à l'examen et à la transmission de ces notes dans les conditions indiquées au paragraphe ci-dessus.

Art. 10. — En ce qui concerne les condamnés de la première et de la deuxième classe placés dans l'une des situations spéciales prévues aux articles 2, 3 et 5 du décret sur le régime disciplinaire, le directeur de l'administration pénitentiaire désigne le pénitencier dont la commission disciplinaire aura à donner son avis sur les notes d'amendement méritées par ces condamnés. Cette commission disciplinaire recevra mensuellement communication de tous les renseignements de nature à l'éclairer sur la conduite et le travail desdits condamnés. Des décisions du gouverneur fixeront sur la proposition du directeur de l'administration pénitentiaire les conditions dans lesquelles seront respectivement fournis au commandant du pénitencier désigné, ou recueillis directement par ses soins, les renseignements mensuels en question.

Art. 11. — Les chefs de centre ou de camp inscrivent dans une colone spéciale du registre prévu à l'article 29 du décret sur le régime disciplinaire, les propositions de notes d'amendement présentées par eux, concernant les condamnés placés sous leur autorité. Ils y inscrivent aussi les notes d'amendement dont ces condamnés étaient titulaires lorsqu'ils sont arrivés au centre ou au camp.

Art. 12.— Les condamnés internés dans les quartiers ou camps disciplinaires de correction qui, durant leur séjour dans ces quartiers ou camps ont obtenu, en raison de leur conduite et de leur travail, une note d'amendement égale ou supérieure à cinq et qui l'ont conservée pendant trois mois consécutifs, sont, aussitôt après l'expiration de ces trois mois, désinternés du quartier ou camp disciplinaire de correction et sont réintégrés sans délai sur les chantiers et ateliers de la transportation. A partir de leur réintégration, ils bénéficient, dans les mêmes conditions que les autres transportés, des divers avantages attachés aux notes d'amendement pour celles de ces notes qu'ils peuvent obtenir.

Art. 13.— Le texte du présent arrêté sera affiché, d'une manière permanente en caractères aisément lisibles, dans les principaux locaux des établissements pénitentiaires coloniaux où les condamnés aux travaux forcés ont habituellement accès.

Art. 14.— Les gouverneurs des colonies pénitentiaires sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 18 septembre 1925.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
T. STEEG.

Le Ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

DECRET

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 30 mai 1854 concernant l'exécution de la peine des travaux forcés, notamment l'article 14 ;

Vu la loi du 10 juillet 1901 relative à l'interdiction de certains séjours aux libérés ;

Vu le décret du 13 janvier 1888 réglant le mode de constatation de la présence des libérés tenus de résider dans les colonies pénitentiaires ;

Vu le décret du 29 septembre 1890 relatif au régime des libérés astreints à résider dans les colonies pénitentiaires ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Le conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Les libérés des travaux forcés astreints à la résidence dans les colonies affectées à la transportation par application de l'article 6 de la loi du 30 mai 1854 sont soumis, pendant la durée de cette obligation, aux règles fixées par le présent décret.

Art. 2. — Ces libérés sont tenus, au cours de cette durée, de répondre à un appel annuel, à l'effet de permettre la constatation de leur présence dans la colonie. La date de l'appel est déterminée chaque année par un arrêté du gouverneur, dont le texte est publié au *Journal officiel* de la colonie et affiché partout où besoin est deux mois au moins avant la date d'ouverture de la période d'appel. Cet arrêté désigne les autorités chargées de constater la présence des libérés. Ceux-ci ont un mois pour répondre à l'appel, à compter de la date fixée par ledit arrêté pour l'ouverture de la période d'appel.

Art. 3. — Le gouverneur peut, par des décisions individuelles toujours révocables, exempter de l'obligation de l'appel les libérés offrant des garanties suffisantes.

Art. 4. — Lorsque des troubles, des évasions collectives ou tout autre événement grave nécessitent un recensement de la population transportée, le gouverneur, sur la proposition du directeur de l'administration pénitentiaire, peut prescrire par arrêté des appels extraordinaires généraux ou partiels auxquels il est procédé dans les formes et sous les conditions applicables à l'appel annuel ordinaire.

Art 5. — Le libéré qui, sans motif légitime, n'a pas répondu à un appel ordinaire ou extraordinaire est puni d'un emprisonnement de deux mois à un an. En cas de nouvelle infraction, dans un délai de cinq ans, aux prescriptions des articles 2 et 4 ci-dessus, le libéré qui l'a commise est puni d'un emprisonnement de quatre mois à deux ans.

Art. 6. — Tout libéré des travaux forcés astreint à la résidence reçoit, au moment de sa libération, un livret destiné à l'inscription de ses réponses aux appels, au contrôle de ses moyens d'existence et de ses résidences successives. Il doit présenter ce livret à toute réquisition des officiers de police

judiciaire et des autorités désignées à cet effet par arrêté du gouverneur.

Art. 7.— Dans les trois jours qui suivent celui de son arrivée dans la localité où il fixe sa résidence, le libéré doit faire inscrire sur son livret, par l'autorité désignée à cet effet par arrêté du gouverneur, la mention de son installation dans cette localité et du genre de travail auquel il compte se livrer pour assurer son existence.

Chaque fois qu'il change de résidence, il doit faire inscrire sur son livret la date de son départ par l'autorité compétente de la localité qu'il quitte et celle de son arrivée dans un délai de trois jours après celle-ci par l'autorité compétente de sa nouvelle résidence.

Au cas où aucune autorité qualifiée pour porter sur le livret les inscriptions prévues aux deux paragraphes précédents ne se trouverait présente dans la localité ou à proximité, le libéré fournirait, dès la première occasion, à l'autorité compétente, les indications nécessaires pour la mise à jour de son livret.

Art. 8.— Le libéré qui a perdu son livret est tenu d'en faire la déclaration à l'autorité compétente du lieu où il réside ou, à défaut, à la première autorité compétente rencontrée.

Art. 9.— Le libéré qui, hors le cas d'excuse reconnue valable, a contrevenu à l'une des prescriptions édictées par les articles 6, 7 et 8 ci-dessus est puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et, en cas de nouvelle infraction dans un délai de douze mois, d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois.

Art. 10. — L'article 463 du code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu du présent décret, même en cas de récidive.

Art. 11.— La connaissance des infractions punies par les articles 5 et 9 du présent décret, ainsi que de tous les crimes, délits et contraventions commis par les libérés astreints à résider dans la colonie est de la compétence des tribunaux de droit commun à l'exception, toutefois, des infractions spéciales déterminées par l'article 8 de la loi du 30 mai 1854 qui relèvent d'une juridiction spéciale établie par l'article 10 de cette loi.

Art. 12.— Toute condamnation à l'emprisonnement prononcée contre un libéré est exécutée, à la diligence de l'administration pénitentiaire, dans un local distinct des locaux

affectés aux condamnés aux travaux forcés ou aux relégués et organisé de telle sorte qu'aucun contact ne puisse s'établir entre les libérés condamnés à l'emprisonnement, d'une part, et les condamnés aux travaux forcés ou relégués, d'autre part.

Art. 13. — Les libérés astreints à la résidence obligatoire dans une colonie affectée à la transportation peuvent résider en n'importe quel lieu du territoire de cette colonie et exercer n'importe quelle profession et n'importe quel négoce non interdits par les lois.

Toutefois, pour des motifs de sécurité publique, le gouverneur peut, par des décisions individuelles et toujours révocables, interdire à certains libérés le séjour dans des localités ou régions déterminées ou l'exercice de professions et négoces déterminés.

Art. 14. — Les arrêtés du gouverneur prévus aux articles 2, 4, 6 et 7 du présent décret sont pris en conseil privé.

Des arrêtés du gouverneur également pris en conseil privé déterminent les circonscriptions d'appel, ils précisent la forme du certificat à délivrer aux libérés pour leur permettre de justifier, le cas échéant, qu'ils ont satisfait aux obligations du présent décret ou qu'ils sont dispensés de l'obligation de l'appel en vertu de l'article 3 ci-dessus. Ces arrêtés réglementent la forme du livret prévu à l'article 6 et les formalités de sa délivrance et de son fonctionnement.

L'autorisation accordée à un libéré de quitter momentanément la colonie, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 30 mai 1854, fait également l'objet d'un arrêté du gouverneur en conseil privé.

Art. 15. — Sont soumis à l'approbation du ministre des colonies les arrêtés du gouverneur réglant l'organisation des locaux affectés aux libérés punis d'emprisonnement conformément à l'article 12 ci-dessus.

Art. 16. — Sont abrogés les décrets du 13 janvier 1888 et du 29 septembre 1890, ainsi que les dispositions de l'article 2 du décret du 29 août 1855 et de l'article 12 du décret du 21 juin 1858 en ce qu'elles ont de contraire aux prescriptions du présent décret.

Art. 17. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au

Journal officiel de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 18 septembre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
T. STEEG.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la loi du 30 mai 1854 ;

Vu le décret du 13 décembre 1894 sur l'emploi de la main-d'œuvre des condamnés aux travaux forcés, modifié par les décrets des 30 août 1898, 29 mars 1901 et 29 mars 1903 ;

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

CHAPITRE Ier.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 1er. — Les condamnés aux travaux forcés qui ne sont pas employés dans les ateliers ou sur les chantiers du service pénitentiaire sont affectés à des travaux de colonisation ou à des travaux d'utilité publique pour le compte de l'Etat.

Ils peuvent être mis pour les mêmes travaux, à la disposition des colonies ou des municipalités.

Ils peuvent également être employés à des travaux de colonisation et d'utilité publique exécutés à l'entreprise dans les conditions de l'article 10, c'est-à-dire en dehors de l'assignation ou à des travaux exécutés pour le compte des particuliers dans les conditions de l'article 29 du présent décret.

Art. 2. — Les condamnés placés dans ces conditions restent soumis au régime général de la transportation, notamment en ce qui concerne la nourriture, l'habillement et la discipline.

Art. 3. — Les condamnés qui, en exécution de l'article 2 de la loi du 30 mai 1854 sont autorisés à travailler pour les

habitants de la colonie ou les administrations locales sont régis par les dispositions du chapitre IV ci-après ou placés sous le régime de l'assignation.

CHAPITRE II.

EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS LES COLONIES PÉNITENTIAIRES.

Art. 4. — 1° Un arrêté du ministre des colonies détermine les travaux neufs d'utilité publique et de colonisation auxquels les condamnés seront employés par les divers services de l'Etat, le service local ou les municipalités ;

2° Cet arrêté fixe la durée et le prix de la concession de cette main-d'œuvre pénale. Dans le cas où la durée de la concession est supérieure à cinq ans, celle-ci ne peut être accordée que par un décret ;

3° Pour les travaux d'entretien courant, le gouverneur en conseil privé, sur le vu du rapport des chefs de services intéressés et après avis du directeur de l'administration pénitentiaire, autorise provisoirement l'affectation des condamnés aux travaux nécessaires sous réserve d'en rendre compte immédiatement au ministre qui statue définitivement ;

4° Le gouverneur peut également autoriser dans la forme et les conditions prévues au paragraphe précédent mais seulement en cas d'urgence l'exécution des travaux neufs d'utilité publique et de colonisation. Toutefois, le montant de la redevance à imposer aux services employeurs ne peut être fixée que par le ministre, conformément au paragraphe 2 de l'article 6 ;

5° Dans les circonstances exceptionnelles, et notamment en cas de calamités publiques, la main d'œuvre pénale pourra, sous réserve de l'allocation prévue à l'article 5 ci-après, être mise gratuitement à la disposition des colonies pénitentiaires par décret rendu en conseil d'Etat sur la proposition du ministre des colonies et après avis conforme du ministre des finances ;

6° Le gouverneur fixe par arrêtés la répartition des condamnés entre les différents services en assurant d'abord les travaux exécutés pour l'Etat en régie ou à l'entreprise.

Art. 5. — Dans tous les cas où le condamné est employé par les services pénitentiaires ou dans les conditions prévues à l'article précédent, une allocation de 50 centimes est versée

à son pécule pour toute journée d'emploi dans laquelle il n'a été frappé d'aucune punition pour insuffisance de travail.

Art. 6. — La redevance imposée aux services employeurs pour les condamnés mis à leur disposition, est fixée, en principe, à 2 fr. 50 par homme et pour toutes les journées pendant lesquelles ils doivent les employer, conformément à l'article 16.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un travail d'utilité publique, pour les colonies le ministre peut consentir une réduction sur le prix de cession, sans que celui-ci puisse descendre au-dessous de 2 fr.

Ces tarifs sont applicables pour les services de l'Etat.

La redevance est versée dans les caisses du Trésor au compte « Produit du travail des condamnés » après prélèvement de 50 centimes par homme et par jour au profit du pécule de chacun des travailleurs employés.

Sur les chantiers éloignés des pénitenciers, les services employeurs doivent rembourser au budget de l'administration pénitentiaire le montant des frais de transport du personnel, des condamnés, des vivres et du matériel du pénitencier au lieu d'exécution des travaux. Ils sont tenus également d'assurer le logement du personnel libre et condamné dans les conditions réglementaires.

CHAPITRE III

EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS LES COLONIES NON PÉNITENTIAIRES.

Art. 7. — Les condamnés aux travaux forcés peuvent être envoyés dans les colonies non pénitentiaires pour l'exécution des travaux de colonisation ou d'utilité publique soit au compte de l'Etat, soit au compte des budgets locaux. Dans ce cas ils sont constitués en sections mobiles

L'envoi des condamnée affectés à des travaux exécutés pour le compte des services locaux a lieu sur la demande des administrations locales.

Leur garde est assurée par des surveillants militaires placés sous le commandement d'un surveillant principal ou d'un surveillant chef, chef de camp.

Des décrets rendus sur le rapport du ministre des colonies déterminent les colonies où sont envoyées les sections mobiles ainsi que les travaux à exécuter.

Art. 8. — Lorsque les travaux sont exécutés au compte des budgets locaux et municipaux, ceux-ci doivent pourvoir aux dépenses d'entretien des condamnés dans les conditions prévues à l'article 6 y compris l'allocation au pécule.

Art. 9. — Après l'achèvement des travaux, à l'exécution desquels elles auront été affectées, les sections de transportés seront dirigées sur une colonie pénitentiaire ou sur une autre colonie où il y aurait des travaux à entreprendre.

CHAPITRE IV

EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE PAR LES PARTICULIERS.

Art. 10. — La main-d'œuvre pénale peut être mise à la disposition des particuliers en dehors des conditions prévues à l'article 3, pour les travaux d'utilité publique et de colonisation exécutés à l'entreprise pour le compte de l'État, des colonies ou des communes.

La main-d'œuvre pénale peut être également mise à la disposition des particuliers pour des travaux d'agriculture et d'industrie intéressant la colonisation. Le nombre des condamnés en cours de peine, affectés à cet effet à chaque concessionnaire, ne peut être supérieur au double du nombre des libérés ou relégués individuels employés par lui. En cas de diminution de l'effectif de ces derniers, l'administration pénitentiaire doit réduire celui des transportés cédés.

Art. 11. — Les dispositions de l'article 6 sont applicables aux concessions de la main-d'œuvre pénale prévues à l'article précédent.

Toutefois, le taux de la journée est fixé dans tous les cas se rapportant au paragraphe 1er de l'article précédent, à 2 fr. 50, le montant de la redevance due par le concessionnaire dans les cas prévus au paragraphe 2 du même article est fixé à 4 fr. par homme et par jour pour les condamnés non assignés. Un cinquième de ces taux est versé au pécule des condamnés employés.

Art. 12. — Les arrêtés de concession de main-d'œuvre déterminent le travail auquel les condamnés doivent être affectés et le lieu dans lequel ils doivent être employés.

Toute rétrocession de main-d'œvre est absolument interdite et entraine l'annulation de l'arrêté de concession et la saisie du cautionnement.

Art. 13. — Les contingents de condamnés mis à la disposition des particuliers sont fixés à deux cents hommes au plus.

Art. 14. — La concession ne peut être accordée que pour la durée du traité sans qu'elle puisse excéder trois ans, sauf la réserve insérée au paragraphe 2 de l'article 4.

Art. 15. — L'administration désigne les condamnés et pourvoit à leur remplacement individuel.

Le remplacement peut avoir lieu soit sur la demande du concessionnaire, soit d'office dans les cas de force majeure ou par application des mesures disciplinaires. Les désignations faites d'office par l'administration ne peuvent donner lieu à aucune réclamation de la part du concessionnaire.

Art. 16. — Les concessionnaires doivent employer les condamnés tous les jours, sauf les dimanches et jours de fête légale. Dans le cas où, avant l'expiration de la concession, ils désirent renoncer à la main-d'œuvre ou réduire le nombre des condamnés mis à leur disposition, ils doivent en adresser la demande deux mois à l'avance à l'administration, pendant cette période de deux mois, ils demeurent responsables du prix des journées de travail, même s'ils renoncent à employer les condamnés.

Art. 17. — Sur les chantiers éloignés des pénitenciers les condamnés sont logés dans un camp établi aux frais du concesionnaire ; il en est de même du personnel de surveillance.

L'emplacement de ce camp et les conditions dans lesquelles les cases doivent être construites, aménagées et entourées sont fixés, dans chaque cas, par arrêté du gouverneur en conseil privé.

Art. 18. — Le concessionnaire doit établir, à ses frais, sur le camp affecté aux condamnés, une infirmerie où sont soignés les hommes atteints d'indispositions légères ou de maladies peu graves. Il doit y avoir dans cette infirmerie un nombre de lits complets égal au moins à 5 p. cent de l'effectif employé.

A la Guyane, la proportion est fixée à 10 p. 100 de cet effectif.

Art. 19. — Le concessionnaire doit établir, à ses frais, sur le camp des condamnés, des locaux disciplinaires conformément au type adopté par l'Administration pénitentiaire pour ses camps mobiles.

Art. 20. — Les condamnés sont assujettis au même nombre d'heures de travail que sur les chantiers de travaux publics de l'Etat.

Tout travail de nuit est expressément interdit, sauf dans le cas de force majeure, pour lequel l'autorisation peut être accordée par le gouverneur.

Art. 21. — Le montant des journées de travail à rembourser à l'Etat doit être versé au Trésor dans les trente jours qui suivent le trimestre écoulé.

En cas de retard dans le versement, il est encouru de plein droit, par le concessionnaire et par chaque quinzaine de retard, une amende de 5 p. 100 sur les sommes non versées. Toute quinzaine commencée est considérée comme quinzaine entière. Si le retard excède un mois, le cautionnement versé conformément à l'article 25 du présent décret est saisi et les hommes sont immédiatement retirés.

Les hommes affectés au service intérieur des camps sont compris dans l'effectif des hommes fournis au concessionnaire mais sans que leur nombre puisse dépasser le 5 p. 100 de l'effectif.

Art. 22. — L'administration pourvoit à la surveillance, à la nourriture, à l'habillement, au couchage et à l'hospitalisation de tous les condamnés, sauf en ce qui concerne les réserves stipulées aux articles 17, 18 et 19.

Art. 23. — Le remplacement des condamnés punis, malades ou manquants pour quelque cause que ce soit, a lieu tous les deux mois.

Art. 24. — Les condamnés demeurent soumis à tous les règlements en vigueur.

Le personnel de la surveillance doit non seulement s'assurer que la discipline est observée, mais encore que les condamnés travaillent effectivement.

Le concessionnaire doit se soumettre à toutes les vérifications ou inspections que l'Administration juge convenable de faire faire en ce qui concerne le régime et la discipline des condamnés.

Art. 25. — Le concessionnaire verse à titre de garantie, dans les conditions du décret du 18 novembre 1882 sur les adjudications et marchés passés au nom de l'Etat, un cautionnement représentant 50 fr. par homme. Une caution solvable peut être admise.

Le cautionnement est remboursé ou la caution déchargée à l'expiration de la concession sur le vu d'un certificat délivré par le directeur de l'administration pénitentiaire et constatant l'entier accomplissement des clauses de l'arrêté de concession.

Art. 26. — Le concessionnaire doit faire élection de domicile au chef-lieu de la colonie.

Art. 27. — En cas de non-exécution des prescriptions des articles 17, 18 et 19, il y est pourvu après mise en demeure aux frais, risques et périls du concessionnaire.

Art. 28. — Dans le cas de fautes graves commises par le concessionnaire les condamnés peuvent être retirés, sauf recours au ministre, par arrêté du gouverneur pris en conseil privé, le concessionnaire entendu.

Art. 29. — L'administration pénitentiaire peut exécuter pour le compte des particuliers des travaux temporaires tels que chargements et déchargements de navires, défrichements, récoltes et dessèchements.

Ces travaux seront exécutés sous la direction des agents de l'administration pénitentiaire.

Les arrêtés autorisant l'exécution de ces travaux sont pris par le gouverneur à charge d'en rendre compte immédiatement au ministre des colonies. Ils déterminent dans quelles conditions seront installés, au point de vue du logement, de l'ordre et de la discipline, les hommes chargés des travaux.

Les prescriptions du paragraphe 3 de l'article 6 sont applicables aux autorisations dont il s'agit.

Art. 30. — Le prix de remboursement des journées de main-d'œuvre pénale autorisé en vertu de l'article précédent est fixé à 1 fr. par homme et par jour.

L'employeur verse au Trésor, d'avance et mensuellement, la valeur des journées de main-d'œuvre.

CHAPITRE V.

ASSIGNATION INDIVIDUELLE

Art. 31. — Les condamnés aux travaux forcés qui sont placés à la 1re classe peuvent être autorisés à travailler chez les habitants aux conditions déterminées par les articles suivants.

Art. 32. — L'habitant qui demande des condamnés en assignation s'adresse au directeur de l'administration pénitentiaire ; il indique le nombre des condamnés dont il a besoin, la localité où il les placera, l'emploi auquel il les destine.

Il ne peut être accordé plus de cinquante condamnés au même habitant.

Dans le cas où le nombre des condamnés assignés dépasse vingt-cinq, un surveillant militaire est affecté à la garde du contingent mis à la disposition de l'habitant.

Celui-ci doit à l'agent le logement et la ration de vivres en nature ou, à défaut, l'indemnité représentative. Il remboursera, en outre, à l'administration pénitentiaire, toutes les allocations résultant du fait du détachement du surveillant et, notamment, les frais de conduite et de déplacement.

Art. 33. — Le gouverneur, sur le rapport du directeur de l'administration pénitentiaire et après avis du secrétaire général, sur les garanties que présente le colon, notamment en ce qui concerne l'emploi de la main-d'œuvre des libérés, décide si la demande peut être accueillie.

L'habitant qui n'a point exécuté, par sa faute, des contrats antérieurs déjà intervenus avec l'administration, ne peut, pendant une période de trois ans, obtenir le bénéfice d'une nouvelle assignation.

Art. 34. — Le directeur de l'administration pénitentiaire passe, au nom de l'assigné, le contrat avec le colon.

Art. 35. — L'assignation est consentie pour une durée qui ne peut excéder un an. Elle peut être renouvelée pour une même limite de temps.

L'assignation et le renouvellement sont constatés par écrit.

Art. 36. — A toute époque la réintégration de l'assigné est effectuée :

1° Sur la demande motivée du patron ;

2° Sur la demande motivée de l'assigné ;

3° D'office par l'administration.

L'administration reste toujours libre de réintégrer l'assigné par mesure d'ordre public ou par mesure générale sans qu'il en résulte aucun droit en faveur du patron, soit vis-à-vis de l'administration, soit vis-à-vis de l'assigné.

Les réintégrations sont prononcées, le patron entendu ou dûment appelé, par le gouverneur sur la proposition du directeur de l'administion pénitentiaire.

Art. 37. — Le changement de residence ou d'emploi d'un condamné opéré sans autorisation écrite et préalable de l'administration entraîne la résiliation du contrat et le retrait de l'assigné.

Art. 38. — Tout prêt, toute vente à crédit sont interdits entre le patron et l'assigné sous peine de retrait de l'assigné.

Art. 39. — Le patron doit à l'assigné sous peine de retrait :

1° Un logement salubre et des effets de couchage ;

2° Une ration délivrée en nature et au moins égale à la ration réglementaire ;

3° Une somme mensuelle fixée d'après un tarif arrêté par le gouverneur et soumis à l'approbation du ministre.

Cette somme est affectée pour deux cinquièmes au budget de l'Etat et pour deux cinquièmes au pécule réservé de l'assigné ; le reste est directement versé par l'employeur à l'assigné. Elle doit être calculée de telle sorte que le pécule de l'assigné reçoive au moins 20 fr. par mois. Mention est faite de ces versements sur un livret remis à l'assigné par l'administration ;

4° Les soins médicaux et, s'il y a lieu, les frais d'hospitalisation calculés à 4 fr. par jour et pour une période qui ne pourra excéder trente jours par an.

Un cautionnement de 50 fr. par chaque assigné est versé par le patron au moment de la signature du contrat.

Une caution solvable peut être admise.

Art. 40. — Le patron doit veiller sur la conduite de l'assigné. Chaque mois il adresse à l'administration pénitentiaire un avis constatant la présence de l'assigné et les fautes commises.

Il doit prévenir sans retard l'administration du décès, de l'évasion ou de toute autre circonstance grave intéressant la position de l'assigné.

Art. 41. — L'assigné doit porter les effets d'habillement qui lui sont fournis par l'administration.

Art. 42. — Le logement particulier de l'assigné est soumis, en tout temps, aux visites et aux recherches des agents de l'administration pénitentiaire dûment autorisés, des gendarmes et de la police.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 43. — Le pécule du condamné aux travaux forcés, dans les colonies pénitentiaires, est divisé en deux parties, le pécule disponible et le pécule réservé, qui sont, en ce qui concerne leurs recettes et leur emploi, régis par un arrêté du gouverneur.

Art. 44. — Les sommes acquises par les condamnés en raison de leur travail par application du présent décret, donnent lieu en faveur du pécule disponible à un prélèvement de 20 p. 100 si le transporté est à la 3e classe, de 25 p. 100 s'il est à la 2e classe, et de 30 p. 100 s'il est de la 1re classe, qui sera, si l'intéressé n'a encouru dans le mois ni condamnation ni punition de cellule, tenu à sa disposition pour être employé en achats destinés soit à l'amélioration de son alimentation, soit à des soins d'hygiène ou à telles autres dépenses autorisées par le gouverneur.

Art. 45. — Le complément de ces sommes et la partie du prélèvement ci-dessus que le condamné n'aura pas dépensée dans l'année sont versés à son pécule réservé à l'effet de lui constituer un fonds personnel pouvant assurer son existence pendant les premières semaines qui suivront sa mise en liberté et, éventuellement, les moyens de quitter la colonie pénitentiaire. Les trois quarts de ces fonds

pourront être touchés par le transporté au moment de sa mise en liberté, après l'expiration de la peine des travaux forcés ; le dernier quart et les autres parties du pécule réservé non encore dépensés ou non perçus à ce moment constituent une provision pour l'établissement définitif dans la colonie pour le départ du libéré à l'expiration de l'obligation de résidence qui lui est imposée. Le transporté et le libéré de la peine principale peuvent, à tout moment, faire des versements à cette provision, pour la créer ou pour en accroître le montant. Le libéré qui a obtenu l'autorisation de quitter la colonie pénitentiaire peut toucher le reliquat du pécule s'il atteint le prix normal du voyage de retour en France augmenté de 30 p. 100.

Les libérés peuvent recevoir des acomptes sur cette provision dans la limite où elle dépasse ce montant.

Art. 46. — Les condamnés astreints à la résidence perpétuelle qui, étant placés à la 1re ou à la 2e classe, n'ont pas encouru de condamnations ni de punition de cellule pendant les six mois précédents peuvent demander que remise leur soit faite en six fractions mensuelles du quart du pécule réservé qu'ils ont acquis par leur travail durant cette période.

Le surplus du pécule réservé acquis dans les conditons du paragraphe précédent peut être touché jusqu'à concurrence des deux tiers par le transporté astreint à la résidence au moment de sa libération de la peine des travaux forcés ; l'autre tiers constitue sa provision d'établissement définitif dans la colonie ou de rapatriement éventuel, au cas où il obtiendrait la remise de la résidence perpétuelle ou sa transformation en résidence temporaire.

Art. 47. — Si le condamné aux travaux forcés ou le libéré meurt, l'un en cours d'exécution de sa peine, l'autre avant d'avoir terminé sa période de résidence obligatoire, la provision d'établissement définitif dans la colonie ou de rapatriement est versée aux descendants ou ascendants et, à leur défaut, à titre de subvention au comité du patronage des libérés.

Art. 48. — A la fin du mois de janvier de chaque année, les condamnés et libérés sont tenus au courant de la situation de chacune des parties de leur pécule.

Art. 49. — Sont abrogés les décrets des 13 décembre 1894, 30 août 1898, 29 mars 1901 et 29 mars 1903.

Art. 50. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 18 septembre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :
Le Ministre des Colonies,
ANDRÉ HESSE.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la marine,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'article 4 du décret du 1er décembre 1858 ;

Vu la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés ;

Vu le décret du 10 mars 1855 rendant la loi du 30 mai 1854 applicable, sous certaines modifications, aux colonies régies par décret ;

Vu le décret du 6 mars 1877 portant application aux colonies du code pénal métropolitain ;

Vu le décret du 5 octobre 1889 déterminant les pénalités à appliquer aux condamnés aux travaux forcés, internés dans les colonies pénitentiaires ;

Vu le décret du 13 octobre 1906 modifiant l'article 7 du décret du 5 octobre 1889,

DÉCRÈTE :

Art. Ier. — Les dispositions des lois pénales en vigueur dans chaque colonie pénitentiaire sont applicables aux condamnés aux travaux forcés qui subissent leur peine sous les réserves spécifiés aux articles suivants.

Art. 2. — Les peines applicables aux condamnés aux travaux forcés sont :

La mort.

La réclusion cellulaire pendant six mois et cinq ans au plus.

L'emprisonnement, pour six mois au moins et six ans au plus.

Art. 3. — Les condamnés à la peine de la réclusion cellulaire sont détenus dans les conditions déterminées ci-après :

Pendant une période de trois mois, ils sont isolés de jour et de nuit, astreints au travail et privés de toute communication avec l'extérieur.

Pendant une seconde période de même durée, ils sont isolés pendant la nuit et sont durant le jour, astreints au travail en commun, sous l'obligation du silence.

De nouvelles périodes de trois mois se succèdent ensuite dans les mêmes conditions et dans le même ordre, jusqu'à l'expiration de la peine, ou, le cas échéant, jusqu'à l'admission du condamné au bénéfice de la libération conditionnelle par application des dispositions de l'article 5 du présent décret.

Si l'état de santé du condamné le nécesssite ou si, après l'accomplissement de la première période de trois mois d'isolement de jour et de nuit, la conduite et le travail du condamné le justifient, des périodes d'isolement de jour et de nuit avec travail en commun de jour sous l'obligation du silence peuvent être substitués, pour le temps de peine restant à accomplir, par décision du gouverneur, après avis du directeur de l'administration pénitentiaire, aux périodes d'isolement de jour et de nuit.

La décision prise à cet égard par le gouverneur demeure, dans les mêmes formes, toujours révocable.

Art. 4. — Les condamnés à l'emprisonnement sont détenus dans un établissement fermé et astreints au travail en commun sous l'obligation du silence. Ils sont isolés la nuit.

Art. 5. — Les condamnés à la réclusion cellulaire et à l'emprisonnement ayant accompli le quart de leur peine pourront, si leur conduite et leur travail pendant l'exécution de cette peine le justifient, obtenir la faveur de la libération conditionnelle de ladite peine.

Ils seront, dans ce cas, réintégrés sur les chantiers et ateliers de la transportation.

Ils restent soumis à la même juridiction et aux mêmes pénalités que les condamnés aux travaux forcés.

La libération conditionnelle, en ce qui les concerne, sera prononcée par arrêté du gouverneur de la colonie, après avis du directeur de l'administration pénitentiaire, le conseil privé entendu.

Elle pourra être révoquée dans les mêmes formes, lorsque les condamnés qui en auront bénéficiés se seront, par leur conduite, montrés indignes de continuer à bénéficier de cette faveur.

En cas de révocation de la libération conditionnelle, la réintégration à la réclusion cellulaire ou à l'emprisonnement aura lieu pour toute la durée de la peine non subie au moment de la libération conditionnelle.

Les condamnés, réintégrés à la réclusion cellulaire ou à l'emprisonnement, par suite de la révocation de la libération conditionnelle qui leur avait été accordée, pourront de nouveau, s'ils font preuve d'amendement par leur conduite et leur travail, bénéficier de la libération conditionnelle pour le restant de leur peine à la moitié de la durée de la peine non encore subie au moment de leur réintégration.

Si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration de leur peine, la libération sera définitive.

Art. 6. — Est puni de mort tout condamné aux travaux forcés en cours de peine ou subissant la réclusion cellulaire ou l'emprisonnement qui se rend coupable de voie de fait sur la personne d'un fonctionnaire, employé, agent ou surveillant de l'administration pénitentiaire.

Art. 7. — Est puni de un an à cinq ans de réclusion cellulaire tout condamné aux travaux forcés à perpétuiter qui, à dater de son embarquement, se sera rendu coupable d'évasion.

La peine pour les condamnés à temps sera la réclusion cellulaire pendant six mois au moins et trois ans au plus.

Tout individu qui s'est éloigné sans autorisation du lieu où il est détenu ou employé est réputé en état d'évasion douze heures après la constatation de sa disparition.

Est puni de la réclusion cellulaire pour une durée de six mois à deux ans tout condamné aux travaux forcés à perpétuité qui, après sommation, se refuse au travail.

La même peine est appliquée au condamné à temps subissant déjà la réclusion cellulaire ou l'emprisonnement et qui se rend coupable du même fait.

La peine est de six mois à deux ans d'emprisonnement pour les autres condamnés à temps.

Art. 8. — Lorsque les condamnés aux travaux forcés auront commis des faits passibles, aux termes de la loi pénale ordinaire, des peines autres que la mort, celles-ci seront remplacées ainsi qu'il suit, savoir :

Les peines afflictives et infamantes, par la réclusion cellulaire de six mois à cinq ans.

Le bannissement, la dégradation civique, en tant que peine principale, et les peines correctionnelles, par l'emprisonnement de six mois à cinq ans.

Les peines accessoires ne seront pas encourues ; les peines complémentaires ne seront pas prononcées, à l'exception de la confiscation spéciale, dans les cas où elle est édictée, et des amendes.

Les infractions constitueront des crimes ou des délits suivant la peine applicable aux termes des lois pénales ordinaires. Sera considérée comme peine criminelle la réclusion cellulaire par application des articles 6 et 7 du présent décret.

Pour les faits passibles de la peine de mort, si les circonstances paraissent atténuantes, les juges peuvent appliquer la réclusion cellulaire pour une durée de deux ans au moins et de cinq ans au plus.

Pour les faits passibles, aux termes des lois pénales ordinaires, de peines correctionnelles, les juges pourront faire application de l'article 463 du code pénale.

Art. 9. — Tout condamné aux travaux forcés qui est frappé de la réclusion cellulaire ou de l'emprisonnement subit cette peine dès que la sentence qui la prononce est devenu définitive.

Pour les condamnés à temps, la réclusion cellulaire et l'emprisonnement ne s'imputeront pas sur la peine de travaux forcés.

Art. 10. — Pour l'application de la règle du non-cumul des peines, celles-ci prennent rang dans l'ordre déterminé à l'article 2 ci-dessus.

Art. 11. — Tout condamné qui, subissant la réclusion cellulaire ou l'emprisonnement, se rendra coupable d'une nouvelle infraction ayant le caractère de crime ou de délit, encourra, pour ce fait, la réclusion cellulaire de six mois à cinq ans.

Art. 12. — Les contraventions de simple police commises par des condamnés aux travaux forcés seront réprimées par voie disciplinaire.

Art. 13. — Les condamnations prononcées en vertu du présent acte contre les condamnés aux travaux forcés sont exécutées dans les établissements de l'administration pénitentiaire.

Art. 14. — Sont et demeurent abrogées toutes les ordonnances relatives à la répression des crimes et délits commis par les forçats, ainsi que toutes les dispositions contraires au présent décret.

Art. 15. — Les dispositions ci-dessus ne sont applicables qu'aux crimes, délits et contraventions postérieurement à la mise en vigueur du présent décret dans chaque colonie pénitentiaire.

Art. 16. — Le ministre des colonies, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au « Journal officiel » de la République française et inséré au « Bulletin des lois » et aux « Bulletins officiels » des ministères des colonies et de la marine.

Fait à Rambouillet, le 18 septembre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
T. STEEG.

Le ministre de la marine,
EMILE BOREL.

DÉCRET

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 30 mai 1854, relative à l'exécution de la peine des travaux forcés ;

Vu le décret du 9 décembre 1901 sur le régime des concessions à accorder aux condamnés aux travaux forcés et aux libérés ;

Vu le décret du 18 septembre 1925 sur les pénalités applicables aux condamnés aux travaux forcés internés dans les colonies pénitentiaires ;

Vu le décret du 18 septembre 1925, relatif au régime disciplinaire des établissements de travaux forcés aux colonies ;

Vu le décret du 18 septembre 1925, fixant le régime des libérés astreints à résider dans les colonies affectées à la transportation ;

Vu le décret du 18 septembre 1925, concernant l'emploi de la main-d'œuvre des condamnés aux travaux forcés,

Décrète :

Art. 1er.— Il est institué à la Guyane un comité de patronage des libérés ayant pour mission de s'intéresser à toutes les questions qui concernent la situation des anciens condamnés aux travaux forcés, en vue d'améliorer leur condition matérielle et morale, de les protéger, d'assurer leur placement dans les entreprises agricoles, commerciales et industrielles et de faciliter leur rentrée définitive dans la société.

Art. 2.— Le comité de patronage des libérés est composé du procureur général, chef du service judiciaire, du directeur de l'administration pénitentiaire ou de son délégué, du maire de Cayenne, du président du tribunal de première instance de Cayenne, du chef du service des travaux publics, du chef du bureau des finances du service local, d'un industriel et d'un agriculteur, nommés par le gouverneur. Le comité peut s'adjoindre trois autres membres élus par lui.

Le gouverneur nomme au commencement de chaque année l'industriel et l'agriculteur dont il a fait choix pour siéger au

comité de patronnage des libérés, ainsi que deux autres personnes exerçant les mêmes professions pour les suppléer.

En cas d'absence, les magistrats et fonctionnaires membres du comité sont remplacés par leurs intérimaires.

Le procureur général, chef du service judiciaire, est président du comité ; celui-ci élit un de ses autres membres pour remplir les fonctions de vice-président.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par un fonctionnaire désigné par le gouverneur ; celles de trésorier par le régisseur des menues dépenses du service local.

Art. 3.— Le comité de patronage intervient pour procurer du travail aux libérés sans emploi. A cet égard, il reçoit de l'administration pénitentiaire, au comencement des mois de janvier et de juillet, la liste de tous les condamnés libérables dans le courant des douze mois suivants avec l'indication de la situatien particulière (âge, santé, force, conduite, capacité professionnelle, aptitude, etc.) et du montant du pécule de chacun d'eux ; une mention spéciale signalera ceux qui sont concessionnaires et ceux que l'administration a l'intention de continuer à employer dans ses services ou ateliers après leur libération.

Le président du comité tiendra à la disposition des commerçants, agriculteurs et industriels, tous les renseignements leur permettant d'embaucher, dès leur libération, les hommes susceptibles d'être employés. Le comité peut demander la mise en assignation, pendant le dernier semestre d'exécution de la peine, non seulement des hommes parvenus à la première classe, mais aussi, à titre exceptionnel et par dérogation au décret réglementaire du 18 septembre 1925, concernant la main-d'œuvre pénale, des condamnés de bonne conduite restés encore en 2e classe qui seraient l'objet d'une offre de travail de longue durée de la part d'un employeur jouissant d'une réputation favorable.

Pour le placement des condamnés le président du comité peut adresser des notices aux maires des différentes communes et faire insérer gratuitement des avis au « Journal officiel » de la colonie.

Art. 4.— Le comité peut remplir à l'égard des libérés le rôle de conseil du travail et par suite, fixer à titre d'indication les taux normaux des salaires à leur allouer dans chaque

genre de travail, ainsi que les conditions normales d'exécution des travaux auxquels ils doivent être employés.

Il peut émettre des avis et être consulté par le gouverneur sur toutes les questions intéressant la main-d'œuvre et la condition des condamnés et des libérés.

Le gouverneur peut étendre son action, dans les limites qu'il fixera par arrêté, aux condamnés non encore libérés, employés comme assignés ou comme concessionnaires hors des établissements pénitentiaires et l'autoriser notamment à envoyer des délégués examiner sur place les conditions d'exécution du travail et d'existence des transportés assignés et des corvées cédés à des particuliers.

Art. 5. — Des arrêtés du gouverneur peuvent, à la demande du comité de patronage, constituer des conseils d'arbitrage pour connaître des contestations individuelles ou collectives entre libérés et assignés, employés ou ouvriers et leurs employeurs, relatives à leurs conditions de travail. Ces conseils seront composés d'un magistrat président, d'un fonctionnaire et d'un membre non fonctionnaire titulaire ou suppléant du comité de patronage, désignés par le gouverneur.

Art. 6.— Les ressources du comité de patronage des libérés comprennent :

1° Les subventions qui lui sont accordées soit par l'Etat, soit par le conseil général de la colonie, soit par les municipalités ;

2° Les versements de la caisse de la transportation sur les provisions de rapatriement et d'établissement définitif non perçues par les condamnés et libérés décédés sans descendants ni ascendants ;

3° Les versements effectués par tous groupements, associations ou personnes, s'intéressant à l'œuvre du comité ;

4° Les dons et legs que le comité a qualité pour recevoir.

Les dépenses du comité sont acquittées au moyen de bons signés par le président et payables aux bénéficiaires par le trésorier.

Le comité peut employer ses ressources à l'achat de vêtements pour les condamnés quittant le bagne, d'outils, d'instruments ou de fournitures nécessaires à l'exercice de leur état ou de leur profession, qui pourront leur être remis dès

leur envoi en assignation et à des secours en argent aux nouveaux libérés.

Ces allocations constitueront des avances remboursables par les bénéficiaires, sauf les cas de remise partielle ou totale de leur valeur, dont le comité sera juge après délibération.

Le comité peut allouer des secours aux libérés en cas de chômage ou de maladie, et de rapatriement à ceux qui ont terminé leur temps de séjour obligatoire.

Le trésorier du comité justifie de ces dépenses dans la forme ordinaire.

Art. 7. — Le gouverneur de la colonie est autorisé à accepter des dons ou des legs en faveur de l'œuvre du patronage des libérés.

Art. 8. — A la fin de chaque année, le comité établit un rapport sur son fonctionnement ; il y mentionne son avis sur les résultats provoqués par son action. Ce rapport est adressé au gouverneur, qui le transmet avec ses observations au ministre des colonies.

Art. 9. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 18 septembre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République:

Le ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
T. STEEG.

RAPPORT au PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Paris, le 18 septembre 1925.

Monsieur le Président,

Un décret du 16 février 1878 portant création à la Guyane française d'une direction de l'administration pénitentiaire règle les pouvoirs du fonctionnaire chargé de cette administration,

depuis lors concentrée au Maroni et prévoit sa subordination au gouverneur de la colonie.

Une expérience déjà longue a démontré toutefois que cette subordination du chef d'administration au chef de notre possession sud-américaine n'est pas suffisamment étroite et paralyse le gouverneur dans ces attributions normales de haute direction et de contrôle supérieur.

Pour parer à cet inconvénient, il m'a semblé opportun d'édicter quelques dispositions nouvelles. La plus importante, peut-être, consisterait à placer à Cayenne auprès du gouverneur un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire d'un grade suffisamment élevé qui serait délégué permanent du directeur de cette administration, obligé lui-même de résider dans le centre de Saint-Laurent du Maroni. Le délégué aurait pour mission d'éclairer le chef de la colonie, afin que ce dernier puisse mieux contrôler la marche des services pénitentiaires spécialement pour la préparation et l'exécution du budget de l'Etat (administration pénitentiaire). Cette mesure entraînerait corrélativement une revision des pouvoirs du directeur de l'administration pénitentiaire, tels que ceux-ci résultent des textes actuellement en vigueur. Enfin une disposition prévue au présent projet de décret prescrirait au gouverneur une inspection trimestrielle des comptes du Maroni.

Les dispositions ainsi combinées m'ont paru de nature à combler les lacunes de la réglementation actuelle.

Si vous partagez cette manière de voir, je vous serais très reconnaissant de revêtir de votre haute sanction le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, M. le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,

ANDRÉ HESSE.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'ordonnance organique du 29 août 1828 concernant l'organisation de la Guyane française ;

Vu le décret du 27 mars 1852 ensemble les décrets subséquents concernant l'exécution à la Guyane française des peines de la transportation, de la déportation et de la relégation ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Le décret du 16 février 1878 portant création à la Guyane française d'une direction de l'administration pénitentiaire est modifié et complété comme suit :

« Un chef de bureau de l'administration pénitentiaire nommé par arrêté du ministre des colonies est placé auprès du gouverneur en qualité de délégué permanent du directeur de l'administration pénitentiaire.

« Il commande le pénitencier de Cayenne.

« Il suit, sous les ordres du gouverneur, les différentes questions concernant les services pénitentiaires.

« Il assiste, avec voix délibérative, au conseil privé toutes les fois que le directeur de l'administration pénitentiaire n'y assiste pas lui-même.

« Hors le cas d'empêchement dûment motivé, le directeur de l'administration pénitentiaire est tenu d'assister en personne aux réunions du conseil privé lorsque l'ordre du jour comporte des questions importantes intéressant les services pénitentiaires.

« Dans ce cas, dont le gouverneur reste juge, une convocation spéciale doit lui être envoyée.

« Le délégué permanent du directeur de l'administration pénitentiaire fournit au gouverneur tous renseignements concernant les services pénitentiaires.

« Il lui soumet les projets d'arrêtés et règlements présentés par le directeur de l'administration pénitentiaire, les mesures à prendre pour assurer le maintien de la discipline et, d'une façon générale, toutes celles qui intéressent les établissements pénitentiaires, notamment celles prévues à l'article 4, paragraphes 2 et suivants, du décret du 16 février 1878 et dont l'initiative continue à appartenir au directeur de l'administration pénitentiaire.

« Le délégué permanent soumet au gouverneur le budget des services pénitentiaires préparé par le directeur et suit l'emploi des crédits d'après les ordres du gouverneur. Le compte administratif de l'ensemble des opérations du budget colonial (administration pénitentiaire) est rendu, chaque année, par le directeur et transmis par le gouverneur au département.

« Le délégué permanent soumet au gouverneur les cahiers des charges, projets de marchés, demandes de matériel à acheter en France intéressant les services pénitentiaires et présentés par le directeur.

« Aucune dépense ne peut être proposée par le délégué à l'approbation du gouverneur sans avoir été revêtue du visa du directeur, ordonnateur secondaire du budget de l'Etat. Aucune cession intéressant l'administration pénitentiaire ne peut être faite sans le concours du directeur.

« Il veille à l'insertion au *Journal officiel* de la Guyane française de tous les arrêtés, décisions, etc., pris par le gouverneur qui concernent l'administration pénitentiaire. »

Art. 2. — Sont abrogés les articles 3 et 21 dudit décret.

Art. 3. — Le gouverneur est tenu d'inspecter au moins une fois par trimestre les pénitenciers du Maroni.

A la suite de ces inspections, il adresse au ministre un compte rendu circonstancié.

Art. 4. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 18 septembre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

ANDRÉ HESSE.

CAYENNE — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 11.

NOVEMBRE 1925

SOMMAIRE.

Pages

N° 480. — Arrêté ministériel du 31 août 1925 modifiant l'arrêté du 21 août 1923, portant organisation du cadre de la Trésorerie de la Guyane..... 535

N° 481. — Arrêté du 3 novembre 1925 promulguant la loi du 21 août 1925 modifiant et complétant les dispositions de l'article 10 des statuts annexés à la loi du 21 mars 1919 portant renouvellement du privilège des Banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion..... 536

Loi du 21 août 1925 modifiant et complétant les dispositions de l'article 10 des statuts annexés à la loi du 21 mars 1919, portant renouvellement du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion..... 537

N° 482. — Arrêté du 3 novembre 1926 promulguant le décret du 20 septembre 1925, portant réduction de l'effectif du détachement de Gendarmerie de la Guyane.— Rap.. 538

Décret du 20 septembre 1925, portant réduction de l'effectif du détachement de Gendarmerie de la Guyane..... 539

N° 483. — Arrêté du 3 novembre 1925 déterminant les suppléments de fonctions et allocations forfaitaires au Percepteur de la 1re circonscription..... 541

Pages

N° 484. — Décision du 5 novembre 1925 accordant une somme de cinq cents francs à la société «Le Sport Guyanais»..... 542

N° 485. — Décision du 9 novembre 1925 nommant une commission chargée de la préparation des textes d'application des décrets susvisés du 18 septembre 1925..... 542

N° 486. — Arrêté du 10 novembre 1925 portant création d'une recette principale à Cayenne..... 543

N° 487. — Arrêté du 10 novembre 1925 fixant l'indemnité de fonction aux gérants des différentes recettes..... 545

N° 488. — Arrêté du 12 novembre 1925 promulguant le décret du 13 mai 1922, relatif aux horaires et aux programmes des classes des lycées et collèges de garçons. — Rapport..... 546

Décret du 13 mai 1925 relatif aux horaires et programmes dans les classes des lycées et collèges de garçons..... 549

N° 489. — Arrêté du 12 novembre 1925 portant institution d'une Commission chargée d'étudier les dispositions d'application à la Guyane prévues par le décret du 19 juillet 1925 sur la responsabilité des accidents du travail..... 550

N° 490. — Arrêté du 16 novembre 1925 promulguant à la Guyane française le décret du 26 août 1925 portant ratification des arrangements et conventions signés au congrès postal universel de Stockholm le 28 août 1924. — Rapport..... 552

Décret du 26 août 1925 portant ratification des arrangements et conventions signés au congrès postal universel de Stockholm le 28 août 1924..... 553

N° 491. — Arrêté du 26 novembre 1925 promulguant à la Guyane française le décret du 17 septembre 1925, relatif aux congés spéciaux pour tuberculose ou maladie mentale. — Rapport..... 559

Décret du 17 septembre 1925 relatif aux congés spéciaux pour tuberculose ou maladie mentale..... 560

N° 492. — Arrêté du 26 novembre 1925 portant revision des listes électorales pour l'année 1926..... 564

N° 493. — 7 arrêtés du 28 novembre 1925 relatifs à l'application des décrets du 18 septembre 1925 concernant l'Administration pénitentiaire coloniale..... 565

N° 494. — Décision du 28 novembre 1925. — Indemnité aux Juges de paix des communes..... 582

N° 495. — Arrêté du 28 novembre 1925 annulant une partie de la délibération de la Commission municipale de la commune de Saint-Laurent du Maroni, en date du 29 août 1925..... 582

Pages

N° 496. — Arrêté du 28 novembre 1925 fixant les conditions de recrutement des Commissaires de police à la Guyane. 583

N° 497. — Arrêté du 28 novembre 1925 portant concession d'une pension à Mme veuve Priest, veuve d'un préposé des Douanes.. 584

N° 498. — Arrêté du 28 novembre 1925 approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1922 de M. Salvador (Clovis), receveur municipal des communes de Kourou et d'Iracoubo..... 585

N° 499. — Arrêté du 28 novembre 1925 approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1922 de M. Clément (Charles), receveur des Bureaux de bienfaisance des communes de Rémire et de Macouria..... 586

N° 500. — Arrêté du 28 novembre 1925 mettant les frais de déplacement de séjour et de transport des agents des Mines à la charge des concessionnaires..... 587

N° 501. — Arrêté du 28 novembre 1925 complétant l'article 2 de l'arrêté du 7 mai 1925 allouant une indemnité de logement aux agents des Travaux publics et des Mines en service dans les communes rurales..... 588

N° 502. — Décision du 30 novembre 1925 agréant M. Montet (Robert) en qualité de garde particulier des concessions situées dans la Haute-Mana et appartenant à M. Euphrasius Rebard..... 589

N°s 503 à 525 — Nominations, mutations, congés, etc..... 590

N° 480. — *ARRÊTÉ MINISTÉRIEL modifiant l'arrêté du 21 août 1923, portant organisation du cadre de la Trésorerie de la Guyane.*

Le Ministre des colonies et le Ministre des finances,

Vu le décret du 6 août 1921, sur l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales et notamment l'article 3;

Vu les arrêtés interministériels du 9 avril 1922, portant classement dans le personnel des trésoreries coloniales des agents métropolitains des trésoreries générales, des recettes, des finances et des perceptions et des agents du personnel organisé de la trésorerie d'Algérie, et fixant les conditions du concours pour le recrutement du personnel des trésoreries coloniales;

Vu l'arrêté interministériel en date du 21 août 1923, organisant le cadre du personnel de la trésorerie de la Guyane ;

Sur la proposition du Gouverneur de la Guyane française,

ARRÊTENT :

Article 1er. — Les dispositions du deuxième paragraphe de l'article 1er de l'arrêté interministériel en date du 21 août 1923, organisant le cadre du personnel de la trésorerie de la Guyane sont rapportées.

Art. 2. — L'échelle des traitements prévus à l'article 2 de l'arrêté précité est complétée de la façon suivante :

« Payeurs de 1re classe, 14,000 francs.

..... »

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

Fait à Paris, le 31 août 1925.

Le ministre des colonies, ANDRÉ HESSE.

Le ministre des finances, J. CAILLAUX.

N° 481. — *ARRÊTÉ promulguant la loi du 21 août 1925 modifiant et complétant les dispositions de l'article 10 des statuts annexés à la loi du 21 mars 1919 portant renouvellement du privilège des Banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion.*

(3 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906 relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu la loi du 21 août 1921 modifiant et complétant les dispositions de l'article 10 des statuts annexés à la loi du 21 mars 1919 portant renouvellement du privilège des Banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion ;

Vu la dépêche ministérielle en date du 4 septembre 1925, n° 4404,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulguée à la Guyane française, pour y être exécutée en sa forme et teneur, la loi susvisée du 21 août 1925.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré avec le texte promulgué, au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 3 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

LOI modifiant et complétant les dispositions de l'article 10 des statuts annexés à la loi du 21 mars 1919, portant renouvellement du privilège des Banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — L'article 10 des statuts annexés à la loi du 21 mars 1919, portant renouvellement du privilège des Banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« *Art.* 10. — Les opérations de la banque consistent :

.....

« 8° A recevoir le dépôt volontaire, en compte courant, de toutes sommes, avec ou sans intérêt. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Rambouillet, le 21 août 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies, ANDRÉ HESSE.

Le ministre des finances, J. CAILLAUX.

N° 482. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 20 septembre 1925, portant réduction de l'effectif du détachement de Gendarmerie de la Guyane.*

(3 novembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies ;

Vu le décret du 20 septembre 1925, portant réduction de l'effectif du détachement de Gendarmerie de la Guyane ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française le décret susvisé du 20 septembre 1925, portant réduction de l'effectif du détachement de Gendarmerie de la Guyane.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 3 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT au Président de la République française

Paris, le 20 septembre 1925.

Monsieur le Président,

Le décret du 11 septembre 1924, en ramenant de 52 à 31 unités l'effectif du Détachement de Gendarmerie de la Guyane, a permis à la colonie de réaliser une économie appréciable.

Le Gouverneur estime qu'une nouvelle réduction peut être envisagée tout en tenant compte des nécessités imposées par le maintien de l'ordre public.

Les nouvelles fixations proposées par le Gouverneur font l'objet du présent décret, que nous avons l'honneur de vous

soumettre en vous demandant de vouloir bien le revêtir de votre signature, si vous en approuvez les dispositions.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le président du Conseil, ministre de la guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

Le ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT de la République française,

Vu le décret du 20 mai 1903, portant règlement sur l'organisation et le service de la Gendarmerie ;

Vu l'article 32 de la loi du 13 mars 1875, permettant de modifier les cadres et les effectifs de la Gendarmerie dans la limite des crédits ouverts et suivant les besoins du service ;

Vu le décret du 11 août 1904, portant réorganisation du Détachement de Gendarmerie de la Guyane ;

Vu le décret du 13 janvier 1908, créant un emploi d'adjudant au Détachement de Gendarmerie de la Guyane ;

Vu le décret du 1er mai 1917, créant un emploi de maréchal chef comptable au Détachement de Gendarmerie de la Guyane ;

Vu le décret du 21 février 1918, modifiant les articles 3, 11 et 28 du décret du 20 mai 1903 susvisé, et la hiérarchie de grades dans la Gendarmerie ;

Vu le décret du 27 février 1924, créant un emploi de chef de brigade de 1re ou 2e classe à pied au Détachement de Gendarmerie de la Guyane ;

Vu le décret du 20 avril 1923, portant modification à la répartition de l'effectif du Détachement de Gendarmerie de la Guyane ;

Vu le décret du 14 septembre 1924, portant réduction de l'effectif du Détachement de Gendarmerie de la Guyane ;

Sur le rapport des ministres de la guerre et des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1er.— Le Détachement de Gendarmerie de la Guyane est constitué à l'effectif de 1 officier et 25 gendarmes, à savoir :

Officier.		
Lieutenant commandant le détachement.....	1	1
Troupe.		
Chef de brigade de 1re ou hors classe à pied ou à cheval.....	1	
Chef de brigade de 3e, 2e ou 1re classe comptable.	1	
Gendarme ou chef de brigade de 4e classe, secrétaire du commandant de détachement.....	1	
	3	3
Arme à cheval.		
Chef de brigade de 3e ou 2e classe.....	1	
Chef de brigade de 4e classe.....	1	
Gendarmes.....	8	
	10	10
Arme à pied.		
Chef de brigade de 3e ou 2e classe	1	
Chef de brigade de 4e classe.....	1	
Gendarmes.....	10	
	12	12
Total.....		26

Art. 2.— Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 3.— Les ministres de la guerre et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 20 septembre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

Le président du Conseil, ministre de la guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

N° 483. — *ARRÊTÉ déterminant les suppléments de fonctions et allocations forfaitaires au Percepteur de la 1re circonscription.*

(3 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment les articles 119 et suivants;

Vu le décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales;

Vu l'arrêté local n° 44 en date du 26 avril 1924 fixant les émoluments des percepteurs et des percepteurs receveurs municipaux;

Vu l'arrêté local en date du 28 janvier 1925 déterminant les suppléments de fonctions et allocations forfaitaires alloués aux percepteurs et percepteurs receveurs municipaux;

Vu l'arrêté local n° 929 en date du 29 octobre 1925 modifiant le nombre des perceptions de la Guyane française;

Sur la proposition du Secrétaire général et du Trésorier-payeur,

ARRÊTE :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté du 28 janvier 1925 déterminant les suppléments de fonctions et allocations forfaitaires alloués aux percepteurs et percepteurs receveurs municipaux est modifié ainsi qu'il suit :

PERCEPTIONS.	SUPPLÉMENTS de fonctions.	ALLOCATIONS forfaitaires.
1re Circonscription.		
Cayenne, ville, Banlieue et Côte.....	4.000	13.500

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet à compter du 1er décembre 1925, et sera enregistré partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 3 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 484.— *DÉCISION accordant une somme de cinq cents francs à la Société le* Sport Guyanais.

(5 novembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la demande formulée par la Société « Le Sport Guyanais » ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Décide :

Article 1er. — A l'occasion de la célébration, le 11 novembre, de la fête de la Victoire et de la Paix une allocation de 500 francs est accordée à la Société « Le Sport Guyanais ».

Cette somme qui sera mandatée au nom de M. Lafontaine, Vice-président de la Société, sera imputée au chapitre 16, Article 1er, Exercice 1925, « Dépenses imprévues ».

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 5 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 485.— *DÉCISION nommant une Commission chargée de la préparation des textes d'application des décrets susvisés du 18 septembre 1925.*

(9 novembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu les décrets en date du 18 septembre 1925, relatifs au régime de la transportation et au fonctionnement de la direction de l'Administration pénitentiaire à la Guyane,

DÉCIDE :

Article 1er.— Une commission composée de :

MM. le Secrétaire général, *Président*,
le Président du Conseil général,
le Procureur général,
le Directeur de l'Administration pénitentiaire,
le Maire de Cayenne ou son délégué,
un magistrat désigné par le Procureur général,
Philias, Prévot } Industriels agricoles,
le Délégué du Directeur de l'Administration pénitentiaire, rapporteur,

est chargée de la préparation des textes d'application des décrets susvisés du 18 septembre 1925.

Art. 2.— La Commission se réunira sur la convocation de son Président.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 9 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 486. — *ARRÊTÉ portant création d'une recette principale à Cayenne.*

(10 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu l'arrêté du 4 février 1914, portant réorganisation du service des Postes et Téléphones de la Guyane française ; ensemble les arrêtés modificatifs du 14 avril 1921 et 30 décembre 1924 ;

Vu l'arrêté du 2 septembre 1922 portant création d'une recette principale à Cayenne ;

Vu l'arrêté n° 165 du 5 mars 1925, fixant l'encaisse des recettes postales ;

Vu les nécessités du service ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service des Postes et Téléphones ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — La recette postale télégraphique et téléphonique actuellement gérée par le Receveur-comptable sera gérée par un Receveur chargé sous sa responsabilité des opérations des recettes et dépenses postales, télégraphiques et téléphoniques effectuées par ce bureau. L'encaisse de cette recette est fixée à 50,000 francs dont :

1° 35,000 francs en porteteuille composé de 10,000 fr. en timbres postes fournis par le Receveur-comptable et 25,000 en valeurs diverses ;

2° 15,000 francs en numéraire.

Art. 2. — Il est créé à Cayenne une recette des colis et paquets postaux gérée par un Receveur chargé sous sa responsabilité des opérations sur les colis et paquets postaux. L'encaisse de cette recette est fixée à 5,000 fr. dont :

1° 500 francs en timbres postes fourni par le Receveur comptable ;

2° 4,500 francs en numéraire.

Art. 3. — Les versements de ces deux recettes seront effectués entre les mains du Trésorier-Payeur pour le compte du Receveur-comptable chargé de la centralisation des opérations de ces bureaux dans les conditions prévues à l'article 132 du décret financier du 30 décembre 1912.

Art. 4. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Postes et Téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 10 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 487.— *ARRÊTÉ fixant l'indemnité de fonction aux gérants des différentes recettes.*

(10 novembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'arrêté du 4 février portant réorganisation du service des Postes et Téléphones de la Guyane française, ensemble les arrêtés modificatifs du 14 avril et 30 décembre 1924 ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 1925 déterminant la gestion de la recette postale de Cayenne et créant à Cayenne une recette des colis et paquets postaux ;

Vu les arrêtés en date du 30 décembre 1910 allouant une indemnité de responsabilité au Receveur comptable de Cayenne ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 1907 allouant une indemnité de caisse au Receveur de Saint-Laurent ;

Vu l'arrêté du 12 novembre 1919 allouant une indemnité de caisse au Receveur de Mana ;

Vu l'arrêté du 27 novembre 1924 allouant une indemnité de caisse au Receveur de Sinnamary ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service des Postes et Téléphones ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Pour la gérance des différentes recettes de la colonie il sera attribué l'indemnité de fonction annuelle suivante :

Recette comptable de Cayenne	2,400 fr.
Recette des Postes et Téléphones de Cayenne	900 »
Recette de Colis postaux	600 »
Recette de Saint-Laurent	600 »
Recette de Mana	600 »
Recette de Sinnamary	600 »
Recette de Régina	360 »
Recette de Saint-Georges	360 »

Art. 2. — Le Secrétaire général et le Chef du service des Postes et Téléphones sont chargés, chacun en ce qui le con-

erne, de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 10 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 488. — *ARRÊTÉ promulguant le décret du 13 mai 1925, relatif aux horaires et aux programmes des classes des lycées et collèges de garçons.*

(12 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la dépêche ministérielle n° 3520 du 4 août 1925 prescrivant l'application dans la colonie du décret et de l'arrêté du Ministre de l'instruction publique, relatifs à la réforme de l'enseignement secondaire masculin ;

Sur la proposition du Chef du service de l'instruction publique,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret du 13 mai 1925, relatif aux horaires et aux programmes des classes des lycées et collèges de garçons.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera et avec le texte promulgué, inséré au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 12 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 11 mai 1925.

Monsieur le Président,

Le décret du 31 mai 1902, relatif au plan d'études et aux programmes d'enseignement dans les lycées et collèges de garçons, a été abrogé par le décret du 3 mai 1923.

Le développement de l'enseignement primaire supérieur et de l'enseignement technique, au cours des vingt dernières

années, avait laisser supposer que les établissements où sont donnés ces enseignements seraient maintenant assez nombreux pour suffire à tous les besoins locaux et régionaux, et que la section moderne de nos lycées et collèges, qui comportait six années d'études, faisait désormais, au moins en partie, double emploi avec ces enseignements et n'avait plus sa raison d'être. Mais, avant même la mise en application de ce nouveau système d'études, les circonstances amenèrent à autoriser le maintien de cette section moderne dans certains établissements. D'autre part, les débats engagés au Parlement montrèrent que l'opinion publique n'approuvait pas sans réserve le nouveau plan d'études, qui répondait cependant à une conception mûrement étudiée et qui avait reçu, on ne saurait l'oublier, l'approbation de personnalités particulièrement qualifiées.

Mais c'est l'expérience qui compte en pareille matière, et non pas les vues systématiques. Aussi, dès le 9 août 1924, avez-vous été appelé Monsieur le Président, à signer un décret prescrivant, à titre temporaire, l'organisation d'une sixième et d'une cinquième moderne, en attendant une restauration complète du plan d'études secondaires.

C'est cette organisation du nouveau régime des études secondaires que j'ai l'honneur de vous soumettre par le présent projet de décret.

L'objet de l'enseignement secondaire ne saurait varier. Sa nature et sa mission propres consistent toujours à préparer les esprits, par une bonne formation générale, soit aux études de l'enseignement supérieur, soit à la prompte et fructueuse acquisition des connaissances spéciales nécessaires à l'exercice des professions. La section moderne, comme la section classique, doit permettre d'atteindre ce but, mais à une condition — sur laquelle il y a d'ailleurs unanimité — c'est que l'enseignement de la section moderne ne soit pas un enseignement de « seconde zone », d'une valeur inférieure à celle de l'enseignement classique, mais que tous deux soient mis sur le même pied. Il est donc indispensable que le même souci de culture et de formation générale de l'esprit pénètre la section A et la section B; mieux encore: il faut qu'il n'y ait qu'un seul enseignement secondaire, c'est-à-dire que les sections classiques et modernes ne diffèrent que par l'option langues anciennes et l'option langues vivantes.

Si les fins de l'enseignement secondaire ne se modifient pas, les moyens de les réaliser peuvent cependant varier avec le temps. Aussi est-ce seulement après avoir procédé à la plus large enquête qu'ont été définitivement arrêtés les nouveaux programmes, que je me propose de mettre en application au 1er octobre prochain.

Un principe a tout d'abord été retenu, sur l'avis des personnes les plus qualifiées. C'est que les études littéraires et les études scientifiques exercent une influence aussi profonde les unes que les autres sur une solide culture de l'esprit et que leur part doit être exactement équilibrée dans les programmes. Depuis la sixième jusqu'à la première inclusivement, l'étude des sciences mathématiques et physique recevra le même développement pour tous les élèves. L'option entre les lettres et les sciences se trouve ainsi reportée après la première partie du baccalauréat.

L'enseignement des langues vivantes conserve toute son importance et toute sa valeur. Les élèves de la section B commenceront l'étude d'une seconde langue vivante à partir de la quatrième, au moment où leurs camarades de la section A aborderont l'étude du grec. Ces derniers, après la classe de troisième, auront la faculté d'opter entre la continuation du grec et une étude plus développée du français et de la langue vivante dont ils auront commencé l'étude en sixième.

Enfin, l'enseignement littéraire, actuellement facultatif, sera désormais obligatoire en philosophie, pour répondre à un vœu maintes fois exprimé par les professeurs de l'enseignement secondaire et ceux des facultés.

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les bases sur lesquelles repose la réforme dont les besoins s'étaient manifestés déjà avant la guerre.

Si, comme je me plais à l'espérer, ces diverses dispositions reçoivent votre agrément, je vous serais reconnaissant de revêtir de votre signature ce projet de décret.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mes sentiments très respectueux et très dévoués.

Le Ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts,

DE MONZIE.

DÉCRET

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts,

Vu la loi du 27 février 1880, article 5;

Vu la loi du 28 mars 1882;

Vu le décret du 31 mai 1902 relatif au plan d'études et aux programmes de l'enseignement secondaire des garçons;

Vu le décret du 3 mai 1923;

Vu le décret du 9 août 1924;

Le conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

Décrète :

Article 1er. — L'enseignement secondaire comprend un ensemble d'études de sept années. Il fait suite au cours d'études primaires élémentaires institué par l'article 1er de la loi du 28 mars 1882.

Art. 2. — Les élèves ont le choix entre deux sections.

Dans l'une sont enseignés, indépendamment des matières communes aux deux sections, à titre obligatoire, le latin dans toutes les classes, le grec en 4e et en 3e, à titre facultatif, le grec à partir de la seconde.

Dans l'autre, le latin et le grec sont remplacés par l'étude plus développée du français et celle d'une seconde langue vivante.

Les deux sections ont les mêmes programmes pour les sciences mathématiques et physiques.

Art. 3. — Les classes de philosophie et de mathématiques sont accessibles aux élèves qui proviennent de la classe de première, quelle qu'ait été leur option.

Art. 4. — Le baccalauréat est la sanction unique de l'enseignement secondaire.

Art. 5. — Les horaires et les programmes des classes de l'enseignement secondaire public sont fixés par arrêté ministériel.

Art. 6. — Ne peuvent être admis dans les classes des établissements d'enseignement secondaire public que les élèves

DÉPARTEMENT DE LA GUYANE
BIBLIOTHÈQUE
A. FRANCONIE

qui justifient d'une instruction suffisante pour suivre les programmes de la classe où ils doivent entrer.

Les conditions de cette justification sont fixées par arrêté ministériel.

Art. 7. — Le décret du 3 mai 1923 et celui du 9 août 1924 sont abrogés. Le décret du 31 mai 1902 reste applicable aux élèves actuellement en cours d'études secondaires qui entreront, au 1er octobre 1925, dans les classes de troisième, de seconde, de première, de philosophie et de mathématiques.

Art. 8. — Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 mai 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République:

Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

DE MONZIE.

N° 489. — *ARRETE portant institution d'une Commission chargée d'étudier les dispositions d'application à la Guyane prévues par le décret du 10 juillet 1925 sur la responsabilité des accidents du travail.*

(12 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 19 juillet 1925 portant règlement d'administration publique pour la détermination d'application à la Guyane de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes sur la responsabilité des accidents du travail ;

Vu la dépêche ministérielle du 5 août 1925 n° 558 contenant les instructions relatives au décret susvisé du 19 juillet 1925,

ARRÊTE :

Article 1er. — Il est institué une Commission chargée d'étudier les dispositions d'application prévues par le décret du 19 juillet 1925 sur la responsabilité des accidents du travail.

Cette Commission est composée comme suit :

MM. le Secrétaire général, *président ;*
le Président du Conseil général ;
Beauroy, Conseiller privé ;
Un Conseiller général désigné par la Commision coloniale ;
le Président de la Chambre de Commerce ;
le Président de la Chambre d'Agriculture ;
le Trésorier-Payeur ;
le Chef du service de l'Enregistrement ;
le Chef du service des Douanes et Contributions ;
le Substitut du Procureur général ;
le Directeur de l'Hôpital-hospice civil ;
le Docteur Devez, médecin de l'Hôpital-hospice civil ;
Lédi, vérificateur principal des Douanes, *rapporteur* ;
Cléostrate, commis du Secrétariat général, *secrétaire.*

Art. 2. — La Commission se réunira sur la convocation de son président et dans le local désigné par lui.

Elle aura la faculté d'appeler et d'entendre toute personne ou tout groupement industriel ou ouvrier, en vue d'obtenir les renseignements dont elle pourrait avoir besoin pour l'élaboration des actes prévus par le décret susvisé du 19 juillet 1925.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 12 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 490. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française le décret du 26 août 1925 portant ratification des arrangements et conventions signés au Congrès postal universel de Stockholm le 28 août 1924.*

(16 novembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906 relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies;

Vu l'arrêté n° 320 du 5 juillet 1921 promulguant:

1° La loi du 30 mars 1921 portant approbation des Conventions et arrangements de l'Union postale universelle signée à Madrid le 10 novembre 1920;

2° Le décret du 4 mai 1921 ratifiant les conventions et arrangements en ce qui concerne les colonies contractantes;

Vu le décret du 26 août 1925 portant ratification pour l'ensemble des colonies françaises et protectorats de l'Indo-Chine et pour les territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, des arrangements et Conventions signés au Congrès Postal Universel de Stockholm le 28 août 1924;

Vu la circulaire ministérielle du 4 septembre 1925, n° 4421;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général et du Chef du service des Postes et Téléphones,

Arrête:

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française pour y être exécuté en sa forme et teneur le décret susvisé du 26 août 1925.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué, enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 16 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT au Président de la République française.

Paris, le 26 août 1925.

Monsieur le Président,

La loi du 9 août 1925 a approuvé en vue de leur application dans la Métropole les conventions et arrangements de l'Union postale universelle signés à Stockholm, le 28 août 1924.

Il importe qu'un décret de ratification intervienne, en ce qui concerne l'ensemble des colonies, de nos protectorats indochinois et des territoires sous mandat, pour y rendre applicables ceux de ces textes qui ont été signés au congrès de Stockholm.

Tel est l'objet du présent décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

André HESSE.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 9 août 1925 qui autorise le Président de la République à ratifier et à faire exécuter la convention et les arrangements de l'union postale universelle conclus à Stockholm le 28 août 1924 ;

Sur la proposition du ministre des colonies,

Décrète :

Article 1er. — Sont ratifiés pour l'ensemble des colonies françaises, pour les colonies et protectorats français de l'Indochine et pour les territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, à l'effet d'y être mis en application, les conventions et arrangements ci-après, qui ont été signés au congrès postal universel de Stockholm le 28 août 1924 :

1° La convention postale universelle ;

2° L'arrangement concernant les lettres et les boites avec valeur déclarée;

3° L'arrangement concernant les mandats de poste;

4° L'arrangement concernant les colis postaux.

Art. 2. — Dans tous les cas où ces conventions et arrangements laissent aux parties contractantes la faculté d'établir le tarif des droits et taxes, ce tarif sera fixé dans les formes et suivant la procédure en vigueur dans chaque colonie.

Art. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 26 août 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

ANDRÉ HESSE.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre des finances,

Le conseil supérieur des postes, des télégraphes et des téléphones entendu,

Vu la loi du 9 août 1925, qui autorise le Président de la République à ratifier et à faire exécuter la convention de l'union postale universelle, conclue à Stockholm le 28 août 1924;

Vu l'article 80 de ladite convention qui détermine les conditions de sa mise en vigueur,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Sous réserve de l'application des arrangements spéciaux conclus en vertu de l'article 5 de la convention postale universelle et des dispositions légales ou réglementaires concernant les correspondances circulant entre la France, l'Algérie, les colonies françaises et les pays de pro-

torat ou assimilés, l'échange des correspondances ordinaires et recommandées (lettres et cartes postales, papiers d'affaires) échantillons de marchandises, journaux et autres imprimés, entre, d'une part, la France, l'Algérie et les bureaux français à l'étranger et, d'autre part, les pays étrangers, aura lieu dans les conditions fixées par la convention précitée et le règlement y annexé.

Art. 2. — Les taxes à percevoir en France, en Algérie et dans les bureaux français à l'étranger sur les correspondances ordinaires ou recommandées à destination des pays étrangers seront perçues conformément aux tarifs fixés par le tableau suivant. Les bureaux français à l'étranger percevront ces taxes en monnaie locale, sur la base des équivalents adoptés par l'administration des postes du pays où ils fonctionnent.

NATURE des correspondances	TAXES	POIDS maximum	DIMENSIONS MAXIMA
	fr. c.		
Lettres :			
De 0 à 20 grammes..	1 »	2 kilogr.	45 cm. × 45 × 45 ou sous forme de rouleaux: 75 centimètres de longueur sur 10 centimètres de diamètre.
Au-dessus de 20 gr. par 20 gr. ou fraction de 20 grammes.	0 60		
Cartes postales :			
Pour la carte simple et pour chaque partie de la carte avec réponse payée.....	0 60	»	10 à 15 centimètres de longueur, 7 à 10,5 centimètres de largeur.
Papiers d'affaires :			
Par 50 grammes ou fraction de 50 gram.	0 20		Comme pour les lettres
Avec minimum de perception de. ...	1 »	2 kilogr.	

NATURE des correspondances	TAXES	POIDS maximum	DIMENSIONS MAXIMA
Imprimés (1) : Par 50 gr. ou fraction de 50 grammes....	0 20	2 kilog. (3 kilog. pour les volumes imprimés expédiés isolément).	Comme pour les lettres
Echantillons : Par 50 gr. ou fraction de 50 grammes.. . Avec minimum de perception de.....	0 20 040	500 grammes	45 cm. × 20 × 10 ou sous forme de rouleaux : 45 centimètres de longueur sur 15 cent. de diamètre.
Impressions en relief à l'usage des aveugles : Par 1.000 gr. ou fraction de 1.000 gram.	0 20	3 kilogr.	Comme pour les lettres
Recommandation : Droit fixe.....	» 1 »	»	

(1) Les journaux et écrits périodiques expédiés directement par les éditeurs, les livres brochés ou reliés, à l'exclusion de toute publicité ou réclame, les éditions littéraires et scientifiques échangées entre les institutions savantes bénéficieront d'une réduction de 50 p. 100 sur le tarif général dans les relations avec les pays qui donneront leur adhésion à l'application réciproque de cette mesure.

Art. 3. — Par exception aux dispositions de l'article précédent, les taxes d'affranchissement à percevoir en France pour les lettres et les cartes postales à destination de la Suisse, de la Belgique et de l'Espagne, lorsque la distance en ligne droite entre le bureau d'origine et le bureau de destination ne dépasse pas 30 kilomètres, sont fixées comme suit ;

NATURE des correspondances.	SUISSE.	BELGIQUE et Espagne.
	fr. c.	fr. c.
Lettres :		
Par 20 grammes ou fraction de 20 grammes	0. 40	0. 30
Cartes postales :		
Simples...	0. 30	0. 20
Avec réponse payée.....	0. 60	0. 40

Art. 4. — En cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement, les objets de correspondance de toute nature, en provenance des pays étrangers, sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe égale au double de l'affranchissement manquant ou de l'insuffisance, sans que cette taxe puisse être inférieure à 40 centimes.

Lorsque l'évaluation de la taxe à appliquer aux correspondances de provenance extérieure non affranchies ou insuffisamment affranchies fera ressortir une fraction inférieure à 5 centimes, cette fraction sera arrondie à 5 centimes.

Art. 5. — Les envois contre remboursement sont passibles, indépendamment des taxes et conditions applicables aux objets de la catégorie à laquelle ils appartiennent, d'un droit fixe de 1 fr. 50 par objet et d'un droit proportionnel au montant du remboursement de 25 centimes par 50 fr. ou fraction de 50 fr.

Ces droits seront à la charge de l'expéditeur et resteront acquis au Trésor alors même que, pour un motif quelconque, les envois feraient retour aux déposants.

Les envois contre remboursement ne donnent pas lieu à rémunération au profit du facteur encaisseur.

Art. 6. — Les objets de correspondance à destination de l'étranger déposés dans les boîtes réservées aux « levées exceptionnelles », dans les localités où un service de ce genre est organisé, acquittent obligatoirement, en sus des taxes ordinaires dont ils sont passibles, la taxe spéciale applicable aux objets du régime intérieur.

Art. 7. — Les objets de correspondance originaires des pays étrangers et adressés poste restante sont passibles de la taxe applicable aux correspondances de même nature du régime intérieur.

Art. 8. — L'expéditeur de tout objet recommandé à destination des pays étrangers participant au service des avis de réception, peut demander, soit au moment du dépôt de cet objet, soit postérieurement, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

Si l'avis de réception est demandé au moment même du dépôt de l'objet, le droit à payer est de 1 fr. Ce droit est fixé à 2 fr. lorsque la demande est présentée postérieurement au dépôt dudit objet.

Les demandes de renseignements relatives aux objets ordinaires ou aux objets recommandés pour lesquels la taxe de l'avis de réception n'a pas été acquittée donnent lieu à la perception d'un droit fixe de 2 fr. Ce droit ne pourra être remboursé qu'au cas où il serait établi qu'il y a eu faute du service des postes.

Art. 9. — Sous réserve des exceptions au principe de la responsabilité, prévues par la convention postale universelle, le montant de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé du régime international est fixé à 100 fr.

Art. 10. — La taxe spéciale à percevoir, en France, sur les correspondances à distribuer par exprès à destination des pays étrangers qui ont organisé ce mode de remise, est fixée à 2 fr.

Lorsqu'une correspondance originaire de l'étranger doit être distribuée par exprès, en France, sur la demande de l'expéditeur, dans une localité située en dehors de la commune siège du bureau de poste, il est perçu sur le destinataire une taxe complémentaire de 2 fr.

Art. 11. — Les envois postaux originaires de l'extérieur et reconnus contenir des objets passibles de droits et taxes perçus par le service des douanes, seront passibles d'une taxe de dédouanement de 2 fr. perçue au profit de l'administration des postes. Cette taxe sera réduite de 1 fr. pour les envois revêtus, par les expéditeurs, de l'étiquette verte réglementaire prévue par la convention postale universelle.

Art. 12. — La délivrance des cartes d'identité donnera lieu à la perception d'une taxe de 3 fr.

Art. 13.— Le prix de vente des coupons-réponse est fixé à 2 fr.

Art. 14. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

Art. 15. — Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1er octobre 1925.

Art. 16. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 15 septembre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
CHARLES CHAUMET.

Le ministre des finances,
J. CAILLAUX.

N° 491. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane française le décret du 17 septembre 1925, relatif aux congés spéciaux pour tuberculose ou maladie mentale.*

(26 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, relative à la promulgation aux colonies des lois et décrets ;

Vu le décret du 17 septembre 1925 relatif aux congés spéciaux pour tuberculose ou maladie mentale, qui peuvent être accordés au Personnel de l'Enseignement de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est promulgué à la Guyane française pour y être exécuté en sa forme et teneur, le décret susvisé du 17 septembre 1925.

Art. 2. — Le présent arrêté sera, avec le texte promulgué enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 26 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 17 septembre 1925.

Monsieur le Président,

Un décret du 23 juillet 1925 a promulgué aux Antilles françaises, à la Réunion et à la Guyane l'article 71 de la loi du 30 avril 1921, aux termes duquel, dans le but de protéger l'enfance, des congés de longue durée peuvent être accordés aux membres de l'enseignement public atteints de tuberculose ouverte ou de maladie mentale.

J'ai l'honneur de soumettre à votre signature le projet de décret ci-joint, qui a pour objet l'organisation pratique du nouveau régime de congé dont il s'agit. Ce règlement d'exécution est inspiré du décret du 29 juillet 1921, qui a fixé, dans la métropole, les conditions d'application de l'article 71 de la loi du 30 avril 1921.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu les décrets des 2 mars 1910, 12 juin 1911, 16 octobre 1914, 26 mai 1920 et 11 septembre 1920, portant règlement sur la solde et les accessoires des fonctionnaires employés ou agents des services coloniaux ou locaux ;

Vu le décret du 3 juillet 1897, portant règlement sur les passages, les indemnités de route et de séjour des fonctionnaires, employés ou agents coloniaux ou locaux ;

Vu l'article 71 de la loi du 30 avril 1921 et le décret du 29 juillet 1921, relatifs aux congés pour tuberculose ou maladie mentale, qui peuvent être accordés au personnel de l'enseignement dans la métropole ;

Vu l'article Ier du décret du 23 juillet 1925, rendant applicables dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane les dispositions de l'article 71 de la loi du 30 avril 1921,

DÉCRÈTE :

Article Ier. — En vue de protéger l'enfance et, à titre exceptionnel, les membres du personnel de l'enseignement public, en service à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane, atteints de tuberculose ouverte ou d'une maladie mentale, peuvent être mis en congé de convalescence avec solde entière pendant trois ans et avec demi-solde pendant deux ans, dans les conditions déterminées aux articles ci-après.

Art. 2. — Les congés de convalescence, visés à l'article Ier, peuvent être demandés par l'intéressé sur production d'un certificat établi dans les conditions fixées à l'article 59 du décret du 2 mars 1910.

Ils peuvent aussi être demandés d'office :

1° Par le chef du service de l'instruction publique si l'intéressé est aux colonies ;

2° Par le chef du service colonial du port de débarquement si l'intéressé est en France.

Art. 3. — La demande de congé formulée par l'intéressé ou par l'autorité supérieure agissant d'office est soumise au conseil de santé de la colonie ou au conseil de santé du port de débarquement, suivant que l'intéressé est dans la colonie ou en France. Ledit conseil déclare, dans un rapport spécial et motivé, que l'état physique ou mental du fonctionnaire fait courir aux enfants un danger immédiat et que l'intéressé est ou n'est pas susceptible de bénéficier d'un des congés prévus par le présent décret. Pour établir ce rapport, ledit conseil peut réclamer toutes enquêtes qu'il juge convenables.

Art. 4. — Dans le cas où le congé est demandé d'office, le chef du service de l'instruction publique ou un des chefs de détails administratifs du service colonial, suivant que l'inté-

ressé est aux colonies ou en France, est adjoint, avec voix délibérative, au conseil de santé.

D'autre part, l'intéressé peut, à ses frais, désigner un médecin pour assister dans les mêmes conditions à la délibération du conseil.

Art. 5.— La demande de congé, accompagnée de l'avis formulé dans les conditions indiquées ci-dessus par le conseil de santé compétent, est soumise dans tous les cas à l'examen du conseil supérieur de santé des colonies, qui déclare, par un rapport spécial et motivé, que l'état physique ou mental du fonctionnaire fait courir aux enfants un danger immédiat et que l'intéressé est ou n'est pas susceptible de bénéficier d'un des congés prévus au présent décret.

Pour établir son rapport, le conseil supérieur de santé des colonies peut réclamer toutes enquêtes qu'il juge convenables.

Dans le cas où le congé est demandé d'office, l'inspecteur conseil de l'instruction publique au ministère des colonies ou son délégué est adjoint, avec voix délibérative, au conseil supérieur de santé des colonies.

Art. 6.— Le conseil de santé de la colonie ou du port, ou le conseil supérieur de santé des colonies peuvent exiger la comparution de l'intéressé devant eux. Si, sans raison valable, ce dernier refuse de se présenter, le conseil compétent formule son avis pour défaut.

Le fonctionnaire qui se présente devant le conseil de santé après avoir été dûment convoqué reçoit les frais de route et de séjour prévus pour les déplacements par ordre.

Art. 7.— La décision de congé est prise par le ministre des colonies après l'avis conforme du conseil supérieur de santé des colonies.

Art. 8.— Le congé initial et ses prolongations dans la limite fixée à l'article 1er sont accordés par périodes de six mois. Les formalités prévues aux articles précédents sont applicables au congé initial et aux prolongations.

Art. 9.— S'ils font immédiatement suite à d'autres congés à solde entière ou à demi-solde, les congés de convalescence pour tuberculose ou maladie mentale s'ajoutent à ces congés précédents de manière à ne pas dépasser, ensemble, les limites de durée et de solde fixées à l'article 1er du présent décret.

Si, avant d'avoir bénéficié de la totalité des congés prévus à l'article 1er du présent décret, complété par le paragraphe

1er du présent article, un fonctionnaire reprend son service, les nouveaux congés pour tuberculose ou maladie mentale qu'il pourra obtenir par la suite s'ajouteront aux précédents congés de même nature, de manière à ne pas dépasser, ensemble, les limites fixées à l'article 1er du présent décret, complété par le paragraphe 1er du présent article.

Les congés prévus par le présent décret sont entièrement distincts de tous autres congés ou positions d'absence sans solde.

Art. 10.— Les bénéficiaires des congés prévus par le présent décret ne restent pas titulaires de leur poste, mais ils conservent leurs droits à la retraite et subissent les retenues pour pensions civiles.

S'ils bénéficiaient d'un logement dans l'établissement scolaire ils doivent le quitter sans délai.

Art. 11.— Tout fonctionnaire ayant bénéficié d'un congé accordé en exécution du présent décret ne pourra reprendre ses fonctions, à l'expiration dudit congé, que s'il y est reconnu apte par le ministre des colonies après avis conforme donné par le conseil supérieur de santé des colonies, suivant les règles fixées aux articles 5 et 6 ci-dessus.

Art. 12.— Le fonctionnaire reconnu apte à reprendre son service est pourvu du premier emploi vacant équivalent à celui qu'il occupait avant son congé. S'il est en congé, il continue à jouir de sa solde de congé jusqu'au jour où il reprend son service ou jusqu'à la veille de son embarquement pour rejoindre son poste, suivant qu'il est aux colonies ou en France.

Art. 13.— Les dispositions des décrets des 2 mars 1910, 12 juin 1911, 16 octobre 1914, 26 mai 1920 et 11 septembre 1920, portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des fonctionnaires, employés ou agents des services coloniaux et locaux, et celles du décret du 3 juillet 1897 sur les passages et les indemnités de route et de séjour des fonctionnaires employés ou agents coloniaux et locaux, non modifiées par le présent décret, sont applicables au personnel de l'enseignement de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane, titulaire de congés pour tuberculose ouverte ou maladie mentale.

Art. 14.— Le présent décret est applicable au personnel des cadres métropolitains détachés aux colonies.

Art. 15.— Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié aux *Journaux officiels* de la

République française et des colonies, de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane et inséré au *Bulletin des lois* et aux *Bulletins officiels* desdites colonies.

Fait à Rambouillet, le 17 septembre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République:
Le Ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

N° 492. — *ARRÊTÉ portant révision des listes électorales pour l'année 1926.*

(26 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'article 18 du décret du 2 février 1852, relatif à la révision des listes électorales; l'article 1er de la loi du 7 juillet 1874, relative à l'électorat municipal et l'article 1er de celle du 10 novembre 1875;

Vu l'article 2 de la loi susvisée du 7 juillet 1874 relatif au jugement des réclamations auxquelles peuvent donner lieu les opérations de révision;

Vu les décrets des 3 janvier et 11 avril 1914, portant règlement d'administration publique pour l'application aux colonies représentées au Parlement de la loi du 29 juillet 1913, ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote, ainsi qne la sécurité des opérations électorales;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les Commissions de révision des listes électorales seront composées comme suit, pour l'année 1926, dans toutes les communes de la colonie :

Le Maire ou un adjoint, *Président*;
Un délégué de l'Administration locale;
Un délégué du Conseil municipal.

Art. 2. — Sont désignés comme délégués de l'Administration :

A Cayenne, M. Mondésir, Commis principal du Secrétariat général ;

A Mana, le Directeur de l'école des garçons ;

A Sinnamary, le Directeur de l'école des garçons ;

A Iracoubo, l'Instituteur ;

A Kourou, l'Instituteur ;

A Macouria, M. Collat, Commis du Secrétariat général ;

A Tonnégrande, M. Fidèle, Commis principal du Secrétariat général ;

A Roura, le Chef de poste des Douanes ;

A Rémire, l'instituteur de Montjoly ;

A Montsinéry, M. Lantin, Commis des Mines ;

A Kaw, M. Sébéloué, Commis auxiliaire du Secrétariat général ;

A Approuague, l'Instituteur de Régina ;

A Oyapoc, le Chef du bureau des Douanes de la localité ;

A Matoury, l'Instituteur ;

A Saint-Laurent, le Délégué du Service local.

Art. 3. — Pour le jugement des réclamations, deux conseillers municipaux seront adjoints à la Commission.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 26 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 493. — *ARRÊTÉS relatifs à l'application des décrets du 18 septembre 1925 concernant l'Administration pénitentiaire coloniale.*

(28 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifiée par celle du 22 août 1833 ;

Vu la loi du 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés ;

Vu le décret du 18 septembre 1925, sur le régime disciplinaire des établissements pénitentiaires, ensemble l'arrêté interministériel s'y rapportant, promulgués tous deux à la colonie le 22 octobre suivant ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général, du Procureur général, du Directeur de l'Administration pénitentiaire et après avis de la Commission instituée pour la préparation des textes devant assurer l'application de la nouvelle réglementation,

DÉCIDE :

Article 1er. — Les condamnés de bonne conduite, qui, en exécution des dispositions de l'article 4 de l'arrêté interministériel du 18 septembre 1925, sont désignés pour recevoir un insigne distinctif, recevront, à cet effet, par les soins de l'Administration pénitentiaire, un galon en laine rouge de 6 centimètres de long sur 1 centimètre de large qui sera porté horizontalement sur la manche gauche du bourgeron, à 15 centimètres de l'épaule.

Art. 2. — Le Directeur de l'Administration pénitentiaire est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 28 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

P. le Directeur de l'Administration pénitentiaire et p. o :

Le Chef du Bureau, Délégué,

CRUCIONI.

(28 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifiée par celle du 22 août 1833 ;

Vu la loi du 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des Travaux forcés ;

Vu le décret du 18 septembre 1925, sur le régime disciplinaire des Etablissements pénitentiaires, ensemble l'arrêté interministériel s'y rapportant, promulgués tous deux à la Colonie le 22 octobre 1925.

Sur la proposition concertée du Secrétaire général, du Procureur général, chef du service judiciaire, du Directeur de l'Administration pénitentiaire et après avis de la Commission instituée pour la préparation des textes devant assurer l'application de la nouvelle réglementation,

DÉCIDE:

Article 1er. — Les notes d'amendement obtenues par les condamnés de la 1re et de la 2e classe, placés dans l'une des situations spéciales prévues aux articles 2, 3 et 5 du décret sur le régime disciplinaire seront examinées par la Commission disciplinaire du pénitencier de Saint-Laurent-du-Maroni.

Art. 2. — Cette Commission recevra, à cet effet, de chaque Etablissement ou Camp un état nominatif mensuel, sur lequel devront figurer:

a) les numéros matricule, nom et prénoms de chacun de ces condamnés;

b) la date et la durée de la peine principale, ainsi que celle d'arrivée dans la Colonie;

c) les notes d'amendement obtenues par l'intéressé, pendant les six derniers mois.

Art. 3. — Ces états seront ensuite envoyés à la Direction (deuxième bureau) avec l'avis de la Commission disciplinaire, pour examen par le Directeur et proposition à adresser au Chef de la Colonie.

Art. 4. — Le Directeur de l'Administration pénitentiaire est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 28 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur:

P. le Directeur de l'Administration pénitentiaire et p. o.:

Le Chef du Bureau, Délégué,

CRUCIONI.

(28 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifiée par celle du 22 août 1833;

Vu la loi du 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés;

Vu le décret du 18 juin 1895, modifié par celui du 9 octobre 1901, réglant les conditions des transportés concessionnaires;

Vu le décret du 18 septembre 1925, sur le régime disciplinaire des condamnés aux travaux forcés, et particulièrement l'article 22 de ce décret;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1925, promulguant dans la colonie le décret ci-dessus cité;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général, du Procureur général, du Directeur de l'Administration pénitentiaire et après avis de la commission nommée par décision du 9 novembre 1925, en vue de la préparation des textes d'application des décrets du 18 septembre 1925;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les transportés en cours de peine auxquels des concessions auront été octroyées qui sont l'objet de punition disiplinaire et qui obtiennent la conversion de ces punitions, seront affectés à des travaux, effectués soit pour le compte des différents services de la transportation, soit pour le compte de la commune pénitentiaire, soit enfin à des travaux d'utilité publique ou d'intérêt général, pour le compte de l'Etat, de la colonie ou des communes.

Le produit du travail des condamnés ainsi employés est perçu chaque mois au profit de l'Etat.

Art. 2. — La répartition des condamnés employés comme ci-dessus est assurée par le Directeur, sur demande des personnalités intéressées.

Art 3. — Le concessionnaire soumis au travail dans les conditions ci-dessus devra se présenter le matin au camp ou chantier qui lui aura été assigné; il ne pourra regagner sa concession que le soir après la cessation de travail.

Il recevra de l'Administration la ration normale des condamnés.

Art. 4. — Le concessionnaire sera, pour toute infraction au présent arrêté, passible de la commission disciplinaire.

Art. 5. — Chaque mois, les commandants de pénitenciers dans la zone desquels existent des concessionnaires adresseront à la Direction de l'Administration pénitentiaire un relevé des journées de travail ainsi obtenues, état qui permettra les perceptions indiquées à l'article 1er.

Art. 6. — Le Directeur de l'Administration pénitentiaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, mais qui ne deviendra exécutoire qu'après approbation du Département.

Cayenne, le 28 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Pour le Directeur de l'Administration pénitentiaire et p. o.,
Le Chef de bureau délégué,

CRUCIONI.

(28 novembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifiée par celle du 22 août 1833;

Vu les décrets des 16 février 1878 et 7 février 1912, portant création à la Guyane française d'une Direction de l'Administration pénitentiaire et réorganisation du personnel de cette Administration ;

Vu la loi du 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés ;

Vu le décret du 18 septembre 1925, concernant l'emploi de la main-d'œuvre des condamnés aux travaux forcés ;

Vu l'arrêté local du 22 octobre 1925, promulguant ledit décret dans la colonie ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général, du Procureur général, du Directeur de l'Administration pénitentiaire

et après avis de la Commission instituée par décision du 9 novembre 1925, en vue de la préparation des textes d'application du nouveau décret,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le pécule des transportés en cours de peine se divise en :

Pécule disponible;

Pécule de réserve.

Art. 2. — Les recettes de chacun de ces comptes sont les suivantes :

1. *Pécule disponible.*

Versement de la valeur des bons de gratification non utilisés;

Moitié des envois de fonds faits par les familles ou par des tiers ;

Moitié du produit de la vente des objets envoyés pour le compte des condamnés et dont l'usage n'est pas autorisé;

Produit de virement ;

Versements volontaires ;

Prélèvement de 20 0/0, de 25 0/0, de 30 0/0 — suivant que les condamnés sont de 3e classe, de 2e classe ou de 1re classe — sur les sommes acquises par le travail, en exécution des dispositions du nouveau décret sur l'emploi de la main-d'œuvre pénale aux colonies.

2. *Pécule de réserve.*

Masses venues de France ;

Moitié des envois faits par les familles ou par des tiers ;

Moitié du produit de la vente des objets envoyés pour le compte des condamnés et dont l'usage n'est pas autorisé.

Argent saisi quand la provenance n'est pas dolosive ;

Quote part réglementaire des salaires et redevances versés par les services employeurs ou par les engagistes ;

Produit de virements ;

Produit de la vente des fruits, objets mobiliers et autres provenant des concessionnaires déchus ;

Versements volontaires pour la création ou l'augmentation de la provision devant servir à faciliter l'établissement définitif du transporté dans la colonie ou son départ, à l'expiration de l'obligation de la résidence.

Art. 3. — Les dépenses pouvant affecter les pécules se répartissent ainsi qu'il suit :

1. *Pécule disponible.*

Primes de capture, dettes envers l'État.

Montant des dommages causés à des particuliers sur notification d'un jugement rendu par la juridiction compétente, réserve faite des frais de justice ;

Frais et affranchissement de correspondance.

Montant de menus achats, de denrées alimentaires, d'effets hygiéniques, droits de douane sur colis postaux ;

Envois de fonds aux familles, autorisés par le Gouverneur ou, par délégation par le Directeur ;

Paiement des sous disponibles aux libérés et aux transportés placés en concession.

Versement au compte des successions vacantes du pécule des transportés décédés ou déclarés absents par jugement.

Virements divers autorisés, et notamment ceux prescrits à l'article 45 paragraphe 1er du décret du 18 septembre 1925.

Virement au titre de la relégation du pécule des transportés reléguables à leur libération des travaux forcés.

2° *Pécule de réserve.*

Primes de capture, dettes envers l'Etat.

Droits de douane sur colis postaux, achats d'effets hygiéniques sur prescription médicale.

Ces dépenses n'affectent le pécule réservé qu'en cas d'insuffisance du pécule disponible.

Remises successives aux concessionnaires pour l'entretien de leurs concessions, jusqu'à concurrence du dépôt de garantie exigible ;

Paiement des trois quarts, de leur masse aux transportés, au moment de leur libération ;

Remboursement du dernier quart de la masse restée disponible, aux transportés autorisés, soit à s'établir définitivement dans la Colonie, soit à la quitter, au moment de l'expiration de l'obligation de la résidence.

Remise aux libérés autorisés à quitter momentanément la Colonie pénitentiaire du reliquat du pécule, si celui-ci atteint le prix normal du voyage augmenté de 20 0/0.

Paiement aux libérés présents dans la Colonie d'acomptes à prélever sur leur provision, dans la limite où celle-ci dépasse le montant fixé au paragraphe ci-dessus ;

Versement au compte des successions vacantes du pécule des transportés décédés ou déclarés absents par jugement ;

Virements divers autorisés et notamment ceux prescrits à l'article 46, paragraphe 1er, du nouveau décret du 18 septembre 1925 ;

Virement au titre de la relégation du pécule des transportés relégables à leur libération des travaux forcés.

Art. 4. — Les provisions pour le rapatriement ou l'établissement définitif dans la Colonie, non perçues par les condamnés et libérés décédés sans descendants ou ascendants, sont versées à la Caisse du Comité de patronage des libérés, à titre de subventions.

Art. 5. — Les frais et affranchissements de correspondance, frais d'actes notariés, droits de douane sur colis postaux sont payés sur visa des Commandants de pénitenciers ou du Délégué à Cayenne.

Le paiement des primes de capture n'a lieu que sur la présentation d'un ordre de paiement délivré par le Chef d'Etablissement et d'un reçu certifiant la remise du condamné entre les mains du Chef de camp.

Toutes les autres dépenses sont autorisées par le Gouverneur, ou, par délégation, par le Directeur, sur proposition ou avis des Commandants de pénitenciers.

Art. 6. — Les comptes individuels de chaque transporté sont tenus à la Caisse de la Transportation, au registre auxiliaire prévu à cet effet. Ils sont arrêtés et balancés au 31 décembre et communication est faite à chaque condamné de la situation de sa masse, par les soins de son Chef de camp ou d'Etablissement.

Art. 7. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à celles du présent arrêté, qui sera com-

muniqué et enregistré partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 28 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général, THALY.

Le Procureur général, Chef du Service Judiciaire, SIMONEAU.

Pour le Directeur de l'Administration pénitentiaire et p. o. :

Le Chef de Bureau, Délégué,

CRUCIONI.

(28 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifiée par celle du 22 août 1833 ;

Vu la loi du 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés ;

Vu le décret du 18 septembre 1925, sur le régime des libérés astreints à la résidence dans les colonies pénitentiaires, notamment les articles 2, 4, 6 et 14 ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1925, promulguant dans la colonie le décret ci-dessus cité ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général, du Procureur général, chef du service judiciaire, du Directeur de l'Administration pénitentiaire et après avis de la commission nommée par décision du 9 novembre 1925, en vue de la préparation des textes d'application des nouveaux décrets ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les circonscriptions d'appel comprenant les localités où les libérés soumis à l'obligation de la résidence, soit perpétuelle, soit temporaire, devront se présenter pour faire constater leur présence dans la colonie, sont les suivantes : Ville de Cayenne. Kourou (Les Roches, Kourou, Matoury (Matoury, Cabassou, bourg, Karouabo, Guatimalo,

Crique-Fouillée).
Rémire.
Montsinéry.
Tonnégrande.
Roura et dépendances.
Kaw.
Approuague et bourg de Guisambourg.
Oyapoc et Ouanary.
Macouria bourg et Pointe).
Passoura, Trois-Carbets).
Sinnamary et Malmanoury.
Iracoubo et Organabo.
Mana et dépendances.
Saint-Laurent-du-Maroni (Hattes, Nouveau Chantier, Saint-Laurent, Saint-Maurice, Saint-Louis).
Saint-Jean-du-Maroni (St-Jean, Tollinche, Haut Maroni).
Iles du Salut.

Art. 2. — Les autorités chargées de procéder à l'appel des libérés sont :

1° Pour toutes les localités où il existe un poste de gendarmerie, le chef de brigade ou de poste ;

2° Pour les localités où il n'existe pas de gendarmerie, le commissaire de police, ou, à défaut, l'agent de police rurale sous le contrôle du Maire ;

3° Pour les établissements fermés de la transportation et de la relégation et pour les camps annexes, le commandant du pénitencier ou le chef de camp ;

4° Pour les centres non dotés d'une organisation administrative, par l'employeur ou son représentant qui certifiera la présence.

Art. 3.— L'Administration pénitentiaire fournit, en temps opportun, aux autorités précitées, les imprimés spéciaux nécessaires à l'inscription des déclarations, ainsi que les affiches et placards réglementaires.

Pour les localités où l'appel doit se faire sous le contrôle du Maire, les imprimés sont adressés au Chef de la Municipalité.

Les listes d'appel dûment émargées, sont retournées dans le plus bref délai possible au Directeur de l'Administration pénitentiaire, chargé de les centraliser.

Art. 4 — Les libérés qui, pour cause de maladie, d'éloignement ou pour tout autre motif, sont dans l'impossibilité de se rendre aux appels, doivent en faire la déclaration écrite à l'autorité compétente et fournir, en même temps, selon le cas, une attestation d'un médecin ou de tout autre personne notable.

Faute par eux de se conformer à ces formalités, ils seront passibles des peines prévues à l'article 5 du décret du 18 septembre 1925.

Art. 5.— Les libérés qui désirent changer de résidence doivent, dans les délais fixés par l'article 7, du décret du 18 septembre 1925, en faire la déclaration dans la localité qu'ils quittent ou dans celle où ils se transportent.

Ces déclarations sont reçues :

A Cayenne, par le Commissaire de la Police générale ;

Dans les autres localités, par les autorités chargées de l'appel et désignées à l'article 2.

Pour les exploitations sises en dehors des circonscriptions administratives par l'employeur ou son représentant.

Art. 6.— L'employeur devra signaler, sans délai, à l'autorité compétente, les absences des libérés qu'il emploie.

Art. 7.— Tout libéré astreint à la résidence recevra par les soins de l'Administration pénitentiaire, un livret sur lequel seront portés ses nom, prénoms, et surnom, la date et le lieu de sa naissance, son numéro matricule, la durée de la résidence, son signalement. Il sera, de plus, mentionné sur ce document les dates auxquelles le libéré aura satisfait aux obligations du décret du 18 septembre 1925.

Seront également insérés dans le livret :

Les articles 28, 29, 30 et 83 du code pénal ;

Les articles 6, 8 et 12 paragraphe 4 de la loi du 30 mai 1854;

Les paragraphes 2 et 3 de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885, suivis de l'article 45 du code pénal ;

L'article 10 de la loi du 14 août 1885 ;

L'article 1er du décret du 4 octobre 1889 ;

Le décret du 18 septembre 1925 ;

Un extrait de la loi du 27 mai 1885 ;

Le présent arrêté.

Art. 8.— Les engagements de travail des libérés sont constatés au livret.

A Cayenne, par le Secrétaire général ;

Dans les autres localités, par les autorités désignées à l'article 2.

Dans les exploitations sises en dehors des circonscriptions administratives par l'employeur ou son représentant.

Art. 9.— Le libéré qui a perdu son livret est tenu d'en faire la déclaration à l'autorité compétente du lieu où il réside.

Celle-ci en lui donne récépissé et en informe le Directeur de l'Administration pénitentiaire qui fait procéder sans frais à la remise d'un nouveau livret.

Ces formalités sont remplies par l'employeur ou son représentant dans les chantiers ou exploitations sis en dehors des centres dotés d'organisation administrative.

Art. 10.— Toute infraction commise par les employeurs ou leurs représentants aux obligations qui leur sont imposées par les articles 5, 6 et 9 du présent arrêté est punie des peines prévues aux articles 471 paragraphe 15 et 474 du code pénal.

Art. 11.— Les libérés astreints à la résidence dans les colonies pénitentiaires peuvent exercer toute profession ou négoce non interdits par les lois.

Art. 12. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires au présent arrêté, notamment les arrêtés des 28 janvier 1889, 1er mars 1890, 7 décembre 1891, relatifs à l'appel des libérés.

Art. 13. — Le Secrétaire général, le Chef du service Judiciaire et le Directeur de l'Administration pénitentiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera et inséré au *Journal officiel* de la colonie.

Cayenne, le 28 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général,
THALY.

Le Procureur général,
Chef du service Judiciaire,
H. SIMONEAU.

Pour le Directeur de l'Administration pénitentiaire et p. o.,
Le Chef du Bureau, Délégué,
CRUCIONI.

(28 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifiée par celle du 22 août 1833;

Vu la loi du 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés;

Vu le décret du 18 septembre 1925, sur l'emploi de la main-d'œuvre des condamnés aux travaux forcés, ledit décret abrogeant ceux des 13 décembre 1894, 30 août 1898, 29 mars 1901 et 29 mars 1903;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1925, promulguant à la Guyane le décret du 18 septembre 1925;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général, du Procureur général, du Directeur de l'Administration pénitentiaire et après avis de la Commission nommée par décision du 9 novembre 1925, en vue de la préparation des textes d'application des décrets du 18 septembre 1925;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Toute demande d'assignation d'un ou plusieurs condamnés est présentée sur papier timbré au Directeur de l'Administration pénitentiaire, qui se renseigne auprès du Secrétaire général :

1° sur les garanties que présente le demandeur;

2° sur les possibilités d'employer dans la localité indiquée, sans qu'il en résulte aucun inconvénient pour l'ordre et la sécurité publics, les transportés désignés par le colon.

Le dossier ainsi constitué est soumis à l'appréciation du Chef de la Colonie qui décide.

Art. 2. — Dans le cas où le nombre des assignés dépassera vingt-cinq, un surveillant militaire sera affecté à la garde du contingent.

L'employeur devra alors à l'agent, un logement salubre et les vivres en nature, ou à défaut l'indemnité représentative réglementaire.

Sont également à la charge de l'engagiste, toutes les dépenses résultant du fait du détachement de ce surveillant ainsi que les frais de conduite et de déplacement.

Art. 3. — La somme mensuelle à payer par le patron pour chaque assigné, en conformité de l'article 38 paragraphe 3 du décret du 18 septembre 1925, est fixé à cinquante francs (fr. 50) ainsi répartis :

1° Vingt francs versés au Budget de l'Etat au compte « Produit du Travail des condamnés » ;

2° Vingt francs affectés au pécule de réserve de l'assigné et versés entre les mains du Caissier de la Transportation ou de ses préposés sur les établissements extérieurs;

3° Dix francs directement versés à l'assigné par son employeur; mention du versement étant faite sur le livret remis par l'Administration à l'assigné.

Art. 4. — Un cautionnement de 50 fr par assigné est versé par le patron au moment de la signature du contrat.

Le versement se fait à la Caisse de la Transportation, à St-Laurent, ou à celle des préposés, sur les pénitenciers.

Toutefois, une caution solvable peut être admise.

Art. 5. — Les assignés malades seront hospitalisés à Cayenne, à l'Hôpital militaire et, sur les pénitenciers, dans les Hôpitaux de la Transportation.

Le montant des frais de traitement à la charge des patrons est fixé à cent vingt francs par an, dont la moitié est exigible au moment de la mise en assignation, et l'autre moitié, dès que ce versement aura été employé.

Une caution solvable peut être admise pour garantir les frais d'hospitalisation, mais dans le cas, seulement, où l'employeur n'aurait pas déjà usé de cette faculté, pour la constitution du cautionnement prévu à l'article 4.

Art. 7. — Le contrat prévu à l'article 34, du décret du 18 septembre 1925, est établi en double expédition et soumis aux formalités du timbre et d'enregistrement. Les frais sont à la charge de l'engagiste.

Une expédition est remise à l'engagiste, l'autre est déposée aux archives de l'Administration.

Art. 8. — Le livret du condamné placé en assignation en conformité de l'article 31, du décret du 18 septembre 1925, comprendra les indications suivantes :

1° Les nom, prénoms, numéro matricule, signalement, état civil, résidence, mutations, renouvellement, cessation ou révocation du contrat et les dates des avis à adresser

mensuellement à l'Administration, en vertu de l'article 40 du décret du 18 septembre 1925. Y seront reproduites, aussi, toutes les dispositions dudit décret relatives à l'assignation, ainsi que le présent acte ;

2° Le contrat ;

3° Le compte courant de l'assigné, où seront inscrits par date, dans deux colonnes distinctes, tous les versements effectués par les engagistes, soit au pécule de réserve de l'assigné, soit directement entre ses mains ;

4° La liste des vêtements ou effets emportés par l'assigné avec indication de la durée prévue pour ces vêtements, lors de la mise en assignation.

Art. 9. — L'assigné étant astreint au port des effets d'habillement fournis par l'Admininistration, le patron devra le faire assurer la perception de ces vêtements, aux époques de distributions.

Art. 10. — Le condamné placé en assignation ne pourra quitter la résidence qui lui aura été affectée.

Du lever au coucher du soleil, il ne sera autorisé à quitter le chantier sur lequel il est employé que pour le service de l'engagiste. Il devra, dans tous les cas, être accompagné par une personne libre adulte, ou être muni d'un laisser-passer délivré par l'autorité pénitentiaire.

L'assigné ne pourra servir d'intermédiaire pour la vente des produits de l'exploitation à laquelle il est attaché.

Art. 11. — L'engagiste qui ne se conformera pas aux dispositions ci-dessus, encourra le retrait immédiat des assignés et la révocation d'office du contrat. Il pourra, en outre, lui être fait application de la mesure prévue à l'article 33 § 2 du décret du 18 septembre 1925.

Art. 12. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent arrêté.

Art. 13. — Le présent arrêté rendu provisoirement exécutoire sera soumis à l'approbation définitive au Département.

Art. 14. — Le Secrétaire général, le Procureur général, chef du service judiciaire, le Directeur de l'Administration pénitentiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera commu-

niqué et enregistré partout où besoin sera et qui sera mis en application à compter du 1er décembre 1925.

Cayenne, le 28 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général, THALY.

Le Procureur général, Chef du service judiciaire, SIMONEAU.

P. le Directeur de l'Administration pénitentiaire et p. o.,
Le Chef de bureau, Délégué,
CRUCIONI.

(28 novembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifiée par celle du 22 août 1833 ;

Vu la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés ;

Vu le décret du 18 septembre 1925 sur le régime des libérés astreints à la résidence dans les colonies pénitentiaires, notamment les art. 12 et 15 ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1925 promulguant dans la colonie le décret ci-dessus cité ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire général, du Procureur général, chef du service judiciaire, du Directeur de l'Administration pénitentiaire et après avis de la Commission instituée par décision du 9 novembre 1925, en vue de la préparation des textes d'application des nouveaux décrets ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Les libérés de la 4e catégorie, 1re section, frappés dans la colonie des peines d'emprisonnement ou de réclusion ainsi que ceux ayant à purger des peines d'emprisonnement, de réclusion ou de travaux publics, prononcées dans la Métropole, antérieurement à leur condamnation aux

travaux forcés, seront internés jusqu'à nouvel ordre, au camp de Saint-Laurent du Maroni, dans le quartier spécial réservé aux libérés prévenus. Ils seront entièrement séparés de ces derniers et ne devront avoir aucun contact avec eux, pas plus qu'avec les condamnés aux travaux forcés et les relégués.

Art. 2. — Exception à la disposition ci-dessus est faite en ce qui concerne :

1°) Les libérés de la 1re section, non frappés d'interdiction de séjour, condamnés par les tribunaux du chef-lieu à une peine inférieure à deux mois d'emprisonnement, qui seront retenus au pénitencier-dépôt de Cayenne ;

2°) Les libérés qui, se trouvant dans les conditions indiquées à l'article premier, mais reconnus impotents ou incurables après avis du médecin, seront internés au nouveau camp ;

3°) Les libérés qui, reconnus après avis médical, atteints d'aliénation mentale, seront internés à l'asile d'aliénés des Iles-du-Salut.

Art. 3. — Le Secrétaire général, le Procureur général, chef du service judiciaire, et le Directeur de l'Administration pénitentiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution provisoire du présent arrêté qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au « Journal officiel » de la colonie et soumis à l'approbation définitive du Département.

Cayenne, le 28 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire général,
THALY.

Le Procureur général,
Chef du service judiciaire,
SIMONEAU.

Pour le Directeur de l'Administration pénitentiaire et p. o. :

Le Chef de Bureau, Délégué,
CRUCIONI.

N° 494. — *DÉCISION. — Indemnité aux Juges de paix des communes.*

(26 novembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'article 1er de l'arrêté du 31 décembre 1921, réglementant les conditions dans lesquelles seront perçus, à la Guyane, les suppléments de fonctions et indemnités diverses, accessoires de solde ;

Vu les prévisions budgétaires ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Décide :

Article 1er. — La somme de 3,600 francs figurant au budget de 1925 pour indemnités aux Juges suppléants des communes d'Oyapoc, Iracoubo, Kourou et Approuague sera répartie également soit à raison de 900 francs pour chacun, par mensualités de 75 francs entre les quatre juges de paix des communes ci-dessus désignées.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 26 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 495. — *ARRÊTÉ annulant une partie de la délibération de la Commission municipale de la commune de Saint-Laurent du Maroni, en date du 29 août 1925.*

(28 novembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 16 mars 1880, portant organisation de la commune pénitentiaire du Maroni ;

Vu la décision du 23 juin 1880 réglant le fonctionnement de la commune pénitentiaire du Maroni, notamment l'article 8 ;

Vu le procès-verbal de la délibération de la Commission municipale de la commune du Maroni, en date du 29 août 1925, relatif à la question du relèvement du traitement du Trésorier-particulier du Maroni ;

Considérant que, par suite des appréciations personnelles formulées au sujet de cette affaire par le Commandant supérieur, Maire de la commune du Maroni, la Commission municipale a été amenée à délibérer sur des questions étrangères à ses attributions ;

Sur la proposition du Directeur de l'Administration pénitentiaire ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — La partie de la délibération de la Commission municipale de la commune de Saint-Laurent du Maroni, en date du 29 août 1925, relative à la proposition de relèvement du traitement du Trésorier-particulier, est annulée.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 28 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 496. — *ARRÊTÉ fixant les conditions de recrutement des Commissaires de Police à la Guyane.*

(28 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 14 avril 1921, portant réorganisation du service de la Police générale ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1922, modifiant le mode de recrutement et la discipline des Commissaires de la Police municipale de Cayenne ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 1922, fixant la hiérarchie et la solde des Commissaires de Police à la Guyane ;

Vu le règlement d'administration publique, en date du 16 juin 1925 pour l'application de la loi du 18 juillet 1924, réser-

vant des emplois aux militaires des armées de terre et de mer engagés et rengagés, commissionnés ou appartenant au cadre de maistrance;

Vu la circulaire ministérielle, n° 6, en date du 20 juillet 1925;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE;

Article 1er. — Les Commissaires de Police à la Guyane sont nommés par le Gouverneur. Ils sont recrutés dans les conditions fixées par le décret du 16 juin 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 18 juillet 1924 parmi les candidats inscrits par la Commision de classement auprès du Ministre des pensions et désignés par le Ministre des colonies.

A défaut de candidats prévus au paragraphe précédent, ils sont recrutés par voie de concours.

Art. 2. — Toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté sont et demeurent rapportées.

Cayenne, le 28 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 497. — *ARTÉRÊ portant concession d'une pension à* Mme veuve Priest, *veuve d'un préposé des Douanes.*

(28 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le règlement du 19 juin 1920 sur la caisse de retraite des employés et agents locaux de la Guyane, notamment les articles 6, 7, 10 et 15;

Considérant que M. Priest (Saint-Jean-Edouard), préposé de 5e classe des douanes, est décédé le 29 janvier 1924, des suites d'une cirrhose hypertrophique de foie consécutive à un paludisme chronique, maladie endémique dans la colonie, qu'il a contractée dans l'exercice de ses fonctions;

Vu l'arrêté du 26 juin 1920, attribuant des majorations et des compléments de pension aux agents retraités sur les fonds de la dite caisse ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article Ier. — Il est concédé à Mme Priest (Edouard), née Yagerzolp (Joséphine), veuve d'un préposé de 5e classe des douanes, décédé le 29 janvier 1924, des suites de maladie endémique contractée en service, une pension annuelle sur la caisse des retraites des employés locaux de la Guyane se décomposant comme suit :

Pension principale.....	412 fr. »
Majoration.....	393 »
Total.....	805 fr. »

Art. 2. — Les arrérages de cette pension seront réglés à compter du 30 janvier 1924.

Art. 3. — Le présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à la caisse des Dépôts et Consignations, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 28 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 498. — *ARRÊTÉ approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1922 de* M. Salvador (Clovis), *Receveur municipal des communes de Kourou et d'Iracoubo.*

(28 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des communes ;

Vu les arrêtés nos 923 et 924, rendus en Conseil privé le 29 octobre 1925, sur les comptes de gestion de l'exercice 1922, présentés par M. Salvador (Clovis), Receveur municipal des communes de Kourou et d'Iracoubo ;

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont approuvés les comptes de gestion de l'exercice 1922 présentés par M. Salvador (Clovis), Receveur municipal des communes de Kourou et d'Iracoubo, dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 28 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 499. — *ARRÊTÉ approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1922 de* M. Clément (Charles), *receveur des bureaux de bienfaisance des communes de Rémire et de Macouria.*

(28 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies ;

Vu le décret du 15 août 1924, modifiant les articles 348 et 402 du décret financier précité ;

Vu l'arrêté local du 28 septembre 1903, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des Communes ;

Vu les arrêtés n° 921 et 922, rendus en Conseil privé le 29 octobre 1925, sur les comptes de gestion de l'exercice 1922, présentés par M. Clément (Charles), receveur des Bureaux de bienfaisance des communes de Rémire et de Macouria ;

Sur le rapport du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont approuvés les comptes de gestion de l'exercice 1922, présentés par M. Clément (Charles), receveur des Bureaux de bienfaisance des communes de Rémire et de Macouria, dont quitus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 28 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 500. — *ARRÊTÉ mettant les frais de déplacement, de séjour et de transport des agents des Mines à la charge des concessionnaires.*

(28 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté du 11 novembre 1910, réglementant l'exploitation forestière en Guyane française;

Vu le décret minier du 16 octobre 1917, promulgué par arrêté du 10 juin 1920 ;

Vu les arrêtés 924 du 5 décembre 1916 et 615 du 16 juin 1920;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1921 sur les déplacements dans la colonie ;

Vu l'avis du Comité consultatif des Mines dans sa séance du 27 octobre 1925 ;

Sur la proposition du Chef du service des Travaux publics et des Mines ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les frais de déplacement, comprenant les frais de séjour et de transport, dûs aux agents

pour l'exécution des prescriptions des réglementations forestière et minière sont à la charge des intéressés et sont calculés conformément aux prescriptions de l'arrêté du 31 décembre 1921.

Art. 2. — Ces dispositions sont applicables aux demandes en instance.

Art. 3. — Sont abrogées les dispositions contraires des arrêtés 924 et 615 des 5 décembre 1916 et 16 juin 1920.

Art. 4. — Le Chef du service des Travaux publics et des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 28 novembre 1925.

C. J. CHANEL

N° 501.— *ARRÊTÉ complétant l'article 2 de l'arrêté du 7 mai 1925 allouant une indemnité de logement aux agents des Travaux publics et des Mines en service dans les communes rurales.*

(28 novembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 5 août 1910 portant réorganisation du personnel des Travaux publics et des Mines des colonies autres que l'Indo-Chine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, notamment son article 4 paragraphes 2 et 3 ;

Vu l'article 6 de l'arrêté du 4 octobre 1924 portant création des bureaux annexes pour le service des Travaux publics et des Mines ;

Vu l'arrêté du 16 octobre portant affectation des agents du service des Travaux publics et des Mines ;

Vu l'arrêté du 7 mai 1925 allouant une indemnité de logement aux agents des Travaux publics et des Mines en service dans les communes rurales ;

Vu le crédit inscrit au chapitre 10, article 4 du budget local de l'exercice 1925 ;

Sur la proposition du Chef du service des Travaux publics et des Mines, et l'avis conforme du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté du 7 mai 1925 est complété et libellé ainsi qu'il suit :

Ces indemnités seront payées aux agents sur certificat de service fait, délivré par le service des Travaux publics, à partir de la date d'arrivée dans la résidence.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 28 novembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 502. — *DÉCISION agréant* M. Montet (Robert) *en qualité de garde particulier des concessions situées dans la Haute-Mana et appartenant à* M. Euphrasius Rebard.

(30 novembre 1925)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'article 28 de l'arrêté du 26 décembre 1901, portant réorganisation de la Police locale ; ensemble l'arrêté du 10 avril 1910 ;

Vu la décision numéro 460 du 1er mai 1924, agréant M. Montet (Robert) comme garde particulier du placer « Souvenir », situé dans la Haute-Mana et appartenant à M. Michel Tourville ;

Vu la lettre en date du 17 novembre 1925, par laquelle M. Euphrasius Rebard a demandé à l'Administration d'agréer M. Montet (Robert) comme garde particulier de ses concessions situées dans la Haute-Mana ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er. — Est rapportée la décision susvisée n° 460 du 1er mai 1924 qui avait agréé M. Montet (Robert) comme garde particulier du Placer « Souvenirs » appartenant à M. Michel Tourville.

Art. 2. — M. Montet (Robert) est agréé en qualité de garde particulier des concessions situées dans la Haute-Mana et appartenant à M. Euphrasius Rebard.

Art. 3. — Avant d'entrer en fonctions, M. Montet (Robert) prêtera par devant qui de droit le serment prescrit par la loi du 6 octobre 1791, section 7, paragraphe 5.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 30 novembre 1925

C. J. CHANEL

NOMINATIONS, MUTATIONS, CONGÉS, ETC.

N° 503. — Par arrêté ministériel, en date du 17 septembre 1925, Mme Clarin Andrée a été maintenue, sur sa demande, dans la position de disponibilité, pour une nouvelle période d'une année, à compter du 16 août 1925.

N° 504. — Par arrêtés du Ministre des colonies, en date du 7 octobre 1925 :

Mme veuve Paigerac (Délice), née Rosa, institutrice de 1re classe ;

Mme Saba (Marie-Alexandrine), née Marcé, institutrice de 1re classe ;

Mlle Tiberge *dite* de Bassigny (Eugénie-Claire Elisabeth), institutrice de 1re classe ;

Mlle Merckel (Emilie-Anne), institutrice de 1re classe ;

M. L[illegible]oir (Eugène-Justin), instituteur de 1re classe du cadre local de la Guyane, ont été admis, sur leur demande et pour ancienneté de services, à faire valoir leurs droits à la retraite, à compter du 1er juillet 1925, date de leur radiation des contrôles de l'activité.

N° 505. — Par décision du Gouverneur, en date du 3 novembre 1925, M. Salvador (Clovis), commis principal de 2e classe, actuellement chargé de la perception de la 2e circonscription et de l'intérim de celle de la 1re circonscription, est nommé percepteur de la 1re circonscription, telle qu'elle a été organisée par l'arrêté de ce jour.

N° 506. — Par décision du Gouverneur, en date du 4 novembre 1925, M. Lombard (Jean) a été admis à exercer les fonctions d'arpenteur libre dans la colonie.

N° 507. — Par décision du Gouverneur, en date du 4 novembre 1925, M. Ellie, Procureur de la République au Maroni, maintenu à Cayenne dans les fonctions de Président du Tribunal de première instance, est désigné pour faire partie de la Commission d'enquête chargée de statuer sur les faits reprochés à M. Cabéria (Julien), guetteur de vigie, en remplacement de M. Dorwling-Carter, appelé en service à Saint-Laurent du Maroni.

M. Ellie remplira les fonctions de rapporteur.

Est rapportée la décision du 14 octobre 1925.

N° 508. —Par arrêté du Gouverneur, en date du 6 novembre 1925, la commission de classement chagée de dresser le tableau d'avancement supplémentaire du personnel de l'Imprimerie du Gouvernement de la Guyane, pour l'année 1925, est composée ainsi qu'il suit :

MM. Guerlain, Chef de Bureau des Secrétariats généraux, *Président* ;

Bayonne, Chef du service de l'Imprimerie du Gouvernement, *membre* ;

Lancet, ouvrier hors classe de l'Imprimerie du Gouvernement, *membre*.

N° 509. — Par décision du Gouverneur, en date du 7 novembre 1925, M. Yencamma (Albert), ouvrier de 3e classe de l'Imprimerie du Gouvernement, est promu à la 2e classe de son emploi.

N° 510. — Par décision du Gouverneur, en date du 7 novembre 1925, sont nommés à l'Imprimerie du Gouvernement :

Ouvriers de 3e classe.

MM. François (Lucien) et Aymond (Edouard), ouvriers de 4e classe.

N° 511. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 novembre 1925, un congé de convalescence de six mois, à passer à la Martinique, est accordé à M. Beauregard (Tiburce), préposé du cadre local des Douanes.

Ce fonctionnaire, qui est accompagné de sa femme, est autorisé à s'embarquer sur le courrier quittant Cayenne le 20 novembre courant.

N° 512. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 novembre 1925, M. Chartol, habitant notable de Saint-Laurent du Maroni, est désigné pour faire partie de la Commission de visite des plantations, en vue de la répartition des primes à la culture dans cette localité.

N° 513. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 novembre 1925, M. Cavalier (Raoul), garde rural provisoire à Roura, est désigné pour continuer ses services à Oyapoc.

M. Lhuerre (Charles), garde rural de 3e classe à Oyapoc est appelé à servir à Roura, en remplacement du garde rural Cavalier.

N° 514. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 novembre 1925, M. Virgile (Hippolyte) a été agréé comme garde particulier des concessions aurifères et forestières situées à Sinnamary et appartenant à M. Léon Mine.

Est rapportée la décision du 19 mai 1924.

N° 515. — Par décision du Gouverneur, en date du 14 novembre 1925, Mlle Rollus (Joséphine), dame employée de 6e classe des Postes et Téléphones, est placée, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans solde pour une durée de six mois, à compter du 16 novembre 1925.

N° 516. — Par décision du Gouverneur, en date du 16 novembre 1925, et pour compter du 26 novembre, M. Brachet (Gustave), préposé de 1re classe des Contributions indirectes, est désigné pour continuer ses services à Camopi (Oyapoc) dans les conditions prévues par l'article 5 de la délibération du Conseil général du 9 février 1924,) décret du 4 avril 1925.

N° 517. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 18 novembre 1925, pris sur la proposition du Procureur général, MM. Simoneau, Procureur général et Jugo, Conseiller-auditeur, prennent les fonctions dont ils sont titulaires.

N° 518. — Par décision du Gouverneur, en date du 20 novembre 1925, M. Dorlin (Justin) est agréé en qualité de préposé auxiliaire des Contributions indirectes.

Il aura droit, en cette qualité, à un salaire journalier de dix francs, majoré d'une allocation supplémentaire de 2 fr. 50 tenant lieu de frais de tournées.

N° 519. — Par arrêté du Gouverneur, en date du 23 novembre 1925, pris sur la proposition du Procureur général, ont été nommés provisoirement :

Conseiller à la Cour d'Appel, M. Chérius Chéry, Procureur de la République à Cayenne, en remplacement de M. De Monti Rossi, appelé à d'autres fonctions.

Procureur de la République à Cayenne, M. Ellie, Procureur du Maroni.

MM. Michaux, Juge président du Tribunal de Cayenne,
Ova, Juge de Paix de Cayenne,
Socrate, Juge de Paix de Mana,
prennent les fonctions dont ils sont titulaires.

M. Sarlat, Secrétaire de Parquet, est nommé greffier-notaire à Mana.

N° 520. — Par décision du Gouverneur, en date du 24 novembre 1925, M. Rebel, candidat déclaré admis au con-

cours du 14 novembre 1925, a été nommé commis de 4e classe de la Trésorerie de la Guyane française.

N° 521. — Par décisions du Gouverneur, en date du 25 novembre 1925 :

Mme Laupénie (Léa), dame employée des Postes, est désignée pour remplir les fonctions de Receveuse du Bureau des Postes et Téléphones à Cayenne.

Mlle Prudhomme (Camille), dame employée des Postes, est désignée pour remplir les fonctions de Receveuse des colis et paquets postaux.

Mlle Marie (Claire), dame employée des Postes à Cayenne, est désignée pour remplir les fonctions de Receveuse des Postes à Mana, en remplacement de Mme Laupénie.

N° 522. — Par décision du Gouverneur, en date du 26 novembre 1925, une suspension de fonctions de quatre jours, avec privation de solde, est infligée à M. Silaud (Camille), agent stagiaire de la Police générale, pour négligences graves dans son service.

N° 523. — Par décision du Gouverneur, en date du 26 novembre 1925, M. Theyssier (Léonard), surveillant militaire de 2e classe, est désigné comme porteur de contraintes de la commune de Saint-Laurent-du-Maroni, en remplacement de M. Goguet.

N° 524. — Par décision du Gouverneur, en date du 27 novembre 1925, un congé de convalescence de six mois, à passer dans la colonie, est accordé à M. Amaranthe (Marius), garde rural de 3e classe.

N° 525. — Par décisions du Gouverneur, en date du 30 novembre 1925, M. Dardet (Christian), garde rural de 2e classe, à Oyapoc, est désigné pour continuer ses services à Macouria, en remplacement de l'agent Payon.

M. Romain (Gustave), garde rural de 3e classe, à Montjoly (Rémire), est appelé à servir à Oyapoc, en remplacement de l'agent Dardet.

M. Payon (Mathieu), garde rural de 1re classe, à Macouria, est affecté à Montjoly (Rémire), en remplacement de l'agent Romain.

M. Amel (Alexandre), garde rural de 3e classe, provisoire à Sinnamary, est désigné pour continuer ses services à Approuague.

M. Noléon (Frédéric), garde rural de 1re classe, à Approuague, est appelé à servir à Sinnamary, en remplacement du garde rural Amel.

CERTITIÉ CONFORME :

Le Secrétaire-archiviste,

R. ANGAMMARRE.

CAYENNE. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE

N° 12.

DÉCEMBRE 1925

SOMMAIRE.

Pages

N° 526. — Arrêté du 2 décembre 1925 promulguant les décrets en date du 7 octobre 1925, relatifs à l'attribution au personnel militaire à la charge du Département des colonies de relèvements sur les indemnités pour charges de famille et un décret de la même date relatif à l'attribution au personnel militaire, en service aux colonies, d'une majoration à l'indemnité de résidence. — Rapports... 600

Décrets des 7 octobre 1925 relatifs à l'attribution au personnel militaire à la charge du département des colonies de relèvements sur les indemnités pour charges de famille.. 601

Décret du 7 octobre 1925 relatif à l'attribution du personnel militaire, en service aux colonies, d'une majoration à l'indemnité de résidence..... 603

N° 527. — 4 décembre 1925. — Allocation journalière au profit de Mme veuve Victorine Alphonse..... 607

N° 528. — Arrêté du 4 décembre 1925.— Vérification de la caisse et du portefeuille du Receveur municipal de Cayenne au 31 décembre 1925..... 608

N° 529. — Arrêté du 4 décembre 1925 portant approbation d'une modification apportée aux statuts de l'Amicale des instituteurs et institutrices de la Guyane..... 603

Pages

N° 530. — Arrêté du 4 décembre 1925 approuvant une modification apportée aux statuts de la société «Boys-Scouts» de la Guyane..... 609

N° 531. — Arrêté du 14 décembre 1925 fixant le chiffre des dépenses obligatoires des communes pour servir de base à la répartition du produit de l'octroi de mer.. 610

N° 532. — Arrêté du 14 décembre 1925 portant ouverture de crédit supplémentaire au chapitre 15 du budget local, exercice 1925..... 612

N° 533. — Arrêté du 15 décembre 1925 fixant la répartition entre les distillateurs de la colonie du nouveau contingent de 150 hectolitres d'alcool pur attribué à la Guyane française (1926)..... 612

N° 534. — Décision du 16 décembre 1925 portant désignation des fonctionnaires délégués à la vérification des caisses et portefeuilles des comptables des deniers publics.. 614

N° 535. — Décision du 22 décembre 1925 nommant une commission chargée d'étudier les mesures à proposer au Département pour le reclassement, l'utilisation et éventuellement la liquidation du domaine de l'Etat. 615

N° 536. — Décision du 22 décembre 1925 portant désignation des fonctionnaires délégués à la vérification des caisses et portefeuilles des comptables des deniers publics... 616

N° 537. — Arrêté du 23 décembre 1925 portant prorogation de la session ordinaire du Conseil général de 1925... 617

N° 538. — Arrêté du 24 décembre 1925 déterminant le nombre des inscriptions au tableau d'avancement des agents de la Trésorerie de la Guyane française et nommant les membres de la commission de classement pour l'année 1926..... 617

N° 539. — Arrêté du 30 décembre 1925 rendant exécutoire le budget du Service local pour l'exercice 1926..... 619

N° 540. — Arrêté du 30 décembre 1925 autorisant la perception pour l'année 1926, des taxes et contributions locales. 622

N° 541. — Arrêté du 30 décembre 1925 promulguant les lois des 23 décembre 1904, 13 juillet 1905, 26 décembre 1911, 20 décembre 1906 et 29 octobre 1909, relatives à la fixation du jour de l'échéance des effets de commerce..... 623

Loi du 23 décembre 1904 décidant que lorsque les fêtes légales tomberont un dimanche, aucun payement ne sera exigé et aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes..... 624

Loi du 13 juillet 1905 décidant que lorsque les fêtes légales tomberont un vendredi, aucun payement ne sera exigé, ni aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes, lorsqu'elles tomberont le mardi

Pages

aucun payement ne sera exigé, ni aucun protêt ne sera dressé la veille de ces fêtes..... 625

Loi du 26 décembre 1911 rendant applicables aux colonies les lois du 20 décembre 1906 et 29 octobre 1909..... 625

Loi du 20 décembre 1906 modifiant l'article 1er de la loi du 13 juillet 1905 décidant que, lorsque les fêtes légales tomberont un vendredi, aucun payement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes ; lorsqu'elles tomberont le mardi aucun payement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé la veille de ces fêtes..... 626

Loi du 29 octobre 1909 prorogeant la date des échéances lorsque le 1er novembre sera un lundi..... 627

N° 542. — Arrêté du 30 décembre 1925 désignant M. Chateau, commis principal de 2e classe de la Trésorerie de la Guyane pour assurer l'intérim de la Trésorerie particulière de Saint-Laurent..... 628

N° 543. — Arrêté du 30 décembre 1925 prorogeant les travaux de construction d'un bâtiment pour les indigents à l'Hospice civil jusqu'au 28 février 1926..... 629

N° 544. — Décision du 30 décembre 1926 portant affectation des agents du service des Travaux publics et des Mines. 629

N° 545. — Arrêté du 30 décembre 1925 concédant une pension de retraite à M. Ossian (Joachim), secrétaire de mairie de 2e classe..... 631

N° 546. — Arrêté du 30 décembre 1925 portant annulation de crédits distribués au titre de l'exercice 1924 et non employés..... 632

N° 547. — Arrêté du 30 décembre 1925 portant ouverture de crédits supplémentaires à divers chapitres du budget local, exercice 1924..... 633

N° 548 — Arrêté du 30 décembre 1925. — Versement à la Caisse de réserve de l'excédent des recettes de l'exercice 1924 634

N° 549. — Décision du 31 décembre 1925. — Désignation des fonctionnaires délégués à la vérification des caisses et portefeuilles des deniers publics..... 634

N°s 550 à 573 .— Nominations, mutations, congés, etc..... 635

N° 526. — *ARRÊTÉ promulguant les décrets en date du 7 octobre 1925, relatifs à l'attribution au personnel militaire à la charge du Département des colonies de relèvements sur les indemnités pour charges de famille et un décret de la même date relatif à l'attribution au personnel militaire, en service aux colonies, d'une majoration à l'indemnité de résidence.*

(2 décembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, relative à la promulgation des lois et décrets aux colonies;

Vu le décret du 7 octobre 1925, relatif à l'attribution au personnel militaire à la charge du département des colonies de relèvements sur les indemnités pour charges de famille;

Vu le décret du 7 octobre 1925, modifiant les conditions d'attribution de l'indemnité pour charges de famille au personnel militaire relevant du département des colonies;

Vu le décret du 7 octobre 1925, relatif à l'attribution au personnel militaire en service aux colonies d'une majoration à l'indemnité de résidence;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er.— Sont promulgués à la Guyane française :

1° Le décret du 7 octobre 1925, relatif à l'attribution au personnel militaire à la charge du département des colonies de relèvements sur les indemnités pour charges de famille;

2° Le décret du 7 octobre 1925, modifiant les conditions d'attribution de l'indemnité pour charges de famille au personnel militaire relevant du département des colonies;

3° Le décret du 7 octobre 1925, relatif à l'attribution au personnel militaire en service aux colonies d'une majoration à l'indemnité de résidence.

Art. 2.— Le présent arrêté sera, avec les textes promulgués, enregistré et communiqué partout où besoin sera, in-

séré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 2 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

RAPPORT au Président de la République française.

Paris, le 7 octobre 1925.

Monsieur le Président,

L'article 187 de la loi de finances du 13 juillet 1925 a déterminé les nouveaux taux d'indemnités pour charges de famille applicables à partir du 1er janvier 1925 et supprimé pour compter de la même date les suppléments et majorations à ladite indemnité allouée par les lois antérieures.

Pour l'application de ces dispositions au personnel militaire de carrière en service aux colonies, nous avons préparé le projet de décret ci-joint, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le Président du Conseil,
Ministre de la Guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Vu les décrets des 26 août 1914, 3 octobre 1915, 18 août 1917, 8 mars 1918, 16 mai 1918, 21 août 1918, 29 décembre 1918, 4 février 1919, 6 novembre 1919, 11 septembre 1920, 31 octobre 1920, 4 mai 1922, 1er mai 1923, 19 janvier 1924, et 31 mai 1924 relatifs à l'attribution d'indemnités pour charges de famille au personnel militaire en service aux colonies ;

Vu l'article 55 de la loi de finances du 25 février 1901 et l'article 9 de la loi de finances du 18 octobre 1919 ;

Sur le rapport des Ministres des colonies, de la guerre et des finances ;

DÉCRÈTE :

Article 1er.— A compter du 1er janvier 1925, les indemnités pour charges de famille allouées au personnel militaire en service aux colonies sont fixées ainsi qu'il suit :

540 francs pour le premier enfant.

720 francs pour le second.

1080 francs pour le troisième.

1260 francs pour chaque enfant à partir du quatrième.

Art. 2.— Les conditions d'attribution des indemnités dont il s'agit demeurent régies par la réglementation en vigueur.

Art. 3 — Les suppléments et majorations temporaires institués par les décrets des 19 janvier et 31 mai 1924 sont supprimés à compter du 1er janvier 1925 et les sommes perçues à ce titre depuis ladite date seront précomptées sur les rappels à effectuer par suite des relèvements des indemnités.

Art. 4.— Les dispositions du présent décret sont applicables aux militaires de la gendarmerie en service aux colonies.

Art. 5.— Les ministres des colonies, de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 7 octobre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil, Ministre de la Guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

Le Ministre des Colonies,
ANDRÉ HESSE.

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre, Ministre des finances, par intérim,
PAUL PAINLEVÉ.

RAPPORT au Président de la République française.

Paris, le 7 octobre 1925.

Monsieur le Président,

Le décret du 21 mai 1925 a abrogé, en ce qui concerne les personnels civils de l'Etat, les dispositions du décret du 9 mars 1921, relatives aux conditions du cumul des bourses d'enseignement et des indemnités pour charges de famille.

Les règles suivies à l'égard des militaires de carrière au point de vue de l'allocation des indemnités pour charges de famille étant analogues à celles fixées pour les personnels civils, il y a lieu de modifier le décret du 4 mai 1922 applicable aux personnels militaires à la charge du département des colonies, afin de le mettre en harmonie avec les dispositions du décret du 21 mai 1925.

Nous avons préparé en conséquence le projet de décret ci-joint, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le président du conseil, ministre de la guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

Le ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

Le président du conseil, ministre de la guerre, ministre des finances par intérim,
PAUL PAINLEVÉ.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies, du Président du conseil, ministre de la guerre et du ministre des finances ;

Vu le décret du 4 mai 1922 fixant les conditions d'attribution de l'indemnité pour charges de famille aux militaires en service aux colonies, modifié par le décret du 1er mai 1923 ;

Vu les décrets des 19 janvier 1924 et 31 mai 1924 relatifs au même objet :

Vu la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires ;

Vu le décret du 21 mai 1925, portant suppression, en ce qui concerne les personnels civils de l'État, des conditions de cumul des bourses d'enseignement et des indemnités pour charges de famille ;

Vu l'article 55 de la loi de finances du 25 février 1901 et l'article 9 de la loi de finances 18 octobre 1919,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Sont abrogées, à dater du 1er janvier 1925, les dispositions de l'article 2 du décret du 4 mai 1922 relatives aux conditions de cumul des bourses d'enseignement et des indemnités pour charges de famille.

Art. 2. — Les enfants dont le père ou la mère bénéficie des indemnités pour charges de famille, par application de l'article 2 de la loi du 14 avril 1924, ne peuvent ouvrir droit aux mêmes indemnités au titre des décrets des 4 mai 1922, 19 janvier 1924 et 31 mai 1924.

Art. 3. — Les disposition du présent décret sont applicables aux militaires de la Gendarmerie en service aux colonies.

Art. 4. — Les ministres des colonies, de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au « Journal officiel » de la République française.

Fait à Rambouillet, le 7 octobre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

Le ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.

Le président du conseil, ministre de la guerre ministre des finances par intérim,
PAUL PAINLEVÉ

RAPPORT au Président de la République française.

Paris, le 7 octobre 1925.

Monsieur le Président,

Par les articles 188 et 190 de la loi de finances du 13 juillet 1925, le parlement a accordé des crédits destinés à doubler, à compter du 1er janvier 1925, les suppléments temporaires d'indemnités de résidence déjà alloués par l'article 7 de la loi du 28 décembre 1923.

Bien que, pour le personnel militaire, cette indemnité soit appelée à disparaître par fusion avec l'indemnité pour charges militaires, il nous a paru nécessaire de lui allouer ces suppléments, en attendant que puisse être réalisée la révision en cours des soldes et indemnités.

Nous avons préparé, en conséquence, le projet de décret ci-joint, en vue de l'application des dispositions législatives susvisées au personnel militaire en service aux colonies et nous avons l'honneur de le soumettre à votre haute approbation.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le Président du Conseil, Ministre

de la Guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

Le Ministre des Colonies,
ANDRÉ HESSE.

Le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, Ministre des finances par intérim,
PAUL PAINLEVÉ.

DÉCRET.

Le Président de la République française,

Vu le décret du 29 décembre 1903, portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies ;

Vu le décret du 2 juillet 1904, sur la solde des agents civils du commissariat et des comptables des matières des colonies ;

Vu le décret du 6 septembre 1913, sur la solde des militaires de la Gendarmerie aux colonies ;

Vu le décret du 17 janvier 1920, fixant, le nouveau classement des colonies, régions et postes au point de vue de l'attribution de l'indemnité de résidence ;

Ensemble les décrets modificatifs des décrets susvisés ;

Vu l'article 7 de la loi de finances du 28 décembre 1923 et le décret du 31 mai 1924, instituant un supplément temporaire d'indemnité de résidence en faveur du personnel militaire en service aux colonies ;

Vu les articles 188 et 190 de la loi de finances du 13 juillet 1925 ;

Vu l'article 55 de la loi de finances du 25 février 1901 et l'article 9 de la loi de finances du 18 octobre 1919 ;

Sur le rapport du ministre des colonies, de la guerre et des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1er. — Sont doublés à compter du 1er janvier 1925, les suppléments temporaires d'indemnités de résidence institués par le décret du 31 mai 1924 en faveur du personnel militaire en service aux colonies.

Le tarif de ces suppléments est, en conséquence, le suivant :

CATÉGORIES.	1re ZONE.	2e ZONE.	3e ZONE.	4e ZONE.	5e ZONE.	INDEMNITÉ spéciale de cherté des loyers.
Officiers de tous grades...	.....	.....	1.30	2.00	2.70	1.40
Sous-officiers à solde mensuelle. Hommes de troupes de la gendarmerie...	. ....	.....	0.70	1.00	1 30	

Art. 2. — Les rappels afférents à la période du 1er janvier 1925 au 30 juin 1925 seront effectués suivant les instructions qui seront données par les ministres intéressés. Les taux prévus par le présent décret ne resteront en vigueur que jus-

qu'à la mise en application des nouveaux tarifs de l'indemnité pour charges militaires tels qu'ils doivent résulter de la révision générale des soldes et indemnités.

Art. 3. — Les ministres des colonies, de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 7 octobre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil, Ministre de la Guerre,
PAUL PAINLEVÉ

Le Ministre des Colonies,
ANDRÉ HESSE.

Le Président du conseil, Ministre de la Guerre, Ministre des finances par intérim,
PAUL PAINLEVÉ.

N° 527. — *ALLOCATION journalière au profit de Madame Veuve* Victorine Alphonse.

(4 décembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la demande d'allocation journalière formulée par Madame Vve Victorine Alphonse, dont le fils, Victorine Wilfrid, est actuellement sous les drapeaux ;

Vu le dossier constitué à cet effet par M. le Maire de Sinnamary ;

Vu le procès-verbal d'enquête de la gendarmerie sur la situation matérielle de la sus nommée ;

Emet, en conformité de l'article 24 de la loi du 1er avril 1923, sur le recrutement de l'armée, un avis favorable à l'attribution d'une allocation journalière à Mme Vve Victorine Alphonse, mère du soldat Victorine Wilfrid.

Cayenne, le 4 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 528. — *ARRÊTÉ. — Vérification de la caisse et du portefeuille du Receveur municipal de Cayenne au 31 décembre 1925.*

(4 décembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'article 392 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Le Chef du premier bureau du Secrétariat général ou son délégué est chargé de la vérification de la caisse et du portefeuille du Receveur municipal de Cayenne au 31 décembre 1925.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 4 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 529. — *ARRÊTÉ portant approbation d'une modification apportée aux statuts de l'« Amicale des instituteurs et institutrices de la Guyane ».*

(4 décembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 4 avril 1849, sur les réunions et associations ;

Vu l'arrêté du 22 mars 1905, portant approbation des statuts de la société dénommée « Amicale des instituteurs et institutrices de la Guyane » ;

Vu la demande du président de cette Association, tendant à obtenir l'approbation administrative d'une modification apportée à l'article 38 des dits statuts ;

Vu l'avis favorable émis par le Procureur général, chef du service judiciaire ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est approuvée la modification apportée à l'article 38 de ses statuts par l'« Amicale des instituteurs et institutrices de la Guyane » réunie en assemblée générale le 17 septembre 1925.

Un exemplaire des statuts modifiés demeurera annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Aucune nouvelle modification ne pourra être apportée à ces statuts sans l'autorisation administrative.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 4 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 530. — *ARRÊTÉ approuvant une modification apportée aux statuts de la Société* Boys-Scouts *de la Guyane.*

(4 décembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 4 avril 1849, sur les réunions et associations ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1923, portant approbation des statuts de la Société de Sports « Boys Scouts de la Guyane » ;

Vu la demande du Président de cette société tendant à obtenir l'approbation administrative pour une modification apportée aux statuts de ladite société ;

Vu l'avis favorable de M. le Procureur général, chef du service judiciaire ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Est approuvée la modification apportée aux statuts de la société de Sports « Boys Scouts de la Guyane »

par l'assemblée générale du 10 octobre 1925.

Un exemplaire des statuts modifiés demeurera annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Aucune nouvelle modification ne pourra être apportée à ces statuts, sans l'autorisation administrative.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 4 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 531. — *ARRÊTÉ fixant les chiffres des dépenses obligatoires des communes pour servir de base à la répartition du produit de l'octroi de mer en 1926.*

(14 décembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 11 mars 1897, fixant le mode de perception et de répartition des droits d'octroi de mer à la Guyane, ainsi que celui du 1er juillet 1925, rendant exécutoire la délibération du Conseil général du 27 août 1920, portant révision du tarif de ces droits;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Les chiffres des dépenses obligatoires des communes, destinés à servir de base à la répartition des produits de l'octroi de mer, pendant l'année 1926, sont fixés conformément au tableau ci-annexé.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 14 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

RELEVÉ des dépenses obligatoires des communes d'après la moyenne triennale des dépenses effectuées, inscrites aux comptes administratifs des années 1922, 1923, 1924, destiné à servir de base à la répartition des produits de l'octroi de mer, en 1926.

DÉSIGNATION des communes.	MONTANT des dépenses annuelles.	MONTANT des dépenses mensuelles.	OBSERVATIONS.
Cayenne.....	264,674 27	22,056 18	
Rémire.....	16,605 85	1,383 82	
Matoury.....	4,387 42	365 61	
Roura.....	10,630 39	885 86	
Tonnégrande....	5,628 17	469 01	
Montsinéry....	6,510 64	542 55	
Kaw.....	3,354 83	279 56	
Approuague.....	28,976 16	2,414 68	
Oyapoc.....	27,767 11	2,313 92	
Macouria.....	11,462 84	955 23	
Kourou.....	11,966 06	997 17	
Sinnamary.....	32,779 54	2,731 62	
Iracoubo.....	16,541 81	1,375 98	
Mana.....	63,476 00	5,289 66	
Totaux.....	504,731 06	42,060 85	

Arrêté le présent état en dépenses annuelles à *cinq cent quatre mille sept cent trente-et-un francs six centimes* et en dépenses mensuelles, à *quarante-deux mille soixante francs quatre-vingt cinq centimes.*

Cayenne, le 14 décembre 1925.

Le Secrétaire général,
THALY.

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.

Le Gouverneur,
C. J. CHANEL.

N° 532.— *ARRÊTÉ portant ouverture de crédit supplémentaire au chapitre 15 du budget local, exercice 1925.*

(14 décembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'insuffisance du crédit inscrit au chapitre 15 « Fonds secrets » ;

Vu la délibération du Conseil général en date du 4 décembre 1925 ;

Vu l'article 81 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Le Conseil privé entendu ;

Arrête :

Article 1er. — Il est ouvert au chapitre 15 du budget local, exercice 1925, un crédit supplémentaire de deux mille francs.

Art. 2. — Il sera pourvu à ce crédit sur les voies et moyens du budget local, exercice 1925.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 14 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 533. — *ARRÊTÉ fixant la répartition entre les distillateurs de la colonie du nouveau contingent de 150 hectolitres d'alcool pur attribué à la Guyane française* (1926).

(15 décembre 1925),

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les décrets des 2 août et 5 septembre 1920 et 10 août 1921, concernant l'importation en France des rhums coloniaux ;

Vu l'article 9 de la loi du 31 décembre 1922 et le décret du 20 février 1923 complété par celui du 13 avril 1923 ;

Vu le décret du 26 août 1925, répartissant entre les colonies françaises le nouveau contingent des rhums coloniaux admissibles en France en exemption de la surtaxe, promulgué dans la colonie par arrêté en date du 25 septembre 1925 ;

Sur la proposition du Vérificateur principal, chef du service des Douanes et Contributions indirectes p. i.,

ARRÊTE :

Article 1er. — Le contingent de 150 hectolitres d'alcool pur attribué à la Guyane française pour l'année 1926 par l'article 1er du décret du 26 août 1925 est réparti entre tous les distillateurs de la colonie suivant le tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES DISTILLERIES.	PRODUCTION de l'année la plus élevée.	PART en alcool pur du contingent attribué.
Nollier	1,029h 59	26h55
Sœurs de Mana	56 80	1 46
Prévot	1,303 19	33 61
Raban	129 17	3 33
Gosselin	182 99	4 71
Société civile des Plantations du Koriola	1,334 69	34 42
Sainte-Rose Bottius	88 21	2 27
Maugée et L. Gratet	539 33	13 91
Rosélie	545 68	14 07
Sen-Wo-Lee	415 06	10 70
P. Claire	37 78	0 97
Saint-Maurice	//	4 00
Totaux	5,662h49	150h24

Art. 2. — Le présent arrêté ainsi que le tableau ci-dessus seront insérés au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie, enregistrés et communiqués partout où besoin sera.

Cayenne, le 15 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 534. — *DÉCISION portant désignation des fonctionnaires délégués à la vérification des caisses et portefeuilles des comptables des deniers publics.*

(16 décembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les articles 391 et 392 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Décide :

Article 1er. — La situation des caisses et portefeuilles des comptables des deniers publics sera vérifiée, au 31 décembre 1925, par les fonctionnaires ci-après désignés :

Le Trésorier-Payeur, par M. Fidèle Cyr, Commis principal du Secrétariat général ;

Le Trésorier particulier du Maroni, par le Délégué du Service local ;

Le Percepteur de la 1re circonscription, par M. Dorfer Eugène, Commis principal du Secrétariat général ;

Le Percepteur de la 2e circonscription, par M. le Maire de Mana ;

Les Receveurs des 1er et 2e bureaux de l'Enregistrement, par M. Desvieux Albert, Commis de 1re classe du Secrétariat général ;

L'Econome-comptable de l'Hôpital-hospice civil, par M. Mondésir Gaston, Commis principal du Secrétariat général ;

Le Comptable de l'Imprimerie du Gouvernement, par M. Collat Henri, Commis de 3e classe du Secrétariat général ;

Le Receveur-comptable des Postes et Téléphones de Cayenne, par M. Cléostrate Georges, Commis de 1re classe du Secrétariat général;

Le Receveur-comptable des Postes de Saint-Laurent, par M. Ponsignon, Commis principal des Douanes;

La Receveuse des Postes de Mana, par le Percepteur de cette localité.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, insérée et publiée au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 16 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 535. — *DÉCISION nommant une Commission chargée d'étudier les mesures à proposer au Département pour le reclassement, l'utilisation et éventuellement la liquidation des immeubles du domaine de l'Etat.*

(22 décembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur.

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le radiogramme ministériel n° 1976 du 21 décembre 1925;

Décide :

Une Commission composée :

du Gouverneur, *Président*,

Secrétaire général,
Directeur de l'Administration pénitentiaire,
Maire de Cayenne, Président du Conseil général,
Chef du service de Santé,
Chef du service des Domaines,
Chef du service des Travaux publics,
Capitaine Commandant la Compagnie d'Infanterie coloniale de la Guyane,
Maire de St-Laurent,

} *Membres.*

est chargée d'étudier les mesures à proposer au Département pour le reclassement, l'utilisation et éventuellement la liquidation des immeubles du domaine de l'Etat.

Procès-verbal sera dressé des opérations de la Commission qui se réunira sur la convocation du Président.

Cayenne, le 22 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 536. — *DECISION portant désignation des fonctionnaires délégués à la vérification des caisses et portefeuilles des comptables des deniers publics.*

(22 décembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les articles 391 et 392 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Décide :

Article 1er. — La situation des caisses et portefeuilles des **comptables des deniers publics** sera **vérifiée, au 31 décembre 1925, par les fonctionnaires ci-après désignés :**

La Receveuse-comptable des Postes de Sinnamary, par M. le Maire de cette commune ;

Le Receveur-comptable des Postes de Régina (Approuague), par le délégué du Service local ;

Le Receveur-comptable des Postes de Saint Georges (Oyapoc), par le délégué du Service local.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, insérée et publiée au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 22 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 537. — *ARRÊTÉ portant prorogation de la session ordinaire du Conseil général de 1925.*

(23 décembre 1925).

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté en date du 19 octobre 1925, portant convocation du Conseil général pour la session ordinaire de 1925 ;

Vu l'article 23 § 2 du décret du 23 décembre 1879 ;

Vu la demande de prorogation de session formulée par M. le Président du Conseil général par lettre en date du 22 décembre 1925 ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — La durée de la session ordinaire du Conseil général est prorogée jusqu'au mardi 29 décembre 1925 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 23 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 538 — *ARRÊTÉ déterminant le nombre des inscriptions au tableau d'avancement des agents de la Trésorerie de la Guyane française et nommant les membres de la Commission de classement pour l'année 1926.*

(24 décembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les articles 20 et suivants du décret du 6 août 1921, comportant organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales ;

Vu l'arrêté interministériel en date du 21 août 1923, comportant organisation du cadre de la Trésorerie de la Guyane française,

ARRÊTE :

Article 1er. — Les inscriptions au tableau d'avancement pour l'année 1926 du personnel de la Trésorerie de la Guyane ne devront pas dépasser les limites suivantes :

2 pour le grade de commis principal de 1re classe ;

1 pour le grade de commis principal de 2e classe ;

1 pour le grade de commis de 1re classe ;

1 pour le grade de commis de 3e classe.

Art. 2. — Sont nommés membres de la Commission de classement, qui devra se réunir dans le courant de décembre, sur la convocation de son Président, pour dresser le tableau d'avancement des agents de la Trésorerie pour l'année 1926 :

1° M. Simoneau, Procureur général ;

2° M. Pindard, Chef du bureau des finances ;

3° M. Max-Brisset, Trésorier-Payeur ;

4° M. Salvador, le plus ancien des commis principaux présents au chef-lieu.

M. Cléostrate, commis de 1re classe du Secrétariat général, est adjoint à la Commission pour remplir les fonctions de Secrétaire sans voix délibérative.

Art. 3. — Le Secrétaire général et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*, inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 24 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 539. — *ARRÊTÉ rendant exécutoire le budget du Service local pour l'exercice 1926.*

(30 décembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les articles 40, 42, 43 et 44 du décret du 23 décembre 1878, portant institution d'un Conseil général à la Guyane française ;

Vu les articles 68, 69, 70 et 71 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu l'article 33 de la loi de finances du 13 avril 1900, modifié par l'article 55 de la loi de finances du 29 juin 1918, en ce qui concerne le tarif des taxes locales ;

Vu la circulaire ministérielle du 18 mai 1897 déterminant les pouvoirs des Conseillers généraux en matière de libéralités sur les fonds des budgets locaux ;

Vu la circulaire ministérielle du 5 mai 1892, transmettant un avis du Conseil d'Etat du 12 janvier précédent, relatif aux pouvoirs des Gouverneurs en matière de fixation des recettes budgétaires ;

Vu l'article 127 § B de la loi de finances du 13 juillet 1911, ainsi que la circulaire ministérielle du 28 septembre 1911, relative à l'établissement, à l'exécution et au contrôle des budgets locaux ;

Vu le budget du Service local pour l'exercice 1926, délibéré par le Conseil général dans sa session ordinaire de 1925, et arrêté, en recettes à la somme de *onze millions de francs* et en dépenses à la somme de *dix millions cinq cent mille francs* ;

Vu le rapport du Secrétaire général du Gouvernement ;
Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Le budget des recettes et des dépenses du Service local, pour l'exercice 1926, délibéré par le Conseil général, est arrêté, en recettes à la somme de *onze millions de francs* (11,000,000) et en dépenses à celle de *dix millions cinq cent mille francs.*

Art. 2. — La nomenclature des recettes et des dépenses du budget est fixée de la manière suivante :

RECETTES.

Recettes ordinaires.

CHAPITRE 1er. — Impôts perçus sur rôles.	480,85[illegible]	»
CHAPITRE 2. — Contributions perçues sur liquidations.....	9,682,968	»
CHAPITRE 3. — Produits des exploitations industrielles.....	273,800	»
CHAPITRE 4. — Produits perçus sur ordres de recettes.....	362,382	»
CHAPITRE 5. — Prélèvements ordinaires sur la Caisse de réserve.	»	
CHAPITRE 6. — Recettes des exercices antérieurs.....	200,000	»
CHAPITRE 7. — Recettes d'ordre.....	»	
Total des recettes ordinaires.	11,000,000	»

Recettes extraordinaires.

CHAPITRE 8. — Recettes diverses.....	Mémoire	
CHAPITRE 9. — Prélèvements exceptionnels sur la Caisse de réserve.....	»	
Total général des recettes....	11,000,000	»

DÉPENSES.

Dépenses ordinaires.

CHAPITRE 1er. — Dettes exigibles.....	545,380[illegible]	»
CHAPITRE 2. — Gouvernement (Personnel).	118,200	»
CHAPITRE 3. — Gouvernement (Matériel)..	141,911	»
CHAPITRE 4. — Services d'administration générale (Personnel)..	1,183,830	»
A reporter.....	1,989,321	»

	Report.....	1,989,321 »
CHAPITRE 5.	— Services d'administration générale (Matériel)....	179,320 »
CHAPITRE 6.	— Services financiers (Personnel)	1,266,407 »
CHAPITRE 7.	— Services financiers (Matériel)	154,080 »
CHAPITRE 8.	— Dépenses des exploitations industrielles (Personnel).	731,900 »
CHAPITRE 9.	— Dépenses des exploitations industrielles (Salaires d'ouvriers, main-d'œuvre)	138,820 »
CHAPITRE 10.	— Dépenses des exploitations industrielles (Matériel)..	2,102,881 »
CHAPITRE 11.	— Services d'intérêt social et économique (Personnel).	1,604,255 »
CHAPITRE 12	— Services d'intérêt social et économique (Matériel)..	561,860 »
CHAPITRE 13.	— Dépenses diverses (Personnel).....	397,450 »
CHAPITRE 14.	— Dépenses diverses (Matériel).....	1,281,900 »
CHAPITRE 15.	— Fonds secrets.....	7,300 »
CHAPITRE 16.	— Dépenses imprévues....	84,506 »
CHAPITRE 17.	— Dépenses d'ordre.....	»
	Total des dépenses ordinaires...	10,500,000 »

Dépenses extraordinaires.

CHAPITRE 18.	— Dépenses extraordinaires.....	»
	Total général des dépenses.....	10,500,000 »

Art 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la Colonie.

Cayenne, le 30 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 540 — *ARRÊTÉ autorisant la perception, pour l'année 1926, des taxes et contributions locales.*

(30 décembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 23 décembre 1878, portant institution d'un Conseil général à la Guyane française;

Vu les articles 74, 75 et 76 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu l'article 33, § 3 de la loi de finances du 13 avril 1900, modifiée par l'article 55 de la loi de finances du 29 juin 1918, en ce qui concerne le tarif des taxes locales;

Vu la délibération du 15 décembre 1925, par laquelle le Conseil général a voté le tarif des contributions et taxes locales à percevoir pendant l'année 1926;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — La perception des contributions et taxes locales, telle qu'elle est autorisée par les lois et règlements en vigueur, sera faite, à partir du 1er janvier 1926, conformément au tarif ci-annexé.

Art. 2. — Les contributions sur rôles seront perçues conformément au dit tarif et aux dispositions des lois et règlements en vigueur.

Art. 3. — Toutes autres contributions, à quelque titre que ce soit et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient les recouvrements, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous les receveurs, percepteurs qui auraient fait la perception.

Art. 4. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout

où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 30 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 541. — *ARRÊTÉ promulguant les lois des 23 décembre 1904, 13 juillet 1905, 28 décembre 1911, 20 décembre 1906 et 29 octobre 1909, relatives à la fixation du jour de l'échéance des effets de commerce.*

(30 décembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article 56 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mai 1906, relative à la promulgation aux colonies des actes du pouvoir central ;

Vu la circulaire ministérielle du 7 novembre 1925 ;

Sur la proposition du Procureur général,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont promulguées dans la colonie :

1° La loi du 23 décembre 1904, décidant que, lorsque les fêtes légales tomberont un dimanche aucun paiement ne sera exigé et aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes ;

2° La loi du 13 juillet 1905, décidant que, lorsque les fêtes légales tomberont un vendredi, aucun paiement ne sera exigé, ni aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes ; lorsqu'elles tomberont le mardi aucun paiement ne sera exigé, ni aucun protêt ne sera dressé la veille de ces fêtes ;

3° La loi du 28 décembre 1911, déclarant applicables aux colonies : 1° la loi du 20 décembre 1906 modifiant l'article 1er de ladite loi du 13 juillet 1905 ; 2° la loi du 29 octobre 1909, prorogeant la date des échéances, lorsque le 1er novembre sera un lundi.

Art. 2. — Le Procureur général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera, avec les textes promulgués, publié

aux *Journal* et *Bulletin officiels* de la colonie et enregistré partout où besoin sera.

Fait à Cayenne, le 30 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

Par le Gouverneur :

Le Procureur général,

H. SIMONEAU.

LOI décidant que lorsque les fêtes légales tomberont un dimanche, aucun payement ne sera exigé et aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article Ier. — Aucun payement d'aucune sorte sur effet, mandat, chèque, compte courant, dépôt de fonds ou de titres, ou autrement ne peut être exigé ni aucun protêt dressé: les 2 janvier, 15 juillet, 16 août, 2 novembre et 26 décembre, lorsque ces jours tombent un lundi.

Dans ce cas, le protêt des effets impayés le samedi précédent ne pouvant être fait que le mardi suivant conservera néanmoins toute sa valeur à l'égard du tiré et des tiers, nonobstant toutes dispositions antérieures contraires.

Art. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi délibérée et adoptée par le Sénat et par la la Chambre des Députés sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 décembre 1904.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République:

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

GEORGES TROUILLOT.

LOI décidant que lorsque les Fêtes légales tomberont un vendredi, aucun payement ne sera exigé, ni aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes, lorsqu'elles tomberont le mardi, aucun payement ne sera exigé, ni aucun protêt ne sera dressé la veille de ces fêtes.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Aucun payement d'aucune sorte sur effet, mandat, chèque, compte courant, dépôt de fonds ou de titres ou autrement ne peut être exigé ni aucun protêt dressé le 2 janvier, 15 juillet, 2 novembre, 26 décembre lorsque ces jours tomberont un samedi et le 14 août lorsqu'il tombe un lundi.

Dans ce cas, le protêt des effets impayés le samedi ou le lundi précédent ne pouvant être fait que le lundi ou le mercredi suivant, conservera néanmoins toute la valeur à l'égard du tiré et des tiers, nonobstant toutes dispositions antérieures contraires.

Art. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 13 juillet 1905.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Postes et des Télégraphes,

F. DUBIEF.

LOI rendant applicables aux colonies les lois du 20 décembre 1906 et 29 octobre 1909.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

LE PRÉSIDENT de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Sont déclarées applicables aux colonies :

1° La loi du 20 décembre 1906 modifiant l'article 1er de la loi du 13 juillet 1905 décidant que, lorque les fêtes légales

tomberont un vendredi, aucun payement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes ; lorsqu'elles tomberont le mardi, aucun payement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé la veille de ces fêtes ;

2° La loi du 29 octobre 1909 prorogeant la date des échéances, lorsque la fête légale du 1er novembre tombera un lundi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 26 décembre 1911.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
JEAN CRUPPI.

Le ministre des colonies,
A. LEBRUN.

LOI modifiant l'article 1er de la loi du 13 juillet 1905 décidant, que, lorsque les fêtes légales tomberont un vendredi, aucun payement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes ; lorsqu'elles tomberont le mardi, aucun payement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé la veille de ces fêtes.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique.— Le paragraphe 1er de l'article 1er de la loi du 13 juillet 1905 est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque les fêtes légales tomberont un vendredi ou un mardi, aucun payement d'aucune sorte sur effet, mandat, chèque, compte courant, dépôt de fonds ou de titres ou autrement ne peut être exigé, ni aucun protêt dressé le lendemain des fêtes tombant un vendredi ou la veille des fêtes tombant un mardi. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 décembre 1906.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République:
Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
GASTON DOUMERGUE.

LOI prorogeant la date des échéances lorsque le 1er novembre sera un lundi.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique.— « Lorsque la fête légale du 1er novembre tombera un lundi, aucun payement d'aucune sorte, sur effet, mandat, chèque, compte courant, dépôts de fonds ou de titres ou autrement ne peut être exigé, ni aucun protêt dressé le lendemain 2 novembre.

« Toutefois, le protêt des effets impayés ne pouvant être dressé que le mercredi suivant conservera toute sa valeur à l'égard du tiré et des tiers, nonobstant toutes dispositions antérieures contraires. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 octobre 1909.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :
Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
JEAN DUPUY.
Le Ministre des Finances,
GEORGES COCHERY.
Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes,
LOUIS BARTHOU.

N° 542 — *ARRÊTÉ désignant* M. Chateau, *commis principal de deuxième classe de la Trésorerie de la Guyane, pour assurer l'intérim de la Trésorerie particulière de Saint-Laurent.*

(30 décembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation du personnel des Trésoreries coloniales ;

Vu le cablogramme de M. le Ministre des colonies, en date du 28 décembre 1925, prescrivant la nomination d'un Trésorier particulier intérimaire en attendant l'installation de M. Moutier, titulaire nommé par décret du 26 octobre 1925, à compter du 1er janvier 1926 ;

Sur la proposition du Trésorier-payeur,

Arrête :

Article 1er. — M. Chateau, Commis principal de deuxième classe de la Trésorerie de la Guyane française, est désigné pour assurer l'intérim de la Trésorerie particulière de Saint-Laurent et de Receveur municipal de la commune pénitentiaire de Saint-Laurent jusqu'au jour de l'installation du titulaire.

Art. 2. — M. le Délégué du Service local à Saint-Laurent déjà désigné par l'arrêté du 16 décembre 1925 pour procéder à la vérification de la caisse du Trésorier particulier le 31 décembre 1925, représentera l'Administration, lors de la remise des sevices de la Trésorerie particulière par M. Quénard à M. Chateau.

Art. 3. — Le Secrétaire général et le Trésorier Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 30 décembre 1925.

C. J. CHANEL

N° 543. — *ARRÊTÉ prorogeant les travaux de construction d'un bâtiment pour les indigents à l'Hospice civil jusqu'au 28 février 1926.*

(30 décembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'article 65 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Considérant qu'en raison de circonstances de force majeure, les travaux de construction d'un bâtiment pour les indigents à l'Hôpital-hospice civil ne seront pas achevés le 31 décembre 1925 et qu'il y a lieu en conséquence d'en proroger l'exécution,

Arrête :

Article 1er. — L'exercice 1925 est prorogé jusqu'au 28 février 1926 en ce qui concerne les travaux de construction d'un bâtiment pour les indigents à l'Hospice civil, évalués 128,000 francs.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 30 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 544. — *DÉCISION portant affectation des agents du service des Travaux publics et des Mines.*

(30 décembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'arrêté du 29 octobre 1925 modifiant celui du 4 octobre 1924 créant des subdivisions du service des Travaux publics et des Mines ;

Sur la proposition de l'Ingénieur, chef du service des Travaux publics et des Mines, Ports et Rades,

DÉCIDE :

Article Ier. — Le personnel des Travaux publics et des Mines ci-après désigné reçoit les affectations suivantes :

1re. — *Subdivision* :

MM. Charlery Gustave, conducteur, chef de bureau ;
Henrion Edouard, agent des Mines, comptable ;
Saint-Félix Oscar, commis hors classe des Travaux-publics, magasinier ;
Mambié Georges, agent des Mines, aide-magasinier.

2e. — *Subdivision des bâtiments civils, rues et routes de l'Ile de Cayenne :*

MM. Charlery Gustave, conducteur ;
Imbault, agent contractuel ;
Iqui Joseph, commis des Travaux ;
Effilier Antoine, commis des Travaux ;
Thaly Frédéric, surveillant des Travaux ;
Dorfer Léon, *idem* ;
Champagne Victor, *idem* ;
Sirder Léon, *idem*.

3e. — *Subdivision — Travaux maritimes et hydrauliques :*

MM. Modock Adhémar, commis principal faisant fonctions de conducteur ;

M. Florus St-Omer, commis principal ;
Agent-voyer de Cayenne ;

M. Amusant Paul, commis principal des Mines ;
Agents-voyers des communes rurales ;

M. Damas André, conducteur (Mana, Approuague, Oyapoc et Kaw) ;

M. Elosel Auguste, conducteur (Macouria, Kourou, Sinnamary, Iracoubo, Montsinéry, Tonnégrande Roura, Matoury et Rémire) ;

M. Létard Henri, surveillant des travaux.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 30 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 545. — *ARRÊTÉ concédant une pension de retraite à* M. Ossian (Joachim), *secrétaire de mairie de 2e classe.*

(30 décembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté n° 741 du 8 septembre 1925, admettant M. Ossian (Joachim), secrétaire de mairie de 2e classe, à faire valoir ses droits à une pension de retraite, à titre d'ancienneté de service;

Vu les articles 25, 27 et 28 du règlement du 20 avril 1891 sur l'établissement et l'organisation d'une Caisse locale de retraite à la Guyane;

Sur la proposition du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Il est concédé à M. Ossian (Joachim), secrétaire de mairie de 2e classe, une pension annuelle sur la Caisse locale de retraite des employés de la Guyane, se décomposant comme suit :

Pension principale.....	2,930f »
Majoration.....	1,557 50
Ensemble.....	4,487 50

Art. 2. — Les arrérages de cette pension seront réglés à compter du 1er janvier 1926, date à laquelle M. Ossian sera rayé des contrôles de l'activité.

Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Une ampliation sera adressée à M. le Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations et à M. le Trésorier-payeur de la Guyane.

Cayenne, le 30 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 546.— *ARRÊTÉ portant annulation de crédits distribués au titre de l'exercice 1924 et non employés.*

(30 décembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Sur le rapport du Secrétaire général;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Les crédits ou portions de crédits non employés au cours de l'exercice 1924, pour le compte du budget local sont et demeurent définitivement annulés dans la comptabilité de l'Ordonnateur et du Trésorier-payeur de la colonie.

Ces crédits ou portions de crédits se répartissent sur les différents chapitres du budget local, exercice 1924, ainsi qu'il suit :

Chapitre 1er.....	1,388f 91
— 5.....	14,099 52
— 9.....	41,290 17
— 15.....	655 »
— 17.....	1,200,000 »
Ensemble.....	1,257,433 60

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal* et au *Bulletin officiels* de la colonie.

Cayenne, le 30 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 547.— *ARRÊTÉ portant ouverture de crédits supplémentaires à divers chapitres du budget local, exercice 1924.*

(30 décembre 1925.)

Le Gouverneur de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'insuffisance des crédits inscrits aux chapitres 2, 3, 4, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 16 ;

Vu l'article 81 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des Colonies ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. — Il est ouvert aux chapitres 2, 3, 4, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 16 du budget local, exercice 1924, un crédit supplémentaire de *deux millions dix mille deux cent soixante-cinq francs quatre-vingt deux centimes* se répartissant comme suit :

Chapitre 2	29,967f 40
— 3	52,114 86
— 4	286,498 77
— 5	247,641 52
— 7	85,331 74
— 8	156,618 20
— 10	42,114 39
— 11	191,174 18
— 12	74,401 42
— 13	14,260 21
— 14	782,766 22
— 16	47,376 60
Total égal	2,010,265 82

Art. 2. — Il sera pourvu à ces crédits sur les voies et moyens du budget local, exercice 1924.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, publié et inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 30 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 548. — *ARRÊTÉ. — Versement à la Caisse de réserve de l'excédent des recettes de l'exercice 1924.*

(30 décembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu, d'après les écritures du Trésorier payeur, les opérations effectuées pour le compte de l'exercice 1924, lesquelles opérations accusent les résultats suivants :

Recettes effectuées.....	9,276,167 42
Paiements effectués.....	9,225,725 22
Soit un excédent de recettes de.....	50,442 20

Vu l'article 259 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Sur la proposition du Secrétaire général ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Article 1er. — La somme de cinquante mille quatre cent quarante-deux francs vingt centimes (50,442,20) représentant l'excédent des recettes sur les dépenses de l'exercice 1924 sera versée à la Caisse de réserve.

Art. 2. — Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, inséré et publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* de la colonie.

Cayenne, le 30 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

N° 549. — *DÉCISION. — Désignation des fonctionnaires délégués à la vérification des caisses et portefeuilles des deniers publics.*

(31 décembre 1925.)

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les articles 391 et 392 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu la décision n° 1070 en date du 16 décembre 1925, portant désignation des fonctionnaires délégués à la vérification des caisses et portefeuilles des comptables des deniers publics;

Sur la proposition du Secrétaire général,

DÉCIDE :

Article 1er.— La situation des caisses et portefeuilles des comptables des deniers publics sera vérifiée, au 31 décembre 1925, par les fonctionnaires ci-après désignés :

Les Receveurs des 1er et 2e bureaux de l'Enregistrement, par M. Collat (Henri), commis de 3e classe du Secrétariat général.

La Receveuse-comptable des postes de Saint-Laurent-du Maroni, par M. Berger (Jean), commis de 2e classe du cadre local des Douanes.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Cayenne, le 31 décembre 1925.

C. J. CHANEL.

NOMINATIONS MUTATIONS CONGÉS ETC.,

N° 550. — Par décret du Président de la République française, en date du 16 novembre 1925, M. Jean-Marie (Guibert), lieutenant de juge au tribunal de première instance de Cayenne (Guyane) a été nommé, sur sa demande, lieutenant de juge au tribunal de première instance de Saint-Louis (Afrique Occidentale française), en remplacement de M. Selvanadin, précédemment nommé juge suppléant au tribunal de première instance de Pnon Penh (Indochine).

N° 551. — Par décision du Gouverneur, en date du 4 décembre 1925, M. Manguer (Jules) est agréé à l'Imprimerie du Gouvernement en qualité d'apprenti compositeur.

Il recevra, en cette qualité, un salaire de 3 francs par jour.

N° 552. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 décembre 1925, M. Pardin (Dominique), agent de 3e classe à la Police générale, est réintégré dans le cadre de la Police rurale en qualité de garde rural de 1re classe et affecté à la commune de Kourou.

N° 553. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 décembre 1925, M. Silaud (Camille), agent stagiaire de la Police générale, est licencié pour inaptitude générale au service.

N° 554. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 décembre 1925, M. Cipriani (Jean-Dominique), commis de 3e classe des Perceptions métropolitaines, détaché à la Trésorerie de Cayenne, est nommé caissier de la Trésorerie de Cayenne, en remplacement de M. Quénard, à compter du 1er décembre 1925.

Il aura droit, en cette qualité, à l'indemnité de 600 francs prévue par l'arrêté interministériel, en date du 21 août 1923.

N° 555. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 décembre 1925, M. Nérin (Paul-Abel), garde rural de 3e classe à Sinnamary, est appelé à continuer ses services à Roura, en remplacement du garde rural Lhuerre (Charles), décédé.

N° 556. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 décembre 1925, un congé de convalescence de six mois, à passer en France, est accordé à Mlle Duchange (Anna-Augustine), institutrice de 1re classe.

Mlle Duchange est autorisée à s'embarquer sur l'intercolonial du 17 décembre courant.

Son passage sera assuré par voie de réquisition au compte du budget local.

N° 557. — Par décision du Gouverneur, en date du 9 décembre 1925, un congé de maternité de deux mois est accordé à Mme Barthélemi (Léone), institutrice de 4e classe à la Guyane.

N° 558. — Par décision du Gouverneur, en date du 11 décembre 1925, sont acceptées les désignations suivantes proposées par M. le Supérieur ecclésiastique :

M. l'abbé Gros (Alexis), desservant d'Oyapoc, comme vicaire à Cayenne, en remplacement de M. l'abbé Bordron (Félix), décédé ;

M. l'abbé Charneau (Daniel), comme vicaire à Cayenne, en remplacement de M. l'abbé Gérard du Maine, désigné pour continuer ses services à Régina.

N° 559. — Par décision du Gouverneur, en date du 12 décembre 1925, un congé de convalescence de deux mois, à passer dans la colonie, est accordé à M. Noël (Victor), facteur rural de 1re classe.

N° 560. — Par décision du Gouverneur, en date du 14 décembre 1925, un congé de convalescence de six mois, à passer en France, y compris arrêt de deux mois à la Guadeloupe, est accordé à M. Lestrade (Hippolyte-Charles-Philippe), vérificateur principal de 2e classe des Douanes.

Ce fonctionnaire, qui est accompagné de sa femme, est autorisé à prendre passage sur le courrier partant de Cayenne le 17 décembre 1925

N° 561. — Par décision du Gouverneur, en date du 14 décembre 1925, M. Lédi (Alexandre), vérificateur principal de 2e classe des Douanes, est chargé des fonctions intérimaires de Chef du service des Douanes et des Contributions directes et indirectes, en remplacement de M. Lestrade, titulaire d'un congé de convalescence.

M. Zénobie (Raoul), vérificateur de 1re classe des Douanes, est chargé, en remplacement de M. Lédi, des fonctions intérimaires de Chef du Bureau principal de Cayenne, cumulativement avec ses fonctions de Chef de la visite à Cayenne.

Ces deux fonctionnaires auront droit aux accessoires de solde prévus en faveur des titulaires.

N° 562. — Par décision du Gouverneur, en date du 15 décembre 1925, M. Pigrée (Amélius), garde rurale de 3e classe à Kourou, est déféré devant une commission d'enquête.

N° 563. — Par décision du Gouverneur, en date du 18 décembre 1925, une permission d'absence de 30 jours, à solde entière coloniale, est accordée à M. Romain (Gustave), garde rural de 3e classe.

N° 564. — Par décision du Gouverneur, en date du 22 décembre 1925, M. Séraphin (Jules), infirmier aide-médecin à Kourou, est désigné pour remplir provisoirement les fonctions de secrétaire de Mairie de la dite commune, à partir du 1er janvier 1926, en remplacement de M. Ossian (Joachim), admis à la retraite.

Il aura droit à l'indemnité de 1,200 francs par an prévue à l'article 2 de l'arrêté du 11 juin 1925.

N° 565. — Par décision du Gouverneur, en date du 23 décembre 1925, M. Fortuné (Louis), directeur d'école appartenant au 1er échelon du 4e groupe, est rangé au 2e échelon du même groupe, à compter du 1er janvier 1926.

Il aura droit, en cette qualité, au supplément de traitement de 1,500 francs prévu à l'article 2 de l'arrêté du 26 avril 1924.

N° 566. — Par arrêté du Gouverneur en date du 24 décembre 1925, pris sur la proposition du Procureur général, M. Sontag, sous-chef de bureau de l'Administration pénitentiaire, est nommé provisoirement Procureur de la République près le Tribunal du Maroni, en remplacement de M. Elie, appelé à servir à Cayenne.

M. Sontag recevra une indemnité mensuelle de deux cents francs.

N° 567. — Par décision du Gouverneur, en date du 26 décembre 1925, et pour compter du 1er janvier 1926, M. Fortuné (Léonard-Nicolas), commis de 1re classe des Douanes au bureau de Saint-Laurent, est affecté en la même qualité au bureau principal de Cayenne.

M. Vernet (Luc), commis de 4e classe au bureau principal de Cayenne, est affecté en la même qualité au bureau de Saint-Laurent.

N° 568. — Par décision du Gouverneur, en date du 28 décembre 1925, M. Elizé, instituteur et Mme Lafont, institutrice, ont été placés dans la position d'absence irrégulière pendant la durée de leur absence de leur poste.

N° 569. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 décembre 1925, M. Emmanuel (Paul), commis de 4e classe des Postes, est provisoirement suspendu de ses fonctions.

N° 570. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 décembre 1925, M. Pigrée (Amélius), garde rural de 3e classe, est provisoirement suspendu de ses fonctions.

N° 571. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 décembre 1925, M. Sainte-Claire (Henri), agent principal des Mines, est provisoirement suspendu de ses fonctions.

N° 572. — Par décision du Gouverneur, en date du 30 décembre 1925, M. Jobiensi (Norbert) est agréé en qualité de manœuvre au service des colis postaux.

Il aura droit, à l'exclusion de toute autre allocation, à un salaire journalier de 4 francs.

N° 573. — Par lettre en date du 31 décembre 1925 dont il lui a été accusé réception, M. Séraphin Féréol a donné sa démission de conseiller municipal de la commune de Macouria.

CERTIFIÉ CONFORME:

Le Secrétaire-archiviste,

R. ANGAMMARRE.

CAYENNE. — Imprimerie du Gouvernement.

TABLE ALPHABÉTIQUE
DES MATIÈRES.

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	A	
	Accidents du travail	
1925. 19 sept...	Arrêté promulguant le décret du 19 juillet 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application à la Guyane de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes sur la responsabilité des accidents du travail. — Rapport...	429
1925. 19 juillet.	Décret portant règlement d'administration publique pour l'application à la Guyane de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes sur la responsabilité des accidents du travail.....	431
1925. 12 nov...	Arrêté portant institution d'une Commission chargée d'étudier les dispositions d'application à la Guyane prévues par le décret du 19 juillet 1925 sur la responsabilité des accidents de travail.....	550
	Administration Pénitentiaire	
1925. 19 mars..	Arrêté ministériel portant règlement sur l'organisation des services médicaux et hospitaliers de l'Administration pénitentiaire coloniale.....	350
1925. 16 juin..	Dépêche ministérielle au sujet de l'envoi au Département des propositions de grâces générales.	371
1925. 22 octob..	Arrêté promulguant les décrets du 18 septembre 1925 relatifs au régime de la transportation et au fonctionnement de la direction de l'Administration pénitentiaire à la Guyane. — Rapport.— *(Bulletin supplémentaire n° 10 bis)*.....	"
1925. 18 sept...	Décrets relatifs au régime de la transportation et au fonctionnement de la direc-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	tion de l'Administration pénitentiaire à la Guyane (*Bulletin supplémentaire* n° 10 *bis*).....	//
1925. 9 nov ..	Décision nommant une commission chargée de la préparation des textes d'application des décrets susvisés du 18 septembre 1925.....	542
1925. 28 nov..	7 arrêtés relatifs à l'application des décrets du 18 septembre 1925 concernant l'Administration pénitentiaire coloniale.	56
	Agents spéciaux.	
1925. 12 août..	Circulaire ministérielle. — Justification du transport des encaisses des agents spéciaux au 31 décembre.....	475
	Alcool.	
1925. 27 janv..	Arrêté fixant la répartition du reliquat du contingent de 150 hectolitres d'alcool pur attribué à la Guyane pour l'année 1924.	32
1925. 25 sept...	Arrêté promulguant dans la colonie le décret du 26 août 1925 fixant la répartition entre les colonies du contingent de 192,000 hectolitres d'alcool pur, de rhums et tafias à admettre à l'entrée en France sous le régime de la franchise..	457
1925. 26 août..	Décret fixant la répartition entre les colonies du contingent de 192,000 hectolitres d'alcool pur, de rhums et tafias à admettre à l'entrée en France sous le régime de la franchise.....	458
1925. 25 sept...	Arrêté fixant la répartition entre les distillateurs de la colonie du nouveau contingent de 150 hectolitres d'alcool pur attribué à la Guyane française.....	460

DATES.	ANALYSE.	PAGES
1925. 15 décemb.	Arrêté fixant la répartition entre les distillateurs de la colonie du nouveau contingent de 150 hectolitres d'alcool pur attribué à la Guyane française (1926)....	612
	Allocation exceptionnelle.	
1925. 13 mars..	Arrêté attribuant une allocation exceptionnelle de 500 francs aux fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et locaux.....	67
1925. 18 mars..	Arrêté modifiant celui du 13 mars 1925 attribuant une allocation exceptionnelle de 500 francs aux fonctionnaires.....	70
	Amicale.	
	Voir : *Sociétés*.	
	Amnistie.	
1925. 12 février.	Arrêté promulguant la loi du 3 janvier 1925 relative à l'amnistie (*Bulletin suppl. n° 2 bis*).....	//
1925. 3 janv...	Loi relative à l'amnistie (*Bulletin supplémentaire n° 2 bis*).....	//
	Approuague.	
1925. 8 octob...	Arrêté autorisant la commune d'Approuague à faire l'acquisition de la chapelle et du presbytère de la section de Régina.	495
	Arpenteurs libres.	
1925. 11 juin...	Décision modfiant l'article 1er de la décision n° 952 du 26 décembre 1882.....	253
	Articles d'argent.	
1925. 28 mars.	Arrêté promulguant le décret du 10 janvier 1925 étendant aux relations intercoloniales et internationales les dispositions du décret du 26 mars 1924 réorganisant les opérations d'articles d'argent. — Rapport.....	74

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 10 janv...	Décret étendant aux relations intercoloniales et internationales les dispositions du décret du 26 mars 1924 réorganisant les opérations d'articles d'argent.....	75
	Avancement.	
	Voir : *Fonctionnaires.*	
	B	
	Baccalauréat.	
	Voir : *Certificat de capacité.*	
	Balata.	
1925. 14 mai...	Arrêté promulguant le décret du 3 mai 1925 approuvant une délibération du Conseil général de la Guyane française, relative au mode d'assiette et aux règles de perception du droit de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose.....	161
1924. 15 décemb.	Délibération modifiant le mode d'assiette et les règles de perception du droit de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose.....	162
1925. 14 mai...	Arrêté rendant applicable une délibération du Conseil général de la Guyane française en date du 15 décembre 1924, fixant à nouveau le tarif des droits de circulation sur la gomme de balata et l'essence de bois de rose récoltées ou fabriquées à la colonie.....	163
	Baleine.	
1925. 14 mai...	Arrêté promulguant le décret du 6 février 1925 modifiant celui du 12 avril 1914 relatif à la chasse et l'exploitation industrielle de la baleine dans les colonies françaises. — Rapport.....	158

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925 6 février..	Décret modifiant celui du 12 avril 1911 relatif à la chasse et l'exploitation industrielle de la baleine dans les colonies françaises	160
	Banque.	
1925. 3 nov...	Arrêté promulguant la loi du 21 août 1925 modifiant et complétant les dispositions de l'article 10 des statuts annexés à la loi du 21 mars 1919 portant renouvellement du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion.....	536
1925. 21 août..	Loi modifiant et complétant les dispositions de l'article 10 des statuts annexés à la loi du 21 mars 1919, portant renouvellement du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion.....	537
	Voir : *Caisse agricole.*	
	Bois de rose.	
	Voir : *Balata.*	
	Budget général.	
1925. 26 août..	Arrêté portant promulgation à la Guyane française des articles 152 et 153 de la loi de finances du 13 juillet 1925.....	404
1925. 13 juillet.	Loi portant fixation du budget général de l'exercice 1925	404
1925. 6 octob..	Arrêté portant promulgation à la Guyane française des articles 157 à 161 de la loi de finances du 13 juillet 1925.....	485
1925. 13 juillet.	Loi portant fixation du budget général de l'exercice 1925	486

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Budget local.	
1925. 30 décemb.	Arrêté rendant exécutoire le budget du Service local pour l'exercice 1926.....	619
	Boys-Scouts.	
1925. 27 juillet.	Arrêté autorisant le fonctionnement à Sinnamary d'une section des Boys-Scouts de la Guyane française.....	331
1925. 4 décemb.	Arrêté approuvant une modification apportée aux statuts de la société «Boys-Scouts» de la Guyane.....	609
	C	
	Cablogrammes.	
1925. 14 mars..	Arrêté créant à Cayenne un service d'abonnement aux cablogrammes de presse.....	69
	Café.	
1924. 26 nov...	Arrêté ministériel modifiant l'arrêté du 27 février 1922, concernant le scolyte du grain de café.....	3
1925. 11 mars..	Arrêté ministériel complétant celui du 27 février 1922 sur la protection des plantations de caféiers contre le scolyte du grain de café «Stephanoderes coffeae»..	349
1925. 25 août..	Arrêté ministériel modifiant celui du 27 février 1922 sur la protection des plantations de caféiers contre les scolytes du grain de café.....	476
	Caisse agricole.	
1925. 23 avril...	Arrêté promulguant le décret du 4 février 1925 qui attribue à la Caisse agricole de la Guyane le montant des redevances de la Banque de la Guyane.....	114

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925 4 février..	Décret attribuant à la Caisse agricole de la Guyane le montant des redevances de la Banque de la Guyane.....	115
1925. 6 juillet..	Arrêté portant institution de la Caisse Agricole à la Guyane *(Bulletin supplémentaire n° 7 bis)*.....	//
	Caisse de réserve.	
1925. 30 décemb.	Arrêté — Versement à la Caisse de réserve de l'excédent de recettes de l'exercice 1924.....	634
	Certificat de capacité.	
1925. 30 juillet.	Arrêté promulguant le décret du 28 juin 1925 portant création à la Guyane française d'un certificat de capacité correspondant au baccalauréat métropolitain. — Rapport.....	334
1925. 28 juin...	Décret portant création en Guyane française d'un certificat de capacité correspondant au baccalauréat métropolitain.	336
	Cession de main-d'œuvre pénale.	
1925. 4 avril...	Arrêté ministériel. — Cession de main-d'œuvre pénale à la Guyane française.	213
	Chambre de commerce.	
1925. 23 février.	Décision convoquant les électeurs consulaires pour l'élection de quatre membres de la Chambre de commerce.....	47
	Charges de famille.	
1925. 8 janv....	Arrêté modifiant ou complétant l'arrêté du 3 décembre 1920, établissant une indemnité pour charges de famille en faveur des fonctionnaires.....	5
1925. 2 décemb .	Arrêté promulguant les décrets en date du 7 octobre 1925, relatifs à l'attribution au personnel militaire à la charge du Dépar-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	tement des colonies de relèvements sur les indemnités pour charges de famille et un décret de la même date relatif à l'attribution au personnel militaire, en service aux colonies, d'une majoration à l'indemnité de résidence. — Rapports...	600
1925. 7 octob.	Décrets relatifs à l'attribution au personnel militaire à la charge du département des colonies de relèvements sur les indemnités pour charges de famille.. ...	604
	Voir: *Communes rurales.*	
	Cherté de vie.	
1925. 8 janv....	Arrêté créant une indemnité temporaire de cherté de vie en faveur des fonctionnaires dont le traitement colonial est de 4,000 francs et au-dessous..... ..	6
1925. 22 janv..	Arrêté complétant celui du 8 janvier 1925, qui a créé une indemnité temporaire de cherté de vie.....	19
	Voir: *Communes rurales.*	
	Colis postaux.	
1924. 9 février..	Délibération du Conseil général établissant à la Guyane française un droit de magasinage et un droit de réexpédition sur les colis postaux, approuvée par décret du 5 septembre 1924 promulgué au *Journal officiel* de la colonie du 22 novembre 1924, n° 47, par arrêté en date du 28 octobre 1924.	13
1925. 27 août. .	Décision nommant une Commission chargée du recolement des colis postaux provenant de Saint-Nazaire et arrivés sans documents par le vapeur « Iskra » du 24 août 1925..	30
	Collège de Cayenne.	
	Voir: *Baccalauréat, Sténographie.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES
	Collèges électoraux.	
1925. 9 avril ..	Arrêté convoquant les collèges électoraux des différentes communes de la Guyane pour l'élection des Conseils municipaux.	90
1925. 29 mai...	Arrêté portant convocation des collèges électoraux des 1re, 2e, 3e, 4e, 5e et 6e circonscriptions.— Elections au Conseil général	198
1925. 6 juin ...	Arrêté modifiant l'article 6 de l'arrêté n° 410 *bis* du 29 mai 1925 portant convocation des collèges électoraux des 1re, 2e, 3e, 4e, 5e et 6e circonscriptions pour l'élection de neuf Conseillers généraux...	237
1925 31 août...	Arrêté convoquant les collèges électoraux des communes de Macouria et Matoury pour l'élection des Conseillers municipaux de ces communes	416
	Commissions.	
1925. 13 mai...	Décision nommant une Commission chargée d'évaluer la richesse nationale à la Guyane	154
	Voir: *Accidents du travail, Administration pénitentiaire, Colis postaux, Domaine de l'Etat, exploitation forestière, immeubles, Instruction publique.*	
	Commission cadastrale.	
1925 8 mai...	Arrêté désignant deux membres du Conseil général pour faire partie de la commission cadastrale.....	156
	Commission coloniale.	
	Voir: *Indemnités.*	
	Commission de réforme.	
1925 16 octob..	Arrêté promulguant à la Guyane française le décret du 28 novembre 1924, relevant la composition et la compétence des	

DATES.	ANALYSE	PAGES.
	Commissions de réforme des colonies, pays de protectorat et territoire relevant du Ministère des colonies.....	497
1924. 28 nov...	Décret réglant la composition et la compétence des commissions de réforme des colonies, pays de protectorat et territoires relevant du Ministère des colonies.	497
	Commission de visite.	
	Voir: *Frais de déplacement.*	
	Commissaire de police.	
	Voir: *Police.*	
	Communes rurales.	
1925. 19 sept..	Arrêté étendant au personnel rétribué sur les budgets des communes rurales les dispositions de l'arrêté local du 8 janvier 1925, portant majoration de l'indemnité pour charges de famille	453
1925. 19 sept..	Arrêté allouant une indemnité temporaire spéciale de cherté de vie aux agents rétribués sur les budgets des communes rurales et dont le traitement colonial est de 4,000 francs et au-dessous.....	454
	Voir: *Vente, travaux publics, frais de déplacement.*	
	Compétence.	
	Voir: *Commission de réforme.*	
	Comptabilité.	
1925. 10 août..	Circulaire ministérielle.— Modifications au règlement du 16 janvier 1905.....	473

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Comptes de gestion.	
1925. 20 mai...	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921 du 1er avril 1921 au 31 mars 1922 de M. Regour (Gustave), receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Cayenne.....	172
1925. 20 mai...	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 31 mars 1921 de M. Clément (Charles), receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Cayenne.....	173
1925. 20 mai...	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 23 décembre 1921 au 31 mars 1922 de M. Clément (Charles), receveur municipal de la commune d'Approuague.....	174
1925 11 juin...	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1921 du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, de M. Octaville, receveur des Bureaux de bienfaisance des communes de Macouria et de Rémire.....	247
1925. 11 juin ..	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, de M. Octaville (Raoul), receveur municipal des communes de Matoury, Rémire, Roura, Kaw, Tonnégrande et Macouria...	248
1925. 13 août..	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921 de M. Salvador (Clovis), receveur du Bureau de bienfaisance de Sinnamary.....	374
1925. 13 août..	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921 de M. Selbonne (Gaston), receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Mana.....	375
1925. 13 août..	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1921 de M. Clément (Charles), receveur des Bureaux de bienfaisance des communes de Rémire et Macouria.....	376

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 13 août..	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1921 de M. Clément (Charles), receveur municipal des communes de Rémire, Matoury, Tonnégrande, Montsinéry, Macouria et Kaw	376
1925. 13 août..	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, de M. Octaville (Raoul), receveur municipal de la commune de Montsinéry..	377
1925. 19 sept...	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1922 de M. Salvador (Clovis), Receveur du Bureau de bienfaisance de la commune de Sinnamary.....	451
1925. 19 sept. .	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1922 de M. Regour (Gustave), Receveur du Bureau de bienfaisance de Cayenne.....	452
1925. 8 octob...	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier 1921 au 18 décembre 1921, de M. Octaville (Raoul), receveur municipal de la commune d'Oyapoc.....	492
1925. 8 octob...	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921 de M. Salvador (Clovis), receveur municipal de la commune d'Iracoubo	493
1925. 8 octob...	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 23 décembre 1921 au 31 mars 1922, de M. Clément (Charles), receveur municipal de la commune de Roura....	494
1925. 29 octob..	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1921, du 1er janvier au 18 décembre 1921, de M. Octaville (Raoul), receveur municipal de la commune d'Approuague	518
1925 29 octob..	Arrêté approuvant le compte de gestion de l'exercice 1922 de M. Selbonne (Gaston),	

DATES.	ANALYSE.	PAGES
	receveur du Bureau de bienfaisance de Mana	519
1925. 28 nov...	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1922 de M. Salvador (Clovis), receveur municipal des communes de Kourou et d'Iracoubo.....	585
1925. 28 nov..	Arrêté approuvant les comptes de gestion de l'exercice 1922 de M. Clément (Charles), receveur des Bureaux de bienfaisance des communes de Rémire et de Macouria...	586
	Concours.	
	Voir : *Trésor*.	
	Congés spéciaux.	
1925. 23 juillet.	Décret relatif aux congés spéciaux pour tuberculose ou maladie mentale.....	425
1925. 26 nov...	Arrêté promulguant à la Guyane française le décret du 17 septembre 1925, relatif aux congés spéciaux pour tuberculose ou maladie mentale. — Rapport.....	559
1925. 17 sept ..	Décret relatif aux congés spéciaux pour tuberculose ou maladie mentale.....	560
	Conseil cantonal.	
1925. 31 août..	Décision portant convocation du Conseil cantonal de la Guyane.....	413
	Conseil d'Etat.	
1925 6 mars..	Décision du Conseil d'Etat portant annulation des opérations électorales auxquelles il a été procédé le 23 septembre 1923 dans la 1re circonscription de Cayenne..	131
	Conseil général.	
1925. 29 mai...	Arrêté déterminant les sections de vote en vue des élections pour le renouvellement de la série sortante du Conseil général..	197

DATES	ANALYSE.	PAGES.
1925. 11 juin	Arrêté portant convocation du Conseil général en session extraordinaire.....	239
1925. 3 juillet.	Décision relative à la proclamation d'un Conseiller général de la 2e circonscription.....	314
1925. 19 octob..	Arrêté portant convocation du Conseil général en session ordinaire pour 1925....	499
1925. 19 octob..	Arrêté autorisant les Chefs d'administration et de service à entrer au Conseil général pendant la session ordinaire de 1925.....	500
1925. 23 décemb.	Arrêté portant prorogation de la session ordinaire du Conseil général de 1925...	617
	Voir : *Indemnités, colléges électoraux.*	
	Conseil municipal.	
1925. 9 avril...	Arrêté déterminant les sections de vote en vue des élections pour le renouvellement des Conseils municipaux.....	90
1925. 4 mai....	Arrêté convoquant en session extraordinaire le Conseil municipal de Cayenne pour l'élection du Maire et des adjoints.	134
1925 7 mai....	Décision relative à la proclamation des Conseillers municipaux de la commune de Macouria.....	142
1925. 7 mai ...	Décision relative à la proclamation des Conseillers municipaux de la commune de Sinnamary.....	144
1925. 7 mai ...	Décision relative à la proclamation des Conseillers municipaux de la commune d'Approuague.....	145
1925. 8 mai....	Arrêté autorisant une session extraordinaire des Conseils municipaux de six communes rurales pour l'élection des Maires et des adjoints.....	150

DATES.	ANALYSE	PAGES.
1925. 13 mai...	Arrêté autorisant une session extraordinaire des Conseils municipaux de trois communes rurales pour l'élection des Maires et des adjoints.....	152
1925. 15 mai...	Arrêté convoquant le Conseil municipal de Kourou en session extraordinaire pour l'élection du Maire et des adjoints.....	165
1925. 16 mai...	Décision relative à la proclamation des Conseillers municipaux de la commune d'Oyapoc.....	166
1925. 19 mai...	Arrêté autorisant une session extraordinaire du Conseil municipal d'Oyapoc pour l'élection du Maire et des adjoints.....	169
1925. 19 mai..	Arrêté autorisant une session extraordinaire du Conseil municipal de Mana pour l'élection du Maire et des adjoints.....	170
1925. 20 mai...	Décision relative à la proclamation d'un Conseiller municipal de la commune de Kaw..	170
1925. 26 mai...	Arrêté autorisant une session extraordinaire du Conseil municipal de Kaw pour l'élection du Maire et des adjoints.....	189
1925. 16 juin..	Arrêté autorisant une réunion extraordinaire du Conseil municipal de Cayenne.	256
1925. 23 juin...	Arrêté autorisant une session extraordinaire du Conseil municipal d'Oyapoc...	268
1925. 24 juin...	Arrêté autorisant une réunion extraordinaire du Conseil municipal de Mana....	269
1925. 31 août..	Arrêté déterminant les sections de vote de la commune de Macouria pour le renouvellement du Conseil municipal de cette commune.....	409
1925. 19 sept...	Arrêté autorisant une réunion extraordinaire du Conseil municipal de la commune d'Iracoubo.....	449

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 5 octob...	Arrêté autorisant une session extraordinaire des Conseils municipaux de Macouria et Matoury pour l'élection des maires et adjoints.....	484
	Conseil de révision.	
	Voir : *Recrutement.*	
	Conseil sanitaire maritime.	
1925. 20 mars.	Décision. — Désignation de trois membres du Conseil sanitaire maritime pour l'année 1925.....	72
	Contingent.	
	Voir : *Alcool.*	
	Contributions directes.	
	Voir : *Douanes, porteurs de contraintes.*	
	Convention sur la liberté du transit.	
	Voir : *Transit.*	
	Correspondant colonial.	
1925. 9 mars..	Circulaire ministérielle. — Formalités en matière de pouvoirs à donner à un correspondant colonial.....	212
	Corvées municipales.	
1925. 29 mai...	Arrêté portant nouvelle fixation des effectifs des corvées municipales.....	195
	Crédits.	
1925. 5 mars..	Arrêté portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 1,200,000 francs au chapitre 17 « Dépenses d'ordre » de l'exercice 1925.....	61
1925. 23 juillet.	Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires à divers chapitres du budget local, exercice 1923.....	327

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 23 juillet.	Arrêté portant annulation de crédits distribués au titre de l'exercice 1923 et non employés	328
1925. 14 décemb.	Arrêté portant ouverture de crédit supplémentaire au chapitre 15 du budget local exercice 1925	612
1925. 30 décemb.	Arrêté portant annulation de crédits distribués au titre de l'exercice 1924 et non employés	632
1925. 30 décemb.	Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires à divers chapitres du budget local, exercice 1924	633
	D	
	Démission.	
1925. 6 octob ..	Arrêté promulguant le décret du 13 août 1925, relatif à la démission de fonctionnaires et agents coloniaux. — Rapport..	487
1925. 13 août..	Décret relatif à la démission de fonctionnaires et agents coloniaux	488
	Dépenses.	
	Voir : *Poste.*	
	Désarmement.	
1925. 19 juillet.	Dépêche ministérielle. — Application de l'article 57 de la loi de Finances du 30 juin 1923. Calcul de la provision sur les droits de désarmement. Ouverture d'un compte accessoire	304
1925. 19 juillet.	Arrêté ministériel	306
	Disponibilité.	
	Voir: *Pension.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Distillerie.	
1925. 17 janv..	Décision autorisant M. Léon Mine à établir une distillerie agricole à Sinnamary.....	14
	Domaine de l'Etat.	
1925. 22 décemb.	Décision nommant une commission chargée d'étudier les mesures à proposer au Département pour le reclassement, l'utilisation et éventuellement la liquidation du domaine de l'Etat.....	615
	Douanes.	
1925. 7 avril...	Décision portant mutations dans le personnel métropolitain des Douanes de la Guyane	88
1925. 8 octob..	Arrêté modifiant l'article 2 de l'arrêté n° 444 du 26 avril 1924 plaçant sous la direction de l'Inspecteur principal des Douanes le service des Contributions directes et celui de la vérification des poids et mesures.....	496
	Droits.	
1925. 13 mars.	Arrêté promulguant le décret du 30 janvier 1925 approuvant une délibération du Conseil général de la Guyane française concernant le crédit des droits sur les marchandises d'importation et d'exportation.....	65
1925. 30 janv .	Décret approuvant une délibération du Conseil général de la Guyane française concernant le crédit des droits sur les marchandises d'importation et d'export i n....	66
	Droits de circulation.	
	Voir : *Balata*.	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	E	
	Eaux et forêts.	
	Voir : *Pa[illegible]té.*	
	Effets de commerce.	
1925. 30 décemb.	Arrêté promulguant les lois des 23 décembre 1904, 13 juillet 1905, 26 décembre 1911, 20 décembre 1906 et 29 octobre 1909, relatives à la fixation du jour de l'échéance des effets de commerce.....	623
1904. 23 décemb.	Loi décidant que lorsque les fêtes légales tomberont un dimanche, aucun payement ne sera exigé et aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes.....	624
1905. 13 juillet.	Loi décidant que lorsque les fêtes légales tomberont un vendredi, aucun payement ne sera exigé, ni aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes; lorsqu'elles tomberont le mardi aucun payement ne sera exigé, ni aucun protêt ne sera dressé la veille de ces fêtes.....	62[illegible]
1911 26 décemb.	Loi rendant applicables aux colonies les lois du 20 décembre 1906 et 29 octobre 1909.	62[illegible]
1906. 20 décemb.	Loi modifiant l'article 1er de la loi du 13 juillet 1905 décidant que, lorsque les fêtes légales tomberont un vendredi, aucun payement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes; lorsqu'elles tomberont le mardi aucun payement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé la veille de ces fêtes.....	62[illegible]
1909. 29 octob..	Loi prorogeant la date des échéances lorsque le 1er novembre sera un lundi.....	627
	Electeurs consulaires.	
	Voir : *Chambre de commerce.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Elections.	
1925. 30 juin...	Décision relative aux opérations électorales du 3 mai 1925 de la commune de Macouria.	278
1925. 30 juin...	Décision relative aux opérations électorales du 3 mai 1925 de la commune de Macouria.	279
1925. 30 juin...	Décision relative aux opérations électorales de la commune de Matoury en date du 3 mai 1925	285
1925. 30 juin...	Décision relative aux opérations électorales de la commune de Matoury en date du 3 mai 1925	286
1925. 11 juillet.	Décision relative aux opérations électorales de la commune de Sinnamary en date du 3 mai 1925	317
	Voir: *Conseil d'état. Conseil général, Conseil municipal.*	
	Elections législatives.	
	Voir: *Fonctionnaire.*	
	Encaisse.	
	Voir: *Poste, agents spéciaux.*	
	Enquêtes de commodo.	
1925. 5 janv	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'acquisition de la propriété «Kerhuel» par la commune de Cayenne	4
1925. 7 mai...	Décision ouvrant une enquête de *commodo* et *incommodo* au sujet de l'acquisition par la commune d'Approuague de la chapelle et du presbytère de la section de Régina	147

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Enregistrement.	
1925. 13 mai...	Décision rapportant celui du 8 juillet 1924 chargeant M. Clarac de la gestion du 2e bureau de l'Enregistrement de Cayenne..	157
1925. 7 octob...	Décision. — Institution d'un jury d'examen pour l'Enregistrement...	490
	Exploitation forestière.	
1925. 25 mars.	Décision nommant une commission chargée de rechercher les modifications à apporter à l'arrêté du 11 novembre 1916.....	73
1925. 11 juin .	Arrêté complétant l'article 36 de l'arrêté forestier du 11 novembre 1916.....	252
	Voir: *Arpenteurs libres.*	
	Expositions et Foires.	
1925. 9 février..	Arrêté instituant un Comité permanent chargé d'organiser la participation et la représentation de la Guyane aux Expositions et Foires métropolitaines ou étrangères.....	44
	Expulsion.	
1925. 20 juin...	Arrêté rapportant celui du 25 juin 1924 ordonnant l'expulsion de la nommée Frédéric (Catherine) *dite* Una.....	268
1925. 21 août..	Arrêté rapportant celui du 4 juin 1924 ordonnant l'expulsion de la colonie de la nommée Noemie Abraham.....	395
	F	
	Fêtes nationales.	
1925. 15 juin...	Arrêté relatif à la célébration de la Fête Nationale	255
1925 17 juin...	Décision mettant a la disposition des municipalités une somme de 3.000 francs à	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	l'occasion de la Fête Nationale du 14 juillet 1925	257
1925. 9 juillet..	Décision mettant une somme de 10,000 francs à la disposition du Président du Comité d'organisation de la Fête Nationale du 14 juillet	343
1925. 27 octob..	Décision relative à la célébration de la Fête Nationale du 11 novembre 1925...	515
	Fonctionnaires.	
1925. 11 février.	Circulaire ministérielle. — Fonctionnaires candidats aux élections législatives.....	129
1925. 8 avril...	Circulaire ministérielle. — Fonctionnaires candidats aux élections législatives.....	215
1925. 10 avril..	Arrêté promulguant l'article 18 de la loi du 12 avril 1922 autorisant le paiement, au profit de l'époux survivant, des soldes dues au décès des fonctionnaires.....	94
1922. 12 avril..	Loi autorisant le paiement au profit de l'époux survivant des soldes dues au décès des fonctionnaires.....	95
1925. 25 août..	Circulaire ministérielle. — Extension au personnel des cadres coloniaux et locaux des avantages de la loi du 17 avril 1924 .	477
	Voir : *Charges de famille, cherté de vie, démission, transport.*	
	Fonds d'abonnement.	
	voir: *Trésor.*	
	Fournitures.	
1925. 12 juin. .	Circulaire ministérielle. — Référé n° 3529 du 16 octobre 1924 au Ministre des finances.— Séries de prix concernant les fournitures.....	369

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Frais de déplacement.	
1925. 19 juillet.	Dépêche ministérielle. — Imputation nouvelle des frais de déplacement occasionnés par les Commissions de visite des inscrits en instance de pension.....	308
1925. 7 août...	Décision. — Imputation aux communes rurales des frais de déplacement des médecins chargés d'effectuer des tournées médicales dans ces communes.....	371
1925. 29 octob..	Arrêté modifiant les dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 31 décembre 1924 sur le régime des déplacements du personnel rétribué sur les fonds du budget local ou des budgets spéciaux de la colonie.....	517
1925. 28 nov...	Arrêté mettant les frais de déplacement, de séjour et de transport des agents des Mines à la charge des concessionnaires.....	587
	Frais de poursuites.	
	Voir : *Porteur de contraintes.*	
	G	
	Gardes sanitaires.	
1925. 11 juin...	Arrêté portant suppression par voie d'extinctions du cadre des gardes sanitaires.	240
	Gardien du Chalet.	
1925. 11 juin...	Arrêté portant suppression de l'emploi de gardien du Chalet de Bourda.....	242
	Gendarmerie.	
1925. 18 février.	Arrêté promulguant le décret du 22 octobre 1924 portant majoration des tarifs des masses d'entretien et de secours de la Gendarmerie coloniale. — Rapport.....	45

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1924. 22 octob..	Décret portant majoration des tarifs des masses d'entretien et de secours de la Gendarmerie coloniale fixés par le décret du 19 décembre 1913.....	46
1925. 19 sept...	Arrêté allouant une remise de 5 % aux chefs de brigade de gendarmerie de Kourou et d'Iracoubo, chargés de la liquidation et de la perception de la taxe spéciale de commerce intérieur sur le montant des recettes effectuées par eux.....	450
1925. 3 nov...	Arrêté promulguant le décret du 20 septembre 1925, portant réduction de l'effectif du détachement de Gendarmerie de la Guyane. — Rap.....	538
1925. 20 sept..	Décret portant réduction de l'effectif du détachemnet de Gendarmerie de la Guyane.....	539
	Gouverneur.	
1925. 7 avril...	Arrêté. — Reprise de fonctions de M. Chanel, Gouverneur de la Guyane française.....	83
	Grâces.	
	Voir : *Administration pénitentiaire.*	
	Greffiers.	
	Voir : *Vente.*	
	H	
	Hôpital-hospice civil.	
1925. 5 mars..	Arrêté portant relèvement des tarifs de frais d'hospitalisation à l'Hôpital-Hospice civil de Cayenne.....	62
1925. 11 juin..	Arrêté portant suppression de l'emploi de cuisinier-chef de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne.....	241

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 23 juillet.	Arrêté créant le poste de Directeur de l'Hôpital-hospice civil de Cayenne, et fixant la hiérarchie, la solde, le classement et le régime disciplinaire de ce fonctionnaire .	324
1925. 13 août..	Arrêté créant une chefferie du service médical à l'Hôpital-hospice civil de Cayenne.	373
1925. 30 décemb.	Arrêté prorogeant les travaux de construction d'un bâtiment pour les indigents à l'Hospice civil jusqu'au 28 février 1926.	629
	I	
	Immeubles.	
	Voir : *Impôt locatif.*	
	Immeubles militaires.	
1925. 24 août...	Décision nommant une Commission chargée d'estimer certains immeubles militaires de Cayenne désaffectés, en vue de leur aliénation au profit de la Colonie..	394
	Impôt général sur le revenu	
1925. 5 juin....	Arrêté promulguant le décret du 29 avril 1925 établissant à la Guyane française l'impôt général sur le revenu.....	229
1925. 29 avril..	Décret établissant à la Guyane française l'impôt général sur le revenu	231
1924 22 août..	Délibération du Conseil général de la Guyane française relative à l'établissement de l'impôt général sur le revenu	232
1925. 11 juin...	Arrêté déterminant certaines mesures nécessaires à l'application du décret du 29 avril 1925 établissant à la Guyane française l'impôt général sur le revenu....	238
	Impôt locatif.	
1925. 28 avril..	Arrêté promulguant le décret du 13 mars 1925 modifiant le mode d'assiette et les	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	règles de perception de l'impôt locatif sur les immeubles en Guyane française. — Rapport	116
1925. 13 mars..	Décret modifiant le mode d'assiette et les règles de perception de l'impôt locatif sur les immeubles en Guyane française. — Rapport	118
	Indemnités diverses.	
1925. 28 avril..	Décision accordant une indemnité aux agents auxiliaires du service des Travaux publics pourvus de bicyclettes	12
1925. 19 sept..	Arrêté abrogeant celui du 16 juillet 1923 et portant allocation d'indemnités de déplacement et de séjour aux membres du Conseil général et de la Commission coloniale	435
1925. 10 nov. .	Arrêté fixant l'indemnité de fonction aux gérants des différentes recettes	545
	Voir : *Charges de famille, Juges de Paix, Travaux publics*.	
	Instruction publique.	
1925 14 avril..	Arrêté portant création d'une école publique mixte au petit Oiapoc (Oyapoc)	96
1925. 2 juillet.	Arrêté abrogeant les dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 8 mars 1924 fixant le traitement du personnel de l'Enseignement primaire en Guyane	322
1925. 28 octob..	Décision nommant une commission chargée d'étudier les réformes qu'il paraît nécessaires d'introduire dans les méthodes d'enseignement en Guyane	516
1925. 12 nov...	Arrêté promulguant le décret du 13 mai 1922, relatif aux horaires et aux pro-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES
	grammes des classes des lycées et collèges de garçons. — Rapport	546
1922. 13 mai...	Décret relatif aux horaires et programmes dans les classes des lycées et collèges de garçons	549
	Voir : *Certificat de capacité. congés spéciaux.*	
	J	
	Jetons.	
1925. 17 août..	Arrêté promulguant le décret du 28 mai 1925 prohibant dans les colonies et pays de protectorat français, autres que la Tunisie et le Maroc, la sortie des jetons en bronze d'aluminium. — Rapport..	378
1925. 28 mai...	Décret prohibant dans les colonies et pays de protectorat français, autres que la Tunisie et le Maroc, la sortie des jetons en bronze d'aluminium	379
	Juges de paix.	
1925. 28 nov...	Décision — Indemnité aux Juges de paix des communes	582
	K	
	Kourou.	
1925. 23 juillet.	Arrêté réglant le fonctionnement du Bureau de bienfaisance de Kourou, ainsi que les attributions de la Commission administrative de cet établissement	329
	L	
	Léproserie.	
1925. 22 janv..	Arrêté fixant le prix de remboursement de la journée de traitement à la léproserie de l'Acarouany	26

DATES.	ANALYSE.	PAGES
	Licences personnelles.	
1925. 22 janv..	Arrêté réglant le mode de délivrance des licences personnelles.....	16
	Listes électorales.	
1925. 26 nov...	Arrêté portant révision des listes électorales pour l'année 1926.....	564
	Loi de finances.	
	Voir : *Budget général, désarmement, poste.*	
	M	
	Magasinier gérant.	
	Voir : *Travaux publics.*	
	Magistrats coloniaux.	
1925 26 juin...	Arrêté promulguant le décret du 14 mars 1925, relatif aux pensions des magistrats coloniaux.	270
1925. 8 avril...	Circulaire ministérielle au sujet du décret du 14 mars 1925, appliquant aux magistrats coloniaux les dispositions de l'article 4 de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions	271
1925. 14 mars	Décret relatif aux pensions des magistrats coloniaux	274
	Mana.	
1925. 24 juin...	Décision nommant deux membres de la Commission administrative du Bureau de bienfaisance de Mana.....	269
	Mandats-poste.	
1925. 27 janv..	Arrêté promulguant le décret du 28 octobre 1924 modifiant le décret du 19 mai 1924 fixant les conditions de tarif ou autres applicables aux mandats-poste et aux va-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	leurs à recouvrer dans les relations entre la France, l'Algérie, les colonies françaises d'une part, et les bureaux français à l'étranger d'autre part, ainsi que les rapports de ces derniers bureaux entre eux	28
1924 28 octob.	Décret modifiant le décret du 19 mai 1921 fixant les conditions de tarif ou autres applicables aux mandats-poste et aux valeurs à recouvrer dans les relations entre la France, l'Algérie, les colonies françaises d'une part, ainsi que les rapports de ces derniers bureaux entre eux.....	29
	Marchandises.	
	Voir: *Droits, taxe spéciale.*	
	Maroni.	
1925 11 juin...	Arrêté rendant applicables à la commune du Maroni les dispositions de l'arrêté local du 28 septembre 1903	249
1925. 28 nov...	Arrêté annulant une partie de la délibération de la Commission municipale de la commune de Saint-Laurent du Maroni, en date du 29 août 1925.....	582
	Masses d'entretien et de secours.	
	Voir : *Gendarmerie.*	
	Médecins.	
	Voir: *Frais de déplacement.*	
	Mines.	
1925. 10 août..	Décision fixant les heures de communication au public des registres du service des Mines.....	372
	Voir: *Indemnités, travaux publics.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	N	
	Navigation maritime.	
1925. 30 sept...	Arrêté promulguant à la Guyane française le décret du 31 mars 1925, portant organisation du travail à bord des navires affectés à la navigation maritime. — Rapport (*Bulletin supplémentaire n° 9 bis*)...	»
1925. 31 mars..	Décret portant organisation du travail à bord des navires affectés à la navigation maritime (*Bulletin supplémentaire n° 9 bis*)...	»
	O	
	Octroi de mer.	
1925. 14 décemb.	Arrêté fixant le chiffre des dépenses obligatoires des communes pour servir de base à la répartition du produit de l'octroi de mer.....	610
	Oppositions.	
1925. 22 janv...	Arrêté promulguant dans la colonie le décret du 15 décembre 1924, rendant applicable aux colonies la loi du 12 avril 1922. — Rapport.....	20
1924. 15 décemb.	Décret rendant applicable aux colonies la loi du 12 avril 1922.....	21
1922. 12 avril..	Loi réduisant à cinq années l'effet des oppositions pratiquées entre les mains des comptables des départements, communes et autres établissements publics.....	22
	Oyapoc.	
1925. 29 octob.	Arrêté établissant un Bureau de bienfaisance à Oyapoc.....	524

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	P	
	Paiement à des parties prenantes illettrées.	
1925. 26 juin...	Arrêté promulguant le décret du 20 janvier 1925. — Constatation des payements effectués à des parties prenantes illettrées ou dans l'impossibilité de signer. — Rapport.....	275
1925. 20 janv..	Décret .— Constatation de payements effectués à des parties prenantes illettrées ou dans l'impossibilité de signer.....	277
	Parité d'office.	
1925. 22 août..	Arrêté promulguant à la Guyane française le décret du 19 mars 1925 modifiant les parités d'office des personnels des Eaux et Forêts ; des Phares, Sémaphores, Vigies ; des agents locaux des Postes. — Rapport.....	397
1925. 19 mars..	Décrets modifiant les parités d'office des personnels des eaux et forêts ; des phares, sémaphores, vigies ; des agents locaux des postes.....	398
	Patentes.	
	Voir : *Taxe spéciale*	
	Pensions.	
1925. 22 janv...	Arrêté portant désignation des membres du Tribunal des pensions pour l'année 1925.....	23
1925. 24 mars..	Circulaire ministérielle relative au point de départ du paiement d'une pension d'infirmités, en cas de disponibilité antérieure.	472
1925. 17 juin...	Arrêté promulguant le décret du 28 avril 1925 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 6 de la loi du 14 avril 1924 sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires. — Rapport.....	258

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 28 avril..	Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 6 de la loi du 14 avril 1924 sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires	260
	Pensions de retraites.	
1925 5 février..	Arrêté portant concession d'une pension à Mme David (Alexandre), veuve d'un agent de la Police municipale.....	43
1925. 23 juillet	Arrêté portant concession d'une pension proportionnelle à Mlle Palmier (Adélaïde-Hermence), visiteuse des Douanes.....	326
1925. 8 octob...	Arrêté concédant une pension de retraite à M. Latoville (Louis-Joseph), économe-comptable de 2e classe de l'Hôpital-hospice de Cayenne.....	491
1925. 28 nov..	Arrêté portant concession d'une pension à Mme veuve Priest, veuve d'un préposé des Douanes..	584
1925. 30 décemb.	Arrêté concédant une pension de retraite à M. Ossian (Joachim), secrétaire de mairie de 2e classe.	631
	Voir : *magistrats coloniaux.*	
	Percepteurs-receveurs municipaux.	
1925. 8 janv. .	Arrêté modifiant le nombre des perceptions.	10
1925. 22 janv..	Arrêté modifiant l'article 2 d'un arrêté du 26 avril 1924 relatif aux émoluments des Percepteurs et des Percepteurs-receveurs municipaux de la Guyane.....	27
1925. 28 janv..	Arrêté fixant les suppléments de fonctions attribués au titre de l'indemnité de responsabilité aux Percepteurs et Percepteurs-Receveurs municipaux ainsi que les allo-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	cations forfaitaires pour frais de service leur revenant	36
1925. 23 février.	Arrêté déterminant le pourcentage suivant lequel les communes des 1re et 2e circonscriptions devront participer dans les dépenses du Percepteur de leur circonscription respective en 1925.....	48
1925. 29 octob..	Arrêté modifiant l'article 1er de l'arrêté du 8 janvier 1925.....	520
1925. 3 nov....	Arrêté déterminant les suppléments de fonctions et allocations forfaitaires au Percepteur de la 1re circonscription.....	541
	Péremption.	
	Voir : *Opposition.*	
	Phares, Sémaphores.	
	Voir : *Parité d'office.*	
	Plantons et concierges.	
1925. 11 juin...	Arrêté portant suppression, par voie d'extinctions, du cadre des plantons et concierges du Service local.....	27[illegible]
	Poids et mesures.	
	Voir : *Douanes, vérification.*	
	Police.	
1925. 11 juin...	Arrêté portant suppression du poste d'adjudant de la Police générale.....	245
1925. 28 nov.	Arrêté fixant les conditions de recrutement des Commissaires de police à la Guyane..	583
	Porteurs de contraintes.	
1925. 20 mai...	Arrêté modifiant le tarif des frais de poursuites à payer aux Porteurs de contraintes	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	en matière de contributions directes, taxes ou produits assimilés	175
	Ports et rades.	
1925. 11 juin...	Arrêté modifiant l'article 1er de l'arrêté du 22 décembre 1919 portant réorganisation du service des Ports et Rades, Sémaphores et Phares.....	250
	Postes.	
1925. 12 janv...	Décision portant nominativement application aux agents et sous-agents des Postes de la Guyane des dispositions de l'arrêté du 30 décembre 1924.....	13
1925. 5 mars..	Arrêté fixant l'encaisse des bureaux de Poste de plein exercice de la colonie.....	58
1925. 5 mars..	Arrêté autorisant les Receveurs et Receveuses des bureaux de poste subordonnés à demander des fonds de subvention aux comptables de leur résidence	63
1925. 19 sept...	Décision portant modifications à la décision n° 1348 du 27 décembre 1924... .	427
1925. 10 nov...	Arrêté portant création d'une recette principale à Cayenne.....	543
1925. 16 nov...	Arrêté promulguant à la Guyane française le décret du 26 août 1925 portant ratification des arrangements et conventions signés au congrès postal universel de Stockholm le 28 août 1924.—Rapport.....	552
1925. 26 août..	Décret portant ratification des arrangements et conventions signés au congrès postal universel de Stockholm le 28 août 1924.....	553
	Voir: *Budget général. parité d'office, indemnité de fonctions.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Prescription trentenaire.	
	Voir : *Successions.*	
	Produits pétrolifères.	
	Voir : *Régime douanier.*	
	Prohibition.	
	Voir : *Jetons.*	
	R	
	Recette principale.	
	Voir : *Poste.*	
	Recolement	
	Voir : *Colis postaux.*	
	Recrutement	
1925. 14 avril..	Arrêté étendant au personnel des cadres locaux de la Guyane française les avantages de l'article 7 de la loi du 1er avril 1923 sur le recrutement de l'armée.....	97
1925. 7 juillet..	Arrêté relatif aux opérations du Conseil de révision et à la visite médicale des inscrits de la classe 1926 et des ajournées des classes 1923, 1924 et 1925.....	331
1925. 28 juillet.	Arrêté relatif aux opérations du Conseil de révision et à la visite médicale des hommes de la classe 1926 et des ajournés des classes 1923, 1924 et 1925.....	333
	Régime douanier de produits pétrolifères	
1925. 14 mai...	Arrêté promulguant la loi du 5 août 1919 relative à la modification du régime douanier de produits pétrolifères.....	155
1919. 5 août...	Loi portant modification du régime douanier des produits pétrolifères en France.....	156

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 2 juin.. .	Arrêté promulguant le décret du 30 août 1949 portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi du 5 août 1919 relative à la modification du régime douanier des produits pétrolifères.....	217
1919. 30 août	Décret portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi du 5 août 1919 relative à la modification du régime douanier des produits pétrolifères en France.....	218
	Relations intercoloniales et internationales.	
	Voir : *Articles d'argent.*	
	Remises.	
	Voir : *Gendarmerie.*	
	Responsabilité.	
	Voir : *Accidents du travail, sociétés.*	
	Retenues rétroactives.	
1925. 3 juillet..	Dépêche ministérielle:— Application de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924. Versement des retenues rétroactives (*Bulletin supplémentaire n° 7 ter*)..	//
	Retraites.	
1925. 20 juillet.	Arrêté ministériel relatif à la validation de services pour la retraite (Loi du 14 avril 1924).....	423
	Revenu.	
	Voir : *Impôt général.*	
	Rhums et tafias.	
	Voir : *Alcool.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	S	
	Scolyte.	
	Voir : *Café*.	
	Saisie-arrêt.	
	Voir : *Oppositions*.	
	Secrétaires de Mairie.	
1925. 11 juin...	Arrêté portant suppression par voie d'extinctions du cadre des Secrétaires de Mairie des communes rurales.....	244
	Secrétariat général.	
1925. 7 avril...	Arrêté. — Délégation d'attributions au Secrétaire général du Gouvernement de la Guyane française.....	85
1925. 11 juin...	Arrêté portant réduction de l'effectif du cadre du personnel local du Secrétariat général de la Guyane.....	246
1925. 17 juin...	Arrêté promulguant le décret du 28 avril 1925 qui complète l'article 2 du décret du 1er décembre 1920 portant amélioration des traitements du personnel des bureaux des Secrétariats généraux.....	265
1925. 28 avril...	Décret complétant l'article 2 du décret du 1er décembre 1920 portant amélioration des traitements du personnel des bureaux des Secrétariats généraux.....	267
1925. 26 août...	Décision chargeant M. Thaly (Gabriel), Secrétaire général, de l'expédition des affaires courantes et urgentes pendant l'absence du Gouverneur du chef-lieu.....	407
	Sémaphores et Phares.	
	Voir : *Ports et Rades, Parité*.	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Séries de prix.	
	Voir : *Fournitures.*	
	Services médicaux et hospitaliers.	
	Voir : *Administration pénitentiaire.*	
	Significations.	
	Voir : *Oppositions.*	
	Sinnamary.	
1925. 22 janv..	Arrêté autorisant la commune de Sinnamary à faire l'acquisition d'un immeuble...	24
	Sociétés.	
1925. 4 décemb.	Arrêté portant approbation d'une modification apportée aux statuts de l'Amicale des instituteurs et institutrices de la Guyane.	608
	Voir : *Boys-Scouts.*	
	Sociétés à responsabilité.	
1922. 16 avril..	Arrêté promulguant la loi du 7 mars 1925 tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée	102
1925. 7 mars...	Loi tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée.....	103
	Soldes dûes au décès des fonctionnaires	
	Voir : *Fonctionnaires.*	
	Spiritueux.	
	Voir : *Taxe de consommation.*	
	Sport guyanais.	
1925. 5 nov...	Décision accordant une somme de cinq cents francs à la société « Le Sport Guyanais».....	342

DATES.	ANALYSE.	PAGES
	Sténographie.	
1925. 8 janv. .	Arrêté créant un cours facultatif de sténographie au Collège de Cayenne.....	7
	Successions déshérentes.	
1925. 5 février.	Arrêté prescrivant l'imputation définitive au Service local du solde créditeur des successions déshérentes atteintes par la prescription trentenaire.....	4
	Suppressions.	
	Voir : *Gardes sanitaires, gardien de chalet, Hôpital-Hospice civil, plantons et concierges, police, secrétaires de mairie, Secrétariat général.*	
	T	
	Taxes.	
1925. 6 mai. .	Arrêté promulguant à la Guyane française le décret du 4 avril 1925, relatif à des modifications apportées au mode d'assiette et aux règles de perception de la taxe de consommation sur les spiritueux dans la colonie. — Rapport.....	135
1925. 4 avril. .	Décret relatif à des modifications apportées au mode d'assiette et aux règles de perception de la taxe de consommation sur les spiritueux dans la colonie.....	137
1925. 27 mai...	Arrêté promulguant le décret du 6 mai 1925 portant établissement à la Guyane française d'une taxe spéciale sur la valeur des marchandises exportées et importées...	191
1925. 6 mai....	Décret portant établissement à la Guyane française d'une taxe spéciale sur la valeur des marchandises exportées et importées.	192

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 3 juillet..	Arrêté approuvant une délibération du Conseil général en date du 26 juin 1925 créant une taxe spéciale de commerce intérieur en remplacement de la patente pour les commerçants de l'intérieur.....	310
1925. 30 décemb.	Arrêté autorisant la perception pour l'année 1926, des taxes et contributions locales	622
	Voir : *Gendarmerie.*	
	Timbres.	
1925. 20 mai...	Arrêté réglementant l'application des nouveaux tarifs de timbre à la Guyane	180
1925. 25 mai...	Arrêté promulguant le décret du 3 mars 1925 relatif au droit de timbre proportionnel. — Rapport.....	181
1925. 3 mars...	Décret relatif au droit de timbre proportionnel.....	182
1925. 25 mai...	Arrêté portant promulgation du décret du 4 avril 1925 relatif au timbre de dimension et au timbre des connaissements. — Rapport.....	183
1925. 4 avril...	Décret relatif au timbre de dimension et au timbre des connaissements.....	184
1925. 25 mai...	Arrêté rendant exécutoire la délibération du Conseil général de la Guyane du 25 mai 1925, relatif au timbre de dimension et au timbre des connaissements.....	185
1925. 25 août..	Résolution établissant deux décimes sur les droits de timbre de dimension et élevant les quotités des droits du timbre des connaissements.....	186
1925. 25 mai...	Arrêté rendant exécutoire la délibération du Conseil général de la Guyane du 25 août 1925, qui a modifié le tarif du timbre proportionnel.....	187

DATES.	ANALYSE.	PAGES
1924. 25 août..	Résolution modifiant le tarif des droits du timbre proportionnel.....	187
1925. 25 mai...	Arrêté réglementant à la Guyane l'application des nouveaux tarifs des coupons....	188
	Transit.	
1925. 25 août...	Arrêté promulguant : 1° la loi du 31 mai 1924 portant ratification de la Convention sur la liberté du transit ; 2° le décret du 16 mai 1925 portant promulgation de cette Convention.....	380
1924. 31 mai...	Loi portant ratification de la Convention sur la liberté du transit.....	381
1925. 16 mai...	Décret portant promulgation de la Convention sur la liberté du transit.....	382
	Transmissions radioélectriques.	
1925. 27 octob.	Arrêté promulguant à la Guyane française le décret du 29 juillet 1925, relatif à l'exploitation, en temps de paix et en temps de guerre, des stations radioélectriques — Rapport.....	506
1925. 29 juillet.	Décret relatif à l'exploitation en temps de paix et en temps de guerre des stations radioélectriques.....	503
1925. 27 octob..	Arrêté promulguant le décret du 31 juillet 1925 relatif à l'emploi des transmissions radioélectriques, en temps de paix, par les navires et les aéronefs.....	508
1905. 31 juillet.	Décret relatif à l'emploi des transmissions radioélectriques, en temps de paix, par les navires et les aéronefs.....	509
	Transport des restes mortels des fonctionnaires ou famille de fonctionnaires.	
1925. 5 mars...	Arrêté autorisant le transport en France des restes mortels des fonctionnaires ou des	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	membres de leur famille décédés aux colonies	60
	Travaux publics.	
1925. 7 mai....	Arrêté allouant une indemnité de logement aux agents des Travaux publics et des Mines en service dans les communes rurales	148
1925. 28 mai...	Décision portant mutation dans le personnel du service des Travaux publics et des Mines	194
1925. 11 juin..	Arrêté rapportant celui du 20 juin 1920 portant création de l'emploi de Magasinier-gérant du service des Travaux publics de la Guyane française	254
1925. 29 octob..	Arrêté portant organisation du personnel des Travaux publics et des Mines	522
1925. 28 nov..	Arrêté complétant l'article 2 de l'arrêté du 7 mai 1925 allouant une indemnité de logement aux agents des Travaux publics et des Mines en service dans les communes rurales	588
1925. 31 décemb.	Décision portant affectation des agents du service des Travaux publics et des Mines	629
	Trésor.	
1925. 27 janv..	Décision concernant l'élection des délégués du personnel de la Trésorerie en qualité de membres de la commission permanente dite de discipline	34
1925. 21 avril.	Arrêté promulguant le décret du 14 février 1925 qui modifie celui du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales. — Rapport.	110
1925. 14 février	Décret modifiant celui du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales	112

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925. 11 mai...	Arrêté mettant au concours trois places de commis de 4e classe de la Trésorerie de la Guyane.....	151
1925. 13 mai...	Arrêté relevant l'allocation spéciale destinée à rétribuer les employés auxiliaires de la Trésorerie de Cayenne.....	153
1925. 31 août...	Arrêté ministériel modifiant l'arrêté du 21 août 1923, portant organisation du cadre de la Trésorerie de la Guyane.....	535
1925. 21 décemb.	Arrêté déterminant le nombre des inscriptions au tableau d'avancement des agents de la Trésorerie de la Guyane française et nommant les membres de la commission de classement pour l'année 1926....	617
	V	
	Validation de service.	
	Voir : *Retraites.*	
	Ventes.	
1925. 22 janv..	Arrêté chargeant les secrétaires de mairie et les greffiers des communes rurales de la colonie de la vente des meubles et objets mobiliers appartenant au Service local et remis au service des Domaines pour être vendus aux enchères publiques.....	25
	Vérification de caisses.	
1925. 4 décemb.	Arrêté. — Vérification de la caisse et du portefeuille du Receveur municipal de Cayenne au 31 décembre 1925.....	608
1904. 16 décemb.	Décision portant désignation des fonctionnaires délégués à la vérification des caisses et portefeuilles des comptables des deniers publics.....	611

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1925 22 décemb.	Décision portant designation des fonctionnaires délégués à la vérification des caisses et portefeuilles des comptables des deniers publics.....	616
1925. 31 décemb.	Décision. — Désignation des fonctionnaires délégués à la vérification des caisses et portefeuilles des deniers publics.	631
	Vérification des poids et mesures.	
1925. 18 mai...	Arrêté fixant la période de vérification des poids et mesures dans les diverses communes de la colonie.....	168
	Voir : *Douanes*.	

TABLE DES NOMS.

A

Abraham (Noémie)..... 395
Agésilas (Th.)..... 53
Arfat (F)..... 167
Ajos (V)..... 77
Alexandre (R)..... 80, 315
Alfré (Ph.)..... 143
Amarantlie (M).. 470, 478, 466, 594
Amel (Al.)..... 595
Amusant (Paul) 194, 203, 630
André (St.)..... 345
Angammarre (R)..... 84, 85, 143
147, 172, 279, 284, 286, 463,
Aoussat (H)..... 171
Arada (M.)..... 39
Aristide (Dme)..... 77, 123
Arras (Ch.)..... 39, 342
Aubertie (R)..... 544
Aymond (Ed.)..... 592

B

Bacé (Lionel)..... 143
Bally (Marie)..... 468
Barabo (A)..... 417
Barbe (J)..... 269
Barchot (R)..... 146
Barthelemy (G)..... 464
Barthelemy (L)..... 636
Bathilde (M)..... 176
Bauer (J)..... 464
Baulane (H)..... 532
Bayonne (J)..... 54, 591
Bazile-Octuvon (S)..... 77
Beauregard (T)..... 592
Beauroy (R) . 123, 278, 284, 286
414, 417
Bellevue (O)..... 429
Bellon (N)..... 13
Benth (C)..... 144
Bergrave (F)..... 39
Berland (J)..... 199, 203, 204
Bernardin (R)..... 48, 72
Blanc (M)..... 297, 428
Blanche (Al.)..... 38, 53, 204
Blanchard..... 527
Bilon (J)..... 13
Bonjotin (D)..... 204
Bontemps..... 416
Boudoute (A)..... 341
Bourgeon (F)..... 205
Boutié (Al.)..... 167
Bouygues (J.-B.)..... 88, 341, 343
Boyreau (P)..... 40, 77, 530
Brachet (G)..... 593
Briais (F)..... 199
Briard..... 77
Briolin (E)..... 150
Bruère-Dawson (M)..... 48
Bulle (Al.)..... 205

C

Cabéria (J)..... 297, 496, 528
Cadoré (P)..... 71
Cagnet (J-L.)..... 297
Calumery (G)..... 205
Capillo (C)..... 146
Caristant (R)..... 341
Cavalier (R)..... 592
Ceraline (U)..... 342
Champagne (V)..... 12, 630
Chanel (J-C.)..... 83, 462
Charlery (G)..... 525, 630
Charneau (D)..... 636
Chartol (As.)..... 592
Chaspoul (Al.).. 51, 78, 143, 146
167, 171, 206, 278, 284, 286, 536
Chateau (Ed.)..... 54, 628
Chauvier Ch.)..... 52
Chérica (Paul)..... 298
Chérius-Chéry.. 78, 143, 147, 167
172, 294, 296, 527, 593
Cipriani (J. D.)..... 636
Claire (P)..... 314
Clairis (L)..... 525
Clarac (Ed.)... 143, 146, 167, 172
279, 284, 286, 418, 490
Clarin (Dme)..... 77, 592
Clavier (A)..... 52
Clé (P. E.)..... 428
Clément (Ch.).. 172, 174, 376, 377
494, 586

Cléostrate (G)..... 54, 615
Clet (Ch.)..... 144
Clet (N)..... 144
Clotaire (J)..... 417
Clotilde (D)..... 294
Clotilde (J)..... 466
Clotilde (P)..... 466
Cognet (A)..... 203, 296
Collat (H)..... 614, 635
Constampon (E)..... 532
Conrat (F)..... 143
Cornette de St.-Cyr 418, 418, 527
Coustin (P)..... 167
Crouzet (U)..... 468
Cupidon (P) 72, 199, 316
Curron (H)..... 614, 635

D

Damas (A)..... 630
David (Al.)..... 43
Dardet (Ch.)..... 40, 416, 594
Debuc (Em.)..... 414
Dédel (Paul)..... 14
Delambre (F)..... 206
Delaval (L)..... 122
Delos (G)..... 206
Derevoge (P)..... 345
Desbelles (Ch.)..... 201
Desidéri (B)..... 40
Désir (G)..... 146
Desvieux (Al.)..... 122, 207, 614
Detournel (Al.)..... 491
Devez (G)..... 416, 418, 462
Dimanche (M)..... 466
Dimanche (Th.)..... 77
Dorfer (E)..... 614
Dorfer (L)..... 630
Dorlin (J)..... 593
Dorwling-Carter..... 298, 414
Dottor (W)..... 167
Draese (Ph.)..... 14
Duchange (An.)..... 636
Duchange (H)..... 77
Duchêne (S)..... 167
Dulice (Ad.)..... 207
Dunon (Vve)..... 528
Duvigneau (E)..... 531

E

Effilier (A)..... 630
Egensperger..... 416
Elegie (El.)..... 269
Elfort (F)..... 167
Elizé (E)..... 529, 639
Ellie..... 414, 415, 490, 591, 593
Elosel (A)..... 630
Emmanuel (P)..... 13, 639
Engapsid..... 297, 414
Ephèle (N)..... 417
Esor (Vve)..... 122, 341
Eugène (Al.)..... 465

F

Fabre (J)..... 25, 122, 147, 206
Fanier (Al.)..... 48, 414
Fauchon..... 527
Faula (M)..... 89, 344
Félicité (Sy.)..... 199, 202
Fidèle (Cyr)..... 76, 614
Floride (H)..... 39
Florus (St.-Omer)... 80, 194, 630
Flot (J)..... 343
Fortuné (Léonard).. 408, 527, 638
Fortuné (Louis)..... 638
France..... 527
François (Lu.)..... 592
Frédéric (Ch.)..... 268
Fulconis (H)..... 143
Furet..... 77

G

Galliot (D)..... 143
Garus (Es.)..... 13
Gautrez (voir Persinette)..... 414
Giban (L)..... 527

Gilbert-Pierre 341
Gippet (Et.) 23, 208
Gober (E) 4
Goltin (M) 144
Gomet (Th) 143
Grigel (R) 146
Grisnoir (An.) 203, 342
Gros (Al.) 637
Guerlain (Em.) 344, 591
Guinguincoin (J.-B) 14
Gusta (E) 143

H

Haas 527
Halmus (F) 529
Havard (Em.) 14
Héber (E) 121, 143, 147, 167 172 279, 284, 286, 418
Hellio (P) 414
Henrick (Al.) 203
Henrick (J) 530
Henrick (V) 167
Henrion (E) 630
Herard (L) 297
Hildevert (S) 417
Honorien 527
Horth (F) 144
Horth (P) 468, 526
Hyasine (J) 14

I

Ihler de St.-Hilaire 341
Imbault (G) 630
Indie (E) 202
Innocent (L) 79
Iqui (J) 343, 630

J

Jadfard (E) 269
Jaffart (A) 202, 296
Jaffart (O) 40
Jalton (A) 38, 204
Jean-Charles (A) 463
Jean-Charles (Dme) 340
Jean-Louis (A) 13, 201, 462
Jean-Louis (E) 531
Jean-Louis (L) 531
Jean-Marie (V) 204, 635
Jobiensi (N) 639
Joffroy (R) 342
Jorset (E) 526
Joseph (A) 530
Joseph (B) 78, 122
Jugo (H) 414

K

Kagnel (E) 294
Kérel (M) 146
Kermel (J) 14, 340
Kolhé (J) 202

L

Labarrère (J) 205
Lacour (Ass.) 39
Lafont (Al.) 205, 529, 639
Laffont (H) 154, 490
Lafrontière 463
Lalande 201
Lama 202
Lamasse (N) 14
Lamonge (J) 146
Lancet (St.) 591
Lantin (Ch.) 80
Lantin (E) 80
Lantin (F) 146
Larance (N) 144
Larance (Ph.) 144
Larivière (Remi) 416
Latoville 344, 464 491
Laudernet (E) 464

Laupénie (L)..... 13, 54, 203, 594
Laurence (M)..... 343
Léandre (E)..... 171
Leblanc (A)..... 39
Le Blond (E)..... 207
Le Bomin..... 346, 438
Lédi (Al.).. 53, 298, 345, 415, 637
Lélé..... 77
Lemoir (E)..... 590
Leoté (J)..... 144
Lestrade (Ph.).. 87, 88, 345, 637
Létard (G)..... 144
Létard (H)..... 144, 204, 526, 630
Letentu..... 77
Léveillé (Al.)..... 167
Léveillé (H)..... 202
Lhuerre (A)..... 419
Lhuerre (E)..... 415
Lhuerre (Ch.)..... 592
Lisuzun (J. H)..... 344, 531
Lioudor (Ph.)..... 171
Lombart (J)..... 34, 591
Lonfort (J)..... 146
Lony..... 341
Loos (J)..... 203
Lowinsky (L)..... 526
Lubin (V)..... 53
Luc (Th.)..... 529
Lucain (J)..... 196
Lucain (H)..... 14
Lucan (J)..... 14
Luce (P)..... 146

M

Malacarnet (Ed.)..... 529
Mambié (C)..... 630
Mancel (F)..... 146
Mandé (E)..... 167
Mandé (Ph.)..... 467
Manguer (J)..... 535
Maniez (R)..... 525
Marchand (M). 143, 146, 167, 171 278, 284
Marguerite (L)..... 146
Marie-Céline (D)..... 39
Marie-Claire..... 13, 50, 594
Mariéna (A)..... 143, 530
Mariphouse (T)..... 58
Martial (C)..... 203
Martini..... 202
Masse 143, 146, 167, 171, 278, 284 286
Massé (S)..... 199
Marseillan (J)..... 527
Mathurin (C)..... 146
Mauconduit (L)..... 559
Max-Brisset (G)..... 613
Mazy (G)..... 14
Mazy (E)..... 167
Meltéor (Al.)..... 77, 343, 468
Ménopol (E)..... 343
Merckel (E)..... 590
Michaux (P)..... 414, 415, 593
Mine (Léon)..... 14, 202
Minfir (P)..... 14
Miranda (P)..... 13
Moderne (M)..... 415
Mo lock (Ad.)..... 80, 322, 630
Moineau (Th.)..... 146
Mondésir (G)..... 408, 614
Monnin (L)..... 462
Montet (R)..... 589
Monti-Rossi (de)..... 414

N

Nadau..... 51
Nemouthé..... 144
Nérin (P)..... 344, 525, 636
Néron (G)..... 146
Néron (E)..... 146
Niénat (J)..... 529
Niénat (V)..... 529
Noël (V)..... 14, 417, 637
Noleau (G)..... 40
Noléon (Al.)..... 122, 207
Noléon (F)..... 595
Numitor (A)..... 529

O

Octaville (R)... 248, 378, 493, 519
Octobre (L)..... 77, 464, 465
Ossian (J)..... 463, 631
Ova (R)..... 38, 593
Oxide (H)..... 416, 464, 526

P

Pactol (M)..... 122
Pagésy (Ch.)..... 72
Paigerac (Vve)..... 590
Paillé (Em.)..... 284
Pallas (H..... 14
Palmier (H)..... 326, 341
Panela (Ad.)..... 296
Pardin (D)..... 78, 636
Pascal (E)..... 167
Paterne (L)..... 345
Pau-Hermite..... 341
Payon (M)..... 595
Pelote (M)..... 204
Perrin..... 78
Perrin (Dme)..... 294
Perséguers..... 38
Persinette-Gautrez..... 414
Petit..... 527
Pharam (E)..... 167
Pharose (B)..... 417
Philbert (Dme)..... 40
Philias (A)..... 341, 464
Pigrée (A)..... 637, 639
Pindard (A)..... 618
Pindard (L)..... 121
Plutus (F)..... 294
Ponsignon..... 615
Pothiéris (R)..... 417
Poullet (H)..... 39
Prepont (G)..... 207
Prevel..... 298
Prevot (E)..... 13, 50
Prevot (F)..... 14
Prian (B)..... 80, 526
Priest (Dme)..... 585
Prosper (A)..... 39
Prud'homme (C)..... 14, 342, 594
Pulchérie (V)..... 201, 294
Py (G)..... 419

Q

Quémon (St.)..... 529
Quevy (L)..... 418
Quintrie-Lamothe (Ch.)..... 199
Quintrie-Lamothe (H)..... 52

R

Raban (A)..... 526
Raphaël (A)..... 463
Rebel (Al.)..... 593
Remarla (M)..... 191
Remy (J)..... 144
Renault (V)..... 122
Renauva (E)..... 342
Regour (G)..... 173, 452
Resse (J)..... 531
Rhény (E)..... 531
Richer (S..... 79, 466
Roberty (V)..... 37
Rollus (J)..... 14, 592
Romain (G)..... 595, 638
Ronda-Sylva..... 419
Rose (E.)..... 465, 468
Roumi (R)..... 528
Rozé (J)..... 167
Rozé (P)..... 167
Ruffinel..... 526
Rupert (P)..... 144
Ruton (A)..... 143

S

Saba (Dme..... 590
Sablé (J) 53, 279, 284, 286, 415, 418
Saccharin (Ph.)..... 199, 202, 206
Sainte-Claire (H)..... 639
Sainte-Claire (L)..... 52, 123, 531
Sainte-Claire (M)..... 529
Sainte-Claire (R)..... 529
Saint-Felix..... 530, 630
Saint-Philippe (M)..... 50, 202
Saint-Quentin (H).. 199, 202, 203
Saintol (A)..... 13, 54
Salvador (Cl.) 297, 339, 375, 451 493, 586, 591
Saminadin..... 207

Samuel 79
Sansouci. 143
Sarlat (R)..... 53, 415, 593
Saturnis (P) 343
Sébéloué 167
Selbonne. 122, 375, 519, 520
Sepho (E)..... 344
Séraphin (F). 638
Séraphin (J)..... 638
Servais-Eustache (Y)..... 77, 80
Siger (A)..... 77
Siger (L)..... 463
Silaud (C)..... 79, 594, 636
Simoneau (H)... 52, 206, 593, 618
Sinai (J)..... 417
Sirder (L)..... 526, 630
Socrate (D)... 53, 78, 204, 298, 415 593
Sontag 638
Sophie (E)..... 144
Soutart (P)..... 167, 525
Souvenir (E)..... 296
Stahl (L)..... 342
Stanis (J)..... 14
Stanislas..... 531
Succab 419, 528

V

Valdec (V)..... 14
Varache (E)..... 205
Venère 202
Verderosa (G)..... 39, 340
Verderosa (J)..... 78
Vernet (J.-B)..... 144
Vernet (L)..... 638
Vertbois (A)..... 529, 630
Viané (Ur.)..... 466
Victorine (Vve)..... 607
Vilo (J)..... 345

W

Wackenheim..... 418
Wargniez..... 525

Y

Yencamma..... 591

Z

Zénobie (R)..... 345, 637
Zéphir (A)..... 466
Zéphir (Eug.)..... 48